Les italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié : 1870-1970

Olivier Guatelli

▶ **To cite this version:**

Olivier Guatelli. Les italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié : 1870-1970. Histoire. Université Nancy 2, 2002. Français. NNT : 2002NAN21022 . tel-01776578

HAL Id: tel-01776578
https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01776578

Submitted on 24 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

Olivier Guatelli

Les Italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié (1870-1970)

Composition du jury :

M. Jean EL GAMMAL, professeur à l'Université Nancy 2

M. Gilbert MEYNIER, professeur à l'Université Nancy 2

M. Gérard NOIRIEL, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

M. François ROTH, professeur à l'Université Nancy 2

M. Ralph SCHOR, professeur à l'Université de Nice

Avant-propos.

Cette thèse est l'aboutissement d'un travail de recherche de près de dix années. Il m'a conduit à fréquenter, en France et en Italie, de nombreux dépôts d'archives - bibliothèques, mairies, archives départementales -, et surtout à rencontrer plusieurs dizaines de personnes dont les témoignages ont été passionnants. Il s'agit moins ici de retracer l'histoire d'un phénomène démographique, l'immigration italienne, que de décrire la vie d'hommes et de femmes, arrivant puis s'installant parfois pour toujours, dans une région dont les paysages et les habitants leur étaient totalement inconnus auparavant. Je remercie particulièrement mon directeur de thèse, François Roth, pour ses nombreux et utiles conseils.

Je remercie également :

- Mrs Louis Chatelier et Gilbert Meynier, professeurs à l'Université Nancy 2, pour leurs cours en D.E.A.

- M. Yves Kinossian, directeur des Archives Départementales des Vosges, qui a fait aboutir dans les plus courts délais toutes mes demandes de dérogation.

- Mrs Jean-Claude Fombaron, Jean-Pierre Kruch et Raymond Lamaze, cartophiles et grands connaisseurs du passé de la région de Saint-Dié, qui m'ont communiqué de nombreux documents.

- M. Emilio Lenzi, ancien maire de Torcegno, qui m'a permis de consulter les archives de sa commune.

- les personnels des Archives Départementales des Vosges et de la Bibliothèque Municipale de Saint-Dié, pour leur grande compétence et leur amabilité.

- Carmela Sartorelli, ma grand-mère, et Gino Guatelli, mon père, qui m'ont apporté de très nombreuses informations.

- les personnes que j'ai interrogées et qui m'ont toujours ouvert leur porte avec la plus grande gentillesse.

Introduction.

En moins d'un siècle, de 1880 à 1960 environ, plusieurs millions d'Italiens ont émigré vers la France : certains s'y sont installés, ont fondé une famille, sont devenus Français et se sont "fondus" avec leurs enfants et petits-enfants dans la société française ; d'autres, plus nombreux, n'ont été que des "oiseaux de passage", et ne sont restés que quelques semaines, voire quelques années au même lieu avant de rentrer au pays, chassés par le chômage, l'hiver ou l'hostilité des autochtones. La mémoire collective et les manuels scolaires ne veulent pourtant retenir que la réussite des premiers pour mieux oublier les seconds. L'Italien bénéficie aujourd'hui d'une image très flatteuse, celle d'un immigré "modèle", proche culturellement des Français, anciennement installé, qui se serait le plus facilement du monde intégré à la société d'accueil. Sa responsabilité propre est d'ailleurs toute secondaire : les institutions républicaines - l'école, l'armée, les lois en vigueur - auraient représenté de magnifiques "machines à intégrer" les étrangers, machines dont la belle mécanique serait aujourd'hui grippée pour les immigrés maghrébins, noirs-africains ou Turcs. Vision toute manichéenne, simpliste, fréquemment reprise dans les médias, et qui évite de se pencher sur ce qu'a réellement été par le passé l'intégration des Belges, des Polonais et des Italiens. Pierre Milza, Ralph Schor et Gérard Noiriel ont contribué à nuancer très fortement l'image d'une "fusion" exemplaire[1]. Pierre Milza et Ralph Schor ont notamment montré l'importance fondamentale du milieu d'accueil dans la réussite ou l'échec du processus d'intégration : l'état d'esprit des autochtones, la perception de "l'autre" dépendent étroitement des relations diplomatiques entre les États, ainsi que de la situation politique et économique nationale. L'étude du "terreau" dans lequel tentent de s'enraciner des gens venus d'un pays étranger, revêt donc une très grande importance. Gérard Noiriel analyse précisément les politiques successives d'immigration aux XIXème et XXème siècles : utilisant tous les moyens administratifs et scientifiques dont ils disposaient - moyens toujours plus performants et modernes -, les gouvernements français ont progressivement encadré les flux migratoires en recrutant et sélectionnant selon des normes toujours plus rigoureuses, les hommes et les femmes qui leur semblaient capables d'accomplir les tâches les plus pénibles. Les pouvoirs publics ont également établi des différences entre les nationalités, encourageant par là-même dans l'opinion publique la distinction entre "bons" et "mauvais" étrangers : aux Italiens était ainsi dévolue la double tâche de travailler et de rajeunir un pays menacé par le vieillissement et la dénatalité, alors que les "indigènes" maghrébins, jugés trop "différents", ne devaient rester en France que quelques années tout au plus. Gérard Noiriel a également montré

[1] Voir les principaux ouvrages écrits par ces auteurs, figurant en bibliographie. Certains m'ont été d'un très grand profit, en particulier : "Le voyage en Ritalie", "Français et Italiens à la fin du XIXème siècle" de Pierre Milza ; "Longwy, immigrés et prolétaires", "Le creuset français" de Gérard Noiriel.

l'importance de la main-d'œuvre immigrée dans la politique productiviste et paternaliste du patronat lorrain : à Longwy, Italiens et Polonais sont arrivés par wagons entiers dans les années 1920 pour travailler dans les mines et les usines sidérurgiques. Ces fils de paysans, considérés comme frustres et apolitiques, devaient fournir une force de travail obéissante et sous-payée, prête à travailler à n'importe quel prix ; ils devaient empêcher toute organisation et unification du mouvement ouvrier. Bouc émissaire en période de crise, l'étranger est ballotté entre l'état d'esprit des autochtones, les lois du pays qui l'accueille, les ordres de celui qui l'emploie. Les stratégies d'intégration sont alors très diverses : élévation sociale grâce au travail, naturalisation, mariage avec une Française, participation à la vie associative locale, réussite scolaire des enfants. Cette appropriation des normes dominantes s'est faite progressivement et on ne peut véritablement parler d'intégration et d'assimilation réussies que plusieurs décennies après l'arrivée en France.

Toutes les études consacrées à l'immigration italienne portent cependant sur des régions ou des villes rassemblant plusieurs dizaines de milliers, voire plusieurs centaines de milliers de Transalpins. L'attention des chercheurs s'est tout naturellement portée vers les zones où la "visibilité" des immigrés était la plus forte, là où leur activité associative, syndicale ou politique était importante, là où, également, manifestations de rejet xénophobe et marques de l'intégration étaient les plus évidentes : ont été privilégiés Paris et sa banlieue, Marseille, Lyon, certains départements du sud-ouest tels le Gers ou le Lot-et-Garonne. Même dans les travaux les plus récents, on assimile la Lorraine, région comprenant quatre départements, à la "Lorraine du fer" ou au Pays Haut correspondant au nord de la Meurthe-et-Moselle. Dans Les Italiens en France de 1914 à 1940, édité en 1986 sous la direction de Pierre Milza, Gérard Noiriel traite en 23 pages des *"immigrés italiens en Lorraine pendant l'entre-deux-guerres"* : il doit signaler en note que *"le département des Vosges, un peu excentré par rapport à la Lorraine du Nord n'est pas pris en compte dans cette analyse. L'immigration italienne plus dispersée dans ce département a d'ailleurs encore été plus mal étudiée que celle du reste de la région"*[2]. En effet, les Vosges, loin des deux "capitales" lorraines Metz et Nancy, apparaissent souvent comme un département marginal, aux ressources essentiellement rurales : ici, ni plateaux plantés de mirabelliers, ni mines de fer, de sel ou de charbon, mais des montagnes de moyenne altitude recouvertes de sapins. Les immigrés italiens n'y ont, de plus, jamais été très nombreux.

[2] NOIRIEL (Gérard), Les immigrés italiens pendant l'entre-deux-guerres : du rejet xénophobe aux stratégies d'intégration, in Les Italiens en France de 1914 à 1940, MILZA (Pierre), sous la direction de, Rome, Collection de l'École Française de Rome, 1986, pages 609-632.

L'espace étudié : l'arrondissement de Saint-Dié.

Situé au nord-est du département des Vosges, l'arrondissement de Saint-Dié, d'une superficie d'environ 1200 kilomètres carrés, correspond approximativement aux bassins hydrographiques de la Haute-Meurthe et de la Vologne. Les communications y sont peu aisées et le trafic routier et ferroviaire se concentre principalement sur un axe nord-sud qui suit la vallée de la Meurthe. Dans cette région très boisée, le massif vosgien, dont l'altitude s'échelonne de 300 à 1300 mètres, est entaillé par plusieurs petites vallées. Ses ressources naturelles sont peu nombreuses : le bois - sapin et épicéa principalement -, l'énergie hydraulique, les pierres de grès, de granit ou le *trapp*. L'agriculture, qui consiste surtout en l'élevage bovin, la culture du blé et de la pomme de terre, n'obtient que de faibles rendements ; la rudesse du climat, les fortes dénivellations, le cloisonnement sont des obstacles à une modernisation efficace. L'arrondissement ne compte aucun grand centre urbain : la ville de Saint-Dié n'abrite que 20 000 habitants au début du XXème siècle et les sept autres chefs-lieux de cantons ne dépassent pas les 10 000 habitants. Depuis le milieu du XIXème siècle, les zones montagneuses gardent une économie traditionnelle ; elles subissent également les conséquences d'un fort exode rural qui vide les villages de la frange la plus jeune de la population. L'industrie textile linière et surtout cotonnière, s'est développée très tôt dans le fond des vallées : au lendemain du traité de Francfort, tissages, filatures et blanchisseries emploient déjà des milliers d'ouvriers, fils de paysans de la montagne pour la plupart. L'arrondissement, devenu région frontalière en 1871, est donc à la fois un espace rural et industriel : les liens entre vallées et montagne restent très forts[3].

1870-1970 : trois "vagues" d'immigration italienne.

La plupart des travaux consacrés à l'histoire de l'immigration italienne ne portent que sur un temps assez court, au mieux quelques décennies. Les périodes étudiées restent également souvent les mêmes - les années 1880-1914 ou l'entre-deux-guerres - ce qui permet tout au plus d'observer l'arrivée et l'installation des immigrés, la réussite ou l'échec de leur intégration dans le milieu d'accueil. Mais qu'en est-il de leurs enfants ? Et surtout, comment cohabitent les différentes "strates" de l'immigration italienne ? Le maçon arrivé vers 1900 a-t-il "parrainé", aidé et soutenu ses compatriotes arrivés 20 ans ou 50 ans après lui ? Les a-t-il, au contraire, considérés comme des intrus menaçant son propre enracinement, pour les rejeter ou les ignorer ? Alors que l'espace étudié est des plus réduits - un arrondissement représentant moins du tiers de la superficie du département

[3] On considère que la Déodatie, ou région de Saint-Dié, correspond approximativement à l'arrondissement : les trois termes seront employés indistinctement dans cette étude.

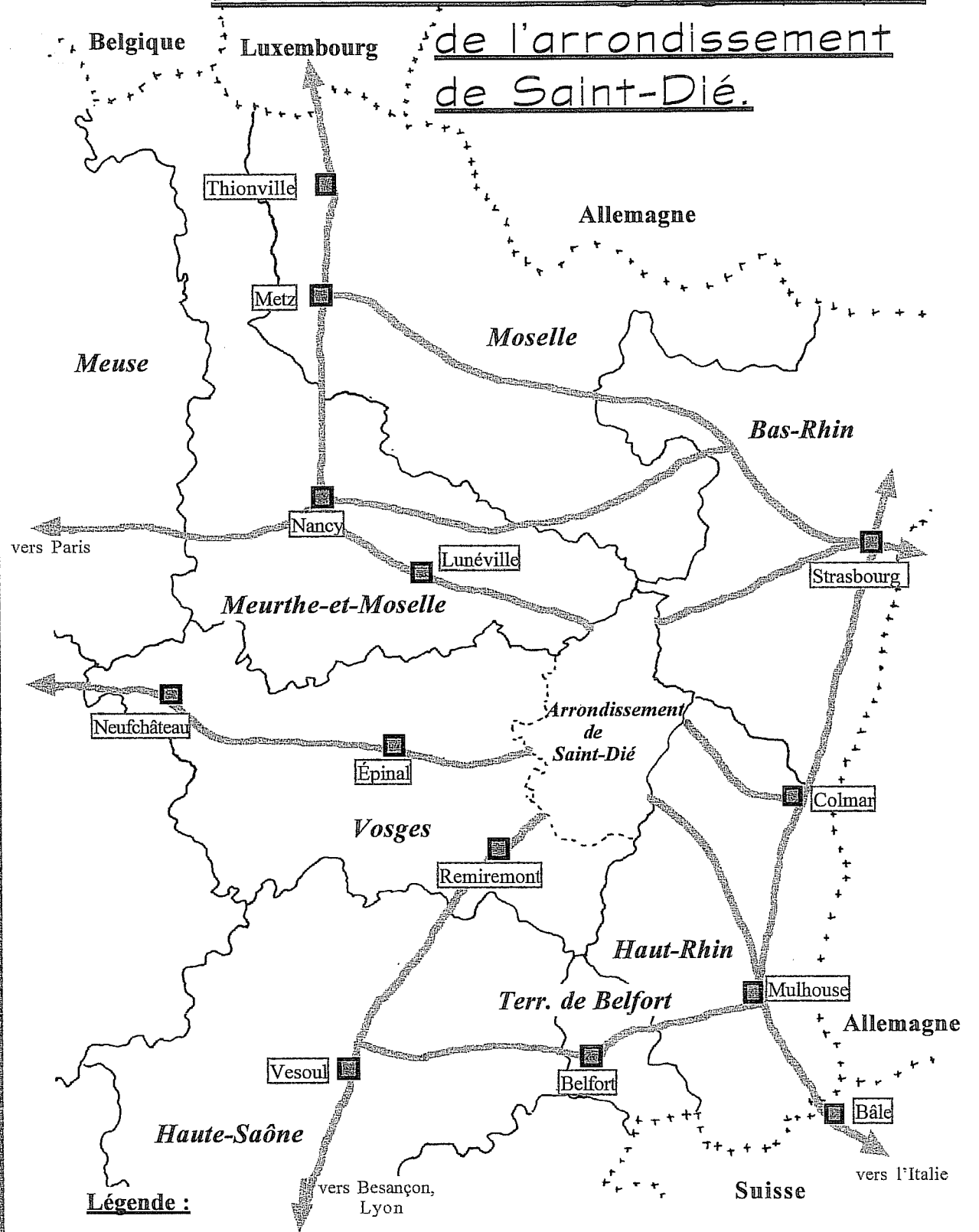
des Vosges -, il était donc intéressant d'étudier la vie des Italiens sur une période longue correspondant environ à trois générations. 1870 représente une rupture fondamentale dans l'histoire nationale et en particulier pour le versant lorrain de la montagne vosgienne : le traité de Francfort est indirectement à l'origine d'un fort mouvement d'industrialisation et d'urbanisation qui entraîne l'arrivée de centaines d'ouvriers étrangers, spécialistes du bâtiment et des carrières pour la plupart. 1970 est une autre année symbolique : les usines qu'avait fondées Nicolas Géliot à partir de 1835 dans la vallée de la Haute-Meurthe ferment leurs portes et les ouvriers des tissages sont licenciés par centaines. En un siècle, l'arrondissement de Saint-Dié a connu trois guerres qui l'ont à chaque fois partiellement détruit ; toutes les trois ont vu l'armée allemande occuper totalement ou en partie la région ; toutes les trois ont été suivies de périodes de forte croissance économique pendant lesquelles les Transalpins sont arrivés par centaines. La menace d'un nouveau conflit, l'exaltation du souvenir des batailles et des actes héroïques des soldats, marquent fortement l'esprit des autochtones. Les Italiens s'introduisent donc très souvent dans un univers mental favorable à la xénophobie, très fortement marqué par la peur et par la défense d'une "identité" nationale et locale censée rassurer les Vosgiens et les protéger d'une nouvelle agression extérieure. Le faible nombre de ces immigrés et leur grande dispersion ont-ils représenté un rempart face aux manifestations de rejet ? Dans le cas contraire, quelles ont été les différentes stratégies utilisées pour s'en protéger et pour s'intégrer dans le pays d'accueil ?

Questions de vocabulaire.

- Qu'est-ce qu'un immigré ?

Au 1er juillet 1914, les services de police recensent officiellement 1960 Italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié. Parmi eux, 168 *"Italiennes"* sont en fait presque toutes nées dans les Vosges : ayant obtenu la nationalité de leur mari par mariage, elles ne peuvent être considérées, tout comme leurs enfants, comme des immigrées. C'est donc le lieu de naissance, figurant notamment dans les listes nominatives à partir de 1906, qui permet de mieux cerner les "véritables" Transalpins : est immigré italien, celui qui, né en Italie, a effectué adulte un déplacement pour venir s'installer définitivement ou non en France ; il peut avoir conservé sa nationalité d'origine ou être devenu Français. Pour le chercheur, il s'agit avant tout de "faire le tri" et de se méfier des statistiques officielles, qui, à l'échelle de l'arrondissement, ignorent les naturalisés et recensent comme "Italiens" le maçon lombard ainsi que ses enfants nés en France et ignorant tout de la langue paternelle. On considérera également comme immigrés italiens, les hommes et femmes nés en Autriche, en Suisse, en Allemagne ou en Argentine dont les parents sont natifs de la péninsule. Les

L'environnement géographique de l'arrondissement de Saint-Dié.



"Italiens" nés en France, femmes et enfants d'immigrés obtenant facilement leur naturalisation ou leur *"réintégration"* dans les années 1930, ne seront étudiés qu'accessoirement, dans la mesure où ils facilitent l'intégration de leurs pères ou époux.

- Qui est Italien ?

Jusqu'en 1861, même si l'Italie n'existe pas encore en tant qu'État, les Transalpins sont bien présents dans les archives paroissiales et préfectorales. Tailleurs de pierre du Milanais au XVIIIème siècle et montreurs d'ours originaires du duché de Parme y sont en effet souvent qualifiés d'*"Italiens"*. A partir de 1880 environ, lorsqu'arrivent en nombre les premiers maçons, l'Italie est désormais une réalité : officiellement alliée à l'Allemagne jusqu'en 1915, elle est perçue avec ironie et méfiance par la presse et l'opinion publique locales qui voient en tout Italien ou Suisse du Tessin un espion et un criminel potentiels. Les Transalpins de l'arrondissement de Saint-Dié sont des ruraux natifs de provinces frontalières parfois rattachées tardivement au royaume : originaires de régions bien différentes, ils sont dépositaires de fortes spécificités locales, s'expriment dans des dialectes particuliers et maîtrisent souvent mal une langue nationale parlée essentiellement par la bourgeoisie des villes ; ils se différencient par leurs coutumes ou leurs idées politiques et sont avant tout Comasques, Friouliens, *Valsuganotti* ou *Povesi*. Certains Valdôtains se considèrent Français et les natifs du Trentin, "Italiens" depuis 1919 seulement, se présentent parfois comme Autrichiens dans les années 1930. Certes, tous les immigrés adultes ont un *"passaporto per l'estero"*[4] portant l'effigie du roi en première page ; presque tous les hommes ont fréquenté l'école communale et ont effectué leur service militaire en Italie. Cependant, l'indifférence l'emporte souvent sur l'amour de la patrie, et les immigrés n'ont pas réellement le sentiment d'appartenir à une nation forgée par une culture et une histoire millénaires. Dans les années 1950, les Calabrais et les Siciliens contribuent encore à diversifier une immigration déjà très composite. Seront donc considérés comme "immigrés italiens" dans cette recherche, les individus entrés adultes dans l'arrondissement de Saint-Dié, nés à l'intérieur des frontières italiennes actuelles : on s'intéressera aux colporteurs du Trentin et aux domestiques de fermes valdôtains, sans retenir les ramoneurs savoyards originaires avant 1860 du royaume du Piémont, ni les citoyens suisses que sont les plâtriers du Tessin parlant pourtant le même dialecte que les maçons du *Varesotto*.

- Communauté ou colonie ?

Une communauté regroupe dans un même espace des hommes et des femmes ayant des caractéristiques, des intérêts et des buts communs : on ne peut pas parler de communauté pour désigner les Transalpins installés dans l'arrondissement de Saint-Dié. Le mot n'est d'ailleurs jamais employé dans les documents d'archives, ni prononcé dans les enquêtes orales par les immigrés eux-

[4] Passeport pour l'étranger.

mêmes. Dispersés dans toute la région et originaires de provinces différentes, ils ne disposent, par exemple, d'aucun journal pour exprimer leur particularisme ; on ne trouve également aucun quartier spécifiquement italien à Senones, Gérardmer ou Saint-Dié. Parler de "micro-communauté" pour désigner des familles dont les membres sont unis par de fortes solidarités, n'est cependant pas exagéré.

Au mot "communauté", on préférera le terme de "colonie" qui a un sens moins fort, plus neutre mais plus juste : il désigne "*l'ensemble des étrangers originaires d'un même pays vivant dans la même ville ou la même région*"[5] ; on l'emploiera généralement au pluriel afin de désigner les nombreux petits noyaux de population italienne disséminés dans tout l'arrondissement.

- Intégration et assimilation.

Le vocabulaire est riche pour désigner les relations qui se construisent entre un petit groupe d'étrangers et un ensemble composé d'autochtones plus nombreux. Le terme d'"intégration" est le plus communément employé par les historiens, même s'il n'est jamais utilisé dans les documents d'archives avant 1945 : on préfère alors parler de "fusion". L'étranger "intégré" est inséré dans la vie économique et sociale du pays d'accueil dont il respecte les lois. Accepté par la population locale, il peut néanmoins garder sa spécificité propre, conserver sa langue, sa nationalité d'origine, ses coutumes. L'intégration est donc un processus qui suppose des échanges réciproques et des modifications de comportements et de mentalités. Elle s'observe dans le domaine professionnel, culturel ou religieux ; elle s'opère également par étapes et met en jeu des facteurs d'accélération et de résistances qu'il convient de mettre en évidence.

L'assimilation suppose l'effacement de toute spécificité, l'adhésion complète aux normes et aux modes de vie de la société d'accueil : elle s'accompagne d'une ferme volonté d'homogénéité et d'abolition des différences. Dans l'arrondissement de Saint-Dié, parler d'assimilation des immigrés italiens serait impropre en 1914, mais assez juste en 1939 et 1970. Le terme est également tout à fait adapté pour leurs enfants et petits-enfants, nés en France, ignorant le plus souvent tout du pays natal de leurs parents.

- Autochtones et Français "de souche".

Les deux termes seront employés pour désigner les populations locales ; ils diffèrent pourtant assez sensiblement : un autochtone est *"originaire du pays qu'il habite"*[6], alors qu'un Français "de souche", et ici un Vosgien "de souche", se dit descendre de vieilles lignées dont les origines locales remontent à plusieurs siècles. L'utilisation des guillemets est nécessaire : les brassages de population ont été nombreux dans un massif montagneux traversé de tout temps par les

[5] Petit Larousse 1988.
[6] Petit Larousse 2001.

invasions et les routes commerciales. En parcourant par exemple les listes de mariages des XVIIème et XVIIIème siècles établies par les généalogistes, on s'aperçoit en fait que les "étrangers" étaient déjà nombreux, même dans les vallées les plus reculées : leurs noms ont été francisés, ce qui permet à certains autochtones de clamer haut et fort leur appartenance à une vieille *"souche vosgienne"*, ou à une prétendue *"communauté vosgienne"*. C'est notamment un argument avancé par de nombreux hommes politiques, conservateurs pour la plupart, se présentant devant les électeurs.

Axes principaux de la recherche.

- Une région d'accueil originale.

L'est parisien ou la Lorraine du nord, très fortement industrialisés et urbanisés, ont accueilli des Italiens par dizaines de milliers. L'arrondissement de Saint-Dié est une région d'accueil bien différente dont il conviendra d'étudier soigneusement les activités économiques, la population, les forces politiques, religieuses et le réseau associatif, afin de mieux cerner et analyser le "terreau" permettant l'enracinement progressif d'une partie des immigrés.

- Un phénomène ancien.

L'immigration italienne dans la région de Saint-Dié est vieille de plusieurs siècles. Depuis la fin du XVIIème siècle, maçons et tailleurs de pierre du *Varesotto* ont fait de la Déodatie une de leurs destinations privilégiées. L'ancienneté des flux migratoires est un important facteur d'intégration : les déplacements, très souvent spontanés et non encadrés par les États, concernent généralement des hommes ayant une grande qualification professionnelle, appelés par des parents dans une région en forte croissance industrielle et manquant de main-d'oeuvre. En étudiant les "racines" du phénomène, on parviendra à mieux le cerner dans sa complexité et sa globalité.

- Les saisonniers : la "face immergée de l'iceberg".

De 1880 à 1960, l'arrondissement de Saint-Dié accueille un nombre important de saisonniers transalpins. Leurs effectifs, leurs origines, leurs professions échappent largement aux statistiques : ils représentent une population nomade changeant sans cesse de domicile, beaucoup plus nombreuse que celle des immigrés sédentaires. Grâce aux "*Registres d'immatriculation des étrangers*" conservés miraculeusement dans les sous-sols de la bibliothèque municipale de Gérardmer par exemple, on connaît avec exactitude le nombre de ces travailleurs, manœuvres ou terrassiers, presque tous originaires de la plaine du Pô, restés quelques mois dans la commune pour y construire réseau d'adduction d'eau, casernes et tramway. N'ayant aucunement l'intention de s'y

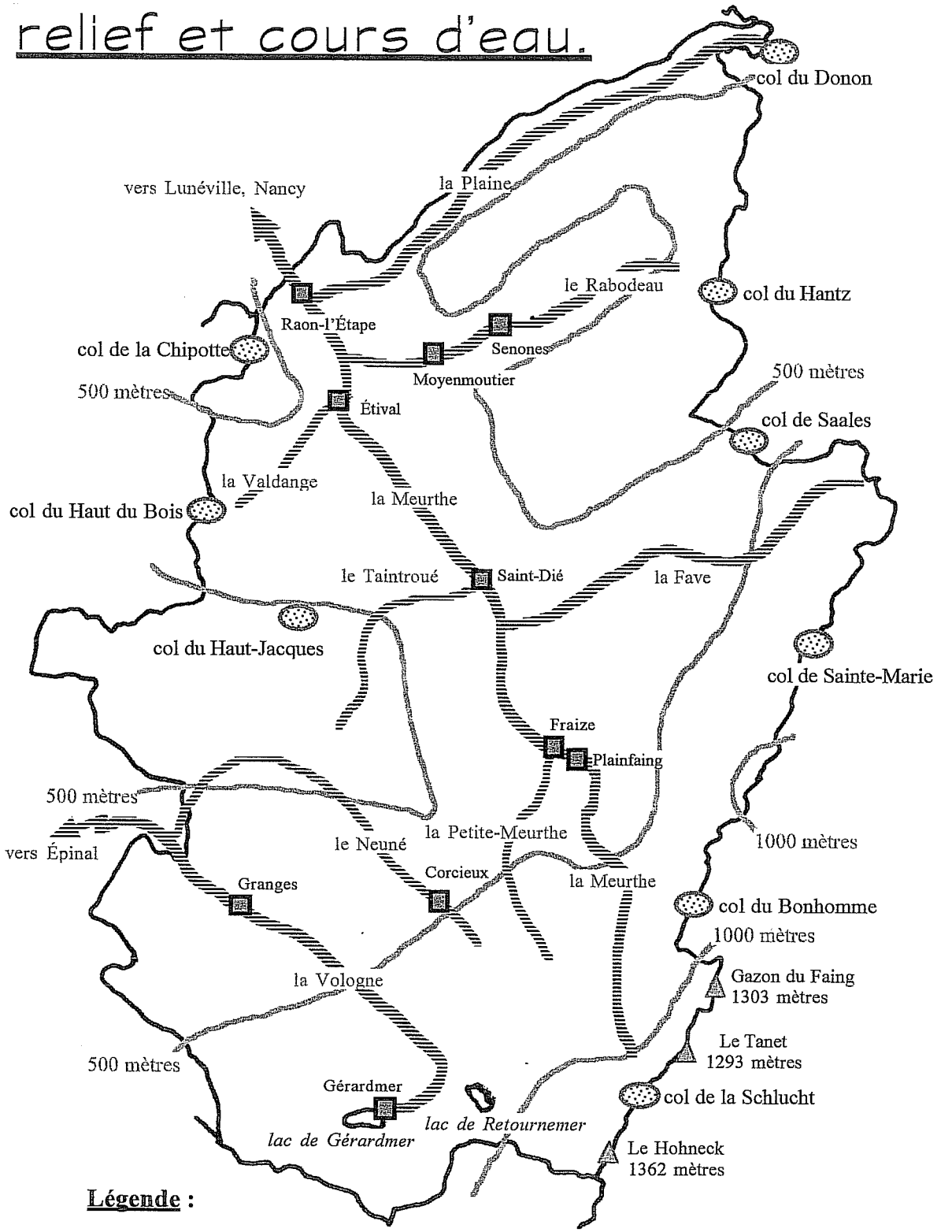
établir, ils sont absents des listes nominatives qui ne retiennent que les étrangers installés, très souvent mariés. De plus, les saisonniers arrivent au printemps et échappent aux recensements effectués généralement à la fin de l'hiver. Lorsqu'on parle après coup de l'intégration réussie des Italiens de la région, on ignore souvent l'importance de cette immigration temporaire largement passée sous silence.

- Connaître précisément les régions de départs.

L'analyse des zones de départs est le parent pauvre des études consacrées à l'immigration italienne. Il est pourtant fondamental de bien connaître les régions d'origine des migrants afin de mieux découvrir leur spécialisation professionnelle, leurs idées politiques, leurs coutumes. Le maçon du *Varesotto* par exemple, n'émigre pas vers 1900 pour échapper à la misère, contrairement à l'ouvrier agricole de la plaine padane, mais obéit à une vieille tradition qui, depuis plusieurs siècles, l'amène à exercer sa profession dans toute l'Europe. Considéré au pays comme un ouvrier d'élite, socialiste et anticlérical, il quitte une région surpeuplée touchée par une grave crise agricole afin de rompre tout lien avec une société rurale dont il réprouve le conservatisme. Les ouvrières "vénitiennes" par contre, originaires de villages où l'Église conserve de fortes positions, restent soumises aux règles du système patriarcal dont elles sont issues. Connaître précisément les régions d'où sont partis les migrants, étudier les facteurs socio-économiques, politiques et psychologiques qui conduisent aux départs et qui influencent fortement les esprits, permettent de mieux comprendre et de mieux expliquer le comportement des immigrés dans la région d'accueil, celui-ci pouvant faciliter ou au contraire freiner leur intégration future.

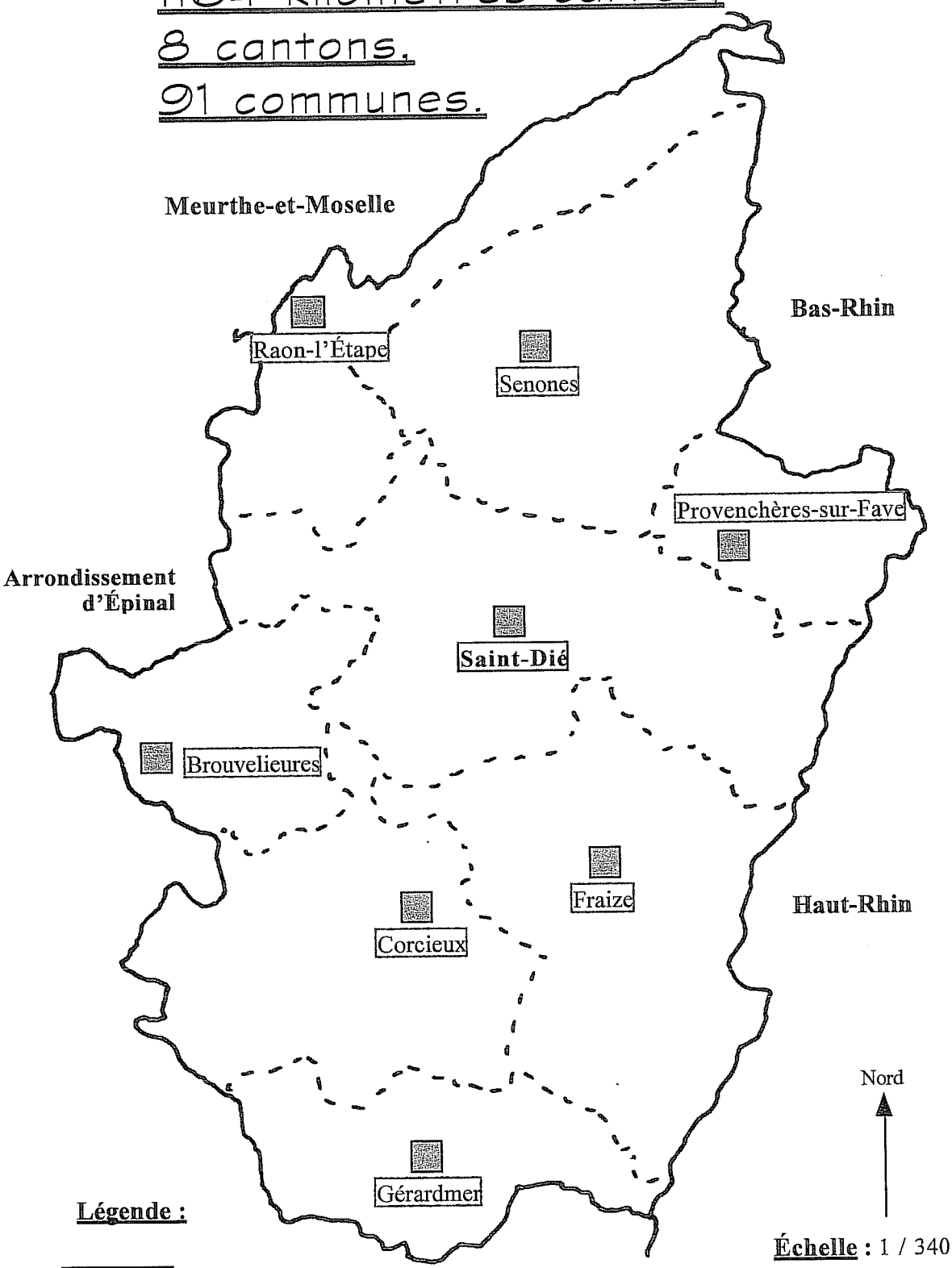
Il s'agit de suivre, sur une durée conséquente, le parcours de plusieurs centaines d'immigrés italiens, saisonniers ou définitivement installés. Il s'agit également d'étudier précisément le milieu d'accueil et les régions de départs. Le recours à des sources nombreuses et variées a donc été indispensable.

L'arrondissement de Saint-Dié : relief et cours d'eau.



L'arrondissement de Saint-Dié après 1871 :

1164 kilomètres carrés.
8 cantons.
91 communes.



Légende :

Saint-Dié : chef-lieu de canton et d'arrondissement

Fraize : chef-lieu de canton

——— : limites de l'arrondissement.

– – – : limites des cantons.

Échelle : 1 / 340 000ème.

Lexique :

- ***Binaghesi*** : originaires de la commune de Binago, dans la province de Côme.
- ***braccianti*** : ouvriers agricoles.
- ***Chietino*** : région de Chieti, dans les Abruzzes, correspondant approximativement à la province de Chieti.
- ***Comasco*** : région de Côme, correspondant approximativement à l'actuelle province de Côme.
- **Déodatie** : région de Saint-Dié correspondant à la vallée de la Haute-Meurthe, s'étendant au Moyen Age sur les actuels cantons de Saint-Dié, Provenchères-sur-Fave et Fraize ; la Déodatie était appelée alors le Val de Galilée. Aujourd'hui, cette appellation désigne le bassin de la Haute-Meurthe et l'ensemble de l'arrondissement de Saint-Dié, exceptée la région de Gérardmer.
- **épinceur** : tailleur de pavés en granit.
- ***fuorusciti*** : exilés politiques italiens pendant la dictature fasciste ; la plupart se sont réfugiés en France.
- ***girovago*** : colporteur (pluriel : *girovaghi*).
- **graniteur** : ouvrier travaillant dans une carrière de granit ; on parle aujourd'hui d'ouvrier-granitier.
- ***Intelvesi*** : originaires de la Valle Intelvi, située au nord de la province de Côme.
- ***malga*** : ferme d'alpages dans le Trentin (pluriel : *malghe*).
- ***muratore*** : maçon (pluriel : *muratori*).
- **O.N.I.** : Office National d'Immigration ; organisme public né en 1945, chargé de recruter à l'étranger et d'acheminer en France des ouvriers étrangers.
- ***Ossolani*** : originaires du *Val d'Ossola* dans la province de Novare.
- ***Padani*** : originaires de la plaine du Pô.
- ***Padovani*** : originaires de Padoue et de sa province.
- ***Regino*** : région de Reggio-di-Calabria en Calabre, correspondant approximativement à la façade tyrrhénienne de la province de Reggio-di-Calabria.
- **S.G.I.** : Société Générale d'Immigration ; organisme privé, fondé et financé par le patronat français dans l'entre-deux-guerres, chargé de recruter à l'étranger des ouvriers.
- ***squadre*** : groupes fascistes paramilitaires au début des années 1920.
- ***squadristi*** : membres des *squadre*.
- ***Sudisti*** : personnes originaires du Sud de l'Italie, du *Mezzogiorno*. Le terme est souvent péjoratif.

- **trapp** : roche très dure d'origine volcanique et de couleur noire exploitée à Raon-l'Étape, utilisée principalement pour le ballast des voies ferrées.
- ***Torcegnesi*** : originaires de la commune de Torcegno dans le Trentin.
- ***Trentini*** : originaires du Trentin.
- **Valdôtains** : originaires du Val d'Aoste.
- ***Valsuganotti*** : originaires de la *Val'Sugana*, vallée située dans le Trentin.
- ***Varesini*** : originaires du *Varesotto*.
- ***Varesotto*** : région de Varèse, correspondant approximativement à la province de Varèse créée en 1927.

Abréviations.

A.C. : Archives communales.

A.D.M.M. : Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

A.D.V. : Archives départementales des Vosges.

B.S.P.V. : Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne.

D.B.M.O.F. : Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français.

Prologue :

La montagne vosgienne, zone de passage pour les Italiens.

(du XIème au XIXème siècle)

En 800 ans, du XIème au XIXème siècle, la montagne vosgienne a été un lieu de passage important pour les Italiens. Marchands, banquiers, prélats, maçons, architectes, colporteurs, tous sont venus exercer leurs professions dans une région qui avait besoin de leur "savoir-faire", de leur compétence et de leurs connaissances. Mais bien peu s'y sont établis : ils n'y ont fait le plus souvent qu'un bien court séjour. On ne peut ainsi pas encore véritablement parler d'immigration. Ces quelques dizaines de pionniers ont pourtant tissé des liens entre la péninsule italienne et le bassin de la Haute-Meurthe, liens souvent distendus par les guerres, les difficultés politiques et économiques. L'héritage laissé par ces premiers Transalpins est néanmoins important : ils ont emprunté et ont reconnu une "route" sûre et rapide, puis ont souvent été des acteurs essentiels du développement économique local. S'ils se sont parfois "fondus" dans la population, ils ont également contribué à faire naître une image de "l'autre", image souvent bien négative.

I - Une immigration de "spécialistes".

A - Prélats, banquiers et marchands *"lombards"* (XIème - XVIème siècles).

1 - Sous l'Empire romain, un réseau routier dense et très fréquenté.

Jusqu'à l'invasion des Alamans au milieu du IVème siècle, la vallée de la Haute-Meurthe semble avoir été animée par une activité commerciale importante. La paix romaine, en ayant favorisé l'implantation de communautés aux pieds des montagnes, a permis aux marchands venus de tout l'Empire d'échanger leurs produits avec les populations locales grâce à un réseau routier dense et assez fréquenté. La construction de voies, établies sans doute sur des chemins préexistants à l'époque celtique, a été décidée à des fins militaires dans cette région située non loin du "limes", mais leur intérêt est également commercial :

- la *via Salinaria*, venant de Deneuvre, rejoint l'Alsace d'une part par le col de Saales, d'autre part par le col de Sainte-Marie en longeant le flanc nord de la montagne Saint-Martin.

- un autre axe, plus au sud, remonte la vallée de la Meurthe pour franchir le massif vosgien au col du Bonhomme.

- au nord enfin, le "Chemin des Bannes", selon une appellation du XVème siècle, correspond à la voie reliant Langres à Strasbourg par la vallée de la Plaine et le col du Donon .

Grâce à ces axes de communication, la région est traversée par des voyageurs aussi différents que les militaires ou les commerçants ambulants : ceux-ci, rejoignant le plus souvent les légions stationnées sur le Rhin, approvisionnent les autochtones en sel, huile, vin, mais aussi en vaisselles et bijoux précieux venant parfois d'Italie. Sur le site de la Bure dominant la vallée de la Meurthe, nombre d'amphores provenant de la baie de Naples, ainsi que des monnaies frappées dans les ateliers de Pavie, Rome, Milan et Acquilée, témoignent d'un commerce qui semble avoir été actif et prospère au IVème siècle après Jésus-Christ. Plus au sud, au pied de la montagne Saint-Martin, sur la voie reliant Deneuvre à Colmar, le forum établi à *Juncturae* est un centre gallo-romain important pour les échanges entre des marchands venus souvent de très loin, d'Italie ou du Levant, et les populations gauloises du lieu[1]. Certes, la période n'a pas vu l'implantation définitive de colons italiens dans cette région septentrionale, considérée avant tout comme un glacis défensif par les autorités militaires romaines. Espace boisé au climat rigoureux et aux terres ingrates, le bassin de la Meurthe n'est que peu attractif pour des Méditerranéens, militaires en fin de carrière ou paysans de la péninsule, qui lui préfèrent la *Provincia* ou la vallée du Rhône. Néanmoins, l'empire romain a permis l'établissement d'un réseau routier de première importance : les voies font désormais de cette

[1] TRONQUART (Georges), Le Camp celtique de La Bure, Saint-Dié, Le Chardon, 1989, 125 p.

région une zone de passage reliée à la Belgique, à la Gaule celtique, à la Germanie et également à l'Italie par la vallée du Rhône, la plaine rhénane, le Mont-Cenis et le Grand Saint-Bernard. Le massif vosgien, traversé par des routes empruntant les cols du Donon, de Saales, de Sainte-Marie et du Bonhomme, loin d'être un obstacle infranchissable, ouvre au contraire bien des horizons aux voyageurs et commerçants de la péninsule. Pendant plus de 700 ans néanmoins, du IVème au XIème siècle, on ne relève ni trace, ni témoignage d'une quelconque présence italienne dans les Vosges.

2 - Antoine de Pavie, abbé de Senones.

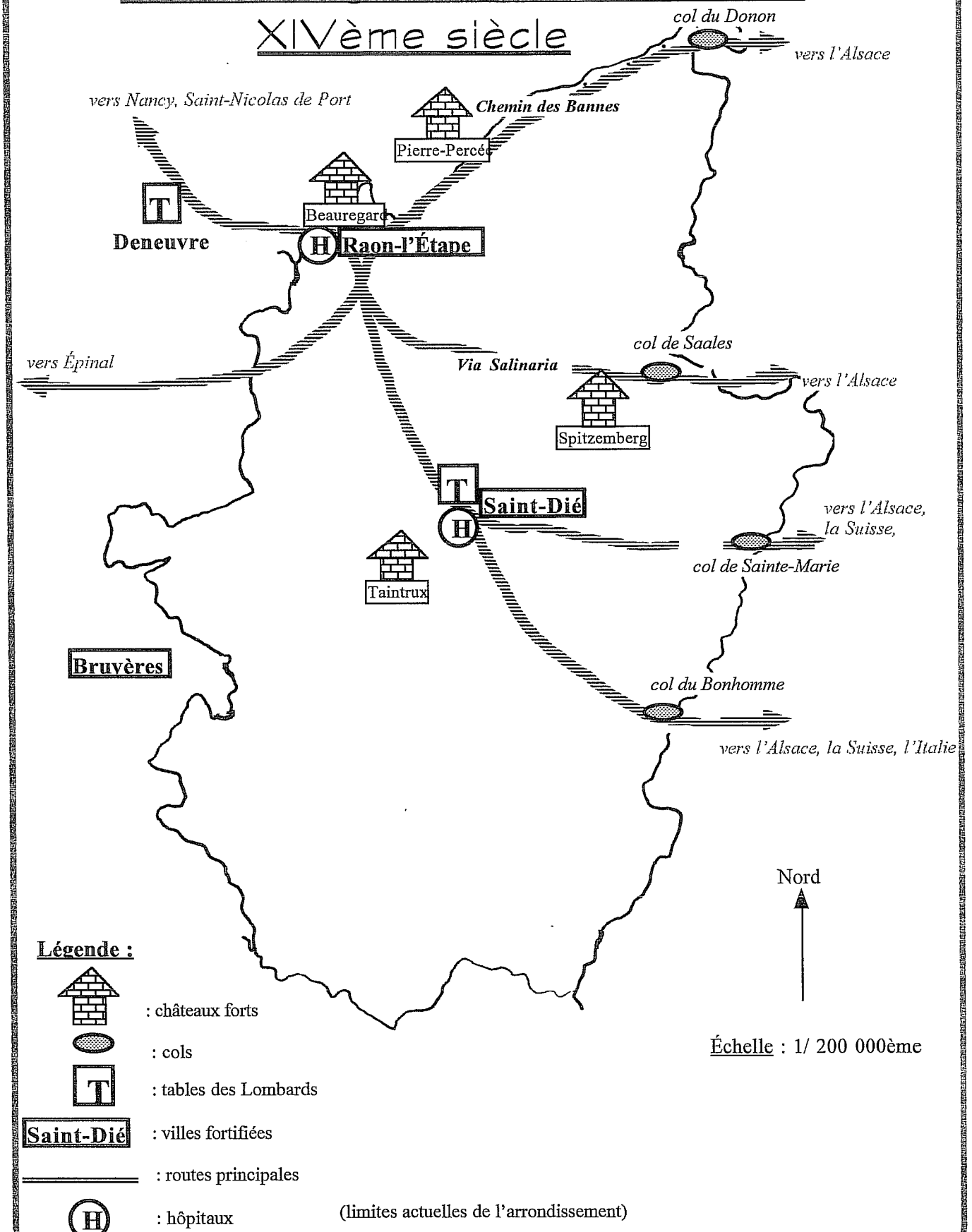
Ce n'est véritablement qu'après l'An Mil que les Italiens font leurs premières apparitions dans la montagne vosgienne. A cette date, l'Église est devenue l'acteur principal du développement et du désenclavement local. En fondant plusieurs abbayes dans les vallées au VIIème siècle - à Senones, Moyenmoutier ou Étival - les moines ont également christianisé les populations : après avoir défriché les sols, celles-ci se sont ensuite regroupées non loin des cours d'eau pour former de petites agglomérations. A la fin du XIème siècle, le commerce à moyenne distance semble réactivé grâce à ces établissements monastiques qui entretiennent des relations importantes avec le nord de la Lorraine et l'Alsace[2] .

Antoine de Pavie est sans doute le premier Italien connu à s'être établi dans la région de Saint-Dié. En 1092, il est nommé abbé à Senones par l'évêque de Metz en remplacement de Berchère mort depuis plusieurs années. Arrivé dans la vallée du Rabodeau, il découvre rapidement que l'abbaye bénédictine créée quatre siècles plus tôt par Gondelberg, est dans un triste état. *"Les religieux*, écrit Dom Augustin Calmet au milieu du XVIIIème siècle, *furent pendant trois ans comme des acéphales, s'appropriant les biens du monastère et les terres à leur profit. Les uns étaient à leur aise, les autres gémissaient dans la plus honteuse pauvreté ; la piété et l'obéissance régulière étaient bannies du saint-lieu"*. A cette date, Antoine a déjà beaucoup voyagé : *"Il était de Pavie, en Italie,* précise Dom Calmet, *d'une famille très noble et considérable. Il fit ses études dans sa patrie et y fit de grands progrès. L'amour des sciences et le désir de connaître les mœurs des étrangers et de se former par les voyages, lui firent quitter sa patrie et ses proches. Il arriva à Metz, où il y avait alors des écoles célèbres dans l'abbaye de Saint-Arnoud. Il y étudia quelques temps, mais étant tombé dangereusement malade, il fut touché de Dieu, et résolut de se convertir et d'embrasser la vie religieuse. Il prit l'habit à Saint-Arnoud, et s'y distingua bientôt par son humilité et par son zèle à pratiquer les vertus les plus essentielles à un religieux de Saint Benoit"*.

A Senones où il s'installe avec quelques moines, il rappelle avec force leurs devoirs aux religieux qui le considèrent aussitôt comme un intrus : il parvient finalement à s'imposer avec le soutien des habitants et de l'évêque, puis entreprend de discipliner une communauté qui s'était jusque-là affranchie de toute tutelle. Pendant près d'un demi-siècle, les qualités d'Antoine font de lui

[2] BAUMONT (Georges), Saint-Dié des Vosges, origines et développement, Saint-Dié, imp. Loos, 1960, page 10

Routes et tables de "Lombards" dans la région de Saint-Dié au XIVème siècle



un modèle admiré de tous : *"On ne vit jamais un homme plus tempérant, plus silencieux, plus humble (...). L'abbaye ne fut jamais plus florissante ni en plus grande réputation. Le nom d'Antoine était en vénération dans tout le pays. La bonne odeur de ses vertus y attirait un très grand nombre de sujets, qui y cherchaient un asile contre la corruption du siècle. Ce grand homme avait du goût et de l'inclination pour les bâtiments. Il bâtit des églises en grand nombre : il n'y avait pierre sur pierre qu'il n'eut bâtie dans son monastère et dans ses dépendances"*. Lorsqu'il meurt en 1137, Antoine de Pavie laisse à son successeur des moines obéissants dans une abbaye qui s'est considérablement enrichie et embellie : terres et forêts, vases en or ou argent, meubles, livres, édifices nouveaux, l'œuvre du 25ème abbé de Senones est considérable[3].

3 - Jacques et Bartremius, usuriers astésans.

A partir du XIème siècle, le sort de la vallée de la Haute-Meurthe est lié à celui des chanoines séculiers déodatiens qui dirigent un Chapitre jaloux de son indépendance : en 1091, le pape Léon IX a en effet soustrait le Val de Saint-Dié à l'obédience du diocèse de Toul pour le rattacher directement au Saint-Siège, rare privilège qui fait de la région un espace convoité tant par l'évêque de Toul, son ancien maître, que par le duc de Lorraine. Celui-ci tente de s'immiscer dans les affaires intérieures déodatiennes grâce à l'avouerie - fonction censée protéger les chanoines - qu'il détient pendant tout le XIIIème siècle. Les revenus du Chapitre sont importants tout comme la position stratégique de la vallée : rente foncière, produits de la terre, mines d'argent et vignes d'Alsace assurent aux chanoines de substantiels profits au début du XIVème siècle et permettent à la région tout entière de bénéficier d'une certaine prospérité économique. Le Val s'est également rangé derrière la papauté d'Avignon et emprunte ses méthodes de gestion : le *Livre Rouge* est rédigé avec soin et conserve les traces des biens du Chapitre gérés désormais avec la plus grande rigueur. La collégiale romane est achevée par un choeur gothique, puis est embellie de fresques et d'une magnifique Vierge à l'Enfant. Période brillante, la première moitié du XIVème siècle voit la haute vallée de la Meurthe bénéficier enfin d'une indépendance chèrement acquise : le commerce et l'artisanat semblent se développer rapidement et l'argent y circule, malgré la diversité de monnaies locales de bien faible aloi[4].

Jacques et Bartremius semblent bien être les deux premiers banquiers italiens établis à Saint-Dié dont les archives ont conservé la trace. Ces *Lombards* gèrent une "table" dont la présence paraît indispensable. En 1335, une quittance précise que Liebaud de Nomeny a emprunté pour Olry de Ribeaupierre la somme considérable de cinq livres[5]. François de Riguet écrit que la même année, *"les présences des chanoines seront payées devant la fête de la Magdeleine par serment et sous peine de*

[3] CALMET (Dom Augustin), Histoire de l'abbaye de Senones, Épinal, V. Collot Imprimeur, 1878, 354 pages, pages 54 - 78 : Dom Calmet dispose alors d'un manuscrit écrit par un moine contemporain d'Antoine de Pavie.
[4] PARMENTIER (Damien), Église et société en Lorraine médiévale, Paris, Éditions Messene, 1997, 238 p.
[5] B.N.C.L. 95 ; n° 14.

ne rien prendre à l'Église. Il est parlé dans cet article d'emprunter aux Lombars"[6].

Pendant la première moitié du XIVème siècle, usuriers et prêteurs sur gages ont donc pour clients habituels princes et seigneurs, mais à Saint-Dié, ce sont les chanoines qui font le plus souvent appel à eux dans une ville qui grandit et qui est devenue un petit centre artisanal et commercial à l'échelon régional. Deux fois par an, des marchands drapiers venus parfois de loin se rassemblent lors des foires ; chaque mardi et vendredi, le marché réunit cultivateurs et artisans locaux vendant leurs produits dans une atmosphère bruyante et animée. Le XIVème siècle voit les deux villes importantes du bassin de la Meurthe bénéficier d'un accroissement des échanges. Raon-l'Étape et Saint-Dié s'agrandissent et se protègent derrière leurs fortifications. Dans leurs hôpitaux, les marchands s'arrêtent et peuvent se restaurer avant de continuer leur voyage[7]. Mais la prospérité ne peut exister sans la présence de professionnels de la finance, banquiers et usuriers. Les plus riches sont de plus en plus de grands consommateurs de produits de luxe et donc des emprunteurs potentiels : forts d'un grand savoir-faire, les *Lombards* deviennent les fournisseurs indispensables d'argent "frais" de bon aloi comme le florin de Florence, monnaie qui est sans doute la plus recherchée. Jacques et Bartremius, en échange de la somme prêtée, reçoivent en gage d'Olry de Ribeaupierre, vaisselle précieuse et joyaux : l'emprunteur, issu d'une riche famille alsacienne, connaît bien les Italiens. Comme d'autres chanoines de la collégiale, il a fréquenté pendant ses études l'université de Bologne en 1310. Les *Lombards* font pourtant chèrement payer leurs services : les taux d'intérêt pratiqués sont habituellement de deux deniers par livre et par semaine - soit plus de 40 % - et peuvent monter jusqu'à 65 %. Mais ils ne font que satisfaire les forts besoins en argent de catégories enrichies par une conjoncture des plus favorables.

4 - Une présence très passagère, en marge de la société.

Qualifiés de *"Lombards"*, Jacques et Bartremius sont plutôt des Piémontais originaires sans doute de Chieri ou d'Asti. Favorisées par leur position géographique, les deux petites villes sont une étape importante sur la grande route reliant la plaine lombarde aux pays du Nord par les cols alpins du Petit Saint-Bernard et du Mont Cenis. Sous le nom de *"Lombards"* se cachent en fait des Astésans, intermédiaires obligés entre le marché génois et les foires de Champagne, qui au XIIIème siècle établissent des *casane* ou tables de change dans les villes ou les postes de douane. Au XIVème siècle, ces "marchands d'argent" élargissent leur champ d'action en s'établissant de l'autre côté des Alpes, dans le royaume de France, puis dans les terres d'Empire, en Lorraine plus particulièrement :

- le duché, à l'intérieur duquel le Val de Saint-Dié bénéficie d'un statut particulier, est devenu en effet une zone de transit très fréquentée entre la vallée du Rhin et la Champagne. Il est

[6] B.M.S.D. : ms 51 tome 2 (f° 256).
[7] PARMENTIER (Damien), Église et société en Lorraine médiévale.

une des clés pour accéder à la mer du Nord. Depuis l'ouverture du col du Saint-Gothard, au milieu du XIIIe siècle, nombreux sont les marchands milanais à emprunter la nouvelle route traversant la Suisse pour se rendre en Flandre afin de s'approvisionner en laine venant d'Angleterre. Les vallées de la Meurthe et surtout de la Moselle profitent largement de ce déplacement des routes commerciales vers l'est aux dépens des foires de Champagne : en ce début de XIVème siècle, les routes lorraines, qui depuis Bâle et les cols vosgiens permettent de gagner rapidement les Pays-Bas, attirent l'attention des Astésans qui espèrent retirer de fructueux profits : commerçants, seigneurs laïcs et ecclésiastiques, paysans et artisans enrichis, tous peuvent avoir besoin d'un usurier ou d'un changeur[8].

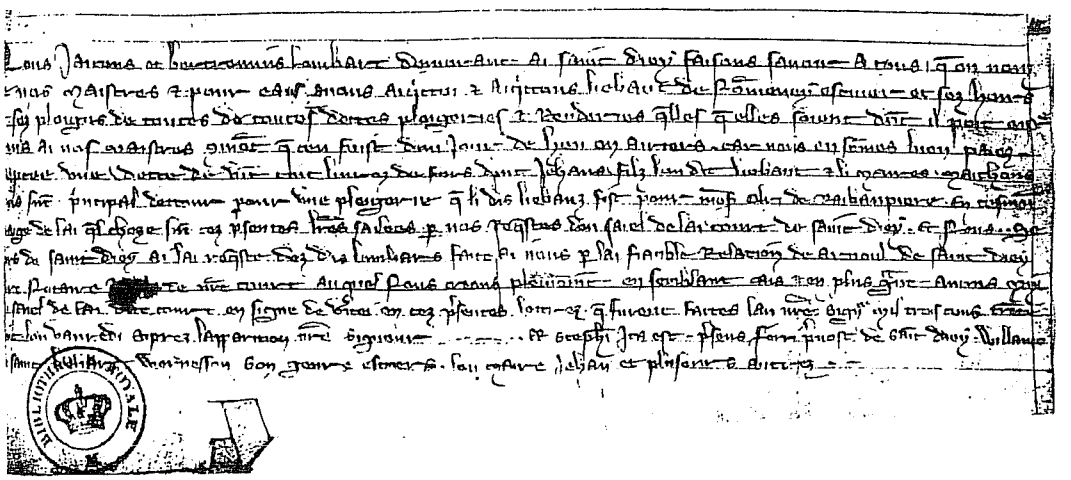
- la Lorraine devient également une terre-refuge pour les banquiers italiens chassés de la péninsule ou du royaume de France. En Italie, la lutte entre partisans et adversaires de l'Empereur romain-germanique, les Guelfes et les Gibelins, condamne de nombreuses familles à s'exiler pour échapper aux persécutions. En France, beaucoup font souvent fortune et leur réussite a tôt fait d'attiser haine et jalousie. En 1291, Philippe IV Le Bel expulse la colonie des banquiers *lombards* et confisque ses biens. C'est tout naturellement vers l'est, dans les terres d'Empire où le morcellement politique empêche la constitution de tout pouvoir centralisé potentiellement répressif, que ces victimes de l'autoritarisme royal trouvent de nouvelles terres d'accueil. Très rapidement, elles établissent un impressionnant réseau de "comptoirs" le long des grands axes de communication, là où leur présence est la plus nécessaire. Dans la vallée de la Meurthe, les "tables" ouvertes à Saint-Dié, Deneuvre, Lunéville, Rosières, Saint-Nicolas, Nancy, témoignent d'un trafic continu. Le chapitre de Saint-Dié accepte donc de voir s'établir en terre d'Église des gens qui par leur profession, battent en brèche la condamnation canonique de l'usure. Mais nécessité fait loi : face à la demande toujours plus pressante en argent, il convient d'assouplir une doctrine jugée trop rigide[9].

Les *Lombards* sont sans doute bien plus que de simples banquiers : pour beaucoup, ils représentent les agents du pouvoir ducal ; grâce à leur activité, celui-ci peut étendre son influence à bon compte. Le Chapitre de Saint-Dié par exemple est une seigneurie ecclésiastique qui ne dépend théoriquement que du pape. Mais le comptoir "lombard" qui y est établi est sans aucun doute placé sous la protection du duc, ce dernier voyant en lui l'acteur indispensable d'une prospérité économique, source d'enrichissement par les diverses rentrées fiscales qu'elle implique.

Les Astésans - quelques individus tout au plus - ne représentent pas une colonie italienne à Saint-Dié. Leur présence n'est également que très passagère : dans la deuxième moitié du XIVème siècle, les obstacles se dressant devant eux sont nombreux, et le réseau de comptoirs établi auparavant disparaît rapidement :

[8] RACINE (Pierre), D'Italie aux Pays-Bas: les routes lorraines (1280-1350), 113ème Congrès National des Sociétés Savantes, Strasbourg, 1988, pages 209 à 224.

[9] SOLDI RONDININI (Gigliola), Les relations commerciales entre Milan et la Lorraine, Les Cahiers Lorrains, 1982, pages 353 à 361.



Dans cette quittance de 1335, Liebaud de Nomeny emprunte pour un chanoine déodatien la somme importante de cinq livres à Jacques et Bartrémius, *"Lombars demeurant à Sainct Diey"*.

Le chanoine ici mentionné est Olry de Ribeaupierre, issu d'une très riche famille alsacienne, qui pendant ses études a fréquenté l'université de droit de Bologne.

Dans la première moitié du XIVème siècle, des liens étroits, favorisés par l'amélioration des moyens de communication et la prospérité économique, relient le Nord de l'Italie à la Lorraine, carrefour incontournable sur la route des Pays-Bas.

- le soutien des pouvoirs politiques locaux qui avaient facilité leur installation et protégé leur activité se révèle à présent une arme à double tranchant. L'Église, elle, ne cesse de rappeler la doctrine traditionnelle sur le prêt à intérêt devenu pratique courante avec l'essor économique : le concile de Vienne de 1311 le décrit comme *"une exécrable fécondité de l'argent"* et ceux qui le pratiquent sont considérés comme hérétiques au synode de la Pentecôte de 1358. A Toul, la condamnation est encore plus sévère puisque les usuriers sont excommuniés. Mais il s'avère impossible d'appliquer strictement les prescriptions canoniques tant que dure la protection accordée aux *Lombards* par les ducs de Lorraine. De plus, le prêt à intérêt est coutumier aux membres du haut clergé : protéger ceux qui le pratiquent, c'est oeuvrer pour l'intérêt général.

- les raisons qui expliquent l'abandon de la vallée de la Meurthe par les *Lombards* sont avant tout économiques. A partir de 1363 et pendant une décennie, la guerre touche durement le Val de Saint-Dié. Les pillages incessants ruinent la région et ses habitants, contribuant à faire naître un climat d'insécurité très préjudiciable aux échanges. Le trafic commercial sur les routes lorraines semble péricliter : désormais, la laine anglaise est acheminée par voie maritime, débarquant à Gênes pour être transportée à Milan. La capitale lombarde a également beaucoup perdu de son lustre d'antan : marchands et artisans avaient fait sa renommée dans l'Europe entière pour la qualité de ses draps ; au début du XVème siècle, courtisans et banquiers ternissent considérablement son rayonnement.

Dans un contexte qui leur est de plus en plus défavorable, les Astésans ne tardent pas à quitter une région où ils prospéraient autrefois. En décembre 1356, aux États Généraux du duché de Lorraine réunis à Nancy *"pour le redressement des affaires et des finances, l'on chassa et bannit du pays les Lombards, Italiens, changeurs, banquiers et usuriers, dont on confisqua les biens, qui furent employés à rebâtir les places ruinées par les guerres et à payer les grands emprunts que la duchesse régente, Marie de Blois, avait été obligée de faire aux églises et monastères du pays pour satisfaire aux frais de guerre"*[10].

La "table" de Saint-Dié n'a donc existé que pendant une vingtaine d'années. Jacques et Bartremius, même s'ils ne semblent n'avoir jamais subi aucun acte d'hostilité de la part de populations jalousant sans doute leur réussite, paraissent être restés en marge de la société déodatienne : bien que condamnée par l'Église, l'usure reste un mal nécessaire, acceptée comme tel.[11][12]

5 - Une zone de passage sur la route des Pays-Bas.

Pendant plus d'un siècle, la guerre appauvrit le Val de Saint-Dié, paralysant les activités commerciales : alors que la papauté d'Avignon soutenue par le Chapitre est en grande difficulté, la

[10] CALMET (Dom Augustin), Histoire de la Lorraine, première édition, tome II, Nancy, A. Leseure, 1745-1757.
[11] PARISSE (Michel), Histoire de la Lorraine: l'époque médiévale, Nancy, Éditions Serpenoise - P.U.N., 1990, 253 p.
[12] SCHNEIDER (Jean), Les Lombards en Lorraine, Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, Tome LXXIX, 1979, pages 65-98.

région est saccagée par les troupes étrangères. Au XVème siècle, soldats badois, mercenaires au service du duc de Lorraine ou du comte de Vaudémont l'occupent, et c'est après la victoire de René II sur les Bourguignons en 1477 qu'une certaine renaissance s'annonce. Le retour de la paix favorisant la circulation des hommes et des biens, la vallée de la Meurthe redevient pendant un siècle et demi une route marchande reliant l'Italie du Nord aux Pays-Bas[13]. Elle bénéficie comme au XIVème siècle de l'ancienneté d'un réseau routier construit à l'époque romaine : transitant par les cols vosgiens du Bonhomme ou de Sainte-Marie, les marchands lombards longent la Meurthe, traversent Saint-Dié et Raon-l'Étape pour finir le plus souvent leur voyage à Saint-Nicolas de Port. Là, se déroule quatre fois par an une foire qui attire plusieurs milliers de marchands, changeurs, pèlerins et trafiquants de toutes sortes. Pendant ces périodes de grande animation, la ville voit sa population doubler pour atteindre dix à quinze mille habitants. On y vient de toute l'Europe : les Lorrains y sont les plus nombreux, mais Français, Allemands, Italiens, Savoyards, Bourguignons bénéficiant de la protection ducale n'y sont pas les moins actifs, achetant des maisons pour être à pied-d'oeuvre pendant les foires. Sur le chemin des Pays-Bas, Saint-Nicolas est une ville-étape importante pour les marchands lombards vendant draps de laine et de soie[14]. A Raon-l'Étape, le passage des Italiens ne laisse pas indifférent : en 1479, un poursuivant de la Seigneurie de Venise y fait des dépenses importantes[15]. Un gentilhomme italien, accusé d'avoir assassiné un religieux sur la *"montagne du Bonhomme"* en 1597 et s'étant enfui à Nancy, est rattrapé et raccompagné à Saint-Dié pour être exécuté par la roue[16].

Pendant plus de 400 ans, du début du XIVème au premier tiers du XVIIe siècle, les Italiens font donc de bien courtes apparitions dans la région de Saint-Dié. Ils peuvent pourtant être considérés comme des pionniers :

- banquiers astésans ou marchands milanais, ils sont avant tout des spécialistes de la finance et du négoce, et reconnus comme tels par les autochtones : s'installant dans la vallée de la Meurthe ou la traversant rapidement pendant les périodes de prospérité économique, ils sont, au même titre que les artisans et paysans locaux, des acteurs de la croissance.

- ils vivent néanmoins en marge de la société d'accueil : exerçant des professions très lucratives mais délaissées par les habitants du lieu soit par manque de qualification, soit par peur de sanctions ecclésiastiques souvent sans indulgence pour les usuriers et les marchands, les Italiens sont sans doute davantage jalousés pour leur fortune rapidement acquise aux dépens d'autrui, que véritablement respectés pour leur travail. Au même titre que le Juif, objet de toutes les haines en période de crise, l'Italien est quelqu'un dont on se méfie.

[13] RAPP (Francis), Routes et voies de communication à travers les Vosges du XIIème siècle au début du XVIème siècle, Les pays de l'entre deux au Moyen Âge, Strasbourg, C.T.H.S., 1988, pages 195 à 207.

[14] KAMMERER-SCHWEYER (Odile), La Lorraine des marchands à Saint-Nicolas-de-Port, Saint-Nicolas, 1985, 208 p.

[15] A.D.M.M. : B 8385.

[16] A.D.M.M. : B 8679.

- ces grands voyageurs ont également reconnu et jalonné une route via le Tessin et le col du Saint-Gothard. Atteignant Lucerne puis Bâle, elle franchit ensuite l'un des cols vosgiens pour longer les vallées de la Meurthe ou de la Moselle : cet itinéraire ouvert au XIIIème siècle est parfaitement connu par les marchands italiens. Les deux cents kilomètres séparant les Vosges de la Lombardie peuvent ainsi être parcourus en moins de deux semaines.

Ces pionniers du XIVème siècle disparaissent bien vite des mémoires. Pendant près de 400 ans, les Transalpins semblent avoir totalement déserté la montagne vosgienne. Au XVIIIème siècle, d'autres Italiens, beaucoup plus nombreux et exerçant des professions manuelles, emprunteront le même chemin que les banquiers et marchands "lombards" du Moyen Âge.

B - Architectes et maçons du Milanais (XVIIIème siècle).

1 - Le Val de Saint-Dié ravagé par la guerre.

Les deux derniers tiers du XVIIème siècle voient le Val de Saint-Dié en proie à la misère la plus noire : peste, pillage, guerre, crise de sorcellerie, occupation militaire, destructions massives, tous les malheurs semblent s'être abattus sur cette région autrefois prospère et désormais ravagée par la soldatesque. Après les marchands, ce sont des mercenaires venus de toute l'Europe qui empruntent à présent les voies de circulation, commettant au passage les pires forfaits. A partir de 1633, le bassin de la Meurthe devient un champ de bataille où s'opposent Français, Suédois, Lorrains et Impériaux. Ce sont les villes qui souffrent le plus des exactions : Saint-Dié est prise vingt fois en deux ans; Raon-l'Étape est occupée par les Suédois de Falkenstein qui ruinent la contrée, démantelant châteaux et fortifications : fours et moulins sont détruits, le commerce est moribond, les terres cultivées retournent à l'état de friches. La population se tourne vers la forêt où elle espère trouver de quoi se nourrir et se chauffer. En quelques années, la guerre a fait de la montagne vosgienne une région sinistrée.

Dans la deuxième moitié du XVIIème siècle, occupée par les troupes françaises qui y prennent leurs quartiers d'hiver, elle est touchée par des crises de surmortalité en 1669, 1674-75 et 1698 qui empêchent tout redressement démographique et économique rapide[17]. L'Office de Saint-Dié a perdu plus de la moitié de sa population. Ses villes sont ruinées et en grande partie désertées : Raon-l'Étape abritant une centaine d'âmes en 1635 a vu disparaître 90 % de ses habitants. L'occupation étrangère opère de lourdes ponctions : de fait, toute reconstruction rapide est impossible. Pendant plus d'un demi-siècle, les survivants du "cataclysme" vivent au milieu des ruines : en 1706, seules 48 % des *"masures"* sont réparées et il reste près de 500 maisons à

[17] SCHNEIDER (Michel), Raon-l'Etape, des origines au XVIIIème siècle, Raon-l'Etape, Kruch éditeur, 1990, 134 p.

reconstruire[18].

2 - Encourager l'installation d'étrangers.

Très vite, le duc Léopold, rentré dans ses états en 1697, se préoccupe du redressement d'un duché encore meurtri par 60 ans de guerre et d'occupation française. En avril 1698, l'une de ses premières mesures vise à encourager l'installation d'individus qualifiés, en exemptant d'impôt pour trois ans les manouvriers étrangers qui bâtiraient de nouvelles maisons ou rétabliraient des édifices tombés en ruine. L'ordonnance promulguée en septembre 1709 va dans le même sens : les propriétaires disposent d'un an pour remettre en état leur habitation. Dans le cas contraire, elle sera donnée à l'étranger venu l'habiter, celui-ci étant dispensé pendant six ans de corvées, impôts et logements de soldats. Les objectifs du duc sont clairs : il s'agit d'attirer dans le duché des hommes jeunes et qualifiés, qui, par leur dynamisme et leur savoir-faire, vont redresser une économie régionale encore fragile.

Cette politique volontariste d'encouragement à l'immigration porte rapidement ses fruits : dans les deux premières décennies du XVIIIème siècle, les étrangers venus s'installer dans le duché et le Val de Saint-Dié sont nombreux. Ils viennent des régions voisines, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté, Champagne. Beaucoup sont des montagnards, Suisses, Savoyards, Tyroliens ou Dauphinois : la plupart sont de jeunes hommes célibataires, paysans, mineurs ou ouvriers du bâtiment[19]. En 1712, l'Office de Saint-Dié a retrouvé le niveau de peuplement qui était le sien un siècle plus tôt, en grande partie grâce à ces immigrés. Parmi eux, les Italiens ne sont que quelques dizaines, mais par leur grande compétence, ils sont des acteurs importants du redressement : de 1701 à 1735, plus d'une trentaine d'entre eux choisit de s'installer définitivement dans le bassin de la Meurthe en épousant une fille du pays. Presque tous sont des ouvriers du bâtiment, maçons ou tailleurs de pierre. Jean Fanaco, par exemple, travaille pour les mines d'argent de La Croix : *"masson italien"*, il épouse en 1716, Anne Antoine native du Chipal. A Provenchères, Francesco del Blasio a pour témoin en 1743 un de ses collègues de travail, Jean Jovi, *"aussi tailleur de pierre et maçon"*[20].

3 - Giovanni Betto, *"architecte ordinaire"* du duc Léopold.

Installés dans les agglomérations ayant le plus souffert des destructions, les Transalpins sont des spécialistes très recherchés venus avant tout pour reconstruire des bâtiments civils mais surtout des édifices religieux. Pour le clergé local et les chanoines du Chapitre déodatien, l'Italien est une "recrue" de premier ordre :

[18] LAPERCHE-FOURNEL (Marie-Josée), La population du Duché de Lorraine de 1580 à 1720, Nancy, P.U.N., 1985, 236 p.

[19] CABOURDIN (Guy), Histoire de la Lorraine : les Temps Modernes (2), Nancy, Éditions Serpenoise-P.U.N., 1991, 231 p.

[20] A.D.V. : 38 J La Croix, Provenchères.

- venant de Lombardie, où depuis la fin du XVIe siècle, les travaux de Saint-Charles-Borromée sont considérés comme des références en matière d'architecture religieuse, il exporte sa compétence à l'étranger et contribue par là-même au rayonnement de la Contre-Réforme.

- l'ouvrier italien est, de plus, un catholique, alors que dans le même temps, des familles de confession luthérienne originaires d'Alsace ou des états allemands s'installent dans la région, à la Croix-aux-Mines surtout. Par exemple, lors de son mariage à La Bourgonce en 1733, Jean-Baptiste Amboise, natif du diocèse de Côme, *"promet sa catholicité et sa liberté"*. Dix ans plus tôt, dans la même paroisse, Sébastien Marcionetto épouse Marie Chipon *"avec la permission de Monseigneur de Côme"*, présentant également *"un extrait de baptême du curé de Monte Caravatte"*[21]. Toutes les précautions étant prises, l'étranger étant bien comme il le prétend catholique et célibataire, le mariage peut être célébré.

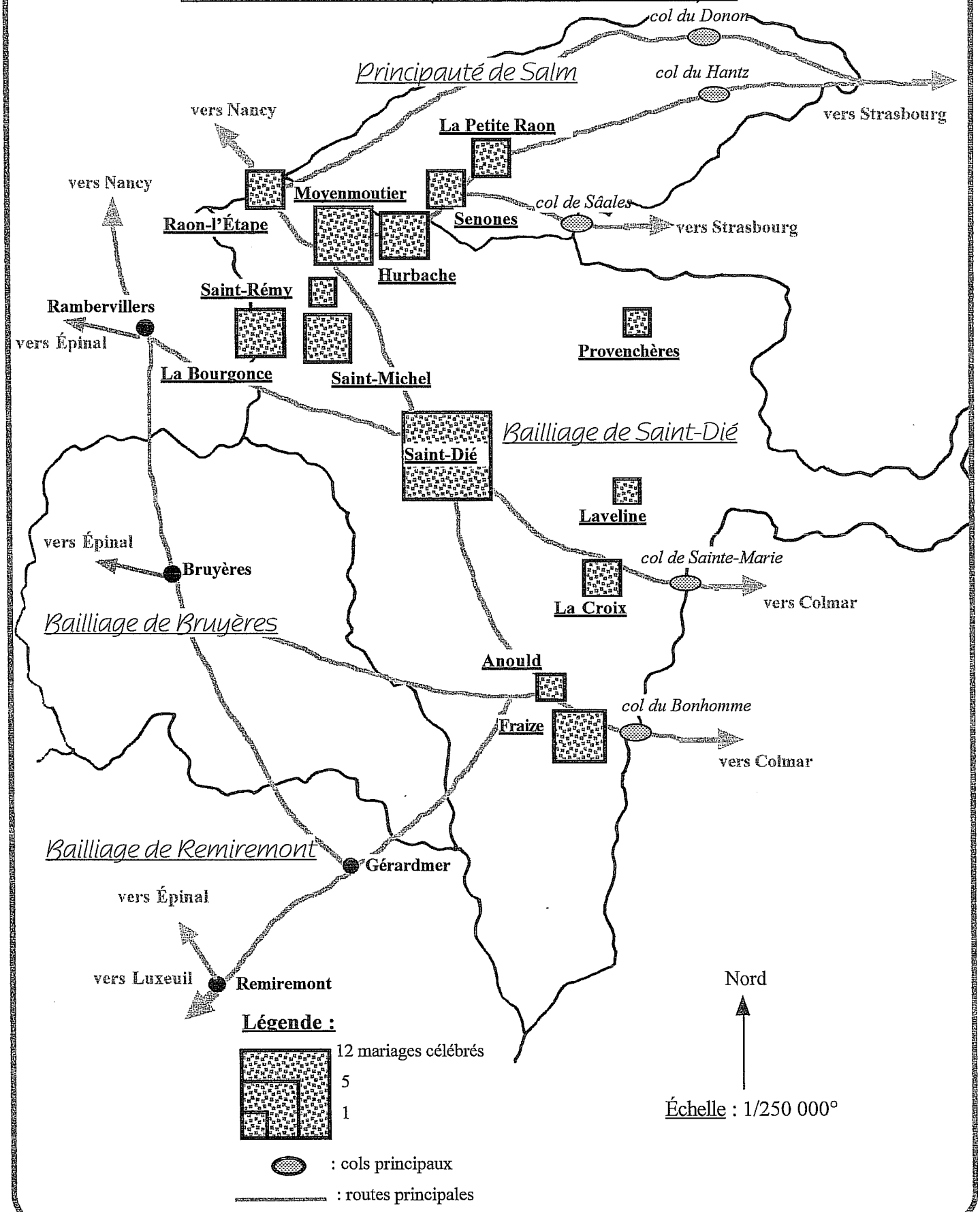
Les hommes installés et sédentarisés ne représentent pourtant qu'une petite partie d'une immigration composée avant tout de maçons ne résidant dans la région que le temps nécessaire à la construction de l'édifice pour lequel ils ont été engagés. Dès 1662, *"le chauffour de Raon sur Plaine est laissé à certains massons italiens pour trois années à charge de le mettre en bon état, ce qu'ils font au commencement, mais à cause de la chèreté des vivres, ils abandonnèrent le pays, de sorte que les officiers de guerre l'ont fait couvrir de planches pour le maintenir dans les états en attendant d'en faire profit"*[22].

Cinq ans plus tard, *"le Chapitre de Saint-Dié charge un de ses membres, le chanoine Thiéry, maître de la fabrique, de faire marché au plus tôt avec des maçons italiens pour la réparation des arcades du cloître, du côté de Notre-Dame"*[23]. C'est en effet la reconstruction de la collégiale, gravement endommagée par l'explosion d'un baril de poudre dans le clocher où les Suédois s'étaient enfermés en 1636, qui attire au début du XVIIIème siècle un grand nombre d'Italiens. Dom Calmet, abbé de Senones, décrit un peu plus tard avec précision le déroulement du chantier :

"On commença en 1711 à exécuter le projet que l'on avait conçu de bâtir le devant de la grande église qui menaçait ruines depuis longtemps, par les différents accidents qu'elle avait essuyés. Au lieu d'une tour, on en projeta deux avec un portail de l'ordre dorique et les tours de l'ordre toscan. Ce fut une dépense considérable pour le Chapitre qui n'était guère en état de l'exécuter depuis l'aliénation des différentes terres qu'il avait anciennement été obligé de faire pour différents autres bâtiments et réparations. M. Dufort, Grand Prévot, homme très édifiant et zélé, promit douze mille livres, et M. Charles d'Autriche, grand doyen, en offrit trente mille, y compris une cloche d'un millier, qui avec ce que le Chapitre put ménager, fit commencer par un architecte italien nommé Betteau, le portail et les deux tours que l'on voit aujourd'hui. On fut trois ans à exécuter cette

[21] A.D.V. : 38 J La Bourgonce.
[22] A.D.M.M. : B 9121.
[23] La Semaine religieuse, 1893, page 436.

Mariages d'Italiens dans la région de Saint-Dié (1660-1780) :



entreprise"[24].

Giovanni Betto dirige en effet, de 1711 à 1714, les travaux de reconstruction. Né en 1640 dans le Milanais, il émigre vers 1665 en Lorraine après avoir reçu une solide formation d'architecte. Travaillant à Nancy où il dirige la construction de l'église de Carmes, mais aussi à Metz, Saint-Mihiel, Verdun, il est nommé en 1703 *"architecte ordinaire"* par le duc Léopold. Âgé de 82 ans, il meurt à Nancy en 1722 où il s'est installé, et est enterré dans l'une de ses réalisations, l'église des Petites Carmélites[25].

S'inspirant fortement des théories d'Andrea Palladio dont il contribue à diffuser le style, Betto a une influence considérable sur l'architecture religieuse de la région. A Saint-Dié, la façade de la grande église comporte bon nombre d'éléments inspirés de l'architecture "vénète" du XVIème siècle qui s'est plus tard répandue dans toute l'Italie du Nord : la partie centrale, les deux tours, les clochers à bulbes sont empruntés à la Renaissance italienne[26] .

La reconstruction de la façade de la collégiale marque bien le renouveau de la ville : Sébastien Florent, par exemple, curé de Laveline, bien décidé à rénover sa petite église, voue la plus grande admiration pour l'oeuvre de Betto. Avec cet architecte, des dizaines de maçons et tailleurs de pierre du Milanais se sont installés pendant trois ans et parfois plus dans la cité de Déodat : certains, tels Laurent Anselme en 1713, s'y sont même mariés[27].

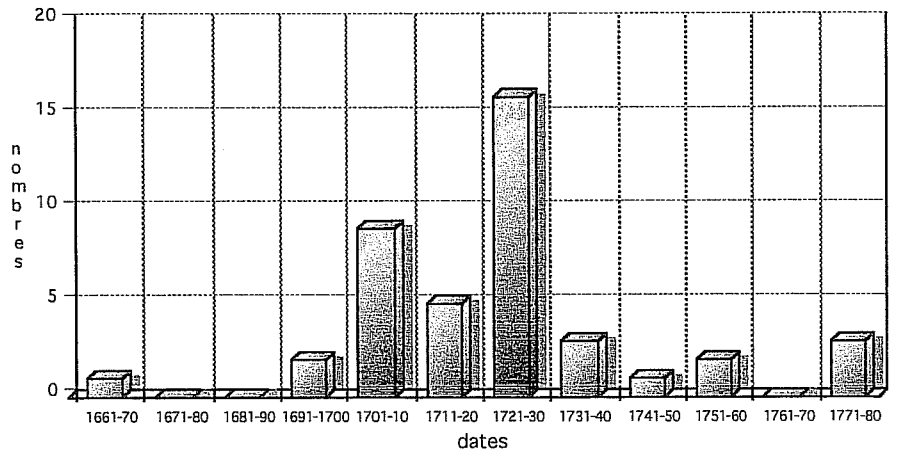
4 - La reconstruction de l'église de Laveline (1716 - 1717).

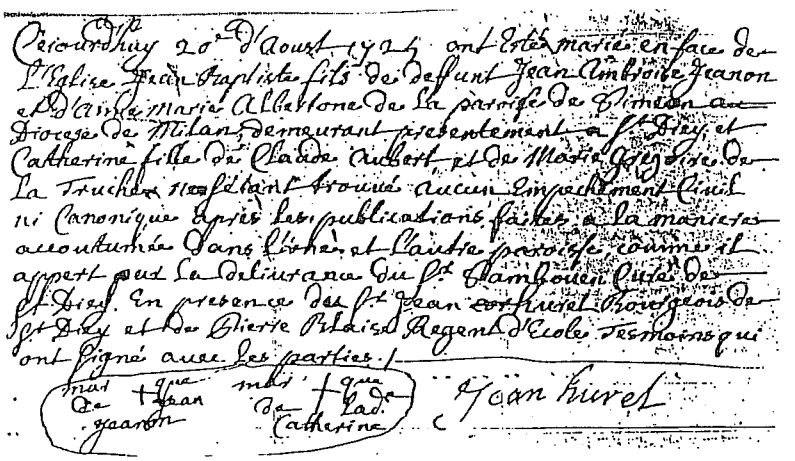
Les Italiens ont également élevé des édifices plus modestes : la reconstruction de l'église de Laveline, en à peine un an, de 1716 à 1717, s'est faite avec une étonnante rapidité grâce à la conjonction de plusieurs facteurs très favorables :

- tout comme l'ensemble de la population du Val, Laveline est durement frappé par la guerre de Trente Ans. Traversée par la *"route de Strasbourg"* qui relie Saint-Dié à l'Alsace par le col de Sainte-Marie, la paroisse a été dévastée par les bandes suédoises en 1633, la peste et la famine tuant une grande partie des habitants : en 1656, on ne recense qu'une trentaine de paroissiens à Laveline et Gemaingoutte alors qu'il y en avait treize fois plus en 1585. Les séquelles du conflit sont toujours présentes au début du XVIIIe siècle : en 1706, la communauté de Laveline doit réparer 22 *"masures"*. Seules six maisons ont été reconstruites en un demi-siècle et la population continue à défricher des terres laissées à l'abandon. A cette date, elle ne cesse de croître pour atteindre environ 450 habitants[28]. Les immigrés venus de l'Alsace voisine sont nombreux à s'installer dans un village qui bénéficie également d'un fort excédent naturel. C'est donc dans ce contexte de forte croissance

[24] B.M.S.D., Dom Calmet, ms 80 (XIV), page 318.
[25] MAROT (Pierre), L'architecte Jean Betto, Le Pays Lorrain, 1931, pages 141-146.
[26] GRANDIDIER (Daniel), L'ensemble cathédrale de Saint-Dié, Revue Philomatique Vosgienne, 1992, pages 101-130.
[27] A.D.V. : 38 J Saint-Dié.
[28] A.D.M.M. : B 8657, 8759, 8776, 11 740.

Mariages dont l'époux est Italien dans l'Office de Saint-Dié (1651-1780).

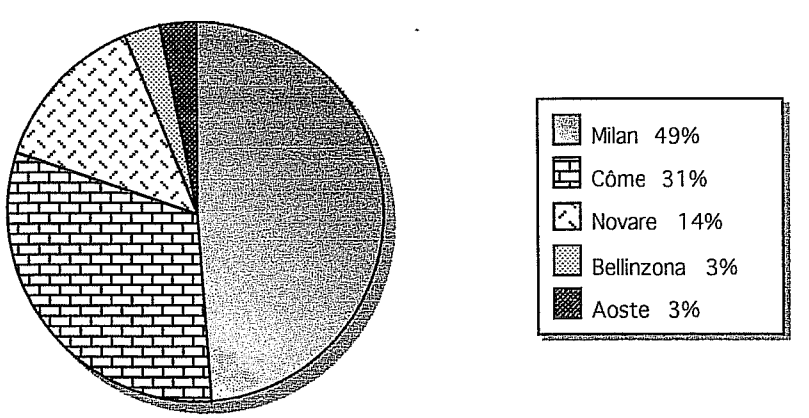




Acte de mariage entre Jean-Baptiste Jeannon et Catherine Aubert le 20 août 1725.

L'époux, domicilié à Saint-Dié et qui a sans doute participé à la reconstruction de l'église de Laveline, est natif de la paroisse de Siméon dans le diocèse de Milan. Ce mariage est le premier célébré dans la nouvelle église. Le curé Florent, exceptionnellement absent, y est remplacé par le curé de Colroy.

Évêchés d'origine des époux italiens dans la région de Saint-Dié (1664-1775) :



démographique que s'opère la reconstruction de l'église. La prospérité retrouvée de l'artisanat et de l'agriculture explique en grande partie l'importance des dons recueillis : la dîme par exemple, devient une source importante de revenus pour les chanoines du Chapitre qui peuvent désormais financer des travaux importants, façade de la collégiale de Saint-Dié ou choeur de l'église de Laveline.

- la personnalité exceptionnelle du curé de Laveline permet également de lever bien des obstacles : né à Vanifosse en 1671, Sébastien Florent est nommé à Laveline en 1710. Convaincu du caractère sacré de sa mission, l'homme est volontaire, énergique, infatigable, cultivé et très influent. Non loin de là, des familles de mineurs luthériens se sont installées et la lutte contre l'hérésie est l'une de ses obsessions. Dans une paroisse en plein renouveau, il s'agit de donner à tous un cadre de vie favorable à l'épanouissement de la foi catholique : Sébastien Florent fait rénover et embellir l'église de la Croix, érige des croix le long des chemins, encourage la fréquentation scolaire en aidant les foyers les plus pauvres et ne tarde pas à rentrer en conflit avec sa hiérarchie lorsque ses droits lui semblent bafoués. En 1716, il décide de reconstruire l'église de Laveline : jusque dans ses fondations, l'ancien édifice doit être détruit et remplacé. Or, la nef construite en 1694 est pratiquement neuve. Le curé la juge pourtant *"trop petite, basse et irrégulière"*. La nouvelle église doit être bâtie selon un tout autre plan : orientée est-ouest, la nef sera longue de 26 mètres, large de 15 et haute de 9 mètres. Une maquette est exposée sur le mur du cimetière aux regards des paroissiens. L'énergie du curé a finalement raison des plus réticents. En effet, beaucoup désapprouvent la construction de ce nouvel édifice alors que nombre de maisons restent en ruines. Sébastien Florent engage donc ses propres fonds, soit 950 livres, ce qui représente près de la moitié du coût. Il réussit à rassembler le reste de la somme grâce aux dons du Chapitre et des notables de la région. Par sa formation et son intransigeance, il est un représentant typique du clergé de la Contre-Réforme selon les règles établies par le Concile de Trente. C'est tout naturellement vers des Italiens qu'il se tourne pour réaliser son ambitieux projet[29].

- la façade de la grande église de Saint-Dié vient à peine d'être terminée lorsqu'une partie des maçons et tailleurs de pierre ayant travaillé à son édification sont recrutés par le curé de Laveline. Un premier contrat est signé en septembre 1716 avec Antoine Yanna, Italien *"maître tailleur de pierre"* : ce dernier s'engage à commencer la construction de l'église avant le premier octobre et à terminer les travaux un an plus tard, pour la Saint-Michel 1717. Travaillant avec son associé Marc-Antoine Betto, il est représenté le jour de la signature par son frère Joseph, tailleur de pierre. Dans un deuxième contrat apparaissent en 1717 les signatures de Michel Yanna *"Maître architecte natif d'Italie Millanet"* et d'Antonio Remeline *"maître masson tailleur de pierre aussy italien"* : ces cinq hommes sont tous des *"maîtres"* dans leur spécialité, la taille de la pierre, la maçonnerie ou l'architecture. Unis par des liens culturels, professionnels et surtout familiaux, ils dirigent un groupe

[29] CLAUDEL (Hélène), COMBEAU (André), DUCHAINE (P. et J.), Une figure de Ban de Laveline au XVIIIème siècle: le curé Sébastien Florent, A.S.C.B. Ban de Laveline, 1992, 87 p. dactylographiées.

soudé de maçons et sculpteurs. La construction débute dès l'automne 1716, mettant à contribution plusieurs dizaines d'ouvriers italiens, aidés par des paroissiens fournissant gratuitement aux bâtisseurs bois et pierres de grès. En octobre 1717, Joseph Yanna reçoit la somme de 1 400 livres fixée lors du premier contrat un an plus tôt : le marché a donc été pleinement respecté, au prix d'une mobilisation quasi-générale de toutes les énergies de la paroisse.

Meublée, décorée et embellie par la suite, la nouvelle église dédiée à la Vierge Marie est enfin consacrée en août 1725 par Mgr Jean-Claude Sommier, Grand Prévot du Chapitre. Elle aura coûté en tout 4 465 livres, somme énorme pour une paroisse rurale aux ressources limitées. Les Italiens n'ont fait qu'un rapide passage à Laveline : leur savoir-faire a néanmoins permis la construction d'un important édifice dans un temps exceptionnellement court[30]. Jean-Baptiste Jeannon *"demeurant présentement à Saint-Dié"* choisit de s'installer dans la région et d'épouser Catherine Aubert, une fille du village qu'il a sans doute rencontrée pendant la construction du bâtiment : en 1725, le mariage unissant l'Italien à la jeune Vosgienne est le premier célébré dans la nouvelle église, un jour après sa consécration.

5 - A Gérardmer, un nouveau lieu de culte (1730 - 1732).

A Gérardmer également, la construction d'une nouvelle église mobilise toutes les énergies. Son histoire est relatée en 1822 dans un manuscrit écrit par un notable géromois, Augustin Viry. Comme à Laveline, la paroisse bénéficie depuis le début du XVIIIème siècle d'une forte croissance démographique et sa population dépasse les 2000 habitants. Depuis 1719, Laurent Poirot en est le curé et envisage de bâtir un lieu de culte plus vaste : il réunit alors les chefs de famille pour leur faire part de son projet. Ceux-ci se divisent en deux "camps" : le premier veut simplement agrandir l'édifice existant, alors que le second, se rangeant derrière son prêtre, désire élever au centre du village un nouveau bâtiment. Ce dernier avis l'emporte finalement. *"Après quoi,* écrit Augustin Viry, *un entrepreneur italien se présenta avec des titres d'expérience et consulta le plan pour y faire ses observations. Après réflexion faite, il en arrêta un prix sous différentes réserves et conditions ce qui fut convenu. Cet entrepreneur commença à mettre la main à l'œuvre en l'année 1730 (...). Il fit sa dépêche et donna ses ordres pour préparer des pierres de tailles et autres matériaux nécessaires pour recommencer l'année suivante. 1731 fut si favorable et protégea si bien les ouvriers que toute la maçonnerie et la charpente de l'édifice furent achevées. La démolition de l'ancienne église se fit à mesure que l'ouvrage de la nouvelle s'effectuait. Le 18 novembre, elle fut bénite (...). Le zèle et le dévouement des habitants étaient si grands qu'ils s'obligèrent de voiturer les pierres et les bois gratis, chacun à proportion de ses facultés, et les mêmes moellons étaient apportés par les dits-*

[30] CLAUDEL (Hélène), COMBEAU (André), La reconstruction de l'église de Laveline en 1717, A.S.C.B. Ban de Laveline, 27 p. dactylographiées.

habitants qui venaient entendre la messe"[31]. Après avoir été décoré et embelli, l'édifice est finalement consacré en août 1732 par l'évêque de Toul. Une fois encore, l'intervention d'un architecte italien a été déterminante pour mener à bien, et dans des délais très réduits, une entreprise qui n'était pas sans risque.

A Saint-Dié, comme dans les paroisses rurales les plus reculées, le savoir-faire des spécialistes transalpins du bâtiment est très recherché. Architectes, entrepreneurs, maçons, tailleurs de pierre, presque tous sont originaires du Milanais et exercent leurs talents dans l'Europe entière.

6 - Le duché de Milan, principale région de départs.

Pour les clercs vosgiens remplissant les registres paroissiaux, ces étrangers sont d'abord des *"Italiens"*, ou des *"Italiens de nation"* : l'Italie n'existe pas en tant qu'État, mais elle est perçue depuis la Lorraine comme une péninsule peuplée d'habitants partageant la même langue, la même histoire, la même culture. Cette opinion est loin d'être partagée dans une péninsule déchirée par les rivalités des princes et les grandes puissances. Depuis la région de Saint-Dié pourtant, Lombards, Piémontais, Suisses du Tessin, Autrichiens du Sud-Tyrol sont avant tout des Italiens catholiques et spécialistes du bâtiment. La quasi-totalité des époux transalpins dans le Val de Saint-Dié ou la Principauté de Salm au XVIIIe siècle sont originaires du Milanais, des diocèses de Milan, Côme ou Novare.

La Lombardie subit en effet une grave crise économique au début du XVIIIème siècle et l'émigration en est une des conséquences les plus remarquées des observateurs contemporains. Les origines de la dépression qui affecte durement cette région autrefois prospère, sont multiples :

- à la paix d'Utrecht, en 1713, le duché de Milan change de maître : dépendant avant cette date des Bourbons d'Espagne, il est désormais la propriété des Habsbourg d'Autriche. Pendant la première moitié du siècle, jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748 qui fixe la frontière entre le duché et le Piémont sur le lac Majeur, le gouvernement de Vienne finance les guerres menées par l'Empire en Europe par une lourde pression fiscale. L'émigration lombarde, vieille de deux siècles, est désormais coupée de ses débouchés traditionnels vers les États pontificaux ou le royaume des Deux Siciles toujours sous domination espagnole. Maçons et architectes doivent donc trouver de nouvelles régions d'accueil pour exercer leurs talents.

- les conséquences de la crise financière française sont également graves pour le Milanais : la liquidation du système Law de 1720 à 1722 provoque la ruine de nombreux marchands lombards installés en France, à Paris et Lyon principalement, ceux-ci ayant accordé une trop grande confiance au papier monnaie du banquier écossais. Bon nombre d'affaires font alors faillite, la plupart étant dirigées par des financiers ou des soyeux. L'artisanat des régions de Côme et Varèse entre alors dans

[31] VIRY (Augustin), Traditions historiques sur l'origine, les événements et la situation de Gérardmer, Strasbourg, Thiriat Éditeur, 1963, 72 p. (édition d'un manuscrit de 1822), pages 22 - 27.

une grave dépression : les tisserands y produisaient autrefois soies grèges et velours exportés en France notamment. Privée de son marché traditionnel et de ses marchands dont la plupart sont ruinés, la soie lombarde est désormais sinistrée : Varèse, qui abrite environ 7 000 habitants, était au début du XVIIème siècle une cité prospère. A partir de 1720, elle se vide de la partie la plus dynamique et la plus qualifiée de sa population, hémorragie accentuée par les taxes toujours plus pesantes imposées par les nouveaux maîtres autrichiens : les moulins qui tissaient la soie sont arrêtés, entrepôts et boutiques ferment les uns après les autres.

- la crise a aussi des origines internes : rencontrant des difficultés dans le commerce ou l'industrie, les classes dirigeantes se tournent de plus en plus vers la terre, espérant en retirer des profits importants. En Lombardie, aristocratie et clergé représentent 4 % de la population et possèdent les trois quarts du sol. Les paysans ressentent de plus en plus mal les conséquences de cette "reféodalisation" : droits de pêche et de chasse réservés au seigneur, péages divers, monopoles sur les moulins et les fours, le poids des nouvelles contraintes devient vite insupportable. Le maïs est alors la nourriture de base des ruraux : préparé sous forme de polenta, il leur permet d'éviter la famine. Mais devant la précarité toujours grandissante des conditions de vie, beaucoup de petits propriétaires endettés n'ont d'autre choix que de vendre leurs terres pour devenir de simples ouvriers agricoles[32, 33]. L'artisanat ne va guère mieux : l'organisation corporative, bien qu'étant en crise, reste en place et constitue une entrave majeure au progrès. Dans le bâtiment comme dans le textile, les corporations réduisent le nombre des ouvriers, même en période d'augmentation de la demande. A Milan, l'école des tailleurs de pierre fondée par Guido Mazzenta en 1622 dans la *Fabbrica del Duomo,* était au XVIIème siècle l'étape obligée pour tous les apprentis du duché, les meilleurs obtenant une bourse leur permettant d'étudier à Rome. Dispensant un enseignement de qualité, elle se resserre pourtant de plus en plus autour d'une petite élite au XVIIIème siècle, alors que dans toutes les capitales européennes, les chantiers de construction ne cessent de s'ouvrir.

Devant la grave récession touchant de plein fouet la société et l'économie locale, l'émigration lombarde se tourne à présent vers d'autres destinations : autrefois dirigée essentiellement vers le sud, elle prend une ampleur inconnue jusqu'alors et voit de nouveaux marchés s'ouvrir beaucoup plus au nord. Non loin du Milanais en crise, de nombreuses régions bénéficient au contraire d'une grande prospérité : l'agrandissement des villes nécessite le recrutement d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée. Beaucoup de maçons *varesini* trouvent là une occasion inespérée de quitter temporairement un espace qui ne leur offre plus beaucoup de perspectives d'emplois. Riches d'une expérience multiséculaire dans la construction de palais ou d'églises, ces architectes et ouvriers sont de plus très appréciés des puissants. Enrichis par la prospérité économique, aristocrates, prélats ou dynasties régnantes considèrent l'architecture italienne comme un modèle qu'il convient de copier

[32] BRICE (Catherine), Histoire de l'Italie, Paris, Hatier, 1992, 495 p.
[33] DELUMEAU (Jean), L'Italie de Botticelli à Bonaparte, Collection U, A.Colin, 1974, 367 p.

dans ses moindres détails.

Formé dès l'âge de dix ans par un maître souvent membre de sa famille, le jeune maçon est ensuite embauché par un entrepreneur tessinois qui forme une équipe d'ouvriers tous originaires du même village. Celle-ci quitte la Lombardie au printemps pour rejoindre des chantiers dispersés dans toute l'Europe et y restera pendant une saison ou plusieurs années :

- le royaume du Piémont, que la dynastie de Savoie a transformé en un état centralisé et moderne grâce à une administration très performante, est la destination privilégiée des émigrés lombards : ils y construisent palais et églises à Turin et Vercelli, ainsi que des fortifications sur le Tessin ou dans les Alpes.

- la citadelle de Strasbourg est bâtie par l'entrepreneur tessinois Dominico Pelli dirigeant plus de 150 maçons, tailleurs de pierre et briquetiers italiens. Le chantier terminé, le groupe se dirige ensuite à Copenhague, Hambourg puis Lübeck pour y réaliser le même type de travaux de défense.

- mais c'est en Russie que les *Varesini* peuvent espérer monnayer leur talent au meilleur prix. La tsarine Elizabeth ayant décidé, à partir de 1741, d'agrandir Saint-Petersbourg par la construction de nombreux palais baroques, la demande en spécialistes du bâtiment est très forte. L'architecte Giuseppe Trezzini chargé de recruter la main-d'œuvre dans le Milanais propose aux candidats au départ des contrats de quatre ans et une paye annuelle garantie de 150 roubles, somme considérable qui assure la fortune de bon nombre d'entre eux.

Le XVIIIème siècle voit donc ces ouvriers d'élite se disperser dans toute l'Europe, au Piémont, en Russie, en Lorraine, en Allemagne où leur compétence est unanimement reconnue. Originaires de la *Valle Intelvi* ou de la région de Varèse, les maçons lombards quittent une région en crise, certains d'y revenir avec les économies gagnées à l'étranger. Cette émigration temporaire est le fait d'hommes très qualifiés, sûrs de leur savoir-faire. La quarantaine d'Italiens qui choisit de s'installer dans la région de Saint-Dié au début du XVIIIème siècle ne représente en fait qu'une petite partie d'une immigration avant tout temporaire[34].

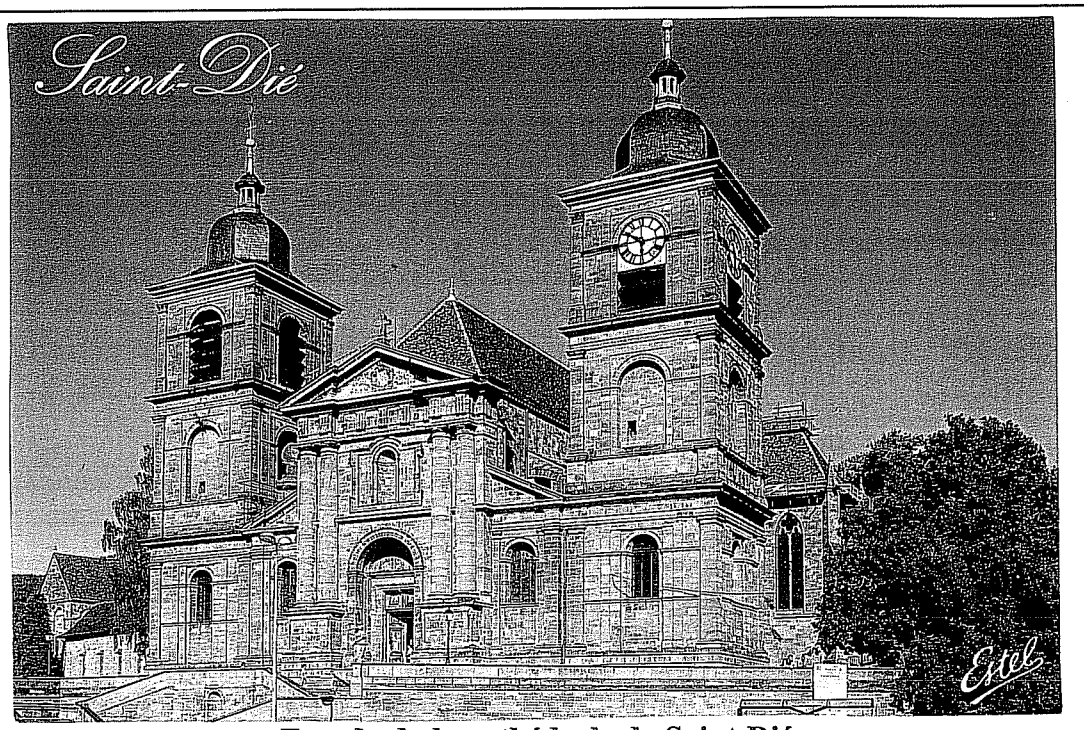
7 - Hostilité pour certains, assimilation pour d'autres.

Les maçons ne sont pourtant pas les seuls Italiens à venir travailler dans le Val de Saint-Dié : dans la deuxième moitié du XVIIIème siècle, alors que les grands édifices religieux sont reconstruits, ces spécialistes sont relayés par d'autres immigrés temporaires, ramoneurs et surtout vitriers venus eux aussi du nord de la péninsule. La reconstruction de Saint-Dié après l'incendie de 1757 ne semble pas avoir provoqué l'afflux de maçons transalpins, les tâches à accomplir ne requérant pas une haute qualification. Certes, l'architecte Jean-Michel Carbonnar qui dirige les travaux jusqu'en 1761, bien que natif de Lunéville, est sans doute d'origine florentine, mais il est aidé

[34] CAVALLERA (Marina), L'emigrazione nel secolo XVIII : terre lombarde del'arco alpino, Emigrazione territorio tra bisogno e ideale, volume 2, pages 13-74.

Italiens dont les noms sont francisés lors de leur mariage dans la région de Saint-Dié au XVIIIème siècle :

Paroisse :	Date :	Nom de l'époux italien :	Nom francisé :
Raon-l'Étape	octobre 1706	Carlo-Andrea VALENTI	Charles-André VALENTIN
La Croix-aux-Mines	août 1716	Giovanni FANACO	Jean FANAC
Provenchères	février 1743	Francesco DEL BLASIO	François BLAISE
Fraize	avril 1772	Carlo-Antonio RAMPANELLA	Charles-Antoine RAMPIN
Raon-l'Étape	mai 1773	Carlo-Giuseppe FRANCISCINO	Charles-Joseph FRANCIN



Façade de la cathédrale de Saint-Dié.

Construite de 1711 à 1714 par l'architecte italien Giovanni Betto, la façade de la grande église de Saint-Dié est fortement influencée par le classicisme défini au XVIème siècle par Andrea Palladio : colonnes doriques, tours en grès rose surmontées de clochers à bulbes contribuent à implanter en Lorraine le style caractéristique des églises d'Italie du Nord.

dans sa tâche par des ouvriers lorrains, alsaciens et allemands.

Ramoneurs et vitriers représentent une autre forme d'immigration saisonnière, bien moins qualifiée et sans doute beaucoup moins considérée. L'incident dont est victime Jean-André Togniole à Raon-l'Étape montre bien la défiance des populations locales : depuis 1731, ce *"bourgeois de Saint-Diey, italien de nation"*, est chargé par la mairie de ramoner deux fois l'an les cheminées de l'hôtel de ville et des faubourgs, le contrat étant renouvelé pour six ou neuf années. En 1732, le malheureux est menacé par la femme de Jean-Joseph Marande, flotteur de bois, sur les toits de la ville, *"laquelle s'était saisie de la perche qu'elle lui avait arrachée des mains et l'ayant cassée, lui avait porté plusieurs coups dont il se trouva blessé (...), cherchant ensuite à se munir d'une perche de voileur avec son ferrot en menaçant de lui percer le corps avec le tout"*. En octobre 1750, c'est un charpentier, Nicolas la Bolle, qui menace le pauvre ramoneur, le traitant de *"corbeau noir, fripon, noir diable chassé d'Italie, voleur autorisé de l'Hôtel de ville"* : refusant de faire ramoner sa cheminée, il est condamné à payer une amende de huit francs par les autorités municipales soucieuses avant tout de protéger la cité des incendies[35].

Les vitriers sont eux aussi l'objet de tous les reproches : certains Raonnais dénoncent en 1768 les *"Suisses italiens qui travaillent dans les auberges de la ville (...). Les étrangers qui viennent travailler à Raon et dans les environs ne paient rien, quoi qu'ils y travaillent pendant tout le bon temps, d'avril à octobre, ce qui porte un préjudice considérable aux ouvriers contribuables des lieux"*[36]. De plus, ces "nomades", jeunes gens célibataires, représentent une grave menace pour les filles du pays : en 1778, Barbe Jacquel de Biffontaine déclare une grossesse qu'elle attribue à *"Jean Pierre Mafioli, garçon majeur, vitrier italien roulant le pays"*. Trois ans plus tard, c'est Jeanne Clément de Coinches qui, dans une autre déclaration de grossesse illégitime, attribue la paternité de son enfant au même Mafioli *"vitrier demeurant à Jussarupt"*, ce dernier s'étant définitivement fixé dans les Vosges après avoir effectué de nombreuses migrations saisonnières[37]. Faut-il voir dans les récriminations des autochtones des manifestations de sentiments xénophobes qui font de chaque étranger un être indésirable ? Sans doute pas. Ces réactions, très peu nombreuses au demeurant, sont le fait d'individus se sentant menacés dans leur vie quotidienne par des hommes venus d'un pays lointain, exerçant une concurrence déloyale sur le marché du travail. Alors qu'au début du siècle, l'arrivée des ouvriers du bâtiment n'avait suscité aucune opposition - bien au contraire -, vitriers et ramoneurs sont parfois considérés dans la deuxième moitié du XVIIIème siècle avec la plus grande méfiance.

L'assimilation des Italiens installés dans le bassin de la Haute-Meurthe s'est cependant opérée facilement. Les facteurs favorables dans le pays d'accueil sont nombreux :

- respectés pour leur savoir-faire, maçons et tailleurs de pierre arrivent pendant une période

[35] A.D.V. : BB1.
[36] A.D.V. : 1 C 85.
[37] A.D.V. : 3 B 209; 7 B 175 ; renseignements aimablement communiqués par M. Poignon.

de forte croissance économique et démographique. Comme d'autres immigrés - Allemands, Picards ou Champenois -, ils ne prennent la place de personne mais contribuent à la reconstruction et au repeuplement d'une terre meurtrie et vidée d'une grande partie de ses habitants au siècle précédent.

- par leur mariage avec une Vosgienne, les nouveaux venus se fondent rapidement dans la communauté locale, perdant tout contact avec leur région natale. Il n'y a ni communauté, ni colonie italienne dans les Vosges au XVIIIème siècle, les immigrés sédentarisés étant souvent les seuls Italiens du village où ils résident. Leur implantation est très dispersée puisqu'une quinzaine de paroisses, presque toutes rurales, les ont accueillis.

- l'attitude des autorités religieuses et politiques leur est également très profitable : Chanoines du Chapitre et curés de campagne considèrent les architectes et maçons du Milanais comme des partenaires indispensables : par leur savoir-faire et leur catholicité, ces immigrés facilitent la diffusion de la Contre-Réforme dans un espace menacé par l'hérésie luthérienne. Le duc de Lorraine, quant à lui, multiplie les ordonnances encourageant leur installation. Sous la seule condition d'être de religion catholique, les étrangers reçoivent des lettres de naturalité et sont affranchis du droit d'aubaine de 1706 à 1712.

- la population locale réserve également à l'Italien le meilleur accueil. Très vite son nom est francisé et ses enfants sont vite considérés comme des gens "du pays". Francesco del Blasio est désormais appelé François Blaise à Provenchères ; Carlo-Antonio Rampanella, vitrier à Fraize, devient Charles-Antoine Rampin[38].

On assiste là à une assimilation presque parfaite : ces premiers transalpins sédentarisés se sont véritablement fondus dans une société d'accueil qui les a acceptés généralement sans difficultés. Carlo-Giuseppe Franciscino par exemple, natif du diocèse de Milan, épouse en 1775 à Raon, Richarde Mercier. Pour les Raonnais, il s'appelle désormais Charles-Joseph Francin : ses fils Nicolas et Joseph sont vitriers comme leur père, Marie-Anne, sa première fille prend pour mari un flotteur de bois, Charles-Sébastien Drouot, issu d'une vieille famille de la paroisse. La seconde, Barbe, épouse un vitrier italien domicilié à Laveline. Lorsque Charles-Joseph Francin meurt en 1820 à l'âge de 75 ans, beaucoup ont oublié sa véritable origine[39].

[38] A.D.V. : 38 J Provenchères, Fraize ; jusqu'à une loi de Germinal An XI, le nom patronymique ne peut être changé dans les actes de l'état civil.

[39] A.D.V. : N.M.D. Raon-l'Étape.

II - Colporteurs et montreurs d'animaux (XIXème siècle).

A - Des nomades sillonnant routes et chemins.

1 - Diversité du monde du colportage.

Banquiers, marchands ou tailleurs de pierre, les Transalpins qui depuis cinq siècles traversent la Déodatie et s'y installent parfois, appartiennent avant tout à une élite professionnelle, disposant d'un savoir-faire leur assurant souvent réussite et considération. Au début du XIXème siècle, les colporteurs et montreurs d'animaux qui parcourent les routes vosgiennes sont bien différents de ceux qui les ont précédés.

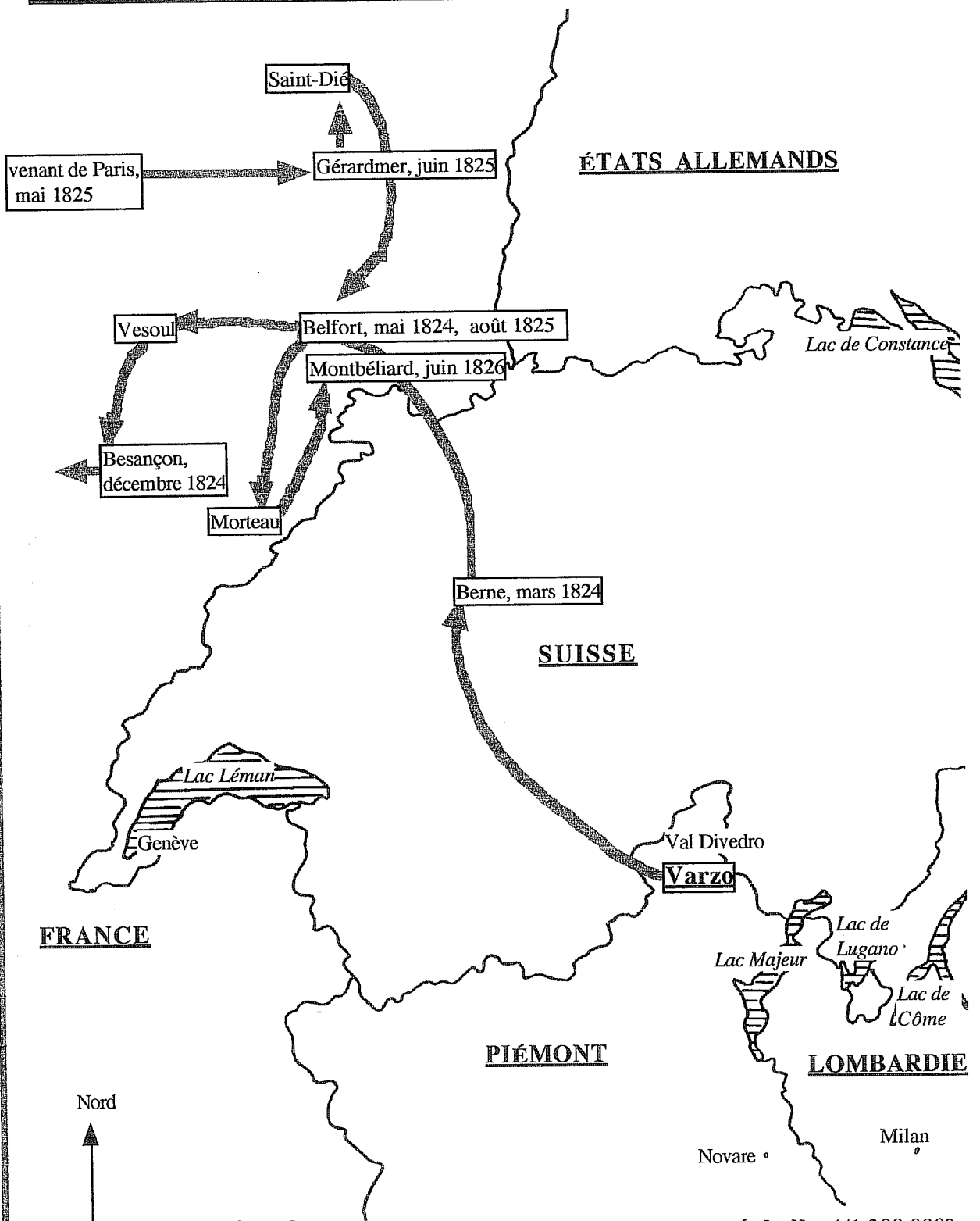
En 1851, parmi les étrangers ayant obtenu un permis les autorisant à séjourner dans le département des Vosges, aucun Italien n'est recensé. Jusqu'en 1870, les Italiens dénombrés dans l'arrondissement de Saint-Dié sont pratiquement tous des "nomades", colporteurs, joueurs d'orgue, montreurs d'ours, et n'y effectuent que des séjours de très courte durée. Empruntant des routes découvertes et connues depuis le Moyen Âge, traversant les Alpes et les cols vosgiens, ils ont quitté leurs montagnes pour parcourir l'Europe à pied. Ces petits commerçants ambulants se déplacent seuls ou accompagnés d'un camarade, ami d'enfance, frère ou cousin : ils vendent des objets aussi divers que des boutons, des aiguilles, du fil, des images saintes, des cartes ou des statuettes en plâtre. Jacques Salina, par exemple, est marchand de baromètres : âgé de 27 ans et natif du Val d'Ossola au Piémont, il arrive à Gérardmer en juin 1825 avant de rejoindre Saint-Dié puis Belfort au mois d'août. N'ayant pas revu son village de Varzo depuis plus d'un an, il est entré en Suisse par le col du Simplon, s'est sans doute fourni en baromètres à Berne, puis a traversé le Jura et le Doubs pour gagner Paris. Il se rend ensuite dans les Vosges, où il ne séjourne que deux mois, pour rejoindre la Franche-Comté en juin 1826. De là, il revient sans doute à Varzo après un périple de plusieurs centaines de kilomètres qui a duré plus de deux ans[40].

Louis Beccaris, Piémontais lui aussi, vend des boutons, des cartes de géographie et des livrets de tragédies qu'il achète à Paris : il traverse ensuite le nord de la France, passant par Boulogne, Metz, Nancy. Arrivant à Saint-Dié en juin 1855 dans la diligence venant de Lunéville ; il ne posséde pas d'argent et veut payer les 4,50 francs qu'on lui réclame pour prix du transport avec des boutons. Domicilié à Lyon, Beccaris qui n'est pas retourné au Piémont depuis plus de quinze ans, doit également à l'aubergiste Haas qui l'a hébergé lors d'un précédent séjour la somme de 15 francs : considéré comme un vagabond, le malheureux est condamné et enfermé dans la prison de Saint-Dié pour quelques mois[41].

Les colporteurs ne sont pas les seuls Transalpins à sillonner les routes du département :

[40] A.C. Gérardmer : passeports de colporteurs.
[41] A.D.V. : 24 U 64.

Routes suivies par Giacomo Salina, marchand de baromètres natif de Varzo, de mars 1824 à mai 1826 :



beaucoup d'Italiens exercent leurs talents dans les métiers du spectacle, chanteurs de rue, joueurs d'orgue, montreurs d'animaux, possesseurs de panoramas[42]. De septembre 1855 à mars 1857, ils sont 37, soit un tiers des demandeurs, à obtenir de la préfecture un passeport leur permettant de se déplacer dans les Vosges pendant deux semaines.

La très grande majorité sont des musiciens ambulants : les sieurs Palludi et Chiappa par exemple, *"joueurs d'orgue originaires du duché de Parme ont l'honneur de solliciter l'autorisation d'exercer leur unique profession dans l'étendue du département"*[43]. Beaucoup cependant ignorent l'existence de telles contraintes administratives et les autorités ne sont guère indulgentes à leur égard. Le sous-préfet de Saint-Dié, dans une lettre à son supérieur, semble désolé en 1858, d'avoir dû *"refuser à diverses reprises à de malheureux saltimbanques ou chanteurs la permission qu'ils demandaient de se livrer à leur exercice à Saint-Dié pour y gagner quelque argent"*.[44]

Dans un arrondissement en voie d'industrialisation où la population garde pourtant des liens très forts avec le monde des campagnes, l'arrivée d'un Italien sur la place du village suscite curiosité et intérêt : venant d'un pays lointain, il apporte avec lui objets et animaux étranges. Son accent, son accoutrement bizarre et souvent en bien mauvais état font de lui un personnage atypique, un "étranger".

2 - Montagnards des Alpes ou des Apennins.

Les *girovaghi* sont avant tout des montagnards : presque tous sont originaires de trois grandes régions de la péninsule :

- des Alpes piémontaises, frontalières de la France et de la Suisse, part un grand nombre de marchands de boutons, ramoneurs ou musiciens ambulants.

- les "Autrichiens" du *Südtirol* sont également très nombreux, vendant en particulier images saintes, gravures et statuettes.

- mais c'est avant tout du nord des Apennins, du duché de Parme plus exactement, que vient la grande majorité des montreurs d'animaux et des joueurs d'orgue. A Bardi, bourg situé au sud de Plaisance, l'émigration est un phénomène déjà ancien : au XIXème siècle, elle prend comme dans toutes les autres régions montagneuses une ampleur inconnue jusque-là. La médiocrité des ressources agricoles et pastorales, provoquée avant tout par la pauvreté des sols, accroît la précarité de la vie de villageois toujours plus nombreux. L'augmentation constante de la population, due à la baisse de la mortalité, entraîne également un fractionnement croissant des terres. De plus, l'industrie naissante en Haute-Lombardie ou dans la plaine du Pô, ruine un artisanat rural occupant jusqu'alors pendant la saison hivernale une grande partie des habitants. Devant les menaces que représentent le

[42] Le panorama est l'une des attractions proposées par les colporteurs et montreurs d'animaux : enfermés dans une caisse, plusieurs marionnettes et automates sont animés et décrivent une scène historique ou religieuse, la passion de Jeanne d'Arc ou le martyr de Saint-Sébastien par exemple.
[43] A.D.V. : 16bis M 1.
[44] A.D.V. : 16bis M 1.

DÉPARTEMENT
DES VOSGES.

ARRONDISSEMENT
DE SAINT-DIÉ.

MANDAT DE DÉPOT.

Nous Philippe de Golbery
Juge d'Instruction de l'arrondissement de Saint-Dié, département des Vosges, mandons et ordonnons à tous huissiers ou agens de la force publique, de conduire à la maison d'arrêt de Saint-Dié, en se conformant à la loi, Louis Beccaris
âgé de 46 ans marchand de boutons,
né en Piemont, inculpé de vagabondage

Mandons et enjoignons au gardien de ladite maison d'arrêt de le recevoir et retenir en dépôt jusqu'à nouvel ordre.

Requérons tous dépositaires de la force publique de prêter main-forte, en cas de nécessité, pour l'exécution du présent mandat.

Fait, signé et scellé en notre cabinet, au palais de justice, à Saint-Dié, le 26 mai 1855.

Ph. de Golbery

Mandat de dépôt de Luigi Beccaris, marchand de boutons piémontais arrêté à Saint-Dié en mai 1855.

Pour n'avoir pu payer la somme de 4,50 francs, prix du voyage en diligence de Lunéville à Saint-Dié, ce colporteur italien est condamné pour "vagabondage" à trois mois de prison.

chômage et la misère, beaucoup de jeunes paysans décident de partir, vendant le peu de biens dont ils disposent encore, bétail et terres, pour acheter un animal, chien, singe ou ours. Dressés pendant une année par des spécialistes, les ours des Abruzzes sont ensuite achetés à prix d'or par les montreurs d'animaux de Bardi. Puis, ceux-ci partent à pied, toujours accompagnés de l'animal, vers la Lombardie ou le Piémont, les plus entreprenants prenant la direction de l'Allemagne ou de la France.

Les paysans vosgiens ont sans aucun doute assisté aux représentations proposées chaque soir sur la place du village. Au son de la musique jouée par son maître, l'ours danse, accomplit différents exercices, et surtout, mène une lutte fictive pour le plus grand plaisir des spectateurs. Ayant pris un repas à l'auberge, l'*orsante* passe la nuit dans une grange, ne se séparant jamais de l'animal, qui, attaché à une chaîne, représente son seul moyen de survie. Après avoir amassé un petit pécule au cours de plusieurs campagnes solitaires, ayant survécu au froid, aux agressions et aux maladies, le montreur d'ours rentre au pays et se marie. Certains achètent d'autres animaux, un chariot, et après avoir engagé cinq à six personnes, repartent sillonner des terres qu'ils connaissent déjà : devenus *capicompagnia* et dirigeant une petite entreprise de spectacle, ils peuvent par la suite, avec beaucoup de chance, devenir directeurs de cirque[45].

3 - Marchands d'images du *Tesino*.

Les colporteurs *tesini* sont avant tout des vendeurs d'images originaires de quelques villages situés au sud du Trentin et surplombant la vallée de la Brenta, dans l'empire d'Autriche. Le *Tesino* est une région de montagnes aux sols pauvres. Depuis des siècles, les paysans "descendent" leurs troupeaux de moutons à la belle saison vers la plaine vénitienne. Ils vendent également au cours de la transhumance des pierres à feu destinées aux arquebuses. Au début du XVIIIème siècle, ils entrent en relation avec l'imprimerie Remondini de Bassano-del-Grappa, l'une des plus importantes d'Europe. Celle-ci voit immédiatement les avantages qu'elle peut retirer d'une collaboration étroite avec ces montagnards qui restent sous-occupés pendant l'hiver. Ils vont ainsi devenir rapidement les meilleurs vendeurs et informateurs de la *Casa Remondini* : en parcourant toute l'Europe, ils apprennent à connaître les us et coutumes des habitants des régions traversées et renseignent les imprimeurs sur les thèmes et sujets qui pourraient plaire à une clientèle rurale peu fortunée. Se déplaçant toujours à pied, ils touchent également des populations éloignées des grands axes commerciaux et vendent au porte à porte des images bon marché représentant des scènes religieuses, des paysages, des portraits des rois et empereurs, des cartes de géographie. Organisés en compagnies, des centaines de *girovaghi* emmènent ainsi à partir de l'automne la précieuse marchandise qu'ils ont achetée à crédit dans une valise en bois qu'ils portent en bandoulière, la *casselà*. L'utilisation d'un chariot tiré par une bête de somme leur est en effet interdite. Dans tout l'Empire, les *Tesini* sont les seuls à bénéficier d'un tel privilège.

[45] MILZA (Pierre), Voyage en Ritalie, Paris, Plon, 1993, pages 20-22.

Au milieu du XIXème siècle, ces colporteurs doivent pourtant s'adapter à de nouvelles contraintes économiques et politiques :

- la *"Remondini"* n'est en effet plus que l'ombre d'elle-même et ne cesse de perdre des parts de marché face à la concurrence qui a adopté les techniques d'impression les plus modernes. En 1860, la vénérable imprimerie doit fermer ses portes. Les colporteurs de Pieve, Cinte et Castello Tesino se fournissent alors auprès de leurs "cousins" installés depuis des décennies à l'étranger, dans l'Empire d'Autriche, en Allemagne ou en Russie. En France, cinq boutiques ont été ouvertes : la plus renommée, la "*maison Daziaro*" est établie à Paris et édite des milliers d'images. Beaucoup se reconvertissent également dans la mercerie, vendant boutons, fils, aiguilles et étoffes. La traditionnelle *casselà* a été transformée afin d'accueillir ces marchandises nouvelles disposées dans de nombreux petits tiroirs, et les couteaux, produits interdits à la vente, trouvent souvent leur place dans un double-fond.

- les marchands ambulants subissent également les rigueurs de l'administration autrichienne. La législation impériale leur impose un sévère contrôle tout en privilégiant les ressortissants du *Südtirol*. A partir de 1852, la seule licence ne suffit plus : chacun doit désormais être possesseur d'une *patente* - ou passeport - sur laquelle le commissariat de la région de départ a apposé son visa. La nature et la quantité des produits transportés sont également mentionnées, ainsi que la description précise de celui qui les vend. Ce *Libro di traffico girovago*, écrit en allemand et en italien, comporte un certificat du maire de la commune d'origine garantissant la moralité et les *"bons sentiments politiques"* du colporteur. Il ne s'agit pas en effet de laisser partir des individus dangereux pour l'ordre public, des "révolutionnaires", des indigents ou des mendiants. Celui qui part doit être propriétaire d'une maison et d'une terre. Il faut également éviter les cas d'insoumission au service militaire : en cas d'absence du conscrit, sa famille doit trouver un remplaçant du même âge sous peine de payer une forte amende. Ces dispositions sont encore renforcées par la loi de 1903 qui réserve le colportage aux hommes âgés de plus de 33 ans.

Pendant la deuxième moitié du XIXème siècle, les *Tesini* sont présents dans tout l'est de la France et plus particulièrement dans la montagne vosgienne : trois magasins ont été ouverts à Besançon, Metz et Strasbourg, et les patrons font toujours appel à des parents pour diffuser les images pendant la saison hivernale dans les plus petits hameaux d'Alsace ou de Lorraine. La réussite de certains suscite bien des vocations et des centaines de jeunes gens n'hésitent plus à partir malgré une législation toujours plus restrictive. Dante et Giuseppe Daziaro par exemple, ont fondé trois grands magasins d'images et de peintures à Moscou, Saint-Petersbourg et Paris. A la fin du XIXème siècle, fortune faite, ils décident de rentrer au pays et se font construire un véritable château sur les hauteurs de Pieve[46].

[46] SEGA (Ierma) (a cura di), Les hommes des images : l'epopea dei tesini dal trentino per les vie del mondo, Ginevra, Palais des Nations-Unies, Regione autonomia Trentino - Alto Adige, 1998, 179 p.

Les exemples de Bardi et du *Tesino* ne sont pas uniques : de nombreux villages du nord des Apennins et de l'arc alpin ont fourni à l'Europe des montreurs d'animaux, des joueurs d'orgue ou d'accordéon et des colporteurs. Les paysans vosgiens, achetant boutons et almanachs, assistant enthousiastes aux spectacles de chiens savants, ignorent cependant presque tout des origines de ces étrangers. Ceux-ci apparaissent aux yeux des autochtones comme de pauvres hères, loqueteux et misérables qui "traînent" derrière eux une bien mauvaise réputation. Les *girovaghi* sont pourtant de petits propriétaires terriens entreprenants, courageux et endurants.

B - Victimes de la rumeur publique et de la répression policière.

1 - Une législation de plus en plus sévère.

Comme tous les nomades venant de pays lointains, parlant une langue inconnue et n'ayant, pense-t-on, aucun domicile fixe, les colporteurs italiens sont considérés avec circonspection :

- pour des populations rurales fortement imprégnées d'une religiosité dont les rites n'ont guère évolué depuis le Moyen Âge, les colporteurs italiens sont peu recommandables, au même titre que les bohémiens. Réactualisée au milieu du XIXème siècle par Eugène Sue, la légende du "Juif errant" reste vivace dans les campagnes. Comme Ahasvérus condamné par Dieu à marcher éternellement pour avoir injurié le Christ, les *girovaghi* ont sans doute une lourde faute à expier. Venant de nulle part, partant pour des terres inconnues, sans famille ni domicile, ils n'appartiennent à aucune communauté villageoise dont ils pourraient espérer aide et solidarité : ils sont avant tout des solitaires, vivant au jour le jour, loin de tout encadrement religieux, ce qui effraie surtout le clergé.

- les pouvoirs politiques reprennent à leur compte la méfiance populaire et édictent une législation des plus sévères à l'égard du colportage, encourageant la répression policière. Sous la Restauration et la Monarchie du Juillet, les *girovaghi* représentent un véritable danger social : communiquée à tous les préfets, une lettre du ministre de l'intérieur de 1826 dénonce *"les saltimbanques, bateleurs, escamoteurs et autres gens de cette sorte, qui, sans être précisément de la classe des mendiants et vagabonds, n'ont que des moyens précaires d'existence et circulent incessamment dans le Royaume. Presque toujours, ils sont accompagnés d'enfants qui leur ont été confiés, mais le plus souvent, ils les ont dérobés à leurs parents et les emmènent au loin afin d'échapper à la police"*. En 1822, les montreurs d'animaux sont visés par une autre circulaire : *"Les conducteurs d'ours sont signalés comme des hommes dangereux sur lesquels il convient d'exercer une active surveillance. Ces individus ont souvent commis des vols, et même des délits plus graves encore, sur des routes peu fréquentées ou dans des campagnes isolées"*. Et le ministre d'ordonner au

préfet de faire afficher dans toutes les communes un arrêté *"portant injonction aux conducteurs d'ours ou de tous autres animaux malfaisants, de suivre les grands chemins sans jamais s'en écarter, avec défense d'aller dans les bourgs et hameaux, d'entrer dans les bois et de se trouver sur les routes avant le lever et après le coucher du soleil"*[47]. La législation se fait encore plus répressive sous le Second Empire : à la rumeur populaire s'ajoutent maintenant les plus vives craintes à l'égard d'individus originaires d'États italiens où *carbonari* et sociétés secrètes foisonnent. L'Empereur, qui connaît bien l'Italie pour y avoir vécu dans sa jeunesse, redoute par dessus tout la contagion des idées révolutionnaires et républicaines de Mazzini et Garibaldi. L'attentat d'Orsini, où il faillit perdre la vie en 1858, ne fait que confirmer ses craintes. Le régime impose un sévère contrôle de la presse : brochures, gravures, livres sont vérifiés dans les préfectures ainsi que les passeports des colporteurs. Celui qui ne peut présenter ni son récépissé, ni la précieuse estampille sur les ouvrages imprimés qu'il transporte, est aussitôt appréhendé. La police impériale n'est également guère indulgente envers ces *"vagabonds"* sans moyen de subsistance qui sont immédiatement interpellés.

Charlatan, voleur d'enfants ou dangereux propagateur d'idées subversives, le colporteur souffre d'une bien mauvaise réputation. Des populations locales comme des forces de l'ordre, il ne peut espérer aucune aide. Bien au contraire, la rumeur publique et la législation l'accablent très souvent. Joseph Mazzetti par exemple, ramoneur piémontais de 37 ans, est condamné par le tribunal de Saint-Dié en novembre 1846 à quatre mois de prison, pour vagabondage. Il est ensuite reconduit *"à la frontière la plus voisine de l'Italie"*[48]. Le cas des frères Bertrand est beaucoup plus douloureux : ces trois petits Turinois âgés de 10, 12 et 15 ans, parcourent la Déodatie, vêtus de haillons : *"chanteurs de rue"*, ils sont arrêtés et condamnés pour mendicité à trois mois de prison en décembre 1853[49]. Les craintes des autorités sont pourtant largement injustifiées : tous les *girovaghi* ne sont emprisonnés que pour des délits mineurs.

2 - L'*"Affaire Persico"*.

En mai 1865 arrive à Saint-Dié un groupe de quatre hommes, tous Italiens. Un cheval tire leur voiture contenant bagages et outils. Logeant pendant plusieurs mois dans une auberge, les Persico travaillent dans les églises de la région comme doreurs-argenteurs d'objets sacrés. Natifs de Marathéa, dans le royaume de Naples, ils parcourent l'Europe mais aussi l'Amérique pour exercer leur savoir-faire, comme beaucoup d'hommes originaires de la même ville. Leurs passeports sont parfaitement en règle sur toute l'étendue du département des Vosges et ils disposent de lettres de recommandation de prêtres très satisfaits de l'excellence de leur travail. Or, dans la nuit du 20 et 21 octobre, plusieurs calices, ciboires, burettes et chaînettes en or ou en argent disparaissent des églises d'Anould, de Sainte-Marguerite et du Saulcy, communes où les Italiens ont travaillé.

[47] A.D.V. : 8 M 95.
[48] A.D.V. : 3 Y 56.
[49] A.D.V. : 3 Y 61.

"Immédiatement après que les vols ont été connus, la rumeur publique n'a pas hésité à signaler ces Napolitains comme étant les auteurs ou les complices de ces soustractions sacrilèges". L'imagination fertile des policiers déodatiens va encore plus loin : il s'agit là d'un vaste trafic organisé dans toute la France, destiné à dérober des objets sacrés puis à les revendre à des receleurs, bijoutiers ou brocanteurs, qui les feront fondre afin de recueillir le précieux métal. Correspondant *"par des lettres qu'ils s'adressent poste restante"*, les différentes équipes de doreurs *"napolitains"* visitent les églises puis indiquent à leurs camarades travaillant dans d'autres régions les objets à dérober et la manière de pénétrer dans l'édifice, ceux-ci n'ayant plus qu'à commettre leur forfait sacrilège quelques temps plus tard.

Le signalement de Persico et de sa bande est diffusé dans la France entière : la police a l'ordre d'arrêter les *"voleurs"* mais aussi tous les autres doreurs-argenteurs italiens suspectés d'être affiliés à la même *"bande"*. Les curés sont également invités à se tenir sur leur garde. François Brando et son père sont interpellés à Chatillon-sur-Seine en novembre 1865. Leur interrogatoire s'avère pourtant bien décevant pour les gendarmes : *"Oui, je connais les Persico comme étant de notre pays,* déclare Brando. *Je sais qu'ils voyagent comme nous en qualité d'argenteurs. Ils ont été en Amérique. Je ne les ai jamais rencontrés en France. Nous n'avons eu aucun rapport d'affaire avec eux"*. D'autres *"Napolitains"* sont interrogés dans tout le pays. Très vite cependant, les policiers doivent reconnaître leur erreur. Les accusés arrêtés à Strasbourg disposent en fait d'un excellent alibi. Le juge d'instruction de Saint-Dié prononce donc une ordonnance de non-lieu et ordonne que *"toute recherche cesse immédiatement à l'égard des nommés Persico mais aussi à l'égard de tous les autres Italiens et Piémontais doreurs et argenteurs"*.

L'*"Affaire"* qui pendant un mois a mobilisé la police déodatienne, n'est en réalité qu'un banal cambriolage dont les auteurs restent introuvables : sur la foi de rumeurs fantaisistes, victimes d'une réputation détestable fabriquée de toutes pièces depuis des siècles, les Italiens ont été accusés sans preuve d'avoir commis un *"vol sacrilège"*.[50]

3 - Mort du colportage.

Dans le dernier quart du XIXème siècle, les colporteurs sont de moins en moins nombreux à sillonner les routes vosgiennes : l'industrialisation, l'urbanisation et l'amélioration considérable des moyens de communication ont rapidement raison de cette pratique multiséculaire. Les Déodatiens achètent désormais boutons et livres dans les merceries et les librairies, les boutiques ayant pris la place des commerçants ambulants. Mais le colportage survit encore au début du XXème siècle grâce aux *Valsuganotti* et au *Tesini* du Trentin : le marchand d'images Fortunato Fröner par exemple, arrive à Gérardmer en novembre 1900 et n'y reste que quelques jours[51]. Plus tard, au début des années

[50] A.D.V. : 24 U 68.
[51] A.C. : Gérardmer: Registres d'immatriculations 1900.

Illustrations de Sans Famille de E. Bayard.

"Il signor Vitalis"accompagné de Rémi.

Le terrible "padrone Garofoli".

Sans Famille, roman d'Hector Malot publié en 1878, obtient très vite un succès considérable. Rémi, enfant trouvé, est acheté pour 40 francs à la femme qui l'a recueilli, par "le signor Vitalis", vieil Italien à la barbe blanche, parlant avec un fort accent et vêtu d'une peau de mouton. Montreur d'animaux savants, Vitalis est accompagné de trois chiens, dont Capi le caniche blanc, et de Joli-Coeur, petit singe déguisé en Général anglais. Parcourant les chemins de France, le vieillard et l'enfant s'arrêtent dans chaque village pour y jouer la comédie. Au cours de ses pérégrinations, Rémi rencontre également Mattia, pauvre enfant qui devient son ami, exploité par le terrible *"padrone Garofoli"*. Celui-ci dirige à Paris d'une main de fer une bande d'une douzaine de petits Italiens qu'il a achetés à leurs parents : certains mendient, d'autres sont chanteurs de rues ou fumistes.

L'image de l'Italien que donne le roman d'Hector Malot est pathétique : il traduit et dénonce la triste réalité des enfants exploités à Paris par des patrons sans scrupules dans les verreries ou sur les pavés de la capitale. En 1888, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement de Rome promulgue une loi instituant un contrôle plus strict des conditions d'hygiène et de travail des émigrés dans les pays d'accueil.

Dans Sans Famille, l'Italien est présenté sous la forme d'un pauvre vieillard, d'un enfant misérable ou d'un maître cruel. Les Anglais, bien au contraire, sont d'aimables et riches bourgeois résidant dans un manoir à Londres.

Pour bon nombre de jeunes lecteurs français, l'immigré italien ne peut être qu'un Vitalis, un Mattia ou un Garofoli : les Transalpins arrivant dans les Vosges à la fin du XIXème siècle sont pourtant bien différents.

1920, Perfetto Ferraï n'hésite pas à s'installer sur le pont de Senones les lundis, jours de marché, vendant boutons, aiguilles à coudre et à tricoter, bobines de fils, le tout répandu sur une bâche disposée à même le sol[52]. Les montreurs d'ours ont, quant à eux, été remplacés par des entreprises de spectacles dirigées très souvent par des Italiens : le cirque Africain dont le directeur est Pietro Piatti, rencontre le plus grand succès à Saint-Dié en 1873 et 1874[53], et en 1911, les quatre soeurs *Italia*, acrobates chez "Ancilloti", *"joignant la grâce et la force"*[54], enthousiasment les spectateurs.

[52] Entretien avec Carmela Guatelli, janvier 1999.
[53] L'Impartial des Vosges : 6 septembre 1873.
[54] L'Estafette : 10 juin 1911.

A la fin du XIXème siècle, la présence italienne dans l'arrondissement de Saint-Dié a déjà une longue histoire : en plus de cinq siècles, grands négociants ou simples colporteurs, architectes et maçons, ont été nombreux à parcourir les routes vosgiennes et à s'installer pour quelques temps dans le bassin de la Haute-Meurthe. On ne peut cependant pas véritablement parler d'immigration, la région représentant davantage une zone de transit qu'un lieu d'implantation. Financier jalousé pour sa fortune ou pauvre hère cherchant avec son ours une grange où passer la nuit, l'Italien ne laisse pas indifférent et il véhicule avec lui toute une imagerie mentale forgée au cours des siècles : pour les autochtones, il est un nomade sans attache et un baladin ; pour le pouvoir en place, un individu à surveiller. Le Second Empire a ainsi mobilisé des moyens importants pour dénombrer, reconnaître et ficher des hommes qui pourraient être dangereux pour l'ordre social et l'état d'esprit des autochtones. En 1866, on ne compte que deux Transalpins sédentarisés à Saint-Dié : tout le monde a sans doute oublié qu'au XVIIIème siècle, plusieurs dizaines de maçons et vitriers se sont "fondus" très facilement dans la population locale. L'image de l'errant, voleur d'enfants parti pour échapper à la police, a cependant la vie dure. Elle est parfois entretenue par les Italiens eux-mêmes : en juillet 1874 par exemple, le Cirque Piatti propose aux Déodatiens une grande pantomime intitulée *"Les Brigands Calabrais"*, jouée en huit tableaux par plus de 50 personnes![55] Les immigrés arrivant dans l'arrondissement après 1871 n'ignorent plus rien des routes reliant l'Italie à la Lorraine. Les "pionniers" qui les ont devancés depuis le XIVème siècle leur laissent pourtant, et malgré eux, une image bien négative.

[55] L'Impartial des Vosges : 18 juillet 1874.

AVIS

M. Pietro Piatti, directeur du *CIRQUE AFRICAIN*, a l'honneur d'informer le public qu'il viendra donner quelques représentations à l'occasion de la fête. L'affiche du jour donnera la nomenclature des artistes, le nombre des chevaux, le prix des places et l'heure des représentations.

La première aura lieu dimanche prochain, 7 septembre 1873, au Parc.

Le directeur compte sur le bon accueil qu'on voudra bien lui accorder, et de son côté il ne négligera rien pour satisfaire le public et attirer sa sympathie.

L'Impartial des Vosges, 6 septembre 1873.

Famille du cirque et du spectacle, les Piatti viennent divertir le public déodatien deux années de suite :

- en 1873, Pietro Piatti dirige le Cirque Africain.
- l'année suivante, Henrico, Ermano et Pietro, assistés par plus de 40 figurants, interprètent en huit tableaux, *"Les Brigands Calabrais"*, pantomime directement inspirée de la terrible répression du "brigandage" déchirant le *Mezzogiorno* à cette date.

Première partie :

Maçons
et
“graniteurs”.

(1871 - 1914)

1871 est une année charnière pour la région de Saint-Dié et pour l'immigration italienne dans les Vosges : à partir de cette date, des conditions politiques et économiques nouvelles entraînent un fort mouvement d'industrialisation et d'urbanisation. Patrons et entrepreneurs sont obligés de faire appel à une main-d'œuvre qualifiée afin de construire les infrastructures nécessaires au développement industriel - voies ferrées, cités, usines - et d'assurer la croissance des villes. Or cette main-d'œuvre n'existe pas sur place en nombre suffisant : ouvriers du bâtiment et des carrières sont donc très majoritairement des Italiens arrivés de Haute-Lombardie. Ces jeunes saisonniers viennent par centaines exercer leur savoir-faire de mars à novembre. Ils véhiculent pourtant une bien mauvaise image : pour les ouvriers vosgiens, les hommes politiques ou les journalistes, les Transalpins représentent un danger. Concurrents déloyaux, mauvais garçons ou espions, ils menacent la sécurité du pays qui les accueille et les habitants eux-mêmes. Cette perception partagée par l'ensemble des journaux et des "faiseurs d'opinion" est-elle réellement conforme à la réalité ? Dans un contexte aussi défavorable, dans quelle mesure l'Italien peut-il s'intégrer dans la société locale ?

Chapitre 1 :

L'Italien, un saisonnier.

En une décennie, de 1870 à 1880, l'arrondissement de Saint-Dié devient une région d'accueil importante pour les immigrés transalpins. Il ne s'agit plus cette fois-ci de colporteurs mais d'ouvriers du bâtiment, des travaux publics et des carrières, qui s'installent pour quelques mois, voire quelques années. Les bouleversements sociaux et économiques consécutifs à l'annexion de l'Alsace et au traité de Francfort ont en effet été considérables. Dans une Europe où les déplacements sont à présent beaucoup plus rapides et même encouragés par les États, il devient plus aisé d'exercer à l'étranger un savoir-faire recherché par les patrons et les entrepreneurs.

I - Un espace en profondes mutations.

A - Industrialisation.

1 - Une industrie déjà ancienne.

Pour la deuxième fois dans le siècle, la région de Saint-Dié est envahie par des armées étrangères. Dès septembre 1870, les troupes allemandes passent les cols et envahissent le département des Vosges. Elles se heurtent aux soldats français dans la vallée de la Plaine et surtout à Nompatelize le 6 octobre : la bataille opposant plusieurs milliers de combattants voit la déroute des troupes françaises, nombreuses mais inexpérimentées. Au cours de ce même mois d'octobre, l'arrondissement est occupé dans sa totalité. Le traité de Francfort lui enlève le canton de Schirmeck, ainsi que quelques communes du canton de Provenchères représentant au total près de 20 000 habitants. L'invasion de 1870 le laisse amputé et meurtri : il est désormais une nouvelle région frontalière. Très vite, bornes en granit, fossés et poteaux à l'effigie du Reich matérialisent l'humiliante annexion.

Après 1871, la région de Saint-Dié subit une très forte croissance économique source de profondes mutations sociales. L'industrie textile y est déjà implantée depuis longtemps. Dès la fin du XVIIIème siècle, les commissionnaires des entreprises mulhousiennes distribuaient du coton à filer aux femmes de paysans vosgiens qui trouvaient ainsi de l'ouvrage pendant la saison hivernale. Les premières industries apparaissent à la même époque. Le bassin de la Haute-Meurthe bénéficie en effet d'atouts importants : en plus d'une main-d'œuvre rurale importante et peu exigeante, il peut compter sur ses rivières qui fournissent une énergie abondante et gratuite. De plus, couvents et abbayes ont été vendus pendant la Révolution comme Biens Nationaux et peuvent désormais être équipés avec les machines les plus modernes pour être transformés en usines. Interné à Moussey pendant les guerres napoléoniennes, l'Anglais John Heywood, ingénieur de profession, fait profiter

la région de son savoir-faire : marié à une Française et définitivement installé dans les Vosges, il construit les premières machines à filer le coton qui sont installées à Senones en 1805. Grâce aux capitaux fournis par des notables déodatiens et des négociants nancéiens, l'industrie textile se développe rapidement dans l'arrondissement, principalement dans les vallées du Rabodeau et de la Meurthe où elle se concentre. Néanmoins, elle reste éclatée en de nombreuses petites unités de production à Moyenmoutier, Moussey, La Petite-Raon, Senones, Fraize ou Plainfaing, alors que dans les villages de la montagne, les métiers à bras continuent tant bien que mal à occuper des centaines de paysannes et d'enfants. Mais l'industrie mécanisée représente une grave menace pour ces travailleurs à domicile : malgré quelques crises de surproduction et des difficultés d'approvisionnement en coton, elle ne cesse de se développer et multiplie ses implantations. L'ère des "pionniers" semble bien terminée : dans la deuxième moitié du XIXème siècle, les premières concentrations industrielles regroupent plusieurs usines à l'initiative d'entrepreneurs ambitieux tel Nicolas Géliot. Néanmoins, les vallées vosgiennes restent très dépendantes du marché alsacien : si le tissage des toiles de coton est assuré dans les Vosges, les Alsaciens se chargent, en amont de la filature, en aval du blanchiment, de la teinture puis de l'impression des tissus. La région de Mulhouse est ainsi complémentaire de celle de Saint-Dié[1].

2 - Textile et papier, piliers de la croissance.

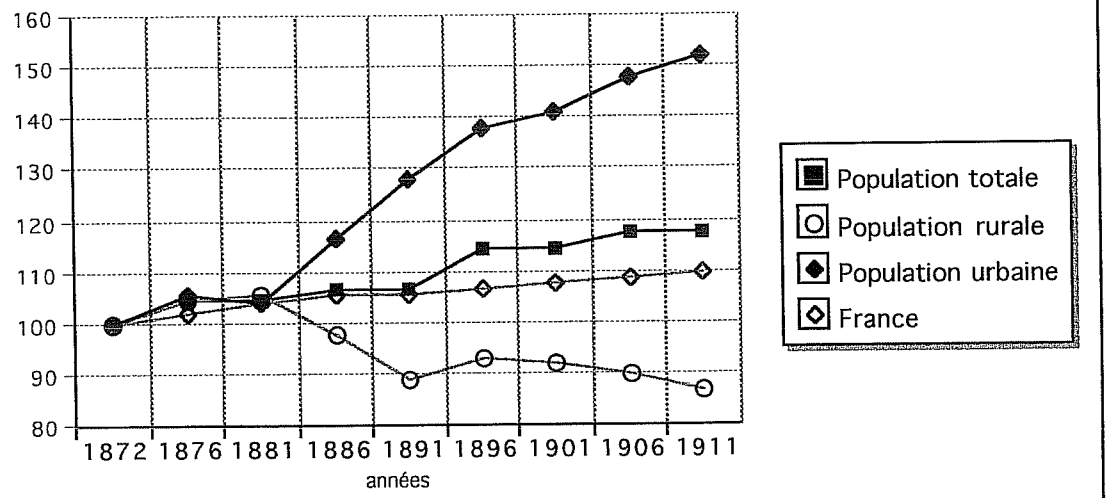
Au lendemain de l'annexion, l'économie de la région est orpheline de l'Alsace : privée d'une grande partie de ses débouchés, de ses techniciens, de son élite dirigeante, de ses capitaux, l'industrie vosgienne semble condamnée à se retructurer en profondeur. Pourtant, l'exode de plusieurs milliers d'Alsaciens lui est bénéfique : ils sont en effet plus de 8000 en 1872 à avoir opté pour la France dans l'arrondissement. Parmi eux, on trouve une majorité d'artisans, d'ouvriers qualifiés, mais aussi des patrons dynamiques et ambitieux, désireux de reconstruire sur le versant ouest des Vosges les infrastructures industrielles qu'ils ont laissées à la concurrence allemande dans des territoires désormais annexés. C'est ainsi que Frédéric Amos, patron à Wasselonne, s'installe à La Neuveville-les-Raon en 1874 avec une partie de ses machines et de son personnel alsacien. En 1900, la Chaussonnerie Amos emploie plus de 1000 ouvriers et 2000 ouvrières à domicile. Ses produits, chaussons et chéchias, s'exportent dans le monde entier, au Proche-Orient et dans les colonies essentiellement. Louis Geisler est natif de Metz : à Étival, il fonde la papeterie des Chatelles. La filature que Jules Marchall a créée à Saint-Dié occupe en 1914 plus de 700 personnes. En 1883, les huit plus grandes entreprises de l'arrondissement emploient plus de 40 % des ouvriers.

Les deux piliers de ce développement industriel rapide sont en effet le textile et le papier :

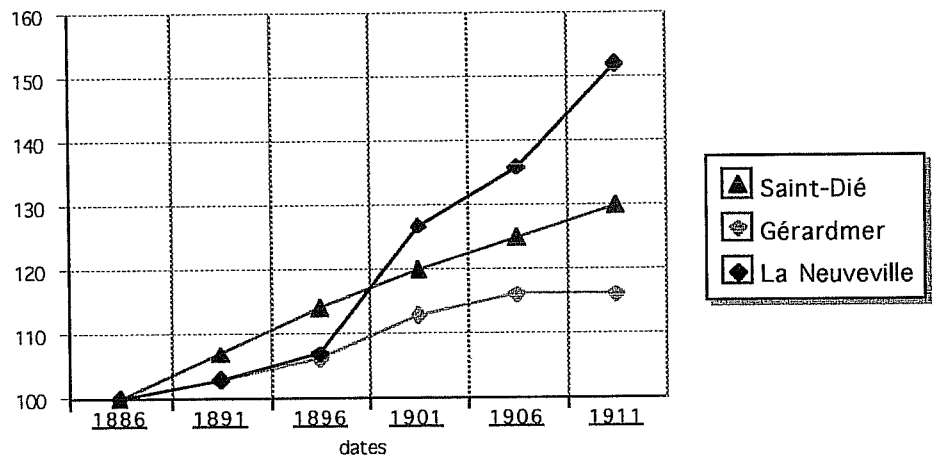
- les entreprises textiles sont 70 en 1883. De nombreuses unités de production travaillent la

[1] DRILLAT-BAUDET (Geneviève), Les manufactures Saint-Maurice de Senones dans la première moitié du XIXème siècle (1805 - 1853), Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne, 1988, pages 121-153.

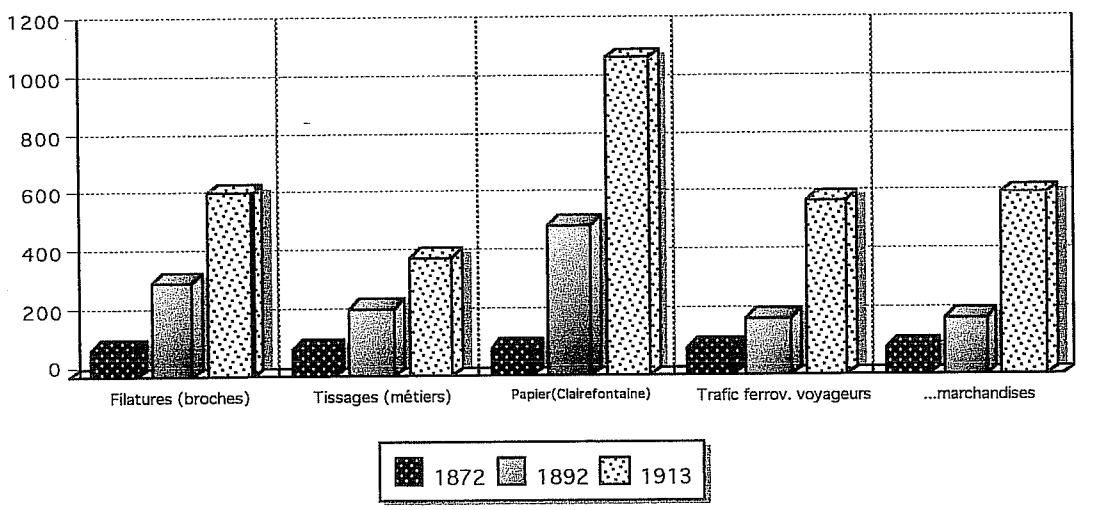
Évolution de la population de l'arrondissement (1872-1911, base 100 en 1872).



Evolution du parc immobilier de quelques communes (base 100 en 1886).



La croissance économique de l'arrondissement (1872-1913; base 100 en 1872).



laine à La Neuveville, le lin à Gérardmer et surtout le coton dans les vallées de la Meurthe et du Rabodeau. A côté des tissages anciennement implantés, filatures, blanchisseries, teinturerie et bonneteries permettent à la région de contrôler tous les stades de la production. En 20 ans, de 1872 à 1892, le nombre de métiers à tisser a doublé, celui des broches a triplé.

- l'industrie papetière, implantée à Anould, Étival et La Neuveville, s'est développée principalement grâce aux patrons alsaciens et lorrains, qui, tel Louis Geisler, fabriquent quantité d'enveloppes et de cahiers d'écoliers. La croissance est dans ce secteur encore plus importante : les papeteries de Clairefontaine voient leur production quintupler de 1872 à 1892, puis plus que doubler jusqu'en 1914.

3 - Une industrialisation accélérée à l'initiative d'un patronat dynamique.

"L'arbre mutilé a revécu par les rejetons qu'il a vigoureusement poussés" écrit Pierre Vidal de la Blache[2] : en effet, alors que l'Europe subit les graves conséquences des crises périodiques de surproduction, l'arrondissement de Saint-Dié affiche une étonnante vitalité industrielle. Chaussons Amos, pâte au bisulfite de Clairefontaine, ces produits sont souvent récompensés lors des Expositions Universelles[3]. Ces nombreuses réussites, la région les doit en partie à un patronat disposant d'une très forte influence politique et sociale :

- puissamment organisé en groupes de pression comme le syndicat cotonnier de l'Est, il obtient du gouvernement, grâce à l'appui des deux députés vosgiens Ferry et Méline, l'adoption des tarifs protectionnistes de 1892 lui réservant le marché national et colonial. L'application des "tarifs Méline" entraîne une forte croissance des productions cotonnières et la conquête de vastes territoires en Afrique et en Indochine provoque une importante hausse de la demande.

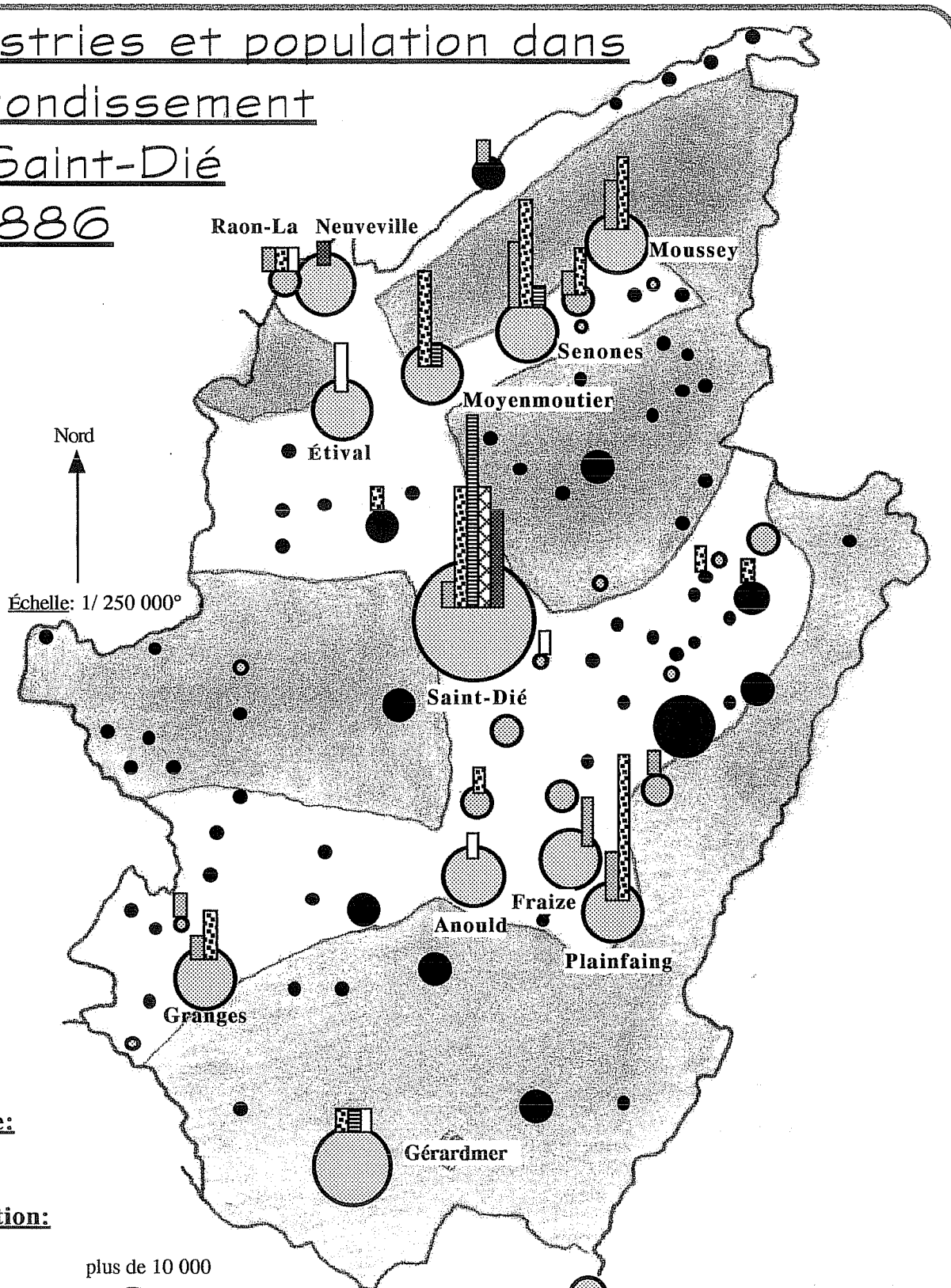
- afin de mieux acheminer les matières premières - coton, charbon - et d'écouler les produits finis - toiles et papier -, le patronat fait construire à ses frais des lignes de chemin de fer. En 1871, l'arrondissement n'est relié à l'extérieur que par la seule ligne "cotonnière" Lunéville-Saint-Dié, d'une longueur de 20 kilomètres dans le département. En 1914, il compte plus de 110 kilomètres de voies ferrées. Charles Vincent et Alfred Ponnier, industriels à Senones, ont par exemple fondé une société anonyme afin de relier leur ville à Étival, ce qui est fait en 1885. L'amélioration des transports est donc ici le fait d'initiatives privées. Contre l'avis de l'État Major, les patrons imposent souvent leurs vues.

Les chefs d'entreprises pratiquent également une active politique paternaliste à l'égard de leurs ouvriers : il s'agit d'attirer la main-d'œuvre, de la fixer non loin de l'usine, de la former, et, avant tout, d'éviter grèves et conflits sociaux. Pour cela, on entreprend la construction de cités avec jardins, pour éloigner, dit-on, l'ouvrier du cabaret. Dispensaires, écoles, économats sont créés aux

[2] VIDAL DE LA BLACHE (Pierre), La France de l'Est, Paris, A. Colin, 1917, p. 148.

[3] SITTER (Thierry), L'évolution économique de l'arrondissement de Saint-Dié de 1871 à 1914, Nancy, Université de Nancy 2, mémoire de maîtrise, 1992, 257 pages dactylographiées.

Industries et population dans l'arrondissement de Saint-Dié en 1886



Légende:

Population:

communes:

plus de 10 000

de 10 000 à 5000

de 5 000 à 2 000

de 2 000 à 1000

moins de 1000 habitants

population en hausse depuis 1861

population en baisse depuis 1861

Industries:

8 6 5 4 3 2 1 : nombre d'entreprises

filatures

tissages

blanchisseries - teintureries

bonneteries

fonderies

papeteries

Altitude: supérieure à 500 mètres

frais de l'entreprise : l'usine doit devenir l'unique univers de ceux qui y travaillent et leur temps libre est strictement encadré. Dans la vallée de la Haute-Meurthe par exemple, Nicolas Géliot a créé depuis le Second Empire un véritable "empire du coton" : à Fraize et Plainfaing, plus de 3000 ouvriers travaillent dans une dizaine d'unités de production - filatures et tissages de coton - et le paternalisme régit la vie quotidienne de toutes les familles. Dans l'église de Plainfaing, on ne commence la messe qu'à l'arrivée du directeur et de sa famille!

Dans le dernier quart du XIXème siècle, l'arrondissement de Saint-Dié est devenu une grande région industrielle : ses entreprises textiles et papetières, mais aussi ses fonderies, ses ateliers de construction mécanique, puis sa fabrique d'aéroplanes fondée en 1908, assurent sa renommée en France comme à l'étranger. Cette profonde et rapide mutation de l'économie locale, à partir de 1892 surtout, explique en grande partie l'accélération des mouvement migratoires.

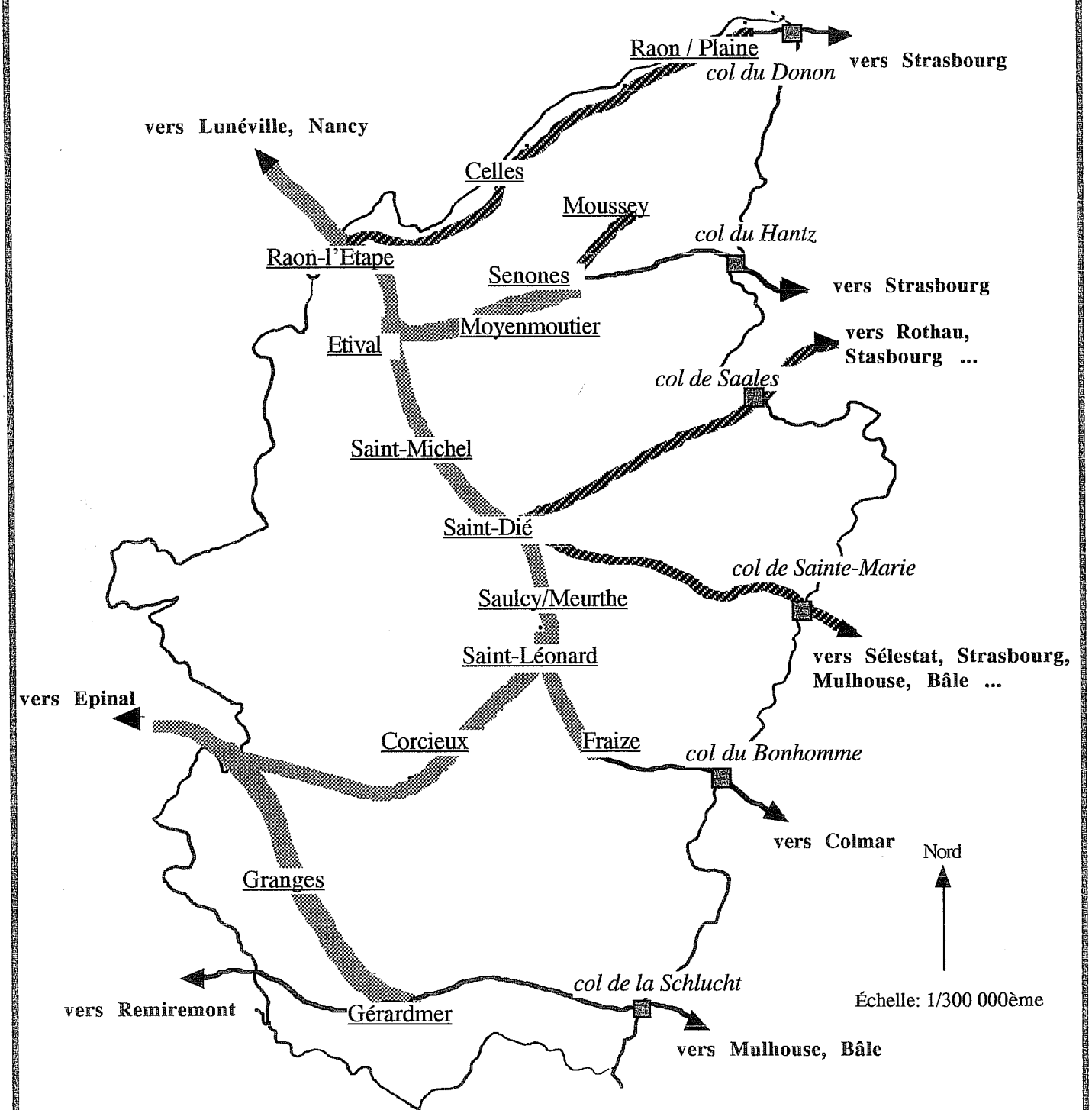
4 - Les campagnes oubliées de la croissance.

Le développement industriel ne profite cependant pas à tous uniformément : il touche principalement, comme dans de nombreuses autres régions françaises, les zones urbaines situées en fond de vallées. Alors que Senones, Gérardmer, Saint-Dié et La Neuveville voient cheminées d'usines, gares et cités ouvrières se construire, les campagnes souffrent durement de l'exode rural. Principalement situées en zone de montagne[4], elles restent éloignées des grands axes de communication. Les exploitations agricoles de petite taille - 96 % ont moins de dix hectares -, la pauvreté des sols et la rudesse du climat entravent toute amélioration technique. De 1885 à 1908, les campagnes de l'arrondissement perdent ainsi plus de 10 000 hectares de terres arables au profit de la forêt et des friches. L'élevage est lui aussi en crise. Seuls les productions fourragères et le cheptel chevalin progressent grâce à la présence des militaires. Les productions agricoles, viande bovine, pommes de terre et seigle, sont donc essentiellement destinées à l'autoconsommation. L'artisanat subit également une profonde dépression : scieries, féculeries, moulins, tissages manuels disparaissent peu à peu. Le marasme de l'économie rurale offre un contraste saisissant avec la vitalité des centres urbains industrialisés. Cette évolution économique "à deux vitesses" a également d'importantes conséquences démographiques[5].

[4] C'est à dire située à plus de 500 mètres d'altitude.

[5] SITTER (Thierry), L'évolution économique de l'arrondissement de Saint-Dié de 1871 à 1914, Mémoire de Maîtrise sous la direction de Denis Brunn, Nancy 2, 1992, 257 p.

Réseaux routier et ferroviaire dans l'arrondissement de Saint-Dié en 1897.



Légende: trains: diligences:

4 voyages par jour

6

8

: cols

Senones : gares ou relais importants

autres routes importantes non desservies par un service de transport régulier.

B - Urbanisation.

1 - Une région "à deux vitesses".

Au lendemain du traité de Francfort, l'arrondissement de Saint-Dié abrite un peu moins de 100 000 habitants. A partir de cette date, sa croissance démographique est remarquable mais cache, là encore, de profondes inégalités :

- les communes urbaines qui sous le Second Empire regroupaient 40 % de la population de l'arrondissement, en abritent 50 % en 1886 : pour les villes, au nombre d'une douzaine au début du XXème siècle, la croissance démographique a été de plus de 50 %. Saint-Dié a vu sa population presque doubler de 1872 à 1911 : à cette date, les Déodatiens sont plus de 22 000. *"C'est un centre industriel considérable,* écrivent Ardouin et Dumazet à la fin du siècle. *Saint-Dié s'accroît par des quartiers nouveaux coquettement étalés au pied des hauteurs et dans la plaine. Partout de jolies villas révèlent une prospérité croissante"*[6]. La croissance de La Neuveville est encore plus conséquente : stimulé par l'industrie papetière et textile, le petit bourg faisant face à Raon-l'Etape sur la rive gauche de la Meurthe, est devenu en 1914 une véritable cité industrielle de plus de 3 500 habitants.

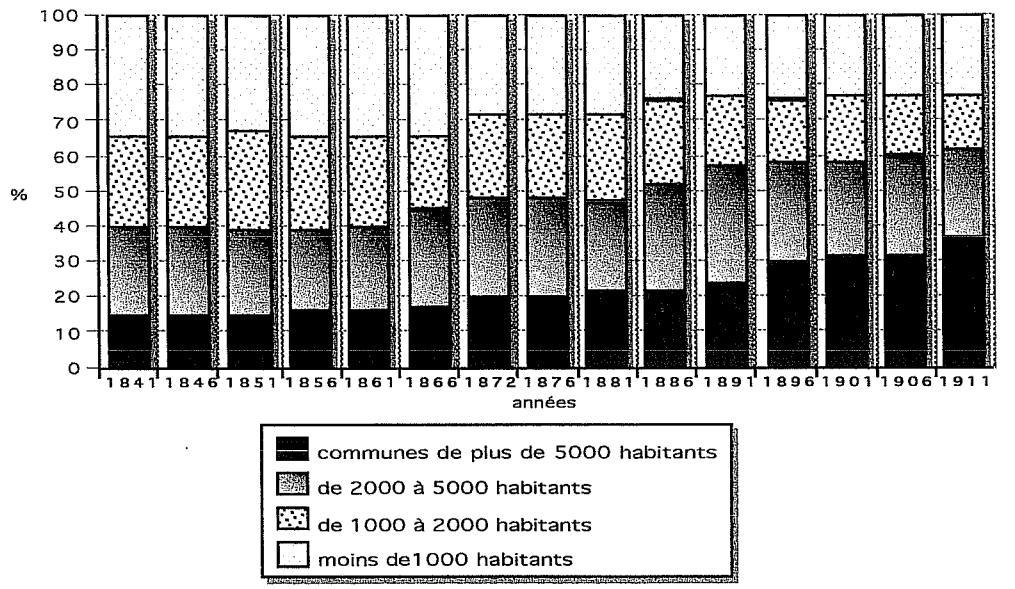
- les communes rurales connaissent une évolution inverse. En 40 ans, elles ont perdu plus de 15 % de leur population. Le village de Gerbépal, par exemple, est situé à cinq kilomètres au sud de Corcieux, à plus de 600 mètres d'altitude : il conserve une économie rurale traditionnelle, par la culture de la pomme de terre et du seigle, par ses tissages à bras et une scierie. En 40 ans, la commune perd plus de 400 de ses enfants attirés par la ville. En 1911, elle abrite moins de 1000 habitants. Plus que l'altitude, c'est l'enclavement et l'éloignement des grands axes de communication - les voies ferrées essentiellement - qui provoquent la dépression démographique de 70 % des communes de l'arrondissement. Le départ vers les villes des éléments les plus jeunes et les plus dynamiques a également accéléré le vieillissement des populations : en 1906, 15 % des ruraux ont plus de 60 ans, contre 8 % pour les citadins.

2 - Avant les Italiens, les Alsaciens.

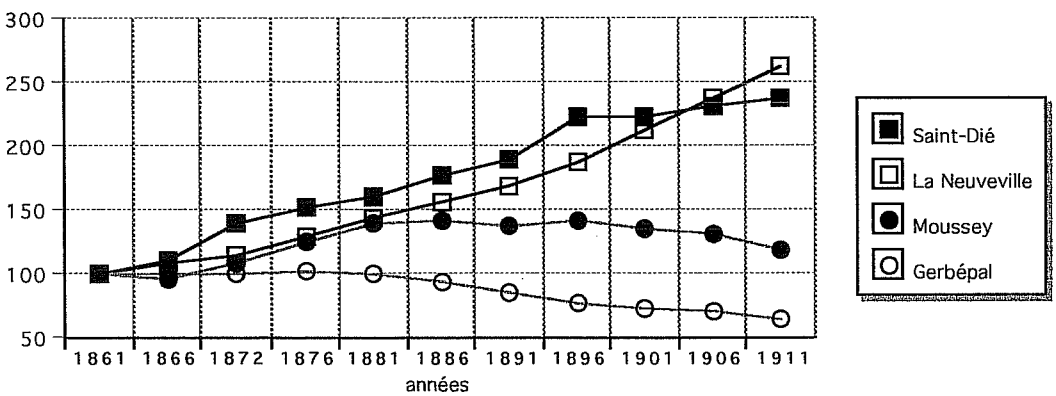
Population en forte augmentation, population aux origines diverses aussi : la région est de plus en plus touchée par d'importants mouvements migratoires. Ils sont favorisés par une croissance industrielle exigeant une main-d'œuvre toujours plus nombreuse et par un réseau ferroviaire de plus en plus dense. En 1881, plus d'un tiers des habitants de l'arrondissement n'est pas né dans la commune où il réside et un habitant sur cinq n'est pas natif du département des Vosges. Ainsi, seuls 39 % des Déodatiens sont nés à Saint-Dié : la ville est donc majoritairement peuplée de déracinés attirés par l'essor de la bonneterie, de la métallurgie et du commerce. Ces

[6] ARDOUIN-DUMAZET, Voyage en France : Nord-Est, Paris, Berger-Levrault, 1900, 423 p.

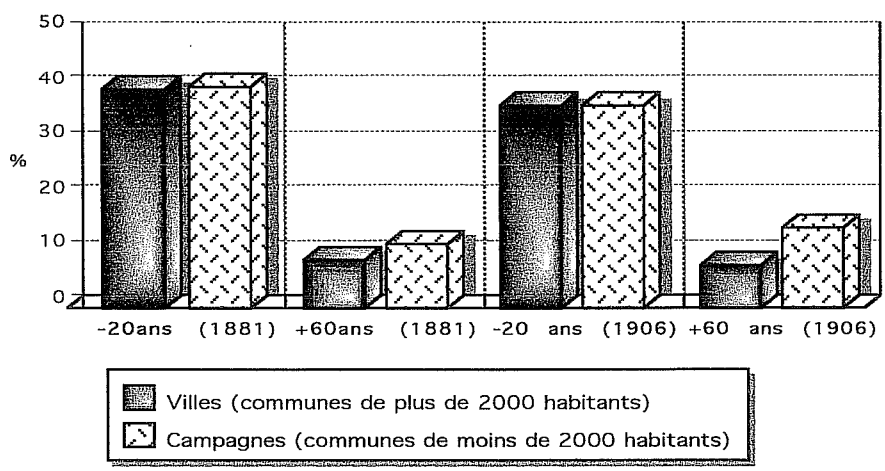
Évolution de la répartition de la population de l'arrondissement (1841-1911).



Évolution de la population de 4 communes de l'arrondissement (1861-1911, base 100 en 1861).



Ages des habitants de l'arrondissement (1881-1906).



"nouveaux Déodatiens" sont pour la plupart originaires des communes rurales du département, mais la colonie la plus importante est celle des Alsaciens-Lorrains. En 1872, ils sont officiellement 1723 à avoir quitté les territoires annexés afin de bénéficier du *"droit d'option"* accordé par Bismarck, leur permettant par la suite d'acquérir sans difficulté leur *"réintégration"* dans la nationalité française[7]. Ces immigrés, très souvent germanophones de confession luthérienne, sont pour la plupart de jeunes artisans et ouvriers qualifiés que l'attachement à la France et la peur de la légendaire brutalité prussienne ont poussé de l'autre côté du versant. Mais beaucoup ont suivi leurs patrons, bien décidés à réaliser une ascension sociale que la guerre a temporairement suspendue. Le bâtiment est l'un des secteurs de l'économie où ils sont les plus nombreux : en 1906, on recense une trentaine de maçons alsaciens à Saint-Dié. Parmi eux, les entrepreneurs Heck et Wolff emploient une majorité de leurs "compatriotes". L'intégration puis l'assimilation des nouveaux venus s'est apparemment opérée facilement : dès 1872, le Comité d'Alsace-Lorraine recueille les dons pour aider les Alsaciens à vendre les biens qu'ils ont laissés derrière eux. La Société de Protection des Alsaciens-Lorrains, dont une section se trouve à Saint-Dié, aide les miséreux, fournit des bourses d'études aux collégiens originaires des provinces perdues. Le Comité de Secours des Alsaciens-Lorrains n'est pas moins actif : en octobre 1872, il organise une quête dans la ville *"devant fournir les fonds nécessaires à soulager la misère de nos malheureux frères d'Alsace qui cherchent un refuge en France (...). Le Comité prie également Mrs les industriels, négociants, entrepreneurs, chefs d'ateliers et autres de leur faire connaître les places vacantes et les différents genres d'ouvrages auxquels les émigrés pourraient être employés"*[8]. La Société des cités ouvrières de Saint-Dié nouvellement constituée, a un capital qui se divise en 400 actions de 500 francs : elle s'occupe de construire des logements nouveaux.

Les Alsaciens-Lorrains ont donc bénéficié d'un grand mouvement de solidarité national et local. Au début du XXème siècle, ils représentent une force économique majeure, composée principalement de patrons dynamiques et d'ouvriers qualifiés. Cette intégration qui semble parfaite, ne s'est néanmoins pas réalisée sans heurts, malgré la bonne volonté affichée par tous, hommes politiques, patrons, journalistes : dans les années 1880, alors que de nombreux jeunes gens passent la frontière, *La Gazette*, journal de Jules Ferry, dénonce *"les scandaleux abus dont se rendraient coupables beaucoup d'Alsaciens-Lorrains"*[9] en émigrant à 17 ans et en ne demandant leur naturalisation qu'après 28 ans afin d'échapper aux services militaires allemand et français. De plus, l'attitude de certains d'entre eux déclenche les foudres de la presse qui n'hésite pas à dénoncer *"les mangeurs de choucroute"* et *"les sujets du roi Guillaume*[10]*"*. En octobre 1882, par exemple, une

[7] WAHL (Alfred), L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains (1871-1872), Paris, Éditions Orphys, 1974, 276 p.
Lors du recensement de 1881, on les considère comme "nés sur le territoire français".
[8] L'Impartial : 8 octobre 1872.
[9] La Gazette Vosgienne : 20 mai 1883.
[10] La Gazette Vosgienne : 20 mai 1883, 28 octobre 1883.

trentaine d'Alsaciens saccage une brasserie à Saint-Dié. En janvier 1884, une patrouille du 10ème B.C.P. est insultée par six individus criant : *"Nous ne sommes pas des Vosges, nous, mais des Allemands!"*[11]. Pourtant, les Alsaciens-Lorrains se "fondent" parfaitement dans la société locale, par leur compétence et leur sérieux certes, mais aussi grâce à leur élite - patrons et professions libérales - et à un environnement économique et politique très favorable. Leurs enfants ne parlent souvent que le français et se mêlent très rapidement aux Vosgiens "de souche" : l'école et l'armée de la République effectuent rapidement leur œuvre d'assimilation. Tous les Alsaciens ne sont pourtant pas naturalisés : en 1914, les *"Allemands"* sont encore plus de 3000 en Déodatie et y représentent la première colonie "étrangère"[12].

En 40 ans, la croissance démographique de l'arrondissement a été deux fois supérieure à la moyenne nationale : en 1911, il abrite désormais 120 000 personnes. Ses villes restent néanmoins de petits centres urbains : seules Saint-Dié et Gérardmer dépassent les 10 000 habitants. C'est sur ce "terreau" apparemment favorable, composé de populations ouvrières jeunes aux origines diverses, que la première grande vague d'immigration italienne arrive à la fin du XIXème siècle.

C - Militarisation.

1 - Une nouvelle zone frontalière.

Depuis 1871, les cols vosgiens sont devenus des voies de passage étroitement surveillées par des douaniers zélés, soucieux d'entraver la contrebande d'allumettes, de tabac, d'alcool ou le braconnage pratiqué parfois par de véritables bandes organisées[13]. Pour l'État Major, la région, trop montagneuse, trop boisée pour être le théâtre de grandes offensives, doit devenir un espace militarisé défensif. Peu de temps après le départ des troupes allemandes d'occupation, entre à Saint-Dié le 10ème B.C.P., auquel vient s'ajouter 20 ans plus tard le 3ème B.C.P. ainsi qu'une partie du 12ème régiment d'artillerie : ce sont plus de 2000 militaires, logés dans trois casernes, qui résident dans la ville à la fin du siècle. En 1898, Gérardmer voit s'installer le 152ème R.I., et, en 1913, suite à l'adoption de la loi portant la durée du service militaire à trois ans, six nouveaux bataillons arrivent triomphalement à Corcieux, Raon-l'Etape, Fraize, Senones et Saint-Dié, alors que les baraquements destinés à les accueillir ne sont pas encore terminés. En 1914, l'arrondissement compte plus de 10 000 hommes de troupe sur son sol : si la frontière symbolise le souvenir de "l'année terrible", l'armée représente moins les espoirs de revanche de la population, qu'un bouclier protecteur destiné

[11] La Gazette Vosgienne : 30 janvier 1884 ; la distinction que fait la presse entre Alsaciens et Allemands d'outre-Rhin est parfois assez floue.
[12] Dont plus de 40 % de femmes.
[13] FOMBARON (Jean-Claude), Nos Vosges à la Belle Époque, Jean-Pierre Gyss Éditeur, Strasbourg, 1998, 254 p., p. 5 - 22.

à éviter une nouvelle invasion. Les incidents de frontières, que la presse locale et nationale s'empresse de décrire dans leurs moindres détails, rappellent d'ailleurs à tous combien la paix est fragile : en septembre 1887 par exemple, le garde-chasse Brignon est abattu par un soldat allemand dans la forêt de Vexaincourt. L'émotion suscitée par ce meurtre et la peur d'une éventuelle guerre prochaine sont grandes.

2 - Manœuvres, défilés, bals, concours sportifs.

L'armée rythme la vie quotidienne des villes de garnison. L'esprit de corps est en effet très fort chez les Chasseurs à pied qui composent presqu'exclusivement les unités stationnées à proximité de la frontière. Leurs manœuvres sont suivies par la presse avec curiosité et certaines cartes postales représentent des soldats menant des combats fictifs. Les militaires organisent parades et concerts au kiosque, manifestations sportives : tir, escrime, gymnastique, équitation, ski, et surtout, commémorations diverses. La fête nationale fournit l'occasion d'offrir de brillants défilés à des foules enthousiastes, mais le dernier dimanche de juin revêt un intérêt particulier pour le 10ème B.C.P. : ce jour-là, le bataillon déploie avec faste, uniformes et drapeaux pour célébrer l'anniversaire de la bataille de Solférino, où l'un des siens, le sergent Garnier, enleva le drapeau *"Prince Wasa"* à l'armée autrichienne. Souvenir d'une gloire passée que l'on commémore tous les ans afin de mieux oublier l'humiliation de 1870, souvenir aussi de l'ingratitude italienne oublieuse du sang français versé en 1859. Depuis 1882 en effet, *"notre ingrate voisine transalpine*[14]*"* s'est alliée au sein de la Triplice à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. La guerre, plus redoutée qu'espérée, est bien présente dans les esprits : pendant plus de 40 ans, les anciens combattants de 1870 racontent aux jeunes générations les combats de Lajus et de Nompatelize, dont les lieux sont l'objet de véritables pèlerinages patriotiques. Le souvenir des "provinces perdues" est également entretenu par la presse et l'école laïque. L'armée omniprésente, dans les rues des villes, les chemins des campagnes, les cabarets, rappelle aux populations la frontière toute proche et la menace que représente le Reich allemand. Plus qu'ailleurs, la conjoncture internationale a ici un écho particulier : les affaires d'espionnage - Schnaebele et surtout Dreyfus -, les crises marocaines, sont relatées par une presse gonflée de nationalisme, prompte à s'enflammer sitôt que la sécurité du pays lui semble menacée. Les immigrés italiens, de plus en plus présents à partir de 1880, s'introduisent donc dans un univers mental forgé depuis plusieurs décennies, imprégné de nationalisme et d'esprit revanchard. Ils sont, de fait, très souvent considérés comme des ennemis potentiels.

Les conséquences de l'annexion de 1871 sont indirectement à l'origine d'un fort courant d'immigration italienne. L'urbanisation, due à la forte croissance industrielle, ainsi que la militarisation de ce nouvel espace frontalier, nécessitent en effet l'emploi d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée dans les professions du bâtiment, main-d'œuvre qui n'existe pas sur place.

[14] L'Écho de la Frontière : 18 février 1896.

L'arrondissement de Saint-Dié devient un nouveau débouché pour des immigrés transalpins qui, dès la fin des années 1870, commencent à y arriver en nombre.

II - Des déplacements facilités et encouragés.

A - De la Lombardie aux Vosges, un trajet désormais plus rapide.

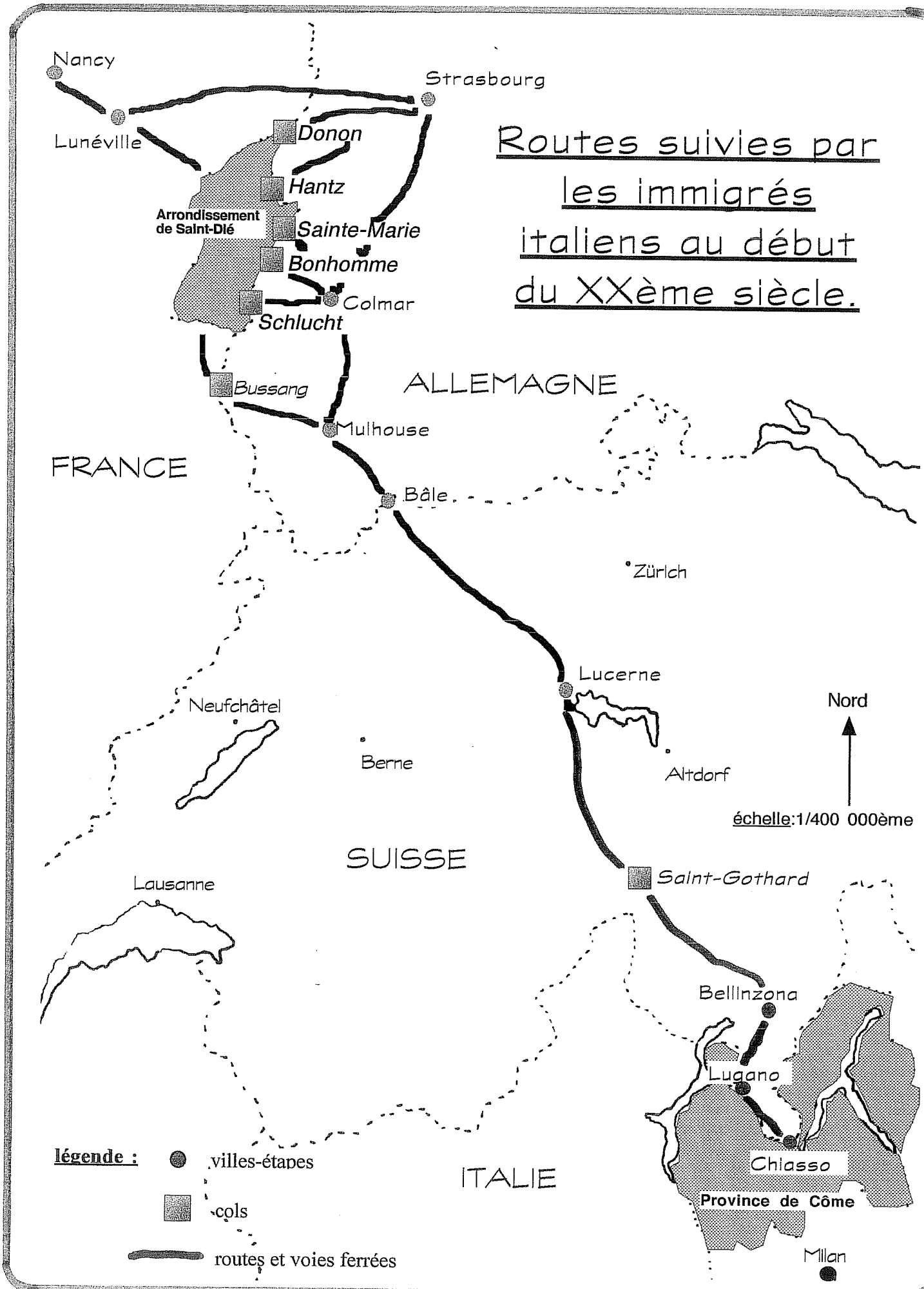
1 - La route du Saint-Gothard.

L'amélioration des moyens de transport explique en grande partie l'accélération des flux migratoires à la fin du XIXème siècle. Jusqu'en 1882 cependant, les relations entre la Lombardie - d'où sont natifs la majorité des immigrés - et la Lorraine, restent peu aisées. L'obstacle principal à une liaison rapide entre les deux régions est le col du Saint-Gothard, barrière montagneuse s'élevant à plus de 2000 mètres, accessible par un chemin muletier qui n'est praticable qu'à la belle saison. Depuis 1872 cependant, le forage d'un tunnel long de 15 kilomètres traversant la montagne a été entrepris. Sous la direction de l'ingénieur suisse Louis Favre, des milliers d'ouvriers, italiens pour la plupart, effectuent un travail titanesque pendant une dizaine d'années. En 1880, le tunnel est enfin percé. Deux ans plus tard, le 23 mai 1882, une ligne ferroviaire comprenant 86 ponts et viaducs est mise en service[15]. L'ouverture du tunnel du Saint-Gothard est un événement fondamental pour le Tessin et la Lombardie : désormais, Milan est à quelques heures de train de l'Alsace. L'Italie du nord est reliée par une ligne directe et rapide à la Suisse, à l'Allemagne, situation dont elle entend bien profiter : c'est par cette même voie ferroviaire que la péninsule importe les matières premières - charbon et minerai de fer principalement - et exporte soieries et produits alimentaires vers l'Allemagne, sa nouvelle alliée. Pour les émigrés lombards, l'ouverture du tunnel représente également une véritable aubaine : certes, la route vers les marchés du travail que sont la Rhénanie-Westphalie et la Suisse est la même depuis le Moyen Âge, mais le trajet est à présent beaucoup plus rapide quelle que soit la saison. Pour quelques lires seulement, en achetant un billet de troisième classe, on peut parcourir plusieurs centaines de kilomètres en quelques heures.[16].

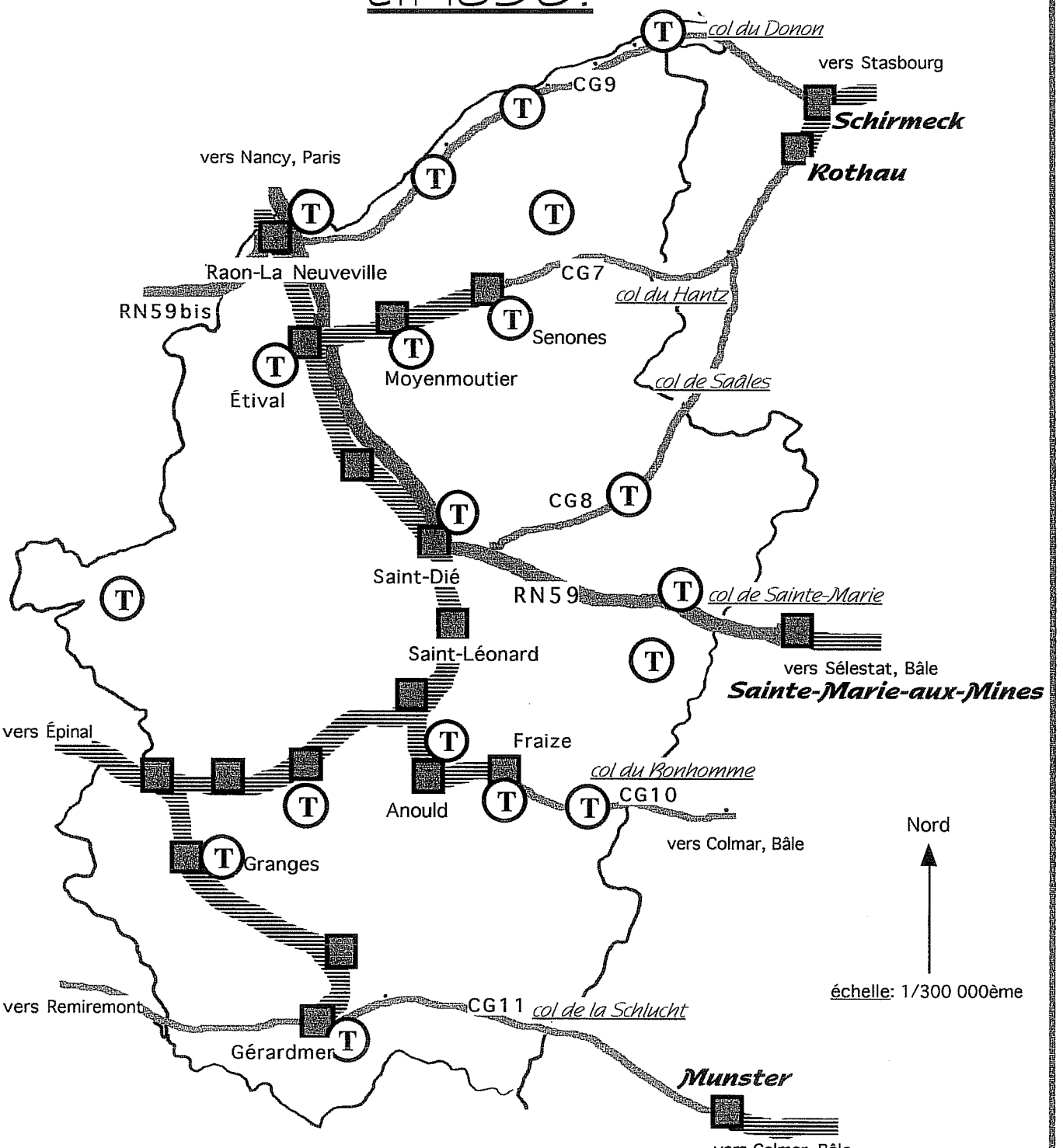
2 - De Côme à Saint-Dié.

Le voyage commence en gare de Côme-Camerlata : après avoir satisfait aux formalités douanières à Chiasso, l'on traverse le tunnel, puis Lucerne pour arriver à Bâle, véritable plaque tournante de l'émigration italienne en Europe centrale. Plusieurs destinations sont alors possibles : la

[15] Encyclopedia Universalis : article Saint-Gothard.
[16] GANDOLA (Bruno), SPALLA (Floriana), I mée Gent. Storia di Intelvesi, Cerano-Intelvi, La Piazzetta, 1984, 234 p.


Routes suivies par les immigrés italiens au début du XXème siècle.
Nancy
Strasbourg
Lunéville
Donon
Hantz
Arrondissement de Saint-Dié
Sainte-Marie
Bonhomme
Colmar
Schlucht
Bussang
ALLEMAGNE
Mulhouse
FRANCE
Bâle
Zürich
Lucerne
Neufchâtel
Berne
Altdorf
Nord
échelle:1/400 000ème
SUISSE
Lausanne
Saint-Gothard
Bellinzona
Lugano
Chiasso
Province de Côme
Milan
ITALIE
légende :
villes-étapes
cols
routes et voies ferrées

Voies de communication dans l'arrondissement de Saint-Dié en 1890.



légende:

- voies ferrées
- routes nationales
- chemins de grande communication (CG)
- gares principales
- Rothau : gares alsaciennes
- Senones : gares principales de l'arrondissement
- (T) bureau de poste et télégraphe

Suisse alémanique, la Ruhr, l'Alsace-Lorraine annexée, la Franche-Comté ou le département des Vosges. Pour se rendre dans l'arrondissement de Saint-Dié, il faut prendre le train pour Strasbourg, descendre en gare de Sélestat, aller à Sainte-Marie-aux-Mines toujours par le rail. De tous les cols vosgiens, celui de Sainte-Marie - d'une altitude inférieure à 800 mètres - est en effet le plus facilement accessible. De plus, un service de diligence assure quatre fois par jour la liaison entre la petite ville alsacienne et la sous-préfecture des Vosges via le col.

En une douzaine d'heures, le voyageur a pu rejoindre son lieu de travail. Quelques années auparavant, ce même trajet aurait duré plusieurs jours. Arrivé à Saint-Dié, on peut se rendre dans presque toutes les villes importantes de l'arrondissement à partir de 1885. Grâce à la vingtaine de bureaux de poste et de télégraphe qui y sont implantés, on peut communiquer rapidement avec ses compatriotes, envoyer par mandat une partie de son salaire à sa famille, annoncer son arrivée prochaine à l'automne, mais aussi faire venir frères et cousins si l'entrepreneur manque de main-d'œuvre.

B - Une législation très libérale.

1 - En France, attirer une main-d'œuvre qualifiée.

Ces flux migratoires ne sont en rien freinés par une législation contraignante : bien au contraire, la France comme l'Italie adoptent à la fin du XIXème siècle des mesures destinées à encadrer et à protéger les déplacements de population internationaux, malgré la tension diplomatique régnant entre les deux États. Pour venir travailler en France, aucun contrat de travail n'est nécessaire et les démarches administratives à accomplir sont des plus simples : à partir de 1888, l'étranger est tenu de déclarer sa résidence à la mairie dans un délai de 15 jours. La loi du 8 août 1893, adoptée au moment de la grande vague d'attentats anarchistes, interdit aux employeurs d'embaucher un étranger non inscrit sur les listes municipales, ce dernier devant signaler ses changements de résidence.

Dans l'arrondissement de Saint-Dié, cette directive n'est que peu respectée, surtout par les terrassiers et manœuvres beaucoup plus mobiles que les maçons et les "graniteurs". De plus, certains "oublient" de se faire connaître : contrôlés par les gendarmes qui vérifient identités et récépissés délivrés en mairie, ils comparaissent au tribunal correctionnel et sont condamnés à payer une amende de 5 francs correspondant environ au montant de leur salaire journalier. Cette législation, somme toute très libérale, mécontente les partisans d'une politique plus restrictive : ceux-ci se recrutent pour la plupart dans les milieux syndicaux et nationalistes. Les décrets Millerand du 10 août 1899 leur donnent partiellement satisfaction : les entreprises de travaux publics opérant pour le compte de l'État, des départements ou des communes, ne peuvent employer un contingent

Provincia di Como

Circondario di Varese

COMUNE
DI
TREVISAGO

Numero d'ordine 18

Vale per **UN ANNO**

CONNOTATI

Età ventunne

Statura media

All. F del Reg. 8 nov. 1889, n. 6517.

PASSAPORTO PER L' INTERNO

PROVINCIA DI COMO — CIRCONDARIO DI VARESE

Il Sindaco del Comune di Trevisago

rilascia il presente passaporto, valevole per l' interno del Regno, a

Il presente Passaporto è valido per un anno

IN NOME DI SUA MAESTÀ
VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

PASSAPORTO

rilasciato a Guatelli Giovanni
figlio di fu Francesco
e di fu Della Rosa Angela
nato a Biuago *Prov. di* Como
il 18.4.59
residente a id *Prov. di* id
Stato civile
Professione muratore
Sa leggere id *Sa scrivere* id
Posizione di leva
Paese di destinazione *Località* id
Stato Francia

Il R. Console Generale
II (1)

(1) Autorità che rilascia il Passaporto.

Vers 1900, les formalités administratives restent légères pour l'immigré italien : il doit présenter une pièce d'identité - passeport *"pour l'étranger"* ou *"intérieur"* - afin de se faire *"immatriculer"* dans la commune où il travaille. Le récépissé du *"registre d'immatriculation"* devra être présenté à chaque contrôle des gendarmes. L'Italien devra également déclarer tout changement de domicile, ce qu'il ne fait que très rarement.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES VOSGES

ARRONDISSEMENT DE Saint-Dié

COMMUNE DE Moussey

REGISTRE D'IMMATRICULATION

En exécution de la loi du 8 août 1893, par devant nous, Maire de la commune de Moussey s'est présenté le sieur :

Nom et prénoms : Guatelli Emile

d'ouvriers étrangers supérieur, selon l'avis du préfet, à 30 % de l'effectif total. En Déodatie, les décrets sont là aussi régulièrement bafoués, lors de la construction de casernes par exemple, au grand dam des organisations syndicales. La plupart des travaux, laissés à l'initiative privée, ne sont en effet pas concernés par les décisions de 1899.

Pour l'Italien, la Lorraine française devient une région de plus en plus attractive pour de nombreuses raisons :

- alors que la plupart des pays d'Europe sont touchés par la récession jusqu'en 1895 environ, le nord-est de la France bénéficie d'une forte croissance industrielle et urbaine, et son marché du travail est en plein essor.

- depuis 1882, le trajet est bien plus rapide, et les formalités administratives peu nombreuses.

- la législation sociale est également incitative : la loi de 1898, établissant la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail, prévoit l'indemnisation de l'ouvrier étranger et de sa famille si celle-ci réside en France. La convention franco-italienne sur la législation ouvrière signée en avril 1904 va encore plus loin : elle facilite l'épargne, autorise l'Italien à cotiser afin de bénéficier des assurances sociales et de la retraite, les fonds pouvant être versés en Italie. De plus, en cas d'accident, sa famille restée au pays peut recevoir l'indemnité qui lui était auparavant refusée[17].

- la parité existant entre le franc et la lire facilite considérablement le rapatriement par mandat des sommes gagnées.

Certes, bon nombre d'hommes politiques sont favorables à l'établissement d'une taxe - de 150 francs dit-on - sur les ouvriers étrangers afin de protéger la main-d'œuvre nationale[18] : cependant, aucun de ces projets de loi n'aboutit.

2 - En Italie, favoriser la "soupape de sécurité".

La politique italienne est tout aussi libérale : le gouvernement royal considère l'émigration comme une véritable soupape de sécurité dans le contexte de grave crise économique et sociale qui touche le pays à la fin du siècle. L'Italie voit en effet à cette époque une bonne partie de sa paysannerie sombrer dans la misère la plus noire du fait d'une trop forte pression fiscale et de la chute des prix agricoles provoquée par la ruineuse concurrence des "pays neufs". Permettre à ces masses de désoeuvrés de quitter le pays, le plus souvent vers le "rêve américain", c'est éviter tout risque d'explosion sociale. De plus, l'argent rapatrié par un frère ou un cousin permet à la famille restée au village d'élever sensiblement son niveau de vie, de moderniser une agriculture demeurée archaïque et de devenir par là-même consommatrice des produits fournis par la jeune industrie nationale. Ces produits peuvent également être exportés vers les pays où se trouvent d'importantes

[17] L'Ouvrier Vosgien : 29 mai 1904.
[18] La Gazette Vosgienne : 12 février 1914.

colonies italiennes. S'il ne faut en aucun cas entraver l'émigration, il s'agit en revanche d'en contrôler les abus : trop d'enfants sont victimes de *padroni* sans scrupules qui les envoient travailler dans les verreries françaises ou vendre des statuettes de plâtre sur le pavé des rues parisiennes dans des conditions épouvantables[19]. La loi de 1888 institue la fonction de *vettore*, accompagnateur chargé de contrôler l'hygiène et le travail dans les pays d'accueil. En 1901, dans le même état d'esprit, un Commissariat Général de l'Émigration, rattaché au ministère des Affaires étrangères, institue un véritable contrôle étatique de l'émigration, en accréditant par exemple ambassades et consulats chez qui l'Italien doit toujours trouver aide et conseils, ou en recommandant certaines compagnies maritimes jugées plus sûres que d'autres. Ces deux lois ne remettent cependant jamais en cause la totale liberté d'émigrer. Dans la province de Côme, elles n'ont sans doute eu que peu d'effets pour les maçons partant pour la Suisse ou la France : ceux-ci n'ont guère besoin d'être aidés ou conseillés par les agents du Commissariat. Vers 1900, l'émigration comasque garde le caractère spontané et individualiste qui était le sien deux siècles plus tôt : la route à emprunter, les changements de train, les conditions de travail, la législation sociale, le montant des salaires en France, l'émigré les connaît parfaitement, parce qu'il a déjà travaillé à l'étranger, ou parce qu'au contact des anciens, dans les tavernes ou à la Bourse du Travail de Varèse, tout cela lui a été décrit avec précision.

Libérée de toute entrave étatique, de toute contrainte imposée par d'éventuels agents recruteurs du pays d'accueil, l'émigration de "la région des Lacs" montre là toute son originalité.

III - Les Italiens, entre nomadisme et sédentarisation.

A - Une immigration de spécialistes.

En 1881, les Italiens ne sont qu'une centaine dans l'arrondissement de Saint-Dié. Vingt ans plus tard, ils sont huit fois plus nombreux. Pour plus des neuf dixièmes d'entre eux, ils exercent une des trois professions suivantes : maçons, manœuvres ou "graniteurs".

1 - Maçons *varesini.*

Les maçons représentent la plus grande partie des immigrés. Sous ce vocable générique, employé dans les actes de l'état civil ou les articles des journaux, se cachent en fait des professions différentes :

- le tailleur de pierre est celui qui possède la plus haute qualification. Représentant une véritable aristocratie ouvrière, il bénéficie d'une grande considération et du salaire le plus élevé. Il est

[19] MILZA (Pierre), Voyage en Ritalie, Paris, Plon, 1993, 532 p., pages 150-151.

principalement chargé de fournir au maçon les blocs de pierre qu'il a précédemment taillés avec soin.

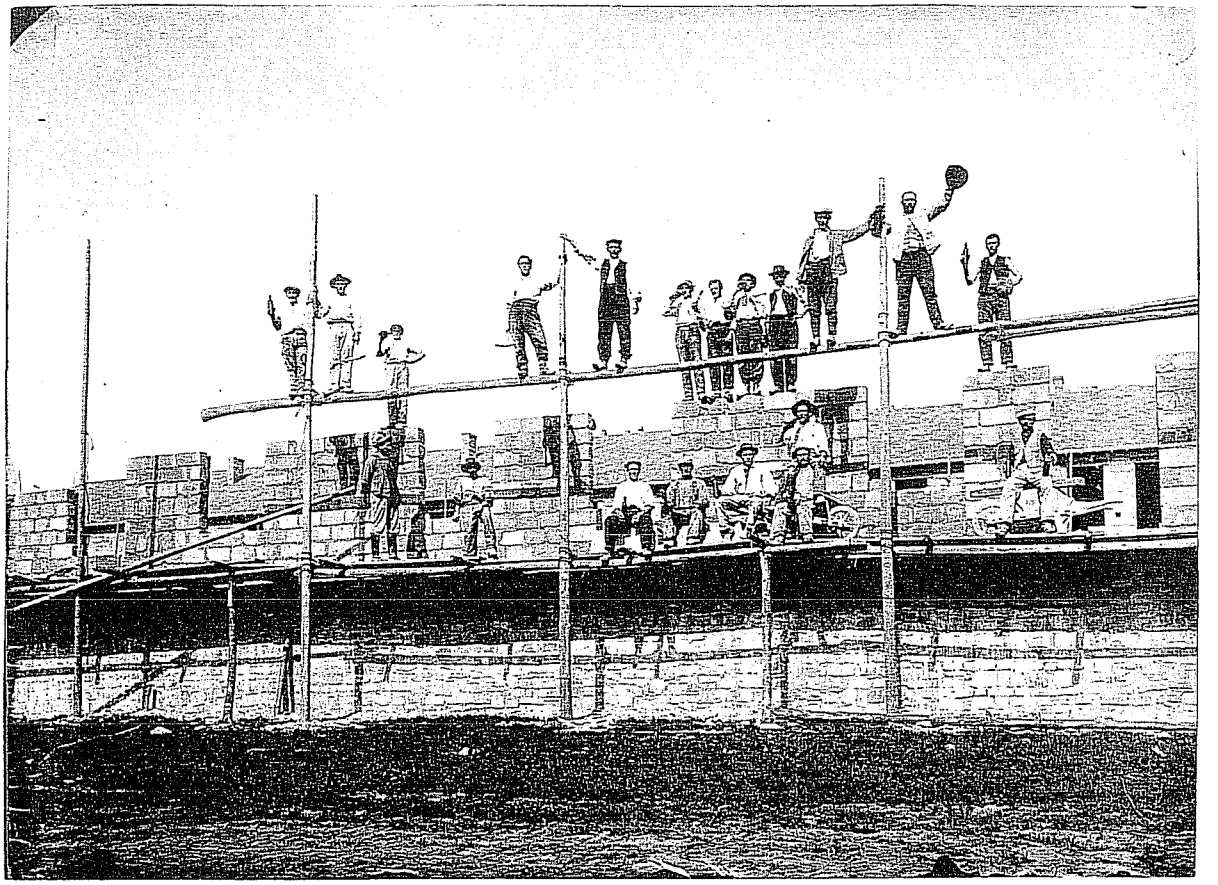
- le maçon doit les aligner avec une grande exactitude en respectant toujours la verticalité la plus parfaite, ainsi que les dimensions de l'édifice consignées dans un plan qu'il doit savoir lire. Truelle, mètre en bois articulé, fil à plomb et niveau, tels sont les outils qu'il transporte dans tous ses déplacements. Son apprentissage ayant duré environ cinq ans, il doit avoir avant tout "le compas dans l'oeil" : connaissances en mathématiques, habileté manuelle sont pour lui bien plus importantes que la simple force physique. Pour l'assister dans sa tâche, il est aidé par un apprenti, l'aide-maçon, souvent un fils ou un neveu beaucoup plus jeune, à qui il transmet toute son expérience.

- sur les grands chantiers, les cimentiers doivent "préparer la colle" en respectant scrupuleusement les proportions eau-sable-ciment-gravier, selon la quantité à fournir et les conditions climatiques.

Tous ces professionnels du bâtiment sont activement recherchés par les entrepreneurs à partir des années 1870. Les chantiers de construction qui s'ouvrent en cette fin de siècle peuvent s'interrompre faute d'ouvriers qualifiés. Les Italiens bénéficient de deux grands avantages qui en font des recrues de choix pour les employeurs, au détriment de la main-d'œuvre locale :

- leur grande compétence d'abord : tous les immigrés ont appris leur métier "sur le tas", avec leurs aînés, pères ou oncles, lors de migrations précédentes en Allemagne et surtout en Suisse. Beaucoup disposent également d'une solide formation théorique enseignée au pays dans des écoles privilégiant les mathématiques, la géométrie et parfois l'histoire de l'architecture. Dans la province de Côme, d'où ils sont presque tous originaires, on est maçon de père en fils depuis plus de deux siècles : ce sont ainsi souvent les descendants des *magistri comacini* réputés dans l'Europe entière au XVIIIème siècle pour leur habilité, qui émigrent désormais dans la France du nord-est. De plus, ils se déplacent et travaillent en équipes solidaires dont les membres, généralement tous originaires du même village, restent unis par des liens familiaux très forts. Dans le groupe, chacun sait ce qu'il a à faire, du tailleur de pierre à l'aide-maçon. Une hiérarchie tacite régit les rapports entre ces hommes dont les entrepreneurs français ont tôt fait de reconnaître l'efficacité et la rapidité dans l'exécution des travaux qui leur sont confiés. Les ouvriers de l'arrondissement ne représentent donc pas une véritable concurrence pour les Italiens : maçons vosgiens et alsaciens sont en effet trop peu nombreux pour répondre aux offres de travail proposées. En 1906, on ne compte que 52 maçons et 13 tailleurs de pierre français résidant à Saint-Dié. De plus, les métiers du bâtiment, bien que très lucratifs par rapport aux autres professions manuelles, restent peu attractifs pour des jeunes Vosgiens qui leur préfèrent des carrières dans l'armée ou l'administration. Les cours d'apprentissage dans la maçonnerie, malgré les avantages promis aux futures recrues par voie de presse, ne rencontrent qu'un faible succès.

- la grande mobilité des Italiens représente le deuxième atout pour s'imposer sur le marché du travail : pour la plupart, les maçons ne résident pas dans la région de manière permanente. Ils



Maçons italiens construisant les casernes de Senones sur le plateau Saint-Maurice, en 1913-1914

logent dans de petits garnis qu'il leur est très facile de quitter une fois le chantier terminé pour trouver du travail dans une autre localité. De plus, l'Italien déjeune le plus souvent sur place alors que certains maçons français exigent une pause de deux heures à midi afin de regagner leur domicile.

Compétence et mobilité, telles sont les qualités prêtées à juste titre aux maçons italiens. En deux décennies, ils évincent, non sans heurts, leurs homologues français des chantiers. Jusqu'en 1914, ils construisent usines, cités ouvrières, écoles, casernes, hôpitaux, hôtels, villas, concourant activement au développement urbain et industriel de la région.

2 - Manœuvres et terrassiers *padani.*

A la différence des maçons, manœuvres et terrassiers représentent une main-d'œuvre très peu qualifiée mais nécessaire à la réalisation de gros travaux, routes, casernes et surtout chemins de fer. Se déplaçant souvent par groupes de dizaines d'hommes, ils ne font que des apparitions furtives dans l'arrondissement et sont presque toujours absents des listes nominatives. Ils sont recrutés avant tout pour leurs bras et entrent souvent en forte concurrence avec les manœuvres français. Main-d'œuvre sous payée souvent considérée avec mépris par les maçons, ces hommes, presque tous natifs de la plaine du Pô, ne restent que quelques semaines dans la région avant de chercher de l'embauche dans d'autres directions, vers d'autres départements ou à l'étranger, en Suisse ou en Allemagne. Ces nomades de la révolution industrielle ne s'installent jamais dans l'arrondissement où ils n'ont laissé que peu de traces, dans les archives comme dans les mémoires.

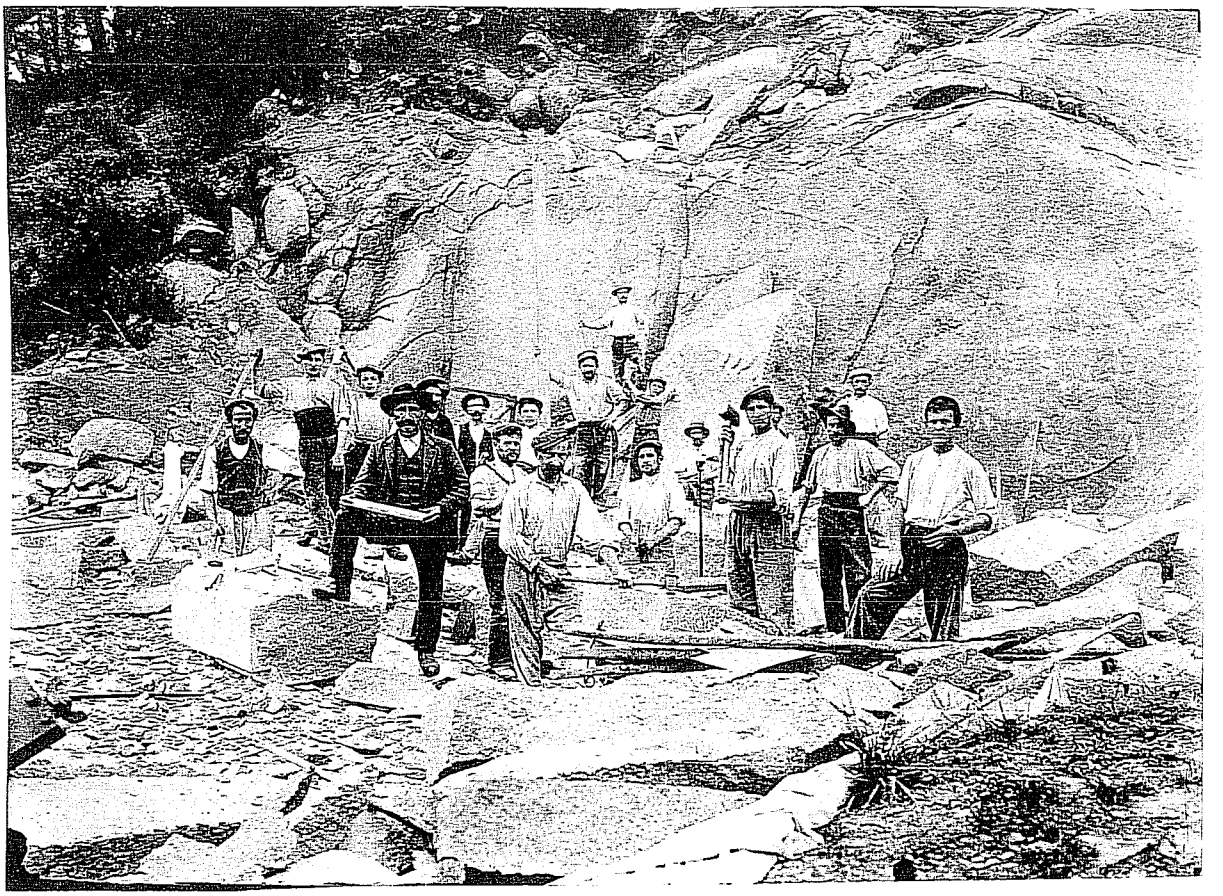
3 - "Graniteurs" *ossolani.*

Tout comme les maçons, les "graniteurs"[20] représentent une véritable aristocratie ouvrière. Leur présence est cependant plus tardive puisqu'ils n'arrivent dans la région qu'à l'extrême fin du XIXème siècle. La découverte et la mise en exploitation des carrières de granit font là aussi appel à une main-d'œuvre très qualifiée, qui, plus encore que pour les professions du bâtiment, est totalement absente dans les Vosges. La carrière de Raon-l'Etape est mise en exploitation en 1898 : *"On a découvert près de Raon-l'Etape*, annonce *L'Impartial, un gisement de granit rose donnant une très belle pierre de taille, qui, paraît-il, va être exploitée de façon très avantageuse"*[21]. Dans les années 1890, de nombreuses entreprises voient le jour à Senones, au Puid, à Granges et Gérardmer et les "graniteurs" italiens y exercent un véritable monopole. Beaucoup sont originaires du *Val d'Ossola*, sur la rive ouest du lac Majeur, où le travail de la pierre est une tradition vieille de plusieurs siècles. Tous les "graniteurs" n'exercent pourtant pas la même tâche :

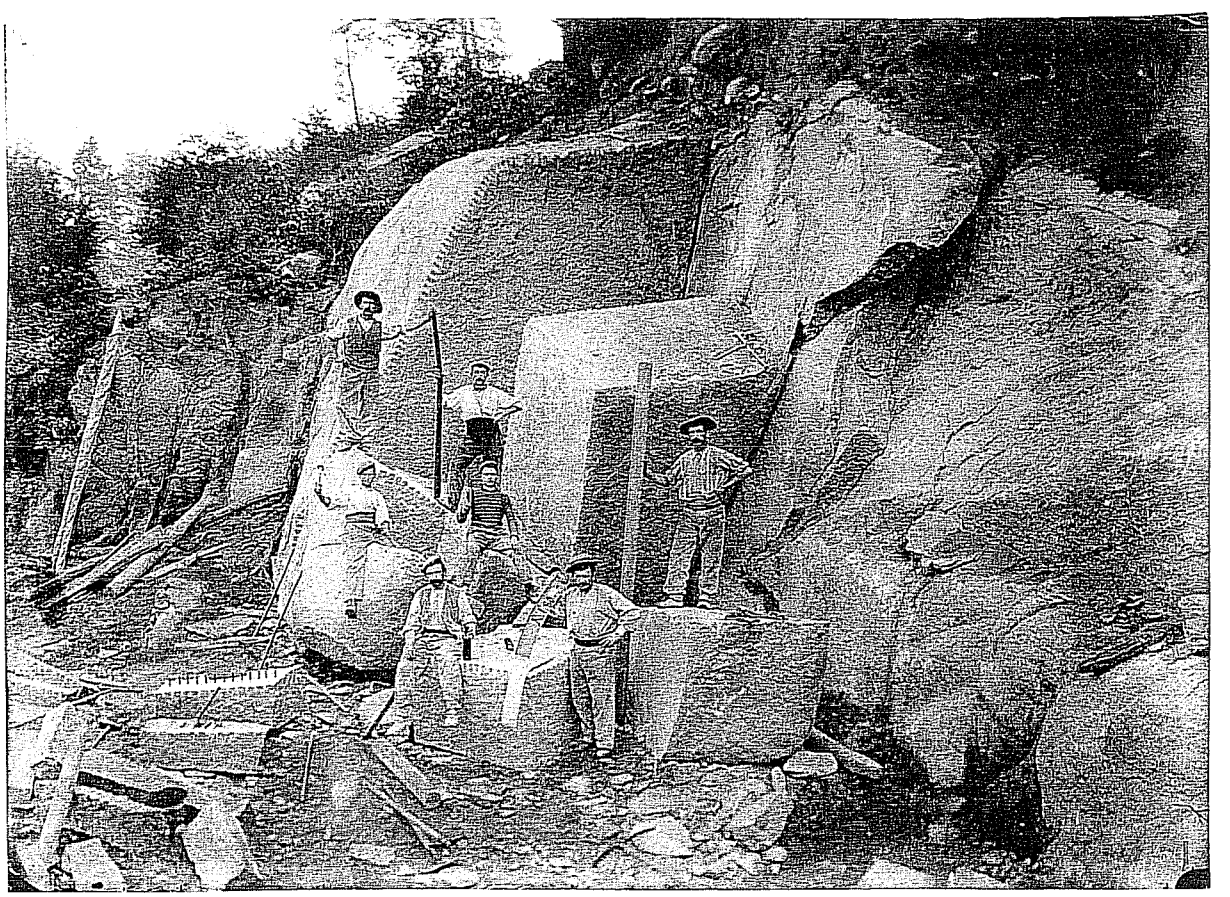
- les carriers extraient des blocs de pierres de plusieurs dizaines de tonnes qu'ils débitent ensuite en morceaux plus petits.

[20] Inconnu des dictionnaires, le terme est pourtant toujours employé par l'administration, la police et les ouvriers eux-mêmes dans les archives du début du siècle.

[21] L'Impartial : 2 avril 1898.



"Graniteurs" italiens dans une carrière de Senones - la carrière "Alexandre" - vers 1910.



- le tailleur de pierre, véritable artiste, réalise pendant plusieurs semaines parfois, auges, bassins, bordures, monuments funéraires.

- le polisseur se charge de faire briller la pierre.

- à Granges et Gérardmer, le grain plus fin du granit permet aux "épinceurs" d'abattre plusieurs milliers de pavés par jour destinés à recouvrir les rues parisiennes.

A Senones, on est très fier de "la carrière Alexandre" d'où ont été extraites les piles du pont Alexandre III. Là encore, la dextérité, fruit de longues années d'apprentissage, permet aux Italiens d'être considérés comme des spécialistes sans concurrents dans une activité très liée au développement urbain. Au début du siècle, les "graniteurs" représentent plus d'un tiers des immigrés transalpins dans l'arrondissement.

A côté des forts contingents de maçons, manœuvres et "graniteurs", un dixième des Italiens exerce d'autres professions. C'est dans la sous-préfecture que cette diversité est la plus manifeste. On rencontre à Saint-Dié plusieurs petits artisans, un cordonnier, un horloger, un menuisier, un ferblantier, un mosaïste, ainsi qu'un maître d'armes. A Gérardmer où le tourisme est en plein essor, nombreux sont les employés d'hôtels, laveurs et valets de chambre, natifs de la péninsule. Dans la vallée du Rabodeau, quelques rares Italiennes sont ouvrières dans les filatures et tissages. Enfin, certains maçons naturalisés, après avoir acquis maison et terres, deviennent agriculteurs. Mais ces professions font exception : dans leur très grande majorité, les immigrés italiens travaillent sur les chantiers et dans les carrières.

B - De petites colonies dispersées.

1 - Des flux en nette augmentation avec le temps.

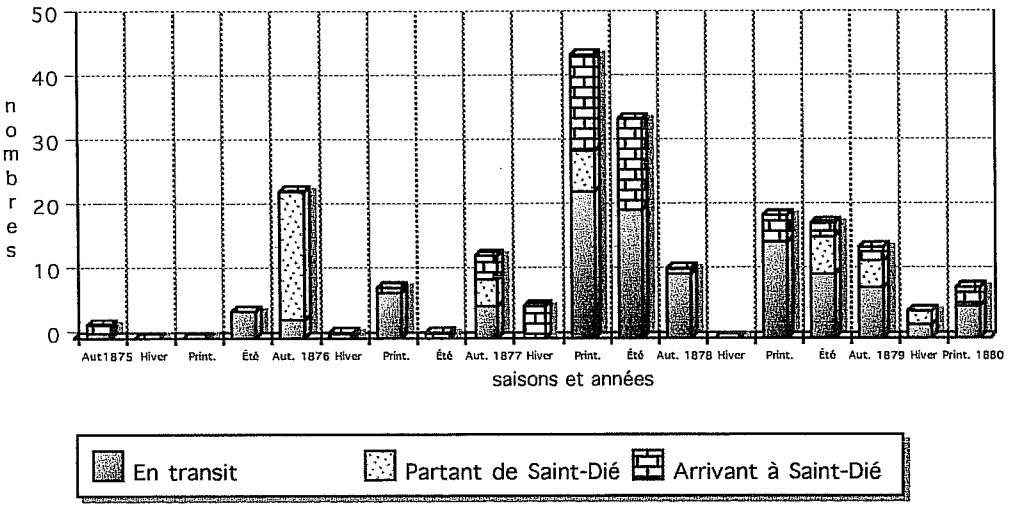
Au premier juillet 1914, les Italiens présents dans l'arrondissement de Saint-Dié sont officiellement 1960. En 1872, ils n'étaient que 7 ! L'immigration italienne peut donc s'articuler chronologiquement en deux grandes phases :

- la première, de 1875 à 1900 environ, est celle des "pionniers" qui découvrent la région. En 1877, les services de police ne dénombrent que 33 voyageurs italiens en gare de Saint-Dié. Ils sont 96 un an plus tard, presque tous maçons et terrassiers, mais plus de la moitié se rend dans d'autres villes lorraines[22]. Le nombre de Transalpins ne cesse d'augmenter lors des deux décennies suivantes. En 1896, on en dénombre 450, dont la très grande majorité appartient là encore aux professions du bâtiment. A 80 %, on les rencontre dans les villes industrielles où ils construisent maisons et cités ouvrières, participant à l'agrandissement du cadre urbain.

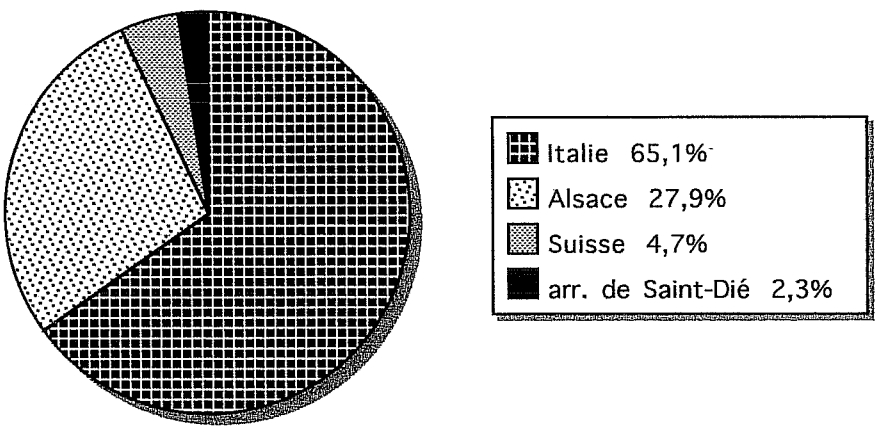
- à partir de 1900, ils sont beaucoup plus nombreux : le coup de fouet donné à l'industrie

[22] A.D.V. : 10M9

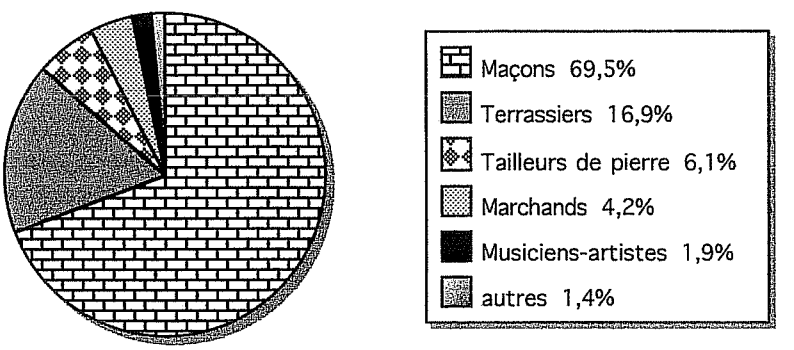
Voyageurs italiens en gare de Saint-Dié. (1875-1880)



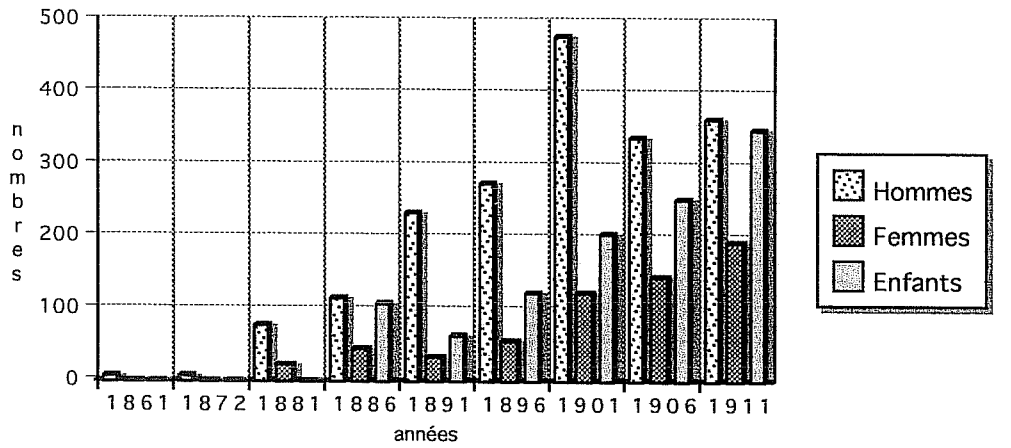
Destinations des Italiens au départ de Saint-Dié (1875-1880)



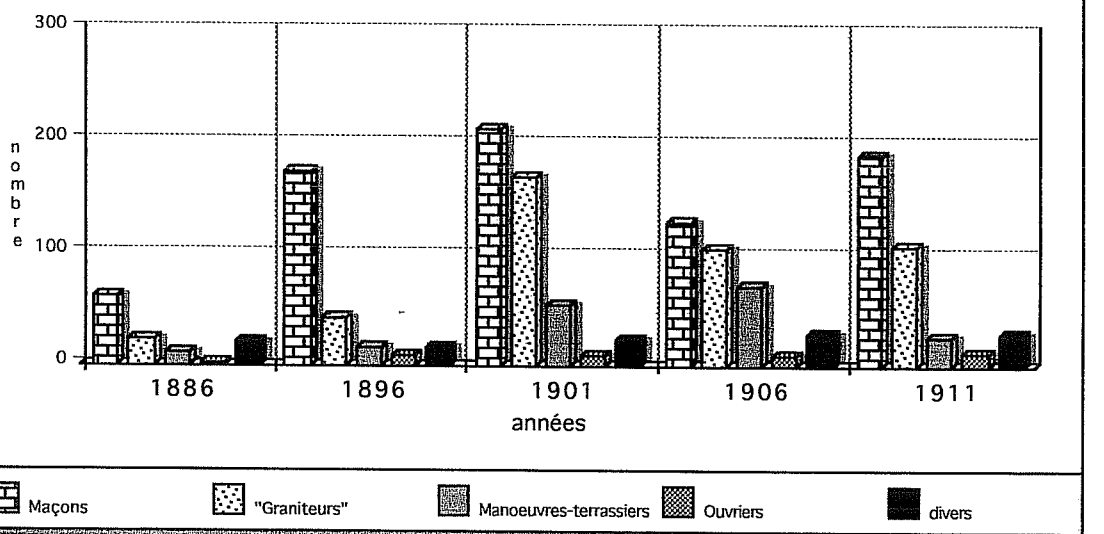
Professions des voyageurs italiens en gare de Saint-Dié (1875-1880)



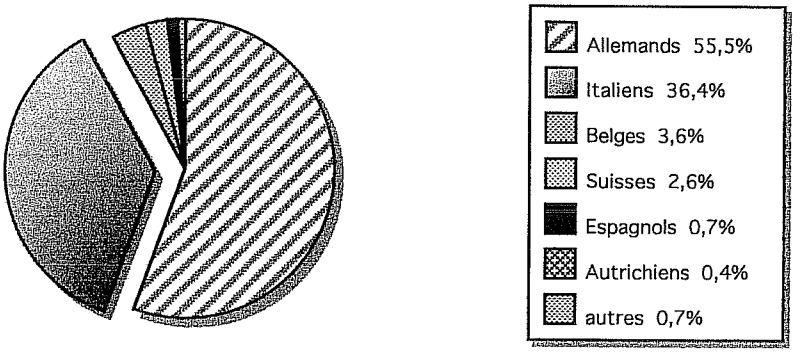
Italiens recensés dans l'arrondissement de Saint-Dié (1861-1911).



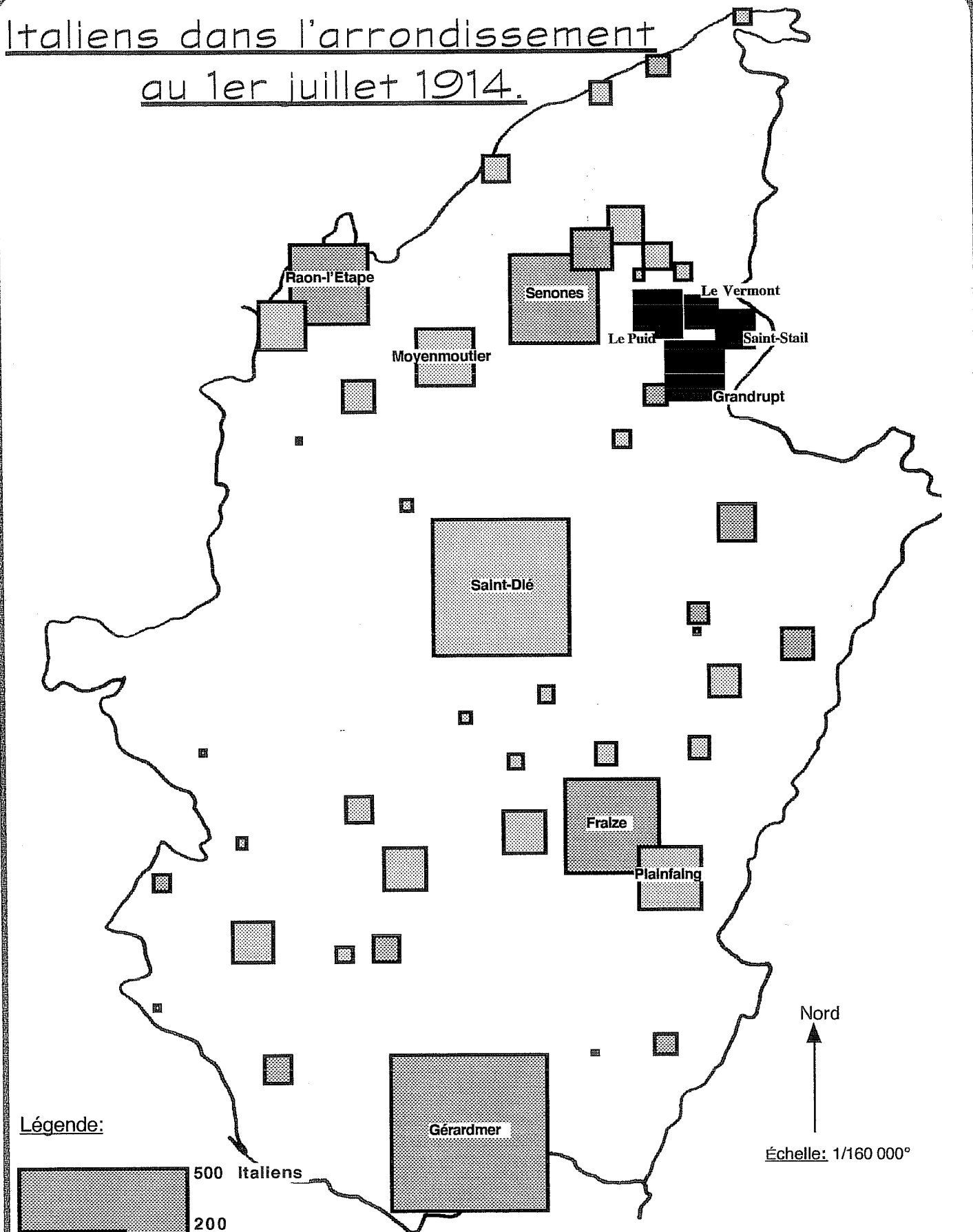
Professions des Italiens recensés:



Étrangers dans l'arrondissement de Saint-Dié en juillet 1914.



Italiens dans l'arrondissement au 1er juillet 1914.



régionale par les "tarifs Méline" entraîne l'arrivée d'ouvriers supplémentaires et donc l'ouverture de nouveaux chantiers de construction. Grâce à d'importantes innovations techniques, l'industrie papetière connaît elle aussi son "âge d'or" à Étival et à Anould. De 1886 à 1911 par exemple, Saint-Dié et Senones voient leur parc immobilier progresser de 30 %, La Neuveville-les-Raon de plus de 50 %. Cette période est aussi celle des grands travaux, de 1901 à 1906 surtout, chemin de fer de la vallée de la Plaine, tramway de Retournemer, construction des casernes en 1913-1914. De plus, la découverte et l'exploitation des carrières à la fin du siècle entraînent l'arrivée de nombreux "graniteurs".

Cependant, cette immigration qui augmente de manière remarquable, ne représente tout au plus que 2 % de la population totale de l'arrondissement : on est là bien loin des fortes concentrations d'Italiens du Pays Haut en Meurthe-et-Moselle.

2 - De jeunes gens célibataires.

Les Italiens de l'arrondissement sont avant tout de jeunes gens célibataires. En juillet 1914, 97 % des immigrés sont des hommes. La plupart des "Italiennes" sont en fait des Vosgiennes ayant acquis la nationalité de leur mari par mariage. Le taux de masculinité[23] est donc ici bien supérieur à toutes les autres régions d'immigration : selon la saison et l'année, il varie de 300 pendant l'hiver 1912 à plus de 850 pendant l'été 1914. Deux groupes sont ainsi presque complètement absents des flux migratoires :

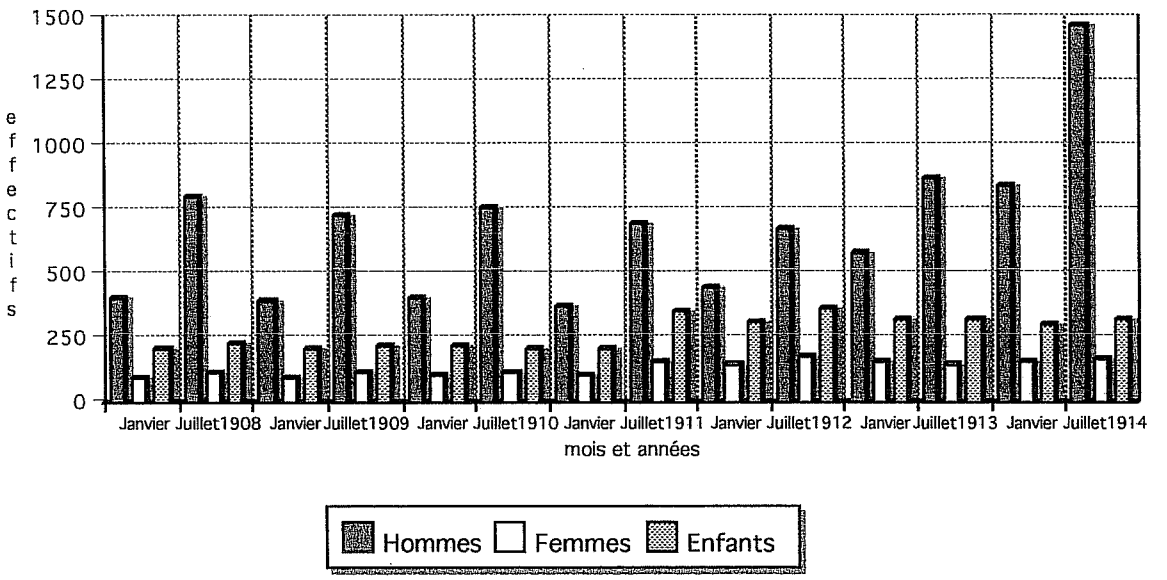
- les femmes d'abord : restées au pays, elles renoncent à accompagner leurs époux pour s'occuper des travaux agricoles et de leurs enfants. De plus, l'industrie textile recrute essentiellement sa main-d'œuvre parmi les nombreuses filles d'ouvriers ou les jeunes paysannes vosgiennes poussées à partir vers la ville par le fort mouvement d'exode rural qui affecte les campagnes. En 1911, on ne recense qu'une cinquantaine d'Italiennes immigrées.

- les enfants ensuite : contrairement à une idée largement diffusée par une partie de la presse locale, les Italiens ne sont pas de jeunes mendiants en haillons, chanteurs de rue ou musiciens ambulants exploités par des patrons sans scrupules. Dans "la région des lacs" italiens, tous les enfants vont à l'école jusqu'à 13 ans, le taux d'illettrisme de la province de Côme étant l'un des plus faibles de la péninsule. Suivent ensuite quelques années d'apprentissage théorique et pratique pour les jeunes garçons, futurs maçons et "graniteurs" : ceux-ci ne commencent véritablement à émigrer qu'à l'âge de 16 ans. Les 319 enfants italiens recensés en juillet 1914 sont donc presque tous nés en France, dans l'arrondissement pour la plupart, de mères elles-mêmes nées dans les Vosges, et ne connaissent souvent d'autre langue que le français.

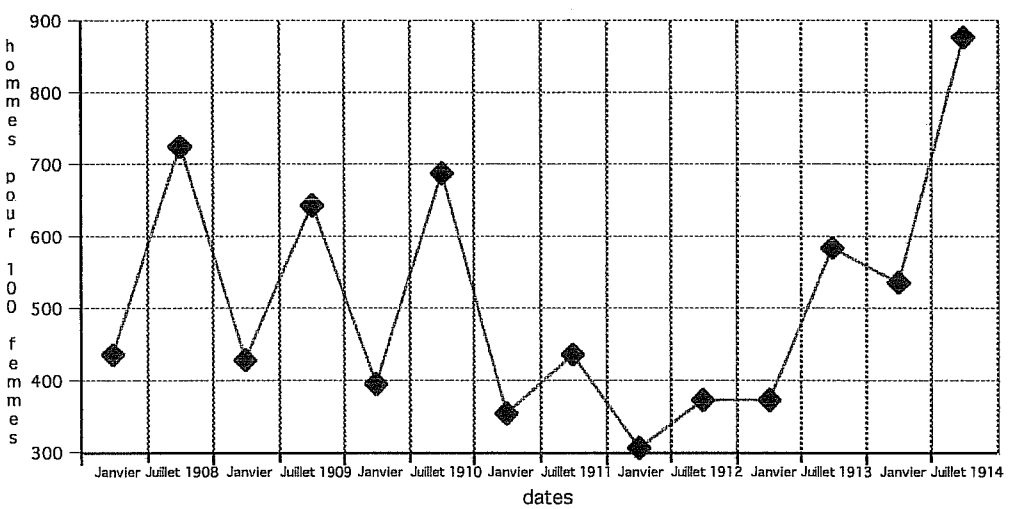
Le groupe le plus important est composé d'hommes adultes. A Étival, ils sont 118 à s'être

[23] Nombre d'hommes pour 100 femmes.

Italiens dans l'arrondissement (1908-1914).



Taux de masculinité des immigrés italiens de l'arrondissement (1908-1914).



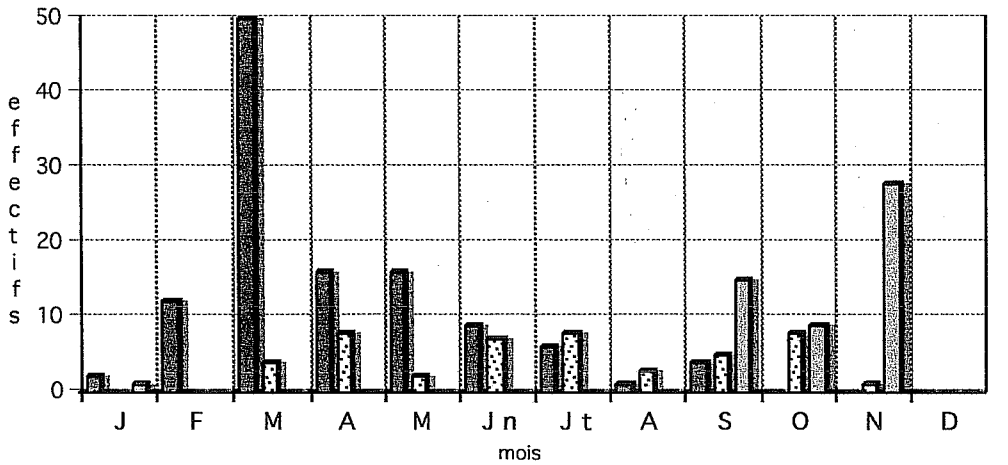
fait *"immatriculer"* comme le veut la loi, de 1895 à 1910[24]. La petite ville de 2500 habitants bénéficie d'un contexte économique très favorable grâce à la papeterie de Clairefontaine. Les investissements opérés depuis 1877 par Paul Bichelberger, fils du fondateur de l'entreprise, commencent en effet à porter leurs fruits : l'usine, l'une des plus modernes d'Europe, favorisée par une forte demande et des prix à la hausse, produit plus de 11 000 tonnes de papier en 1914 et emploie 1100 ouvriers. Cet "âge d'or" papetier n'est cependant rendu possible qu'en attirant et en fixant une abondante main-d'œuvre : en 1901, le directeur entreprend la construction de maisons ouvrières de deux logements de quatre pièces chacun, comprenant également une mince bande de jardin[25]. Propriétaire des locaux qu'elle loue, l'entreprise peut aisément contrôler des employés parfois peu dociles[26]. Pour réaliser cet ambitieux programme, l'appel à une main-d'œuvre qualifiée devient indispensable : les Italiens arrivés à Étival sont à 90 % des maçons saisonniers venant de l'arrondissement de Varèse. Plus de la moitié a moins de 25 ans, l'âge moyen étant de 27 et demi. Toutes les classes d'âges, de 13 à 60 ans, sont là, les plus jeunes émigrant avec leurs aînés, pères ou frères, plus qualifiés qu'eux. 55 % de ces immigrés sont célibataires, plus de 80 % pour les moins de 25 ans. La petite colonie d'Étival, qui ne regroupe que deux familles sédentarisées en mars 1911, représente donc assez bien la réalité de l'immigration transalpine de l'arrondissement, une immigration composée avant tout d'hommes jeunes, exerçant des professions qualifiées dans le bâtiment ou la taille de la pierre, et dispersée en de nombreux noyaux, petites villes industrielles ou villages de la montagne.

3 - Les villes, premier point de chute des Italiens.

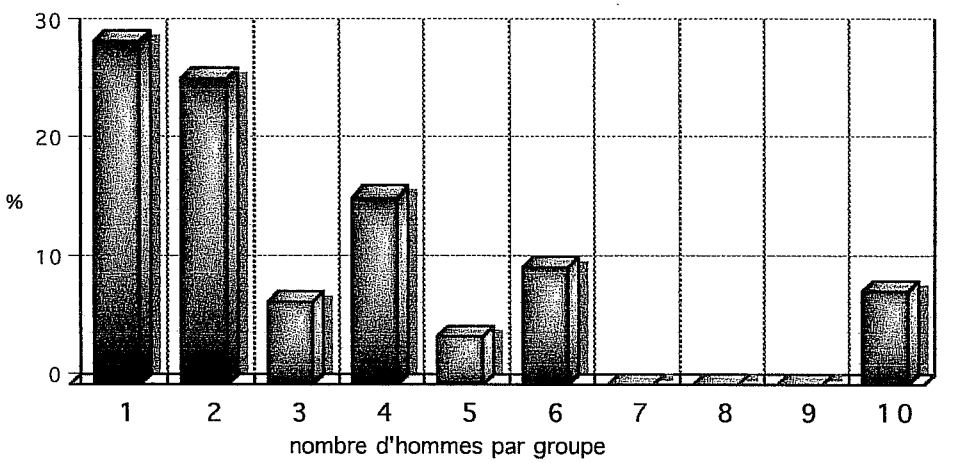
L'immigration italienne en Déodatie comme dans la France entière est avant tout un phénomène urbain : c'est dans les villes que la demande en spécialistes du bâtiment est la plus forte du fait de la croissance industrielle. Les colonies italiennes les plus importantes se rencontrent donc à Saint-Dié, Raon-l'Etape, Gérardmer ainsi que dans les vallées de la Haute-Meurthe et du Rabodeau, très marquées par l'industrie cotonnière, à Senones, Fraize et Plainfaing principalement. En 1914, plus de 80 % des Italiens résident en ville. Cependant, à la différence d'autres régions françaises, l'immigration italienne a ici une structure spatiale très dispersée sous la forme de noyaux de peuplement éclatés, séparés les uns des autres par plusieurs dizaines de kilomètres. Dans aucune des villes, les Italiens n'ont un poids démographique supérieur à 5 % de la population totale : seuls 1,5 % des habitants du chef-lieu, par exemple, sont Italiens. Il n'y a donc pas de communauté italienne dans cet arrondissement où la sous-préfecture abrite moins de 20 % des habitants et où l'activité économique est principalement répartie en une douzaine de petits centres urbains. Les contraintes du relief, l'absence de toute élite intellectuelle empêchent également la constitution d'un

[24] A.C. Étival : Registres d'immatriculation (lacunes : 1896-1899).
[25] COLLIN (Juliette), NUSS (Céline), L'aventure Clairefontaine : un destin papetier, Saint-Michel, 1994, 88 p.
[26] Les ouvriers papetiers se mettront en grève en 1905 puis en 1907.

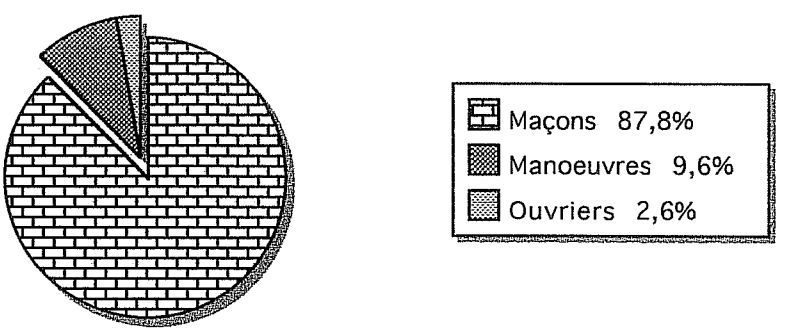
Arrivées et départs d'Italiens à Étival (1894-95, 1900-10).



Italiens arrivés seuls ou en groupes à Étival (1894-95 ; 1900-10).



Professions des Italiens ayant résidé à Étival (1894-95;1900-10).



groupe soudé et solidaire chez des hommes dont la plupart ne sont présents dans la région qu'une partie de l'année. Entre "graniteurs", maçons et terrassiers, entre sédentaires et saisonniers, entre *Intelvesi, Varesini* et *Ossolani*, les différences sont nombreuses et les modes de vie bien différents.

On observe également depuis le début du siècle une nette tendance à la ruralisation : en 1911, un Italien sur quatre réside dans les communes rurales de l'arrondissement, un sur cinq en 1914, baisse qui s'explique par l'arrivée à cette date de maçons et terrassiers destinés à construire les casernes dans les villes de garnison. En 1886, seules 26 communes sur 91 ont recensé la présence d'au moins un immigré. Elles sont 49 en 1914. Les 423 Italiens qui à cette date résident à la campagne sont pour la plupart des immigrés sédentarisés : arrivés quelques années plus tôt dans une ville industrielle, ils se sont mariés puis ont déménagé vers un village avoisinant où ils ont acheté maison et terres. Ce sont donc les hommes les mieux intégrés, pour la plupart maçons travaillant à leur compte, qui sont responsables de cet éparpillement. Certes, le mouvement reste bien discret puisqu'il ne concerne en 1914 tout au plus que 150 chefs de famille, naturalisés compris. Il va à l'encontre, sans pouvoir l'enrayer, du vaste mouvement d'urbanisation accélérée qui touche depuis 1871 toute la région.

5 - Les "graniteurs" du Puid .

L'exemple du petit village du Puid est en cela tout à fait intéressant : en 50 ans, de 1861 à 1911, la commune a perdu plus d'un tiers de sa population, celle-ci passant de 402 à 298 habitants. Située à sept kilomètres à l'est de Senones à 560 mètres d'altitude, elle subit également une crise de ses activités rurales traditionnelles : pendant la même période, la surface des terres labourables et des prés a diminué de moitié au profit des surfaces boisées qui ont triplé. A l'image des campagnes de la région, Le Puid se vide d'une partie de ses enfants attirés par les villes industrielles de la vallée du Rabodeau. En 1881, 15 % de la population a plus de 60 ans, 20 % en 1911. Le village abrite pourtant à cette date 45 Italiens, soit 15 % des habitants, la plus forte proportion dans l'arrondissement avec la commune voisine de Grandrupt.

Plusieurs carrières de granit ont été mises en exploitation vers 1885 par des Transalpins : ceux-ci fondent rapidement de petites entreprises fabriquant auges, bassins de fontaine et monuments funéraires. Séraphin Rotterdam, natif de la *Valle d'Ossola*, emploie trois de ses compatriotes en 1911, tout comme Alexandre Berini, originaire de la *Valle Intelvi* dans la province de Côme. Mais parmi tous ces petits entrepreneurs de carrières, c'est sans conteste Joseph Peduzzi qui affiche la plus belle réussite : arrivé au Puid en 1891 avec son épouse et ses deux enfants, il achète un petit terrain recelant du granit qu'il exploite activement. Né à Schignano dans la *Valle Intelvi*, il fait venir dans les Vosges plusieurs immigrés et son exploitation se développe rapidement. Jusqu'en 1914, Joseph Peduzzi acquiert un jardin et plusieurs terrains, terres et friches, d'une superficie totale de deux hectares. Naturalisé français en 1895, il est le principal employeur du

village puisque près d'une vingtaine de "graniteurs" travaille dans ses carrières : ils sont majoritairement *ossolani* ou *intelvesi* comme leur patron[27]. En 1911, six familles italiennes se sont établies au Puid : les hommes sont de petits exploitants, leurs épouses comme leurs enfants étant pour la plupart nés dans la commune. Ces familles sédentarisées accueillent dans leurs foyers une vingtaine de "graniteurs" pensionnaires, généralement des jeunes gens célibataires, qui ne restent que quelques mois dans la région.

La mise en exploitation des carrières a permis au village de retrouver une certaine vitalité ; les cultivateurs locaux fournissent aux Italiens les produits agricoles de première nécessité. L'immigré producteur est donc également un consommateur et redistribue une partie de son salaire aux habitants de la commune, aubergistes, artisans, paysans. De plus, les 17 petits Italiens fréquentent tous l'école communale et contribuent à rajeunir une population en voie de vieillissement. La cohabitation entre Vosgiens "de souche" et immigrés semble parfaite, en témoignent l'absence totale d'incidents majeurs entre les deux groupes et la fréquence des mariages mixtes. Lors de chaque élection législative, excepté en 1902, les électeurs du Puid accordent toute leur confiance aux candidats républicains, rejetant les discours xénophobes de leurs adversaires nationalistes, contrairement aux autres villages de l'arrondissement qui votent majoritairement "à droite". Le *"pénible accident"* dont Alexandre Berini est la victime en avril 1913 est révélateur de la bonne entente régnant entre Français et Italiens : lors de la visite d'Edouard Herriot, dont la famille est originaire du village, le "graniteur" reçoit en pleine face toute la charge des feux d'artifice qu'il était chargé de faire partir. Père de six filles, le malheureux devenu borgne reçoit la visite du maire de Lyon, des deux députés de l'arrondissement et bénéficie désormais de toute la solidarité du village[28].

La dispersion des Italiens de l'arrondissement est remarquable, à en juger par la présence de petites colonies rurales au Puid, mais aussi à Grandrupt, à Saint-Stail et dans de nombreux petits villages de montagne.

C - Une majorité de saisonniers.

1 - En mars, l'arrivée des maçons.

A Étival, plus de 70 % des immigrés italiens arrivent au printemps - le mois de mars recueillant plus de la moitié des entrées -, pour repartir au pays à l'automne, essentiellement au mois de novembre. La durée des séjours est cependant très variable : en moyenne, elle n'est que de cinq mois, mais un immigré sur trois reste dans la commune moins de quatre mois, et très peu plus d'un an. La plupart du temps, l'Italien rentre passer l'hiver au pays, tous travaux de construction étant

[27] A.D.V. : 79P3029 ; 15M104a ; 6M328.
[28] L'Estafette : 12 avril 1913.

rendus impossibles du fait des rigueurs du climat qui interdisent la fabrication et le "coulage" du béton. Son séjour peut être parfois très court : appelé par courrier par un camarade établi en Alsace, en Lorraine annexée ou en Suisse, il peut rapidement quitter la commune où il vient d'arriver, pour gagner un salaire supérieur. Lors de grands chantiers très lucratifs, pendant la construction de casernes décidée dans l'urgence en 1913, par exemple, les maçons et manœuvres renoncent à rentrer en Italie : en janvier 1914, ils sont aussi nombreux qu'en juillet de l'année précédente. Les entrepreneurs français leur proposent en effet des salaires alléchants afin que les travaux soient terminés au plus vite. L'immigration italienne reste donc très marquée par le nomadisme, surtout pour les professions du bâtiment, moins chez les "graniteurs" qui peuvent travailler l'hiver dans les carrières. Les hommes installés, intégrés ou en voie de l'être, ne représentent tout au plus que 20 % des immigrés à l'été 1913, 10 % un an plus tard. Ces saisonniers que les services de police essaient tant bien que mal de comptabiliser, représentent une masse de travailleurs très instable par nature, dont le mode de vie se heurte parfois à celui des populations locales.

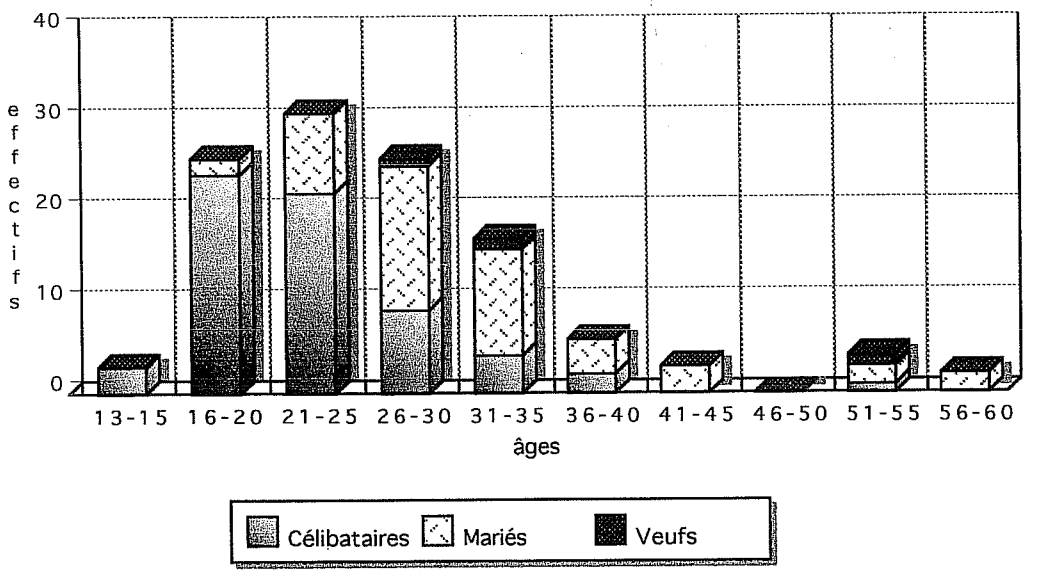
2 - Pensionnaires et logeurs.

L'arrivée des Italiens a lieu généralement au printemps dans l'une des gares de la région. Celle de Carlo Ramelli et d'Elzino Elvi - ce dernier ayant été signalé comme suspect - est précisément décrite par le commissaire spécial de Saint-Dié le 1er mars 1896 dans un rapport transmis à la Sûreté[29]. Arrivés à 7 heures 20 du soir en gare, les deux jeunes Italiens *"aux allures absolument inoffensives"* sont munis de billets provenant l'un de Nancy, l'autre de Verdun. Agés respectivement de 21 ans et de 20 ans, ils portent chacun un chapeau mou de feutre noir, un complet foncé, un parapluie ainsi qu'une valise contenant sans doute outils et effets personnels. *"Ils se rendent chez M. Fève, boulanger-logeur, demeurant rue de l'Orient, chez lequel prennent pension de nombreux Italiens*, écrit le policier. *M. Fève m'a déclaré qu'il connaissait Ramelli qui avait déjà logé chez lui l'an dernier et que ce jeune homme était venu à Saint-Dié pour y travailler comme maçon, appelé par une lettre de son frère, également maçon et qui loge dans la même maison. Il a ajouté que ces Italiens étaient de simples ouvriers nullement dangereux. Elvi a loué une chambre : il venait de Morhange en Lorraine allemande où il travaillait chez un entrepreneur et que l'ouvrage faisant défaut dans cette localité, il se rendait à Saint-Dié pour y travailler de son état de maçon. Rien d'anormal à remarquer dans les allures du sieur Elvi, pas de surveillance spéciale".*

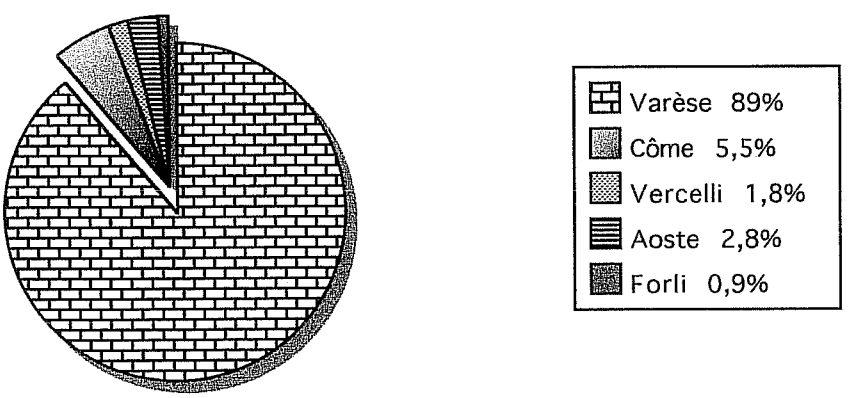
Comme Elzino Elvi, les Italiens sont des pensionnaires. Leurs logeurs sont en majorité français, aubergistes pour près d'un tiers d'entre eux, mais aussi artisans, commerçants, rentiers, ouvriers. Les immigrés sont nombreux à habiter chez des agriculteurs, comme en témoigne la dissémination dans les campagnes de nombreuses petites colonies. Le prix de la pension est très variable : à Fraize, il est de 40 à 60 francs par mois ; à Saint-Dié, il passe de 45 francs en 1901 à 60

[29] A.D.V. : 8bisM49.

Ages des Italiens ayant résidé à Étival (1894-95 ; 1900-10)



Origines des Italiens ayant résidé à Étival (par province ; 1894-95 ; 1900-10).



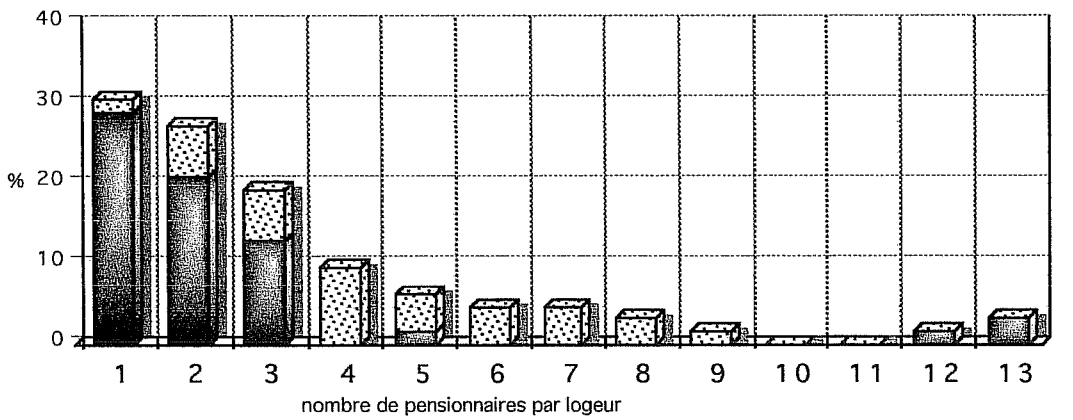
francs en 1906, pour atteindre 75 francs en 1911, chiffres élevés qui correspondent en gros au salaire gagné pendant dix jours par un maçon[30]. Loger un ou plusieurs Italiens permet donc aux autochtones de bénéficier de substantiels profits. On est loin là encore des descriptions faites par certains auteurs, qui, tel Georges Hottenger, décrivent les Transalpins comme vivant dans la crasse la plus noire, en groupes comprenant des dizaines d'individus sans aucune hygiène, menacés par la syphilis et autres maladies vénériennes, *"dans un bâtiment construit sommairement en planches ou en briques de laitier"*[31]. Dans l'arrondissement de Saint-Dié, l'immigré dispose d'un salaire qui lui permet de vivre décemment chez l'habitant. Les bungalows restent très rares, même s'il a fallu en construire à la hâte lors de grands travaux, telle la construction de chemins de fer ou de casernes, pour accueillir des terrassiers qui bénéficient de salaires bien moindres.

La vallée de la Plaine voit par exemple se construire, de 1903 à 1906, la ligne Raon-l'Etape - Raon-sur-Plaine. Grâce à l'initiative de l'industriel Charles Cartier-Bresson de Celles et de Charles Marande, marchand de bois à Raon-l'Etape, les trois millions de francs nécessaires sont vite rassemblés. La constitution d'une société anonyme a permis de recueillir la moitié du capital requis. Le "petit train" de la vallée offre de nombreux avantages : il permet d'acheminer depuis la gare de La Neuveville matières premières - de la houille principalement - et touristes attirés par le panorama du Donon. En sens inverse, il transporte bois et planches, ainsi que les produits textiles de l'usine de Celles. En octobre 1903, les travaux commencent et occupent plusieurs dizaines d'ouvriers employés par l'entreprise Baudoin-Deronne : parmi eux, 60 Italiens travaillent dans la vallée pendant près de trois ans. Presque tous sont de simples manœuvres et terrassiers piémontais recrutés avant tout pour leurs bras : par exemple, Fortuné Bacchetta avec sa femme et ses trois enfants, loge au hameau de La Trouche 16 Transalpins[32]. A Celles, six terrassiers ont pris pension dans un restaurant, huit chez une débitante et deux dans une famille d'ouvriers. Pendant la durée des travaux, ils accomplissent leur tâche avec zèle et sérieux, sans aucune friction avec les populations locales et les ouvriers français. Après 1906, ils quittent tous la région : par la suite, peu de gens se souviennent du passage des Piémontais dans la vallée.

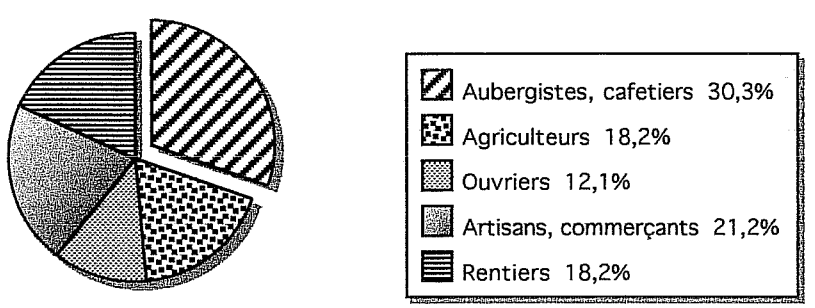
Presse et littérature régionales diffusent pourtant à partir de quelques exemples isolés, l'idée selon laquelle l'Italien serait un véritable fléau social, voleur ou mauvais garçon, dangereux pour la bonne moralité et la cohésion du foyer : *"L'histoire du pensionnaire qui séduit toute jeune et presque encore enfant la fille de la maison ou qui prend la place du mari, c'est l'histoire de toutes les semaines, sinon de tous les jours"* écrit Georges Hottenger en 1913[33]. La réalité est pourtant tout autre : dormant chez l'habitant, partageant souvent la table de celui-ci, l'Italien est bien accueilli par des logeurs aux revenus modestes, ouvriers et paysans. L'immigré devient parfois beaucoup plus

[30] A.D.V. : e 2107.
[31] HOTTENGER (Georges), Le pays de Briey, pages 114-120.
[32] A.D.V. : 6M Celles, Raon-l'Etape.
[33] HOTTENGER (Georges), Le pays de Briey, p.113.

Nombres de pensionnaires italiens par logeur dans l'arrondissement en 1906 :



Professions des logeurs français d'Italiens en mai 1901.



qu'un simple pensionnaire : aidant le chef de famille dans des travaux divers - moisson ou fenaison -, animant les veillées en jouant de la mandoline qu'il a ramenée du pays, parlant aux enfants avec son accent venu d'ailleurs, il est souvent considéré comme un ami. Avant 1911, une centaine de mariages mixtes ont été célébrés : l'épouse est très souvent la fille d'un logeur rencontrée lors d'un précédent séjour.

C'est cependant au cabaret que le pensionnaire passe la majeure partie de son temps libre : lieu de rencontre avec ses compatriotes, le café est l'endroit où l'on joue aux cartes, où l'on parle politique, où l'on s'enivre parfois. Il devient le second lieu de rencontres entre Français et Italiens, chantiers et carrières n'étant que peu fréquentés par la main-d'œuvre nationale. Les échanges y sont parfois vifs ; l'alcool et de violentes discussions provoquent parfois des affrontements.

Accueillir des immigrés n'est cependant pas sans risques. L'aubergiste Mangolt abrite en 1895 plusieurs "graniteurs" à Senones : *"Comme on lui reproche de loger chez lui de ces ouvriers, Mangolt répondit que les ouvriers italiens valaient bien les autres. Plusieurs des consommateurs l'assaillirent alors, et le malheureux reçoit nombre de coups de couteaux, qui heureusement n'amèneront pas de suites graves"*[34].

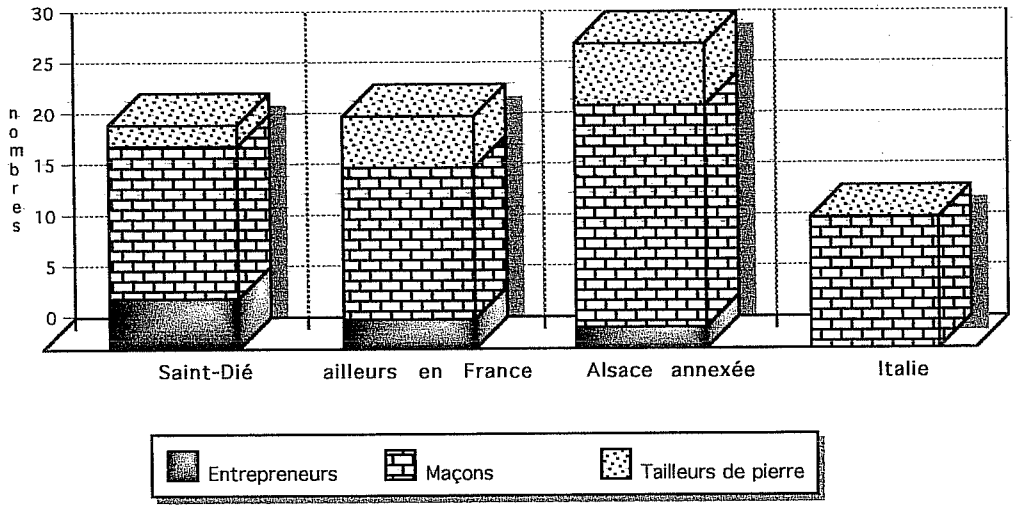
3 - Des salaires souvent élevés.

Si l'Italien est venu en France, c'est avant tout pour y travailler et économiser un petit capital qu'il enverra au pays par mandat ou qu'il ramènera à sa famille à l'automne. Ses revenus sont extrêmement variables selon la profession exercée et la conjoncture économique : en 1911, un maçon gagne 50 centimes de l'heure à Saint-Dié, soit, à raison de 12 heures de travail, 6 francs par jour. Un carrier a un gain journalier de 5,40 francs, un tailleur de pierre, 7 francs, un terrassier, 4,20 francs seulement. Par comparaison, les ouvriers du textile comme les tisserands ne gagnent que 3 francs par jour[35]. Parmi toutes les professions manuelles, les maçons et les "graniteurs" ont donc les revenus les plus élevés. C'est par cette politique de hauts salaires que les entrepreneurs attirent cette main-d'œuvre : un maçon déodatien dispose de revenus supérieurs de 20 % à ceux de ses collègues travaillant dans la plupart des villes françaises, Paris excepté. De plus, en période de forte demande en ouvriers du bâtiment, les gains peuvent augmenter très rapidement : en 1913-1914, pour la construction des casernes de Raon-l'Etape, les employeurs n'hésitent pas à doubler et même à tripler des salaires horaires qui passent désormais de 50 centimes à 1,50 francs. Attirés par ces offres alléchantes, les maçons italiens affluent et n'hésitent pas à passer l'hiver dans les Vosges afin de profiter de l'aubaine.

Cela reste pourtant une exception : la plupart des immigrés ne travaillent en fait que 200 jours par an. Leur revenu annuel est donc d'environ 1400 francs pour les tailleurs de pierre, 1200

[34] L'Impartial : 14 décembre 1895.
[35] A.D.V. : e 2107.

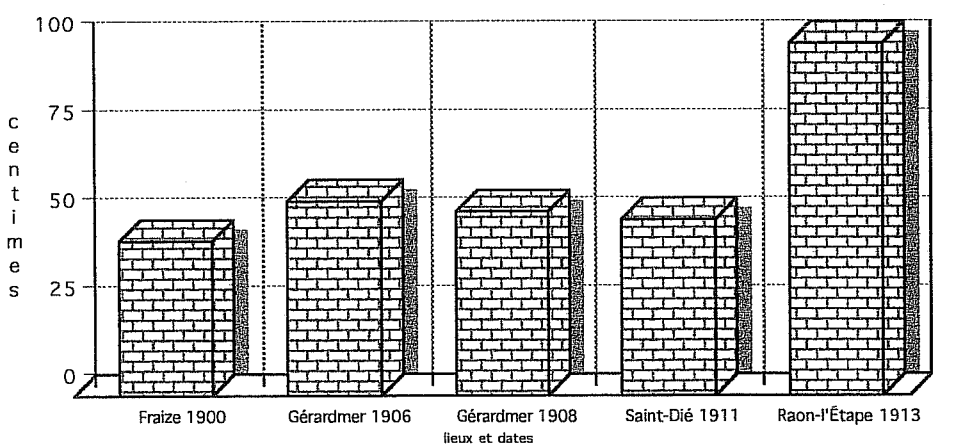
Lieux de naissance des maçons résidant à Saint-Dié en mars 1906.



Accidents du travail touchant des Italiens relatés dans la presse locale (1894-1912):

Date	Lieu	Accident	Victimes	Conséquences
juin 1894	Gérardmer	Chute d'échaffaudage	un maçon	cuisse fracturée
août 1894	Senones	Écrasement sous un bloc	un "graniteur"	décès
octobre 1897	Senones	Écrasement sous un bloc	un "graniteur"	fractures à la cuisse
février 1901	Raon-l'Étape	Explosion d'une mine	un "graniteur"	fémur brisé
août 1901	Les Arrentes	Éboulement	un "graniteur"	fractures
septembre 1901	La Grande Fosse	Explosion d'une mine	un "graniteur"	gravement blessé
avril 1903	Saint-Dié	Chute d'une échelle	un maçon	gravement blessé
novembre 1903	Raon-l'Étape	Écrasement sous un bloc	un "graniteur"	décès
janvier 1908	Wisembach	Explosion d'une mine	deux "graniteurs"	deux blessés graves
octobre 1909	Saint-Dié	Chute d'échaffaudage	un maçon	gravement blessé
mai 1912	Gérardmer	Chute d'échaffaudage	deux maçons	un mort, un blessé

Salaires horaires des maçons italiens (1900-1913).



pour les maçons et "graniteurs", 850 pour les terrassiers. Le prix de la pension étant d'environ 60 francs par mois, c'est une somme variant de 800 à 1000 francs que les hommes les plus qualifiés ramènent au pays au mois de novembre.

Dans la très grande majorité des cas, la qualification de l'Italien associée à une conjoncture économique très favorable, lui permettent de retirer de son travail de substantiels profits dont une partie est redistribuée sur place aux logeurs et commerçants locaux.

4 - Chantiers et carrières, théâtres de nombreux accidents.

Bien que lucratives, les professions exercées par les Transalpins restent néanmoins délaissées par les jeunes Français. Elles sont jugées trop dangereuses, souvent à juste titre. Les "graniteurs" sont plus particulièrement touchés par les accidents du travail : éboulements, explosions prématurées d'une mine, éclats de pierres provoquent de nombreuses blessures dans les carrières. La presse ne relate que rarement ces épisodes dramatiques, sauf lorsqu'ils sont d'une exceptionnelle gravité. *"Dans la soirée du vingt-cinq octobre, vers cinq heures et demi,* lit-on dans *La Gazette, Marc Bezzoli, sujet italien ouvrier graniteur à Senones, a été écrasé par un énorme bloc de pierre à la Haute Forain. Lorsqu'on parvint à le dégager, on constata que le malheureux était littéralement broyé. Il ne présentait plus qu'un amas de chair informe. Bezzoli était un ouvrier très estimé de son patron et très aimé de ses camarades"*[36].

En 1901, c'est Luigi Monti qui est à son tour victime d'un grave accident à Raon-l'Étape : *"Ouvrier carrier chez MM. Ramu et Cie, il allait ces jours derniers, malgré la défense de son chef de chantier, couper la mèche d'un coup de mine qui avait raté, lorsque le coup partit. Un éclat de pierre lui brisa le fémur"*[37] : après un mois de convalescence, Luigi Monti sort de l'hôpital estropié à vie.

Les maçons sont également très vulnérables : Luigi Colombo, âgé de 23 ans, travaille à la réparation d'une façade place Saint-Martin à Saint-Dié *"lorsque l'échelle sur laquelle il se trouvait glissa. Le malheureux fut projeté d'une hauteur de sept mètres et relevé dans un état très grave"*[38].

En 1901, sur 128 accidents du travail déclarés s'étant produits à Gérardmer, 33 ont touché des ouvriers italiens, soit plus d'un quart. Les Transalpins ne représentent pourtant que 4 % de la population totale de la commune[39]. Manœuvres et terrassiers, qui peinent sur les chantiers des casernes ou des égouts, sont les victimes les plus nombreuses : chutes et éclats de pierres provoquent de multiples blessures, plaies, contusions aux yeux, mains, pieds et jambes. Malgré tout son savoir-faire, l'Italien travaille dans des conditions souvent éprouvantes 10 à 12 heures par jour. Dans les carrières, c'est vers six heures du matin que l'on entend le bruit des burins frappant la

[36] La Gazette Vosgienne : 30 août 1894.
[37] La Croix de Lorraine : 3 février 1901.
[38] La Gazette Vosgienne : 19 avril 1903.
[39] A.C. Gérardmer : accidents du travail, 1901.

pierre, et ce jusqu'à six heures du soir.

L'effort de l'immigré est cependant très lucratif, pour lui tout d'abord, mais aussi pour toute une région qu'il contribue à enrichir : en construisant maisons, cités ouvrières, voies de chemin de fer, il est un acteur important de la croissance économique. En taillant le granit, il exploite une ressource minérale jusque-là délaissée. "Hirondelle" ou sédentaire, l'Italien a émigré avant tout pour travailler dur.

D - Les sédentaires, "tête de pont" de l'immigration.

1 - Le mariage, première étape vers l'assimilation.

Les immigrés sédentaires ne représentent qu'une petite partie de l'immigration italienne composée en grande majorité de travailleurs saisonniers. Ceux-ci n'effectuent que de courts séjours et échappent souvent aux statistiques officielles. *"Les Italiens qui n'habitent plus dans la commune*, écrit le maire de La Houssière au sous-préfet en octobre 1891, *sont partis dans diverses directions sans faire connaître leur nouvelle résidence (...). Du reste, tous ces ouvriers italiens sont venus se fixer seulement pendant le temps nécessaire à la construction de la fabrique de M. Renard*[40]*"*. Les sédentaires, quant à eux, sont le plus souvent d'anciens travailleurs saisonniers, qui après plusieurs séjours ont choisi de faire des Vosges leur nouvelle petite patrie. En se mariant et en fondant un foyer, ils ont clairement renoncé à la vie de nomade qui caractérise la majorité de leurs compatriotes dans la région. Mais la sédentarisation, plus qu'un simple changement de vie, correspond à une rupture avec le milieu d'origine et est souvent très mal perçue par la famille restée au pays : l'immigré prépare ainsi son assimilation dans la société d'accueil. Celle-ci, pense-t-il, trouve son aboutissement avec l'acquisition de la nationalité française. Depuis les années 1880, le nombre des sédentaires est en forte augmentation. En 1881, on ne recense qu'une vingtaine de familles italiennes installées définitivement dans l'arrondissement. Vingt ans plus tard, plus d'une centaine, et en 1914, elles sont environ 200.

Le plus souvent, elles ont choisi de quitter les villes industrielles, point de chute de la plus grande partie des saisonniers, pour résider dans des villages avoisinants. L'Italien, souvent maçon à son compte ou exploitant une petite carrière de granit, y est un petit patron et ses voisins sont tous des cultivateurs français. Il est fréquemment appelé pour réaliser de petits travaux de construction ou de réparation, agrandissements de bâtiments agricoles par exemple. Il est d'autant mieux intégré à la vie rurale qu'il est lui-même un petit propriétaire : il exploite quelques ares de pommes de terre et élève une ou deux vaches. Son épouse est également une fille du pays : plus de la moitié des *"Italiennes"* sont nées dans l'arrondissement - dont un tiers dans la commune de résidence -, et les

[40] A.D.V. : 15M119(2).

immigrées nées en Italie sont très minoritaires. Leurs enfants, eux aussi *"italiens"*, sont plus de 300 en 1911 : nés pour 80 % d'entre eux dans l'arrondissement, ils acquièrent par la suite sans difficulté la nationalité française.

Les sédentaires gardent cependant des contacts étroits avec leur région d'origine : grâce aux télégrammes et surtout aux lettres et aux cartes postales, ils informent leurs parents restés au pays sur les opportunités qu'offre le marché du travail vosgien. Ce sont souvent eux qui accueillent et logent dans un premier temps frères et cousins saisonniers, tous natifs du même village. Véritables "têtes de pont" implantées dans le pays d'accueil, ils sont les plus sûrs agents de l'immigration : par leurs informations précieuses et leurs conseils, ils orientent les flux migratoires vers les zones où les possibilités d'emploi sont les plus prometteuses. Ils représentent souvent un modèle de réussite sociale, même si leur mariage avec une étrangère a provoqué rancoeurs et déceptions parmi les filles du pays, et servent d'intermédiaires entre les nouveaux venus et l'employeur. Au Puid, Joseph Peduzzi et Séraphin Rotterdam, à la fois patrons et "parrains", accueillent et emploient plusieurs "graniteurs". A Étival, Clément Calabrese arrive dans la commune dès 1881 pour y exercer sa profession de maçon : marié à une Stivalienne dont il a huit enfants, il s'installe dans la ville, fonde une petite entreprise et appelle par la suite pour l'aider plusieurs de ses compatriotes, tous saisonniers[41]. Lors de la construction du chemin de fer de la vallée de la Plaine, c'est sans doute Fortuné Baccheta qui a fait venir de Gattico, son village natal, sept terrassiers ainsi que plusieurs dizaines d'autres "Novarais"[42].

Souvent considéré comme un grand frère protecteur, l'Italien sédentarisé permet aux mouvements migratoires de s'affranchir de toute tutelle étatique et de se débarrasser au plus vite des contraintes administratives. Avec les "nouveaux" immigrés se créent des relations étroites, marquées par la confiance et la solidarité.

2 - Entre les nouveaux venus et les autochtones, les naturalisés.

En 1914, sur environ 200 sédentaires, les naturalisés ne sont qu'une quarantaine. En acquérant la nationalité française, l'immigré marque nettement sa volonté de se "fondre" dans la société locale. La législation en vigueur l'y incite vivement : la loi de 1889 prévoit qu'un an après leur arrivée, les étrangers qui ont épousé une Française peuvent demander leur naturalisation, ainsi que ceux qui ont obtenu l'autorisation de se fixer en France pendant trois ans. Leurs enfants ne sont pas oubliés : tout individu né en France d'un père étranger qui y est lui-même né, devient Français, ainsi que celui qui, né d'un père étranger ne décline pas la qualité de Français à sa majorité. Face à l'inquiétant vieillissement du pays qui contraste avec le dynamisme de la population allemande, le gouvernement veut naturaliser un maximum de jeunes étrangers. A l'heure où l'idée de revanche

[41] A.C. Étival.
[42] A.D.V. : 6M Raon-l'Etape.

Entrepreneurs français ou naturalisés employant des Italiens vers 1900 :

CARRIÈRES DE TRAPP

de Raon-l'Etape

H. RAMU & Cie

SABLE MÉCANIQUE INACCESSIBLE AU GEL

POUR

JARDINS, QUAIS, TROTTOIRS, CONSTRUCTIONS, ETC., ETC.

RÉSISTANCE A LA RUPTURE DU MORTIER

au sable de rivière, par centimètre carré. . 5 kil.

au sable de trapp, Idem . . 7 kil.

TRAVAUX EN GRANIT ROSE

PIERRE FRANCHI, graniteur

Michel Mattazzi

Successeur

LE PUID près SENONES, (Vosges).

MONUMENTS FUNÈBRES, AUGES de Fontaines.

BORDURES DE TROTTOIRS, TAILLES EN BÂTIMENTS en tous genres.

Lith. Gable, Senones.

TÉLÉPHONE 0.41 — TSCHUPP & CHÉRY — TÉLÉPHONE 0.41

ENTREPRENEURS

A. CHÉRY

SUCCESSEUR

SAINT-DIÈ -- Rue de la Bolle, 44 -- SAINT-DIÈ (Vosges)

Travaux publics Particuliers et Industriels

PLANCHER EN BÉTON ARMÉ, SYSTÈME HENNEBIQUE

EXPLOITATION DE CARRIÉRES DE GRANIT DES VOSGES

MONUMENTS FUNÈBRES — TAILLES, POLIS

T. BARBONI

Albert BARBONI fils, Successeur

SENONES (Vosges)

s'impose et où le service militaire devient obligatoire, il s'agit également de recruter de nouveaux soldats, parmi les fils d'immigrés surtout. Les milieux nationalistes considèrent pourtant les naturalisés comme des *"Français de papier"*, créés artificiellement par une loi dangereuse. Les candidats à la naturalisation doivent pourtant remplir de nombreuses conditions avant leur entrée officielle dans la "communauté" nationale. L'étranger doit avoir résidé au même lieu pendant plusieurs années et bénéficier d'une *"bonne moralité"*. Il doit observer une stricte neutralité en matière politique et *"avoir perdu tout esprit de retour"*[43]. Être marié à une Française, avoir de nombreux enfants nés en France, dont plusieurs garçons, ainsi qu'un emploi fixe bien rémunéré, sont des critères *"favorables"* qui permettent un aboutissement rapide des demandes. L'impossibilité de payer des droits de sceau souvent élevés - dont le montant peut aller jusqu'à 300 francs - ne représente pas un obstacle : les *"indigents"* en sont dispensés la plupart du temps.

Les 39 immigrés sédentaires de l'arrondissement qui demandent leur naturalisation de 1889 à 1914, remplissent toutes ces conditions et acquièrent la nationalité française sans difficulté. Plus de la moitié d'entre eux habite dans des communes rurales. Les naturalisés gardent des relations assez fortes avec leurs parents restés au pays ou qui ont eux aussi émigré : plus de 70 % de leurs frères et soeurs résident en Italie, 12 % dans l'arrondissement, le reste s'étant établi dans d'autres régions françaises, en Suisse mais aussi en Amérique et en Australie.

Ils représentent la frange la mieux intégrée de l'immigration italienne. Leur motivation est cependant double :

- beaucoup témoignent un réel attachement pour leur patrie d'adoption. La République leur a permis d'exercer librement leur profession. Une dizaine d'entre eux ont fondé de petites entreprises et sont devenus propriétaires : une telle ascension sociale aurait été beaucoup plus difficile à réaliser en Italie.

- la naturalisation représente également une sécurité et apporte de nombreuses facilités : les maçons, par exemple, peuvent bénéficier des adjudications de travaux financés par les communes, ce qui est impossible pour les entreprises étrangères. Les syndicalistes militants peuvent désormais librement diffuser leurs idées sans craindre l'expulsion et les enfants de naturalisés ont la possibilité d'obtenir des bourses d'études.

A La Neuveville, par exemple, Emile Pozzi, maçon né à Varèse, marié à une Française et naturalisé, a fondé une petite entreprise de construction dans laquelle il emploie son fils lui aussi prénommé Emile : ce dernier épouse une Raonnaise dont il a deux enfants, puis reprend l'entreprise familiale.

Ces Français "de fraîche date" sont généralement bien acceptés des populations locales, même si la presse se fait l'écho des difficultés rencontrées par certains d'entre eux avec les autochtones. Charles Bogni, par exemple, maçon installé depuis plus de 30 ans à Saint-Léonard,

[43] A.D.V. : 15M Naturalisations.

obtient sa naturalisation en 1907. Deux ans plus tard, *"attablé au café Claudel, il invite Alcide Martin, cultivateur, à s'asseoir"*. Un peu ivre, celui-ci lui répond :

"- J'accepte volontiers la bière que tu m'offres, et cependant je ne t'aime pas.

- Pourquoi pas?

- Parce que tu n'es pas Français.

- Je ne suis pourtant pas cause, répartit Bogni, si ma mère m'a mis au monde en Italie plutôt qu'en France ; en ce qui me concerne, j'ai fait mon possible pour y remédier puisque je me suis fait naturaliser". La discussion s'étant envenimée, les voisins sont obligés de séparer les deux hommes qui en venaient aux mains[44]. Ce genre d'incident reste néanmoins exceptionnel.

Les quelques dizaines de naturalisés, parlant parfaitement le français, ne représentent cependant que la face émergée de l'iceberg de l'immigration italienne : celle-ci est avant tout composée de milliers de saisonniers, qui, ne restant parfois que quelques semaines dans les Vosges, n'ont ni la possibilité, ni la volonté de s'intégrer dans la société locale.

E - Les Italiens à Gérardmer : la plus importante colonie de l'arrondissement.

1 - Un chantier permanent.

A l'image de toutes les villes industrielles de l'arrondissement, Gérardmer a subi de profondes transformations en moins de 30 ans. De 1866 à 1901, sa population s'est accrue de 70 % : *"La grande bourgade dégingandée qui bordait une route irrégulière,* écrivent Ardouin et Dumazet en 1900, *n'est plus que l'annexe d'une opulente cité de majestueux hôtels, de chalets, de villas bâtis sur de larges avenues aboutissant à la rive étincelante du lac. Aucune station des Alpes n'atteint encore ce degré de coquetterie!"*.

La ville doit ce développement rapide, qui étonne le visiteur, à trois activités principales :

- l'industrie textile d'abord : avec ses usines, Gérardmer abrite une importante population ouvrière. *"On reconnaît des toiles exposées à la rosée par le blanchiment. Cette partie des Vosges forme un îlot industriel bien à part ; on n'y tisse pas le coton mais le lin et le chanvre pour préparer les belles étoffes appelées toiles des Vosges[45]"*.

- le tourisme, ensuite, est devenu une source de revenus de premier ordre. Attirés par la beauté du site, et avant tout par le lac, des milliers de visiteurs se pressent chaque été sur les terrasses des cafés, au casino ou sur les sentiers forestiers. Gérardmer est considérée comme une étape obligée des "pèlerinages patriotiques" qui se dirigent vers la "ligne bleue" afin d'observer

[44] L'Estafette : 6 juillet 1909.

[45] ARDOUIN-DUMAZET, Voyage en France : Nord-Est, Paris, Berger-Levrault, 1900, 423 p.

l'Alsace voisine et drainent de nombreux écoliers, militaires et civils. La ville devient *"le rendez-vous de la high life du monde entier*[46]*"* : bourgeois et aristocrates, français et étrangers, sont nombreux - telle la reine Isabelle d'Espagne en 1896 - à y séjourner pendant la saison d'été. Il s'agit d'offrir à ces touristes souvent fortunés tout le confort nécessaire en construisant hôtels et villas mais aussi des voies de communication rapides. De plus, ni la ville ni la région ne disposent d'un personnel de service qualifié capable de travailler dans les établissements hôteliers. Les Italiens, que l'on retrouve dans des professions aussi différentes que celles de maçon, terrassier mais aussi directeur d'hôtel ou serveur, sont à la base du développement touristique "haut de gamme" dont profite Gérardmer au début du siècle.

- l'armée est également présente avec le 152ème R.I. Comme dans toutes les villes de garnison, les soldats organisent tournois de sport et concerts : ici, ils introduisent la pratique du ski lors des "semaines hivernales". Cependant, dès 1898, le régiment se plaint *"de l'insuffisance des bâtiments militaires, puisqu'un bataillon campe sous la tente dans la cour de la caserne"*[47].

L'industrie textile, le tourisme et la présence de l'armée sont donc les piliers du développement urbain. Celui-ci est activement organisé par le maire, Maximilien Kelsch, industriel et ancien ami de Jules Ferry, élu député en 1898. En tant que président du "Comité des promenades", il encourage l'activité touristique : il fait percer de nouvelles rues, crée des places publiques, fait bâtir un groupe scolaire et construire un abattoir, dote sa commune d'un réseau d'adduction d'eau et d'égouts modernes. C'est également lui qui projette de relier la ville par le rail à Remiremont puis au Hohneck afin d'attirer davantage de visiteurs. Grâce à l'action énergique de son maire, Gérardmer devient au début du XXème siècle un immense chantier où travaillent des centaines d'ouvriers dont une grande partie sont Italiens.

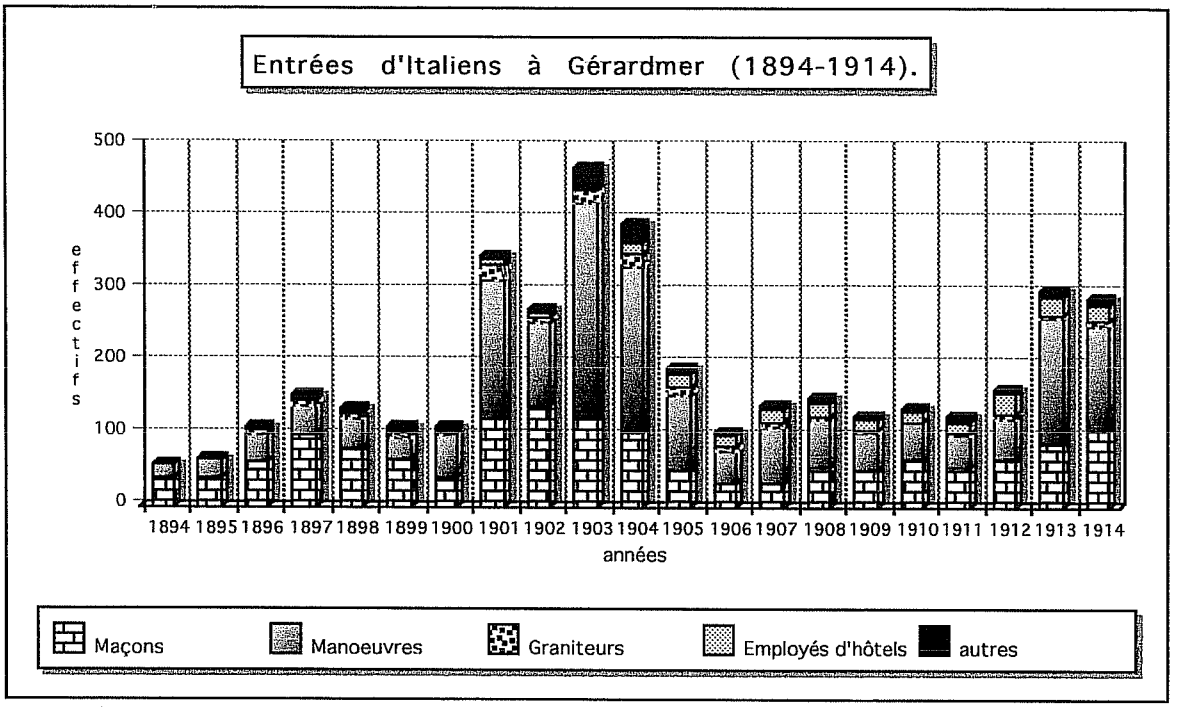
2 - Une population très instable.

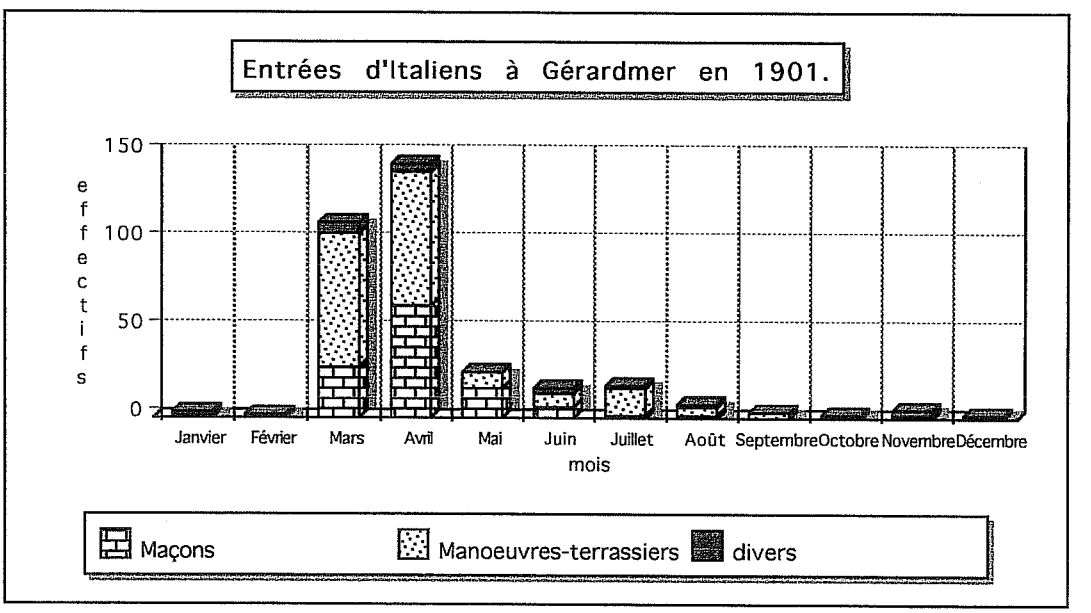
En vingt ans, de 1894 à 1913, près de 3300 Italiens ont séjourné à Gérardmer : or, en juillet 1914, même s'ils représentent la colonie la plus importante de l'arrondissement, ils ne sont que 460, soit à peine 4,5 % de la population de la commune. Les sédentaires ne sont qu'une trentaine. Bien plus qu'ailleurs dans la région, Gérardmer est touchée par une très forte immigration saisonnière, source principale de tensions avec la population locale.

Les flux migratoires sont marqués par deux "temps forts" :

- de 1901 à 1905, 300 immigrés entrent dans la commune chaque année au printemps. Pour la seule année 1903, ils sont près de 500. *"Le retour du soleil a rappelé sur les chantiers le monde du travail"*, annonce *L'Écho de la Frontière* en mai 1901. A cette date, maçons, terrassiers et manœuvres représentent neuf immigrés sur dix : ceux-ci construisent les égouts, *"bien avancés dont*

[46] L'Écho de la Frontière : 16 juin 1901.
[47] L'Impartial : 13 août 1898.


Entrées d'Italiens à Gérardmer (1894-1914).
500
400
300
200
100
0
effectifs
1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914
années
Maçons
Manoeuvres
Graniteurs
Employés d'hôtels
autres


Entrées d'Italiens à Gérardmer en 1901.
150
100
50
0
effectifs
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
mois
Maçons
Manoeuvres-terrassiers
divers

la maçonnerie des voûtes est commencée[48]", les casernes, les cités ouvrières, des chalets, l'église de Kichompré. Mais c'est la construction des "tramways", en 1900 avec la ligne Remiremont-Gérardmer prolongée vers le Hohneck en 1903, qui attire la main-d'œuvre la plus nombreuse.

- de 1913 à 1914, les entrées d'Italiens qui ne sont jamais descendues en dessous de 100 annuellement, reprennent à un rythme plus soutenu. Il s'agit en effet de compléter le réseau d'adduction d'eau en installant des tuyaux en fonte et de nouvelles canalisations, d'édifier des réservoirs, de bâtir deux nouveaux hôtels, d'élargir le pont de la Jamagne ainsi que les rues en établissant des trottoirs. *"Pour longtemps encore*, précise *L'Estafette*, *les travailleurs trouveront dans notre cité des occupations rémunératrices"*[49]. L'agrandissement "en dur" des casernes provoque là aussi l'afflux de nombreux maçons attirés par des salaires alléchants.

Plus qu'ailleurs, l'immigration est donc ici très marquée par le nomadisme. Les Italiens sont avant tout de jeunes saisonniers et les sédentaires sont très minoritaires : en 1911, on ne recense que trois naturalisés.

3 - Un groupe mal intégré.

Ce va et vient quasi-permanent représente un obstacle majeur à l'intégration d'hommes qui sont souvent la cible des ouvriers autochtones. En avril 1900 par exemple, arrivent *"environ soixante-cinq Italiens, tant maçons que terrassiers, attirés par les projets de construction de plusieurs maisons d'habitation et de la ligne de Gérardmer à Remiremont à laquelle on travaille en ce moment. Les ouvriers français ayant appris cette arrivée d'ouvriers étrangers s'opposèrent, armés de pelles et de pioches, à leur entrée dans Gérardmer, ce que voyant, les ouvriers italiens reprirent le train suivant pour Épinal au nombre de quarante environ. Quinze autres sont repartis le lendemain. Après quelques horions échangés entre les ouvriers des deux camps, il y a eu trois ou quatre arrestations"*[50]. En fait, malgré les promesses de l'entrepreneur Chéry de ne pas employer d'étrangers et la détermination des manœuvres géromois, les Italiens reviennent en nombre au printemps suivant. La plupart sont d'humbles paysans de la plaine du Pô, qui, sans aucune qualification, viennent louer leurs bras pour 30 centimes de l'heure. Ces terrassiers, tous natifs de gros bourgs des provinces de Novare, Brescia ou Mantoue, arrivent en groupes de plusieurs dizaines d'hommes, attirés par une vague rumeur d'embauche. Ils ne résident que quelques jours, voire quelques semaines à Gérardmer, et partent ensuite à la recherche d'un autre chantier, en Lorraine ou à l'étranger, pour rentrer au pays à l'automne. Les maçons comasques, plus qualifiés et gagnant des salaires deux fois plus importants, n'éprouvent souvent que pitié et condescendance pour ces *braccianti* à l'accent si particulier. La main-d'œuvre ouvrière locale considère pourtant ces étrangers comme de dangereux concurrents. De plus, la présence des militaires, jeunes et célibataires eux aussi,

[48] L'Écho de la Frontière : 5 mai 1901.
[49] L'Estafette : 10 juin 1913.
[50] La Gazette Vosgienne : 3 mai 1900.

provoquent dans les cabarets et surtout les bals de violents affrontements pour des motifs souvent futiles : de 1897 à 1913, 40 Italiens résidant à Gérardmer sont condamnés par le tribunal correctionnel de Saint-Dié, la plupart pour coups et blessures. Ils représentent à eux seuls plus d'un quart des condamnés Italiens de l'arrondissement, dépassant largement leurs compatriotes de Saint-Dié, Senones et Raon-l'Etape réunis, pourtant plus nombreux. En septembre 1901 par exemple, quatre terrassiers sont accueillis sur le chantier où ils travaillent par leurs collègues français aux cris de *"F... moi le camp! Il ne faut pas d'ours ici!"* Un combat s'engage à coup de pavés et de manches de pioche, et fait deux blessés[51].

L'affrontement du premier juin 1903 oppose, quant à lui, deux hommes du "152ème" à deux Italiens : *"A peine attablés, ceux-ci commencèrent à injurier les deux soldats, les traitant de lâches et de fainéants. Les militaires relevèrent cette insulte immédiatement. Les Italiens s'avancèrent vers les soldats, les couteaux à la main et une mêlée s'engagea (...) Les militaires mirent alors baïonnette au clair et réussirent à mettre en fuite les agresseurs"*[52]. Entre 1898 et 1913, 12 incidents de ce genre sont relatés par la presse locale dans un style souvent très romancé et partial. L'Italien y apparaît presque toujours comme "l'homme au couteau", mauvais garçon responsable des désordres, que la jeune fille comme l'ouvrier redoutent de croiser la nuit dans une rue mal éclairée.

Les immigrés sont ici loin d'être intégrés à la population locale : leur grande mobilité les empêche de participer à toute vie associative et syndicale. Les familles sédentarisées et naturalisées, trop peu nombreuses et originaires de régions différentes, ne peuvent représenter pour eux des intermédiaires efficaces avec les employeurs, les militants syndicaux ou les commerçants. De plus, les autochtones ne sont guère indulgents à leur égard : l'Italien est considéré comme un voyou, un concurrent déloyal et, de surcroît, un ami de l'Allemagne. La Société de Secours Mutuelle locale, fondée en 1898, précise dans ses statuts que *"tout membre doit être Français et avoir son domicile dans la commune depuis six mois au moins"*[53]. A Gérardmer, les immigrés ne travaillent que quelques mois, puis s'en vont pour ne plus revenir.

4 - D'autres saisonniers : les employés d'hôtels.

De 1896 à 1914, près de 150 employés d'hôtels italiens travaillent à Gérardmer dans des établissements construits le plus souvent par leurs compatriotes. Ces saisonniers sont presque tous de jeunes célibataires et les deux tiers ont moins de 30 ans[54]. Cependant, ceux-ci ne se mêlent jamais aux maçons ni aux terrassiers avec qui ils n'ont finalement que peu de points communs. Une trentaine d'employés arrive en effet en juin, pour la saison d'été, en provenance de la Côte d'Azur,

[51] L'Écho de la Frontière : 15 septembre 1901.
[52] La Gazette Vosgienne : 11 juin 1903.
[53] A.D.V. : Br. 1743.
[54] On ne recense avant-guerre que quelques jeunes filles employées comme lingères, repasseuses ou domestiques.

et précéde la riche clientèle qui fréquente les établissements géromois. Ils ne travaillent que trois mois dans les Vosges et ils repartent ensuite en septembre vers le sud, à Cannes, Nice ou Villefranche-sur-Mer. Les Italiens bénéficient en effet d'une excellente réputation dans l'hôtellerie : appréciés pour leurs "bonnes manières" et leur raffinement, contrairement à la main-d'œuvre locale jugée plus rustre, ils parlent généralement plusieurs langues et occupent souvent des postes en contact avec la clientèle. Les Piémontais natifs des provinces de Turin et Cuneo sont généralement maîtres d'hôtels, secrétaires, sommeliers, cuisiniers, liftiers ou chasseurs. Les Milanais, moins bien rémunérés, sont laveurs, plongeurs ou valets de chambre. Avec leurs collègues Suisses et *"Allemands"* - qui sont en réalité Alsaciens -, les Italiens font de la petite ville une cité très cosmopolite pendant la saison estivale[55] .

Parmi tous les établissement géromois, l'Hôtel du Lac est celui qui emploie le plus de Transalpins. Créée à la fin du XIXème siècle, "la Société Anonyme du Grand Hôtel du Lac" a fait bâtir un établissement luxueux : la direction en est confiée à l'Italien Durazzo, qui, pendant la saison d'hiver, dirige l'Hôtel Californie à Cannes. La clientèle y est des plus huppées : en juillet 1913, si les deux tiers des résidents sont Français - pour la plupart de grands bourgeois nancéiens ou parisiens -, on y rencontre aussi de nombreux *businessmen* américains et anglais, des aristocrates russes, des diamantaires néerlandais ou sud-africains[56]. L'établissement bénéficie de tout le confort moderne, ascenseur hydraulique, salles de bains, téléphones, garage pour automobiles et bicyclettes, chambre noire pour les photographes[57]. *L'Écho de la Frontière*, pourtant si sévère à l'égard des étrangers, *"félicite M. Durazzo qui a fait de Gérardmer un centre de villégiature pour une clientèle d'élite que nous n'étions pas habitués à voir dans nos Vosges"*[58]. Plus que dans d'autres établissements, les Italiens sont nombreux à travailler à l'Hôtel du Lac : Giovanni Paletto par exemple, est sommelier. Piémontais originaire de la province de Cuneo, il vient tous les ans, de 1905 à 1911, accompagné de son épouse, femme de chambre de nationalité suisse[59].

Les employés d'hôtels n'ont laissé que peu de traces à Gérardmer où aucun d'entre eux ne s'est installé. Comme les terrassiers, ils ne sont souvent que des "oiseaux de passage". Cependant, ils n'ont que peu de chances de rencontrer leurs compatriotes travaillant sur les chantiers. L'immigration italienne révèle là sa grande diversité : s'ils sont des étrangers pour les autochtones, les Italiens le sont souvent entre eux. L'étude de l'origine géographique des immigrés revêt ainsi une grande importance : elle permet de comprendre notamment les raisons qui ont motivé les départs, l'état d'esprit des migrants et leur faculté plus ou moins grande à s'adapter à un milieu qui leur est parfois hostile.

[55] A.C. Gérardmer : registres d'immatriculation des étrangers (1893-1914).
[56] Gérardmer Saison : juillet 1913.
[57] L'Écho de la Frontière : 29 mars 1896, 16 juin 1901.
[58] L'Écho de la Frontière : 8 août 1897.
[59] A.C. Gérardmer : registres d'immatriculation des étrangers.

Gérardmer. GRAND HOTEL DU LAC

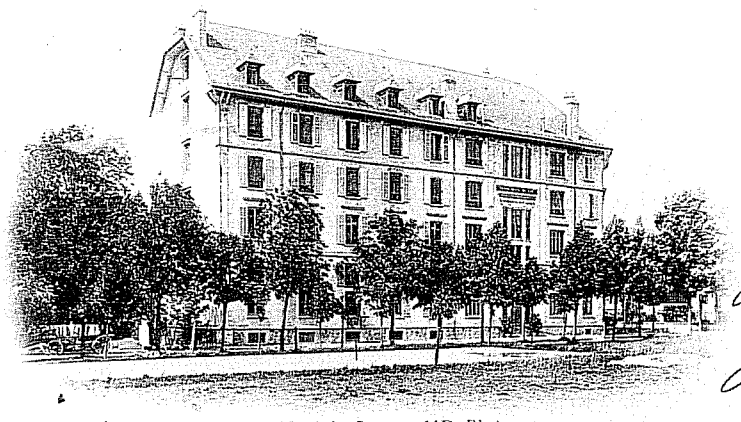
GARAGE POUR AUTOMOBILES

Hôtel de tout 1er ordre avec ASCENSEUR et situé sur le bord du Lac

G.-A. FABESCH, Directeur

Hiver : Hôtel BEAU-SITE, à Cannes

Auto-Garage

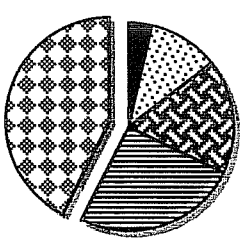


GÉRARDMER. — L'Hôtel du Lac. — ND Phot

13 Août 99

Un des plus grands hôtels 141 chambres et pas une de libre en ce moment 99

Professions des employés d'hôtel italiens à Gérardmer (1896-1914):



- Maîtres d'hôtel, secrétaire 3,6%
- Cuisiniers, pâtissiers 10,8%
- Sommeliers 18%
- Garçons, portiers, liftiers, chasseurs 25,1%
- Laveurs, plongeurs, blanchisseurs 42,5%

Chapitre 2 :

Entre le Pô

et les Alpes.

Les Italiens qui arrivent dans les Vosges après 1871 sont pour la plupart des Lombards originaires du *Comasco,* région qui correspond en gros à la province de Côme. Après avoir traversé une grave récession, le *Comasco* connaît une grande prospérité industrielle au début du XXème siècle. Les seuls facteurs économiques et sociaux ne suffisent pas pour expliquer l'importance numérique d'une émigration qui ne fait que s'accroître avec le temps. L'étude de l'état d'esprit de ces hommes et de leurs motivations est primordiale : en arrivant dans les Vosges, le maçon *varesino* n'a pas seulement apporté avec lui son savoir-faire ; il a aussi un passé qui lui a donné une mentalité particulière ainsi qu'une grande maturité politique.

I - Le *Comasco* vers 1880 : un espace en crise.

A - "Région des lacs" et plaine du Pô.

1 - Le Nord privilégié.

Les immigrés italiens de l'arrondissement de Saint-Dié sont avant tout des "Alpins" : par leurs dialectes, leurs coutumes, leur alimentation, ils se différencient nettement de l'image du méditerranéen volubile que la presse française se plaît à présenter. Une très grande majorité d'entre eux vient de provinces situées au nord du Pô. Les zones de départs sont principalement des régions rurales à forte densité, adossées à la chaîne des Alpes : de la mer Méditerranée à la mer Adriatique, de la Ligurie au Frioul, l'arc subalpin fournit les plus gros contingents d'émigrés aux Vosges. Romagnols et Toscans, très présents en France et particulièrement en "Lorraine du fer", sont ici très faiblement représentés, tout comme les méridionaux qui partent principalement vers l'Amérique.

Les deux provinces de Côme[1] et Novare se dégagent de cette répartition par l'importance des effectifs fournis et rassemblent les trois quarts des émigrés vers la région de Saint-Dié. Elles ont pourtant une certaine unité et font partie de "la Région des lacs" que fréquentent des milliers de touristes chaque année et qu'ont décrites avec passion les écrivains romantiques, comme Stendhal au début du XIXème siècle. Les villages riverains des lacs Majeur, de Côme, de Lugano et de Varèse abritent des milliers de travailleurs saisonniers partant au printemps vers le nord pour revenir au pays à l'automne, phénomène presqu'ignoré des visiteurs et des guides touristiques qui ne veulent voir en la région qu'un espace privilégié pour le farniente et la contemplation de sites magnifiques.

[1] Fondée en 1927, la province de Varèse n'est au début du siècle qu'un arrondissement faisant partie de la province de Côme.

2 - La Haute-Lombardie, vieille région d'émigration.

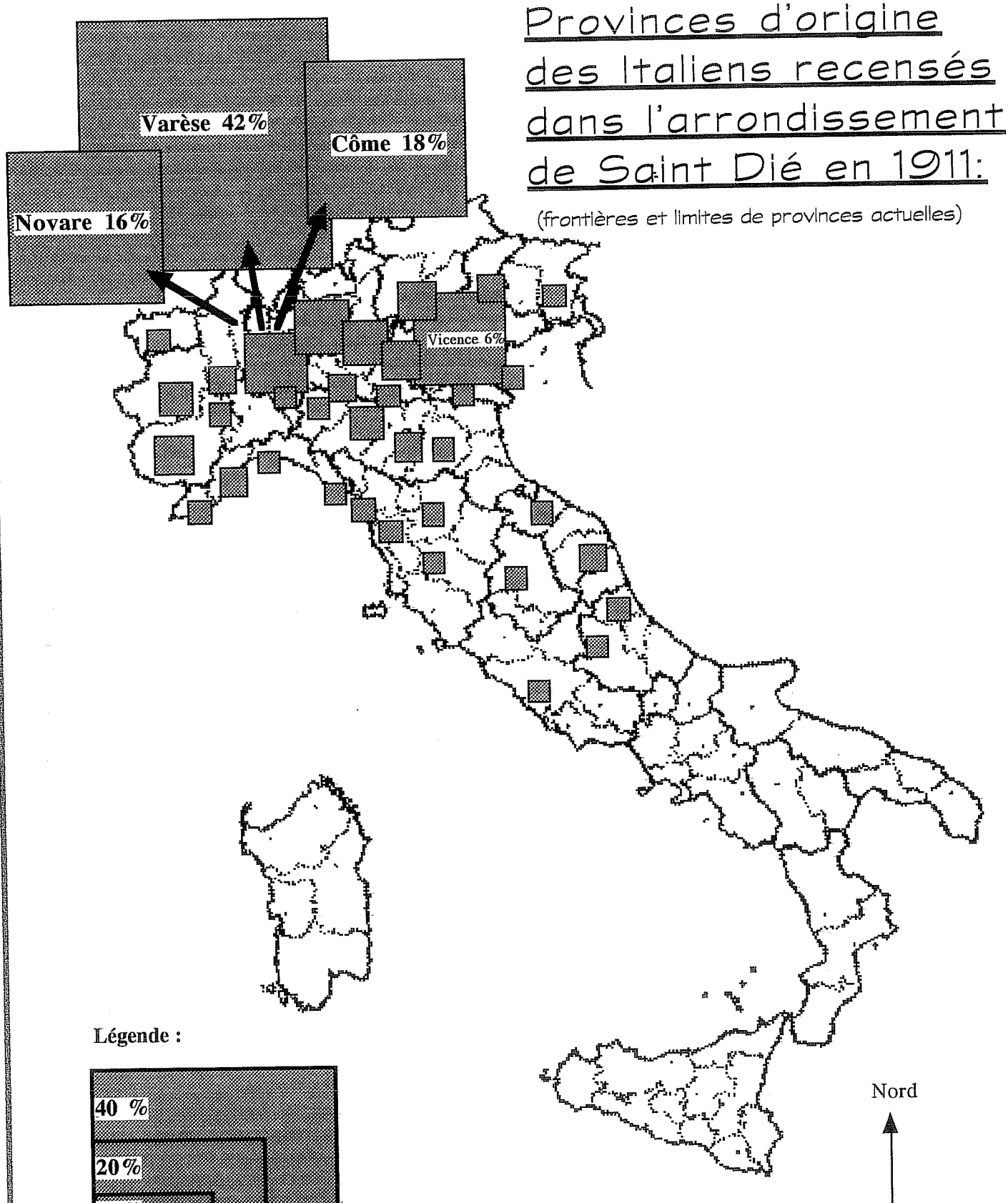
"Le lac de Côme est très peuplé, écrit un touriste français au début du XXème siècle au dos d'une carte postale. *Partout de petits villages dominés par le clocher. Végétation luxuriante. Champs de maïs entourés de vignobles. Oliviers, palmiers, eucalyptus. L'air, du reste, est chaud. On sent la différence d'altitude, et la pureté, la fraîcheur de l'atmosphère. Un vent violent adoucit quelque peu la température et l'ardeur du soleil"*[2] : cette description sommaire peut être élargie à toute la province de Côme d'où sont natifs 60 % des immigrés de l'arrondissement de Saint-Dié. D'une superficie de 2700 kilomètres carrés environ, celle-ci est limitée à l'ouest par le lac Majeur, à l'est et au sud par les provinces de Bergame et Milan, au nord par la Suisse dont une partie du territoire forme une véritable enclave en terre italienne. La frontière qui traverse lacs et montagnes ne représente en rien une barrière : fixée au début du XVIème siècle, elle sépare des populations qui depuis les temps les plus reculés partagent la même culture et le même passé. Tessinois et Comasques sont des montagnards catholiques, parlant la même langue : les mariages mixtes unissant familles et villages en Suisse et en Italie sont nombreux. Le *Comasco* est avant tout une zone de passage entre la Lombardie et l'Europe du nord, surtout après l'ouverture du tunnel du Saint-Gothard. La frontière qui sépare Suisses et Italiens reste cependant pour beaucoup une abstraction après le *Risorgimento* : bien des Comasques se sentent plus proches de leurs voisins que des douaniers ou fonctionnaires romains ou piémontais, représentant un État lointain dont ils ne voient la présence qu'à travers les contrôles douaniers ou la forte pression fiscale. Ces populations ont davantage subi l'Unité qu'elles n'en ont été partie prenante : la conscience nationale reste très effacée dans cette région majoritairement rurale à la fin du XIXème siècle. Si l'on trouve des portraits du roi dans les écoles, les mairies ou sur les timbres, les habitants considèrent l'Italie et ses limites géographiques comme des concepts tout droits sortis de cerveaux d'intellectuels idéalistes, ignorant tout des réalités locales. Le paysan du *Comasco*, bien loin d'être un fervent patriote, est avant tout marqué par un *campanalismo*[3] très affirmé : sa patrie à lui, c'est d'abord sa petite région, la *Valle Intelvi* et le *Val Ceresio*, jouxtant la Suisse, ou le *Varesotto*, zone de collines sur la rive est du lac Majeur.

[2] Carte postale : collection personnelle.

[3] Traduire ce mot par "esprit de clocher" introduit sans doute une connotation trop négative et même restrictive.

Provinces d'origine des Italiens recensés dans l'arrondissement de Saint Dié en 1911:

(frontières et limites de provinces actuelles)



Échelle: 1/ 5 800 000ème

B - Une économie traditionnelle subissant une profonde dépression.

1 - Un terroir intensément mis en valeur depuis des siècles.

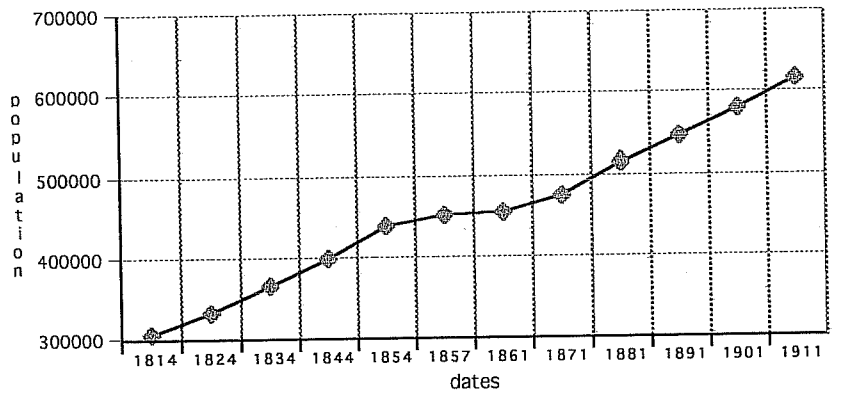
Au milieu des années 1870, la province de Côme entre dans une crise profonde : elle abrite une population de plus de 500 000 habitants qui a doublé en un siècle. Les densités y sont très fortes, près de 200 habitants par kilomètre carré, ce qui en fait une des provinces les plus peuplées du royaume[4]. Face à un taux de natalité très élevé, de l'ordre de 35 à 40 pour mille, le taux de mortalité a baissé depuis 1850 environ, pour se stabiliser à 25 pour mille. Un accroissement naturel élevé, de l'ordre de 10 à 15 pour mille, est donc responsable de la surcharge démographique qui affecte avant tout les campagnes du *Comasco*.

De plus, les activités économiques traditionnelles subissent dans les années 1870-1880 une profonde dépression : l'agriculture, qui emploie la grande majorité de la population, garde des techniques très archaïques. La sériciculture représente la principale richesse de la province et n'a guère évolué depuis le XVIIIème siècle, époque à laquelle elle a été introduite. *"L'ombre du mûrier est l'ombre de l'or"* dit un proverbe italien au milieu du XIXème siècle. En effet, l'élevage du ver à soie et la récolte des cocons imposent un dur labeur aux familles paysannes mais leur procurent un complément de ressources indispensable, les préservant par là-même de la misère. Dans la zone des collines, au sud d'une ligne fictive allant de Varèse à Côme, là où la surcharge démographique est la plus forte, le moindre espace cultivable est mis intensément en valeur : les mûriers sont plantés le long des chemins, ou pour séparer les différentes propriétés. La sériciculture fait cependant régner sur les villageois une pression qui devient vite insupportable : seuls 15 % des agriculteurs sont propriétaires de leurs terres et se regroupent essentiellement dans la zone montagneuse située au nord. La grande majorité des paysans des collines ne sont que de simples métayers, fermiers, journaliers et surtout des *contadini obbligati*[5] dont la condition s'apparente assez à celle de serfs, astreints à accomplir de véritables corvées par les propriétaires. Ces derniers, favorisés par la forte pression démographique, imposent le *contratto misto* par lequel le paysan paie un loyer fixe en blé pour la location de la terre et en argent pour la maison qu'il occupe. De plus, le propriétaire lui fournit un nombre de vers à soie fixé selon la surface de mûriers exploités, pour recevoir au printemps la moitié des cocons. Le "contrat mixte" profite cependant largement aux *padroni* qui en fixent les termes : seule la moitié des terres est réservée à l'autoconsommation de la famille paysanne ; l'autre moitié sert à payer les impôts et le prix de la location.

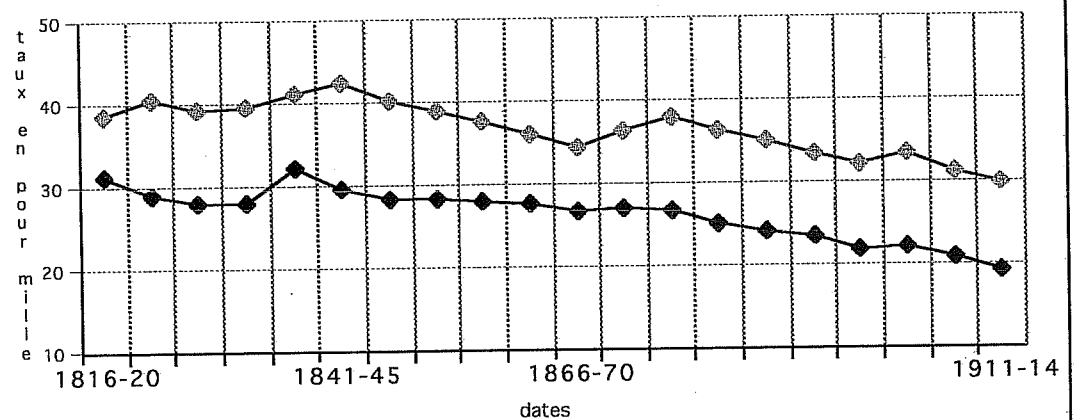
"Toute l'année c'est un labeur ininterrompu, note Cattaneo, un observateur contemporain, qui visite la région en 1839. *La vigne, le mûrier, le potager obligent à un soin continuel qui éveille l'intelligence, la prévoyance, la frugalité. Travaillant toujours au milieu de sa famille, sans*

[4] La province de Côme a, au début du XXème siècle, la cinquième densité la plus importante d'Italie.
[5] Littéralement, "paysans obligés".

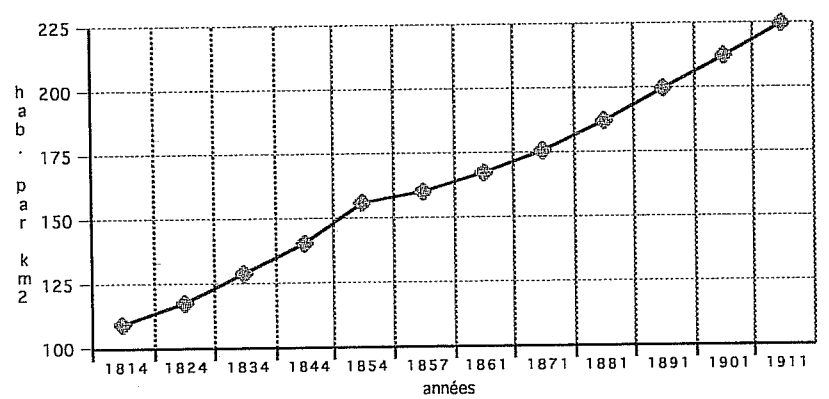
Évolution de la population de la province de Côme (1814-1911).



Evolution des taux de natalité et de mortalité de la province de Côme (1816-1914).



Évolution de la densité de population de la province de Côme (1814-1911)



commander ni obéir, le paysan est cependant relié au commerce lointain par la vente de ses cocons et par le travail que la soie procure à ses femmes"[6]. Ce sont le plus souvent épouses et filles qui se chargent des opérations successives après avoir élevé la précieuse chenille. Le ver à soie exerce de plus en plus une véritable dictature et est l'objet de tous les soins : pour ne pas contrarier son développement, les pièces les plus aérées et les plus saines de la maison lui sont réservées[7]. D'une vie quotidienne marquée par l'effort et par un travail de tous les instants, la famille paysanne ne retire que peu de bénéfices. La sériciculture exige la conservation de fortes solidarités familiales, où chacun a une place qui lui est attribuée et qu'il ne peut quitter sans mettre en péril la communauté. La famille patriarcale est ainsi le noyau de base de la vie paysanne traditionnelle. C'est le père qui dispose des économies du foyer, qui traite directement avec le *padrone*, qui distribue les tâches à chacun. L'équilibre existant entre une population en constante augmentation et des ressources qui tendent à stagner, se fragilise pourtant de plus en plus.

2 - Surpopulation et crise de la soie.

L'économie rurale comasque ne cesse de montrer des signes de faiblesse, et, dans le dernier quart du XIXème siècle, elle entre dans une crise profonde dont les origines et les manifestations sont multiples :

- la surpopulation est devenue intolérable. Les propriétés sont de plus en plus morcelées, le *contratto misto* est très défavorable à l'exploitant.

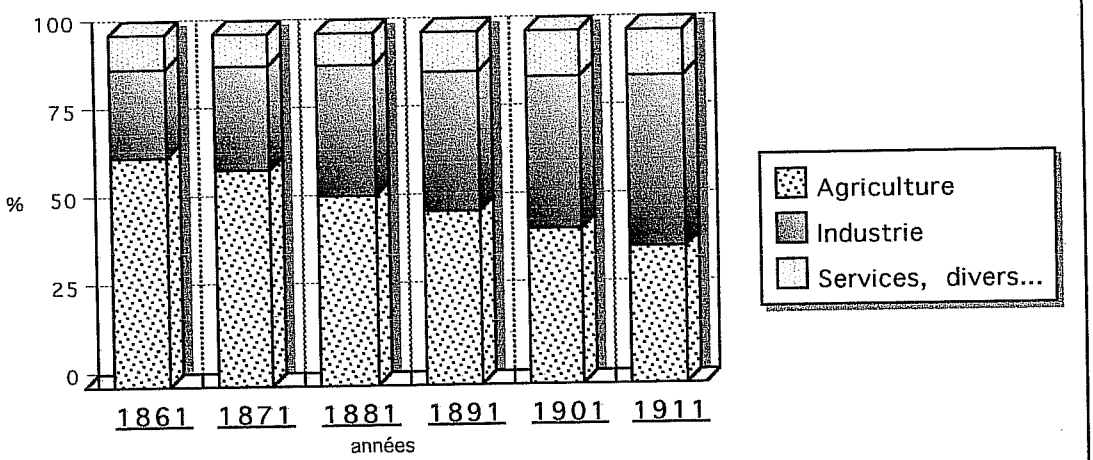
- victime de l'attaque d'un parasite que l'on parvient finalement à vaincre en important des semences d'Asie, le ver à soie est à présent une source de revenus très incertaine. Le *Risorgimento* a, de plus, complètement bouleversé les échanges. Avant 1860, la soie tissée à Côme était principalement exportée dans l'Empire d'Autriche ou vers le Proche-Orient par les ports de Trieste et Venise. Devenue italienne et coupée de ses marchés traditionnels, la province doit trouver de nouveaux débouchés pour un produit de luxe dont la demande varie énormément selon la conjoncture et les caprices de la mode. Face à des concurrents piémontais et lyonnais très agressifs, les soyeux milanais choisissent de réorganiser entièrement la soierie comasque afin de la rendre plus compétitive : ils décident notamment de diffuser les tissages autrefois concentrés à Côme, dans les campagnes de la province. L'utilisation de métiers manuels ne nécessite en effet qu'un faible apprentissage pour de jeunes paysannes peu exigeantes, qui accompliront leur dur labeur 10 heures par jour pour un salaire journalier de moins de 2 lires. L'emploi féminin est ainsi privilégié, condamnant les hommes à un sous-emploi chronique. Cette politique d'"industries aux champs[8]" se

[6] DEWERPE (Alain), L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du Nord (1800-1880), Rome, École française de Rome, 1985, 543 p.

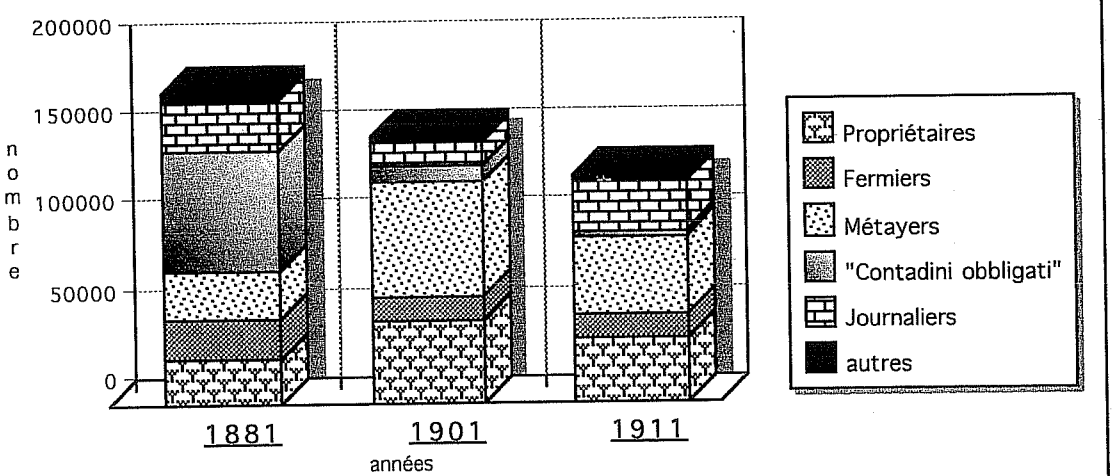
[7] Ce qui explique en partie le fort taux de mortalité infantile dans la province au milieu du XIXème siècle.

[8] DEWERPE (Alain), L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du Nord (1800-1880), Rome, École française de Rome, 1985, 543 p.

Évolution de la répartition de la population active comasque (1861-1911).



Évolution de la population active agricole de la province de Côme (1881-1911).



révèle néanmoins incapable de redresser une situation bien compromise. A la fin du XIXème siècle, la soierie de la province est sur le déclin : cocons et teintures de meilleure qualité sont importés du Japon et de Chine. La soie lyonnaise, plus luxueuse, prive sa concurrente italienne de nombreux marchés et la "guerre douanière" qui commence en 1888 entre la France et l'Italie, interdit toute exportation comasque de l'autre côté des Alpes. La "dictature de la soie" montrant des signes de grave faiblesse, la province doit prendre un nouveau tournant.

- la crise agricole qui touche toute l'Europe n'épargne pas le *Comasco* : à partir de 1872, les prix chutent. En dix ans, face aux importations étrangères, les cours du blé baissent d'un quart, ceux du maïs d'un tiers et les cocons perdent la moitié de leur valeur. Exploitants et propriétaires terriens subissent durement la dépression qui fait baisser une grande partie de leurs revenus. Les possédants ne tardent pas à réagir pour compenser la chute de la rente foncière : ils imposent aux paysans des "contrats mixtes" très défavorables et obligent les *contadini obbligati* à accomplir des corvées d'entretien de chemins, de villas, de jardins, pour des salaires misérables. De plus, la tentative d'introduire de nouvelles récoltes plus rentables - betterave, tabac, houblon - est un échec. La vigne est aussi touchée par le phylloxéra.

- le *Risorgimento* a également de graves conséquences pour l'économie provinciale : l'administration "piémontaise" aggrave la pression fiscale et impose le très impopulaire *macinato*, taxe sur la mouture des grains. De plus, l'introduction d'un nouveau cadastre, très défavorable aux petits propriétaires, provoque une vague de mécontentements jusqu'à son abrogation en 1886. A la fin du XIXème siècle, le paysan italien est le plus taxé d'Europe.

Cette crise, dont les origines sont diverses, touche de plein fouet un monde rural surpeuplé, menacé directement par la misère. Les signes de paupérisation sont nombreux : à partir de 1875 environ, des accrochages opposent les forces de l'ordre à des paysans endettés qui ne peuvent payer l'impôt et qui protestent contre le coût élevé du fermage. Les vols de bétail et de denrées alimentaires se multiplient, ainsi que le vagabondage et la mendicité. La pellagre fait des ravages : cette maladie de la peau est provoquée par la consommation quasi-exclusive de seigle et de maïs préparée sous forme de polenta et touche plus particulièrement les familles paysannes à l'alimentation peu variée, pauvre en viande, légumes et produits lactés. Apparue vers 1850, la pellagre a contaminé 30 ans plus tard toutes les communes de la province.

De 1870 à 1880, le *Comasco* subit les graves conséquences d'une crise qui affecte durement son économie traditionnelle et ses habitants : émigrer apparaît comme la seule solution pour échapper à la misère[9].

[9] ZANINELLI (Sergio), a cura di, Da un sistema agricolo a un sistema industriale : il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome II : La lunga trasformazione tra duecrisi (1814-1880), Como, Camera di commercio, industria e agricoltura di Como, 1988, 715 p.

C - Partir pour améliorer son quotidien.

1 - Contrebande et émigration.

Face au déséquilibre croissant entre ressources et population, trouver d'autres moyens de subsistance devient une préoccupation quasi-vitale pour bon nombre de ruraux. La contrebande, qui a toujours existé avec la Suisse voisine, connaît une grande expansion à la fin du siècle. Après avoir acheté des produits faiblement taxés au Tessin - sucre, café, tabac ou cigares -, les contrebandiers, organisés en bandes de 30 à 40 personnes, repassent la frontière à pied par des chemins connus de eux seuls, ou en barques à travers le lac de Lugano, déjouant le plus souvent la surveillance douanière. En revendant leurs précieuses marchandises, ils gagnent de quoi nourrir leurs familles pendant quelques temps[10].

Beaucoup d'hommes pourtant, choisissent de quitter le village pour travailler temporairement à l'étranger. Les villes de la province sont bien peu attractives pour des villageois habitant les campagnes environnantes : en 1881, les trois chefs-lieux d'arrondissement, Côme, Varèse et Lecco, n'abritent que 9 % de la population provinciale. Côme, dont la population stagne depuis 20 ans, n'a que 25 000 habitants. La préfecture subit durement la crise de la soie : en diffusant les métiers à tisser dans les campagnes, les soyeux milanais lui ont porté un rude coup. Cette incapacité des villes à attirer la population "en surnombre" provoque le départ d'une partie de celle-ci vers les pays étrangers.

"Les Comasques ont l'esprit vif et perspicace, explique le prefet Lanzani en 1846. *Ils sont très ingénieux et ont une grande prédilection pour la vie aventureuse"*[11]. Certes, l'émigration n'est pas un phénomène nouveau : depuis plusieurs siècles, tailleurs de pierre et décorateurs des montagnes de la *Valle Intelvi* partent vers les capitales européennes construire châteaux et monuments somptuaires. Cependant, elle touche davantage la région des collines. Depuis le milieu du XIXème siècle, les chefs de famille ont entrepris l'apprentissage d'une profession autre que paysan afin de supporter les périodes de méventes des cocons. Dans le *Varesotto*, la plupart des hommes ont une double qualification : la première leur permet de cultiver le maïs et d'élever quelques têtes de bétail. La seconde, très différente, concerne les métiers du bâtiment : les *Varesini* sont donc nombreux à exercer une double activité et la maçonnerie est souvent associée à l'agriculture. Ces "paysans-maçons" qui ne peuvent être employés sur place, ont acquis cette formation nouvelle pour travailler à l'étranger. En une trentaine d'années, ils vont devenir des "maçons-paysans", puis des maçons "à plein temps". Pendant leurs migrations saisonnières, les travaux agricoles sont laissés à leurs épouses et filles.

Vers 1880, l'émigration comasque n'est donc pas un phénomène improvisé dans la

[10] GANDOLA (Bruno), SPALLA (Floriana), I mée Gent. Storia di Intelvesi, Cerano-Intelvi, La Piazzetta, 1984, 234 p.
[11] ZANINELLI (SERGIO), op. cité.

précipitation pour faire face à une situation d'urgence, mais le fruit d'une longue préparation mentale et professionnelle : ceux qui partent vers la Suisse, l'Allemagne ou la France ne sont pas les plus misérables ; ils veulent au contraire marquer leur nette volonté d'échapper à une prolétarisation menaçante. Selon un proverbe local, l'émigré ne part pas gagner son pain, mais le *companatico*, ce qu'il va mettre sur le pain. Préparé de longue date, le phénomène touche des hommes bien décidés à s'extraire d'un système économique et social en pleine décadence. En partant, le jeune maçon laisse derrière lui sans regrets un *padrone* qui l'a souvent brimé, un curé dont il ignore les sermons moralisateurs, un père tout puissant dont l'autorité est devenue trop pesante, un pays qui le prive du droit de vote tout en l'accablant d'impôts[12] : ce n'est pas seulement de l'argent que l'émigré va chercher en France, mais aussi une liberté dont il a souvent été privé.

2 - Vers la Suisse ou l'Amérique.

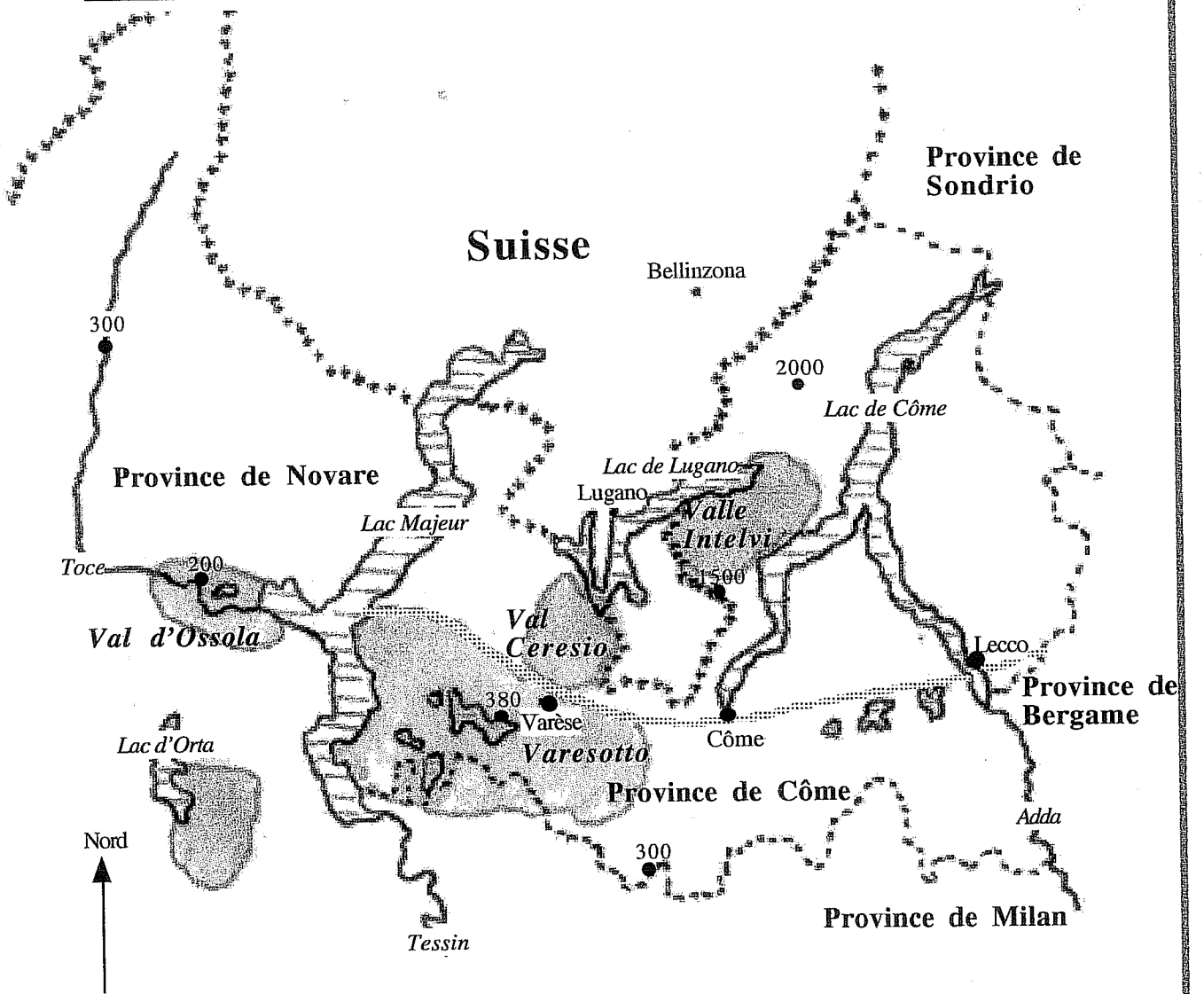
De 1880 à 1885, l'émigration touche environ 5000 personnes par an dans le *Comasco*. La grande majorité des partants, huit sur dix, est constituée de saisonniers travaillant dans les professions du bâtiment. Les hommes ne sont pourtant pas les seuls à quitter la province : de plus en plus, des familles entières choisissent de prendre le bateau à Gènes et s'embarquent pour l'Argentine et les États-Unis. Le plus souvent, il s'agit de paysans ruinés et endettés, qui après avoir vendu leurs maigres biens, décident de refaire leur vie outre-Atlantique, attirés par "le rêve américain". Cette émigration "définitive", qui représente 20 % des partants, s'accroît avec la misère qui touche progressivement les campagnes, mais reste très inférieure à celle des saisonniers : ceux-ci se dirigent avant tout vers les pays d'Europe du nord.

La Suisse représente la destination de plus de la moitié des émigrés ; les Italiens y construisent une grande partie du réseau ferroviaire à partir des années 1860-1870, perçant notamment de nombreux tunnels tel celui du Saint-Gothard. Ils sont également massivement employés pour l'agrandissement des villes de Suisse alémanique, Bâle, Berne ou Zurich. En Allemagne, où ils sont moins nombreux, les Comasques construisent usines et cités ouvrières dans la Ruhr, ainsi que des fortifications en Lorraine annexée. Cependant, conséquence des crises boursières et industrielles récurrentes qui affectent les pays industrialisés, le marché du travail tend à se fermer aux travailleurs étrangers : en Suisse par exemple, la récession touche durement le secteur du bâtiment à la fin du siècle. L'émigration comasque, qui jusque vers 1900 se contracte de plus en plus, doit trouver de nouveaux débouchés sous peine d'aggraver une surpopulation latente, source de graves tensions sociales.

L'arrondissement de Saint-Dié devient à cette époque une destination nouvelle pour bon nombre de saisonniers : lettres et témoignages oraux décrivent la Lorraine française comme une terre

[12] Jusqu'à la réforme électorale de 1882 qui élargit le cens, la très grande majorité des paysans italiens n'ont pas le droit de vote : Casale-Litta, par exemple, gros bourg du *Varesotto* de 1500 habitants, ne compte que 11 électeurs en 1861.

Principales zones d'émigration de la "région des lacs" vers l'arrondissement de Saint-Dié :



Légende :

Varesotto : principales régions d'émigration

2 000 : altitudes

+++++ : frontière

- - - - - : limites de provinces

limite zone montagneuse / zone des collines

Côme : villes principales

Échelle : 1/700 000ème

où les chantiers de construction ont besoin de main-d'œuvre. Les salaires y sont élevés, les offres d'emplois nombreuses pour les ouvriers qualifiés, le trajet court et rapide depuis l'ouverture du tunnel du Saint-Gothard. Attirés par la réussite des "pionniers" qui les ont précédés, les maçons sont désormais nombreux à prendre le chemin des Vosges. Ce sont néanmoins les plus entreprenants qui décident de partir, la Déodatie restant plus difficile d'accès que bien des cantons helvétiques. De plus, les Italiens qui y sont déjà installés, connaissent la difficulté et l'importance des travaux à accomplir et n'appellent pour les seconder que des hommes "sûrs" et recommandés dont ils savent le sérieux et la compétence. Les Vosges ne sont pas considérées comme un eldorado pour aventuriers souhaitant faire fortune sans trop peiner à la tâche. Même s'il n'y est jamais allé, l'émigré sait ce qu'il va y trouver : un bon salaire certes, mais aussi des journées de travail de 12 heures.

D - Les grandes zones de départs.

Trois régions, toutes situées dans la province de Côme, fournissent à l'arrondissement de Saint-Dié la grande majorité de ses immigrés :

1 - La *Valle Intelvi.*

La *Valle Intelvi* est une zone montagneuse située au nord du *Comasco*, entre les lacs de Côme et de Lugano. Les communications entre les différents villages - Schignano, Lanzo, Porlezza - sont rendues difficiles par les fortes dénivellations. L'économie locale est avant tout basée sur une agriculture traditionnelle, élevage bovin dans les alpages, céréales plantées sur des terrasses laborieusement aménagées, récolte des noix et noisettes à l'automne. Destinées avant tout à l'autoconsommation, ces productions n'ont que de faibles rendements et, face au fractionnement croissant de la propriété du fait de l'augmentation de la population, ne peuvent nourrir les habitants de la *Valle*. Une famille ne dispose en effet que d'une dizaine d'hectares de terres pour vivre, alors que dans cette région aux sols ingrats et au climat rude, il lui en faudrait le double.

Depuis des siècles, les *Intelvesi* se sont spécialisés dans deux activités qui leur assurent des revenus complémentaires au travail de la terre : la contrebande et les métiers du bâtiment. Descendants des fameux *Magistri Comacini* du Moyen Âge, tailleurs de pierre et maçons montrent désormais leurs talents en construisant maisons et édifices publics en Suisse, en exploitant des carrières de granit dans les Vosges. Le départ des émigrés se fait traditionnellement à la *San Giuseppe*, le 19 mars : les groupes qui ont préparé leur voyage pendant l'hiver au cabaret, rassemblent des membres d'une même famille, adolescents et hommes de tous âges, natifs du même village. Portant la *scimia* - valise en carton remplie d'outils -, chacun se dirige avec son épouse vers

le lieu du rendez-vous, Argegno sur le lac de Côme ou Brissone sur le lac de Lugano. De là, après des adieux souvent émouvants, on prend le bateau jusqu'à la gare pour partir vers la France. Les groupes de cinq personnes bénéficient d'une réduction de 60 % sur le prix de billets valables deux semaines, que l'on a préalablement demandés en mairie. L'émigré revient au pays avant la *San Andrea*, le 30 novembre. Créée en 1911, l' *Unione Populare Intelvese* est une société de secours mutuelle "*ouverte à tous les catholiques intelvesi*" qui propose aide et assistance aux expatriés : l'Église encadre religieusement les partants. Elle leur prodigue moult conseils d'épargne et de prévoyance, se charge de les inscrire sur les listes électorales et s'occupe de la gestion des sommes rapatriées.

L'émigration, qui concerne les deux tiers de la population masculine, permet à la région d'échapper à la misère la plus noire : grâce à l'argent qu'il a gagné à l'étranger, le tailleur de pierre s'est fait construire une maison et a pu agrandir son patrimoine foncier. La réussite de certains provoque de nombreuses vocations : Joseph Peduzzi par exemple, natif de Schignano, dirige plusieurs carrières de granit au Puid. Jean-Jacques Bari, maçon de Porlezza, s'est installé à Gérardmer. Loin de l'agitation qui caractérise la région des collines située plus au sud, et d'une capitale dont les lois lui importent peu, la *Valle Intelvi* perpétue au début du XXème siècle une tradition migratoire qui a fait la fortune de bon nombre de ses enfants[13].

2 - Le *Val Ceresio*.

Le *Val Ceresio* représente une autre zone de départs vers l'arrondissement de Saint-Dié : située au nord de Varèse, jouxtant la frontière suisse, c'est une région de montagnes et de collines aux sols peu fertiles. L'agriculture n'obtient que de faibles rendements, l'élevage et la pêche restent peu productifs. Contrebande et émigration sont là aussi deux phénomènes extrêmement répandus : la vallée est un important carrefour entre le Tessin et la plaine Lombarde. Depuis le Moyen Âge, elle est l'objet d'un trafic intense. Les *Valceresini* sont avant tout des tailleurs de pierre. La région dispose d'environ 35 carrières de marbre et de plus de 90 ateliers qui occupent à la fin du XIXème siècle environ 850 ouvriers : cette activité est cependant en crise, du fait de la baisse des commandes en pierres de taille due à une conjoncture défavorable, et, là encore, à l'arrivée sur le marché du travail d'un trop grand nombre de jeunes gens. Depuis le XIIIème siècle, les *Valceresini* exportent leur savoir-faire dans toute l'Italie en construisant églises et mosaïques. En cette fin de XIXème siècle, ils quittent leurs villages de Viggiu, Clivio, Arcisate et Induno Olona pour partir à l'étranger. La Suisse voisine, où beaucoup se sont déjà installés après avoir épousé des filles du pays, est leur principale destination. De plus en plus, ils partent en Bavière, en Lorraine et en Franche-Comté. Aux États-Unis, ils ont fondé une *little Italy* à Barre dans le Vermont.

L'émigration est là aussi saisonnière : rentrant au pays en novembre, les jeunes gens généralement bien habillés, sont aussitôt très courtisés. Les mariages sont célébrés l'hiver et la

[71] GANDOLA (Bruno), SPALLA (Floriana), I mée Gent. Storia di Intelvesi, Cerano-Intelvi, La Piazzetta, 1984, 234 p.

plupart des naissances intervient, ici comme dans toutes les autres régions de départs, d'août à octobre. Contrairement à la *Valle Intelvi*, la *Val Ceresio* est une zone de passage réputée pour son anticléricalisme. Bastion socialiste, elle a massivement voté pour Luigi-Maria Bossi qui a été élu député en 1902. Cette région pauvre a, elle aussi, su trouver en l'émigration un moyen d'assurer sa survie[14].

3 - Le *Varesotto*.

Le *Varesotto* correspond en gros à l'arrondissement de Varèse. Zone de collines morainiques peu favorables à l'agriculture, elle subit une très forte pression démographique qui contribue au fractionnement croissant d'exploitations agricoles trop restreintes pour subvenir aux besoins de familles toujours plus nombreuses : les densités de population dépassent les 200 habitants par kilomètre carré, et le taux d'émigration, 35 pour mille en 1901, est presque deux fois plus élevé que la moyenne provinciale. Crise de la sériciculture, maladie de la vigne, échec des tentatives d'introduction de nouvelles cultures, pression fiscale de plus en plus insupportable rendent la vie des paysans très précaire : ceux-ci partent exercer à l'étranger le métier de maçon appris par leurs pères au milieu du XIXème siècle[15]. Mais comme l'écrit le préfet de la province en 1882, *"la misère n'est pas au sens strict du mot, la raison principale qui pousse les gens à quitter le pays, mais la perspective d'un gain rapide et meilleur"*[16]. Le phénomène est donc moins une fuite en avant qu'une émigration "du mieux-être". Plus de 40 % des Italiens de l'arrondissement de Saint-Dié sont des *Varesini*.

L'exemple de la commune de Binago est intéressant : situé à une dizaine de kilomètres au sud-est de Varèse, à 400 mètres d'altitude, ce gros bourg abrite sur une superficie totale de sept kilomètres carrés, une population de 2200 âmes en 1881 : la densité y est donc très forte, plus de 320 habitants par kilomètre carré. 90 % du territoire communal est consacré aux cultures du maïs, du blé et du mûrier, bois et friches ne représentant que de faibles surfaces. La sériciculture y est très développée et emploie une main-d'œuvre essentiellement féminine : les jeunes paysannes effeuillent le mûrier, élèvent patiemment les vers dans les magnaneries. Elles se chargent ensuite, dans des conditions souvent éprouvantes, du tirage, du moulinage puis du tordage des fils de soie, les mains dans l'eau chaude, le dos courbé sur les bassines. Avec la diffusion des métiers dans les campagnes, ce sont elles également, qui, après une rapide formation, s'occupent du tissage pour un salaire très faible. Les travaux agricoles reviennent donc aux femmes, puisque la plupart des hommes partent à

[14] CARLINI (Daniela), L'emigrazione da un'area nord-orientale del circondario di Varese : la Val Ceresio, in BRUSA (Carlo), GHIRINGHELLI (Robertino), (a cura di), Emigrazione e territorio tra bisogno e ideale, 2 volumes, Varese, Edizioni Lativa, 1995, pages 141-155.

[15] CARLINI (Daniela), L'emigrazione dalle regioni alpine e prealpine tra Ottocento e Novecento. Il caso del Varesotto. Tesi di Laurea. Relatore : Elisa Bianchi. Correlatore : Carlo Brusa, Milano, 1991, 295 p. dactylographiées.

[16] CANETTA (Rosalba), in ZANINELLI (Sergio), a cura di, Da un sistema agricolo a un sistema industriale : il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome II : La lunga trasformazione tra due crisi (1814-1880), Como, Camera di commercio, industria e agricoltura di Como, 1988, 715 p.

l'étranger exercer le métier de maçon : simples fermiers ou métayers, ils subissent la pression toujours plus forte de propriétaires qui veulent compenser la baisse de leurs rentes en imposant des charges supplémentaires. Ils choisissent de partir en masse pour la Suisse ou la France[17]. Dans l'arrondissement de Saint-Dié, ils sont nombreux à travailler dans les vallées de la Plaine et du Rabodeau dans les années 1880-1890. Certains s'y sont même "enracinés" : Ange Larghi choisit à 30 ans de s'installer à Celles-sur-Plaine en épousant une habitante du lieu en 1884. Par la suite, il appelle bon nombre de ses camarades, tous maçons *binaghesi*, tels Giuseppe et Rocco Guatelli en pension à Celles en 1886. Dix ans plus tard, c'est un autre enfant de Binago, Luigi Salerio qui épouse Appoline Flon, la fille de l'artisan cuvelier qui le logeait auparavant.

Entre le *Varesotto* et les Vosges se créent des liens étroits : grâce à deux des leurs sédentarisés et naturalisés, les émigrés saisonniers connaissent tout des offres d'emplois dont ils peuvent bénéficier dans la vallée de la Plaine, mais aussi à Raon-l'Etape, Senones ou Moussey. Après les frères Larghi, Guatelli ou Salerio, d'autres arrivent au début du XXème siècle, tel Jean-Baptiste Casartelli qui travaille à l'agrandissement de la papeterie des Chatelles. Les *Varesini* représentent donc les "gros bataillons" de l'émigration italienne vers la Déodatie, une émigration qui au tournant du siècle prend une ampleur inconnue, alors même que la situation économique de la province s'améliore nettement.

II - Le *Comasco* au début du XXème siècle : une prospérité retrouvée.

A - Sous *l'età giolittiana*, une forte croissance industrielle.

1 - Une industrie dynamique et diversifiée.

En 20 ans, de 1895 à 1915, le *Comasco* devient une des régions industrielles les plus dynamiques du royaume. Dès la fin du XIXème siècle, la soie en crise depuis deux décennies se dote de métiers mécaniques implantés dans de petites cellules rurales mais aussi à Côme. Petit à petit, les métiers manuels, dont le rendement est quatre fois moindre, régressent, provoquant la disparition progressive des tisserands ruraux au profit d'ouvrières peu qualifiées. Du reste, les soyeux ont tout le mal du monde à recruter des gens acceptant de travailler toute l'année enfermés entre les murs des usines : pour les paysannes de la région, le tissage n'est qu'une activité saisonnière pratiquée l'hiver, apportant un complément de ressources au travail de la terre. Les patrons sont obligés de faire venir

[17] MISTO (Carlo), Notizie della parocchia di Binago, 10 p. dactylographiées.

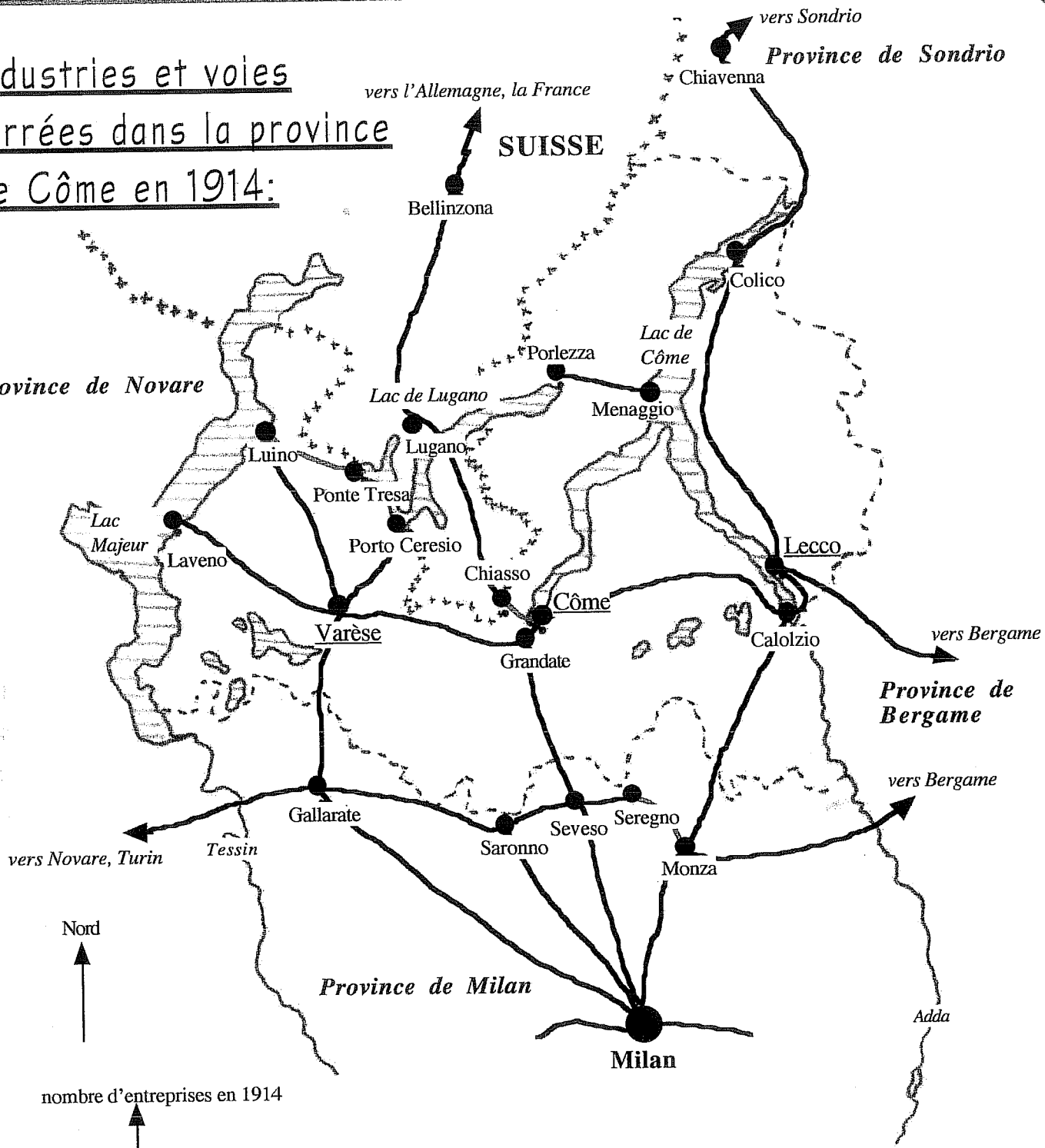
des autres provinces lombardes, de Pavie et Bergame principalement, le personnel nécessaire à la fabrication des soieries. Les étoffes, copiant le "goût français" mais d'un coût moindre que leur concurrentes lyonnaises, ont un grand succès : grâce à une concentration verticale, toutes les étapes de la production, teinture comprise, sont réalisées sur place. La reprise de la croissance économique en Europe leur ouvre de nouveaux marchés, en Grande Bretagne, en Suisse, en Allemagne, aux États-Unis. Cependant, l'ère de "la dictature de la soie" est bien terminée : même si cette activité s'est mécanisée, elle n'emploie plus en 1911 que 73 % des ouvriers de la province travaillant dans le textile contre près de 85 % 20 ans plus tôt. Filatures et tissages de laine, de lin et surtout de coton dans le *Varesotto* sont venus empiéter sur ses terres. De plus, la sériciculture perd du terrain dans les campagnes et on est obligé d'importer des cocons chinois et japonais.

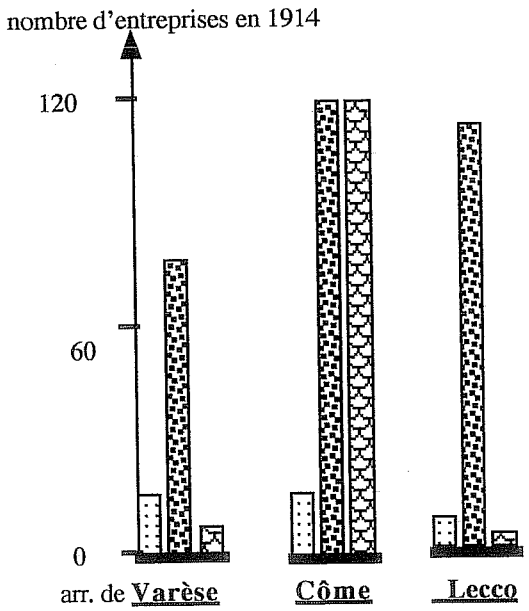
Depuis l'ouverture de la ligne ferroviaire du Saint-Gothard, le *Comasco* est devenu une importante zone de passage, reliée au cœur industriel milanais et à l'Europe du nord. Grâce à une conjoncture très favorable de l'*età giolittiana*[18], la province bénéficie de l'implantation de nombreuses industries modernes. A Varèse par exemple, la *"Fratelli Macchi"* fabrique diligences, puis automobiles. Comme elle, de nombreuses petites entreprises familiales produisent matériel photographique, bicyclettes, montres, instruments de précision et surtout, chaussures et valises qui font désormais la réputation de la ville. Le début du XXème siècle voit donc triompher le "factory system" dans cette région autrefois rurale. Des industries dynamiques, dispersées en de nombreuses unités de production, emploient la moitié de la population active en 1911, contre un tiers seulement 30 ans plus tôt.

Les villes ne cessent de s'agrandir : Côme, qui abrite 45 000 habitants, a doublé sa population pendant la même période et attire de nombreux ouvriers étrangers à la province. Les campagnes, à l'opposé, perdent des bras : de 1881 à 1911, plus de 50 000 paysans ont disparu des statistiques officielles : la plupart ont émigré ou sont devenus ouvriers. Les milliers de *contadini obbligati*, figures emblématiques de l'archaïsme des campagnes, n'existent pratiquement plus. La pression sur la terre a beaucoup diminué, même si les densités dépassent largement les 200 habitants par kilomètre carré, 225 en 1911. Là encore, le progrès technique pénètre le monde rural : banques, coopératives, Chambre d'agriculture encouragent l'innovation. Les paysans délaissent les cultures du mûrier et de la vigne, pour se tourner vers des plantes fourragères, le maïs ou l'élevage bovin. Afin d'endiguer la perte croissante d'une main-d'œuvre partie travailler à l'étranger ou dans les ateliers de Côme et Varèse, les propriétaires révisent leurs exigences à la baisse : le *contratto misto* est désormais remplacé par le *piccolo affitto*, le locataire payant une somme d'argent fixe pour exploiter la terre. La hausse des prix agricoles et la forte baisse de la pression fiscale rendent à présent la vie des paysans beaucoup moins précaire. Signe des temps, la pellagre a complètement disparu.

[18] Période pendant laquelle Giolitti est président du Conseil au début du siècle, marquée par un grand essor industriel.

Industries et voies ferrées dans la province de Côme en 1914:





Échelle : 1/550 000ème

Légende:

——— : voies ferrées

● : gares

- - - - : limites de la province (avant 1927)

++++ : frontière

▒ : coton (tissages)

▒ : métallurgie et mécanique

▒ : soie (tissages)

En deux décennies à peine, la province de Côme est devenue, tout comme l'arrondissement de Saint-Dié, une région industrielle dynamique : les entreprises prospèrent et emploient une main-d'œuvre ouvrière abondante et qualifiée. L'agriculture est devenue une activité secondaire[19]. Alors que la population continue à augmenter, pour atteindre plus de 615 000 habitants en 1911, de nombreux secteurs de l'économie locale manquent cruellement de bras. Face à cette situation apparemment paradoxale, ils sont obligés de faire appel à une main-d'œuvre "étrangère" : dans l'industrie de la soie, pour la construction de lignes ferroviaires, dans certaines fermes et métairies du *Comasco*, les ouvriers bergamasques, vénitiens et romagnols sont nombreux à venir s'installer. Parallèlement, l'émigration vers l'étranger n'a jamais été aussi élevée, touchant plus de 15 000 personnes par an dans les années 1910.

2 - Une émigration du "mieux-être".

La reprise de la croissance économique en Europe entraîne une forte demande en main-d'oeuvre qualifiée qui concerne surtout les ouvriers du bâtiment : la Suisse accueille à partir de 1901 entre 6000 et 10 000 immigrés comasques par an. Ils sont également plus de 1500 à se diriger vers l'Allemagne et la France chaque année. L'amélioration des moyens de communication favorise grandement leurs déplacements : vers 1900, la province compte 75 kilomètres de voies ferrées et est reliée à la Vénétie, au Piémont, à la Suisse et à Milan. Devenue une zone-carrefour, elle attire les investisseurs italiens et étrangers qui y multiplient les implantations industrielles : la *Valle Intelvi,* autrefois enclavée, dispose elle aussi d'une ligne de chemin de fer entre Porlezza et Menaggio. Le réseau télégraphique et postal est également en pleine expansion : en 1906, les 220 bureaux de poste de la province - chiffre deux fois plus élevé qu'en 1883 -, envoient et distribuent plusieurs millions de lettres et de cartes postales. Les sommes rapatriées par mandat atteignent quelques dizaines de millions de lires, les messages envoyés par télégraphes s'élèvent à plusieurs milliers. Désormais dotée de moyens de communication modernes, totalement intégrée à l'économie nationale et européenne, la province continue néanmoins à perdre ses forces vives[20].

Loin d'endiguer les flux migratoires, la prospérité économique les a, au contraire, accélérés. Les motivations des partants ne sont cependant plus exactement les mêmes :

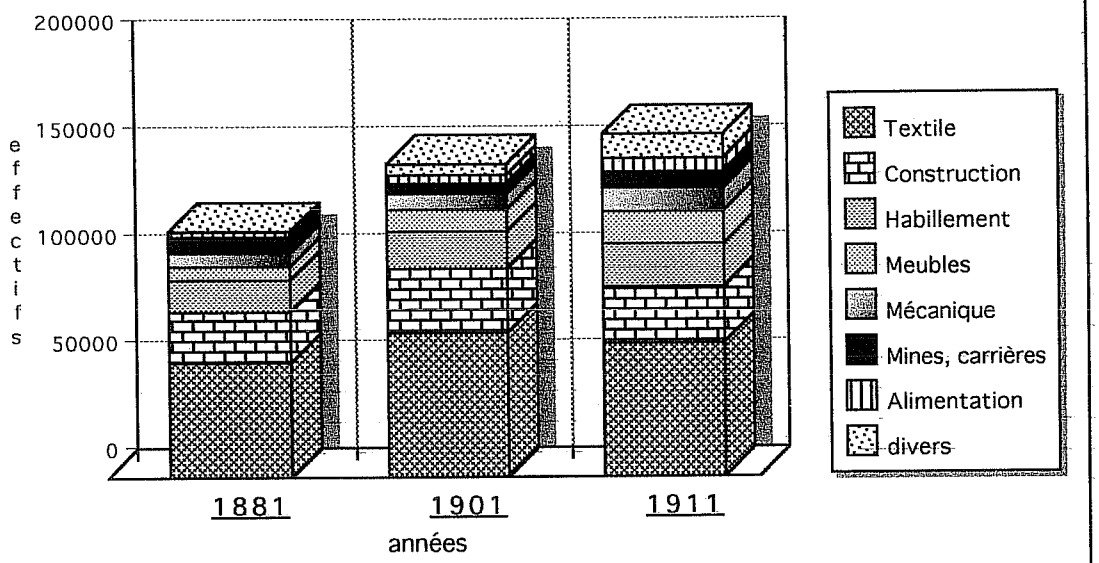
- dans les années 1880, les émigrés quittent une région en proie à une crise profonde : ces quelques milliers de "pionniers" partent principalement pour échapper à la misère et pour aider leur famille.

- à partir de 1900, les départs sont beaucoup plus massifs. Suivant la voie tracée par leurs

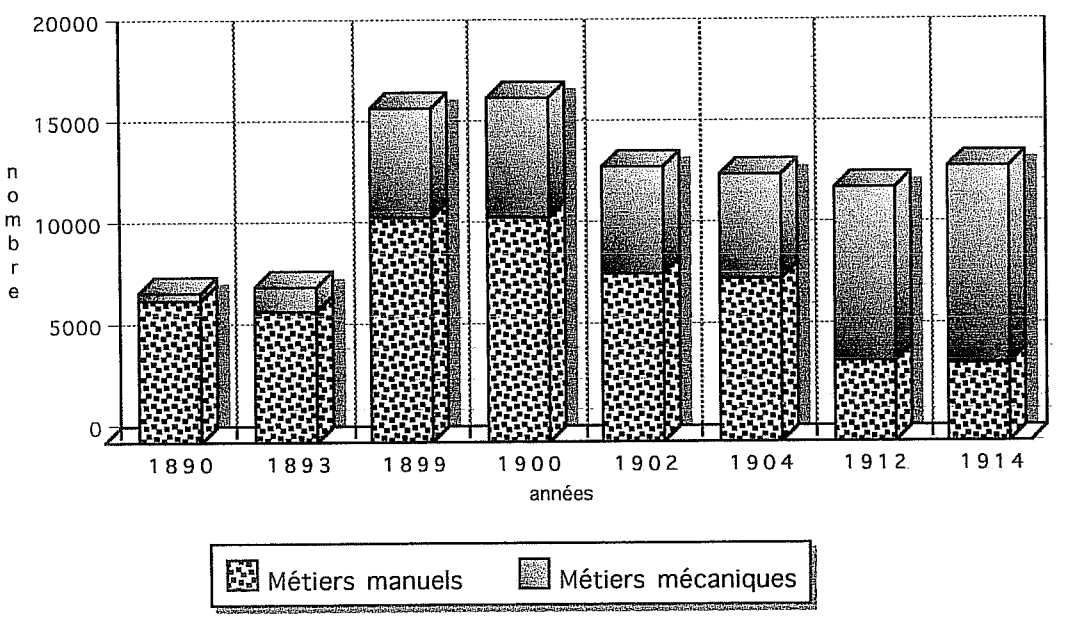
[19] TREZZI (Luigi), La definizione di un'area manifatturiero-industriale, in Da un sistema agricolo a un sistema industriale : il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome III : L'affermazione industriale (1880-1914), Como, Camera di commercio, industria e agricoltura di Como, 1989, 552 p.

[20] CARRERA (Aldo), Le comunicazioni tra affermazioni e blocchi, in Da un sistema agricolo a un sistema industriale : il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome III : L'affermazione industriale (1880-1914), op. cité.

Évolution de la population industrielle de la province de Côme (1881-1911).



Évolution du nombre de métiers à tisser la soie dans la province de Côme (1890-1914).



pères, formés souvent dans l'une des 17 écoles de dessin du *Varesotto*, les jeunes gens les plus dynamiques et les plus qualifiés quittent la région pour gagner des salaires bien supérieurs à ceux qu'on leur propose sur place : quand un maçon peut espérer obtenir 4 lires à Varèse, il en reçoit le double à Saint-Dié, soit quatre fois le salaire d'un ouvrier tisserand de la province. Ce ne sont pas les hommes chassés par le chômage, et encore moins par la misère, qui partent. Au contraire, les émigrés sont animés d'une ferme volonté de réussir et sont bien décidés à exporter leur savoir-faire à l'étranger, loin des horaires et des règlements d'usine imposés à leurs épouses ou à leurs camarades restés sur place.

Contrairement aux descriptions qu'en fait la presse vosgienne, l'Italien n'est pas venu demander l'aumône : croyant à juste titre en sa valeur et se sachant souvent irremplaçable, il n'hésite pas à quitter un chantier si le salaire proposé lui semble insuffisant. Inquiets de cette fuite continuelle des éléments les plus dynamiques et les mieux formés, les entrepreneurs comasques sont obligés de faire appel à des ouvriers venant d'autres régions italiennes.

L'émigré est cependant beaucoup plus qu'une simple force de travail : pour le parti socialiste local, il doit être le "fer de lance" du mouvement ouvrier.

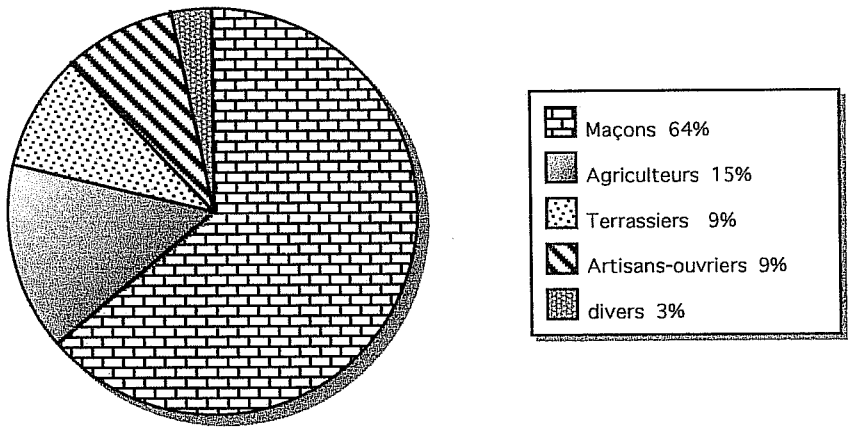
B - *"Émigré égal socialiste".*

1 - La province, bastion du socialisme italien.

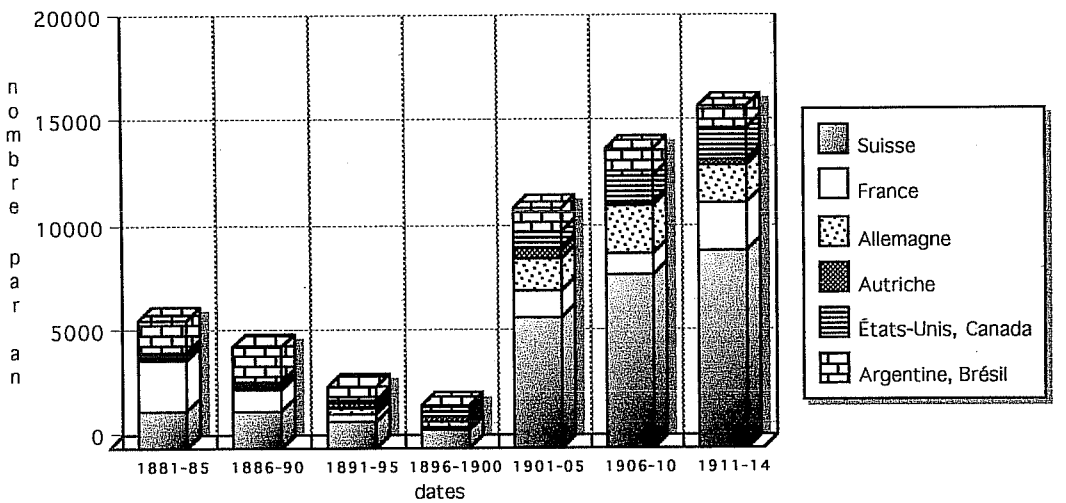
La province de Côme est, au début du XXème siècle, un des bastions du socialisme italien : dès 1883 se crée une section locale du Parti Ouvrier de Luigi Alesini, un des pionniers du mouvement ouvrier transalpin. La répression de l'insurrection milanaise, pendant laquelle le général Bava Beccaris fait bombarder les quartiers révoltés et arrêter les principaux dirigeants socialistes en mai 1898, a un écho immense dans le *Comasco*. *"Le gouvernement a pris les mesures nécessaires afin que les bandes d'Italiens venant de la Suisse soient immédiatement arrêtées à la frontière,* annonce *L'Écho* aux lecteurs déodatiens. *Le général Bava a proclamé l'état de siège dans la province de Côme"*[21] : en effet, bon nombre d'émigrés veulent rentrer précipitamment au pays, dans l'espoir de l'arrivée imminente du "Grand Soir". Tous sont bloqués à Chiasso par des forces de l'ordre qui craignent avant tout la "contagion révolutionnaire". Celle-ci ne tarde d'ailleurs pas à se produire dans les années suivantes : les socialistes milanais ayant échappé à la répression effectuent une active propagande dans les campagnes de Haute-Lombardie et font de nombreux adeptes parmi les villageois oppressés par les *padroni*. A Binago, en 1901 et 1902, des débats fréquents opposent sur la place publique le Milanais Silvio Cattaneo, ardent partisan des "idées nouvelles", au prêtre

[21] L'Écho de la Frontière : 15 mai 1898.

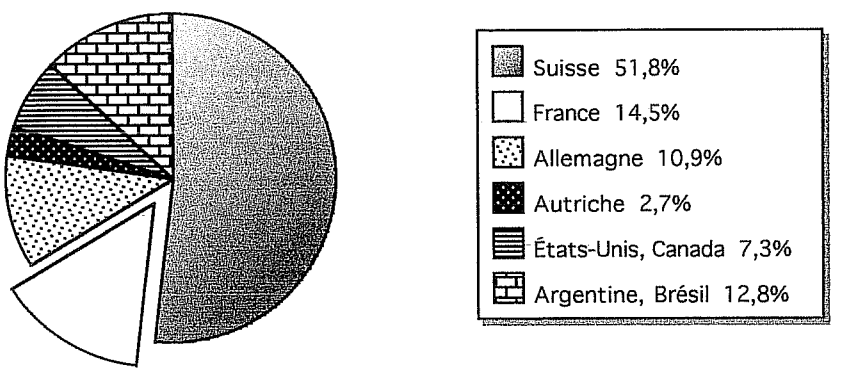
Professions des émigrés saisonniers originaires du Comasco (1878-1881) :



Émigration depuis la province de Côme et destinations (1881-1914).



Destinations des émigrés de la province de Côme (1881-1914).



prônant avant tout le respect de l'ordre établi[22]. Très vite, les socialistes obtiennent d'éclatants succès électoraux dans la province, ce qui provoque la vive inquiétude des propriétaires terriens, du patronat et de l'Église.

C'est sous l'influence de Riccardo Momigliano que le socialisme bénéficie d'une réelle audience. D'origine piémontaise, Momigliano adhère au socialisme italien dès sa création en 1892. Appartenant à la tendance révolutionnaire, il s'oppose au réformiste Luigi-Maria Bossi élu député en 1902. Par la suite, la section provinciale du P.S.I., déchirée par ses luttes internes, n'obtient plus aucun siège à la Chambre[23]. Brillant orateur auprès des ouvriers et des paysans, Momigliano multiplie les conférences sur le terrain. L'émigré retient toute son attention[24].

2 - La Bourse du Travail de Varèse : le *"parapluie rouge"*.

"Émigré égal socialiste", proclame haut et fort Riccardo Momigliano. En partant à l'étranger, l'homme se soustrait à l'influence du prêtre et du propriétaire qui l'exploitaient auparavant : il acquiert un mode de pensée profondément indépendant, participe aux luttes et aux grèves anticapitalistes avec ses camarades des autres pays. Homme de transition entre deux mondes différents, il est la figure idéale du meneur d'hommes, celui qui a entre ses mains les clefs ouvrant les portes de la société socialiste. *"Les émigrés sont anticléricaux, comme ils sont antipatriotes et antimilitaristes"* se plaît également à répéter Momigliano. Il faut les soustraire à tout encadrement bureaucratique organisé par l'État, ainsi qu'à la philanthropie des catholiques, qui peuvent entraver le mouvement ouvrier.

La Bourse du Travail de Varèse, fondée en 1901 et dirigée par les socialistes, a pour principal objectif de conseiller les candidats au départ, de les former professionnellement mais aussi politiquement. Pendant plus de 20 ans, elle est l'*ombrello rosso,* le "parapluie rouge" de l'émigration *varesina*. En 1904 se crée en son sein un Secrétariat à l'Émigration. Très vite, son rôle devient fondamental par ses multiples fonctions :

- il fournit des informations sur les marchés étrangers du travail, indique aux émigrés la route à suivre pour s'y rendre ainsi que les moyens de transport à emprunter. Tous les ans, au mois de janvier, un Congrès réunit les saisonniers rentrés au pays : les participants, après avoir payé leur cotisation annuelle de 60 centimes, élisent un Comité Directeur de sept personnes.

- les employeurs français et suisses lui envoient leurs demandes en ouvriers : en dix mois d'existence, il en reçoit plus de 2000.

- il fait traduire lettres, fiches de paye et organise des cours de français.

- luttant de tout son poids contre le *crumiraggio* et les émigrés briseurs de grève, il prône la

[22] MISTO (Carlo), Notizie della parocchia di Binago, 10 p. dactylographiées.

[23] AMBROSOLI (Luigi), Radiografia del socialismo varesino, Tracce n°3, Varese, 1981.

[24] ANDREUCCI (Franco), DETTI (Tomaso), Il movimento operaio italiano : Dizionario biografico : 1853-1943, 5 volumes, Roma, Editori riuniti, 1977.

solidarité ouvrière, encourage ses membres à adhérer aux syndicats étrangers et à y développer une active propagande internationaliste[25].

- par ses conférences, il informe des lois sociales en vigueur dans les pays d'accueil.

- le Secrétariat organise également des écoles hivernales où les jeunes *muratori* peuvent prendre des cours de dessin, de géométrie, de géographie et de culture générale.

- enfin, il n'hésite pas à faire pression sur les employeurs étrangers qui ne respectent pas les lois sociales : grèves et boycotts deviennent des armes décisives[26].

Les saisonniers bénéficient du soutien actif de l'*ombrelle rosso*, mais également de la *Lega Muratori* fondée en 1887 : la Ligue des Maçons est une caisse de secours mutuelle qui aide les adhérents et leurs familles en cas d'accident ou de maladie. Elle offre également des pensions aux plus vieux et aux impotents. Elle rencontre vite un franc succès : l'exercice 1911 se solde, par exemple, par un bénéfice de plus de 5000 lires[27]. La Bourse du Travail a donc une influence très grande sur les émigrés *varesini* : aidés de ses précieux conseils, ceux-ci peuvent désormais partir en terres étrangères sans craindre d'être exploités par des employeurs espérant trouver en eux une main-d'œuvre docile et bon marché.

La *Camera del Lavoro* et les lettres de camarades sédentarisés dans les pays d'accueil permettent aux émigrés de s'émanciper de la tutelle de l'État et de l'Église : cette dernière, bien consciente du danger que fait peser sur elle la Bourse du Travail, multiplie critiques et recommandations. Les prêtres ne cessent de dénoncer dans leurs sermons la grave menace pour l'ordre social et moral que représente l'émigration. La presse catholique se fait l'écho de cette inquiétude croissante : dès 1884, *La Cronaca Varesina* décrit l'émigré *"comme un jeune aux pantalons larges, vigoureux et bouffi d'orgueil par des gains faciles, offrant quelques verres de vin aux vieux du village trop âgés pour partir"*[28]. Pour l'Église, l'émigration est une épidémie morale : elle n'obeit pas à une nécessité vitale, mais est provoquée avant tout par les socialistes qui décrivent trop complaisamment les pays étrangers comme de véritables eldorados. Dépensant sans compter au cabaret les gains qu'il a accumulés sans trop d'efforts, n'obéissant plus aux *padroni* et de moins en moins à l'Église, le maçon, travailleur saisonnier, offre un déplorable exemple aux masses paysannes occupées à de durs travaux. De plus, ces jeunes célibataires sont suspectés, loin du village, de passer le plus clair de leur temps libre à boire et fréquenter des filles à la moralité plus que douteuse. Rentrant fréquemment en conflit avec eux, les prêtres ne cessent de faire pression sur les familles afin d'empêcher de nouveaux départs, souvent en pure perte.

L'émigré répond bien aux voeux de Riccardo Momigliano : "fer de lance" du mouvement

[25] Les "kroumirs" sont les "jaunes", et le *crumiraggio* consiste à vouloir briser un mouvement de grève en continuant à travailler par allégeance aux patrons.

[26] BRUSA (Carlo), GHIRINGHELLI (Robertino), a cura di, Emigrazione e territorio tra bisogno e ideale, 2 volumes, Varese, Edizioni Lativa, 1995, 336 et 311 p.

[27] Il Nuovo Ideale : 1er mars 1913.

[28] La Cronaca Varesina : 21 décembre 1884.

ouvrier comasque, la plupart des maçons *varesini* qui partent vers les Vosges ont une véritable conscience politique, profondément anticléricale et *"antipatriotique"*. Lors des élections provinciales de 1907, les électeurs de Binago apportent par exemple la grande majorité de leurs suffrages à Giovanni Clerici, maçon socialiste, qui est triomphalement élu[29].

L'influence de la *Camera del Lavoro* reste pourtant limitée à l'ouest de la province dans le *Varesotto* et le *Val Ceresio* : les montagnards *intelvesi* échappent largement à la propagande socialiste et restent profondément catholiques, fidèles aux directives d'un clergé actif, soucieux de les préserver des idées révolutionnaires[30].

3 - *Il Nuovo Ideale*, boîte à lettres et tribune pour l'émigré.

Fondé en 1901 par Riccardo Momigliano, *Il Nuovo Ideale* est le journal de la fédération socialiste de Varèse. Dirigé par l'énergique piémontais à partir de 1904, il est avant tout la tribune de l'aile révolutionnaire du P.S.I. qui ne cesse de s'opposer au courant réformiste. Il reproduit également dans ses colonnes les comptes rendus d'activité de la Bourse du Travail et plus particulièrement ceux du Secrétariat à l'Émigration et de la Ligue des Maçons. Son prix - 5 centimes - reste très abordable, de même que celui de l'abonnement, 3 lires par an pour les lecteurs résidant en Italie, 6 pour les autres. L'hebdomadaire connaît très vite un grand succès dans les milieux de l'émigration : on y lit des nouvelles du pays, on se renseigne sur la situation et la santé de camarades partis en Suisse ou en Amérique, on suit avec attention le déroulement des campagnes électorales et des élections dans la province.

Les articles envoyés depuis l'arrondissement de Saint-Dié sont nombreux : ils côtoient les lettres de Zurich, Genève, Barre dans le Vermont, Metz ou Mulhouse. Afin d'aider financièrement le journal, les lecteurs peuvent envoyer de petites sommes d'argent accompagnées de messages destinés la plupart du temps à leurs familles. La liste des généreux donateurs, publiée dans chaque numéro, ainsi que les articles envoyés de l'étranger, permettent de mieux cerner l'état d'esprit des émigrés *varesini* :

- dans la plupart des cas, ils saluent épouses, enfants et amis partis en Suisse, en Amérique ou restés au pays, qui se regroupent le dimanche dans le même cabaret. Ercole Daverio par exemple, envoie de La Neuveville-les-Raon en juillet 1904, ses *"cordiales salutations à l'auberge de l'hippodrome"* à Sant'Ambrogio. Annibale Baranzelli salue, quant à lui, Polo Campi à Metz[31].

- les préoccupations politiques sont également nombreuses. Beaucoup d'émigrés demandent au gouvernement l'adoption du suffrage universel qui est finalement accordé en 1912. Mais la principale requête concerne avant tout la date des élections : organisées le plus souvent au

[29] MISTO (Carlo), Notizie della parocchia di Binago, 10 p. dactylographiées.
[30] CARLINI (Daniela), L'emigrazione dalle regioni alpine e prealpine tra Ottocento e Novecento. Il caso del Varesotto. Tesi di Laurea. Relatore : Elisa Bianchi. Correlatore : Carlo Brusa, Milano, 1991, 295 p. dactylographiées.
[31] Il Nuovo Ideale : juillet 1904.

printemps, alors que les saisonniers viennent de partir, elles profitent rarement aux candidats socialistes suffisamment affaiblis par leurs divisions internes. Luigi Falchi invite depuis Saint-Dié, *"Victor-Emmanuel et Giolitti à repousser les élections l'hiver"*[32] : le vote des émigrés assurerait en effet aux socialistes de brillants succès dans le *Varesotto* et la *Val Ceresio*. Cette revendication insistante, occupant parfois des colonnes entières du journal, n'est cependant pas retenue par les autorités : bastion socialiste, la province est représentée à Rome par des catholiques modérés, malgré la création par Momigliano d'une "Caisse Électorale" destinée à financer le retour anticipé des expatriés. Ces derniers veulent absolument exprimer leurs idées grâce aux urnes : *"La main-d'œuvre se fait de plus en plus rare,* écrit le sous-préfet de Saint-Dié en novembre 1913, *en raison du départ d'un grand nombre d'ouvriers italiens qui étaient employés sur les chantiers et qui ont regagné leur pays pour prendre part aux élections législatives et passer l'hiver avec leurs familles"*[33]. Disposant d'une véritable culture politique grâce à l'active propagande de la Bourse du Travail et à la lecture d'*Il Nuovo Ideale*, les émigrés développent souvent un antimilitarisme virulent. Lors de la conquête de la Lybie en 1912, les appels à l'insoumission sont nombreux. De plus, la classe politique et la famille royale s'attirent souvent moqueries et descriptions peu flatteuses : l'assassinat du roi Humbert en 1900 à Monza, non loin de Varèse, par l'anarchiste Bresci, n'a laissé personne indifférent et beaucoup ont approuvé secrètement le geste de cet émigré saisonnier. Le souverain, qui en 1898 avait décoré le général Bava Beccaris *"pour services rendus aux institutions et à la civilisation"*[34], était détesté des socialistes *varesini*.

- l'anticléricalisme apparaît également souvent dans les correspondances : l'un dénonce violemment depuis Raon-l'Étape, *"les grenouilles de bénitier qui infestent le village de Clivio*[35]*"* ; un autre demande que son nouveau-né ne soit pas baptisé.

- la lutte contre le *crumiraggio* est l'autre "obsession" des socialistes. L'action des "jaunes" compromis avec les patrons est vivement critiquée et leurs noms sont publiés et vilipendés. Pietro Pozzi, figure du socialisme italien à Saint-Dié, dénonce en 1908 Giovanni Furiga qui *"a cherché quinze ouvriers à Varèse pour le compte de l'entrepreneur Chery et les a transportés à Épinal et à Bruyères"*. Pozzi affirme avec force qu'*"il ne faut plus recruter pour le compte des patrons"*. Il ajoute : *"Si les patrons vous le demandent, dites qu'il existe à Varèse un Secrétariat qui se charge de fournir des ouvriers*[36]*"*.

Véritable tribune de l'émigration, *Il Nuovo Ideale* contribue activement à l'éducation politique de ses lecteurs : prodiguant conseils et directives, il permet à l'émigré de rester constamment en contact avec ses camarades expatriés comme lui et sa région d'origine. Il se crée

[32] Il Nuovo Ideale : 9 juillet 1907.
[33] A.D.V. : 8M248.
[34] BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre), L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme, Paris, A. Colin, 1995, 367 p.
[35] Il Nuovo Ideale : 2 novembre 1902.
[36] Il Nuovo Ideale : 24 octobre 1908.

ainsi une véritable conscience collective : le maçon travaillant à Saint-Dié ou Gérardmer a rarement le sentiment d'être isolé dans un milieu hostile. *Il Nuovo Ideale* apporte souvent un profond réconfort moral à l'émigré : objet de toutes les attentions, ce dernier y est considéré avec un immense respect et une admiration sans bornes. La plume des poètes le présente sous un aspect quasi mythique, allégorie de *"la saine énergie du prolétariat*[37]*"* : les *"Dix Commandements de l'émigré"*, publiés le premier avril 1905, l'invitent notamment à diffuser les idées du socialisme et à combattre les catholiques de l'*Opera Bonomelli*[38]. Une prose très poétique, décrivant de manière déformée et exagérée sa vie quotidienne, lui attire toutes les sympathies : *"Quelques mois de travail continu, puis une grève, un boycott, une résistance héroïque de plusieurs jours, et de nouveau un voyage vers d'autres pays à la recherche d'un autre morceau de pain, toujours errant, toujours sans patrie et sans toit"*[39].

Rassemblant plus de la majorité des immigrés de l'arrondissement de Saint-Dié, les *Varesini* n'y sont pourtant pas les seuls Italiens.

III - D'autres régions de départs.

A - La *Valle d'Ossola.*

1 - Une spécialisation ancienne et reconnue dans le travail de la pierre.

D'autres régions italiennes fournissent des contingents importants d'émigrés : si les maçons sont avant tout des Comasques, les "graniteurs" viennent dans leur grande majorité de la province de Novare. Ils ne sont pas à proprement parler des Piémontais : natifs de la *Valle d'Ossola*, sur la rive est du lac Majeur, leurs coutumes, dialectes et traditions culinaires diffèrent peu de celles des *Varesini* établis sur l'autre rive. Tous sont originaires de Mergozzo, Ornavasso, Gravellona et Baveno, gros bourgs situés au pied de montagnes renfermant granits et marbres. Dès le Moyen Âge, tailleurs de pierre et carriers *ossolani* sont réputés pour leur grande compétence. En 1387, Gian Galeazzo Visconti fonde *la Veneranda Fabricca del Duomo di Milano* afin de prélever les matériaux nécessaires à la construction du Dôme. Le duc accorde également aux habitants de Mergozzo la liberté et la gratuité d'exploitation. Transportés sur des péniches jusqu'à la capitale lombarde par la rivière Toce, le lac Majeur, le Tessin puis le Naviglio, marbres et granits, taillés avec soin par les

[37] Il Nuovo Ideale : 7 janvier 1905.
[38] Il Nuovo Ideale, 1er avril 1905. L'Opera Bonomelli est une oeuvre caritative catholique s'occupant de l'encadrement des émigrés. Très présente en "Lorraine du fer", elle est complètement absente dans les Vosges du fait des faibles effectifs et de la dispersion des colonies italiennes.
[39] Il Nuovo Ideale : 7 janvier 1905.

picasass mergozzesi et prélevés sur les pentes du Monte Orfano, font la fierté des *Ossolani*. Ceux-ci bénéficient d'une solide réputation de spécialistes du travail de la pierre dans toute la péninsule. Par la suite, ils extraient les matériaux destinés à la construction de palais et édifices religieux à Milan, Rome et Turin[40]. En 1828, le duc de Savoie Charles-Albert, dont les possessions s'étendent jusqu'au lac Majeur, offre au pape 82 colonnes d'une hauteur de 11 mètres pour la construction de l'église Saint-Paul-hors-les-Murs. Là encore, les *Ossolani* font preuve d'une grande habileté d'exécution, dans la taille puis dans le transport des pierres vers la Ville Éternelle, via Venise, voyage qui dure plus de quatre ans.

Jusqu'en 1880 environ, le travail du granit bénéficie d'un véritable "âge d'or" : devant l'afflux des commandes venant d'Italie, de France, d'Allemagne mais aussi d'Argentine et des États-Unis, de nombreuses entreprises, à capitaux souvent français et anglais, s'installent dans la *Valle*. Une main-d'œuvre abondante, formée dans les carrières et les écoles de dessin, extrait de la montagne des blocs de granit rouge, blanc, noir ou vert, de 20 à 50 mètres cubes. A partir de 1865, l'exploitation de la pierre entre dans l'ère industrielle. A Baveno, Nicola Della Casa a créé l'une des entreprises les plus modernes du pays en 1874 : important des techniques de son Tessin natal, il généralise l'utilisation de la poudre "pyrite" ainsi que le transport jusqu'aux péniches sur de petites voies ferrées. Grâce à lui, sciage et polissage sont actionnés par des machines à vapeur. Utilisant massivement la publicité, représentée dans le monde entier par un réseau de correspondants dynamiques, l'entreprise Della Casa est prospère et suscite l'admiration des touristes fortunés résidant sur les bords du lac, telle la reine Victoria en 1879. La société accumule également les médailles lors des expositions industrielles. Attirés par les promesses de gains faciles, les montagnards des villages environnants rejoignent en nombre les carrières, contribuant au peuplement de gros bourgs devenus de petites villes industrielles. En plus du travail de la pierre et du tourisme, des filatures de coton emploient les épouses des "graniteurs" et contribuent à diversifier le tissu économique local. A Baveno, en plus de celle de Della Casa qui emploie 70 ouvriers, six entreprises se livrent une concurrence acharnée.

2 - Gaspillage des ressources et baisse des commandes.

A partir de 1880, une crise grave commence à toucher ce secteur : la conjoncture économique mondiale est nettement plus défavorable et les grands travaux d'urbanisation sont rares sur le vieux continent. L'utilisation intensive et abusive de la poudre "pyrite" a entraîné une surexploitation de ressources minérales que l'on croyait inépuisables : à Mergozzo, le Mont'Orfano est devenu à la fin du XIXème siècle une montagne mutilée. Les progrès du concassage mécanique provoquent également un gaspillage important. Beaucoup de petites entreprises qui gardent des techniques

[40] Au XVIème siècle, les travaux entrepris à Milan, comme la construction du Séminaire par Saint-Charles Borromée, assurent à la *Valle* une grande prospérité.

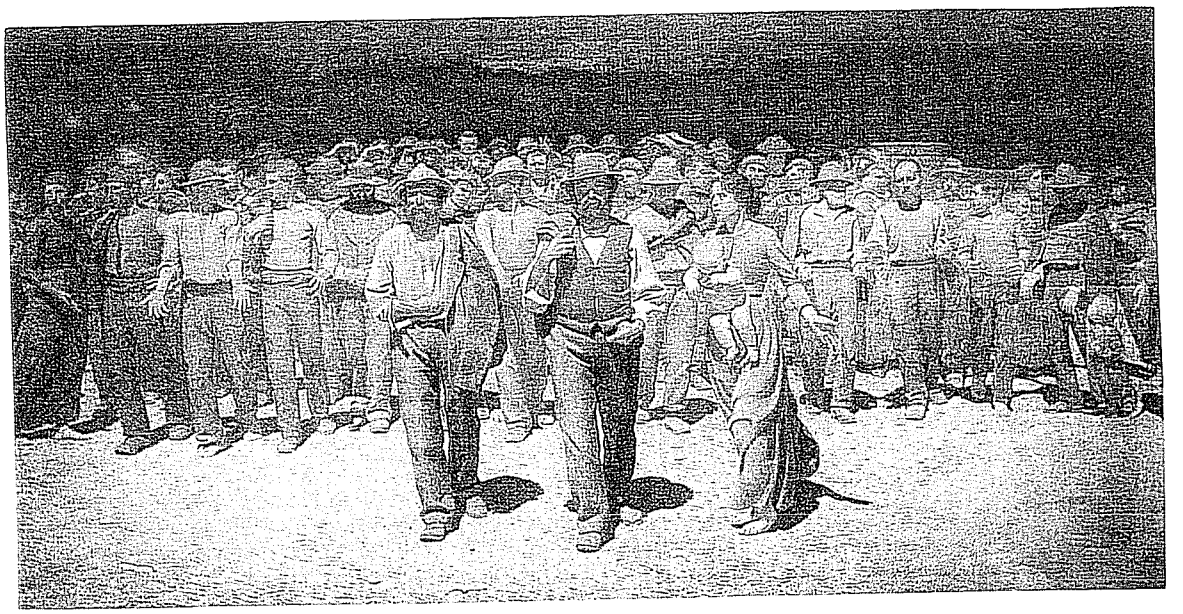
archaïques font faillite. Face à la baisse importante des commandes, des centaines de *picasass* sont condamnés à une cruelle inaction, d'autant plus que, là aussi, la forte croissance démographique augmente le nombre de bouches à nourrir. Le travail de la pierre étant souvent la seule source de revenus, l'agriculture ne disposant que de sols peu fertiles et de terrains très escarpés, beaucoup de "graniteurs" doivent partir exercer leur savoir-faire ailleurs. Ils imitent en cela les frères Bartolomeo, qui, natifs de Baveno, avaient participé à la construction de la basilique Saint-Pierre à la fin du XVème siècle.

L'excès de main-d'œuvre et la baisse des salaires provoquent l'émigration importante de jeunes adultes vers le Tessin, l'Allemagne et les États-Unis. De plus en plus, beaucoup choisissent de s'établir en France, dans les Vosges plus particulièrement : là, ils trouvent des carrières de granit qui viennent à peine d'être mises en exploitation et dont les exploitants, tel Charles Peduzzi au Puid, recherchent une main-d'œuvre qualifiée et abondante. Certes, fabriquer pavés et bordures de trottoirs peut sembler être une tâche bien dégradante pour des hommes dont les ancêtres ont contribué à l'édification des plus beaux monuments de la péninsule, mais nécessité fait loi : à Senones, Grandrupt ou Gérardmer, le "graniteur" reçoit un salaire journalier de 7 francs, deux fois ce qu'il peut espérer gagner en Italie. Riches d'une expérience multiséculaire dont ils sont fiers, les *Ossolani* acquièrent rapidement le monopole du travail de la pierre dans les Vosges où ils sont arrivés avec leurs outils et des techniques modernes apprises au pays. Ils sont également, à l'image de leurs camarades *varesini,* de fervents socialistes[41, 42].

Dans l'arrondissement de Saint-Dié, ils représentent environ 15 % des immigrés italiens : unis par une profession et des origines communes, ils forment un milieu bien particulier qui a ses règles tacites et dans lequel les "étrangers" français ou "vénitiens" n'entrent que rarement. Travaillant 12 heures par jour dans les carrières, été comme hiver, les "graniteurs" ne sont pas réellement des émigrés saisonniers : plus vieux que les maçons - leur âge moyen au Puid est de 34 ans -, ils peuvent rester plusieurs années au même lieu avant de rentrer au pays. Beaucoup préfèrent s'installer définitivement à l'étranger. Les mariages mixtes avec des Françaises sont moins fréquents que pour les professions du bâtiment : le plus souvent, l'émigré rentre se marier dans la *Valle d'Ossola* pour revenir en France avec son épouse. Moins touchés par le nomadisme que leurs compatriotes du bâtiment, les *Ossolani* sont plus stables ce qui facilite leur intégration dans la société d'accueil. Carlo Braganti par exemple, s'installe au Puid en 1904 : natif de Mergozzo, il est accueilli par ses camarades arrivés quelques années avant lui et est employé par Charles Peduzzi, dont il épouse la fille quelques années plus tard. Ayant eu deux enfants, possédant maison et carrière, il devient un petit exploitant qui obtient sans difficulté sa naturalisation en 1927.

[40] MARGARINI (Giorgio), PISONI (Carlo Alessandro), Il granito di Baveno. Un pioniere : Nicola Della Casa, Verbania-Intra, Alberti Libraio Editore, 1995, 183 p.

[41] GRUPPO ARCHEOLOGICO MERGOZZO, a cura di, Ossola di pietra nei secoli, Intra, Tipografia Cerutti, 1978, 183 p.



Il Quarto Stato **(le Quatrième État), tableau de Giuseppe Pelizza dal Volpedo, 1902 :** manifestations de *braccianti* de la plaine padane. Beaucoup partent alors pour l'Amérique ; certains deviennent terrassiers ou manœuvres saisonniers en France, travaillant à la construction de voies ferrées, de tunnels, de routes.

NICOLA DELLA-CASA

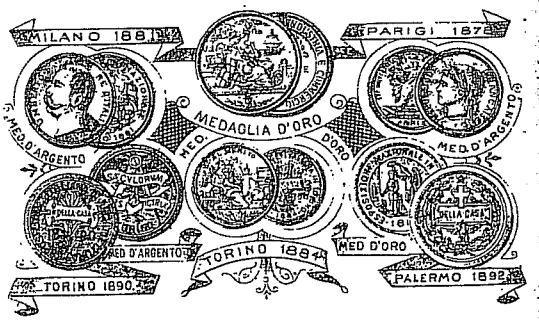
BAVENO

(ITALIA)

Casa fondata nel 1863

GRAN DIPLOMA D'ONORE
ESPOSIZIONE ITALO-AMERICANA
GENOVA 1892

"Per essere stato il primo in Italia ad applicare la lavorazione meccanica ai graniti.,



TELEGRAMMI : DELLACASA - BAVENO

COMMERCIO
DI
GRANITO ITALIANO

GRANITO ROSSO - GRANITO BIANCO - GRANITO NERO

MIGLIORI COLORI
Cave proprie

Materiale distaccato disponibile
m. c. 50 mila circa

STABILIMENTO PREMIATO E PIÙ ANTICO
per la segatura, lucidatura e tornitura
dei Graniti

CANTIERE
DI SCULTURA ED ARCHITETTURA

SPECIALITÀ IN OPERE D'ARTE MONUMENTALI

MILANO	— Piazza del Duomo.
TORINO	— Palazzo Carignano - Tempio Antonelli.
NAPOLI	— Tempio Schilizzi, Colonnato Stazione ferroviaria.
GENOVA	— Monumento a Vittorio Emanuele II, Porto e Darsena.
SPEZIA	— Bacini di Carenaggio, Opere di difesa militare.
PIACENZA	— Ponte sul Po a Mezzanacorte.
LIONE	— Nôtre Dame de Fourvière.
BREMA	— Piedestallo a Guglielmo I.
BUENOS-AYRES	— Monumento al Generale Belgrano.
INDIANOPOLIS	— » al Generale Hendricks.
RIO JANEIRO	— Piedestallo al Generale Oxario.

VIENNA, LUCERNA, CANNES, MARSIGLIA, PARIGI
COSTANTINOPOLI, NEW-YORK, MONTEVIDEO
GINEVRA, ZURIGO, ecc. ecc.

Spedizione in tutte le parti del Mondo

Publicité de l'entreprise Della Casa de Baveno vers 1890.

B - La plaine du Pô.

1 - A Veruno, des *braccianti* peu qualifiés.

Au printemps 1901 arrivent à Gérardmer plus de 70 manoeuvres et terrassiers, tous natifs de Veruno dans la province de Novare, venus chercher du travail sur le chantier de la ligne ferroviaire en construction. Se déplaçant par groupes de 10 à 20 hommes, ils repartent quelques mois plus tard, quittant les Vosges pour ne plus y revenir : ces "étoiles filantes" de l'immigration sont tous de pauvres ouvriers agricoles, chassés des campagnes par le manque d'ouvrage, mais aussi par une crise des activités rurales traditionnelles. L'industrialisation naissante de *l'età giolittiana*, si elle entraîne dans les villes - et avant tout à Milan - une forte croissance des activités manufacturières, provoque la ruine de l'artisanat pratiqué par les paysans pendant la saison hivernale. Le tissage manuel de la soie, logé dans un coin de la ferme, tend de plus en plus à disparaître au profit du tissage mécanique concentré dans de petits centres industriels. Certains *braccianti* sont donc expulsés des campagnes, et, n'ayant pu trouver du travail dans les villes proches, Milan ou Novare, ils émigrent à l'étranger, attirés par de vagues rumeurs. A la différence des *Varesini*, ces *Padani* ne sont pas préparés à partir et ne sont formés qu'à travailler la terre. La plupart sont illettrés et ne savent pas signer les *"registres d'immatriculation"*. Cette émigration du désespoir et de la misère touche des hommes "mûrs", âgés de 31 ans en moyenne pour les terrassiers de Veruno : ils sont accompagnés de leurs fils, de frères et parfois d'un père, qui, malgré son âge avancé, est venu prêter main-forte à ses enfants[43]. La grande majorité de ces *braccianti* vient de la plaine du Pô, ou de ses affluents au nord, l'Oglio et le Tessin.

Veruno, par exemple, abrite un peu plus de 1000 habitants, et est situé au nord de Novare à 350 mètres d'altitude, dans une zone de collines peu fertiles où l'on cultive mûrier, seigle et blé. Ce gros village a un terroir appartenant en grande partie aux familles Bagliotti et Sarazzi qui y ont fait construire chacune un "palais"[44]. Chaque année, le village voit plusieurs dizaines des siens partir à la recherche d'un hypothétique travail vers le nord.

2 - A Chiari, les méfaits du capitalisme agricole.

Le cas de la petite ville de Chiari est un peu différent : située dans la plaine du Pô, à 25 kilomètres à l'est de Brescia, elle abrite environ 10 000 habitants au début du siècle. Son terroir est l'un des plus riches de Lombardie. Grâce aux drainages et à la construction de canaux détournant une partie des eaux de l'Oglio, les rendements en maïs et légumes sont très élevés, ce qui provoque l'admiration de l'Anglais Arthur Young de passage à la fin du XVIIIème siècle. La culture des plantes fourragères y prospère, ainsi que l'élevage bovin et chevalin, mais c'est avant tout pour la

[43] A.C. Gérardmer : Registres d'immatriculation.
[44] Encyclopedia Italiana : article "Veruno".

qualité de sa soie que Chiari s'est fait connaître dans toute la Lombardie : au milieu du XIXème siècle, 24 filatures emploient la moitié de la population active de la commune. Chaque jeudi s'échange au marché l'équivalent de plusieurs millions de lires de cocons. A la différence du *Varesotto* qui repose sur de pauvres collines morainiques, Chiari dispose d'un terroir riche qui, savamment mis en valeur depuis des siècles, lui assure une large éventail de productions et de hauts rendements. En 1862 est créé le "Consortium Agraire" : conseillé par les agronomes les plus éminents du pays, il entreprend de révolutionner les techniques agricoles. Par l'utilisation d'engrais, d'espèces animales et végétales sélectionnées, grâce aussi à l'emploi généralisé de machines et à l'apport de capitaux venus de toute la Lombardie, il devient dans les années suivantes un modèle d'agriculture performante.

Les importations massives de produits agricoles venus des pays neufs portent un coup terrible aux habitants de Chiari. Les paysans, simples métayers et journaliers, premières victimes de la mécanisation et du "capitalisme agricole", voient leurs conditions de vie se dégrader d'autant plus rapidement que leur nombre ne cesse d'augmenter. Les contrats de location sont très défavorables pour les uns, et le travail se fait de plus en plus rare pour les autres : beaucoup décident donc de partir, empruntant la ligne ferroviaire Venise-Milan qui a été ouverte en 1878[45].

En novembre 1913 par exemple, une vingtaine d'entre eux arrive à Gérardmer pour construire les casernes : ils sont manoeuvres, terrassiers, mais aussi maçons, et espérent évincer les *Varesini* rentrés au pays pendant la saison d'hiver[46]. Là aussi, il s'agit de mouvements migratoires largement improvisés au gré des circonstances et n'obéissant à aucune tradition. Ces maçons n'ont pas le même niveau de formation et de compétence que leurs collègues de Haute-Lombardie : aucun d'entre eux, d'ailleurs, ne s'établit par la suite dans les Vosges.

L'étude des régions de départs permet de cerner de nettes différences entre les immigrés : quel point commun peut-il y avoir entre les "graniteurs" et maçons de "la région des lacs", hautement qualifiés, disposant d'une culture politique affinée, préparés dès leur plus jeune âge à partir, et les malheureux terrassiers *padani* que la misère et la sévérité des *padroni* ont chassé de leurs foyers ? L'intégration dans la société d'accueil est évidemment moins facile pour les seconds qui, le plus souvent, n'ont laissé de traces ni dans les archives, ni dans les mémoires. L'opinion publique déodatienne, à l'image d'une presse locale peu soucieuse de comprendre la complexité de phénomènes qui la dépassent, n'a que faire de ces particularismes régionaux : pour elle, *Varesini, Ossolani* et *Padani* sont avant tout des Italiens qui ont certes apporté avec eux truelles et burins,

[45] Archives de la bibliothèque municipale de Chiari.
[46] A.C. Gérardmer : registres d'immatriculations.

mais aussi couteaux et brochures anarchistes. L'image qu'ont les populations autochtones de ces étrangers peut ainsi dans une large mesure favoriser, ou freiner, une intégration voulue par la majorité des immigrés.

Chapitre 3 :

Méfiances et violences xénophobes.

L'Italien qui arrive dans la région de Saint-Dié à la fin du XIXème siècle ne doit d'abord compter que sur lui-même s'il veut s'intégrer dans le milieu d'accueil. Journalistes, écrivains, hommes politiques et même syndicalistes lui ont rapidement fabriqué une image déplorable et l'ont accablé de tous les maux. Cette xénophobie, sciemment diffusée, déteint sur une partie importante de la population et se traduit par des mots, des insultes et parfois par des gestes : le rejet de "l'autre" s'exprime ainsi à travers une violence qui entraîne morts et blessés. Néanmoins, la perception de l'Italien s'améliore un peu avec le temps : "homme au couteau" en 1894, il est devenu 20 ans plus tard un allié potentiel, même s'il est perçu négativement encore. Cette évolution est en fait étroitement liée aux peurs et "crises" identitaires qui touchent des autochtones facilement manipulables.

I - L' image très négative de l'immigré italien.

A - La fabrication d'un stéréotype.

1 - L'Italie : un pays de "cartes postales".

Touristes, jeunes mariés, pèlerins, amateurs d'Histoire Ancienne, les voyageurs français sont nombreux à visiter l'Italie à la fin du XIXème siècle. L'ouverture de la ligne du Saint-Gothard leur permet de rejoindre les principaux sites transalpins rapidement à des prix abordables : les Chemins de Fer de l'Est proposent des trains, qui, au départ de Paris, rejoignent Milan, via Bâle et Lucerne, en 20 heures[1]. La Lombardie devient alors l'une des régions les plus visitées : elle accueille plusieurs dizaines de milliers de touristes étrangers pendant la saison estivale, en majorité anglais et français. Rentrant au pays, ils diffusent autour d'eux une image de l'Italie et de ses habitants qui contribue largement à la construction de fâcheux stéréotypes. Ceux-ci sont très présents dans les guides de voyage qui influencent les lecteurs. Le *Baedecker* est le guide touristique le plus vendu de l'époque[2]. En parcourant ses pages, on découvre une Italie vivant dans l'insécurité et la saleté la plus repoussante : *"On évitera d'errer la nuit dans les quartiers déserts. En cas d'excursion, on s'arrangera de façon à rentrer en ville au plus tard à la nuit tombante"*. Avant tout, il s'agit de se méfier des voleurs : *"On portera donc toujours les grosses sommes d'argent dans une poche intérieure"*. Pays de brigands, l'Italie abrite également des nuées de mendiants : *"La mendicité a de tout temps été considérée comme une source légitime de revenus. Le mieux est de ne rien donner et*

[1] L'Impartial des Vosges : 13 septembre 1890.
[2] Du nom de son auteur, Karl Baedecker, libraire à Leipzig, dont les guides traduits en français connaissent un vif succès à la fin du XIXème siècle.

de se débarrasser des importuns par un signe ou par le mot "niente". On s'abstiendra en tout cas de donner de l'argent aux enfants"[3]. Avant même son départ, le voyageur a une vision extrêmement négative du pays qu'il va visiter, vision dont il lui sera très difficile de s'émanciper par la suite[4].

Cette méfiance à l'égard du peuple italien se retrouve dans les récits des pèlerins. Pour l'Année Sainte, le diocèse de Saint-Dié organise un pèlerinage à Rome. Partant de Vesoul en mai 1900, un train conduit les catholiques déodatiens vers la Ville Éternelle où ils séjournent cinq semaines, encadrés par plusieurs prêtres. De là, ils envoient au journal de l'évêché leurs impressions de voyage. *La Semaine Religieuse* reproduit dans ses pages l'image d'un pays profondément catholique, à l'exubérance toute baroque, peuplé de braves paysans, de mendiants, mais déchiré par de graves querelles internes : *"Les escaliers sont encombrés par des étalages de bibelots en bois, en sucre, en papier, que des camelots miséreux, à la voix fausse, vous forcent à prendre pour un sou"*[5]. Dans la basilique Saint-Pierre, Piémontais, Siciliens sont *"tous revêtus de leurs costumes nationaux, ces bons vieux costumes faits de simplicité et d'aisance, aux couleurs surannées et voyantes. Et tout ce monde tranche sur les Bersagliers qui viennent d'arriver aux pieds de l'escalier. (...) Jusqu'à onze heures, il entre de ces braves gens, de ces vieilles qui pleurent de joie à la pensée de voir leur Saint-Père. Pour avoir ce bonheur, ils ont économisé jusqu'au plus petit sou"*[6]. Pour les catholiques français, Rome est avant tout la capitale de la chrétienté, non celle de l'Italie dont ils rejettent l'existence : la dynastie de Savoie, excommuniée par le pape, occupe une ville peuplée de militaires, de fonctionnaires corrompus et de mendiants. Tout comme la Rome antique a triomphé du paganisme, la Rome nouvelle doit chasser ceux qui l'oppriment, et la France, "fille aînée de l'Église", se doit de participer activement à cette entreprise de "libération". Hostiles au jeune royaume, à son roi, mais aussi à ses habitants jugés trop rustres, à la religiosité trop démonstrative pour être réellement sincère, les catholiques français adoptent une attitude résolument conquérante[7]. Leurs journaux, *L'Impartial des Vosges*, *Le Petit Déodatien* ou *La Croix de Lorraine* ne cessent de manifester le plus profond mépris pour les *"sujets du roi Humbert"*.

2 - Pour l'École et la science, marquer les différences.

Les livres scolaires des élèves déodatiens ne sont guère plus indulgents. A la différence de la presse, sensible aux moindres variations de la conjoncture politique, ils dégagent les tendances profondes de la mentalité collective inculquée aux éléments les plus jeunes d'une population[8]. Les manuels de géographie n'hésitent pas à juger les peuples selon les caractéristiques et la mise en

[3] Karl Baedecker, Italie, cité dans MILZA (Pierre), Français et Italiens à la fin du XIXème siècle, Rome, Collection de l'École Française de Rome, 1981, 1114 p. (2 tomes).
[4] MILZA (Pierre), Français et Italiens à la fin du XIXème siècle.
[5] La Semaine Religieuse : 18 janvier 1900.
[6] La Semaine Religieuse : 23 mars 1900.
[7] MILZA (Pierre), Français et Italiens à la fin du XIXème siècle, page 340.
[8] MILZA, Français et Italiens à la fin du XIXème siècle, page 397.

L'Italie et les Italiens à travers les cartes postales :

Émigré passant la frontière à Vintimille.
Carte postale italienne envoyée en France vers 1900 par un touriste français.

Enfants (ou mendiants) napolitains mangeant des macaroni.
Carte postale italienne envoyée en France par un touriste français vers 1900

valeur de l'espace où ils vivent. Dans le *Petit cours de géographie* de 1896, le relief de la France *"présente une simplicité et une harmonie remarquable"*, alors que celui de l'Italie manque totalement d'homogénéité : *"Il est peu de pays que leur relief intérieur morcelle en un plus grand nombre de régions distinctes"*[9]. L'unité italienne, réalisée tardivement, n'est donc qu'un accident de l'histoire. Certes, la *Géographie de l'Europe* de 1896 accorde au Milanais *"une grâce et une élégance, résumé de nombreux siècles de culture"*, mais elle considère l'émigration comme la marque de l'échec d'un pays qui n'a pas les moyens économiques et humains d'assurer ses ambitions coloniales : *"Partout des logements malsains, une existence précaire et misérable. Le malheureux s'expatrie pour aller tenter ailleurs la fortune : s'il veut rester, il rompt avec les lois pour échapper au propriétaire trop avide, et se fait brigand. Parfois, des provinces entières se soulèvent, et, nouvelle jacquerie, se jettent sur les fermes des riches, égorgeant et pillant"*[10].

Les manuels d'Histoire reflètent la même vision simpliste et teintée de manichéisme : l'Italie, toujours dominée par les puissances étrangères jusqu'à une date récente, doit avant tout son unité à la France. Depuis, cette *"puissance inférieure"* essaie de rivaliser avec les "Grands" grâce au jeu des alliances : ses faibles capacités économiques et militaires ne lui permettent pas de mener une politique étrangère indépendante. De plus, l'image que donnent les livres scolaires de la présence italienne en France reste là aussi extrêmement négative : de Catherine de Médicis, responsable du massacre de la Saint-Barthélémy, à Concini pillant allégrement les caisses de l'État, sans oublier Mazarin que la ruse et la duplicité ont conduit aux plus hautes fonctions, l'Italien n'a laissé que de mauvais souvenirs dans l'Histoire nationale. Il a donc été un "parasite" qui devait sa fortune à ses bonnes manières autant qu'à ses poignards et à ses bagues remplies de poison : cette perception erronée est extrêmement répandue dans les manuels scolaires de la fin du XIXème siècle. Beaucoup considèrent ainsi les immigrés comme les descendants des Médicis, ou même des Borgia, venus piller une France trop accueillante pour les refouler.

La science est également parvenue à cerner avec précision les marques de l'"étrangeté" et le bertillonage représente une rupture essentielle avec le passé. En 1882, Alphonse Bertillon invente l'anthropométrie : il s'agit d'identifier les récidivistes à partir de 11 mesures osseuses, d'un "portrait parlé", d'une série de photographies et de leurs empreintes digitales. Dix ans plus tard, ce système triomphe en permettant l'arrestation de l'anarchiste Ravachol et est appliqué aux *"étrangers soupçonnés d'espionnage"* figurant dans le *"Carnet B"*. Désormais, le teint, l'accent sont des indices objectifs et scientifiques de l' "étrangeté" : le bertillonage a créé un nouvel état d'esprit qui modifie considérablement la perception de "l'autre"[11].

[9] Petit cours de Géographie, Schrader et Gallouédec, 1896.
[10] Géographie de l'Europe, 1896.
[11] NOIRIEL (Gérard), Le creuset français : histoire de l'immigration aux XIXème-XXème siècles, Paris, Seuil, 1988, 437 p., page 97.

3 - L'immigré : un danger pour les défenseurs de "l'identité lorraine".

Par leurs écrits, les intellectuels et journalistes français contribuent également à la construction et à la diffusion du mythe de l'Italien "parasite". L'image des autochtones qu'aiment à présenter les défenseurs de l'"identité lorraine" est tout autre : le Vosgien serait en effet un solide paysan qui n'hésite pas à prendre les armes pour repousser les envahisseurs, Bavarois en 1814, Prussiens en 1870. Ces écrivains soutiennent d'ailleurs entièrement, à la fin du XIXème siècle, la lutte des Boers sud-africains qui combattent pour leur indépendance.

Parmi eux, Maurice Barrès a une très grande influence, particulièrement dans les Vosges d'où il est natif[12]. Participant à de nombreuses conférences, il peut développer, grâce à de brillants talents d'orateur, le souvenir des "provinces perdues" dans cette région frontalière encore meurtrie par les événements de 1870. Dans son roman *Les Déracinés*, il décrit la vie de jeunes Nancéiens partis à Paris faire fortune : ambitieux et sans scrupules, la plupart y perdent leur honneur, sombrant dans le vice et le crime. La rupture avec le milieu originel rend donc l'homme égoïste, arriviste et dangereux pour la "communauté" nationale.

Barrès est également un grand admirateur des paysages méditerranéens : dans *Du sang, de la volupté, de la mort* publié en 1894, qui connaît un grand succès dès sa parution, il peint avec passion *"le pays de Côme qui convient à tous ceux qui entendent bien ne pas résister à leur passion. Le plaisir rapide, la volupté et la mort, voilà quelle serait l'émotion de ce Roman du lac de Côme que j'entrevois[13]"*. Telle est l'Italie de Barrès, une Italie de "cartes postales", belle et farouche, une Italie dont les habitants sont étrangement absents ou traités avec mépris : *"En Italie, les vins sont mauvais, les femmes pas jolies, la musique bien grêle, et pourtant, tout cela, on se le rappellera avec ivresse"[14]*. Très sensible à la beauté des lieux, l'écrivain considère les Italiens indignes de posséder le patrimoine fabuleux que l'Histoire et la Nature ont donné à leur pays. La péninsule est une terre enchanteresse et enivrante que l'on aime passionnément mais dont il faut aussi se méfier. Douceur du climat et beauté des lieux privent ses habitants de tout ressort viril : l'Italien, simple "gardien de musée", n'a rien d'un combattant, du soldat brave et fort prêt au sacrifice suprême[15].

Le 27 janvier 1900, une réunion de la Ligue de la Patrie Française réunit à Saint-Dié, dans une salle pavoisée de drapeaux tricolores, plus de 1500 personnes venues écouter Gabriel Syveton et Maurice Barrès : celui-ci, acclamé aux cris de *"Vive l'Armée, à bas les Juifs"*, dénonce *"le traître Dreyfus"* et s'en prend violemment aux immigrés : *"La Lorraine est la route la plus suivie par les étrangers qui viennent se fixer chez nous, c'est la première étape des candidats à la nationalité française. Nous avons à les supporter quand ils n'ont pas encore subi l'éducation des années et du*

[12] ROTH (François), Les deux Lorraines de "la Belle Époque", in Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours, pages 81-83 ; Maurice Barrès est né à Charmes en 1862.
[13] BARRES (Maurice), Du sang, de la volupté et de la mort, pages 183-185.
[14] BARRES, op. cité page 179.
[15] MILZA, op. cité page 342.

contact, quand nos moeurs et notre sang ne sont pas venus combattre l'âme que leur ont faite de longs siècles d'une vie différente de la nôtre"[16]. L'étranger représente un danger pour le pays qui l'accueille, avant tout parce qu'il est un déraciné : l'Italien, loin de son pays "enchanteur", transgresse la fonction que l'histoire lui a donnée, celle d'un simple valet au service de quelques touristes esthètes venus se ressourcer au berceau de la latinité.

En s'attaquant à Zola deux ans plus tôt, Barrès dénonce également les *"Français de papier"*, naturalisés facilement par une législation trop laxiste : *"Parce que son père et la série de ses ancêtres sont des Vénitiens, Emile Zola pense tout naturellement en Vénitien déraciné. Nous ne tenons pas nos idées et nos raisonnements de la nationalité que nous adoptons et quand je me ferais naturaliser chinois en me conformant scrupuleusement aux prescriptions de la légalité chinoise, je ne cesserais pas d'élaborer des idées françaises et de les associer"*[17].

Louis Madelin, par ses écrits et discours, a lui aussi une forte influence sur l'opinion publique locale : Vosgien installé à Paris, il rentre tous les étés dans les Vosges passer quelques semaines dans sa propriété de La Trouche dans la vallée de la Plaine. Agrégé d'histoire, spécialiste du Consulat et de l'Empire, il a habité la Ville Éternelle quelques années en tant que membre de l'École Française de Rome. Sa carrière politique est moins heureuse : en 1910, il fait campagne dans la première circonscription de Saint-Dié et est battu par Constant Verlot lors des élections législatives après avoir réalisé un score honorable, obtenant notamment la majorité des suffrages à Saint-Dié. Soutenu par les monarchistes et la droite nationaliste, il ne cesse pourtant de proclamer sa fidélité à la République et revendique haut et fort ses origines vosgiennes. *"Moi aussi je suis comme vous et je m'en vante, un bon Français, un bon Lorrain!"*[18], déclare-t-il lors d'une réunion électorale devant un public composé majoritairement d'ouvriers. Traitant son adversaire *"d'étranger, valet des Juifs"*, il est raillé par la presse républicaine qui le considère comme un *"Syveton de deuxième classe, plein de morgue et de suffisance"*[19]. Louis Madelin est cependant un écrivain d'une certaine notoriété : ses *Croquis Lorrains* parus en 1907 et préfacés par Maurice Barres, décrivent une Lorraine à l'identité profondément originale mais que tout rattache à la France. Les Lorrains, comme par le passé, représenteraient à présent *"l'avant-garde de celto-latins"* face à la menace germanique : *"Tant qu'il y aura une Lorraine, des âmes guerrières habiteront ce corps vigoureux où il semble qu'un mélange de sangs celte et germain ait fait couler une inépuisable sève d'héroïsme calme et de valeur sans jactance"*[20]. La Lorraine est, en ce début du XXème siècle, *"un arbre qui n'a poussé que plus vigoureux depuis 1871"* après avoir perdu l'une de ses plus belles branches. L'*"arbre"* est pourtant menacé de l'intérieur : *"Prenons garde au ver rongeur, prêt à creuser son chaudron qui*

[16] La Chronique des Vosges : 11 février 1900.
[17] Le Journal : 1er février 1898.
[18] La Chronique : 27 février 1910.
[19] L'Estafette : 24 février 1910.
[20] MADELIN (Louis), Croquis lorrains, Paris, Berger-Levrault, 1907, Avant-propos, page 380.

ressemble bien à une marmite anarchiste : là où Belges et Italiens ont jeté des parasites dans notre province, l'agitation est déjà grande (...). On ferait de ce bois lorrain de si belles maisons allemandes!"[21] L'accusation se fait là plus précise : l'immigré menace l'identité régionale et nationale et il n'est que l'avant-garde d'une armée qui s'apprête à envahir le pays. L'Italien, d'origine purement latine, n'a en effet que peu de points communs avec le Lorrain issu *"d'une race de guerriers solides et d'artistes actifs"*. L'Italie, où se sont illustrées avec succès depuis quatre siècles les armées françaises, est indigne d'assurer l'héritage de la latinité, celui-ci revenant de droit à la France.

Louis Madelin, comme bon nombre de ses contemporains, adopte l'attitude condescendante et même colonisatrice caractéristique d'un impérialisme culturel français reflété dans de nombreux écrits. A Rome, il n'a visiblement rencontré que de jeunes Lorraines travaillant dans une auberge pour pèlerins : *"Ah! Elles n'étaient point déracinées, celles-là! Si loin du pays natal sur les bords du Tibre, ayant parfois depuis vingt ans quitté la Lorraine, elles en avaient gardé l'accent, et surtout le coeur fidèle"*[22]. Dans les Vosges, l'immigré italien ne bénéficie jamais de telles marques de sympathie, ni dans la littérature, ni dans la presse.

B - Une xénophobie largement diffusée par la presse locale.

1 - Des articles dont la teneur et l'objectivité sont très variables.

La péninsule et ses ressortissants ne sont guère considérés avec indulgence dans les journaux déodatiens : de 1873 à 1913, plus de 80 % des articles qui leur sont consacrés les font apparaître sous un jour extrêmement négatif. L'Italien est avant tout présenté comme un voleur et un mauvais garçon, très rarement comme un père de famille et un ouvrier pouvant être victime d'accidents du travail. L'attitude de la presse et sa faculté à être plus ou moins objective dépendent cependant de trois grands facteurs :

a - La "couleur politique" du journal.

L'arrondissement dispose depuis la fin du XIXème siècle d'une grande variété de journaux : à Saint-Dié, les tirages hebdomadaires, tous titres confondus, atteignent en octobre 1910 près de 30 000 exemplaires, chiffre supérieur à la population de la ville. Diffusée dans toute la région, la presse reflète un large éventail politique, dont seuls les socialistes et les anarchistes sont absents. Monarchistes ou radicaux, les journaux se livrent une concurrence féroce, défendant parfois violemment leur "champion" lors de chaque campagne électorale. La "couleur politique" du journal

[21] MADELIN, op. cité pages 382-384.
[22] MADELIN, op. cité page 334.

influe énormément sur ses prises de position :

- la presse catholique et monarchiste - *L'Impartial, La Chronique, Le Petit Déodatien, La Croix de Lorraine*, ainsi que le très nationaliste *Écho de la Frontière* - fait preuve de la plus grande sévérité à l'égard des immigrés. L'Italie est selon elle un pays doublement ennemi : de la France d'abord, puisqu'il s'est allié à l'Allemagne en 1882, de l'Église ensuite, le Pape étant retenu "prisonnier" dans Rome, ville capitale de la chrétienté. La violence des mots est ici poussée à l'extrême et n'épargne ni les souverains, ni les hommes politiques, ni le peuple italien, considérés sans distinction avec le plus grand mépris.

- les journaux républicains modérés ou radicaux, *La Gazette Vosgienne* ou *L'Estafette*, sont moins agressifs : s'ils condamnent la dynastie de Savoie pour sa politique réactionnaire et anti-française, ils n'alimentent en général aucune haine envers les Transalpins considérés avant tout comme des victimes de l'irresponsabilité de leurs dirigeants. Ils affirment même souvent la proximité de civilisation qui unit les deux peuples séparés par les Alpes[23]. Même s'ils ne comptent que deux titres, les journaux "de gauche" réalisent pourtant plus de 80 % des tirages hebdomadaires à Saint-Dié en 1910, ne laissant à leurs adversaires conservateurs qu'une faible part de marché[24].

b - L'état des relations franco-italiennes.

La situation diplomatique entre la France et l'Italie influencent grandement le contenu des articles. La presse "modérée" peut sombrer dans la xénophobie anti-italienne la plus extrême lorsque les relations entre les deux pays sont tendues[25] :

- de 1881 à 1896, l'Italie est avant tout perçue comme un pays potentiellement ennemi. Depuis 1881, le traité du Bardo qui assure le protectorat français en Tunisie, a provoqué la rancoeur et la déception du jeune royaume frustré dans ses ambitions coloniales. L'année suivante, il adhère à la Triplice, alliance renouvelée tous les quatre ans, et adopte une politique germanophile confortée par les fréquentes visites du *Kaiser* à Rome et du roi Humbert à Berlin. Le président du Conseil, l'énergique Francesco Crispi, a décidé de lier le sort du pays à celui de l'Allemagne, puissance montante pour laquelle il éprouve une grande admiration. Les relations franco-italiennes sont alors au plus bas : on parle même de menace de guerre entre les deux États en 1893 et la rupture commerciale de 1887 n'arrange rien. Imposant au pays une politique de grandeur et d'expansion coloniale trop ambitieuse compte tenu de ses possibilités réelles, Crispi démissionne après le désastre d'Adoua, bataille pendant laquelle les troupes italiennes sont écrasées par les soldats éthiopiens du négus Ménélik. Le départ de l'homme politique sicilien est salué avec joie par la presse française. Les premiers immigrés arrivant dans l'arrondissement pendant ces 15 années sont souvent traités avec la plus grande méfiance par la quasi-totalité des journaux qui voient en eux des

[23] BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre), L'Italie, la Papauté : 1870-1970, Paris, Masson, 1970, page 128.
[24] A.D.V. : 8T41.
[25] BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre) op. cité.

espions de l'Allemagne. *L'Impartial*, par exemple, n'hésite pas à écrire que *"de l'autre côté des Alpes, on enseigne aux enfants à détester la France, à se préparer à combattre avec plus d'âpreté peut-être qu'on ne l'enseigne aux petits Allemands de l'autre côté du Rhin. (...) Les enfants apprennent dans leurs manuels de géographie que le Var est la frontière réelle entre la France et l'Italie"*[26].

- le "réchauffement" des relations franco-italiennes s'amorce pourtant de 1896 à 1903. Le marquis Di Rudini, nouveau président du Conseil, souhaite en effet se rapprocher de la *"grande soeur latine"* et mettre fin au contentieux colonial en Afrique du Nord. Grâce à l'intense activité diplomatique de Delcassé et de son homologue Prinetti, un accord secret garantissant la neutralité italienne en cas de conflit est signé en 1902. L'année suivante, le roi Victor Emmanuel, beaucoup plus francophile que son père, rend visite au président Loubet dans l'enthousiasme général. Le rapprochement n'en est cependant qu'à ses débuts et ne doit être perturbé par aucun incident. Dans une note communiquée aux préfets puis aux maires, le ministre de l'Intérieur commande *"de prévenir et réprimer toute agitation ouvrière anti-italienne à l'occasion d'actes de violence dont ont été victimes un certain nombre d'ouvriers italiens sur des chantiers où sont occupés des ouvriers français"*[27]. L'image de l'immigré ne s'améliore cependant pas réellement : ces cinq années voient l'arrivée de plusieurs centaines d'Italiens dans les Vosges. La presse, ignorant les tractations diplomatiques en cours et conservant les "clichés" xénophobes de la période précédente, ne fait que reproduire avec excès la violence des affrontements opposant les ouvriers des deux pays.

- de 1903 à 1914, la France et l'Italie entretiennent les relations les plus amicales. La visite du président Loubet à Rome est un franc succès et le président du Conseil italien, Giovanni Giolitti, jouit d'une grande popularité. Sa bonhomie et sa francophilie affichée tranchent nettement avec l'image honnie de Crispi : *"M. Giolitti,* écrit *L'Estafette, nous témoigne comme on sait un profond amour"*[28]. La presse républicaine et radicale n'hésite pas à parler *"d'entente cordiale"* entre la République et *"la grande nation Transalpine"* : *"Longtemps séparée de la France par des malentendus qu'a heureusement dissipés le voyage à Rome du Président Loubet, l'Italie s'est rapprochée de la nation à laquelle tant de liens l'unissent"*[29]. Le travailleur immigré est le premier à bénéficier de cette amélioration : désormais, il n'est plus considéré comme un ennemi ou un espion. On insiste à présent sur la communauté de civilisation entre les deux peuples : *"Il y a quelque chose de cette furia latine qui fait les soldats latins incomparables dans la charge. La passion de l'aventure, le goût instinctif de l'audace élégante, le brio dans la difficulté jouée par elle-même sont bien les vertus propres à notre race"*, lit-on dans *L'Estafette* en 1911. La presse conservatrice garde néanmoins une attitude méfiante et rappelle à ses lecteurs que l'Italie est officiellement toujours

[26] L'Impartial des Vosges : 4 juin 1881.
[27] A.D.V. : 15M209.
[28] L'Estafette : 27 février 1912.
[29] L'Estafette : 1er avril 1911.

membre de la Triplice : *"Hommes d'une politesse parfaite, maîtres dans l'art diplomatique de vous donner les plus exquises assurances, les Italiens n'ont au fond de leur coeur qu'une pensée : marcher avec le plus fort. Or, le plus fort, c'est l'Allemagne!"*[30] écrit *Le Petit Déodatien.*

Même si elle s'est beaucoup améliorée, l'image de l'Italien reste globalement négative en 1914, et ce, malgré le "réchauffement diplomatique" en cours. La presse locale est également très sensible à la situation politique intérieure.

c - Les crises de la IIIème République.

L'immigré italien souffre beaucoup des accès de "fièvre" nationaliste qui secouent la France, à l'extrême fin du XIXème siècle surtout. La presse, quelle que soit son orientation, a tôt fait de considérer les "étrangers" comme des boucs émissaires responsables des problèmes du moment. Elle contribue ainsi à accroître la méfiance et l'hostilité des populations locales. Nouvelle zone frontalière, l'arrondissement de Saint-Dié est extrêmement sensible aux moindres tensions diplomatiques qui pouvent déboucher sur un conflit. Dès que l'armée et l'unité nationale leur semblent menacées par d'éventuels ennemis de l'intérieur, les journaux s'empressent de présenter aux lecteurs des coupables tout désignés :

- l'affaire Schnaebele, le "meurtre" de Vexaincourt et la crise boulangiste font régner sur toutes les régions de l'est une vague d'espionnite très prononcée qui fait de chaque étranger un agent de l'Allemagne. *La Gazette*, pourtant modérée, conforte cette idée : *"Combien n'en a-t-on pas vu de ces bons employés allemands, qui, en 1870, sont venus rendre une petite visite à leurs anciens patrons à la tête d'un détachement de uhlans ?"*[31] ou encore : *"Que la France soit observée comme elle l'a été avant 1870, (...) que de soi-disant ouvriers terrassiers, fondeurs viennent travailler chez nous pour surprendre nos secrets de fabrication et essayent de remporter là-bas, par delà le Rhin, les plans de nos forts, les modèles de nos fusils et la formule de notre poudre nouvelle, cela ne fait aucun doute"*[32].

- pendant la vague d'attentats anarchistes de 1893-1894, les Italiens sont la cible privilégiée des journaux dont ils subissent les violentes attaques. L'un de leurs compatriotes, Sante Caserio, a en effet assassiné en juin 1894 à Lyon le président Carnot d'un coup de couteau. Après l'attentat, *L'Écho de Salm* n'hésite pas à publier la liste des assassins natifs de la péninsule : *"L'Italie est le pays classique de l'assassinat. Il serait trop long de dénombrer par le détail les innombrables assassinats politiques dont les Italiens ont été les auteurs, soit dans leur pays, soit à l'étranger*[33]*"*. Pour beaucoup, ils sont devenus un véritable fléau social et moral.

- la "fièvre" xénophobe atteint son paroxysme pendant l'affaire Dreyfus, à partir du "procès

[30] Le Petit Déodatien : 7 septembre 1913.
[31] La Gazette Vosgienne : 1er décembre 1886.
[32] La Gazette Vosgienne : 23 janvier 1887.
[33] L'Écho de Salm : 1er juillet 1894.

de Rennes" plus précisément, qui voit en janvier 1898 la condamnation d'Émile Zola : modérés, catholiques et nationalistes s'accordent pour dénoncer la traîtrise du capitaine, mais c'est Zola qui est la cible des plus vives attaques. Pour *La Gazette*, le père de l'écrivain, *"ancien lieutenant de l'armée autrichienne"*, était *"un aventurier de Venise égaré au milieu de nos soldats (...). Après être arrivé à Paris sans argent et privé de ses galons, il s'engage dans la Légion Étrangère et est arrêté pour vol et malversation"*. Son fils ne cesse ainsi de *"témoigner son exécration pour l'armée que son nom a eu le malheur de déshonorer"*. Pour tous, il est devenu *"le défenseur du traître"*[34]. Il s'agit également de purger le pays de tous les complices de Dreyfus : *"Allemands et Italiens vont nous décliner les noms et prénoms des mouchards à leur solde ; ils les couvriront si possible de leur protection"*[35]. Mais les Transalpins sont loin d'être les seules victimes du climat de suspicion diffusé par la presse : à partir de 1898, les journaux conservateurs redoublent de violence contre les Juifs. A Raon-l'Étape et surtout à Saint-Dié, des centaines de manifestants, bourgeois, ouvriers mais aussi militaires, brisent des vitrines et molestent des Israélites aux cris de *"A Bas les Juifs! Vive l'Armée! Conspuez Zola !"*[36]. Beaucoup considèrent alors qu'une étroite complicité unit Juifs et Italiens. Ceux-ci, à la solde de leurs alliés allemands, préparent la désagrégation de l'Armée : il convient donc de dénoncer toutes leurs malversations, même les plus minimes, afin de montrer à ceux qui en doutent encore la menace qu'ils représentent pour le pays. Pendant de longues années, Juifs et Italiens sont les cibles favorites de la presse conservatrice locale. Raillant leurs accents et leurs défauts supposés, elle influence fortement une population prompte à s'enflammer. Les Vosgiens ont d'ailleurs l'occasion de s'exprimer lors des élections législatives de 1902 : alors qu'en France le Bloc des Gauches triomphe, les deux circonscriptions de l'arrondissement de Saint-Dié sont "enlevées" par les conservateurs qui écrasent Charles Ferry et Maximilien Kelsch, tous deux "héritiers" de Jules Ferry et partisans d'une république laïque modérée. Edmond Gérard, nouvellement élu, fils d'un cultivateur aisé du village d'Hurbache, se déclare *"républicain, anti-maçonnique, pour la France et l'Armée"*[37]. Il réalise d'excellents résultats dans les villes, rassemblant notamment à Saint-Dié sur son nom plus de 70 % des suffrages : la droite a ainsi largement bénéficié du climat xénophobe de peur paranoïaque diffusé par la presse.

Par la suite, même si les tensions nationalistes s'apaisent, les "cicatrices" créées par les violentes attaques des journaux ont de graves conséquences sur les relations entre immigrés et autochtones. En 1912 encore, *Le Petit Déodatien* n'hésite pas à dénoncer *"les judéo-allemands, les suisso-belges ou les judéo-macaronis qui se contentent d'un salaire dérisoire et font leur apprentissage en France des procédés français qu'ils transportent ensuite dans leur pays"*[38]. Il se crée dans l'esprit du lecteur une image très orientée de l'immigré italien, image dont la diffusion

[34] La Gazette Vosgienne : 26 mai 1898.
[35] L'Écho de la Frontière : 2 octobre 1898.
[36] L'Écho de la Frontière : 23 janvier 1898.
[37] L'Écho de la Frontière : 27 avril 1902.
[38] Le Petit Déodatien : 14 avril 1912.

contribue à freiner considérablement l'intégration des nouveaux venus dans la région d'accueil.

2 - L'Italien : un danger social.

Les articles de la presse déodatienne ne sont guère indulgents pour l'Italien. On lui reconnaît beaucoup de sérieux et une grande sobriété pendant les heures de travail ; il a également une sensibilité et des qualités artistiques hors pair et peut être un fin diplomate. Néanmoins, après une première impression favorable, ses défauts l'emportent largement sur ses qualités :

- il peut faire preuve d'une violence exacerbée. Derrière une apparence très séduisante, l'Italien n'est en fait qu'un être peu civilisé que les plus bas instincts conduisent au crime. A Saint-Dié, en octobre 1897, *"Deux Italiens fêtaient la dive bouteille,* écrit *L'Écho. Que faire pour bien se divertir entre Italiens, sinon jouer du couteau ? L'un d'entre eux frappe trois fois son camarade à la tête. Passe encore quand les Pattes d'ours, comme les dénomment les ouvriers français, ne s'amusent qu'entre eux. Malheureusement, cela ne leur suffit pas ; plus volontiers encore, ils s'attaquent à nos compatriotes"*[39].

- après la violence, la lâcheté. L'Italien attaque toujours en groupe des individus isolés. Armé d'un couteau, il frappe sa victime dans le dos ou le ventre avec l'intention manifeste de tuer. Charles Demange, sortant d'un bal à Gérardmer, *"fit la rencontre de quatre Italiens qui, sans aucune provocation de sa part, l'assaillirent. Aussitôt, il sentit qu'il venait d'être frappé d'un coup de couteau dans le dos"* : voyant arriver un manoeuvre venu prêter main-forte au blessé, les agresseurs prennent aussitôt la fuite.[40]

- l'ingratitude italienne est également un défaut fréquemment dénoncé : celle-ci n'est pas chose nouvelle. Lors des fêtes commémorant le cinquantième anniversaire du *Risorgimento* en 1909, la presse conservatrice se livre à de violentes attaques : *"Les Italiens ont la bonté de rappeler que nous sommes pour quelque chose dans cette guerre de 1859, la seule où ils n'ont pas été battus. Nous avons fait tuer dans les plaines de Lombardie plusieurs milliers de nos soldats pour permettre à trente millions d'Italiens de s'allier à nos ennemis"*[41]. Le souvenir de Magenta et de Solferino reste fort dans la ville abritant le 10ème B.C.P. qui s'est si brillamment illustré en Italie. En adhérant à la Triplice, l'Italie a donc manqué au devoir de reconnaissance, laissant également la France se faire écraser en 1870. Aujourd'hui, ce sont les immigrés qui par leurs vols et leurs violences insultent le pays qui les nourrit et qui les accueille. Charles Poirot, cultivateur à Belmont-sur-Buttant en fait la cruelle expérience, en *"donnant un bol de lait à un terrassier italien qui le lui demandait.(...) Comme il avait souvent été reçu à la maison et qu'on avait confiance en lui, on le laissa un instant seul à la cuisine. Quand M. Poirot rentra, l'homme avait disparu, ainsi qu'une somme de soixante-quatorze*

[39] L'Écho de la Frontière : 10 octobre 1897.
[40] La Croix de Lorraine : 23 février 1902.
[41] Le Petit Déodatien : 13 juin 1909.

L'Italie et les Italiens dans la presse déodatienne:

(1881-1913, titres des articles en gras)

Titres et appellations	Dates	Journal	Tendance
Nos bons amis italiens	juin 1881	L'Impartial	monarchiste
Reconnaissance italienne	septembre 1883	L'Impartial	monarchiste
Nos bons amis italiens	janvier 1888	L'Impartial	monarchiste
La prospérité italienne !	décembre 1888	La Gazette Vosgienne	républicain modéré
La misère en Italie	février 1889	La Gazette Vosgienne	républicain modéré
"Je hais les Français !"	novembre 1889	L'Impartial	monarchiste
Nos bons amis les Italiens	août 1893	L'Impartial	monarchiste
Les Italiens assassins :	juillet 1894	L'Écho de Salm	monarchiste
Encore les Italiens!	juillet 1894	La Croix de Lorraine	monarchiste
Les compatriotes de Caserio	juillet 1894	La Croix de Lorraine	monarchiste
Pourriture italienne	décembre 1894	L'Impartial	monarchiste
Misère en Italie	mars 1895	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Notre ingrate voisine transalpine	février 1896	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Nouvelle raclée des Italiens	mars 1896	L'Impartial	monarchiste
Déserteurs italiens	mars 1896	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Les Pattes d'Ours	octobre 1897	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Les désordres en Italie	mai 1898	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Les sujets du roi Humbert	juillet 1899	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Encore un Macaroni!	juin 1900	La Chronique	monarchiste
Encore un Italien!	juin 1901	La Chronique	monarchiste
Le macaronique agresseur	avril 1905	L'Écho de la Frontière	droite nationaliste
Irascible macaroni	juillet 1909	L'Estafette	gauche modérée
L'irascible Italien	octobre 1910	L'Estafette	gauche modérée
Entre Italiens	novembre 1910	Le Petit Déodatien	monarchiste
Le coup de couteau de l'Italien	octobre 1910	L'Estafette	gauche modérée
L'invasion des barbares	avril 1912	Le Petit Déodatien	monarchiste
Les judéo-macaronis	avril 1912	Le Petit Déodatien	monarchiste
Voleurs italiens	octobre 1913	L'Estafette	gauche modérée
L'Italien cambrioleur	décembre 1913	L'Estafette	gauche modérée

francs qui était dans un buffet"[42].

- le manque total de patriotisme et d'esprit de sacrifice est également souvent présenté, non sans ironie. L'Italien, trop individualiste, ne dispose que de faibles qualités militaires[43]. Avant tout, c'est un soldat d'opérette, qui tel Matamore, crie beaucoup avant la bataille, mais s'enfuit au premier coup de canon. Après le désastre d'Adoua, le gouvernement royal rappelle les classes 1891-1892 sous les drapeaux : *"Les Italiens ne se rendent à leur corps qu'avec peine, beaucoup passent les frontières de France*, lit-on dans *L'Écho. On signale une quinzaine de ces déserteurs tout près d'ici, à Sainte-Marie-aux-Mines. Interrogés sur leur attitude, ces étranges patriotes répondent : "Oh! Qu'est-ce que cela nous fait ?" Vraiment, les Allemands ont là de bien drôles d'alliés"*[44].

- une attitude incontrôlée envers les femmes conduit parfois aux pires extrémités. La malheureuse Eugénie Mandras, chaussonnière à La Neuveville et vivant depuis plusieurs mois avec Giovanni Crugnola, choisit de quitter celui-ci *"à la suite des mauvais traitements qu'elle subissait"* et de retourner chez sa mère. Après avoir repris ses affaires, elle est suivie par l'amant éconduit qui lui assène quatre coups de couteau[45]. Arrêté dans sa fuite, Crugnola est condamné à deux ans de prison. A Senones, deux "graniteurs" frappent M. Fauvage en mars 1906. Au procès, on apprend que la victime, n'ayant pas accepté le départ de sa fille avec un Italien, a blessé l'un des amis du "ravisseur" en lui tranchant un doigt pour *"venger l'honneur de sa sage enfant"*[46].

- les immigrés vivent également dans le plus complet dénuement, qui favorise vols et rixes de toutes sortes. *"Il est incroyable à quel point les Italiens qui viennent chercher du travail dans nos parages sont dépourvus d'effets de tous genres. Chaque jeudi en ramène un ou deux au tribunal : tous se sont trouvés dans la nécessité de s'approprier qui une chemise, qui un paletot, qui une paire de chaussettes... C'est à croire qu'ils n'arrivent en France qu'avec leur seul poignard pour tout vêtement"*[47]. Obséquieux, l'immigré est prêt à accepter n'importe quel travail pour un salaire dérisoire.

- les Italiens contribuent également à la destruction des plus beaux paysages vosgiens. *"Tout à coup,* écrit le baron Seillière en 1898, *un chantier d'ouvriers italiens a attaqué les Roches Margo qui faisaient l'admiration des touristes et l'orgueil des Senonais. M. Claudel, alors maire de Senones a cherché à arrêter cet acte de vandalisme"*[48]. A Granges, *"c'est la vallée tout entière qui est menacée, c'est elle tout entière qui doit disparaître"*[49] avec l'exploitation des carrières de granit.

---

[42] La Croix de Lorraine : 1er juillet 1900.

[43] Certains écrivains, défenseurs du "lotharingisme", ainsi qu'une partie de l'État Major, doutent également des qualités militaires des soldats originaires du Midi de la France.

[44] L'Écho de la Frontière : 8 mars 1896.

[45] La Croix de Lorraine : 20 août 1905.

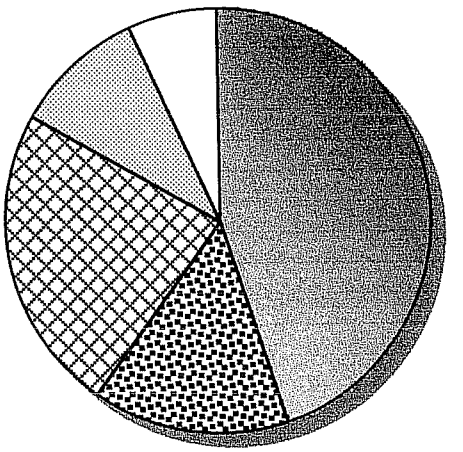
[46] L'Écho de la Frontière : 8 mars 1906.

[47] La Chronique des Vosges : 23 juin 1901.

[48] SEILLERE (Frédéric), Documents pour servir à l'Histoire de la principauté de Salm en Vosges, Jean-Pierre Gyss, 1982 (première édition en 1898),page 178.

[49] La Gazette Vosgienne : 27 mars 1898.

L'Italie et les Italiens dans la presse déodatienne (1873-1913, nombre d'articles, tous titres confondus).



Violences, rixes dans lesquelles des Italiens sont impliqués dans l'arrondissement 45,0%

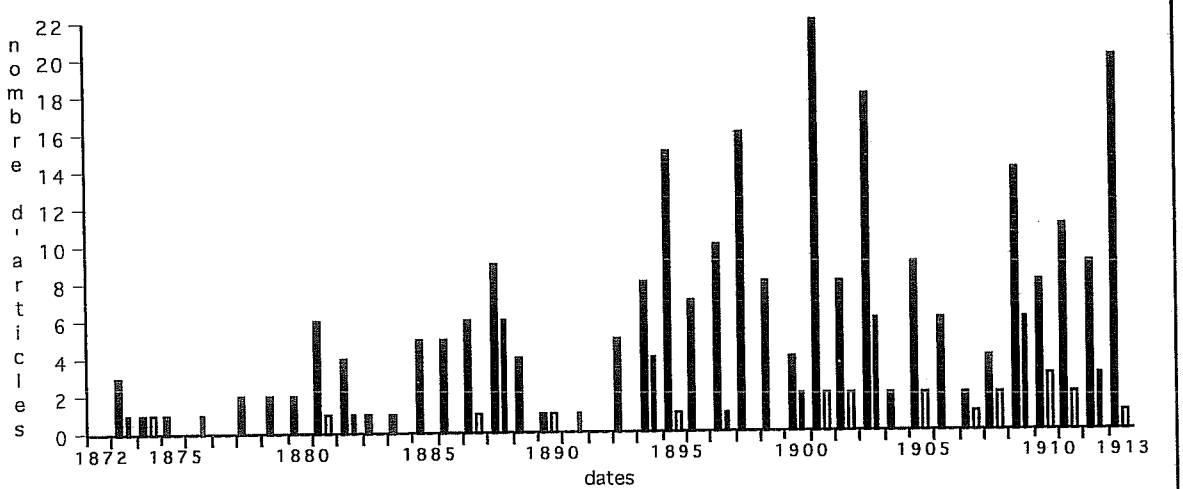
Vols commis par des Italiens dans l'arrondissement 15,1%

Articles défavorables à l'Italie et aux Italiens 23,2%

Accidents du travail d'ouvriers italiens dans l'arrondissement 10%

Articles favorables à l'Italie et aux Italiens 6,8%

L'Italie et les Italiens dans la presse déodatienne (1872-1913).



Entre "l'ami" alsacien et "l'ennemi" transalpin, les journaux accordent nettement leurs préférences aux premiers : les Alsaciens représentent en effet un enjeu électoral de première importance. *L'Écho de la Frontière*, dont les colonnes ne cessent de dénoncer *"le péril juif"* et *"les étrangers parasites"*, fait preuve d'une grande tolérance envers les *"frères réfugiés sur le sol national"*. Il invite ses lecteurs à ne pas se moquer de l'accent alsacien : *"Il ne faut pas juger les Français à la façon dont ils prononcent notre langue"*. Lors des élections municipales de 1904, il milite pour *"la liste patriotique républicaine qui compte plusieurs enfants de l'Alsace (...) contre la liste d'Israël, liste blocarde"*[50]. La presse ne se contente pourtant pas de diffuser des images simplistes : les informations qu'elle délivre sont souvent déformées et même erronées.

3 - Information ou désinformation ?

Les articles des journaux déodatiens sont illustrés de commentaires bien subjectifs qui trahissent les opinions de leurs auteurs et infléchissent dans le même sens celles des lecteurs. Cette tendance à la désinformation est particulièrement affirmée dans la presse conservatrice, de 1894 à 1904 surtout, période pendant laquelle l'arrondissement accueille ses plus gros contingents d'immigrés italiens. Se présentant au tribunal correctionnel après avoir accompli des délits souvent mineurs, ceux-ci sont affublés d'un accent ridicule. *La Chronique* fait ainsi parler Vincenzo Rondoni, qui après un vol de chaussures, s'adresse au président : *"Apprenez mouçou que ze les ai acetées douze francs à oune individou que zé ne connais pas ; zé lues lui ai acetées douze francs avec oune boite de sardines"*[51].

La Gazette, quant à elle, se plaît à décrire Paolo Maï qui a poignardé dans un débit *"avec intention de donner la mort"* le malheureux Bineaux qui mourra par la suite : *"Il a l'air d'un petit saint. A le voir baissant la tête avec humilité, les mains jointes dans l'attitude du bon Italien invoquant la Madone, les traits calmes, le regard vague et plutôt doux, on ne se douterait guère qu'il est sournois, dissimulé, qu'il a le caractère peu sympathique et violent"*[52]. Après une courte délibération, le jury le condamne à 15 années de travaux forcés.

L'Écho de la Frontière reconstitue avec une exactitude étonnante le déroulement de l'arrestation d'Andrea Vanne, qui, la veille, a poignardé l'aubergiste Leroimarnier à Saint-Dié : *"C'est vous qui êtes l'assassin ? demande le brigadier à l'Italien. Inutile de nier. Tenez. Regardez votre couteau, un long couteau poignard ; bien que vous l'ayez lavé, il porte encore des traces de sang"*. Ramené en prison, Vanne est entouré par une foule vociférante criant : *"A l'eau! A mort l'assassin!"*[53] Mais selon *L'Impartial,* c'est aux cris de *"A mort les Italiens!"*[54] que les badauds manifestent leur hostilité.

[50] L'Écho de la Frontière : 8 février 1906, 11 janvier 1904.
[51] La Chronique des Vosges : 23 juin 1901.
[52] La Gazette Vosgienne : 8 mars 1896.
[53] L'Écho de la Frontière : 30 juillet 1899.
[54] L'Impartial des Vosges : 29 juillet 1899.

Ce manque total d'objectivité dans la précision des faits rapportés prend parfois l'aspect d'une complète désinformation. Dans la même feuille monarchiste, on apprend le samedi 8 août 1885 qu'à Anould, *"un sieur Daverio, d'origine italienne, a assassiné la femme Georges pour venger sa mère qui avait eu le doigt coupé dans une querelle avec sa victime. Daverio avait été aidé dans sa lugubre tâche par un de ses parents"*[55]. En réalité, l'Italien, marié, père de quatre enfants et résidant depuis plus de 15 ans dans la commune, a été la cible d'un abominable guet-apens : attendu par deux jeunes Vosgiens armés de gourdins à la sortie d'un café, il est ensuite battu à mort par ses agresseurs devant une vingtaine de témoins passifs. *L'Impartial*, qui par la suite n'a jamais reconnu son erreur, a donc sur la foi de rumeurs fantaisistes transformé la victime en assassin. Les véritables criminels bénéficient quant à eux de l'extraordinaire clémence de la justice : l'un est acquitté, le second condamné à quatre mois de prison *"pour coups portés avec préméditation et ayant occasionné la mort sans intention de la donner"*[56].

Le thème sans cesse ressassé de "l'homme au couteau" est doublement intéressant pour les journaux :

- politiquement d'abord, il permet d'établir et d'entretenir constamment une "ligne de démarcation" entre Français et étrangers. Il fournit au nationalisme des arguments et permet de confirmer la supériorité morale et physique de la "race" française à partir d'exemples pris dans le quotidien. Il rassure par là-même des populations angoissées par une nouvelle invasion et représente un dérivatif aux problèmes sociaux et aux petits soucis de la vie de tous les jours.

- commercialement ensuite, "l'Italien voleur" fait vendre du papier. Alors que les journaux se livrent une concurrence féroce et ont souvent une base financière très fragile, tous les moyens sont bons pour augmenter les tirages : on propose ainsi aux lecteurs l'image déformée et caricaturée d'ouvriers saisonniers, dont on suit les frasques jour après jour avec curiosité. L'opération est pratiquement sans risque : l'Italien ne vote pas, n'a aucun moyen de pression sur les journalistes et retourne chez lui en automne. Enquêtes sérieuses ou romans-feuilletons, l'important est de vendre au mépris de toute déontologie.

Récits de voyageurs, de pèlerins, manuels scolaires, livres "régionalistes", journaux, tous conduisent à des degrés divers, à la formation de stéréotypes, de toute une imagerie mentale simpliste qui fait de chaque Italien un être peu recommandable et dangereux. La presse, en particulier, a une très grande part de responsabilité dans la diffusion de ces clichés : "baignant" dans le quotidien, elle renseigne certes sur l'état d'esprit de l'opinion publique, mais par son manque de rigueur, d'objectivité et parfois d'honnêteté, elle concourt également à manipuler ses lecteurs, à "modeler" leur jugement dans un sens précis. Bien plus qu'elle ne reflète l'opinion, la presse fait l'opinion. La réalité complexe de l'immigration italienne n'est jamais présentée aux Vosgiens qui

[55] L'Impartial des Vosges : 8 août 1885.
[56] Le Mémorial : 7 août 1885, 8-9 décembre 1885.

n'en ont qu'une vision partielle et déformée. L'Italien ne peut donc souvent compter que sur lui-même pour s'intégrer dans la société d'accueil. L'étude des "faiseurs d'opinion" ne doit cependant pas conduire à "noircir le tableau" : loin de l'agitation régnant dans les salles de rédaction et les réunions politiques, les immigrés sont nombreux à être parfaitement acceptés des autochtones dans leur travail et leur vie quotidienne.

II - Insultes, rixes, batailles rangées.

A - 1881 - 1903, période noire pour les immigrés.

1 - "Fièvre nationaliste" et crise identitaire.

Les deux dernières décennies du XIXème siècle voient les immigrés italiens de l'arrondissement être très souvent les victimes d'actes d'hostilité qui dégénèrent parfois en véritables affrontements. Plusieurs facteurs expliquent cette agressivité des populations locales :

- de 1881 à 1903, la République subit de graves crises de confiance : l'opinion publique, en partie manipulée par la presse, fait porter la responsabilité des difficultés du moment sur les "étrangers", Juifs, Belges, Italiens. Devenus "boucs émissaires", ils sont considérés avec crainte en ennemis de l'intérieur. Cette véritable paranoïa est surtout le fait des citadins, plus touchés par ces accès de "fièvre" collective que les ruraux.

- les Transalpins arrivent également dans un espace où ils n'ont jamais été très nombreux auparavant. A l'extrême fin du XIXème siècle, une partie du monde ouvrier vosgien perçoit l'immigration comme une véritable invasion, opinion associée à l'angoisse d'une concurrence déloyale sur les marchés de l'emploi. Beaucoup pensent en effet que l'Italien est venu priver le Français de travail : n'exigeant que de faibles salaires, l'étranger s'attire la bienveillance des patrons au détriment de la main-d'œuvre locale. Cette autre peur collective, activement diffusée par les journaux, n'a que peu de fondements : l'immigré italien est bien mieux payé que les ouvriers déodatiens parce qu'il occupe un poste exigeant une plus haute qualification. Maçons et "graniteurs" français sont trop peu nombreux, voire totalement absents, pour satisfaire la forte croissance des offres d'emplois. Les Italiens ne représentent que 2 % de la population de l'arrondissement, 5 % tout au plus dans certaines petites villes industrielles : parler d'"invasion" est donc bien exagéré.

- dans leur majorité, les immigrés sont des travailleurs saisonniers louant de petits garnis : la grande partie de leur temps libre se passe donc dans les auberges, les tavernes ou les bals en fin de semaine. Ces jeunes célibataires rencontrent là d'autres jeunes gens - ouvriers, militaires - avec qui ils

rentrent parfois en conflit pour les motifs les plus futiles, l'ivresse et les rivalités auprès des femmes n'arrangeant rien. Tensions diplomatiques, peur de l'invasion, sentiment d'une concurrence déloyale, tels sont les prétextes justifiant les actions les plus violentes. Alsaciens et ouvriers vosgiens venus des campagnes ne sont pas les derniers à être à l'origine des troubles : les premiers, Français "de fraîche date", sont également des immigrés. Exerçant des professions qualifiées dans l'artisanat ou la maçonnerie, ils perçoivent les Italiens comme de redoutables concurrents. Les seconds, nouveaux citadins travaillant dans l'industrie textile ou papetière, restent très réceptifs aux discours xénophobes et antisémites de la fin du XIXème siècle. Rixes et affrontements opposent donc souvent des Italiens "déracinés" à d'autres "déracinés" se sentant menacés dans leur assimilation. Celle-ci est loin d'être achevée pour la plupart : beaucoup d'Alsaciens, par exemple, ne parlent qu'un français approximatif ; bon nombre d'ouvriers également, gardent des contacts étroits avec leur village d'origine et conservent longtemps des habitudes de ruraux.

Au tournant du siècle, bien qu'épargnée par le chômage, une partie de la population de l'arrondissement, inquiète et angoissée, est en proie à une grave perte de confiance : on doute de l'honnêteté de la classe politique, de la légitimité des institutions et de l'efficacité de l'armée en cas de guerre. Cette crise se double d'une autre crise, identitaire celle-ci, touchant une bonne partie de la classe ouvrière locale : en unissant efforts et haines contre le même "ennemi" dont on ne perçoit encore que l'avant-garde, Alsaciens et néo-citadins ne tentent-ils pas de se forger une identité commune ?

2 - Des tribunaux sans indulgence.

Le premier affrontement grave a lieu à Saint-Dié en août 1880 : deux maçons italiens, Alessandro Crugnola et Tobia Giaroli, sont pourchassés à la sortie du bal du Tivoli par trois Alsaciens : Giaroli est sérieusement blessé ; Crugnola, lui, est immobilisé par deux de ses agresseurs alors que le troisième le poignarde violemment : *"Étendu sur le dos, la tête appuyée sur une pierre, baignant dans une mare de sang"*, le jeune homme meurt rapidement[57]. La Cour d'Assises, réunie à huis clos au mois de décembre, acquitte deux des prévenus. Le troisième, un charpentier assisté à l'audience d'un professeur d'allemand lui servant d'interprète, est condamné à deux ans de prison[58]. Cinq ans plus tard, les deux meurtriers d'Émile Daverio bénéficient de la même clémence : leur avocat, Me Sergent, met en parallèle *"la famille honorable, sympathique et française de son client avec celle de ces étrangers qui paient si souvent par des agressions sanglantes l'hospitalité qu'ils reçoivent chez nous. Ce plaidoyer éloquent et patriotique soulève d'unanimes bravos"*[59]. Pour le même délit, Paolo Maï est condamné à 15 ans de travaux forcés et à 20 ans d'interdiction de séjour en mars 1896. Les tribunaux français se montrent donc impitoyables envers des Italiens

[57] La Gazette Vosgienne : 15 août 1880.
[58] La Gazette Vosgienne : 12 décembre 1880.
[59] L'Impartial des Vosges : 12 décembre 1885.

extrêmement défavorisés par l'état de guerre larvée existant entre leur pays et la France à la fin du siècle.

En 1903, en revanche, la Cour d'Assises des Vosges acquitte Luigi Buzzi accusé de vol, qui, après s'être enfui en Alsace, a été extradé par les autorités allemandes. Tout accuse pourtant le jeune maçon qui s'absentait souvent des chantiers : les objets volés ont été retrouvés chez lui, il a été condamné cinq fois pour vol qualifié en Italie[60]. Sans doute faut-il voir là l'une des heureuses conséquences de la visite du roi Victor-Emmanuel à Paris deux mois plus tôt : l'Italie n'est alors plus considérée comme une ennemie mais bien comme une alliée éventuelle dont il convient de ménager les ressortissants.

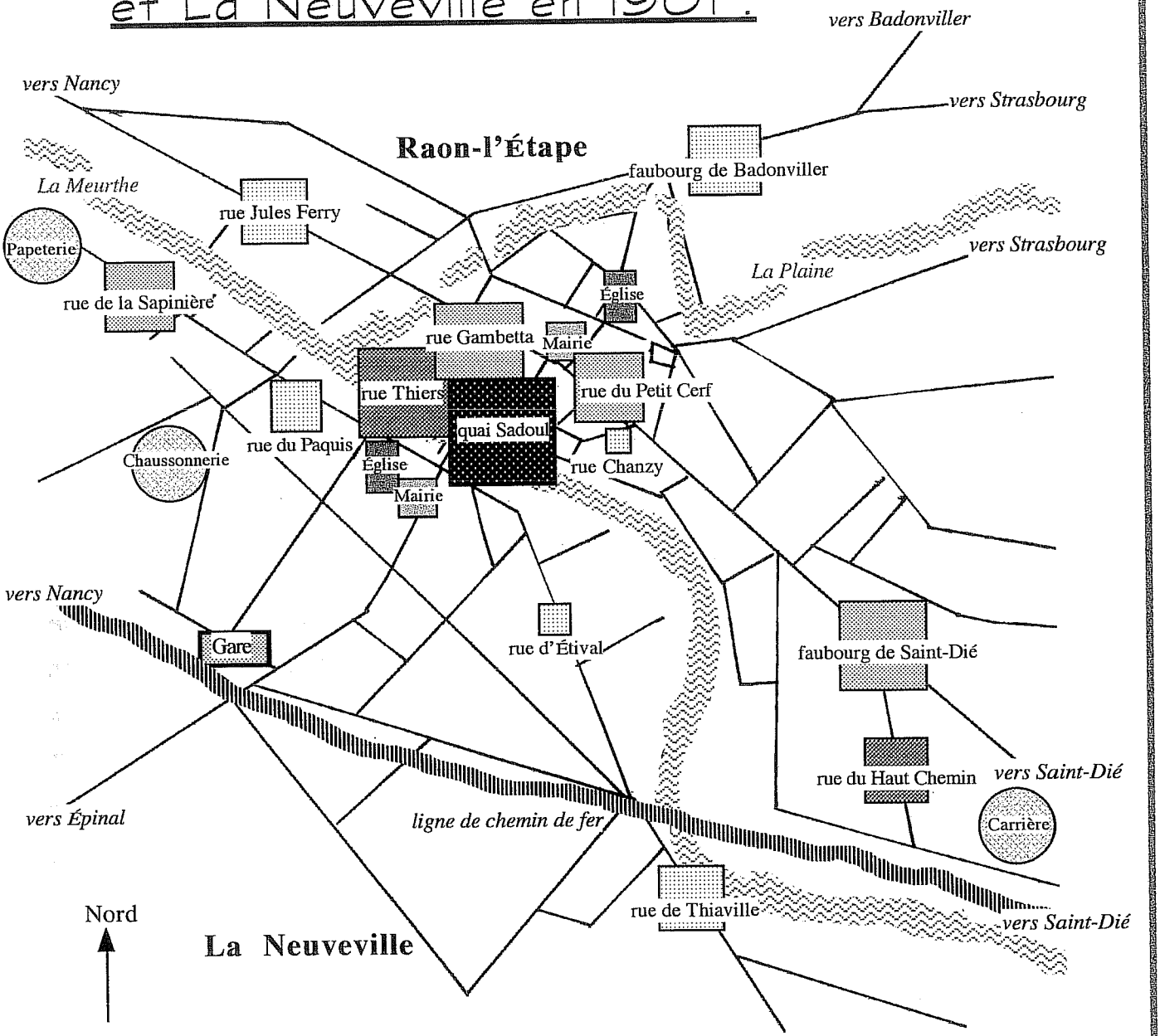
3 - Le souvenir de l'attentat de Lyon.

L'assassinat du président Carnot en 1894 à Lyon par Sante Caserio provoque un grand émoi dans les Vosges comme dans la France entière. *La Gazette* décrit avec précision l'attentat : *"Le meurtrier était un jeune homme de vingt à vingt-cinq ans, coiffé d'une casquette café au lait clair et revêtu d'un complet de même nuance. Il tenait à la main un bouquet à l'extrémité duquel était dissimulé un poignard dont il porta un coup au Président"*[61]. *L'Est Républicain* publie un fac-similé du poignard, indiquant ses dimensions exactes[62]. Pour beaucoup, les immigrés italiens sont devenus les "hommes au couteau", des *Caserio*. Un an plus tôt, la "tuerie d'Aigues Mortes", qui avait provoqué la mort d'ouvriers transalpins, avait eu un retentissement immense dans la péninsule[63]. A la suite de l'attentat de Lyon, plusieurs commerçants italiens établis dans la préfecture du Rhône ont vu leurs boutiques saccagées et incendiées par une foule surexcitée. Dans les Vosges, les journaux nationalistes redoublent de violence contre les *"compatriotes de Caserio"*. Ces derniers, pris de panique, ne tardent pas à quitter le pays : congédiés par leurs patrons ou partant de leur plein gré, ils craignent avant tout une "chasse à l'Italien". Mais *L'Impartial* constate avec dépit que *"les nombreux travaux de construction en cours vont subir un grand ralentissement"*[64].

Pendant près de dix ans, le souvenir de l'attentat pèse lourdement sur les relations entre les immigrés et les autochtones. A Senones, en 1895, un rapport de police décrit bien l'atmosphère électrique régnant dans la petite ville : *"Malgré une sourde rancune, les deux camps évitent tous les incidents capables de réveiller l'animosité qui s'était manifestée après le lâche assassinat du Président de la République. Il a suffi de quelques discussions de cabaret et de rivalités de femmes pour attiser l'ancienne querelle"*. Trois ouvriers tisserands, tous pris de boisson, montent vers la carrière des Gouttes pour insulter les "graniteurs" : ceux-ci veulent aller se plaindre à la gendarmerie,

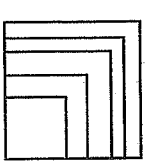
[60] L'Écho de la Frontière : 10 décembre 1903.
[61] La Gazette Vosgienne : 28 juin 1894.
[62] L'Est Républicain : 27 juin 1894.
[63] Voir à ce sujet l'article de Pierre Milza : Le racisme anti-italien en France : la "tuerie d'Aigues-Mortes" (1893), L'Histoire n°10, 1979, pages 23-31.
[64] L'Impartial des Vosges : 27 juillet 1894.

Les Italiens à Raon-l'Étape et La Neuveville en 1901 :



Échelle: 1/ 10 000°

Légende:



Rues où les Italiens représentent: (moyenne pour les deux communes: 2%)

: de 20 à 30% des habitants

: de 10 à 20%

: de 2 à 10%

: moins de 2%

mais sont poursuivis et bousculés. Dans la soirée, l'aubergiste Mangolt qui loge des Italiens est violenté par des consommateurs : l'agitation ne s'arrête qu'avec le départ de la commune de deux Transalpins. Trois ans plus tard, le commissaire apprend que le dimanche 25 septembre, *"jour de la fête, des manifestations hostiles seraient faites par des jeunes gens contre les ouvriers Italiens habitant Senones"*. Il fait donc effectuer *"une surveillance active*[65]*"*.

Raon-l'Étape n'échappe pas à ces manifestations xénophobes : la "découverte" du gisement de granit en 1898 a attiré plusieurs dizaines d'Italiens. En 1901, ils sont près de 80, presque tous carriers et "graniteurs". Jusqu'à l'épuisement, trois ans plus tard, d'une carrière contenant une pierre trop "terreuse" pour être exploitée avec profit, ils vont provoquer l'inquiétude d'une bonne partie des Raonnais. Par lettres anonymes envoyées à l'employeur Ramu ou au maire, beaucoup se plaignent *"de ne plus pouvoir sortir car il y a des Italiens dans toutes les rues. Ils attendent même nos petites filles de dix à onze ans. Ils les poursuivent leur disant : "Attends donc, tu auras du bonbon". Ils poursuivent aussi les femmes en leur criant : "Vous aurez cinq francs Madame" (...). Nous n'avons pas besoin de tous ces hommes en ville pour enfanter nos jeunes filles (...). Nous sommes résolus tous à leur faire une petite guerre au revolver"*[66]. Le maçon Joseph Delon organise quant à lui une pétition : *"Depuis deux ans environ, je ne puis supporter le tumulte occasionné par plusieurs Italiens habitant la maison voisine. Ces individus ne font que de crier et de chanter hors les heures et cela arrive presque tous les dimanches et les jours de paye ou les jours qu'ils ne travaillent pas. Lorsque dernièrement je leur ai fait une observation au sujet de ce tumulte, ils se sont montrés très grossiers à mon égard et c'est à la suite de tous ces faits que je me suis plaint à M. le Maire"*[67]. La pétition n'a pourtant guère de succès, la majorité des signataires - une vingtaine tout au plus - n'ayant eu connaissance des faits imputés aux Italiens que par la rumeur publique. De plus, comme le précise le directeur de la carrière, *"la conduite des ouvriers est généralement bonne et ils tiennent honnêtement leurs engagements, source évidente de bénéfices pour les habitants et commerçants locaux. Nous pourrions, nous, bien plutôt nous plaindre de certaines tournées, exactes celles là, que font des filles, quelquefois bien jeunes, hélas, autour de nos Italiens au travail"*[68]. Logeant pour la plupart près des quais de la Meurthe, les *"Caserios*[69]*"* sont moins fauteurs de troubles que victimes de rumeurs fantaisistes : de 1898 à 1904, aucun d'entre eux n'est condamné pour ivresse ou tapage nocturne par un tribunal correctionnel pourtant sans indulgence. Bien au contraire, ils sont souvent l'objet de graves violences : *"Dans la soirée du lundi de Pâques 1901"*, par exemple, un groupe est la cible d'une agression qui provoque la blessure d'un jeune carrier. *La Gazette* a l'honnêteté de préciser "*que rien dans leur conduite n'a justifié les brutalités dont ils ont*

[65] A.D.V. : 8M248.
[66] Archives privées : lettre anonyme du 16 juin 1900.
[67] Archives privées : pétition du 4 février 1900.
[68] Archives privées : lettre du 16 juin 1900.
[69] La lettre du 16 juin appelle en effet les Italiens les "Caserios".

SANTO CASERIO. — D'après une photographie faite le 29 juin dans sa prison.

Sante Caserio, assassin du président Carnot dans les pages de *L'Illustration* en juillet 1894, quelques jours après l'attentat. Six ans plus tard, les Italiens de Raon-l'Étape sont appelés *"Caserios"* dans cette lettre anonyme dénonçant leurs "méfaits".

H. RAMU & Cie TRAPP CASSÉ 16 JUIN 1900 GRANITE HO= RAON-L'ÉTAPE (Vosges)

Samedi, 16 Juin 1900

Monsieur Ramu,

Vous ne prendez donc pas à Monsieur Carnot que vous enboyez tous vos "Caserios" dans notre petite Ville de Raon. — Croyez vous Mr R... que nous supporterons ceci plus longtemps. Nous ne le pouvons car c'est des vies toutes les nuits si ce n'est pas l'un c'est l'autre et croyez vous Mr Ramu ce que nous avons d'Italiens en Ville, l'on n'ose plus sortir car il y en a sur toutes les rues qui attendent même nos petites filles de 10 à 11 ans, qui les pourchassent leur disant attends donc tu auras du bonbon. Ils pourchassent aussi les femmes en leur criant vous aurez 5 francs Madame.

été l'objet"[70].

Alors qu'au Puid la coexistence entre immigrés et autochtones se fait en pleine harmonie, elle est beaucoup plus conflictuelle en milieu urbain : à Senones, Raon-l'Étape et surtout Gérardmer, où presse et débats politiques ont une grande influence, le souvenir de l'attentat de Lyon n'est souvent qu'un prétexte justifiant propos et actes xénophobes.

4 - La peur du "cheval de Troyes".

Les Italiens sont également les premiers touchés par la vague d'espionnite qui envahit la région à la fin du XIXème siècle. *"N'est-il pas à craindre que les étrangers mettent obstacle à notre mobilisation?* lit-on dans *L'Écho de la Frontière* en 1895. *Ne pourraient-ils pas faire sauter les ponts et enlever les rails sur celles de nos voies ferrées qui serviront aux grands transports des troupes? Aussi fait-on surveiller activement les étrangers qui viennent s'établir à proximité de nos chemins de fer"* [71]. Effectivement, la police veille : en 1890, le cirque Pinder, de passage, emploie une soixantaine de personnes dont 14 artistes italiens. Tous sont activement surveillés : peine perdue, malgré l'attention des enquêteurs, aucun fait d'espionnage n'est observé.

Même échec en 1898 : Giovanni Rotondi, en pension à Senones, est soupçonné d'avoir dérobé des documents militaires au fort de Manonviller où il aurait travaillé. S'étant rendu par la suite en Allemagne pour y résider pendant trois ans, il représente un suspect idéal. En fait, le malheureux qui est tombé d'un échafaudage, se rétablit à l'hôpital, et, ayant été confondu avec un homonyme, n'est pas l'homme recherché. Il est néanmoins raccompagné en gare par un agent qui l'invite à quitter rapidement la région[72].

Pierre Albinola subit quant à lui depuis de longues années la surveillance étroite de la Sûreté : domicilié à Fraize, le tailleur de pierre exploite une carrière à Wisembach et *"franchissait fréquemment la frontière en 1890. Il avait des relations suivies avec la gendarmerie de Saint-Marie-aux-Mines et paraissait servir d'agent d'informations. En 1894, il aurait été remarqué comme s'intéressant visiblement trop aux manoeuvres des troupes françaises opérées près de la frontière"*. Considéré comme *"suspect au point de vue national"*, Albinola n'a pourtant rien d'un espion : âgé d'une soixantaine d'années et installé dans les Vosges depuis deux décennies, il est rapidement disculpé par la police, qui, faute de preuves, abandonne toute surveillance[73].

La menace de l'Italien-espion relève donc du pur fantasme dans l'arrondissement : de 1871 à 1914, aucun Transalpin n'y est arrêté ou condamné pour fait d'espionnage.

[70] La Gazette Vosgienne : 14, 18 avril 1901.
[71] L'Écho de la Frontière : 3 mars 1895.
[72] A.D.V. : 8M49.
[73] A.D.V. : 8bisM36.

5 - La crainte des menées anarchistes.

Le mythe de l'Italien anarchiste et "poseur de bombes" a lui aussi la vie dure en cette fin de XIXème siècle. Certes, les maçons *varesini* sont dans leur majorité des partisans des idées développées par le courant socialiste-révolutionnaire souvent proche de l'anarchisme. En Italie, la grande popularité dont jouissent Bakounine et Malatesta a fait de nombreux adeptes et l'opinion publique française retient les noms de Caserio et de Bresci, assassin du roi Humbert, tous deux anciens immigrés. Elle assimile également l'anarchisme à une doctrine sanguinaire partagée par des fanatiques, des "sans-patrie", qui, le couteau à la main, ne rêvent que d'éradiquer toute forme de religion et d'autorité politique. *Le Petit Déodatien* ironise, lui, sur *"le vieux Cipriani, anarchiste italien immigré à Paris, qui, drapé dans son manteau troué et dans sa dignité de la vieille école, a refusé vingt mille francs que lui avait légués une vieille dame"*[74]. La peur de l'attentat est cependant très forte à partir de 1893 - date à laquelle Vaillant lance une bombe dans la Chambre des députés -, et redouble un an plus tard après *"le crime de Lyon"*.

L'arrestation d'Angel Molteni à Gérardmer en juillet 1898 confirme les craintes de la presse : après avoir agressé à la sortie d'un bal un militaire qui l'a d'ailleurs blessé, le maçon comasque est interpellé. Il a le temps de crier : *"Vive Zola ! Vive l'anarchie !"*, ce qui renforce les convictions de *L'Impartial : "Les anarchistes, les Italiens, revendiquent Zola comme un de leurs principaux patrons ; c'est tout naturel"*[75]. Fouillé au moment de son arrestation, Molteni a été trouvé porteur de nombreuses brochures telles *Le Libertaire, Le Père Peinard* et *Le Dialogue entre ouvriers* de Malatesta. Pour le commissaire, *"cela justifie son affiliation à la bande anarchiste étrangère (...). Il doit être considéré comme un militant dangereux et expulsé du territoire français (...) ce qui servirait d'avertissement aux nombreux Italiens occupés à Gérardmer (...). Son affiliation à la secte révolutionnaire devenait un véritable danger pour la sécurité publique"*. Condamné à 15 jours de prison, Molteni est ensuite expulsé. Cette mesure exemplaire, avant tout préventive, est destinée à faire comprendre aux Italiens que *"leur présence n'est tolérée qu'à la condition que leur conduite demeure correcte et sans reproche"*[76].

Si on ne peut nier que textes et idées anarchistes circulent dans les milieux de l'immigration italienne, celles-ci ne débouchent jamais sur des violences à caractère politique. La police, si bien renseignée, est d'ailleurs la première à le reconnaître, montrant là une objectivité dont la presse locale est souvent dépourvue. Dans son rapport au préfet de novembre 1894, le commissaire spécial note que *"les sujets italiens continuent à observer en matière politique la neutralité qui leur convient et s'efforcent de vivre le plus possible en bonne intelligence avec leurs camarades français"*[77].

Les Italiens démentent donc largement les reproches qui leur sont faits dans une presse si

[74] Le Petit Déodatien : 14 février 1909.
[75] L'Impartial des Vosges : 16 juillet 1898.
[76] A.D.V. : 8bisM34.
[77] A.D.V. : 8bisM31.

empressée de les rendre responsables des maux de la société. Mais ils restent pour beaucoup de fidèles "clients" des tribunaux. Là encore, l'observation de la réalité dément en grande partie les idées reçues.

B - L'Italien, "client" privilégié des tribunaux ?

1 - Italiens voleurs et violents.

"Encore un macaroni" : La Chronique des Vosges présente ainsi sa rubrique judiciaire le 24 juin 1900[78]. Sur 11 affaires traitées la veille, 3 aboutissent à la condamnation d'Italiens, comme 162 autres de 1897 à 1913. La presse trouve là une occasion inespérée de raconter, avec moult détails souvent sortis de l'imagination fertile des journalistes, les méfaits d'individus, qui, pour le lecteur, volent et se battent plus qu'ils ne travaillent.

La très grande majorité des condamnations - plus de 80 % - concerne trois délits principaux :

- la moitié des Italiens qui comparaissent devant le tribunal, a, au cours de rixes et bagarres, blessé un ou plusieurs individus, le plus souvent sans gravité. Ces altercations ont généralement lieu après le travail ou le dimanche dans des lieux publics - bals ou cabarets -, rarement sur les chantiers ou dans les carrières. Leurs auteurs, parfois ivres, se battent pour des motifs futiles, parfois contre des compatriotes, et répondent très souvent à des provocations. Les "batailles rangées" sont rares : de 1880 à 1914 néanmoins, les violences opposant Français et Italiens font dans l'arrondissement quatre morts et quarante blessés.

- un Transalpin sur sept est condamné pour vol. Le plus souvent, les victimes sont d'autres Italiens partageant la location d'un garni, détroussés d'une partie de leurs économies pourtant soigneusement dissimulées. Les vols de nourriture et de vêtements sont extrêmement rares.

- 15 % des prévenus ont oublié de se faire inscrire sur les *"registres d'immatriculations"* de la commune de résidence et doivent payer une amende de cinq francs. L'Italien subit en effet l'étroite surveillance de la police qui peut à tout moment lui demander de justifier son identité.

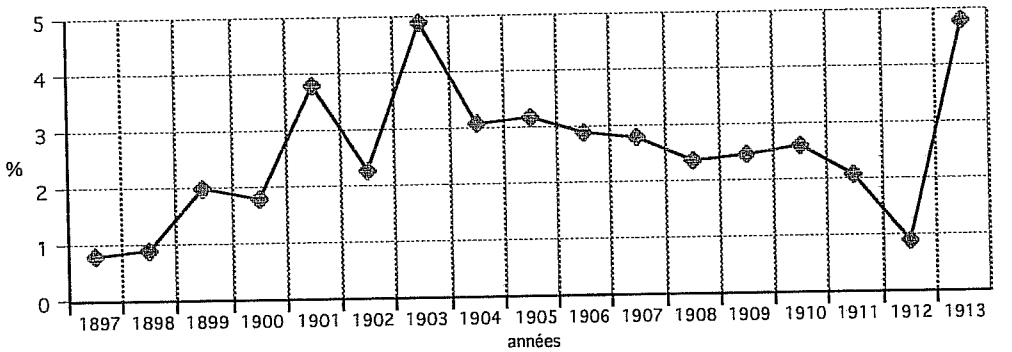
Les autres délits restent peu représentés : la mendicité par exemple, se limite à un seul cas en 16 ans, malgré l'insistance de la presse à décrire tout Italien comme un mendiant. Il s'agit pourtant de considérer ces exemples de "petite délinquance" dans un contexte plus général : les Italiens représentent-ils dans l'arrondissement de Saint-Dié un "danger social", idée largement répandue dans la population ?

2 - Un groupe exposé à la violence.

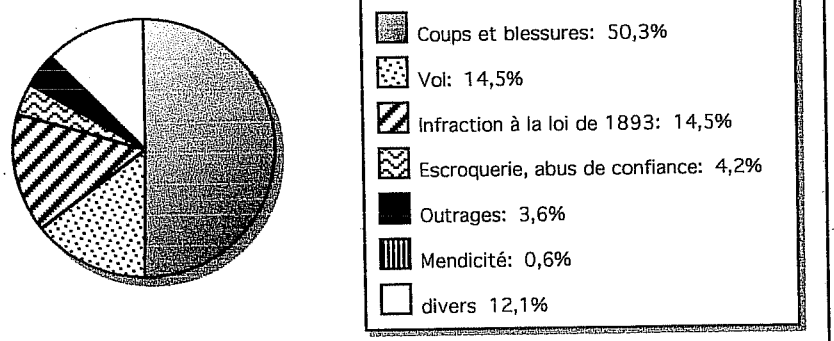
"Beaucoup d'étrangers ne sont guère honnêtes et donnent fort à faire à nos tribunaux correctionnels. Souvent, ils viennent encore partager avec nos pauvres nationaux les maigres

[78] La Chronique Vosgienne : 24 juin 1900.

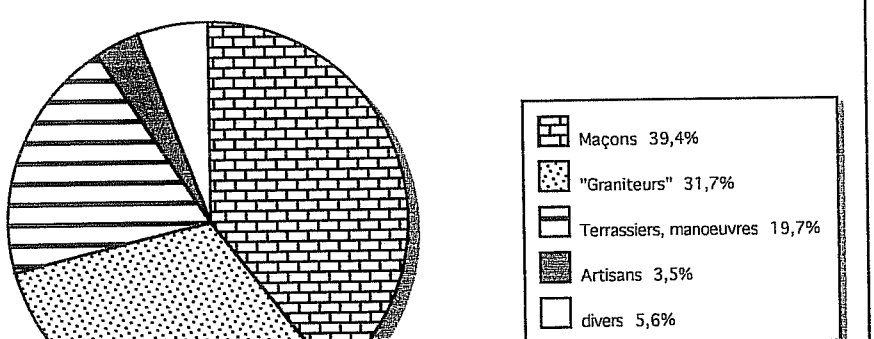
Italiens condamnés par le tribunal de Saint-Dié (1897-1913).



Italiens condamnés à Saint-Dié (1897-1913).



Professions des Italiens condamnés à Saint-Dié (1897-1913).



revenus de l'assistance publique. On ne peut encore les laisser mourir de faim, l'humanité s'y oppose. Ils sont donc à la fois une charge et un danger"[79] : pour *L'Écho de la Frontière*, l'étranger, et avant tout l'Italien, n'est qu'un parasite nuisible qui met gravement en péril l'équilibre moral et social de la société. Là encore, la réalité dément totalement les idées reçues. De 1897 à 1913, les Italiens représentent en moyenne 2,6 % des condamnés au tribunal correctionnel de Saint-Dié. Certes, ce chiffre dépasse leur poids numérique dans la population, moins de 2 %. Cependant, ils forment un groupe bien plus exposé à la délinquance que d'autres :

- en majorité, ce sont de jeunes gens célibataires et citadins : la jeunesse est en effet un critère déterminant, pour les immigrés comme pour les autochtones. Conscrits, militaires et ouvriers vosgiens s'affrontent en effet eux aussi fréquemment dans les lieux publics - bals, cabarets - ou dans la rue.

- maçons, manoeuvres ou "graniteurs", ils exercent des professions dans lesquelles bagarres et coups de poing ne sont pas rares, sur les chantiers ou les carrières quelle que soit la nationalité des protagonistes. L'affrontement du *"P'tit Bouzey"* à Saint-Dié, est intéressant : en novembre 1899, *"une douzaine de terrassiers de la localité avaient l'intention d'expulser, à défaut d'Italiens, les Limousins qui travaillaient sur le chantier"*[80].

- ils sont ensuite des nouveaux venus, fortement touchés par les mouvements saisonniers : dans les années 1870-1880, les Alsaciens, ont également participé à de nombreuses rixes les opposant à de jeunes Vosgiens. L'étranger, "l'autre", subit presque toujours, pendant une période d'"acceptation" de durée variable, la vindicte des autochtones et surtout de ceux arrivés juste avant lui. Les années où les Italiens représentent plus de 3 % des condamnations - en 1901, 1903, 1904 et 1913 - sont en fait marquées par l'arrivée de centaines de jeunes maçons et terrassiers venus travailler dans d'importants chantiers de construction. Isolés dans une région qui leur est souvent totalement inconnue, privés de repères spatiaux et familiaux, certains sont alors victimes ou initiateurs de rixes les opposant à des compatriotes ou à de jeunes Français. Gérardmer, où les migrations saisonnières sont bien plus importantes qu'ailleurs, abrite à elle seule un quart des condamnés.

L'Italien n'est donc pas "l'homme au couteau" si souvent décrit. Il est d'abord un travailleur venu exercer honnêtement sa profession en France. C'est donc par son travail que l'immigré parvient à s'intégrer très lentement dans la société d'accueil. Là encore, les résistances sont nombreuses : le mouvement ouvrier français voit d'un très mauvais oeil l'arrivée de ces étrangers qu'il considère comme de dangereux concurrents à la solde du patronat. Cette méfiance, qui pendant plus de deux décennies "empoisonne" les relations entre Français et immigrés, est cependant souvent battue en brèche par un syndicalisme révolutionnaire qui ouvre largement ses portes aux étrangers.

[79] L'Écho de la Frontière : 3 mars 1895.
[80] L'Écho de la Frontière : 12 novembre 1899.

Affrontements franco-italiens dans l'arrondissement.

(1880 - 1914)

Dates	Lieux	Communes	Italiens	Français	Victimes
août 1880	sortie de bal	Saint-Dié	2	5	un mort et un blessé italiens
janvier 1885	usine	Saint-Dié	groupe	1	un blessé français
août 1885	sortie de cabaret	Anould	1	2	un mort italien
juin 1887	rue	Laveline	1	1	un blessé français
juin 1887	rue	Gérbépal	5	2	deux blessés français
août 1889	chantier	Senones	2	1	un blessé français
septembre 1894	sortie de cabaret	Saint-Dié	1	groupe	un blessé italien
juillet 1895	cabaret	Plainfaing	2	2	un mort et un blessé français
décembre 1895	carrière	Senones	groupe	groupe	aucune
avril 1897	chantier	Saint-Dié	3	4	un blessé italien
septembre 1897	cabaret	Fraize	1	1	un mort italien
décembre 1897	cabaret	Granges	1	2	un blessé italien
avril 1898	cabaret	Saint-Dié	1	1	un blessé français
juillet 1898	bal	Gérardmer	1	1	un blessé italien
juillet 1899	sortie de théâtre	Belmont	1	1	un blessé français
août 1899	cabaret	Saint-Dié	1	4	un blessé français
mai 1900	sortie de la gare	Gérardmer	groupe	groupe	aucune
janvier 1901	cabaret	Fraize	1	2	deux blessés italiens
avril 1901	rue	Granges	1	2	un blessé italien
avril 1901	rue	Raon-l'Étape	groupe	groupe	un blessé italien
mars 1901	cabaret	Fraize	groupe	groupe	un blessé français
avril 1901	rue	Gérardmer	groupe	groupe	aucune
septembre 1901	chantier	Gérardmer	4	groupe	deux blessés italiens
février 1902	sortie de bal	Gérardmer	4	1	un blessé français
juin 1902	cabaret	Senones	3	2	deux blessés français
juin 1903	cabaret	Gérardmer	9	2	un blessé français
août 1903	bal	Gérardmer	1	4	un blessé italien
avril 1905	cabaret	Saint-Stail	1	1	un blessé français
août 1905	rue	La Neuveville	1	1	un blessé français
décembre 1905	rue	Senones	4	1	un blessé français
mars 1907	cabaret	Moussey	1	groupe	aucune
juillet 1908	cabaret	Gérardmer	1	1	un blessé français
décembre 1908	domicile	Gérardmer	1	1	un blessé français
juillet 1909	chantier	Saint-Dié	groupe	groupe	aucune
juillet 1909	cabaret	Saint-Léonard	1	1	aucune
octobre 1909	bal	Raon-l'Étape	groupe	1	un blessé français
mars 1910	sortie de bal	Moyenmoutier	2	1	aucune
juillet 1910	bal	Saulcy	1	1	un blessé italien
octobre 1910	cabaret	Senones	1	1	un blessé français
avril 1911	rue	La Neuveville	1	1	aucune
août 1911	cabaret	La Petite Raon	1	1	aucune
octobre 1911	rue	La Neuveville	1	1	aucune
octobre 1911	cabaret	Gérardmer	1	1	un blessé français
octobre 1912	chantier	Gérardmer	4	1	aucune
décembre 1912	rue	Senones	1	1	aucune
décembre 1912	cabaret	Granges	groupe	1	un blessé français
février 1913	chantier	Gérardmer	1	1	un blessé français
juillet 1913	rue	Saint-Dié	1	1	aucune
août 1913	domicile	La Houssière	1	1	un blessé français
octobre 1913	domicile	Étival	1	1	un blessé italien
juin 1914	cabaret	Senones	groupe	3	un blessé français
juillet 1914	bal	Saint-Dié	groupe	groupe	un blessé français

III - Les Italiens et le mouvement ouvrier : des rapports ambigus.

A - L'immigré : un concurrent déloyal.

1 - Hostilité des premiers syndicats.

Arrivant par centaines dans les Vosges à l'extrême fin du XIXème siècle dans un contexte politique qui leur est très défavorable, maçons, terrassiers et "graniteurs" italiens subissent très vite l'hostilité des ouvriers "vosgiens" parmi lesquels les Alsaciens ne sont pas les moins actifs. Le premier mai 1895, par exemple, 20 maçons quittent leur chantier de Saint-Dié pendant deux heures *"parce qu'on leur avait adjoint six Italiens dont ils demandent le renvoi."* Ceux-ci ayant été détachés par l'entrepreneur Golder qui les emploie, les Français reprennent aussitôt le travail[81].

Trois ans plus tard, une vingtaine de tailleurs de pierre déodatiens se rendent à la carrière de la Biche *"pour empêcher trois Italiens de continuer de travailler, disant qu'il n'était pas admissible de voir les étrangers manger la pain des Français"*. Les Transalpins, pris de peur, s'enfuient. Le sous-préfet, recevant les mécontents, essaie de "calmer le jeu", affirmant *"qu'il y a du travail pour tout le monde"*. Mais l'entrepreneur Brunel, chargé de fournir des matériaux pour la construction des ponts de la Meurthe, précise qu' *"il ne lui est pas possible de se passer d'ouvriers italiens pour extraire les pierres de sa carrière, et refuse de les renvoyer"*[82]. La rencontre n'ayant donné aucun résultat, les manifestants décident de fonder une semaine plus tard, le 3 avril, la "Chambre Syndicale des Ouvriers Tailleurs de pierre de Saint-Dié", qui, à sa naissance, regroupe 21 membres dont de nombreux Alsaciens. La cotisation est de un franc par mois et une caisse de secours permet de verser 2,50 francs par jour aux sociétaires malades[83].

Très rapidement, le syndicat nouveau-né devient une arme redoutable dirigée contre les immigrés : un mois après sa création, alors que l'agitation xénophobe et antisémite provoquée par l'Affaire Dreyfus n'est pas encore retombée, il fait paraître dans la presse locale des articles où il montre son vrai visage. Dans un premier temps, *L'Écho de la Frontière* refuse la publication de peur de créer de *"l'agitation sur les chantiers. On n'eût pas manqué de dire que nous ne cherchons que plaies et bosses"*. *La Gazette*, quant à elle, présente le texte dans son intégralité : *"N'est-il pas regrettable au plus haut point de voir des ouvriers étrangers, principalement de nationalité italienne, occupés en quantité pour ne pas dire en majorité depuis un certain temps déjà, sur des chantiers de travaux communaux ou d'autres, pendant qu'il y a des ouvriers du pays, exerçant le même métier, qui chôment encore depuis l'hiver ? Pour ne citer qu'un cas, il y a actuellement occupés aux travaux des ponts sur la Meurthe quatorze tailleurs de pierre italiens et deux français (..) tant à la carrière*

[81] La Gazette Vosgienne : 2 mai 1895 ; A.D.V. : Statistiques des grèves (1895).
[82] A.D.V. : 15M209.
[83] A.D.V. : Br 1575-1581.

que sur les chantiers. Quant aux maçons italiens, on ne les compte plus". Le syndicat regrette également l'échec de l'intervention du maire et du sous-préfet auprès des employeurs[84]. *L'Écho* assortit l'article d'une communication qui lui est propre : *"Ceci donne une triste idée du patriotisme de certains entrepreneurs qui préfèrent que l'argent consacré par les contribuables ou propriétaires à divers travaux, prenne le chemin de l'Italie pour y être converti en armes destinées peut-être un jour à servir contre la France, plutôt que d'être employé aux salaires d'ouvriers du pays qui consommeraient cet argent sur place au bénéfice du commerce local. (...) Et cela à deux pas de la frontière, dans un pays dont les populations sont fières à juste titre de leur patriotisme"*[85]. Patriotisme, le mot revient souvent dans la bouche et sous la plume des nationalistes et syndicalistes : embaucher un Italien serait un acte anti-patriote dont les patrons sont les premiers responsables. L'action du syndicat n'aboutit cependant à aucune mesure concrète : par la suite, les immigrés sont toujours plus nombreux, leur haute qualification et leur grande mobilité leur assurant la préférence des employeurs. Petit à petit, ils évincent la main-d'œuvre locale des chantiers. Celle-ci conserve une sourde rancune à leur égard : les étrangers, prêts à travailler à n'importe quel prix, feraient en effet baisser les salaires.

Les 2 et 3 juillet 1900, 64 maçons italiens travaillant à la reconstruction de l'usine Géliot à Fraize se mettent en grève, exigeant une augmentation de salaire : les cinq meneurs sont immédiatement expulsés *"ce qui suffit pour ramener le calme et déterminer les autres maçons à reprendre le travail"*[86]. Cette action isolée, qui n'est soutenue par aucune organisation syndicale, aboutit à un cuisant échec : la xénophobie largement répandue dans la classe ouvrière empêche en effet la constitution de tout mouvement unitaire[87]. Par la suite, les socialistes vosgiens tentent de combattre ces préjugés et de rapprocher les deux groupes, avec plus ou moins de réussite, et de bonne volonté...

2 - Méfiance des "réformistes".

"Les Vosges sont un foyer de nationalisme : nos ouvriers sont peu exigeants, ils acceptent sans récriminer nos règlements d'ateliers. Jamais ils ne se fâchent, jamais ils ne se coalisent, ils ne songent pas à se syndiquer, ils ne se mettent jamais en grève"[88] : ce constat reflète assez bien l'état d'esprit d'une classe ouvrière dans laquelle les idées socialistes n'ont pas encore pénétré en 1902. L'active politique paternaliste menée par le patronat depuis plus de 30 ans porte là pleinement ses fruits : l'ouvrier vosgien, généralement peu qualifié, reste soumis aux directives de ceux qui l'emploient sans manifester le moindre signe extérieur de mécontentement. Le socialisme n'arrive

[84] La Gazette Vosgienne : 15 mai 1898.
[85] L'Écho de la Frontière : 22 mai 1898.
[86] L'Écho de la Frontière : 15 juillet 1900.
[87] A.D.V. : e 463, statistiques des grèves en 1900.
[88] L'Ouvrier Vosgien : 14 décembre 1902.

que tardivement dans cette région pourtant très industrialisée, dont la population ouvrière est dispersée dans une douzaine de petits centres industriels. En 1904 est fondée l'"Union Socialiste Vosgienne" qui adhère au Parti Socialiste Français puis à la S.F.I.O. en 1905. Son secrétaire, Aimé Piton, est un disciple fidèle de Jean Jaurès : militant infatigable, il multiplie les conférences et est à l'origine de la création de nombreuses sections à Gérardmer, Granges, Plainfaing, Saint-Dié et Étival. C'est en effet dans la "montagne" que les socialistes sont les plus nombreux : en 1907, ils comptent 1000 adhérents dans les Vosges répartis en 20 sections. Leur journal, *L'Ouvrier Vosgien*, est édité à environ 10 000 exemplaires chaque semaine[89]. L'"Union Socialiste", à l'image de son "chef", appartient pourtant à la tendance modérée : elle prône la participation aux élections afin d'améliorer, par des "pressions non violentes" sur la bourgeoisie patronale, le sort de la classe ouvrière. Les résultats réalisés lors des différentes consultations électorales sont pourtant bien décevants : se présentant dans la première circonscription de Saint-Dié en 1906, Aimé Piton ne rassemble sur son nom que 569 voix, soit 4 % des suffrages exprimés ; en 1910, dans la deuxième circonscription, le résultat - 18 % - n'est guère plus encourageant ; quatre ans plus tard, il est sensiblement le même dans un arrondissement devenu un fief des Républicains de Gauche et des Radicaux. En acceptant de participer au "jeu électoral", les socialistes "modérés" se doivent de convaincre le monde ouvrier : celui-ci est, au début du XXème siècle, presque totalement imperméable à leurs idées et manifeste parfois une hostilité ouverte à l'égard des étrangers.

L'Ouvrier Vosgien développe ainsi dans ses colonnes une thématique nettement xénophobe. Certes, l'internationalisme reste l'un des piliers des théories socialistes : *"Les ouvriers français n'ont pas à considérer leurs camarades étrangers en ennemis. Une vigoureuse action syndicale doit les réunir tous contre le patronat, et, seule cette action empêchera l'avilissement des salaires"*[90]. On admire même les réalisations des camarades italiens dans la péninsule. En 1910, au retour d'un voyage à Vérone, après avoir visité plusieurs coopératives, Edgar Milhaud s'enthousiasme : *"On ne se sentait plus séparé du socialisme comme d'un au-delà mystérieux ; il était là, tout près, tangible, à la portée de la main"*[91]. Le discours est pourtant bien différent quand il s'agit de dénoncer les dangers que fait peser l'immigration italienne sur la classe ouvrière vosgienne. Les thèmes diffusés à la fin du XIXème siècle n'ont guère changé : l'étranger prive l'ouvrier français de travail et de pain et il est un outil du patronat qui l'utilise à sa guise pour faire baisser les salaires. Il représente donc la principale menace pour le syndicalisme français.

L'Ouvrier Vosgien publie en 1904 la lettre d'un lecteur répétant une conversation entendue : *"Dans le bâtiment, il y a beaucoup d'étrangers qui viennent nous supplanter. Comment veux-tu qu'on puisse s'accorder avec ces gens là? Non, vois-tu, qu'on les expédie d'où ils*

[89] GRIVEL (Gilles), Le parti républicain dans les Vosges, de 1870 à 1914, Thèse de doctorat, deux tomes, Nancy II, 1997, 780 p.
[90] L'Ouvrier Vosgien : 4 juillet 1914.
[91] L'Ouvrier Vosgien : 12 juin 1906.

viennent!". Le militant socialiste conclut : *"Ainsi camarade, voilà dans quel état d'égoïsme se trouve encore une grande partie des travailleurs. (...) Il est encore des ouvriers qui pensent que c'est notre faute si les ouvriers des puissances voisines travaillent en France. (...) C'est aux patrons que revient tout entière la responsabilité d'employer des ouvriers étrangers"*[92]. En 1913, la colère est encore plus grande : Valentin Mathieu, chef de file des socialistes raonnais, dénonce *"les bandes d'Italiens venues travailler à la construction des casernes"*. Il s'insurge également contre les tâches confiées à la main-d'œuvre locale, essentiellement composée de manoeuvres, *"astreinte à servir en mortier et moellons des maçons d'origine étrangère"*, ceux-ci obtenant des salaires doubles voire triples. Mathieu réclame donc *"la priorité du travail"*, appelant *"au respect des décrets Millerand"*[93] : on sent bien là l'impuissance mais aussi l'humiliation du militant de base, qui, bien loin de lancer des appels à l'union des travailleurs toutes nationalités confondues, considère l'Italien comme un adversaire des ouvriers autochtones.

Les immigrés multiplient pourtant par diverses actions symboliques les manifestations de bonne volonté et "les mains tendues" : lors de la grève qui paralyse les carrières de trapp Ramu pendant l'hiver 1905-1906 à Raon-l'Étape, les Italiens ont été nombreux à donner leur obole pour aider les 200 grévistes français menacés par le froid et la faim. Ils participent activement au défilé organisé en janvier : *"En tête, le drapeau rouge largement déployé, puis derrière se placent les Italiens porteurs de mandolines qui exécutent des marches pendant toute la durée du parcours*[94]*"*. L'année suivante, ils manifestent la même solidarité lors d'un autre mouvement de grève dans lequel ils ne sont, là encore, pas directement impliqués : la souscription des *"Italiens pour aider les victimes de Raon-l'Étape"*[95] rapporte 22 francs aux familles des malheureux ouvriers tués par une charge de cavalerie. Cette générosité, motivée par un sentiment manifeste de "solidarité de classe", est bien la marque de la grande maturité politique partagée par bon nombre de Transalpins.

Le socialisme "réformiste" vosgien reste néanmoins sourd à toutes ces manifestations de bonne volonté : pris dans une logique électorale au détriment de l'internationalisme, il se fait largement l'écho de la xénophobie latente dans le monde ouvrier. Le socialisme-révolutionnaire adopte quant à lui des positions bien différentes.

[92] L'Ouvrier Vosgien : 17 juillet 1904.
[93] L'Ouvrier Vosgien : 27 juin , 20 juillet 1913.
[94] L'Ouvrier Vosgien : 7-28 janvier 1906.
[95] L'Ouvrier Vosgien : 18 août 1907.

B - Un syndicalisme révolutionnaire largement ouvert aux Italiens.

1 - L'internationalisme, pilier de l'anarcho-syndicalisme.

L'anarcho-syndicalisme apparaît en Lorraine au début du XXème siècle. Véritable "creuset" où convergent hommes et idées, la région accueille des militants étroitement surveillés par la police. Les thèmes du socialisme-révolutionnaire se développent dans le milieu des petits artisans qualifiés, composé surtout de cordonniers, de menuisiers ou de coiffeurs, mais aussi dans les professions du bâtiment soumises à de fréquents déplacements : ils semblent toucher une partie des ouvriers vosgiens, de 1905 à 1907 surtout[96]. Pendant cette période, ces idées bénéficient d'une réelle audience, grâce notamment au *Cri populaire*, *"organe des travailleurs socialistes de Lorraine"* : celui-ci développe sous la plume de polémistes souvent brillants, une active propagande antimilitariste, antipatronale et antireligieuse, prônant une organisation de la classe ouvrière dégagée de l'emprise des partis politiques. Les "révolutionnaires" se démarquent en effet nettement des "réformistes" sur ce point : tout en refusant de participer au "jeu électoral" organisé par la bourgeoisie, le prolétariat doit obtenir grâce à ses actions propres - la grève et une pression constante sur le patronat - une amélioration concrète de ses conditions de vie, prélude à l'effondrement du système capitaliste. A partir de 1905, les orateurs qui diffusent les idées de l'anarcho-syndicalisme dans la région de Saint-Dié sont assez nombreux - à Raon-l'Étape, Étival, et surtout La Neuveville -, et rencontrent un réel succès.

Contrairement aux "réformistes" qui éprouvent la plus grande méfiance à l'égard des immigrés, les "révolutionnaires" ouvrent totalement la porte de leurs organisations et de leurs journaux aux étrangers : *"L'étranger, c'était l'ouvrier italien qui seul était cause de la baisse des salaires, qu'il fallait à tout prix chasser,* écrit Fombaron dans *Le Cri Ouvrier* en février 1907. *On fit, avec la complicité de la police qui laissa faire, plusieurs chasses sauvages et barbares. L'étranger disparut, mais les salaires ne remontèrent pas. Aujourd'hui, une mentalité nouvelle s'est formée dans les milieux ouvriers. En acceptant les étrangers au syndicat, on les oblige à travailler aux mêmes conditions que les travailleurs français ; dès lors que la concurrence n'existe plus et si le chômage persiste, c'est grâce aux trop longues journées de travail et à l'incurie des patrons qui ne savent pas ou ne veulent pas ménager certains travaux pour la saison d'hiver"*[97]. De plus, beaucoup d'articles sont écrits en italien par des militants transalpins appelant à l'union avec les ouvriers français : ils dénonçent notamment les *krumiri* de mèche avec les patrons, et la politique coloniale du royaume en 1912. Aux messages xénophobes diffusés par la presse "réformiste", les "révolutionnaires" répondent par de vibrants appels internationalistes : *"Quantité d'ouvriers ignorants croient que s'il n'y avait que des Français en France, tout serait pour le mieux pour ce*

[96] Renseignements aimablement communiqués par Jean-Claude Fombaron.
[97] Le Cri Populaire : 2 février 1907.

Le Cri Populaire

4e Année — N 145 — Samedi 18 Mai 1907

10 Centimes

Raison! Courage! Energie! — Contre toutes les Réactions!

HEBDOMADAIRE, PARAISSANT LE SAMEDI

ORGANE DES Travailleurs Socialistes de Lorraine

Travailleurs, Syndiquez-vous!

Travailleurs, votre Emancipation ne peut être que votre œuvre!

Travailleurs, de tous les pays, Unissez-vous!

ABONNEMENTS
Trois mois. . 1.50
Six mois. . . 2.50
Un an. . . . 4.50

ADMINISTRATION, & RÉDACTION
66, Rue de la Hache, NANCY

ANNONCES ET RECLAMES
Annonces (1re page)..... 20 cent. la ligne
Réclames (3e page)..... 30 —

Souvenir du 23 Juillet 1908

Conto Corrente colla Posta) — Varese, 25 Novembre 1905. — Anno IV — N. 180

Il Nuovo Ideale

La miseria nasce non dalla malvagità dei capitalisti, ma dalla cattiva organizzazione della Società, dalla **proprietà privata** *perciò noi predichiamo non l'odio alle persone, nè alle classi dei ricchi ma la urgente necessità di una riforma sociale che, a base dell'umano consorzio, ponga la* **proprietà collettiva.**

CAMILLO PRAMPOLINI.

ABBONAMENTI.
Sostenitore anno . . . . . £. 5.—
Anno semplice . . . . . » 3.—
Semestrale . . . . . » 1.50
Trimestrale . . . . . » 0.75
Estero il doppio.

Ogni numero Cent. 5

Giornale Settimanale della Federazione Collegiale Socialista di Varese

DIREZIONE: VIA VELLONE, 5 — VARESE — AMMINISTRAZIONE: VIA BERNARDINO LUINI, 5

Journaux socialistes-révolutionnaires diffusés dans les milieux de l'immigration italienne. La photographie a été prise en juillet 1908 dans une carrière de Senones : les "graniteurs" italiens célèbrent ici le premier anniversaire de la répression de la grève des ouvriers-chaussonniers de Raon-l'Étape.

doux pays. A ces ouvriers, je leur dis : ai-je demandé où ai-je pu éviter de naître dans tel ou tel pays plutôt qu'un autre ? Non! (...) Vous ne devez pas avoir de haine contre les étrangers qui viennent travailler dans le pays où vous êtes et que vous croyez vôtre. Les ouvriers qui s'expatrient ont droit à toute notre sympathie ; nous ne devons pas avoir d'ennemis dans la classe des exploités ; tous les travailleurs de tous les pays doivent s'aider et participer par la fraternité au bonheur commun. Les maux n'ont pas de frontières, les remèdes ne doivent pas en avoir"[98]. Il ne s'agit pas ici d'un internationalisme théorique "de façade" : celui-ci trouve sur le terrain des réalisations concrètes.

2 - La grève de 1907, modèle de conflit social ?

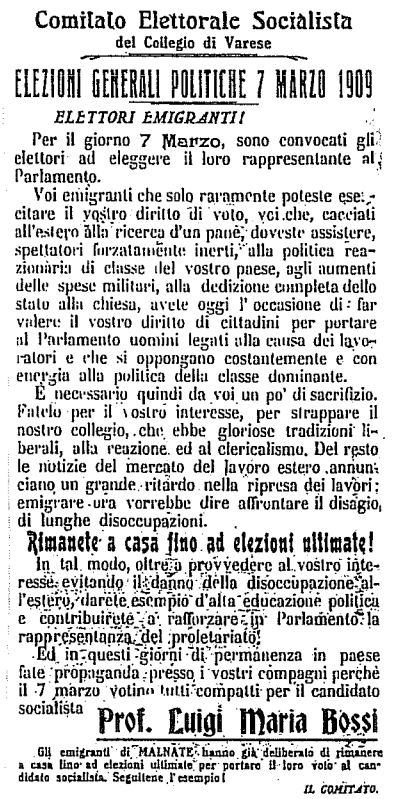
"De nos mains sortent des merveilles,
Châteaux, magnifiques palais :
Crésus profite de nos veilles
Et nous érige en plats valets,
Pour récompenser nos longs services
N'ayant pas d'argent, ni maison
Pour nous s'ouvrent de noirs hospices
Lorsque ce n'est pas la prison !"[99]

Ce deuxième couplet de *"l'Internationale du Bâtiment"* est publié dans *Le Syndicaliste* en mars 1907 : il montre toute l'importance accordée par le syndicalisme révolutionnaire en Lorraine aux ouvriers travaillant sur les chantiers de construction. A cette date, maçons et manoeuvres, grâce à une active propagande réalisée sur les lieux de travail, sont déjà ralliés aux idées de l'anarcho-syndicalime. Pourtant, les orateurs, aussi dynamiques et charismatiques soient-ils, "prêchent" souvent auprès d'hommes déjà convaincus. Les immigrés *varesini* en effet sont considérés au pays comme de fervents socialistes par Riccardo Momigliano et *Il Nuovo Ideale* : "fer de lance" du prolétariat, ces ouvriers d'élite doivent au contact de leurs camarades étrangers, faire triompher l'internationalisme, combattre les "kroumirs" et lutter contre la domination patronale.

Dans l'arrondissement de Saint-Dié, les maçons italiens sont nombreux à adhérer au syndicat C.G.T. du bâtiment d'Épinal. Constamment ignoré par les "réformistes" de *L'Ouvrier Vosgien*, il est affilié à "L'Union des Syndicats Ouvriers de Meurthe-et-Moselle" de tendance révolutionnaire, et regroupe en 1907 plus de 300 membres. Très vite, il élabore une "stratégie" de lutte qui doit aboutir au succès d'importantes revendications : il s'agit tout d'abord d'éviter les divisions de toutes sortes, entre Français et étrangers, mais aussi entre les différentes professions du bâtiment - peintres, maçons, plâtriers ou charpentiers - en adhérant massivement au syndicat. La coordination parfaite des quatre "métiers" doit ensuite permettre de déclencher la grève générale : *"De même que*

[98] Le Cri Populaire : 13 janvier 1906.
[99] Le Syndicaliste : 16 février, 2 mars 1907.

Dates	Lieux	Professions et nationalités	Revendications	Résultats
1er mai 1895	Saint-Dié	Maçons français	Renvoi d'ouvriers italiens	Succès partiel
2-3 juillet 1900	Fraize	Maçons italiens	Hausse de salaires	Échec
10-21 mai 1907	Saint-Dié	Maçons français et italiens	Hausse de salaires, dix heures...	Succès partiel
17 Août 1907	Raon-l'Étape	Terrassiers français et italiens	Hausse de salaires	Échec
9 Février 1914	Saint-Dié	Maçons italiens	Retard de paiement	Succès



Comitato Elettorale Socialista

del Collegio di Varese

ELEZIONI GENERALI POLITICHE 7 MARZO 1909

ELETTORI EMIGRANTI!

Per il giorno 7 Marzo, sono convocati gli elettori ad eleggere il loro rappresentante al Parlamento.

Voi emigranti che solo raramente poteste esercitare il vostro diritto di voto, voi che, cacciati all'estero alla ricerca d'un pane, doveste assistere, spettatori forzatamente inerti, alla politica reazionaria di classe del vostro paese, agli aumenti delle spese militari, alla dedizione completa dello stato alla chiesa, avete oggi l'occasione di far valere il vostro diritto di cittadini per portare al Parlamento uomini legati alla causa dei lavoratori e che si oppongano costantemente e con energia alla politica della classe dominante.

È necessario quindi da voi un po' di sacrifizio. Fatelo per il vostro interesse, per strappare il nostro collegio, che ebbe gloriose tradizioni liberali, alla reazione ed al clericalismo. Del resto le notizie del mercato del lavoro estero annunciano un grande ritardo nella ripresa dei lavori; emigrare ora vorrebbe dire affrontare il disagio di lunghe disoccupazioni.

Rimanete a casa fino ad elezioni ultimate!

In tal modo, oltre a provvedere al vostro interesse evitando il danno della disoccupazione all'estero, darete esempio d'alta educazione politica e contribuirete a rafforzare in Parlamento la rappresentanza del proletariato.

Ed in questi giorni di permanenza in paese fate propaganda presso i vostri compagni perchè il 7 marzo votino tutti compatti per il candidato socialista

Prof. Luigi Maria Bossi

Gli emigranti di MALNATE hanno già deliberato di rimanere a casa fino ad elezioni ultimate per portare il loro voto al candidato socialista. Seguitene l'esempio!

IL COMITATO.

Affiche pour les élections législatives italiennes du 7 mars 1909 :

Luigi Maria Bossi, candidat socialiste du collège de Varèse, invite les émigrés à retarder leur départ pour pouvoir voter. A cette date, si les maçons saisonniers sont largement acquis au socialisme, bien peu disposent du droit de vote ; avant 1913, le suffrage reste censitaire en Italie.

dans l'exécution d'un chantier, une catégorie d'ouvriers ne peut se passer de l'autre, dans un conflit, l'union la plus étroite doit se faire pour présenter des revendications communes et les soutenir énergiquement[100] *".*

Mené conjointement à Lunéville, Nancy et dans les Vosges au printemps 1907, le mouvement connaît des fortunes diverses, mais à Saint-Dié, il obtient un succès presque total. La grève y est déclenchée le 10 mai : après les plâtriers, ce sont les charpentiers et près de 150 maçons et tailleurs de pierre presque tous Italiens, qui cessent subitement de travailler, suivis trois jours plus tard par les peintres. Leurs revendications, nombreuses et précises, exigent que la journée de travail soit réduite à dix heures, que l'embauche ne soit faite qu'à l'intérieur du syndicat. Les grévistes demandent également une augmentation de salaires, le paiement de ceux-ci par quinzaine, une indemnité d'1,50 franc par jour si le chantier se trouve à plus de trois kilomètres du lieu de résidence ainsi que le maintien du travail à la tâche pour les tailleurs de pierre[101]. Après une réunion avec les entrepreneurs le 16 en présence du juge de paix, le travail reprend le 18 mai. Les employeurs acceptent *"le principe de la journée de dix heures avec liberté toutefois pour l'ouvrier de faire des heures supplémentaires. (...) Le salaire est augmenté de cinq pour cent ; le travail de nuit est payé double et un acompte pourra être donné chaque samedi à ceux qui en feront la demande".* L'indemnité *"journalière"* de déplacement est également accordée mais les patrons au nom de la liberté d'embauche, refusent de n'employer que des ouvriers syndiqués[102]. Les grévistes ont toutefois obtenu largement satisfaction et l'action des Italiens a été déterminante. Signe des temps, la presse locale ne parle que de *"la grève des maçons"*, se refusant à faire la distinction entre autochtones et immigrés.

A Varèse, le mouvement est suivi avec attention : Pierre Pozzi, porte-parole des *Varesini* de Saint-Dié, rend compte à ses camarades restés au pays de l'évolution du conflit. Dans *Il Nuovo Ideale*, chacun peut lire que *"la lutte est engagée. Elle sera longue mais la victoire viendra.(...) Les Italiens donnent le bon exemple et sont prêts à partir de cet endroit dans la semaine. Au nom des délégués français, on prie les travailleurs de boycotter la place de Saint-Dié"*[103]. La menace est ici clairement énoncée et les entrepreneurs la prennent très au sérieux de peur de voir leurs chantiers désertés pendant de long mois. Ils cèdent donc rapidement, et ce, sans aucune violence de la part des grévistes. Conscients de leur valeur, les immigrés, en parfaite cohésion avec les autres corps de métier employant des ouvriers français, ont mené un mouvement dont l'issue est exemplaire pour beaucoup. Sans nul doute, leur maturité politique et leur grande expérience ont fortement influencé leurs camarades déodatiens. Un an plus tard, en juin 1908, une "stratégie" identique, suivie des mêmes menaces de boycott, aboutit aux mêmes résultats lors d'une grève menée à Gérardmer par

[100] Le Cri Populaire : 2 février 1907.
[101] A.D.V. : e 463, statistiques des grèves (1907).
[102] La Gazette Vosgienne : 19 mai 1907.
[103] Il Nuovo Ideale : 18 mai 1907.

120 maçons italiens et français[104].

L'efficacité de ces mouvements sociaux parfaitement menés reste pourtant bien exceptionnelle. Pendant l'été 1907, 22 terrassiers travaillant à la rectification de la route allant de Raon-l'Étape à Rambervillers, quittent leur chantier en exigeant une hausse de salaires. Le meneur, *"Angelo Ferrari, sujet italien, qui est la terreur du chantier, ayant menacé les ouvriers qui travaillent pour un salaire inférieur à quarante-cinq, cinquante centimes de l'heure, a été arrêté en flagrant délit d'entrave à la liberté du travail et conduit devant M. le Procureur de la République d'Épinal"*. Ferrari est ensuite condamné à trois mois de prison et les ouvriers reprennent le travail *"aux mêmes conditions que précédemment[105]"* : le manque de cohésion et de qualification des grévistes a ici été fatal au mouvement, ainsi que la rapidité et la brutalité de réaction de l'employeur.

Les deux grèves des "chaussonniers" de La Neuveville, tous français, aboutissent également à un échec cuisant en cette même année : 150 d'entre eux sont licenciés, une charge de cavalerie ayant fait plusieurs morts et blessés. *"La date du 28 juillet 1907 (...) reste gravée dans l'esprit de tous les travailleurs de notre contrée"* : beaucoup d'immigrés italiens commémorent tous les 28 juillet le souvenir de *"la fusillade de Raon-l'Étape"* et des *"crimes gouvernementaux"*[106], manifestant là une grande solidarité avec les ouvriers vosgiens.

3 - En 1914, une intégration fragilisée.

En février 1914, quelques mois avant les élections législatives, le radical Henry Schmidt - l'un des deux députés de l'arrondissement - dénonce lors d'une conférence à Granges l'introduction d'étrangers *"favorisée par le service militaire de trois ans qui retient sous les drapeaux de jeunes français"*[107] : il s'agit pour lui de rallier une partie de l'électorat ouvrier et socialiste face à son concurrent conservateur.

A cette date, le syndicalisme révolutionnaire semble avoir perdu l'audience qu'il avait sept ans plus tôt : la répression policière à l'encontre des militants les plus actifs, mais aussi une certaine désaffection de la classe ouvrière effrayée par des idées jugées trop extrêmistes, ont marginalisé le mouvement. Il garde cependant une grande influence dans les professions du bâtiment et des carrières, avant tout grâce à la main-d'œuvre immigrée. Le "Syndicat des Carriers de Gérardmer" dispose de quatre sections dans lesquelles les Italiens sont parfaitement intégrés, au contraire des Belges nouveaux venus : *"Nous espérons voir entrer les carriers belges dans l'organisation syndicale et fraterniser avec leurs camarades français et italiens[108]"*, écrit un militant géromois en 1914.

Le "Syndicat du Bâtiment d'Épinal" multiplie les conférences avec des orateurs bilingues.

[104] A.D.V. : 8M229.
[105] A.D.V. : 8M229.
[106] Le Syndicaliste : 18 juillet-1er août 1908.
[107] La Gazette Vosgienne : 12 février 1914.
[108] Le Réveil Ouvrier : janvier 1914.

En septembre 1913, un délégué italien prend la parole devant une soixantaine de personnes : il critique violemment la guerre de Tripolitaine et l'attitude du gouvernement royal, et appelle à la collaboration entre les travailleurs des deux pays[109]. L'arrondissement de Saint-Dié reçoit en mars 1914 la visite *"des camarades Dumoulin et Gilioli"* qui effectuent *"une tournée de propagande"* dans les six agglomérations les plus importantes[110]. Le syndicat vit en effet à cette période une situation des plus périlleuses. La construction des casernes, décidée l'année précédente, provoque l'arrivée de nombreux Italiens attirés par des rumeurs leur promettant de hauts salaires. A Gérardmer, alors qu'à l'automne 1913 la majorité des *Varesini* est rentrée au pays passer l'hiver en famille et participer aux élections législatives, plusieurs dizaines de maçons et terrassiers *padani* sont embauchés par les entrepreneurs locaux. Devant cet afflux inattendu de main-d'œuvre, les syndicats du bâtiment d'Épinal et de Gérardmer, nouvellement constitué, sont débordés. Les nouveaux arrivants, peu qualifiés et non syndiqués, viennent mettre gravement en danger le patient travail d'intégration produit par près de dix années d'efforts. Brescians et Mantouans qui passent l'hiver dans les Vosges, travaillent pour des revenus bien faibles et restent sourds à toute propagande syndicale : *"Nous n'avons rencontré que de l'indifférence aussi bien chez les camarades italiens que chez ceux de la localité, lorsqu'en prévision de cette éventualité, nous invitions les ouvriers du bâtiment à s'organiser"*[111] constate avec dépit un militant de la C.G.T. En acceptant 40 à 45 centimes de l'heure - alors que les *Varesini* en demandent le double -, les *Padani* provoquent une situation que les organisations syndicales craignent par dessus tout : une baisse des salaires devant la surcharge de main-d'œuvre, et surtout, une division de la classe ouvrière.

L'action syndicale a néanmoins permis à de nombreux immigrés d'être acceptés dans la société d'accueil : autrefois considéré à tort comme un "briseur de grèves", l'Italien est maintenant souvent à l'origine des mouvements sociaux. Certes, sa grande mobilité rend cette position bien fragile. En 1914, il s'est néanmoins constitué un "noyau dur" d'hommes parfaitement intégrés et même presque totalement assimilés grâce à leur travail et leur activité militante.

[109] A.D.V. : 8M248.
[110] Le Réveil Ouvrier : mars 1914.
[111] Le Réveil Ouvrier : février 1914.

Si l'image de l'Italien s'est beaucoup améliorée, elle reste marquée par deux décennies de méfiance et d'animosité. Composée avant tout de jeunes gens bénéficiant d'une grande spécialisation professionnelle, l'immigration italienne se caractérise par une grande instabilité, principal obstacle à l'intégration. Dégagés de toute emprise patronale ou étatique, maçons et "graniteurs" sont avant tout des hommes libres jouissant dans leur travail d'une solide réputation de spécialistes. Même si la rumeur publique, souvent manipulée par la presse, a tôt fait de les considérer comme des semeurs de désordres, la très grande majorité d'entre eux a un comportement exemplaire, accomplissant avec le plus grand sérieux les tâches qui lui sont confiées. Loin d'être les "parasites" de la croissance, les Italiens sont au contraire des acteurs importants du développement économique d'une région qu'ils contribuent à enrichir par leur savoir-faire. Victimes des pires insultes en 1894, ils ont grandement bénéficié 20 ans plus tard, du réchauffement des relations entre leur pays natal et celui qui les a accueillis. La manière dont les journaux décrivent la rixe du 26 juillet 1914 est significative : après une altercation lors d'un bal, plusieurs maçons italiens saccagent totalement une cantine à Saint-Dié et blessent légèrement un jeune Français[112] ; l'incident est relaté laconiquement par la presse, sans l'animosité subjective ni le souci du détail qui la caractérisait auparavant. A l'heure où la crise balkanique peut déboucher à tout moment sur un conflit généralisé, il convient de ne pas mettre de "l'huile sur le feu" et de ménager *"la grande nation transalpine"*[113].

[112] La Gazette Vosgienne : 28 juillet 1914.
[113] L'Estafette : 1er avril 1911.

La construction des casernes de Senones en 1913 :

Plusieurs dizaines de maçons italiens ont construit les bâtiments destinés à accueillir dans l'urgence un régiment de Chasseurs à pied sur le plateau Saint-Maurice. On a utilisé des parpaings pour gagner du temps ; une bouteille de bière vide a été jetée sur le sol ; une autre est brandie par un ouvrier. A gauche, les sacs de ciment. A l'arrière plan, l'église Saint-Maurice et les près dominant Senones et la vallée du Rabodeau.

Deuxième partie :

Entre intégration et rejet xénophobe.

(1914-1939)

En un quart de siècle, l'immigration italienne subit des mutations importantes. Désertée par "ses" ouvriers transalpins dès le début des hostilités en 1914, la région les voit ensuite revenir pour travailler sur les chantiers de reconstruction, dans les carrières ou les usines textiles. Néanmoins, parmi ceux qui s'installent dans les villes industrielles au milieu des années 1920, certains sont de "vieilles connaissances" pour les autochtones ; d'autres sont au contraire des "étrangers" qui arrivent pour la première fois en France. Le phénomène est beaucoup plus diversifié qu'auparavant : les nouveaux venus viennent majoritairement du nord-est de la péninsule italienne très touché par la guerre ; beaucoup sont aussi des femmes qui jouent un rôle fondamental dans la stabilisation et l'intégration de leur famille dans le pays d'accueil. Au début des années 1930, bénéficiant d'une excellente image de marque, "s'engouffrant" dans les opportunités que la République lui donne, l'Italien apparaît en tout point comme un "immigré modèle", bien intégré et en voie d'assimilation. C'est sans compter les manifestations de rejet xénophobe, qui, à partir de 1934, se multiplient et mettent à mal le long et patient travail d'acculturation mené depuis plus d'une décennie.

Chapitre 1 :

Départs précipités et souffrances partagées.

(1914-1918)

Attendue et redoutée, la guerre surprend les 2000 Italiens présents dans l'arrondissement en août 1914 et les oblige à abandonner chantiers et carrières. Bien que liée à l'Allemagne par la Triplice, l'Italie reste pourtant neutre, au grand soulagement des Français. En mai 1915, l'entrée en guerre du royaume aux côtés de la France renforce les liens unissant deux pays qui s'échangent hommes et matériels en vue de remporter la victoire. Les quatre années de conflit marquent un tournant déterminant dans les rapports entre autochtones et immigrés : l'image de l'Italie s'en trouve complètement modifiée à son avantage ; partageant souffrances et privations, les Transalpins deviennent "des frères d'armes" habitant dans la même *"Terre latine"*[1].

I - Des chantiers vosgiens aux tranchées "vénitiennes".

A - Une neutralité lourde de conséquences (1914-1915).

1 - Retours au pays.

Arrivés pour la plupart à l'automne de l'année précédente, les Italiens présents dans l'arrondissement en août 1914 interrompent brutalement les travaux de construction pour lesquels ils ont été engagés. Echappant à la mobilisation générale, ils sont directement touchés par la guerre bien que ressortissant d'un pays neutre. La neutralité italienne soulage d'ailleurs bien des consciences et des plumes. Décrivant la conduite et l'état d'esprit des Déodatiens lors de la mobilisation générale, le journaliste de *La Gazette* n'oublie pas de présenter la situation des étrangers résidant alors dans la ville : "*Les Italiens, qui sont extrêmement nombreux à Saint-Dié, sont classés parmi les nationaux des puissances neutres et dans leurs groupes, on s'en montrait manifestement heureux. Beaucoup affirmaient d'ailleurs leur vive sympathie pour la France*". Ils doivent pourtant "*se présenter rapidement à la mairie de leur résidence pour y réclamer un sauf-conduit ou un permis de séjour*"[2]. Cependant, peu d'entre eux souhaitent rester dans une région qui, à tout moment, peut être le théâtre de violents combats : en ce début du mois d'août, la très grande majorité des immigrés regagne un pays natal encore à l'abri des opérations militaires. Seule reste dans les Vosges une centaine d'hommes n'ayant plus aucune relation avec l'Italie, dont les épouses et les enfants sont Vosgiens "de souche". Ce départ précipité et massif de la grande majorité des immigrés - plus des trois quarts - montre bien leur faible intégration dans le pays d'accueil ; apprenant que la France et l'Allemagne vont s'affronter, beaucoup abandonnent chantiers et

[1] Le Diable au Cor : 25 novembre 1917.
[2] La Gazette Vosgienne : 6 août 1914.

carrières sans même réclamer leurs salaires, alors que leur pays n'est pas impliqué dans le conflit. En octobre 1914 néanmoins, cinq ouvriers maçons qui travaillaient à Senones l'été précédent et qui avaient quitté la France sans être payés, font appel au Consulat de Nancy depuis l'Italie pour obtenir gain de cause. L'action du consul se révèle bien infructueuse : à cette date, une grande partie de la vallée du Rabodeau est déjà occupée par l'armée allemande[3].

Comment expliquer alors une telle hâte ? Beaucoup d'immigrés, célibataires et saisonniers pour la plupart, ont peur d'être les victimes directes d'opérations militaires meurtrières dans cette région frontalière. Pour avoir construit casernes et forts dans les Vosges comme en Alsace-Lorraine annexée, les maçons transalpins n'ignorent rien de l'état des forces et des ressentiments présents de part et d'autre de la frontière. De plus, l'Italie est officiellement alliée de l'Allemagne en tant que membre de la Triplice : même si leur pays reste neutre, les Italiens peuvent subir d'éventuelles représailles ou des mesures d'internement. C'est donc avant tout la peur qui les fait fuir en très grand nombre. Le trajet du retour est inédit pour beaucoup : suite à la fermeture des cols vosgiens, ils doivent emprunter une route passant plus au sud, pour rejoindre la Suisse ou directement l'Italie par Modane.

2 - Des autorités bien complaisantes.

Dans la perspective d'une guerre courte, les autorités françaises, civiles et militaires, ne voient pas ces départs d'un mauvais oeil. Elles les facilitent même en offrant des billets de train aux familles, bien peu nombreuses, désirant rentrer dans la péninsule : à l'heure où les armes vont parler, il s'agit d'éviter toute complication diplomatique avec telle ou telle puissance étrangère, alliée ou neutre.

Contre toute attente, après quelques succès remportés début août par la première armée du général Dubail sur les cols et en Alsace, les troupes françaises reculent et abandonnent la ligne de crête à l'ennemi à la fin du mois ; après la victoire de la Marne, la retraite allemande permet aux Français de reprendre la plus grande partie de l'arrondissement, dont Saint-Dié.

En haut lieu comme dans l'opinion, on espère bien que la neutralité italienne ne sera que temporaire, et que bientôt, la *"grande voisine transalpine"* se rangera aux côtés de la France. Il s'agit donc de la ménager : dans les déclarations des hommes politiques, dans les directives envoyées aux préfets et aux maires, dans les colonnes des journaux, afin de ne pas entraver son entrée en guerre. L'image de l'Italien que livre la presse déodatienne à ses lecteurs, d'août 1914 à avril 1915, est avant tout celle d'un ami, d'un frère, prêt à en découdre avec l'ennemi allemand ou autrichien, prêt aussi à aider la France dans sa lutte pour la liberté et la civilisation : "*Les Italiens forment un corps de volontaires pour servir la France*" annonce *La Gazette* le 9 août 1914. *"Rassemblées à*

[3] A.D.V. : 15 M 189.

Paris, plus de 10 000 personnes crient "Vive la France! Vive l'Italie!". Tout le monde chantait la Marseillaise. Les Italiens écorchaient bien un peu notre hymne national mais le coeur y était"[4].

B - L'armée italienne : mythe et réalité.

1 - L'Italie : *"un réservoir d'hommes"*.

Suite à d'intenses marchandages diplomatiques, l'Italie entre enfin en guerre aux côtés de l'Entente le 24 mai 1915 après le traité de Londres signé le 26 avril : constamment minoritaires, les "interventionnistes", soutenus financièrement par la France, le roi et le président du Conseil Salandra, ont engagé le pays dans un conflit auquel il n'est nullement préparé, contre les aspirations profondes du peuple italien. Pendant tout le mois de mai 1915, *La Gazette*, étroitement contrôlée par la censure, entretient un suspense presqu'insoutenable et titre, quatre jours de suite, *"L'Italie interviendra-t-elle?"*[5]. Alors que 20 ans plus tôt, le journal avait participé à une véritable campagne anti-italienne, en 1915 il reproduit l'article d'un journaliste encore inconnu du grand public, Benito Mussolini. Celui-ci, répondant dans *Il Popolo d'Italia* au *Deutsche Tageszeitung* qui avait traité les soldats italiens *"d'armée de vagabonds et de joueurs de mandoline"* quelques jours auparavant, présente la nouvelle alliée de la France sous un aspect impressionnant : *"La vieille Italie des mandolinistes et des chanteurs ambulants n'est point toute l'Italie. Il y a une Italie nouvelle que les Allemands ne peuvent pas ignorer car ils l'ont vue à l'oeuvre dans les mines de Westphalie et de Lorraine ; et ils l'ont vue tenace, sobre, laborieuse, prolifique. Cette Italie nouvelle a 36 millions d'enfants dans ses frontières. Elle en a 6 millions encore éparpillés dans le monde. Demain, lorsque le grand mot sera dit, ils feront un formidable bloc de granit."* Les deux à trois millions de baïonnettes annoncées par Mussolini doivent assurer à l'Entente une victoire rapide et complète, et le lecteur déodatien, à qui l'on répète depuis trois décennies que l'Italie n'est qu'une *"puissance inférieure"* et de faible valeur militaire, doit désormais réviser son jugement : très souvent mis en avant par la presse française, le fort potentiel démographique qui caractérise la péninsule doit fournir aux alliés des soldats, mais aussi des ouvriers et terrassiers capables de soutenir l'effort de guerre. *"Ce réservoir d'hommes existe vraiment"* lit-on dans *La Gazette* en août 1915, *"et de dimension dont on ne se fait pas une idée exacte à l'étranger. On peut déjà le constater en se promenant dans les villes et les campagnes italiennes, où l'on voit circuler un grand nombre de gaillards robustes et fort valides que l'on est surpris de ne pas voir mobilisés. L'Italie trouvera ainsi plusieurs centaines de soldats sans avoir pour cela à enrôler des hommes d'aptitudes physiques inférieures"*[6]. A partir

[4] La Gazette Vosgienne : 9 août 1914.
[5] La Gazette Vosgienne : 14,15,16,17 mai 1915.
[6] La Gazette Vosgienne : 17 août 1915.

du 24 mai, une ère nouvelle commence pour "*les deux soeurs latines qui se retrouvent aujourd'hui, poursuivant le même idéal de civilisation et d'indépendance, menant le même combat pour le droit et la liberté*". *"Des liens impérissables de fraternelle affection"*[7] réunissent désormais les deux pays. Les Italiens bénéficient à partir de 1915 d'une excellente image, celle d'un peuple uni autour de ses dirigeants, prêt à affronter avec l'aide de la France l'ennemi autrichien. Cette vision totalement influencée par la propagande "interventionniste" est pourtant bien loin de la réalité.

2 - Sur le front de la Piave ou du Trentin.

En Italie, la guerre ne bénéficie d'aucune "Union sacrée". Bien plus que l'enthousiasme et la ferveur patriotique, c'est la résignation qui marque les esprits des jeunes gens partis combattre les Autrichiens dans les Dolomites ou sur l'Isonzo en mai 1915. Les Lombards, très réceptifs aux mots d'ordre pacifistes et internationalistes des socialistes-révolutionnaires, sont rentrés au pays dix mois plus tôt : maçons ou terrassiers, ils sont pour la plupart intégrés dans le Génie militaire. Par devoir, partageant le sort de leurs compagnons d'armes, ils combattent jusqu'en 1918 sur un front difficile, montagneux, et marqué par les intempéries. Ils subissent souvent de lourdes pertes dans le Frioul, le Trentin ou en Vénétie. Après la défaite de Caporetto, en octobre 1917, certains comme Charles Braganti, "graniteur" au Puid, servent également d'interprètes aux troupes françaises envoyées par Clémenceau pour rétablir le front italien sur la Piave. En mars 1918, d'autres, tel Jean-Baptiste Casartelli, maçon à Raon-l'Etape, font partie du deuxième Corps d'armée, qui, sous les ordres du général Albricci, part combattre en France. Pendant quatre ans, l'ancien émigré devenu soldat subit la dure vie quotidienne des tranchées, souffrant de la faim et du froid, se mutinant parfois contre des officiers qui le méprisent. En 1920, quand il émigre à nouveau dans les Vosges, il est, au même titre que ses compagnons français, un ancien combattant.

II - Les Italiens dans la guerre.

A - L'arrondissement en première ligne.

1 - Face à la mobilisation, obéissance ou désertion ?

Pour les familles italiennes ayant décidé de rester dans l'arrondissement, les quatre années de guerre sont marquées par la souffrance, les privations, et sans doute la suspicion. Dès le 2 juin 1915, un *"avis aux Italiens mobilisables"*, rédigé et envoyé par le Consulat d'Italie de Nancy, est

[7] La Gazette Vosgienne : 25 mai 1915.

publié dans *La Gazette* : *"Sont appelés sous les drapeaux de l'armée italienne (...) tous les militaires de toutes les classes de 20 à 39 ans même nés et résidant à l'étranger (...). L'amnistie est accordée aux insoumis et aux déserteurs qui rentreront en Italie. Les intéressés doivent faire connaître par lettre au Consulat d'Italie à Nancy leurs lieu et date de naissance et la catégorie dans laquelle ils sont classés. Le consulat leur fera parvenir les documents nécessaires au voyage gratuit"*[8]. Par la suite, en 1915 et en 1916, huit ordres de mobilisation sont publiés en langue italienne dans le journal déodatien : en octobre 1915, par exemple, fantassins, *bersaglieri*, chasseurs alpins, artilleurs des classes 1883,1884,1885 doivent se faire connaître par lettre au Consulat pour être rapatriés au pays[9] ; la guerre pouvant durer plus longtemps qu'on ne l'avait imaginé en mai, les hommes les plus âgés sont désormais mobilisés.

Le nombre de chefs de familles italiens résidant dans l'arrondissement ne cesse ainsi de diminuer : au début de 1917, ils sont près de 120 ; en juillet 1918, moins de 90. Cependant, à l'image de leurs compatriotes rentrés en août 1914, ceux-ci s'engagent sans enthousiasme. Beaucoup préfèrent même déserter : en mars 1916, les accords signés entre les ministres Briand et Tittoni prévoient l'arrestation de ces *"déserteurs et insoumis"* par les autorités françaises et leur extradition en Italie par Modane et Vintimille. Le Consulat de Nancy fait parvenir à tous les commissariats la liste des Italiens nés entre 1875 et 1897, n'ayant pas répondu à l'ordre de mobilisation : dans l'arrondissement, 67 sont appelés sous les drapeaux en avril 1916 ; deux mois plus tard, 22, soit un tiers, ne se sont toujours pas manifestés et sont donc considérés comme déserteurs. Les gendarmes, sans aucune faiblesse, se chargent de les arrêter puis de les écrouer avant de les conduire à la gare pour être remis à Modane aux autorités italiennes. Un maçon résidant à Saint-Dié écrit par exemple qu'il n'a *"reçu aucun ordre d'appel"*. Un autre, habitant Corcieux, trouvé par les gendarmes sur le bord du chemin où il travaillait, déclare, après vérification de ses papiers d'identité : *"Je suis réellement déserteur italien"*[10]. Ayant rompu tout lien avec leur pays d'origine, résidant en France depuis de longues années, mariés à des filles du pays, pères d'enfants nés dans les Vosges, possédant une maison et un lopin de terre, les "insoumis" ne se sentent visiblement plus concernés par la défense d'une patrie lointaine qu'ils ont pour beaucoup oubliée. En restant sur place, ils subissent déjà les dures conséquences d'une guerre à laquelle ils veulent échapper : certains travaillent pour le génie militaire, d'autres accueillent hommes de troupes et blessés, souffrent des privations et des opérations militaires, pleurent la mort d'un fils engagé dans l'armée française.

[8] La Gazette Vosgienne : 2 juin 1915.
[9] La Gazette Vosgienne : 14 octobre 1915.
[10] A.D.V. : 15 M 339.

2 - Fils d'Italiens *"morts pour la France"*.

La loi du 3 juillet 1917 prévoit le recensement dans toutes les communes des fils d'étrangers. En octobre, chaque maire doit dénombrer les jeunes gens et les inscrire sur une liste qui doit être envoyée avant novembre en préfecture. Les fils d'Italiens, facilement naturalisés grâce à la loi de 1889, paient un lourd tribut à la guerre : Luigi Biasoli, par exemple, arrivé à saint-Dié vers 1875, est un des premiers Transalpins installé dans la ville. Son épouse alsacienne lui a donné quatre enfants, dont trois fils devenus français à leur majorité. Deux d'entre eux trouvent la mort au combat : l'aîné, Charles, est ouvrier-tisserand. Marié et père de trois enfants, il est intégré au 31ème Bataillon de Chasseurs à pied et meurt à Autrey en septembre 1914. Alfred, le cadet, est gendarme avant-guerre ; lui aussi marié et père de deux enfants, il tombe à Soyécourt en septembre 1916 ; sa brillante conduite est décrite par un ordre de la brigade qui lui accorde une citation militaire : *"L'adjudant Biasoli, très courageux, très brave au feu, s'est fait tuer bravement en entraînant sa section à l'attaque du 4 septembre 1916"*. Quant à Pietro Pozzi, il s'est installé comme maçon depuis une dizaine d'années à Herpelmont, avec ses sept enfants tous nés en France ; l'aîné des garçons, Charles, ouvrier de filature, puis soldat au 44ème Régiment d'Infanterie, meurt à Verdun en février 1916. Comme les frères Biasoli et Charles Pozzi, une dizaine de fils d'Italiens de Déodatie trouve la mort pendant le conflit.

B - A l'arrière, souffrances et privations.

1 - Pour l'armée française, accroître la surveillance des étrangers.

A partir de l'hiver 1914, l'arrondissement de Saint-Dié est traversé par une ligne de front qui le divise en deux parties d'importance inégale. Pendant toute la durée de la guerre, les Allemands occupent 25 communes situées au nord-est de l'arrondissement, dans les cantons de Raon-l'Etape, Senones et Provenchères. Même si les combats les plus durs ont eu lieu en 1914, la population civile reste pendant quatre années sous la menace constante de bombardements, terrestres ou aériens. Pour l'état major français, les Vosges ne représentent qu'une zone secondaire, un glacis défensif aux paysages accidentés et boisés, interdisant aux troupes de remporter la décision : mis à part quelques corps d'élite, comme les divisions de Chasseurs alpins, le front est défendu par des territoriaux de faible valeur militaire.

Les étrangers résidant dans la zone occupée par l'armée française font l'objet d'une étroite surveillance. Des listes de recensement sont fournies aux autorités militaires qui délivrent des *"carnets d'étrangers"*. Les Italiens, qui pour la plupart sont des hommes trop âgés ou réformés, doivent donc demander aux maires de la commune de résidence *"un certificat d'immatriculation"* :

Jean-Baptiste Casartelli, maçon *varesino* à Raon-l'Étape, mobilisé dans le Génie italien en 1915. En 1918, il combat en France au sein du IIème Corps d'Armée italien du général Albricci.

Angelo Uboldi, autre maçon *varesino* de Raon-l'Étape, est naturalisé. Il est mobilisé dans un régiment de gardes territoriaux.

oblitéré et accompagné d'une photo d'identité, le *"carnet d'étranger"* délivré grâce au précieux certificat, permet à son possesseur de *"séjourner dans la zone des armées"*[11]. Ce permis de séjour peut être contrôlé à tout moment par les gendarmes et la police militaire, et les contrevenants peuvent être arrêtés pour espionnage. Dans chaque commune, des affiches annoncent en gros caractères les démarches à suivre, et précisent que photographie et oblitération sont obligatoires pour assurer la validité du carnet. Mais le contrôle se fait encore plus strict : en octobre 1916, suite à un nouvel accord entre la France et l'Italie visant à éviter les désertions éventuelles, *"il est procédé à la révision des permis de séjour accordés aux sujets italiens du sexe masculin nés entre 1875 et 1897"*. A partir du 1er décembre 1916, tous les permis de séjour sont périmés : pour les renouveler, les Italiens doivent "*se procurer un certificat consulaire indiquant leur situation au regard de la loi militaire italienne"*. Joint à l'ancien carnet d'étranger, ce document leur permet d'obtenir une nouvelle autorisation : à partir de décembre, tous les individus concernés n'ayant pas accompli ces démarches sont expulsés de *"la zone des armées."*[12] Véritable carte d'identité avant la lettre, puisque celle-ci ne sera instituée en France qu'en avril 1917, le *"carnet d'étranger"* permet un contrôle étroit de l'administration militaire.

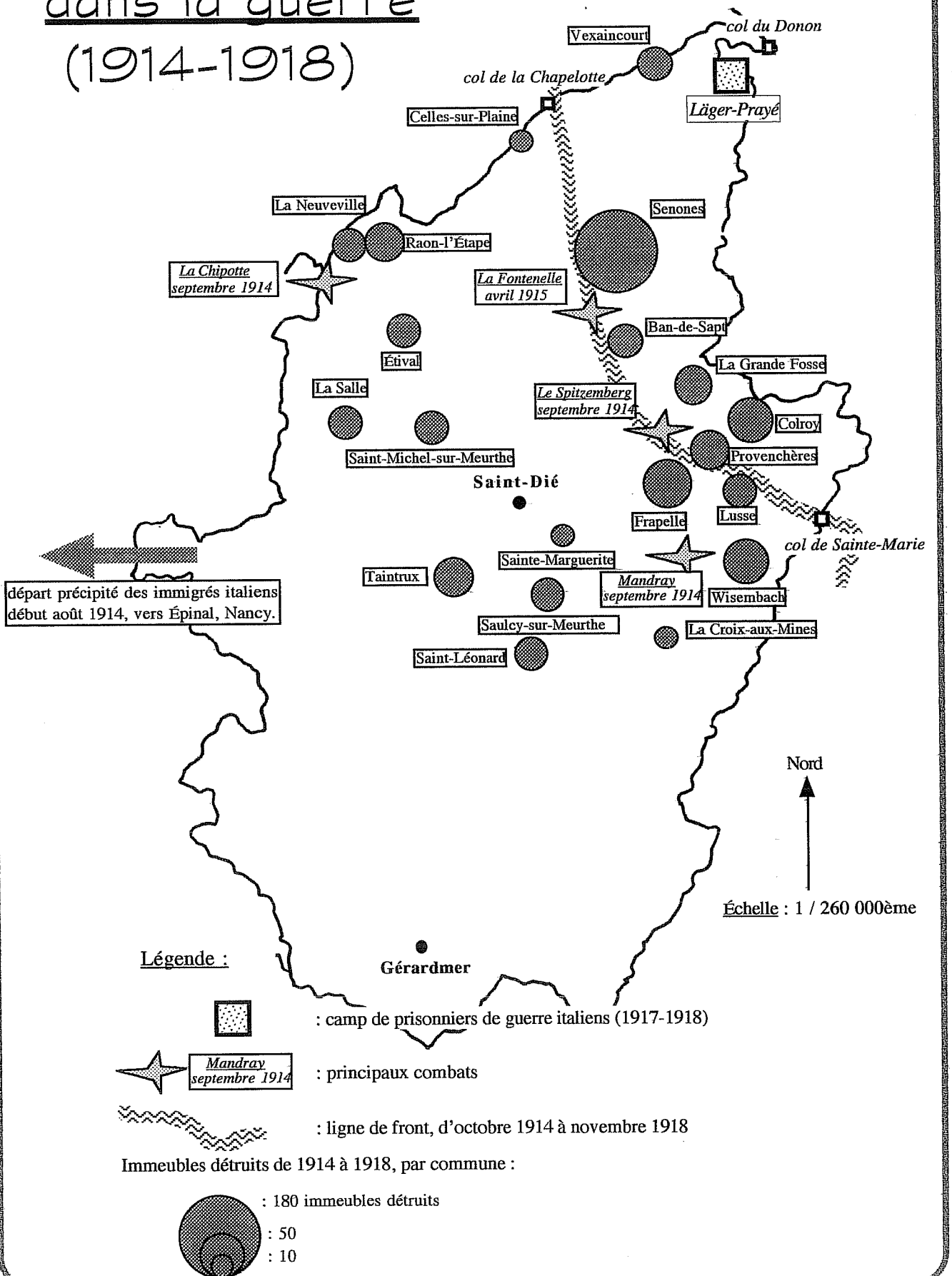
Cette surveillance est d'ailleurs renforcée à partir de 1918, date à laquelle de nombreux ouvriers italiens sont envoyés sur le front et dans les usines situées à l'arrière pour suppléer le manque de main-d'œuvre. Ces jeunes gens qui bénéficient d'un sursis, sont parfois mal accueillis par la *"main-d'œuvre locale"* : "*On a paru voir dans l'arrivée de ces hommes, des concurrents ou des embusqués, voire même des déserteurs. Or cette interprétation est tout à fait fausse et injuste, et elle est même désobligeante à l'égard de nos vaillants alliés d'Italie. Les travailleurs italiens qui ont été appelés sur notre territoire, ne sont ni des concurrents, ni des embusqués, ni même des déserteurs ; ce sont au contraire de braves gens qui ont été envoyés en France sur l'ordre de leurs chefs et à la demande du gouvernement français pour prêter leur concours à la défense nationale, ainsi qu'à la cause des Alliés."* Ces nouveaux venus sont essentiellement employés dans les usines d'armements ; *"500 travaillent au parc automobile d'Epinal ; d'autres, terrassiers et manoeuvres regroupés en équipes, construisent ou réparent routes et voies ferrées pour le génie militaire français."*

2 - En zone allemande, réquisitions et travail forcé.

Dans sa zone d'occupation, l'armée allemande réserve aux civils un sort peu enviable : à Senones, près de la ligne de front, les Allemands s'emparent des machines, métiers à tisser et broches, pour les transporter dans le Reich. La population subit la loi martiale de l'occupant, l'augmentation des prix des produits de première nécessité et de lourdes ponctions financières. Pour sauver les Senonais de la famine et des bombardements de l'artillerie française, la

[11] La Gazette Vosgienne : 24 avril 1916.
[12] La Gazette Vosgienne : 14 octobre 1916.

L'arrondissement de Saint-Dié dans la guerre (1914-1918)



municipalité obtient qu'une partie des habitants soit transportée par convoi en Alsace puis en Belgique[13]. Appartenant à une nation ennemie de l'Allemagne à partir de mai 1915, les Italiens restés à Senones partagent eux aussi les mêmes souffrances : certains d'entre eux, en âge de porter les armes et n'ayant évidemment pu rejoindre leur pays, sont emmenés en captivité à Andlau et leurs papiers d'identité leur sont retirés[14]. D'autres n'hésitent pas, au péril de leur vie, à informer les troupes françaises des mouvements de l'ennemi : Antoine Rebesco, par exemple, "graniteur" à Saint-Staïl, fait une déposition en 1932 en vue d'obtenir la médaille de la Reconnaissance française. Son témoignage, apparemment très exagéré, est cependant confirmé par trois témoins : "*En février 1915, étant à la Poterosse* - un quartier situé à la sortie de Senones -, *je suis resté près de 36 heures pour pouvoir donner des renseignements à notre armée, et n'ayant pu passer, je fus contraint de me retirer sous les balles et les obus à l'arrière*"[15].

Fin 1917, d'autres Italiens effectuent bien malgré eux un séjour tout aussi pénible dans les Vosges : en octobre, l'armée autrichienne décide de forcer le front italien avec l'aide de plusieurs divisions allemandes. A Caporetto, l'armée italienne essuie un véritable désastre : 40 000 tués et blessés, et plus de 300 000 prisonniers. Certains d'entre eux, capturés par les Allemands, sont ensuite transportés sur le front de l'ouest, dans les Vosges plus particulièrement, pour y accomplir des travaux harassants. L'occupant a en effet la ferme intention d'exploiter à son profit toutes les richesses naturelles et industrielles de la région, bois et textile principalement. Il lui faut également ravitailler en vivres et munitions le front, en construisant des voies ferrées : grâce aux prisonniers de guerre, il trouve une main-d'œuvre abondante qu'il n'entend pas ménager. Elle est d'abord composée de Russes et de Polonais : rassemblés à Sarrebourg, ils sont ensuite envoyés en divers endroits situés près du front. Fin 1917, ils sont peu à peu remplacés par des Roumains et des Italiens : au col de Prayé, non loin de Moussey, une véritable "ville de planches" abrite des centaines d'ouvriers de plusieurs nationalités. Le *"Lager-Prayé"* est en effet devenu une gare de triage desservie par la *"Waldbahn"*, le chemin de fer forestier. Des commandos de bûcherons et d'ouvriers travaillent dans la forêt ou dans les scieries sous la houlette de gardes menaçants. Les Italiens, nombreux à partir de 1918, y construisent l'*"Italienweg"*, ou chemin des Italiens, qui permet de ravitailler en grumes les scieries toutes proches[16]. Souffrant des intempéries, des privations et de la dureté des tâches qu'on leur impose, certains perdent la vie : Pietro Farragutti, par exemple, est âgé de plus de 50 ans lorsqu'il arrive dans les Vosges comme prisonnier de guerre. Il meurt en janvier 1918 et est enterré à Belval[17]. La presse et la littérature ont passé complètement sous silence la vie

[13] PERRIN (ERNEST), Autour de son abbaye, Senones en Salm, Senones en Vosges ; Saint-Dié, Imp. I.T.C., 1990, 169 p.

[14] A.D.V. : 15 M 198.

[15] A.D.V. : 8 M 66.

[16] PROUILLET (Yann), La catastrophe de la Basse des Loges du 26 septembre 1916, L'Essor n°172, septembre 1996, pages 3 à 7.

[17] La tombe de Pietro Farragutti se trouve aujourd'hui au cimetière militaire italien de Bligny dans la Marne.

de ces hommes, préférant narrer les hauts faits militaires et les actions héroïques.

3 - Après quatre années de conflit, un bilan catastrophique.

L'arrondissement de Saint-Dié paie un lourd tribut au conflit qui s'achève. En 1914, il affichait une éclatante réussite industrielle grâce à ses filatures et ses papeteries. Sa population ne cessait de croître, s'agglomérant dans de petits centres industriels. Quatre ans plus tard, le bilan humain et matériel de la guerre est terrible : plus de 5000 habitants, dont 4600 soldats, ont perdu la vie, principalement des hommes jeunes, ouvriers ou paysans. Près d'un tiers des maisons - soit 1600 immeubles - a été touché par les bombardements et 600 sont complètement détruites. 20 000 hectares de terres et de forêts sont désormais inexploitables : tranchées, barbelés, casemates et obus non explosés interdisent toute culture. Dans les secteurs du front situés à l'est, scieries et usines ont beaucoup souffert : 200 000 broches et 9000 métiers à tisser sont très endommagés ou ont disparu du fait des déprédations opérées par l'armée allemande. De plus, une grande partie de la population a quitté la zone des combats pour se réfugier à l'arrière : le canton de Senones par exemple, n'abrite en janvier 1919 que 6500 habitants contre plus du double en 1911[18]. C'est donc une région exsangue, ayant bien plus que d'autres souffert des combats, qui accueille avec soulagement l'armistice de 1918. Dans l'immédiat, il s'agit d'assurer le retour et le ravitaillement des réfugiés, de déblayer les décombres, de déminer champs et forêts. La reconstruction viendra ensuite : pour l'heure, toute reprise de l'activité industrielle est empêchée par la disparition d'une trop grande partie du potentiel humain et des infrastructures.

C - Une nouvelle image.

1 - Français et Italiens : des *"frères d'armes"*.

Face à l'ennemi allemand et autrichien, Français et Italiens ont parfois combattu ensemble et ont tissé des liens étroits de franche camaraderie, partageant dans les tranchées le même sort. La 47ème division de Chasseurs alpins, par exemple, formée à partir de janvier 1915 de soldats originaires des départements du sud-est, combat dans les Vosges jusqu'en janvier 1917. A la fin de cette année, elle est envoyée en Italie, après la débâcle de Caporetto, afin d'aider l'armée italienne à consolider le front de la Piave. Elle participe ainsi à la prise du Mont Tomba en décembre, victoire que la presse française décrit dans ses moindres détails. *Le Diable au Cor*, journal de la 47ème diffusé sur le front mais aussi à l'arrière dans les salons parisiens, ne tarit pas d'éloges sur l'amitié unissant les deux peuples latins. Édité en français et en italien à la fin de l'année 1917, il titre le 25

[18] La Gazette Vosgienne, 24 février et 26 juin 1919, 31 mai 1922 ; L'Express de l'Est, 1er septembre 1921

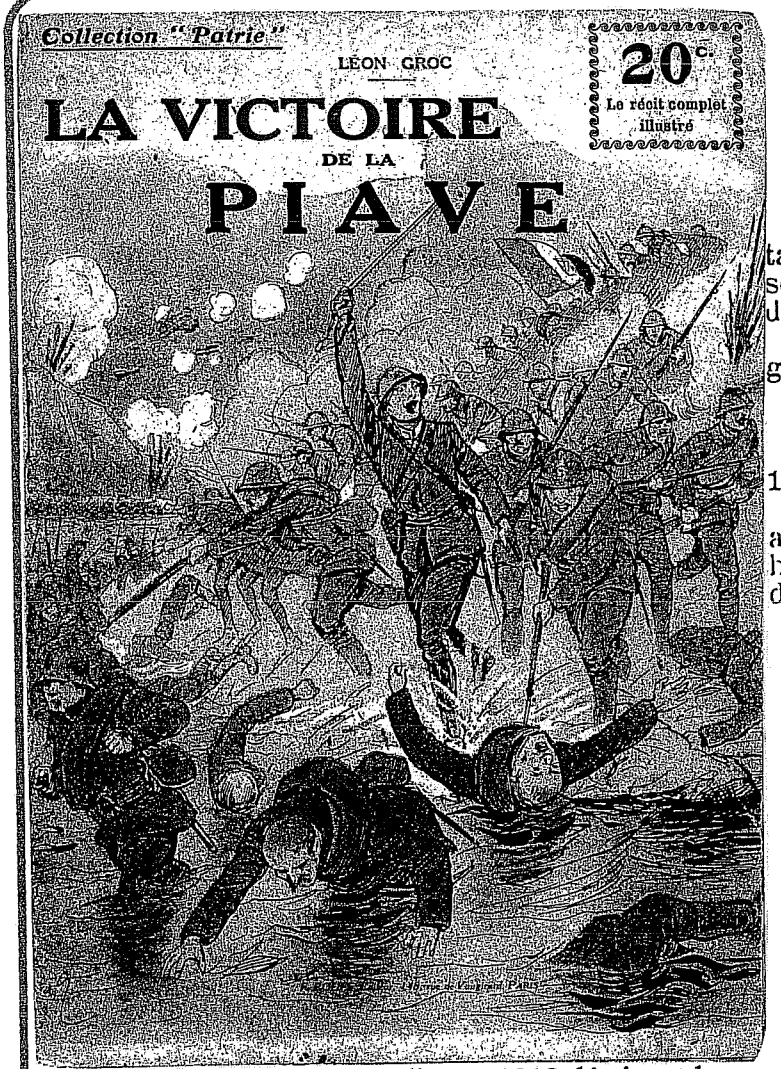
novembre : "*Maintenant il n'y a plus d'Alpes*". L'article qui suit est tout aussi laudatif : "*La 47ème Division de Chasseurs alpins a été désignée pour apporter son appui à nos frères d'Italie écrasés par le nombre (...). Aujourd'hui, il n'y a plus d'Alpes, il n'y a plus que deux grands peuples qui unissent leurs efforts pour empêcher les Barbares de détruire nos richesses et de nous imposer leur loi (...). Dans toutes les provinces italiennes, nous avons été reçus avec enthousiasme par les populations (...). Bientôt, sans doute, grâce à nos bataillons alpins, nos frères italiens verront fuir de la Péninsule le Barbare maudit qui souille de sa présence la Terre Latine, notre Mère à tous.*" Après 1918, certains Chasseurs, démobilisés, s'établissent dans la vallée de la Meurthe, là où ils avaient combattu mais aussi rencontré leurs futures épouses. Pour ces anciens combattants, l'Italien est avant tout un frère d'armes.

Même si la propagande officielle a tôt fait d'exagérer l'importance de l'intervention française en Italie, alors que l'armée italienne avait déjà stabilisé le front, les Italiens bénéficient d'une excellente image de marque. Dans *La Victoire de la Piave*, petit fascicule édité en 1918, Léon Groc présente à ses lecteurs français l'action héroïque d'un personnage fictif, le lieutenant Mario Riliani : reporter photographe à Paris, ayant épousé une Française, Riliani est "*complètement francisé. Il considère la France comme sa seconde patrie*". Grand et robuste, "*aussi solide au physique qu'au moral*", il entre dans le corps d'élite des bersaglieri en 1915. En juin 1918, il combat les Autrichiens sur la Piave : "*Il joua de la baïonnette en véritable virtuose (...), trouait des poitrines, perçait des cuisses, traversait des bras (...), la bouche entrouverte par un rictus sauvage*". Tant dénoncées par la presse d'avant-guerre, la violence et la sauvagerie italiennes sont maintenant devenues des qualités de premier ordre. Le soldat italien n'est plus le Matamore dont les journaux se gaussaient, mais un brave qui monte au combat "*avec une ardeur qu'il faut plutôt modérer que stimuler*"[19].

2 - L'Italie : une alliée de second ordre.

Si les journaux insistent beaucoup sur l'aide déterminante de la France à l'Italie, ils ne parlent que très peu de la contribution importante des soldats italiens sur le front de l'ouest : à partir de mars 1918 en effet, les 120 000 hommes du deuxième corps d'armée commandés par le général Albricci, arrivent en France. En juin, Ludendorff engage toutes ses forces contre les alliés espérant l'emporter. Les 14, 15 et 16 juillet, les Italiens de la brigade "*Alpi*" se heurtent aux troupes allemandes deux fois plus nombreuses, appuyées par 2000 pièces d'artillerie lançant des obus à gaz. Au cours de la bataille de Bligny, les Italiens repoussent 19 assauts, mènent 7 contre-attaques et laissent 5000 morts sur le terrain. Par la suite, le général Mangin vante "*le courage et la bravoure des soldats italiens*". Le maréchal Hindenburg parle de "*leur contribution déterminante*" à l'échec de ses troupes. L'attaque allemande enrayée, les Transalpins participent ensuite à la grande offensive

[19] GROC (Léon), La victoire de la Piave, Paris, F. Rouff Éditeur, 1918, 24 p.



Fascicule de 24 pages édité en 1918 décrivant la bravoure des soldats italiens.

Consolato générale d'Italie à Nancy

Son richiamati alle armi per mobilitazione i seguenti militari di prima et seconda catégoria di tutti i distretti del Regno :

Fanteria (compresi i provenienti dai granatieri) classe 1884.

Bersaglieri classe 1883,

Alpini classe 1885.

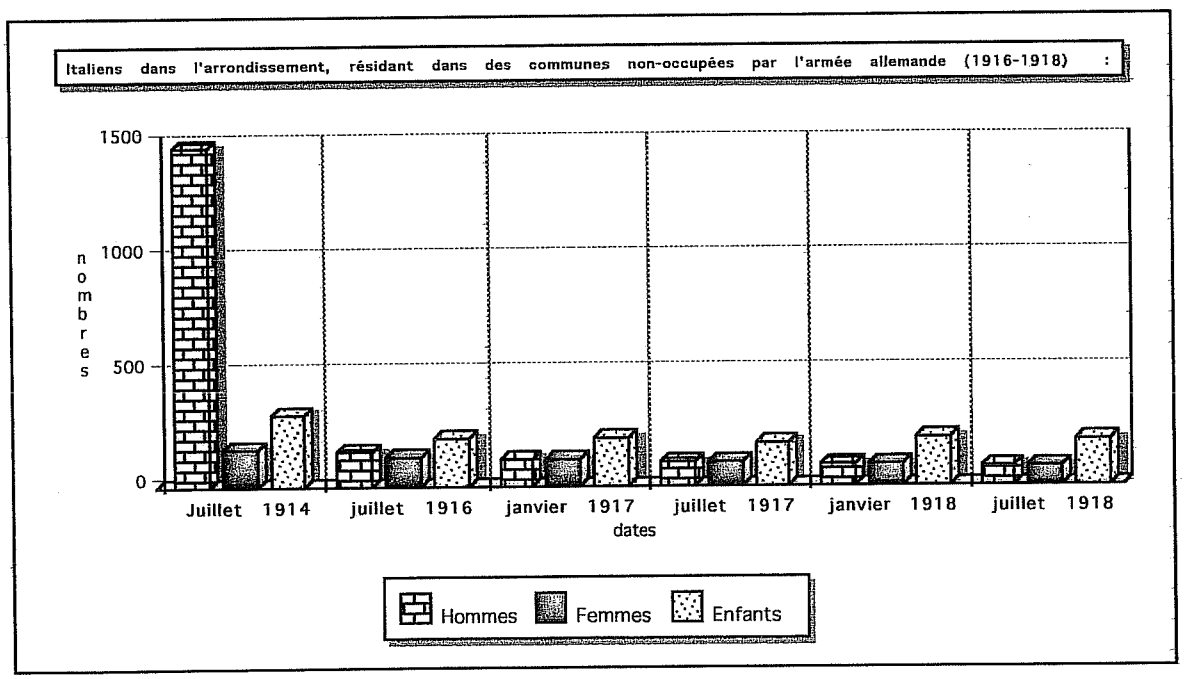
Artiglieria da costa e fortezza classe 1884.

I militari appartenenti alle classi e armi suddette devranno rivolgersi subito pper lettera a questo R. Cousolato di Nancy onde ottenere il rimpatrio.

Nancy, 7 ottobre 1915.

IL REGENTE.

Mobilisation des immigrés italiens. Lettre du Consulat de Nancy, publiée en octobre 1915 en italien dans *La Gazette Vosgienne*.



alliée à Laon et Soissons, qui conduit à la victoire finale[20].

La presse et les livres d'histoire passent largement sous silence cet épisode de la guerre : en 1918, l'étranger qui bénéficie de la plus grande popularité est sans conteste l'Américain, grand, fort, amenant avec lui la modernité du Nouveau Monde[21]. Malgré ses hauts faits d'armes, l'Italien garde un rôle subalterne. Il est certes un ouvrier sobre et consciencieux, un combattant brave et fougueux, mais l'individualisme forcené qui le caractérise le conduit parfois à oublier les règles élémentaires de la discipline militaire : l'épisode de la débandade des divisions italiennes à Caporetto sera ainsi ressassé par certains journalistes et professeurs d'histoire.

Au lendemain de la guerre, l'image de l'Italien n'a jamais été aussi bonne en France : mauvais garçon en 1914, il est devenu un frère d'armes en 1918. Dans une région meurtrie, les Transalpins ont partagé les mêmes peines et les mêmes souffrances que les autochtones : combattants en première ligne ou "territoriaux" gardant les voies de chemin de fer, terrassiers construisant de nouvelles routes ou prisonniers de guerre, ils ont eu pendant quatre ans dans les Vosges des activités aussi diverses qu'inattendues. Afin de mieux les surveiller et de débusquer les éventuels déserteurs, les autorités militaires ont instauré dès 1916 un *"carnet"*, qui, à partir d'avril 1917, est devenu la *"carte d'identité"*. Celle-ci est obligatoire pour tous les étrangers âgés de plus de 15 ans et pour les immigrés disposant d'un contrat d'embauche : pour la première fois, le séjour en France est lié à l'activité économique. Les structures sont donc en place pour accueillir la prochaine vague d'immigration. Au lendemain de la guerre, le besoin de main-d'œuvre est en effet une nécessité urgente dans cette région dévastée.

[20] MILZA (Pierre), Voyage en Ritalie, pages 285-286.

[21] Voir à ce sujet le mémoire de Maîtrise de Yann Chollet : La perception de l'Amérique et des Américains dans la presse nancéienne de janvier 1917 à mars 1920, (sous la direction de François Roth), Université Nancy II, 1999-2000, 158 p.

Chapitre 2 :

Flux saisonniers puis enracinement.

La fin du conflit coïncide avec l'arrivée de la deuxième "vague" d'immigrés : au début des années 1920, les Italiens semblent peu différents de ceux qui les ont précédés au début du siècle et la région a grand besoin de leur savoir-faire. Néanmoins, l'immigration italienne en Déodatie devient à partir de 1924 un phénomène plus complexe, marqué par une diversité grandissante.

I - Deuxième vague et stabilisation.

A - Reprise des flux migratoires.

1 - Un besoin urgent de main-d'œuvre qualifiée.

C'est seulement à partir de 1920 qu'arrive la deuxième grande vague d'immigration italienne. Alors que leurs prédécesseurs avaient élevé de leurs mains usines et cités ouvrières, casernes et bâtiments publics, les Italiens qui arrivent en nombre en 1920 doivent maintenant reconstruire ou transformer ces mêmes bâtiments : bien plus qu'auparavant, leur présence est nécessaire dans une région où la main-d'œuvre qualifiée manque cruellement. Elle est même devenue une nécessité vitale, et ce, pour plusieurs raisons :

- l'arrondissement doit rapidement retrouver ses bâtiments industriels, son réseau ferroviaire et routier, sous peine d'être marginalisé et de perdre, face à la concurrence d'autres régions comme le Nord ou la Normandie, le dynamisme qu'il avait acquis avant-guerre. Attirer des familles ouvrières en reconstruisant les cités, remettre en état routes, voies ferrées et ponts pour permettre l'acheminement des matières premières et l'écoulement des produits finis, tels sont les défis auxquels il est confronté.

- les travailleurs français sont également beaucoup moins nombreux : dans les Vosges, plusieurs milliers sont morts dans les tranchées ; invalides et mutilés se comptent par centaines. La journée de huit heures adoptée en 1919 réduit encore la masse salariale disponible. De plus, la main-d'œuvre française se détourne de plus en plus des tâches épuisantes et dangereuses pour rechercher avant tout une promotion sociale que seuls peuvent lui assurer les métiers du secteur tertiaire, dans l'administration ou le commerce par exemple. Elle évite également les professions qui nécessitent de fréquents déplacements, même en période de crise. Pour assurer sa reconstruction, l'arrondissement de Saint-Dié doit faire appel à des travailleurs étrangers.

La venue des Transalpins est également facilitée par les réseaux de filières familiales qu'ils ont su tisser avant-guerre : ce sont souvent les mêmes villages qui fournissent à la Déodatie maçons et "graniteurs". Le gouvernement français, préoccupé par la pénurie de main-d'œuvre, prend

une série de mesures destinées à encourager l'immigration : grâce aux conventions de 1919, 1924 et 1928, les travailleurs italiens peuvent entrer librement en France. Ils sont également assurés de bénéficier des mêmes prestations sociales et de gagner les mêmes salaires que les nationaux.

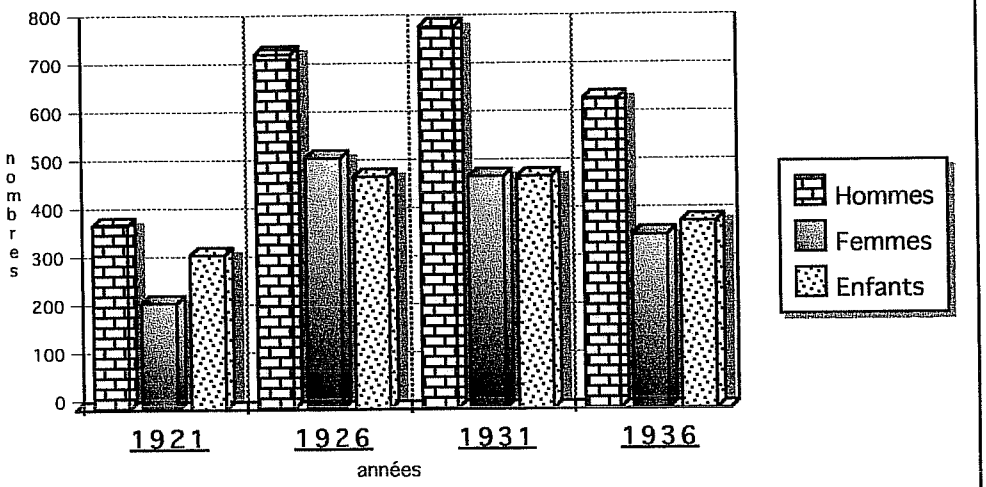
2 - Les immigrants : des "clandestins".

Avec la guerre, les contrôles sont devenus plus stricts. La loi de 1917 établit une carte d'identité obligatoire, sur laquelle figurent la nationalité, le signalement, l'état-civil et la signature de l'intéressé. Celle du 11 août 1926 abroge le *"registre d'immatriculation"* déposé depuis 1893 en mairie, et est encore plus contraignante : désormais une photographie *"de face sans chapeau"* doit figurer sur la carte dont l'obtention est liée au contrat de travail. Renouvelable tous les deux ou trois ans, celle-ci doit être visée dans les deux jours après chaque changement d'adresse. Le renouvellement de la carte n'est pas gratuit : commerçants, employés de maison, chauffeurs paient plein-tarif. Les autres professions, les inactifs bénéficient d'un tarif réduit s'ils sont entrés légalement en France. En 1935 par exemple, la mairie de Senones délivre aux Italiens résidant dans la commune 258 cartes à 20 francs et 11 à 100 francs pour un montant total de 6260 francs. La carte d'identité peut être contrôlée à tout moment. En 1926, près de 40 Italiens sont trouvés sans carte ou avec un document périmé par les gendarmes : ceux-ci effectuent une surveillance active des étrangers, dans les gares ou sur les lieux de travail, chantiers, carrières ou usines[1].

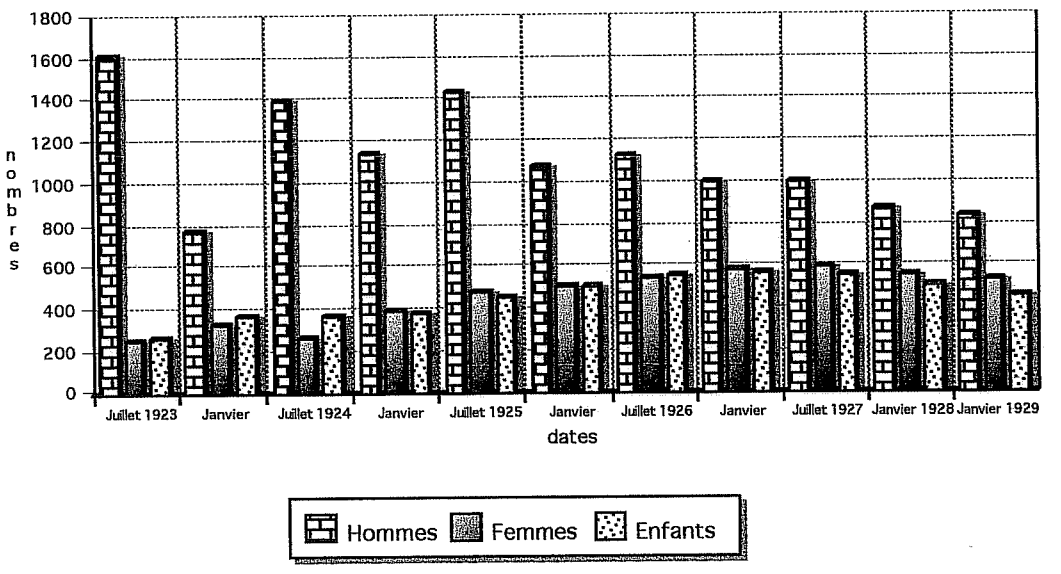
Malgré ces formalités administratives plus lourdes, la très grande majorité des immigrés italiens entrée dans l'arrondissement de 1920 à 1926, ne dispose d'aucun contrat de travail : appelés par des amis ou des membres de la famille déjà installés, ils sont sûrs de trouver immédiatement un emploi. Leur situation est régularisée dans les plus brefs délais par leurs employeurs, entrepreneurs ou contremaîtres d'usine. Aucun d'entre eux n'a jamais été recruté et "débauché" au pays par les émissaires du patronat français de la Société Générale d'Immigration. Aucun d'entre eux n'a jamais été parqué dans des camps de transit comme celui de Toul où les immigrants polonais subissent une humiliante visite médicale pendant laquelle ils sont déshabillés et épouillés. L'Italien arrive dans une région qu'il connaît déjà un peu : il n'est pas livré à lui-même, il n'a pas subi de formalités administratives dégradantes, il trouve aussitôt un logement, un travail, ce qui lui permet de garder toute sa dignité. C'est là une constante de l'immigration italienne dans les Vosges : dans les années 1920, comme à la fin du XIXème siècle, les flux s'affranchissent largement des tutelles patronales et étatiques. Ici, nul besoin des "négriers" de la S.G.I. pour adapter l'offre à la demande. Les employeurs recrutent en fait des clandestins qu'ils font régulariser par la suite : ce système parallèle préserve leurs intérêts, puisqu'il leur évite de verser leur obole à la S.G.I., mais aussi ceux des immigrants.

[1] A.D.V. : 15 M 192.

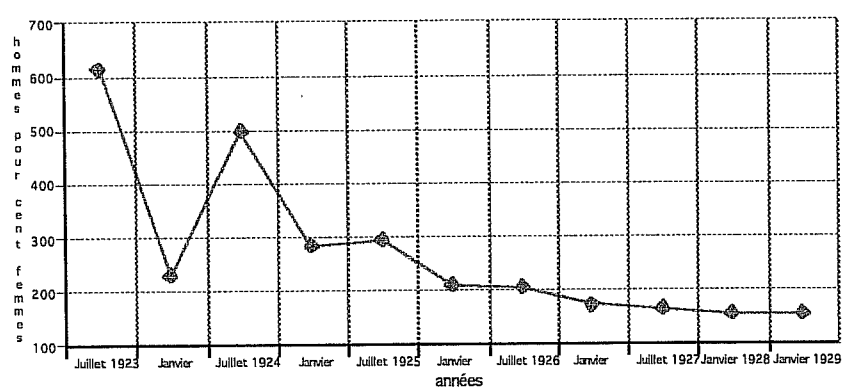
Italiens dans l'arrondissement (1921-1936) :



Italiens dans l'arrondissement (1923-1929) :



Taux de masculinité des immigrés de l'arrondissement (1923-1929) :



3 - La France, première destination de l'émigration italienne.

Du côté italien, toutes les conditions sont également favorables à la reprise des courants migratoires :

- en 1914 et 1915, une très grande partie des émigrés était rentrée au pays, appelée sous les drapeaux ou fuyant la zone des combats. Quatre ans plus tard, le "verrou" que représentait la guerre a enfin disparu ; maçons et terrassiers démobilisés et sans ouvrage peuvent revenir dans les régions qu'ils ont quittées précipitamment.

- les départs sont d'autant plus importants dans les années d'après-guerre que la crise économique touche très durement l'Italie : en 1920-21, le retour des soldats à la vie civile, la hausse des prix, la baisse des commandes de l'État aux industries d'armement, provoquent une brutale augmentation du nombre de chômeurs. L'émigration est souvent la seule possibilité offerte aux victimes de la dépression.

- prolongeant la politique libérale qu'il avait amorcée à la fin du XIXème siècle, le gouvernement italien entend bien protéger et encadrer les candidats au départ. Le discours du nouveau président du Conseil, Benito Mussolini, prononcé à Milan en avril 1923, est très explicite :

" Bonne ou mauvaise, l'émigration est une nécessité physiologique pour le peuple italien. Nous sommes quarante millions, serrés dans notre étroite et adorable péninsule dont le sol, trop montagneux, ne peut nourrir tout le monde. Il y a autour de l'Italie des pays qui ont une population inférieure à la nôtre et un territoire double du nôtre. Alors, on comprend que l'émigration soit un problème de vie et de mort pour la race italienne "[2]. En facilitant la délivrance des contrats de travail, en créant dans chaque province des offices d'émigration, le gouvernement fasciste instaure une *"liberté disciplinée"* : jusqu'en 1926, chaque Italien peut assez facilement partir travailler à l'étranger.

- la crise de l'immédiat après-guerre touche également des pays qui, traditionnellement, recueillaient une grande partie des migrants. En Europe, les frontières de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Autriche se ferment partiellement ou totalement aux Italiens de 1919 à 1924. En Amérique, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay subissent également une courte dépression. Les Etats-Unis, sous le poids des tensions xénophobes et de la vague "américaniste", instaurent en 1921 et 1924 les *Quota Acts* qui limitent fortement l'entrée d'immigrants originaires du bassin méditerranéen et d'Europe centrale. Par conséquent, la France devient la destination privilégiée des Italiens : moins touchée que les états voisins par la crise et manquant cruellement de main-d'œuvre, elle est devenue dans les années 1920 le premier pays d'immigration au monde[3].

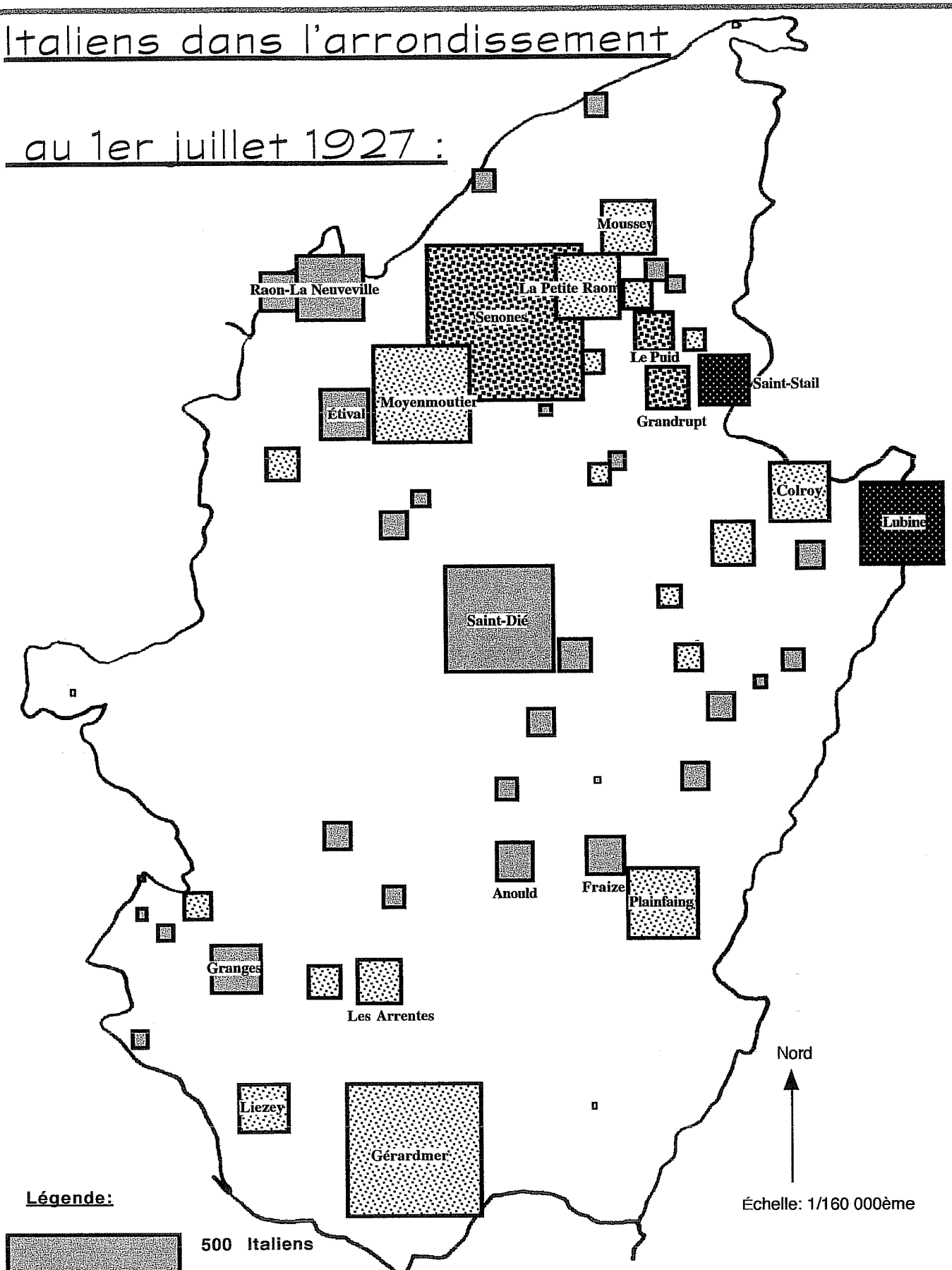
---

[2] Collectif, Emigrazione: cento anni, Il Ponte, Firenze, la Nuova Italia, 1974, 500 p.

[3] MILZA (Pierre), L'immigration italienne en France d'une guerre à l'autre, in Les Italiens en France de 1914 à 1940, Rome, Collection de l'Ecole Française de Rome, 1986, 2 tomes, 787 p.

Italiens dans l'arrondissement

au 1er juillet 1927 :



Légende:

500 Italiens

200

100

25

Communes où les Italiens représentent :
(en % de la population totale de la commune en 1926, moyenne pour l'arrondissement: 2,2%)

: plus de 20%

: de 10 à 20%

: de 2,2 à 10%

: moins de 2,2%

B - Le retour des Italiens dans les Vosges.

1- Une immigration saisonnière qui se stabilise ensuite.

A l'armistice, seule une centaine de familles italiennes - soit 400 personnes environ - réside encore dans l'arrondissement. Jusqu'en 1920, ce nombre évolue peu, la reconstruction ne débutant véritablement qu'à cette date. Au dénombrement de 1921, les Italiens sont près de 1000 et près du double en 1931. En une décennie, l'augmentation n'a pas été linéaire :

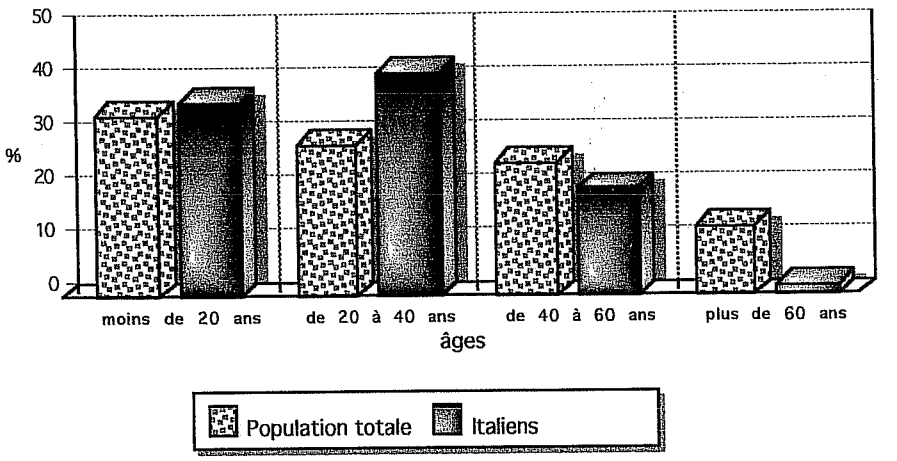
- les années 1920-1924 correspondent à l'entrée d'un nombre important de maçons, manœuvres et terrassiers appelés par les entreprises du bâtiment. Arrivant en mars pour repartir en novembre dans une région qu'ils connaissent bien, ces "hirondelles" ont toutes les caractéristiques de ceux qui les avaient précédés avant-guerre. Cette évolution "en dents de scie" s'arrête vers 1924, une fois la reconstruction terminée. La plupart des maçons *varesini* rentrent au pays ; certains partent chercher du travail ailleurs en France ; d'autres se sédentarisent dans la région, fondant une entreprise, ouvrant un petit commerce.

- de 1925 à 1931, la population italienne se stabilise pour atteindre 2000 à 2200 personnes. Maçons et terrassiers ont été relayés par les "graniteurs" et par des familles d'ouvriers "vénitiens". A partir de 1925, l'immigration transalpine est beaucoup moins marquée par le nomadisme saisonnier. De plus, elle s'est beaucoup féminisée : jusqu'en 1924, le taux de masculinité est très élevé, dépassant les 600 lors des mois d'été. Après cette date, il baisse progressivement pour se stabiliser à 150 en 1929. Ce sont là deux faits majeurs : dans la deuxième moitié des années 1920, l'immigration est beaucoup plus stable, familiale et diversifiée.

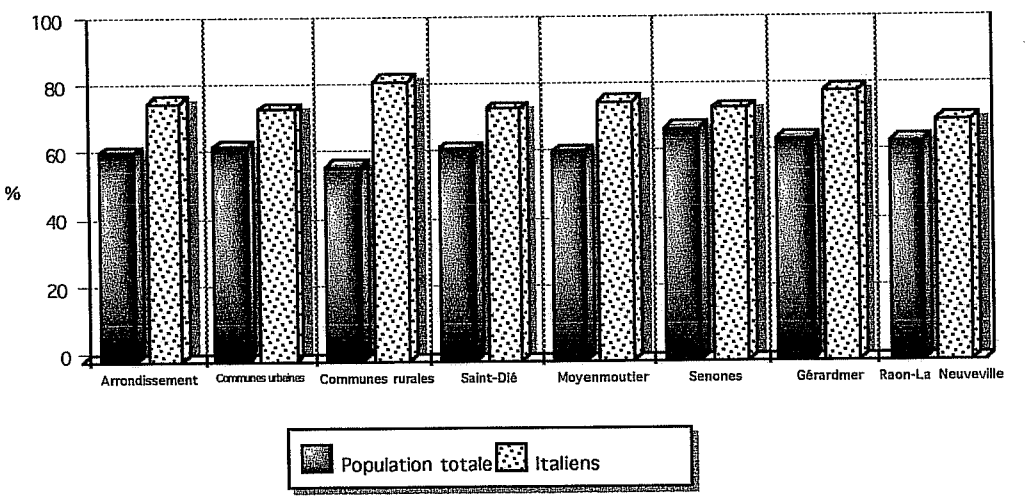
2 - Une dispersion accrue.

Bien que leur nombre ne cesse d'augmenter à partir de 1920, les Italiens gardent un poids démographique bien faible, ne représentant que 2 à 2,5 % de la population totale de l'arrondissement. Leur dispersion géographique, déjà remarquable avant-guerre, est encore plus accentuée puisque plus de la moitié des communes - 55 sur 92 - abrite au moins un Italien en 1927. Comme par le passé, les nouveaux arrivants s'installent d'abord dans les villes et le taux d'urbanisation des Transalpins ne cesse d'augmenter pour atteindre 70 % en 1931, 10 points de plus que pour l'ensemble de la population. Mais c'est avant tout le bassin du Rabodeau qui attire une grande partie des immigrés : près de 40 % y résident au milieu des années 1920. A Senones, Moyenmoutier, au Puid et à Saint-Staïl, industries cotonnières, entreprises de granit et du bâtiment ont de gros besoins de main-d'œuvre : dans l'entre-deux-guerres, c'est à Senones qu'habite la plus importante colonie italienne de l'arrondissement. De gros chantiers de construction peuvent également provoquer l'afflux de plusieurs centaines d'ouvriers : la "première percée des Vosges",

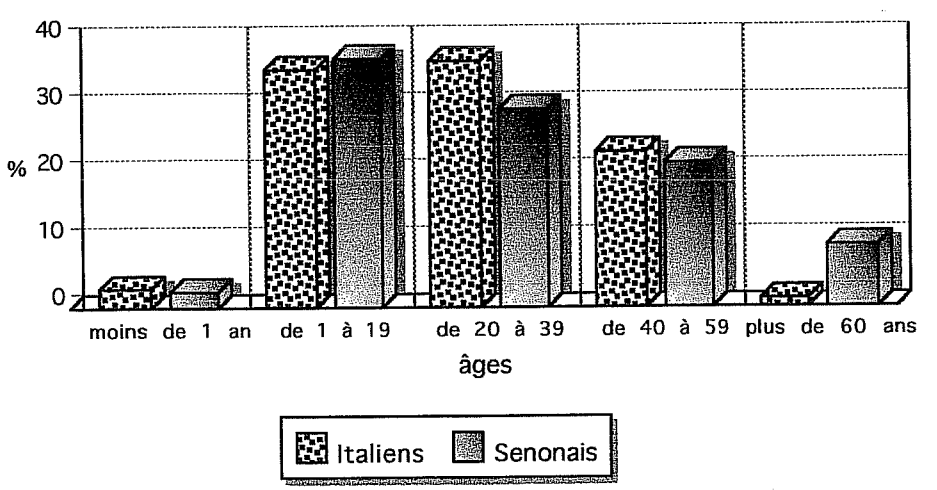
Répartition par âge de la population italienne en 1926 :



Part des moins de 40 ans dans la population italienne en 1926 :



Ages des immigrés italiens de Senones en 1926.



reliant Saint-Dié à Strasbourg par le tunnel de Saales, est réalisée de 1925 à 1928. A Lubine et Colroy, près de 600 ouvriers, dont beaucoup d'immigrés, travaillent au percement de la montagne.

Certaines zones sont au contraire délaissées : le canton de Brouvelieures, peu peuplé, sous-industrialisé et sous-urbanisé, sans autres ressources que les produits de l'agriculture et de la forêt, reste très répulsif. C'est également le cas des vallées de la Plaine et de la Fave. Le bassin de la Haute-Meurthe n'a plus son dynamisme d'antan : depuis 1921, le canton de Fraize ne cesse de perdre des habitants et son industrie textile est victime de la concurrence. Saint-Dié et Gérardmer, où se concentrent la plupart des activités tertiaires - administration, enseignement, commerce et tourisme - abritent des groupes relativement peu nombreux, respectivement 200 et 300 personnes[4].

C - Pendant la crise : départs et stabilisation.

1 - En France, une politique toujours plus répressive.

Avec la crise, les flux se tarissent rapidement. A partir de 1932, entreprises du bâtiment et industries textiles sont durement touchées par la baisse des commandes et la chute des prix. Les pouvoirs publics encouragent les employeurs à utiliser une main-d'œuvre française et les clandestins ne sont plus régularisés. En novembre 1934, en accord avec une opinion publique de plus en plus gagnée par la xénophobie, le président du Conseil, Pierre-Etienne Flandin, fait voter par la Chambre des mesures radicales destinées à restreindre le nombre d'étrangers : la carte d'identité, qui est aussi une carte du travail, est refusée aux nouveaux arrivants ; son renouvellement est soumis à des conditions toujours plus sévères. Malgré les protestations de la Ligue des Droits de l'homme, le gouvernement de Pierre Laval applique en 1935 sans faiblesse cette politique, marquée par la sévérité des contrôles policiers et de nombreuses expulsions. Comme l'autorise une loi de 1932, il instaure également des *"décrets de contingentements"* fixant un pourcentage de main-d'œuvre étrangère par profession et par zone géographique.

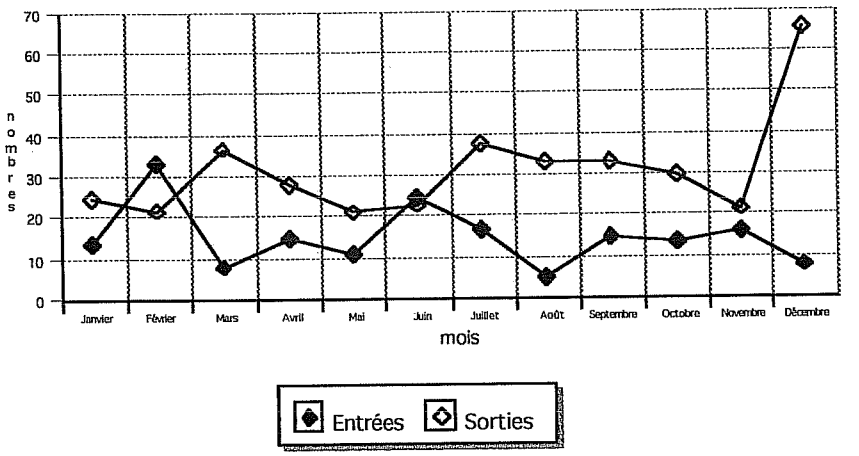
Le département des Vosges est particulièrement concerné par les décrets de janvier et septembre 1936 : dans l'industrie textile, les étrangers ne pourront occuper que 9, puis 7 % des emplois par entreprise. Pour la maçonnerie et le travail du granit, les pourcentages sont plus élevés, respectivement 20 et 35 %[5]. Le Front Populaire ne revient pas sur le contingentement. En mai 1938 sont promulgués les "décrets-lois" Daladier qui renforcent la surveillance et la répression, pourchassent les clandestins et créent un livret sanitaire[6]. Cette nouvelle politique d'immigration provoque dès 1932 une baisse importante du nombre d'étrangers : pour la première fois, le libéralisme qui prévalait jusqu'à cette date est battu en brèche.

[4] A.D.V. : 6M.

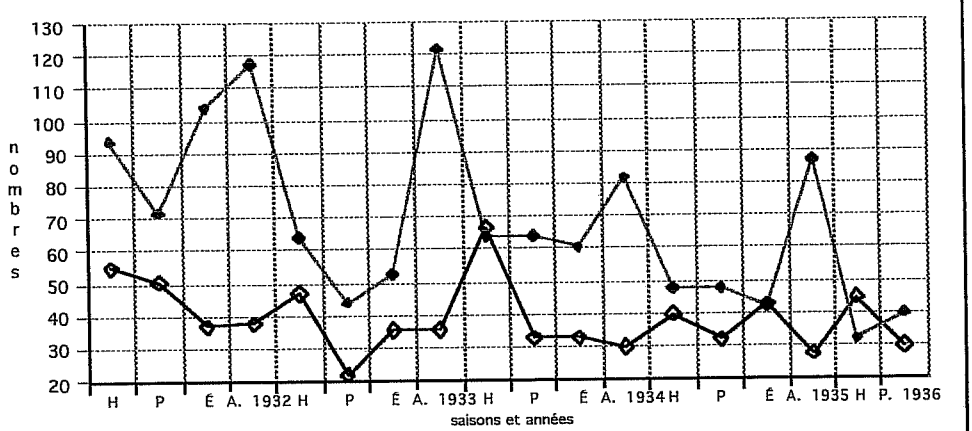
[5] La Gazette Vosgienne : 15 janvier, 19 septembre 1936.

[6] AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L'immigration en France au XXème siècle, Paris, A. Colin, 1990, 331 p.

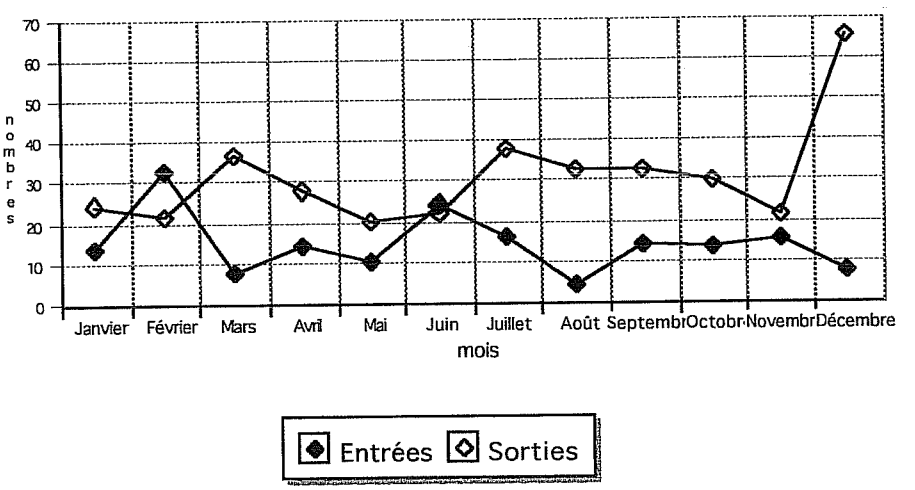
Entrées et sorties d'Italiens de l'arrondissement en 1932 :



Entrées et sorties d'Italiens de l'arrondissement (1932-1936, par saison)



Entrées et sorties d'Italiens de l'arrondissement en 1932 :



2 - En Italie, une émigration entravée.

Ce retournement se produit également en Italie où le gouvernement fasciste prend, à partir de 1927, des mesures destinées à restreindre les départs. Dans son *"discours de l'Ascension"* prononcé en mai à la Chambre, le *Duce* affirme toute l'importance qu'il accorde à la *"puissance démographique"* :

"J'affirme cette donnée fondamentale, Messieurs, que l'Italie, pour compter pour quelque chose, doit atteindre au seuil de la deuxième moitié du siècle, une population non inférieure à 60 millions d'habitants (...) Le fleuve ne déborde plus : il est sur le point de rentrer assez rapidement dans son lit. Si un peuple diminue, il ne peut construire un empire, il devient une colonie"[7].

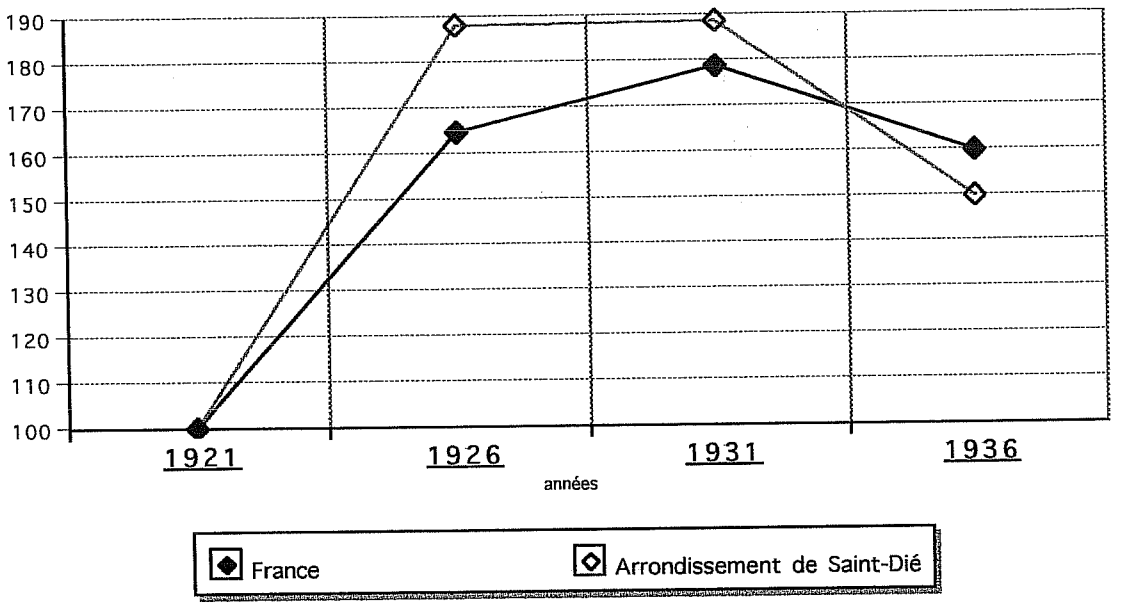
Il s'agit d'entraver l'émigration qui représente une perte humaine mais aussi un énorme gaspillage de savoir-faire et d'énergie. Pour cela, il faut désormais réglementer et canaliser plus sévèrement les courants migratoires afin de les diriger vers les colonies africaines - la Libye, la Somalie et peut-être un jour l'Ethiopie - qui seront rapidement mises en valeur grâce à cet afflux de main-d'œuvre. La loi du 7 mars 1928, très restrictive, est décidée dans le même état d'esprit : les Italiens qui désirent partir travailler à l'étranger doivent obligatoirement disposer d'un contrat de travail et d'un billet de retour acheté avant le départ. Seuls peuvent émigrer définitivement ceux qui ont des parents au troisième degré résidant dans le pays d'accueil. La France, principale destination des partants, abrite à cette date environ 800 000 Transalpins qui échappent largement à l'emprise du régime ; Paris accueille plusieurs opposants politiques, les *fuorusciti*. Alors que le fascisme se radicalise en encadrant de plus en plus la population dans les corporations ou les organisations de jeunesse, l'émigration retient toute l'attention du *Duce* qui voit d'un très mauvais œil l'influence que peuvent avoir les Italiens de l'étranger sur leurs compatriotes restés au pays.

3 - Dans la région de Saint-Dié, différentes stratégies de résistance.

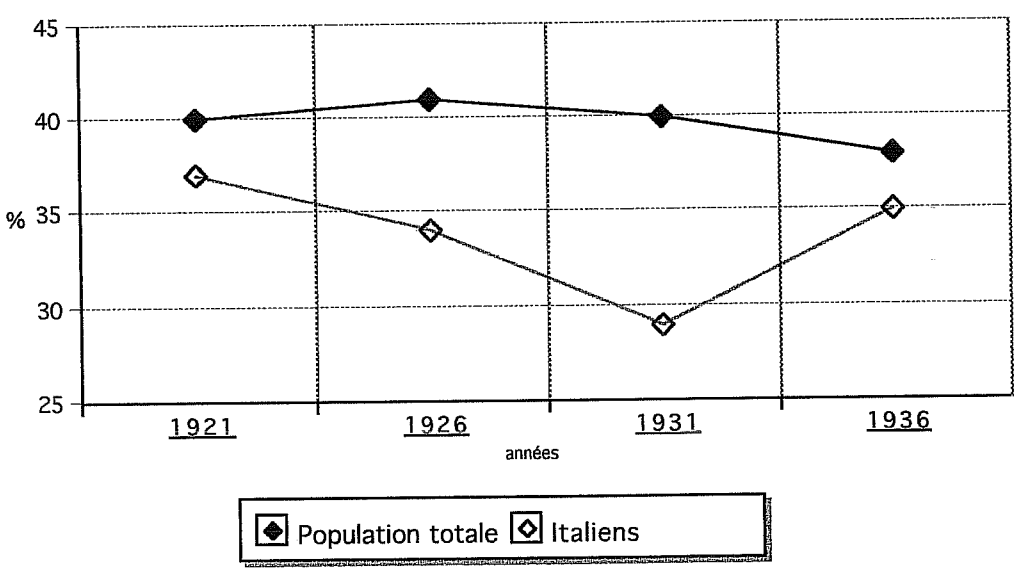
Conséquence directe d'une situation économique défavorable, les Italiens dénombrés dans l'arrondissement passent de 1800 à 1400 de 1931 à 1936, soit une baisse de plus de 20 %. Victimes du chômage, bon nombre quittent la région dans l'impossibilité de faire renouveler leur carte. Ce sont principalement les familles ouvrières qui sont atteintes par la crise et les décrets de contingentement. Mais la dépression touche également durement le bâtiment : bien des maçons sont contraints de partir vers d'autres régions françaises plus attractives, pour être embauchés à la construction de la ligne Maginot et du grand canal d'Alsace par exemple. Une grande partie des départs est enregistrée au cours des hivers 1932 et 1933 : beaucoup rentrent au pays passer les fêtes de Noël en famille pour ne plus revenir dans les Vosges. Pour les *"indésirables"*, la justice se montre d'une très grande sévérité : en janvier 1938, Achille Poletti, maçon de 50 ans, *"explique dans un langage petit nègre qu'il n'a pas obtempéré à un arrêté d'expulsion suite à une contravention. Il avance des services*

[7] Collectif, Emigrazione: cento anni, Il Ponte, Firenze, la Nuova Italia, 1974, 500 p.

Évolution du nombre d'Italiens en France et dans l'arrondissement de 1921 à 1936 (base 100 en 1926) :



Italiens résidant dans des communes rurales de l'arrondissement (1921-1936) :



rendus au pays"[8]. Condamné à huit jours de prison par le tribunal correctionnel, Poletti est ensuite expulsé vers l'Italie. Antoni Languoni, manœuvre à Senones, subit le même sort en mai 1935, mais après un séjour de trois mois derrière les barreaux[9].

Face à la crise, à la dégradation du niveau de vie, aux menaces que représentent le chômage et l'expulsion, les immigrés adoptent différentes stratégies de résistance :

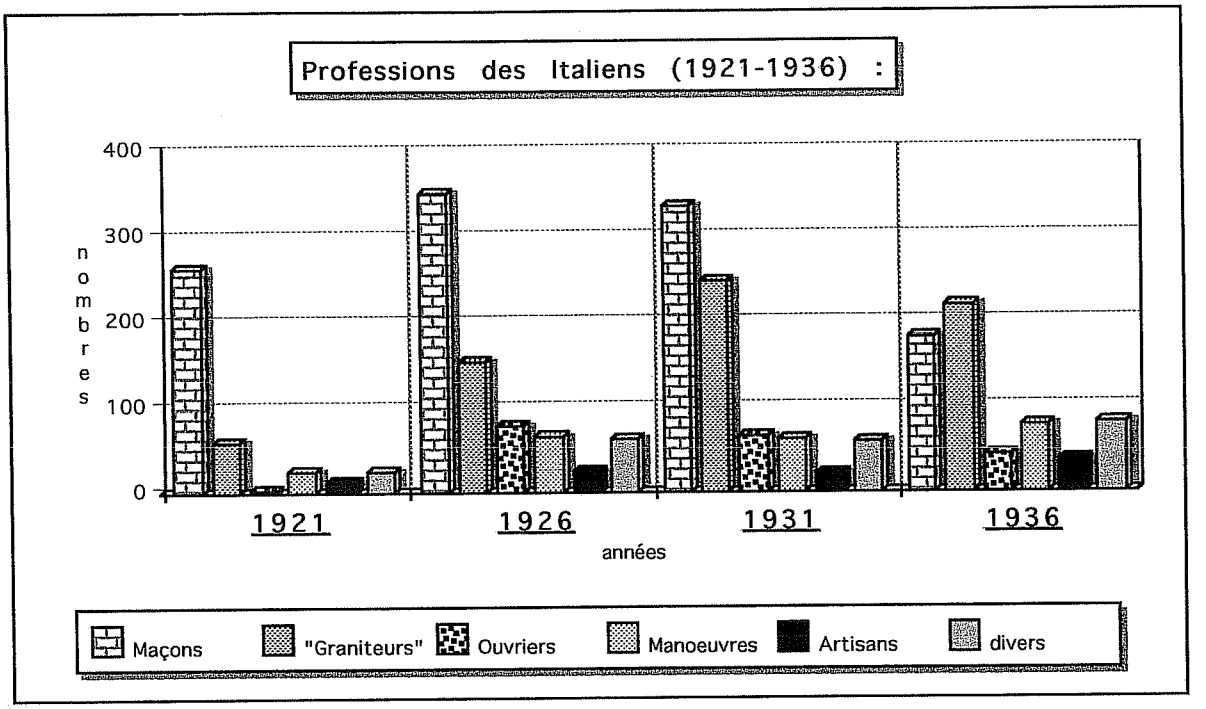
- l'une d'entre elles consiste à demander une naturalisation qui n'est pourtant accordée qu'après un délai assez long, après avoir satisfait des critères d'admission très stricts.

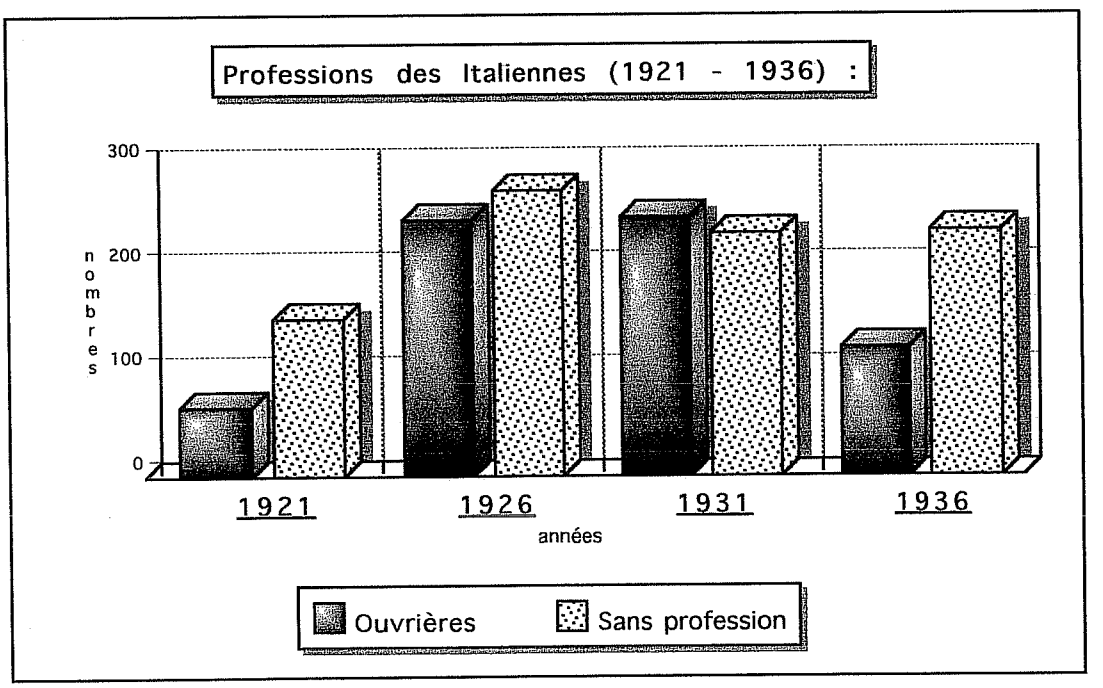
- l'autre, allant souvent de pair avec la première, conduit certaines familles à s'installer dans des communes rurales jugées plus sécurisantes : la location d'une maison et d'un lopin de terre permet ainsi de s'assurer un complément de ressources appréciable en produits de première nécessité - bois, pommes de terre, lait, viande de porc -, protection efficace contre l'augmentation du coût de la vie. En 1936, 35 % des Italiens habitent dans des communes rurales ; ils n'étaient que 29 % cinq ans plus tôt. Le petit village de Vieux-Moulin par exemple, abrite à la fin des années 1930, six familles italiennes venues pour la plupart de Senones distante de quelques kilomètres. Les Transalpins y sont "graniteurs", maçons ou ouvriers et travaillent presque tous au chef-lieu de canton qu'ils rejoignent tous les matins. Ils sont également de petits exploitants, louant puis achetant des terres aux paysans vosgiens.

Entre 1931 et 1936 pourtant, période où la crise se fait ressentir le plus durement, près de 400 Italiens ont quitté l'arrondissement, baisse bien plus importante qu'au niveau national. Les patrons vosgiens du textile se sont montrés bien peu généreux envers ceux qui, une décennie plus tôt, avaient permis à leurs entreprises de reprendre leurs activités : ils licencient massivement leurs ouvriers étrangers - italiens et polonais - afin de faire baisser leur masse salariale, de satisfaire les décrets de contingentement, et de contenter une partie de l'opinion publique.

La bourrasque n'aura été que de courte durée : dès l'été 1935, après l'écoulement des stocks, la diminution des salaires et des heures de travail, la reprise s'annonce. Filatures, tissages et surtout bonneteries et rubanneries plus spécialisées, manquent désormais d'ouvriers spécialisés, la plupart des licenciés ayant retrouvé un emploi dans les régions voisines. C'est le manque de main-d'œuvre qui freine la croissance de l'industrie à partir de 1936 : le fonds de chômage de Saint-Dié ne secourt en effet l'année suivante que 200 personnes, pour la plupart manœuvres et ouvriers non-qualifiés. En 1939, l'arrondissement affiche donc une santé économique satisfaisante : ses usines reconstruites à neuf et dirigées par des entrepreneurs compétents et ambitieux ont bien résisté à la crise[10]. Le "sacrifice" de 150 ouvriers italiens licenciés du textile n'a pas été vain ...

[8] L'Express de l'Est : 14 janvier 1938.
[9] L'Express de l'Est : 10 mai 1935.
[10] BAUMONT (Georges), Géographie humaine de la région de Saint-Dié, B.S.P.V. 1937.


Professions des Italiens (1921-1936) :
400
300
200
100
0
nombres
1921
1926
1931
1936
années
Maçons
"Graniteurs"
Ouvriers
Manoeuvres
Artisans
divers


Professions des Italiennes (1921 - 1936) :
300
200
100
0
nombres
1921
1926
1931
1936
années
Ouvrières
Sans profession

4 - A Senones, une implantation récente.

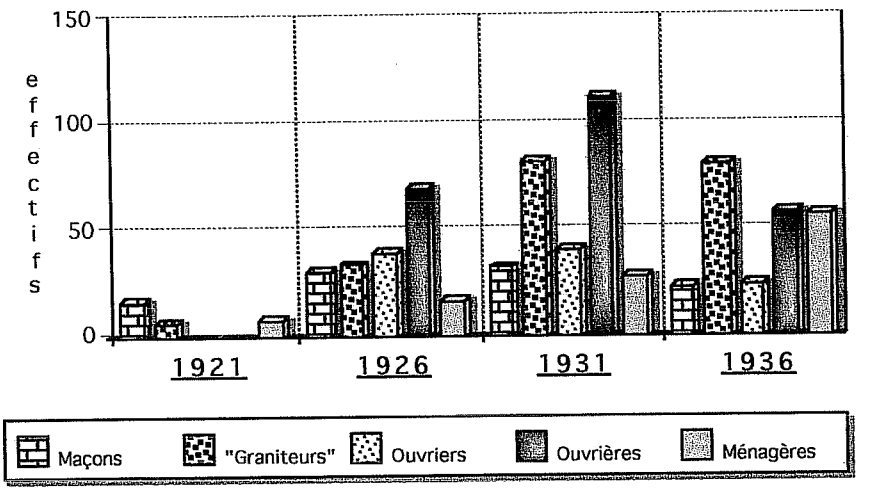
Les Italiens de Senones représentent, de 1919 à 1939, la colonie la plus importante de l'arrondissement de Saint-Dié. Avant la première guerre mondiale, les Transalpins n'étaient que 150 environ. Ces hommes jeunes construisaient casernes, maisons d'habitations, ou travaillaient dans les carrières de granit situées au lieu-dit "La Forain" sur les hauteurs de la ville. On ne recensait en 1911 qu'un seul naturalisé et les Italiens étaient bien mal intégrés dans la population locale, victimes des préjugés qu'une présence saisonnière de quelques mois ne pouvait suffire à effacer. Occupée pendant la Grande Guerre par l'armée allemande et située quasiment sur la ligne de front, Senones fut désertée par une très grande partie de ses habitants en fuite ou réfugiée aux alentours : en 1918, elle a perdu une centaine de maisons complètement détruites et plus de 200 gravement endommagées. Les usines textiles ont également beaucoup souffert, la plupart des machines ayant été emportées en Allemagne. Manquant totalement de main-d'œuvre qualifiée, les entreprises locales doivent faire appel à l'immigration italienne.

De 1920 à 1924, maçons et terrassiers arrivent en grand nombre, presque tous originaires du *Varesotto*. Engagés par les entrepreneurs de la région, ils relèvent de ses ruines la petite ville et remettent sur pied en quelques années des infrastructures routières, ferroviaires et industrielles. Ils sont relayés ensuite par les "graniteurs", mais aussi par les ouvriers et les ouvrières du textile travaillant aux "Manufactures".

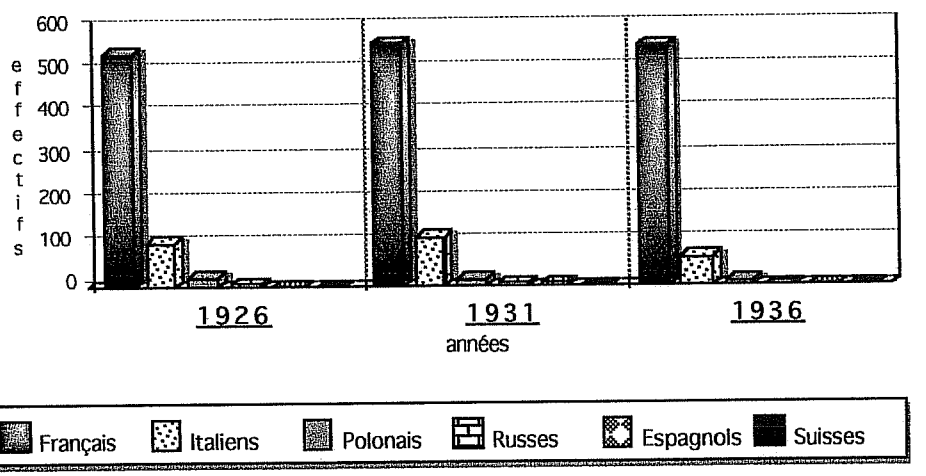
Pendant plus d'une décennie, de 1920 à 1931, environ 150 Transalpins entrent annuellement à Senones et un peu moins en repartent : en 1931, la ville abrite officiellement 458 Italiens, soit 10 % de la population totale. Il s'agit avant tout d'une immigration récente dans laquelle les femmes tiennent un grand rôle : les Italiennes nées dans la péninsule, sont en effet presque aussi nombreuses que les hommes. Pour la plupart, elles sont originaires de Vénétie et du Trentin, et sont arrivées avec père et mère au milieu des années 1920. Employées au tissage de "L'Abbaye" ou dans les filatures, elles quittent peu à peu l'appartement familial pour épouser un de leurs compatriotes ou un Français "de souche".

Les Transalpins se sont également stabilisés : avec le début de la crise, de nombreuses familles ont été obligées de partir pour l'Alsace ou de rentrer au pays. Les autres ont définitivement choisi de rester dans les Vosges. A partir de 1932, entrées et sorties chutent brutalement et ne touchent plus respectivement qu'une cinquantaine de personnes par an : pour les Italiens, il s'agit avant tout de s'intégrer dans la population locale.

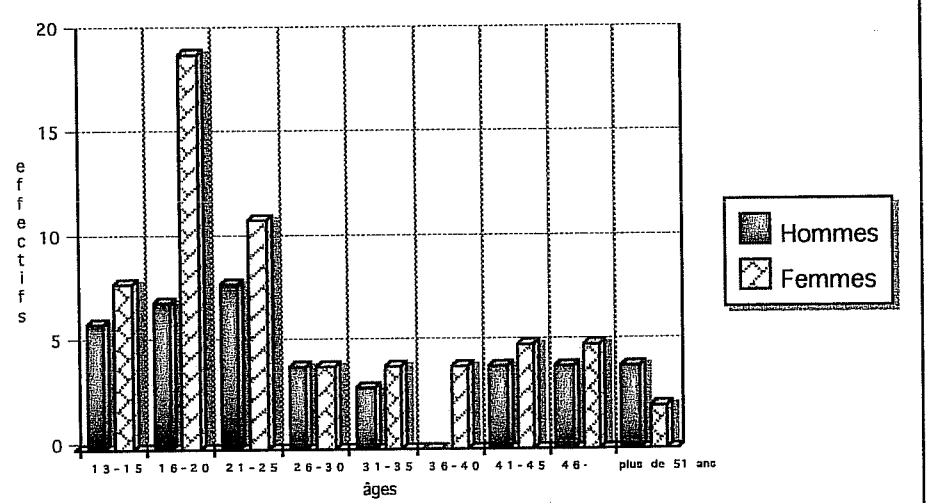
Activités des Italiens de Senones (1921-1926) :



Employés des "Manufactures" à Senones (1926-1936) :



Ages des Italiens employés aux Manufactures de Senones en 1926 :



II - Des travailleurs manuels.

A - Toujours les ouvriers du bâtiment.

1 - Des maçons pour la reconstruction.

Comme avant-guerre, les ouvriers du bâtiment - maçons, manœuvres ou terrassiers - constituent les gros bataillons d'immigrés italiens. En 1921, on en recense déjà près de 300 à travailler sur les chantiers de reconstruction, à Senones ou au Ban-de-Sapt par exemple. Cinq ans plus tard, ils sont plus de 400, tout comme en 1931. La reconstruction nécessite en effet une main-d'œuvre spécialisée. Les flux qui unissaient une décennie plus tôt la Lombardie à la Lorraine sont réactivés et les *Varesini* empruntent une route vers le nord qu'ils connaissent parfaitement. Appelés par un frère ou un cousin naturalisé, ils sont engagés par de grandes entreprises du bâtiment - "Sommer" ou "La Géromoise" - chargées de relever la région de ses ruines. A partir de 1920 se constituent à cet effet des "Sociétés Coopératives de Reconstruction" dans les communes les plus touchées : financées par l'État grâce aux dommages de guerre, elles doivent établir un bilan des dégâts. Par adjudication, les entrepreneurs obtiennent ensuite des "lots" - quartiers, usines, villages, bâtiments publics -, à charge pour eux d'effectuer les travaux dans les délais prévus. La "Coopérative du Nouveau-Saales", par exemple, fondée tardivement en mai 1922, *"comprend les communes de la Grande Fosse et de Colroy-la-Grande. Les sinistrés de ces communes, jusqu'alors réfractaires à l'idée de regroupement, se sont décidés à s'associer devant les résultats obtenus par les coopératives voisines. La nouvelle société, qui regroupe 70 sinistrés environ, dont deux communes, a la gestion d'intérêts dont le montant en perte subie dépasse 500 000 francs"*[11].

L'immigration saisonnière reprend de plus belle : en juillet 1923, on recense plus de 1600 Italiens adultes dans la région de Saint-Dié ; au mois de janvier de l'année suivante, ils sont deux fois moins nombreux. Le phénomène est ainsi peu différent de ce qu'il était au début du siècle : les immigrés, généralement jeunes et célibataires, ne restent jamais très longtemps au même lieu ; ils travaillent au plus offrant, logent dans des garnis avec d'autres compatriotes, et n'ont pour tout bagage qu'une valise contenant du linge de rechange, une truelle et un fil à plomb.

Néanmoins, des différences notables avec la période précédente sont perceptibles. La population locale, traumatisée par cinq années de conflit, est nettement plus favorable à l'immigré italien : l'époque du "macaroni", danger social venant priver les Français de travail, semble révolue. Les maçons débarquant dans les Vosges au printemps sont également de plus en plus employés par des compatriotes : saisissant l'opportunité qu'ils attendent depuis longtemps, quelques Italiens sédentarisés n'hésitent plus à fonder leur propre entreprise de bâtiment et s'associent parfois avec

[11] La Gazette Vosgienne : 24 mai 1922.

plusieurs camarades afin de réunir les fonds nécessaires. Pratiquement inexistantes avant 1914, les entreprises "italiennes" sont plus d'une vingtaine en 1925, représentant un tiers du total. En octobre 1921 par exemple, est créée la société *"Selvini Frères"* à Provenchères-sur-Fave : Cornelio et Louis Selvini, maçons *varesini* arrivés dix ans plus tôt, apportent chacun 25 000 francs, fruits de longues années de travail et d'économie, en plus du matériel existant dont la valeur est estimée à 30 000 francs[12]. La société, au capital de 80 000 francs, emploie dès l'année de sa fondation plus de 20 personnes, dont seulement cinq Français, simples manœuvres ou charretiers. Les autres sont tous maçons italiens ; la plupart vient de Bardello, village natal de leurs patrons : ils sont également des pensionnaires logeant à Provenchères chez des commerçants ou des compatriotes installés de longue date.

En quelques années à peine, l'arrondissement retrouve la totalité de son potentiel industriel désormais remis à neuf. Les villages détruits renaissent de leurs cendres, les terres sont débarrassées des barbelés, munitions et trous d'obus qui empêchaient toute exploitation : le travail des travailleurs immigrés est immense. Pourtant, il passe presque toujours inaperçu. Pour la presse, c'est pratiquement par enchantement, sans aucune intervention humaine, que les bâtiments sont sortis de terre, comme des champignons. *La Gazette Vosgienne* relate ainsi la "résurrection" du Ban-de-Sapt en novembre 1921:

"De tous les villages vosgiens meurtris au cours de la Grande Guerre, celui du Ban-de-Sapt fut sans aucun doute l'un des plus complètement bouleversés, l'un de ceux où les combats furent à la fois les plus fréquents et les plus acharnés. Aussi lorsque, il y a trois ans, les premiers visiteurs s'aventurèrent dans ce chaos de ruines, dans cet inextricable fouillis de réseaux de fils de fer, dans ce pays de désolation et de mort où les routes elles-mêmes avaient disparu, chacun se demandait avec un serrement de coeur, comment la vie pourrait jamais y reparaître. (...) Cette renaissance du glorieux village se révèle surtout depuis quelques mois. Les baraques, certes, y sont encore nombreuses et rares sont les maisons reconstruites. Mais beaucoup commencent à surgir du sol et l'été de 1922 verra dresser fièrement leur toit vers le ciel. Telle est l'impression très nette et profondément réconfortante que nous éprouvâmes dimanche en mettant de nouveau le pied sur cette terre sacrée, arrosée du sang de tant de braves".[13] Seule la presse socialiste s'insurge : la reconstruction de Senones *"serait en grande partie l'œuvre de M. Constant Verlot"*, député-maire de la ville, peut-on lire dans *L'Express de l'Est*. *"Alors quoi ! Les architectes, les terrassiers, les maçons, les charpentiers, les couvreurs, etc., etc., n'y sont que pour une petite partie ! Ce qu'il a dû suer le gros Constant pour abattre tant de besogne !"*[14].

[12] La Gazette Vosgienne : 8 octobre 1921.
[13] La Gazette Vosgienne : 16 novembre 1921.
[14] Les Vosges Socialistes : 7 octobre 1922.

2 - Construire des "H.B.M."

Les entrepreneurs italiens sont dans leur très grande majorité de petits patrons, travaillant sur les chantiers avec leurs ouvriers. Leurs entreprises, dont le capital n'excède pas quelques milliers de francs, restent fragiles et soumises aux aléas de la conjoncture. A partir de 1924, les travaux de reconstruction touchent à leur fin et nombre de "saisonniers" quittent la région. Pour ceux qui restent, il s'agit de trouver de nouveaux chantiers. Jusqu'en 1932, les ouvriers du bâtiment ont facilement de l'ouvrage : l'impulsion donnée au développement des "Habitations à Bon Marché", ou H.B.M., crée un nouveau marché, celui de la construction de petites maisons à bas prix destinées aux classes moyennes. Constant Verlot est l'un des initiateurs du projet dans les Vosges, avant que la loi Loucheur ne vienne en juillet 1928 généraliser au pays tout entier l'ensemble des avantages accordés aux futurs propriétaires. Dès octobre 1927, le député-maire de Senones envisage de reconvertir les anciennes casernes du 1er bataillon de Chasseurs à pied en H.B.M. : au cours d'une réunion organisée en mairie, *"M. Verlot invita les assistants à examiner les plans et devis des douze maisons dont quelques maisons doubles avec mur mitoyen (...). Il annonça que toutes les demandes enregistrées par ordre d'arrivée devraient être adressées au maire de Senones."* La presse locale décrit sur deux colonnes *"les conditions essentielles que doivent revêtir les acquéreurs de parcelles"* : ils doivent notamment *"être mariés avec enfants, de nationalité française, italienne ou polonaise, la réciprocité existant avec ces pays alliés"*. Un chef de famille de moins de 30 ans pourra par exemple acheter un terrain et y faire construire sa maison en empruntant 80 % des 35 000 francs nécessaires. Pendant 25 ans, il paiera des mensualités de 194 francs[15]. Voilà une véritable aubaine pour les petites entreprises italiennes ! De tels chantiers sont en effet tout à fait réalisables par une équipe de deux ou trois maçons confirmés, sachant s'adapter au terrain "au cas par cas", modifier un plan en cours d'exécution selon les désirs du propriétaire, changer éventuellement des matériaux n'offrant pas toutes les garanties nécessaires. L'entrepreneur italien devient ainsi un personnage connu, celui que l'on appelle pour refaire un mur qui menace de tomber ou pour agrandir une demeure devenue trop petite. Sorti de l'anonymat des grands chantiers de reconstruction, il traite désormais directement avec ses clients, accorde souvent des facilités de paiement et participe à la vie quotidienne des paysans et commerçants vosgiens : le casse-croûte de 10 heures, la pause-repas de midi ou le petit banquet organisé à la fin de chaque chantier permettent souvent de chaleureuses rencontres. *"Les bons maçons sont tous Italiens"* : bien des maires ont écrit cette phrase sur les dossiers de demande de naturalisation qui leur étaient présentés dans les années 1930, reconnaissance bien tardive, parfois exagérée, mais souvent amplement méritée.

Grâce à leur grande souplesse, ces entreprises artisanales résistent bien à la crise, non sans problèmes pourtant. A partir de 1932, faute de crédits, le programme de constructions d'H.B.M. s'essouffle et beaucoup de petits patrons sont obligés de renvoyer une partie de leurs ouvriers : en

[15] La Gazette Vosgienne : 28 octobre 1927.

1936, il y a environ 180 maçons italiens dans l'arrondissement, pratiquement deux fois moins qu'en 1931, alors que le nombre d'entrepreneurs reste le même.

3 - Des professions éprouvantes et dangereuses.

La profession n'a guère subi d'améliorations techniques depuis le début du siècle. Elle reste largement répulsive pour les Vosgiens "de souche" qui lui préfèrent les emplois de bureau. Les métiers du bâtiment sont toujours très éprouvants et nécessitent une longue période d'apprentissage "sur le terrain". Faute de bétonneuse, la "colle" se prépare à la main et les échafaudages en bois peuvent toujours s'écrouler. Les accidents restent très nombreux et on ne compte plus les déchirures musculaires et les doigts écrasés. Les travaux de démolition sont particulièrement dangereux : en octobre 1928, à Fraize, *"plusieurs ouvriers procédaient à la démolition d'un mur long d'une vingtaine de mètres des anciennes casernes. Un craquement s'étant fait entendre, M. Schwab, pressentant un danger, cria à M. Roschi qui travaillait à ses côtés de se retirer immédiatement. Celui-ci n'entendit pas l'avertissement. M. Schwab tenta de l'entraîner, mais, avant qu'il eût compris de quoi il s'agissait, le mur s'écroula. Enseveli sous les décombres, le malheureux Roschi fut dégagé peu après : il avait le crâne défoncé, la face horriblement mutilée et le bras gauche fracassé. Originaire d'Italie, il était âgé de 55 ans"*[16].

Le maçon ne travaille jamais au même endroit : il se rend sur son chantier à l'aube, à pied ou à vélo, et transporte pelles et sacs de ciment sur une charrette. Ses revenus peuvent atteindre 800 francs par mois, soit plus du double du salaire mensuel d'un tisserand. Il reste cependant marqué par la précarité : l'hiver, souvent très rigoureux, le condamne à une longue inaction non rémunérée, tout comme les périodes de crise économique. Dans les années 1930, beaucoup sont obligés de quitter la région, menacés par le chômage et l'expulsion. Pour se protéger des contraintes inhérentes à sa profession, le maçon et sa famille pratiquent souvent une seconde activité : sa femme est souvent ouvrière ou couturière, lui-même peut louer un petit lopin de terre, élever quelques animaux, travailler à l'agrandissement intérieur d'une usine ou d'un bâtiment public. Là encore, les stratégies de résistance sont multiples : pour les autorités, l'immigré est d'abord un travailleur. Sans emploi, sans ressource, il n'est plus d'aucune utilité pour le pays : il devient une charge, un poids mort dont il convient de se débarrasser au plus vite.

4 - Angelo Lenuzza, petit entrepreneur.

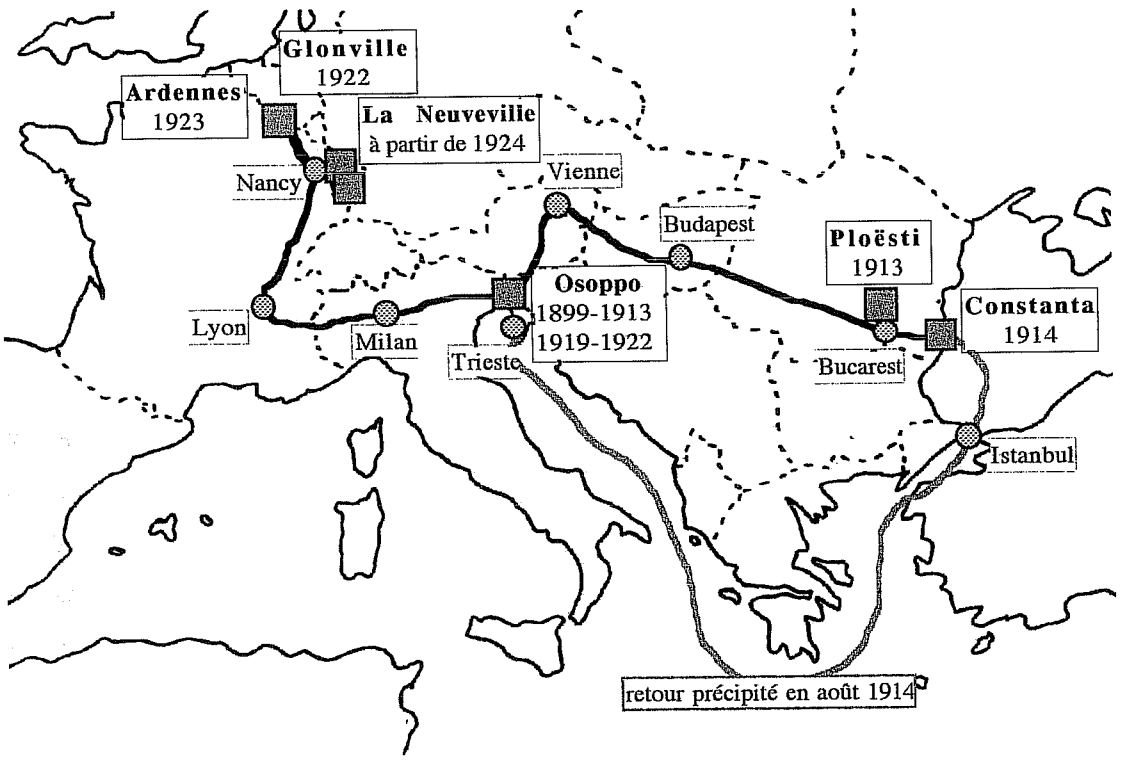
La carrière d'Angelo Lenuzza, dit Lino, est assez représentative de la "fusion" progressive des maçons italiens dans le milieu d'accueil. Angelo Lenuzza n'est pas un Lombard mais un Frioulien natif d'Osoppo : il parle italien, mais surtout le furlan, dialecte de sa région natale. Il arrive à La Neuveville-les-Raon en 1924, à l'âge de 25 ans, et a déjà derrière lui une longue expérience

[16] La Gazette Vosgienne : 13 octobre 1928.

professionnelle de plus de dix ans. Comme son père qui a construit les gares du Transsibérien en Russie, il devient un émigrant saisonnier, partant en Roumanie en 1913 restaurer le château du roi Carol à Constanta ou construire des maisons à Ploiesti avec une équipe d'une dizaine d'ouvriers. Doté d'une solide formation théorique acquise à l'école communale, maîtrisant parfaitement le dessin technique, Lino Lenuzza devient rapidement un excellent maçon. Mobilisé dans le Génie en 1915, il fait la guerre au sein de la fanfare de son régiment, grâce à ses dons de musicien. Après la guerre, les débouchés traditionnels des émigrés friouliens vers l'Europe centrale ou l'Amérique se ferment, et l'Italie est en proie à une grave crise économique. En 1922, il apprend par des camarades partis avant lui, que l'on recherche de la main-d'œuvre en France pour reconstruire les régions dévastées : c'est ainsi qu'il arrive en septembre à Glonville près de Baccarat sans contrat de travail, avec son frère Antonio dit Toni. Pendant deux années, ils travaillent en Meurthe-et-Moselle, puis dans les Ardennes. En 1924, ils arrivent dans les Vosges. Lino a la ferme intention de s'y installer, d'y travailler, d'y fonder une famille : il y épouse une jeune Française rencontrée à Glonville. Pendant sept ans, il travaille comme maçon d'entretien dans les scieries de la vallée de la Plaine appartenant à Maurice Lecuve, le plus gros marchand de bois de la région. Le couple a ouvert une petite épicerie et vend faïences, boutons et produits italiens. Ayant rassemblé toutes ses économies, Lino décide de fonder sa propre entreprise de maçonnerie : il s'associe en 1931 avec un vieux maçon lombard naturalisé, Joseph Broglio. Les débuts sont difficiles : les deux hommes se déplacent toujours avec une charrette à bras sur laquelle ils ont placé leurs outils ; ils ne disposent d'aucune bétonnière. Joseph Broglio, malade et âgé de plus de 60 ans, ne marche que très difficilement et se laisse parfois porter par son associé. Mais on connaît le sérieux et l'habileté des deux hommes qui allient expérience et innovations techniques. En 1932, ils construisent leur première maison à Raon-l'Etape pour Georges Vauthier, saxophoniste que Lino a rencontré au "Blue and Red Jazz", formation musicale dont il est également membre. Les pierres ont été récupérées dans une carrière et un escalier en béton armé - l'un des tout premiers édifiés dans la ville - permet d'accéder à la porte d'entrée. Cette première réalisation est un succès et l'entreprise grandit rapidement, malgré la crise : en 1937, elle emploie plusieurs ouvriers, dont Giani, le fils du patron, et acquiert un camion et une bétonneuse. En 15 ans à peine, Angelo Lenuzza est devenu un petit entrepreneur et s'est remarquablement intégré dans la cité : sa ténacité et son savoir-faire ont été récompensés. Même si son exemple n'est pas isolé, une telle réussite reste néanmoins exceptionnelle : dans les années 1930, la majorité des maçons italiens de l'arrondissement vit sous la menace constante du chômage[17].

[17] Entretiens avec Angelo Lenuzza à son domicile de Raon-l'Etape : décembre 1994 - janvier 1995.

Déplacement d'Angelo Lenuzza, maçon né à Osoppo, de 1913 à 1924.



Légende :

- Constanta 1914 : lieux où a résidé Angelo Lenuzza.
- Istanbul : villes-étapes.
- ——— : voyages en train
- ——— : voyage en bateau.

Nord

Échelle : 1 / 28 000 000ème.

B - "Épinceurs" et tailleurs de pierre.

1- Une demande plus forte en pavés et pierres de granit.

Lorsqu'il n'est pas maçon, l'Italien travaille alors dans les carrières de granit : il extrait des blocs de pierres, sculpte bordures et auges. Les "graniteurs" italiens voient leurs effectifs nettement augmenter dans l'entre-deux-guerres : ils sont 60 en 1921 dans l'arrondissement de Saint-Dié, plus de 250 dix ans plus tard ; en 1936, leur nombre est sensiblement le même et dépasse celui des maçons. Pendant toute la période, la profession ignore la crise et les commandes affluent. Les travaux de reconstruction ont grand besoin de pierres de taille pour réaliser trottoirs et fondations. Les pavés vosgiens "gris-blancs" sont toujours aussi prisés des entrepreneurs locaux et parisiens. Après-guerre, un nouveau marché permet aux patrons-granitiers de réaliser de gros profits : celui des croix de cimetières militaires - très nombreux dans la région -, des monuments aux morts édifiés dans chaque commune et des monuments funéraires. En 1918, la plupart des carrières sont inexploitées : elles doivent d'abord être débarrassées de tous les vestiges de la guerre. Le travail ne reprend véritablement qu'au début des années 1920, avec des ouvriers qu'on a appelés d'Italie, des rives du lac Majeur principalement, mais aussi de Vénétie.

Le métier a gardé son aspect artisanal et les progrès techniques sont peu nombreux : une carrière comprend plusieurs étages ou "buffets", chacun ayant une hauteur de 15 mètres environ. Les blocs qui sont extraits pèsent 60 tonnes : ils sont débités en morceaux de 30 à 50 kg, transportés par wagonnets dans des ateliers. Entre alors en scène l'épinceur. François Blaudez, journaliste à *L'Express de l'Est,* en fait une description précise en 1930 dans son enquête sur *"le sous-sol vosgien"* :

"L'épinceur est un spécialiste remarquable, on pourrait même dire un artiste rigoureusement indépendant. Il possède ses outils en propre, aménage son atelier comme il l'entend. Payé aux pièces, il travaille quand il veut. Il n'a qu'une obligation : respecter les dimensions des types standards des pavés. Assis sur quelques sacs, jambes ouvertes, l'épinceur prend un bloc débité. En un coup d'œil, il a vu combien de pavés et de quels types il va sortir de ce bloc (...). Quelques coups de marteaux d'épinceur et il jette sur le tas un pavé absolument régulier possédant à quelques millimètres près la dimension voulue sans avoir pris aucune mesure". Un bon ouvrier peut ainsi débiter 150 pavés en 8 heures, payés 520 francs les 1000[18]. S'ils varient énormément selon la qualification, les revenus du "graniteur" sont donc confortables. Il faut dire qu'ils résultent d'un savoir-faire inégalé, de longues heures d'un travail pénible sous le soleil ou la neige, et d'une prise de risques permanente. Même si l'on ponce de plus en plus la pierre grâce à une polisseuse électrique, même si les marteaux piqueurs commencent à faire leur apparition, le métier reste extrêmement éprouvant. De plus, la menace de l'accident est toujours là et la presse locale décrit

[18] L'Express de l'Est : 19 janvier 1930.

toujours avec force détails l'état déplorable des victimes. En 1928, à Senones, Vito Adami est écrasé par le bloc de quatre tonnes qu'il conduit sur une charrette : *"On dut avoir recours à des crics pour dégager Adami qui fut conduit chez un docteur. Il avait été atteint à la jambe et à l'aine : les os du bassin étaient littéralement broyés et les intestins perforés. Adami, qui avait conservé toute sa lucidité expira une heure et demi après l'accident"*[19]. La même année, à Plainfaing, Giuseppe De Col subit un sort identique : *"Il ne put se sauver à temps et fut pris sous la roche. Lorsqu'on réussit à le dégager, le malheureux, qui était très estimé de ses patrons et de ses camarades, avait déjà cessé de vivre ; il avait eu les deux jambes broyées"*[20].

Le "graniteur" est avant tout un manuel, un artiste parfois. Il est aussi beaucoup plus stable que le maçon et peut travailler dans la même carrière plusieurs années, ignorant les interruptions saisonnières dues aux intempéries. Tous les matins, dès l'aube, on entend marteaux et burins au Puid ou aux Arrentès-de-Corcieux : les "graniteurs" ont une réputation d'hommes fiers, orgueilleux et colériques. Ils travaillent en groupes, chaque homme ayant une tâche bien particulière à accomplir. Carriers, tailleurs, polisseurs, épinceurs, forgerons, manœuvres, charretiers, presque tous sont Italiens : ils font de la carrière un monde à part, un espace réservé aux seuls initiés.

Les "graniteurs" travaillent dans deux zones bien définies, chacune correspondant à un gisement minéral particulier :

- le région de Senones produit une pierre de grande qualité, de couleur "feuille morte" ou "gris-bleu". Ses gros grains permettent de sculpter monuments, croix et bordures. Au Puid, à Grandrupt ou à Senones, les nombreuses exploitations ouvertes à la fin du XIXème siècle sont dirigées par de petits patrons Lombards ou Piémontais, eux-mêmes anciens carriers. Ils emploient des compatriotes, généralement leurs frères, cousins ou amis de la famille.

- au sud-ouest de l'arrondissement, la situation est tout autre : à Gérardmer, Barbey-Seroux ou aux Arrentès, on fabrique essentiellement des pavés grâce au grain plus fin de la pierre. Les carrières appartiennent à la "Société Nouvelle des Granits Français" qui approvisionne le marché parisien. Le lien patron-ouvrier, très fort dans le canton de Senones en raison des solidarités familiales et villageoises, est ici beaucoup plus lâche. L'instabilité est plus grande, le cosmopolitisme aussi : l'Italien y côtoie des Belges ainsi que des Hongrois.

Contrairement au bâtiment, le granit ne subit aucune crise grave et a permis là aussi de brillantes réussites sociales.

[19] La Gazette Vosgienne : 6 juin 1928.
[20] La Gazette Vosgienne : 31 mars 1928.

2 - César de Angeli : une réussite enviable.

Lorsqu'il meurt à Senones en 1934, César de Angeli laisse à ses cinq fils une entreprise riche et prospère dans la taille du granit. Arrivé en 1895 à Raon-l'Etape à l'âge de 19 ans, il travaille à l'entreprise Ramu qui vient de mettre en exploitation le gisement de granit rose. Il y épouse la fille du cantinier italien chez qui il est en pension, union qui donnera naissance à huit enfants. Le soir, le jeune carrier continue à tailler des bordures à son compte dans une baraque en bois qu'il a louée, et dispose rapidement de substantielles économies. Mobilisé dans le Génie militaire français pendant la première guerre mondiale, il creuse des tranchées sur le front. Le granit rose raonnais étant une pierre de qualité médiocre, César de Angeli décide d'aller chercher sa matière première en tombereau jusqu'à Senones pour y tailler des monuments funéraires. Mais ces incessants déplacements l'épuisent. L'heure est venue de s'installer dans la vallée du Rabodeau et d'acquérir sa propre carrière : en 1924 , il achète à La Forain, sur les hauteurs de l'ancienne capitale des princes de Salm, un terrain truffé d'obus dont personne ne voulait. Avec ses fils et quelques ouvriers, il le "nettoie" et commence l'extraction. L'entreprise de Angeli s'agrandit rapidement : elle possède au début des années 1930, sept carrières et emploie plus de 50 personnes en majorité italiennes. Les Français y exercent souvent des tâches subalternes, simples manœuvres ou charretiers. A cette date, *"Monsieur César"* comme on l'appelle, va vendre ses produits - auges, bordures, croix - jusqu'à Paris, chacun de ses fils assurant sur place la direction d'une carrière. On travaille tous les jours de l'année sauf le dimanche et le lundi matin jour de marché, de 6 heures à midi, puis de 13 heures 30 à 18 heures : le patron aime le travail bien fait et est respecté de ses ouvriers qu'il paie lui-même. *"Si tu n'as pas fait tout ce qu'il fallait, c'est que tu n'as rien fait"*, aime-t-il leur répéter. La famille de Angeli, dont la réussite sociale est éclatante, s'intègre rapidement dans la bonne société locale. Naturalisé depuis 1929, *"Monsieur César"* porte constamment guêtres et chapeau melon. Il a acheté une Fiat grenat "intérieur velours", - l'une des voitures les plus luxueuses de la ville - et fait revenir d'Algérie des tonneaux de vin qu'il destine à ses "graniteurs" piémontais ou *povesi*. Là encore, c'est la ténacité, le sens de l'économie et un travail acharné qui ont conduit le petit tailleur de pierre à devenir un bourgeois respectable, qui n'hésite pas à poser au milieu de ses ouvriers pour la photographie[21]. Une telle ascension reste cependant très rare : la dizaine de petits entrepreneurs italiens de la région, au Puid ou à Grandrupt, ne possède le plus souvent qu'une petite carrière perdue dans les bois et n'emploie que quelques carriers. Néanmoins, comme pour le bâtiment, le granit a permis la naissance d'une classe moyenne italienne relativement aisée, très bien intégrée dans le milieu d'accueil.

[21] Entretiens avec Mme Eliane Mantovani, fille de César de Angeli : août 1995, juillet 1997.

C - Mineurs creusant la montagne.

1- La première *"percée des Vosges"*.

Réunir l'Alsace aux Vosges par un tunnel ferroviaire : voilà un projet qui n'est pas nouveau. Sous le Second Empire déjà, l'idée avait fait son chemin, soutenue par les industriels du coton, qui, tel Nicolas Geliot, avaient bien compris tout l'intérêt qu'il y avait à rapprocher les filatures vosgiennes des teintureries alsaciennes. L'annexion de 1871 retarde de plus d'un demi-siècle la *"première percée des Vosges"*. En 1920, la liaison Saint-Dié - Strasbourg est reconnue d'utilité publique et les premiers travaux du tunnel de Saales commencent au début de 1925. La main-d'œuvre employée par l'entreprise des "Grands Travaux de Marseille" est essentiellement étrangère, composée de Serbes et d'Italiens, tous mineurs, manœuvres ou maçons. A Lubine et Colroy a été construite une nouvelle petite ville en bois ou plus de 600 ouvriers logent dans une quarantaine de baraques : la "cité" a ses cantines, ses débits de boissons, ses petits commerces, ses dortoirs. On y dort, on joue, on se dispute en trois langues, on se bat parfois : pour les paysans vosgiens habitant les alentours, le Far West n'est pas loin ! Les travaux sont pourtant titanesques et 24 heures sur 24, trois équipes de 35 mineurs chacune se relaient. Signe des temps, le directeur des travaux et les trois chefs d'équipe sont tous italiens[22]. En octobre 1928, la ligne ferroviaire est inaugurée par Raymond Poincaré et André Tardieu, ministre des Travaux Publics. Dans son discours, le président du Conseil décrit toute la portée symbolique de l'ouvrage : *"Les Vosges ne sont pas une barrière, elles sont un passage. Jamais leur versant gauche n'a ignoré le versant droit"*. Là encore, les ouvriers sont totalement oubliés. En moins de quatre ans, plus de 2 millions de mètres cubes de terres et de roches ont été déplacés : désormais, Saint-Dié n'est plus qu'à 87 kilomètres de Strasbourg au lieu de 168.

Dans le tunnel de Saales long d'un kilomètre, les éboulements ont provoqué de nombreux accidents. Au moment de l'inauguration, la "cité" de bois a été démontée depuis longtemps et ses occupants ont quitté la région pour partir vers d'autres cieux.

2 - Le tunnel de Sainte-Marie : des travaux titanesques.

Cinq années plus tard, d'autres mineurs et terrassiers sont rassemblés par l'entreprise Borie et Vandevalle : il s'agit cette fois de réaliser la *"deuxième percée des Vosges"* en construisant le tunnel de Sainte-Marie, long de 7 kilomètres. Là encore, la main-d'œuvre employée est essentiellement immigrée, dépassant largement les pourcentages autorisés par les décrets de contingentement : si seulement 20 % des ouvriers de surface sont étrangers, ils sont plus de 50 % dans le souterrain ! *La Gazette Vosgienne* ne cache pas son étonnement : *"L'office de placement de Saint-Dié a été dans l'impossibilité de procurer à l'entreprise des ouvriers aptes à être employés*

[22] A.D.V. : 8 M 229.

utilement aux travaux spéciaux du tunnel, et même aux terrassements à ciel ouvert : un ouvrier tisserand ou fileur ne peut devenir du jour au lendemain un mineur ou un maçon. De sorte que, aussi bien à Lusse qu'à Bussang, la proportion de main-d'œuvre étrangère est supérieure à celle prévue par le marché. Mais le personnel a une très longue pratique des travaux souterrains". En effet, les conditions de travail que découvrent les journalistes vosgiens à l'intérieur de la galerie en octobre 1934 ont de quoi décourager plus d'un chômeur français : *"Les forêts et les explosions faisaient un bruit infernal ; la poussière des granits rendait l'air difficilement respirable ; on marchait avec difficultés ; on voyait à peine à quelques mètres devant soi ; on étouffait sous les vêtements de cuir"*[23]. Trois équipes se relaient jour et nuit : il a fallu construire à Lusse des baraques en bois afin d'héberger les 280 ouvriers du chantier. Le cosmopolitisme est encore plus grand qu'à Colroy huit ans plus tôt ; l'instabilité des hommes également : *"Lusse est un immense caravansérail,* lit-on dans *l'Express de l'Est* en janvier 1935. *Comme pour les travaux de la fameuse tour de Babel, les ouvriers viennent de tous les coins du monde. Il y a des cantines italiennes, tchécoslovaques, polonaises, algériennes. Les ouvriers arrivent, travaillent, partent, disparaissent. C'est presque l'anonymat et les cantiniers sont sur les dents"*[24] : notes impayées, bagarres entre groupes de nationalités différentes, trafics de toutes sortes font les choux gras d'une presse avide de faits divers et gagnée par la xénophobie.

Les Italiens prennent une part importante dans la réalisation des travaux. Au printemps de 1936, ils sont 74 à habiter au hameau de La Pariée : 28 d'entre eux ont amené femmes et enfants. La plupart sont mineurs-boiseurs, les autres sont maçons, mécaniciens, forgerons, charpentiers : la *"ville de planche"* abrite aussi cinq cantiniers et deux coiffeurs italiens ![25]

Les accidents font également de nombreuses victimes : du côté vosgien, pendant toute la durée du percement, quatre ouvriers meurent ensevelis sous les éboulis et plus de 250 sont blessés. Jean Carpentini, par exemple, est écrasé par un bloc de 150 kg : la colonne vertébrale brisée, il expire peu après. Jean Cattaneo, quant à lui, est projeté contre la paroi par l'explosion à retardement d'une mine : il laisse une veuve et cinq orphelins. Le tribut payé par les travailleurs immigrés est donc extrêmement lourd. Fin 1936, trois ans et demi seulement après le début des travaux, le tunnel de Sainte-Marie est enfin achevé avec plus de huit mois d'avance sur les prévisions les plus optimistes : des deux côtés, vosgien et alsacien, les chiffres traduisent mal les souffrances endurées par des centaines d'hommes. On a avancé de plus de 5 mètres par jour, déplacé 450 000 mètres cubes de terre, coulé 95 000 mètres cubes de béton et utilisé 320 tonnes de dynamite. Inauguré par le président Lebrun en août 1937, l'ouvrage est le plus long tunnel dont l'entrée et la sortie se trouvent en territoire français. *"En méditant ces chiffres,* déclare Albert Lebrun, *on rend hommage à tous ceux qui menèrent à bien cette importante réalisation, nouveau présent offert par la Patrie française à*

[23] La Gazette Vosgienne : 6 et 31 octobre 1934.
[24] L'Express de l'Est : 1er janvier 1935.
[25] A.D.V. : 6 M 282.

l'Alsace retrouvée"[26].

Tout comme leurs prédécesseurs qui avaient construit la plupart des voies ferrées vosgiennes au début du siècle, les mineurs-boiseurs n'ont fait qu'une apparition furtive. Parlant très mal le français, souvent originaires de l'Italie centrale, aucun d'entre eux ne s'est jamais installé dans l'arrondissement après la fin des travaux. Pour témoigner de leur passage et parfois de leur sacrifice, seules restent deux immenses galeries taillées dans le granit.

D - D'autres professions plus marginales.

1- Employés d'hôtels à Gérardmer.

Tous les immigrés italiens de l'arrondissement ne sont pas des "manuels" : la fin de la guerre a permis la reprise de l'activité touristique centrée essentiellement sur Gérardmer. La clientèle, toujours aussi huppée et internationale, est hébergée dans les hôtels les plus luxueux, l'Hôtel du Lac ou l'Hôtel de la Jamagne. Pour la ville, le tourisme représente une véritable aubaine. *L'Écho de Gérardmer* parle de *"Poule aux œufs d'or"* :

"Les luxueuses voitures sillonnent nos routes et nous devons constater que beaucoup de celles-ci portent la marque de nationalités étrangères. Ils viennent apporter dans nos centres de tourisme la note pittoresque d'un amusant cosmopolitisme et nous leur réservons un accueil sympathique, cordial, empressé, quelles que soient leur langue, leurs coutumes, la couleur de leur peau"[27]. L' *"amusant cosmopolitisme"* que décrit le journal conservateur a pourtant des limites lorsqu'il ouvre ses colonnes aux plumes les plus xénophobes : le maçon italien et le gros industriel américain ne bénéficient pas de la même hospitalité ...

Les employés d'hôtels transalpins, très appréciés pour leur grand professionnalisme, arrivent au printemps pour travailler pendant la saison d'été : tous sont garçons de café, sommeliers, bonnes ou valets de chambre. Originaires de la Riviera ligure, ils ont passé l'hiver dans les hôtels de la Côte d'Azur. La plupart sont des "fidèles" qui reviennent tous les ans dans les Vosges. Ils n'ont été pourtant que quelques dizaines : seuls quelques-uns se sont installés dans l'arrondissement, ouvrant un petit établissement hôtelier pour y travailler à leur compte afin de ne plus effectuer d'incessants déplacements saisonniers.

Au début des années 1930, la station subit le contrecoup de la crise mondiale :

"Nos belles stations vosgiennes, même en admettant que le beau temps vienne à leur aide, ne sauraient compter sur la clientèle qui, les années dernières, alimentait les hôtels de luxe. Américains et Anglais, frappés durement par la crise économique mondiale, ont cessé leurs arrivées

[26] La Gazette Vosgienne : 14 avril, 11 août 1937.
[27] L'Écho de Gérardmer : 18 juillet 1932.

en masse dans les ports français où ils venaient les poches remplies de dollars et de sterling (...). Jamais à cette époque, la situation n'avait été aussi critique" se lamente *L'Écho* en juin 1932[28].

2 - Petits artisans et colporteurs.

Les petits artisans italiens sédentaires sont pour la plupart installés dans la sous-préfecture, là où la clientèle est la plus importante : très peu nombreux, une quinzaine tout au plus, ils sont ébénistes, parquetteurs, peintres, cordonniers, coiffeurs. Alvise Cristofoli a fondé une entreprise de *"mosaïque de marbre romaine et vénitienne"* pour recouvrir éviers et marches d'escaliers. François Moliterni a un atelier de dorure et d'argenture. Les quelques commerçants italiens de l'arrondissement sont petits épiciers ou cafetiers : anciens maçons pour la plupart, ils ont investi leurs économies dans l'achat d'un fond à Senones ou Saint-Dié. Ce n'est pas le cas de Mario Masi, ancien forain installé dans la ville depuis longtemps : possédant une petite boutique, le marchand florentin y vend vêtements et articles de Paris.

Le monde des errants n'a pas totalement disparu : dans les années 1930 encore, plusieurs dizaines d'Italiens traversent la région pour n'y séjourner que quelques jours. Ces hommes, dont le contrôle et la surveillance préoccupent tant les services de police, sont colporteurs et marchands d'images, fumistes et bûcherons ambulants, marchands de glaces et de marrons ou encore forains, derniers héritiers des montreurs d'ours du XIXème siècle.

3 - Les "Turbines Negri" : une expérience originale de courte durée.

La vie éphémère de l'entreprise des "Turbines Negri" reste un exemple exceptionnel et original d'intégration professionnelle en dehors des traditionnelles solidarités familiales et villageoises marquant les milieux de l'immigration italienne. Joseph Negri n'a sans doute jamais fréquenté ses compatriotes installés à Saint-Dié : brillant ingénieur milanais spécialiste des questions hydrauliques, il s'installe dans les Vosges avant-guerre et commence de longues recherches afin d'améliorer le rendement des turbines. Délivré le 30 janvier 1919, le brevet d'invention N° 491.351 consacre plusieurs années d'efforts ayant nécessité d'importantes dépenses. La "Turbine Negri" a en effet bien des avantages : selon son concepteur, le nouveau dispositif *"permet une marche régulière avec un débit d'eau sensiblement variable et obtient du liquide le maximum de rendement : la pression s'exerçant sur toute la surface des aubes, le fluide s'engage dans la roue sans aucun choc"*[29]. Immédiatement, l'ingénieur pense produire industriellement son invention. Les débouchés semblent importants, chaque usine ou centrale hydro-électrique pouvant être intéressée par le nouveau produit. C'est ainsi que naît en novembre 1920 à Saint-Dié la société "Turbines Negri" ayant pour objet *"la construction, vente et installation de turbines"*. Son capital est fixé à 600 000

[28] L'Écho de Gérardmer : 18 juin 1932.
[29] Institut National de la Propriété Industrielle : brevet d'invention N° 491.351.

FABRIQUE DE CARRELAGES
EN TOUS GENRES
TUYAUX EN CIMENT
MONUMENTS FUNÈBRES
en Ciment, toutes Imitations
Spécialité de Ciment armé
POSE DES CARRELAGES
— Prix Modérés —
A. BRUGNACCHI
ETIVAL (Vosges) 3009

Atelier de dorure et argenterie sur métaux

F. MOLITERNI
4 *bis*, rue de la Prairie, St-DIE

Galvanoplastie — Bronzage et Oxidage
Argenterie de cafetières et théières
Services de table garantis au titre
Verni imitant la belle dorure
pr chandeliers, candélabres, lustres, etc.
Tous mes travaux sont garantis et exécutés à prix très modérés. 53

ENTREPRISE
de Mosaïque de Marbre Romaine et Vénitienne

CARRELAGES en tous genres
pour vestibules, cuisines, salles de bains et magasins

REVÊTEMENT EN FAIENCE
Marches d'escaliers & Eviers en Mosaïque

ALVISE CRISTOFOLI
Mosaïste
Travail soigné — Prix modérés

63, Rue de la Prairie, St-DIE (Vosges)
— Téléphone 0.93 —
R. C. Saint-Dié 2957 952

Chez MASI

Vente-Réclame-Etrennes
du 17 Décembre 1924 au 4 Janvier 1925

Cache-col et **Echarpes** soie à partir de **12 francs.**
Poupées hauteur 65 cent. **26 fr. 95.**
Bas fil nuanc. mode, raccoutrés **4 fr.**
Bas fil — 1er choix **5.25**
Grand choix de **Sacs à mains** à partir de **12 francs.**
Il sera distribuer des calendriers et petits savons à tous nos clients.

L'été invite à la promenade...
Le prix invite à l'écoute...

Du 1er au 31 JUILLET exclusivement, **Grande Vente-Réclame d'appareils neufs,** *d'un fonctionnement parfait, garantis un an, à partir de* **595 frs,** *chez*

Libert CACCIA
Rue du Lac -- GERARDMER

De nombreux appareils de ce genre ont déjà été vendus tant à GÉRARDMER qu'aux environs, à l'entière satisfaction des clients. Les quantités étant limitées, n'attendez pas pour demander une démonstration gratuite à domicile.

francs, divisé en 600 actions de 1000 francs chacune. Joseph Negri en acquiert 125 ; le reste est souscrit par divers actionnaires appartenant à la bourgeoisie déodatienne[30].

Pour l'ingénieur milanais, il s'agit maintenant de devenir chef d'entreprise : il faut acheter une usine, l'adapter à sa nouvelle production, embaucher des ouvriers et du personnel d'encadrement et surtout vendre en se faisant connaître. Deux ans après sa fondation, l'usine des *"Turbines Negri"* installée au 87 rue d'Alsace emploie 13 personnes dont cinq mécaniciens, un ingénieur, un représentant, un comptable et un dessinateur. Tous sont français, vosgiens et alsaciens[31]. Malgré des débuts prometteurs, l'affaire fait faillite, sans doute en 1923 : endettement excessif, étroitesse du marché ou décès prématuré du père fondateur, les raisons de cet échec restent obscures. Joseph Negri, comme beaucoup d'Italiens, a néanmoins donné le fruit d'années d'efforts et de recherches au pays qui l'a accueilli.

Marquées par la croissance et l'innovation, les années 1920 voient la réussite d'immigrés travailleurs, ambitieux mais aussi chanceux, dans le bâtiment et le travail de la pierre surtout : le succès de certains entrepreneurs cache pourtant de graves déconvenues. Dix ans plus tard, Mme Negri, restée à Saint-Dié avec ses deux enfants, tient une pension bourgeoise place de la République et propose aux clients des *"repas pour le prix de 7,50 francs avec vin"*[32]...

III - Une immigration plus féminine.

A - Une industrie textile puissante et remise à neuf.

1- Ménagères lombardes, tisserandes "vénitiennes".

La féminisation de l'immigration italienne d'après-guerre marque une étape fondamentale dans l'intégration progressive des Transalpins. Le début des travaux de reconstruction voit arriver en masse de jeunes célibataires ayant le même mode de vie que leurs prédécesseurs. Il faut donc attendre 1922-1923 pour que les premières immigrées s'installent en Déodatie. En juillet 1923, les Italiennes sont environ 250 ; quatre ans plus tard, plus de 600 nées à 80 % en Italie ! Par la suite, les naturalisations et la crise font baisser leurs effectifs ainsi que le nouveau Code de 1927 prévoyant de restituer leur nationalité d'origine aux Françaises ayant épousé des étrangers. En 1936, on recense environ 360 Italiennes dans l'arrondissement : le chiffre des immigrées est pourtant bien supérieur.

Avec la fin de la reconstruction, les centaines de maçons saisonniers employés par les

[30] La Gazette Vosgienne : 16 décembre 1920.
[31] A.D.V. : 6 M 421.
[32] La Gazette Vosgienne : 7 avril 1939.

entrepreneurs vosgiens sont confrontés à un grave dilemme : partir ou rester. Partir, c'est retrouver une famille mais c'est aussi rentrer dans une Italie en proie à la crise où le fascisme se fait de plus en plus menaçant. Pour beaucoup de jeunes *Varesini,* célibataires ou mariés, cette hypothèse est exclue depuis longtemps et la décision de s'installer dans les Vosges est prise sans état d'âme. Désormais, c'est ici que l'on "refera" sa vie, que l'on souhaite fonder une petite entreprise, trouver un "chez-soi" et créer une famille.

Les Italiennes, par leurs origines et activités, traduisent elles aussi la grande diversité de l'immigration transalpine. Elles peuvent se répartir en deux groupes :

- les femmes n'exerçant aucune activité salariée sont majoritaires pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, sauf lors du dénombrement de 1931 : le plus souvent originaires des trois provinces de Côme, Varèse et Novare, elles sont venues rejoindre leurs époux en France. Maçons et "graniteurs" ont en effet un avenir professionnel qui semble assuré et à l'abri de toute déconvenue, beaucoup plus qu'en Italie en tout cas. Les "ménagères" sont donc les "gardiennes du foyer", celles qui élèvent les enfants, celles qui préparent les repas, font les commissions, le ménage, la lessive dans l'eau froide, celles qui s'occupent aussi du petit lopin de terre et de la basse-cour, .

- les ouvrières représentent la deuxième grande catégorie d'immigrées. Elles sont arrivées généralement entre 1924 et 1926, avec frères, sœurs et parents, pour travailler dans l'industrie textile. Originaires de Vénétie et du Trentin, elles quittent progressivement le noyau familial pour épouser un compatriote ou un Français "de souche" dans les années 1930. Grâce à elles, le monde de l'usine autrefois réservé à la seule main-d'œuvre locale, s'ouvre aux Italiens.

2 - Une nouvelle stratégie patronale.

L'industrie textile de l'arrondissement est dans un état déplorable au lendemain de la guerre : bâtiments détruits et pillés par l'occupant, manque de capitaux, de machines modernes, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée. De plus, ses faiblesses traditionnelles sont toujours là : éloignement des marchés et des bassin houillers, dispersion de plusieurs dizaines de petits centres de production le long des cours d'eau. La reconstruction permet pourtant de moderniser le textile vosgien, de le remettre à neuf en utilisant les techniques les plus modernes. Il s'agit également de regrouper les usines les plus performantes et de fermer les unités les moins productives : la concentration industrielle, encouragée depuis Paris par le ministre de la Reconstruction Louis Loucheur, permet la constitution de grands groupes textiles, dont le plus important, les "Manufactures de Senones", est dirigé par Marcel Boussac.

Dans la vallée du Rabodeau, l'homme d'affaires parisien a créé un véritable "empire du coton", rachetant en 1920 à des conditions très avantageuses 12 entreprises textile pour 12 millions de francs. Les usines appartiennent à la famille Vincent-Ponnier et ont été très endommagées

pendant la guerre ; Boussac les acquiert grâce à d'importantes indemnisations : la loi du 17 avril 1917 prévoit en effet, que l'État français s'engage à payer intégralement aux sinistrés le montant de leurs dommages. L'après-guerre voit donc disparaître les entreprises familiales moyennes nées au XIXème siècle, au profit des grands groupes. Pour la première fois, l'intégration verticale du textile vosgien est pratiquement réalisée : Boussac achète du coton égyptien qu'il fait transformer dans les filatures et tissages de Senones. A Moyenmoutier, les toiles sont blanchies puis teintes avant d'être acheminées dans les ateliers de confection. Vêtements et linge de maison sont ensuite vendus par le groupe dans la France entière et dans les colonies, en Afrique et en Indochine[33]. A partir de 1924, et pendant huit ans, la conjoncture est des plus favorables : acheter Boussac, c'est acheter un produit de qualité, inusable et bon marché. Installé "21, rue Poissonnière" à Paris, le siège social des "Manufactures" dirige un groupe de 11 usines - le plus puissant de France - dont la production a quintuplé de 1923 à 1925. La modernité de l'outillage et des techniques, associée à l'expérience et au travail de 4 000 ouvriers, donne des résultats remarquables[34]. Après Nicolas Géliot à la fin du XIXème siècle, Marcel Boussac est bien le nouveau "roi du coton" !

Mais le patron connaît la valeur de cette main-d'œuvre qualifiée et obéissante sans qui les "Manufactures" ne seraient rien. La paternalisme traditionnel a fait son temps : il faut désormais inaugurer une nouvelle politique sociale[35]. L'usine doit devenir beaucoup plus qu'un simple lieu de travail, elle doit encadrer l'ouvrier dans sa vie de tous les jours en mettant à sa disposition crèches, coopératives et logements ; il s'agit également de fixer la main-d'œuvre sur place, d'en éviter la fuite éventuelle vers d'autres régions où les salaires sont meilleurs. Aux "Manufactures", la paye mensuelle ne dépasse pas les 400 francs et la presse communiste se déchaîne contre *"ces salaires de famine"*: *"dans le bagne de Boussac à Moyenmoutier, traités comme du bétail, les travailleurs ont juste de quoi ne pas mourir de faim"*, lit-on dans *La Lorraine Ouvrière et Paysanne* en 1928[36].

Dans cette nouvelle stratégie patronale, deux "institutions" occupent une place fondamentale :

- la famille tout d'abord, est un rouage essentiel du dispositif : elle permet de renouveler la main-d'œuvre et constitue la première garantie de stabilité. La femme y tient un rôle essentiel : ménagère, elle contribue par son travail quotidien, à la maison ou au jardin, à faire baisser les dépenses du foyer. Grâce à elle, le mari ne s'attarde pas à la sortie de l'usine au cabaret ou dans la rue : l'épouse entretient le "chez-soi" et contribue à diffuser auprès de ses enfants des valeurs morales telles que le respect des hiérarchies, le sens de l'économie, l'obéissance. Le "culte" de la famille est ainsi constamment entretenu par le patronat, l'ensemble de la presse et le clergé

[33] POCHNA (Marie-France), Bonjour, Monsieur Boussac, Paris, Robert Laffont, 1980, 395 p.
[34] L'Illustration économique et financière : 13 mars 1926.
[35] Gérard NOIRIEL parle de *"contrôle total"*" pour désigner la politique sociale des maîtres de forges du Pays Haut. Employer cette expression serait, me semble-t-il, exagéré pour désigner la nouvelle stratégie des patrons du textile vosgien après-guerre. (NOIRIEL (Gérard), Longwy, immigrés et prolétaires, Paris, P.U.F., 1984, 396 p.)
[36] La Lorraine ouvrière et paysanne : 4 octobre 1928.

catholique : dans les discours des hommes politiques, pendant les fêtes des mères de familles nombreuses, le foyer est partout valorisé.

- l'Église a elle aussi un rôle important : dans leurs sermons ou au catéchisme, les prêtres prônent la tempérance, la sobriété, l'amour du travail bien fait et le respect de l'autorité naturelle du patron. L'idée d'un "au-delà" après la mort, dans lequel les pauvres auront la première place, détourne également les esprits des réalités et des problèmes quotidiens.

La famille et l'Église font partie intégrante de cette politique sociale : apportant la stabilité, créant un "nid" dans lequel on oublie facilement ses difficultés, elles contribuent également à la dépolitisation de la classe ouvrière. Il ne suffit pas en effet de fixer la main-d'œuvre, encore faut-il que celle-ci soit imperméable aux idées révolutionnaires. Dans les années 1920, l'objectif est atteint : à Senones, aucune grève ne vient enrayer la marche des tissages et le parti communiste recueille à chaque consultation électorale moins de 5 % des voix !

Unir des ouvriers venus d'horizons divers autour de ces valeurs communes, créer un véritable "lavage de cerveaux collectif" : voilà le pari des industriels. L'appel à l'immigration n'est pas un choix dicté par le hasard. L'immigré n'a pas de passé et il n'existe que par son travail : en faisant venir des familles étrangères - italiennes, polonaises ou espagnoles - mêlées à une majorité de Français - eux aussi souvent déracinés -, on contribuera à faire naître une nouvelle classe ouvrière à laquelle on inculquera des valeurs communes[37].

B - L'arrivée des ouvrières "vénitiennes".

1 - Une main-d'œuvre privilégiée par les patrons du textile.

Au début des années 1920, alors que les usines sont rétablies, le problème de la main-d'œuvre se fait cruellement sentir d'autant plus que la loi de 1919 limite la journée de travail à huit heures. Chacun connaît le labeur difficile des fileuses et tisserandes pour de bien faibles salaires : les employeurs ont en effet depuis longtemps favorisé le recrutement de jeunes femmes auxquelles ils attribuent les qualités qui font les bonnes ouvrières : dextérité dans le maniement de fibres fragiles, résistance physique face aux "agressions" du milieu, obéissance au contremaître, facilité d'apprentissage en cas de changement de poste ou de machine. Dépendante d'un père ou d'un mari, l'ouvrière n'est jamais seule, mais membre d'une cellule familiale. Souvent très influencée par les préceptes de l'Église, elle est également totalement dépolitisée.

Les premières familles transalpines arrivent en 1924 dans la vallée du Rabodeau, à Senones, Moyenmoutier ou La Petite Raon. Le plus souvent, elles ont déjà une longue histoire migratoire derrière elles, ayant précédemment émigré en Autriche, au Piémont, en Lombardie ou en Alsace : là

[37] NOIRIEL (Gérard), Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980), Paris, P.U.F., 1984, 396 p.

encore, les flux sont spontanés et non encadrés par la S.G.I. Ayant appris par un parent ou un ami que l'on embauchait dans les Vosges dans de bonnes conditions, des familles entières, comprenant parfois une dizaine de personnes de tous âges, prennent la décision de quitter leur lieu de travail et de s'installer dans l'arrondissement. Venus sans aucun contrat de travail, ces ouvriers clandestins sont rapidement régularisés par la suite. Le rôle du contremaître est ici déterminant : de nationalité française, il représente pour l'immigrée la hiérarchie, la patron, celui qui punit si l'on fait mal son travail ou celui qui sait récompenser si l'on accepte de faire des heures supplémentaires. De cet homme dépend une grande partie du bonheur ou du malheur de l'ouvrière. Il sert également souvent d'intermédiaire entre l'administration et une famille qui ne sait pas parler français. C'est donc le contremaître qui remplit le contrat de travail permettant d'obtenir la précieuse carte d'identité, qui fournit le logement et avance les sommes destinées à acheter le nécessaire, poële à charbon, lits, vaisselle, nourriture.

2 - Une famille parmi d'autres : les Capra.

L'itinéraire de la famille Capra est bien représentatif du parcours de ces nouveaux immigrants. Originaires du petit village de Carzano, dans la province de Trente, ils quittent en 1922 une région ruinée et ravagée par les combats de la première guerre mondiale. Un des fils décide d'émigrer aux États-Unis, le reste de la famille part en Autriche, destination traditionnelle des *Trentini* : c'est à Hardt, petite ville industrielle du Vorarlberg sur les rives du lac de Constance, que les Capra trouvent du travail dans les filatures et tissages de laine. La crise économique touche pourtant durement le textile autrichien : devant la menace des licenciements et des réductions de salaires, la famille préfère quitter l'Autriche en 1924 pour se rendre en France où, dit-on, on recherche des ouvriers. C'est ainsi que les Capra arrivent à Senones en 1924 : il y a là le père et la mère, anciens agriculteurs, ainsi que six enfants, dont trois filles. L'aîné est âgé de 20 ans, la benjamine a deux ans à peine. Seuls quatre d'entre eux travaillent aux Manufactures. L'entreprise a fourni un appartement dans une cité ouvrière. S'ils n'ont aucune activité salariée, les parents, âgés de près de 50 ans, tiennent néanmoins un rôle fondamental : de type patriarcal, la famille reste le noyau central et stabilisateur de la vie quotidienne de ces montagnards. Si la mère tient la maison, le père gère le budget et ses enfants ont l'obligation de lui verser leurs salaires.

Le déracinement n'a pas conduit à un bouleversement des habitudes familiales : on continue à parler le dialecte du Trentin, on va à la messe le dimanche, on mange tous les jours la *polenta* et par les lettres envoyées au pays, on annonce que l'usine continue à embaucher et recherche particulièrement des Italiens. Les Capra deviennent ainsi sans le savoir les meilleurs agents recruteurs des "Manufactures" . En 1925, ils recueillent une jeune ouvrière tout juste descendue du train venant de Lyon : native d'un village voisin du leur, Torcegno, Carmela Sartorelli âgée de 16 ans, est aussitôt engagée à l'usine. L'année suivante, elle fait venir sa famille, sa mère, quatre de ses

La famille Capra à Senones vers 1925, originaire de Carzano dans le Trentin : les parents ont accompagné leurs enfants ; Ermenegildo, dont la photographie a été rajoutée, a émigré à Detroit aux États-Unis.

La famille Sartorelli en 1922, native de Torcegno dans le Trentin : la photographie a été prise à Hardt en Autriche. Celestina et ses cinq filles partiront trois ans plus tard pour Senones.

sœurs ainsi que son petit frère : l'entreprise lui a "généreusement" prêté 2 000 francs afin de payer les frais du voyage[38].

3 - Des ouvrières modèles ?

Les jeunes Italiennes sont considérées par les patrons du textile comme des ouvrières "modèles" :

- souvent très jeunes, elles bénéficient néanmoins d'une expérience professionnelle acquise en Autriche ou dans les grands centres industriels italiens. Elles se familiarisent très vite avec les nouvelles machines et supportent assez bien des conditions de travail épuisantes, bruit assourdissant, atmosphère chaude et humide pour préserver la qualité du coton. De plus, elles ont une bonne vue et leurs mains sont fines et lisses : venant toutes de la campagne, ces jeunes paysannes ont trait plusieurs centaines de fois les vaches et le contact du lait aurait adouci leur peau. Manié avec précaution entre leurs doigts, le fil ne peut se casser, et, si par malheur la chose arrive, l'ouvrière le remet en place d'un mouvement rapide, entre le pouce et l'index[39]. Payées au rendement, les "bambrocheuses" sont chargées de surveiller dans les filatures trois métiers et demi - soit 1400 broches - et s'occupent souvent de la formation des apprenties. De plus, elles sont très assidues et ne refusent jamais d'accomplir quelques heures supplémentaires : se lever très tôt le matin, être devant les grilles de l'usine à l'ouverture de 4 heures, travailler jusqu'à midi lorsqu'on est dans l'équipe "A", ce rituel quotidien, les immigrées l'accomplissent imperturbablement six jours sur sept au risque de souffrir d'anémie et de problèmes auditifs.

- les Italiennes offrent également toutes les garanties morales exigées. Fermement encadrées par des parents qui leur ont transmis leurs valeurs, elles ont appris à vivre avec peu et acceptent leur maigre salaire sans rechigner. Catholiques pratiquantes, elle n'ont aucune culture politique : elles savent simplement, d'après les dires du père ou du curé, qu'il faut se méfier des communistes et des francs-maçons qui, par leur propagande, détruisent la famille et remettent en cause l'ordre terrestre voulu par Dieu.

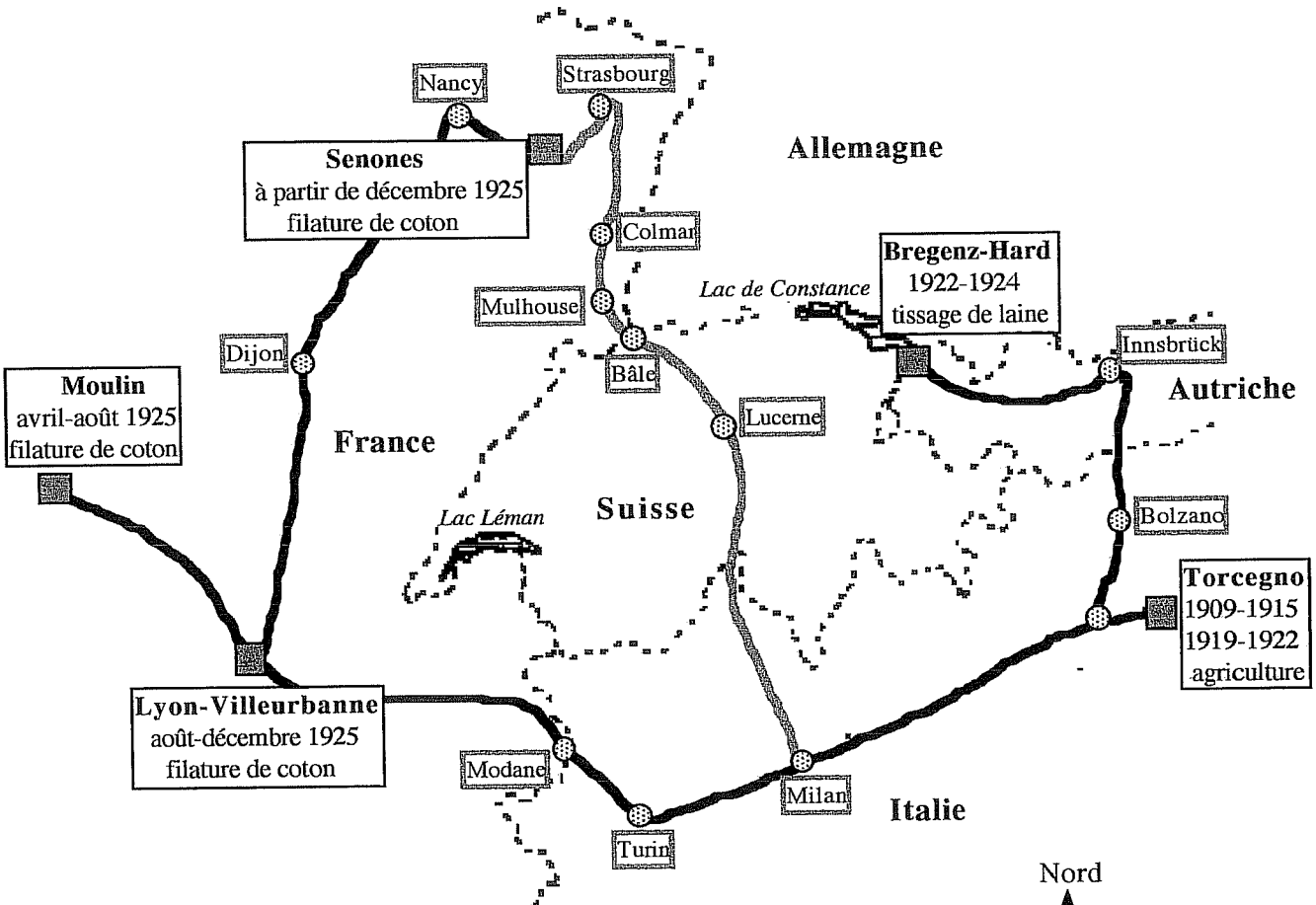
C - Un sort lié à celui de l'industrie cotonnière.

1 - En 1926, la prospérité.

En 1926, les ouvriers italiens de l'arrondissement sont près de 330 : à plus de 80 %, ils travaillent le coton, une trentaine étant employée à Gérardmer par la société "Linvosges". Cette main-d'œuvre, au trois quart féminine, a été recrutée par les grands patrons vosgiens, Boussac bien

[38] Entretien avec Carmela Guatelli, née Sartorelli : juillet 1995.
[39] Entretien avec un ancien ouvrier du textile, guide au musée du textile de Ventron : août 1995.

Parcours de Carmela Sartorelli, née à Torcegno en 1909, arrivée à Senones en 1925.



Échelle : 1 / 4 300 000ème

Légende :

Moulin
avril-août 1925
filature de coton : lieux où a séjourné Carmela Sartorelli (avec dates et activités).

Milan : villes traversées

: trajets suivis par Carmela Sartorelli.

: trajet suivi par sa famille venue la rejoindre en septembre 1926

sûr, mais aussi Laederich à La Petite-Raon, Amos à La Neuveville, Géliot à Plainfaing. Mais, à la différence des secteurs du bâtiment ou du granit, les Italiens sont loin d'être majoritaires. En 1926, les "Manufactures" emploient à Senones près de 700 personnes, dont 20 % d'étrangers. Contremaîtres, directeurs, secrétaires et comptables sont tous français. Les postes les plus pénibles sont réservés aux Polonais, aux Russes et surtout aux Italiens, ceux-ci représentant à eux seuls 15 % des effectifs totaux. Les ouvrières transalpines - les hommes étant là aussi très minoritaires - sont avant tout des jeunes femmes célibataires, de 27 ans en moyenne : plus de la moitié a moins de 25 ans et 12 %, moins de 16 ans ! Cinq ans plus tard, en l'absence de tout nouveau recrutement important, les Italiennes sont toujours près d'une centaine mais l'âge moyen dépasse cette fois-ci les 30 ans. En moins d'une décennie, elles ont fortement contribué par leur travail à faire de l'entreprise le plus important groupe textile français[40].

2 - En 1932, la crise.

Si 1932 apparaît comme l'"année noire" du textile vosgien, elle l'est aussi pour les Italiens : à partir de cette date, la crise de l'industrie textile touche durement l'arrondissement. A Saint-Dié, trois tissages font faillite devant la forte réduction de la demande et les autres entreprises sont obligées de réduire leur masse salariale pour ne pas subir le même sort. Les ouvriers de plus de 50 ans sont licenciés et les "rescapés" ne gagnent plus en 1934 que 280 francs par mois contre 520 cinq ans plus tôt. Le chômage frappe également les autochtones : en 1932, plus de 800 chefs de famille sont sans travail dans la sous-préfecture, ce qui avec l'ensemble des actifs femmes et enfants, représente 1400 personnes au moins. Les œuvres sociales des entreprises ont fermé : la baisse du niveau de vie est générale et la crèche municipale est surpeuplée. Ne recevant que 7 francs par jour, les chômeurs jardinent dans un petit lopin de terre et vendent leurs légumes au marché. Ils travaillent aussi en forêt pour confectionner des fagots. Beaucoup de familles choisissent de partir vers des régions moins défavorisées, l'Alsace ou la Franche-Comté : en 1934, Saint-Dié a perdu plus de 2000 habitants en deux ans et les chefs de famille sans emploi n'y sont plus que 180[41].

Fin stratège, Marcel Boussac a su passer ce cap difficile sans trop de dommages apparents, comme l'ensemble du textile déodatien : en 1936, les "Manufactures" emploient encore à Senones plus de 630 personnes, soit une baisse de seulement 9 % par rapport à 1931. Filatures et tissages tournent à plein régime et les réductions de salaires sont minimes. Le patron peut se targuer d'avoir préservé l'emploi dans son groupe : ce sont pourtant les étrangers qui ont le plus souffert des réductions d'effectifs.

Très lié aux milieux de la haute-finance et de la politique, le "patron" compte parmi ses proches Pierre-Étienne Flandin et André Tardieu, tous deux anciens présidents du Conseil. Bien

[40] A.D.V. : 6 M 465.
[41] La Gazette Vosgienne : 19 septembre 1934.

renseigné, le "roi du coton" a préféré produire et stocker en attendant des jours meilleurs. Il a su également saisir au bond les premières lois "xénophobes" pour se débarrasser de ceux qu'il avait recrutés dans les années 1920 et qui avaient été les piliers de l'essor et de la prospérité de l'entreprise. En janvier 1936, les premiers *"décrets de contingentement"* touchent l'industrie textile vosgienne : dans la vallée du Rabodeau, la main-d'œuvre étrangère ne pourra plus dépasser 9 % des effectifs, 7 % six mois plus tard, 5 % seulement dans le reste du département [42]!

La crise du début des années 1930 atteint profondément les ouvriers italiens : en 1936, ils représentent moins de 10 % des effectifs des "Manufactures" et leur nombre a baissé de moitié. Ces années sont avant tout marquées par la peur : peur d'être renvoyé et de perdre un emploi qui fait souvent vivre une famille entière, peur de ne plus pouvoir satisfaire les dépenses quotidiennes, peur surtout d'être expulsé. Plus que leurs compatriotes employés dans le bâtiment ou les carrières, les ouvriers d'usines souffrent de la dépression : la plupart des familles "vénitiennes" quitte la région sans attendre l'avis d'expulsion, cherchant ailleurs un emploi qui leur permettra de rester en France. Pour les ouvrières licenciées et mariées aux maçons et "graniteurs", la situation est moins grave : le salaire de l'époux permet de subvenir aux besoins immédiats.

L'époque où arrivaient par le train hommes et femmes de tous âges est bien révolue et la crise a fait "exploser" la famille patriarcale : les parents, las et nostalgiques, sont rentrés au village ; les garçons sont partis en Alsace ou travaillent aux carrières ; les filles se sont mariées avec des "étrangers", Français ou Lombards, et ne parlent plus le dialecte du pays. Plus stables, les Italiens peuvent désormais penser à se "fondre" dans le milieu d'accueil. La réussite du processus ne dépend pourtant pas seulement des conditions locales. Là encore, l'étude approfondie des régions de départs est nécessaire.

[42] La Gazette Vosgienne : 15 janvier 1936.

Chapitre 3 :

De nouvelles régions de départs.

Les années 1920 voient s'installer dans l'arrondissement des milliers d'Italiens dont la plupart viennent des mêmes régions que leurs prédécesseurs arrivés au début du siècle. Néanmoins, l'immigration de la "deuxième" vague est beaucoup plus riche dans sa composition professionnelle et dans ses origines géographiques : marquée par la continuité, elle l'est aussi par la diversité croissante des hommes et des femmes qui la composent.

I - Les émigrés : des paysans de l'arc subalpin.

A - Lombards, Piémontais, mais aussi "Vénitiens".

1 - Une plus grande diversité des villages de départs.

Comme avant-guerre, les Italiens qui émigrent dans les Vosges sont dans leur très grande majorité - à plus de 90 % - originaires des régions les plus septentrionales de la péninsule : les villages situés sur les collines et montagnes de l'arc subalpin représentent, comme par le passé, les principales zones de départs. Les migrants sont des hommes et des femmes très liés au monde rural, fils ou filles de paysans, et la grande ville représente un "monde" qui leur est totalement étranger. Les raisons qui motivent les départs sont nombreuses. Au premier abord, elles sont liées à la situation très difficile que traverse l'Italie de 1919 à 1922 : surpopulation, chômage important, montée du fascisme qui accède finalement au pouvoir. Mais elles dépendent surtout de conditions locales bien particulières : les Italiens qui s'installent dans l'arrondissement viennent tous de provinces et de villages qui ont une très vieille tradition d'émigration, vers la France certes, mais surtout vers l'Europe centrale et l'Amérique. Le facteur psychologique joue là un rôle déterminant : ceux qui partent obéissent autant à des habitudes décennales et parfois séculaires, qu'à leur instinct de conservation.

Suivant l'exemple d'un oncle ou d'un lointain cousin ayant fait fortune au Brésil ou aux États-Unis et dont on conserve pieusement la mémoire, beaucoup voient en l'émigration la seule possibilité d'échapper à la misère, et surtout de réaliser leurs désirs et leurs rêves les plus profonds. Émigrer, c'est se donner une chance importante de réussir sa vie, de posséder une terre, de fonder une entreprise, de ne plus dépendre de personne - père, patron ou curé -, bref d'avoir une vie meilleure et d'être totalement libre. Ceux qui partent sont souvent des hommes et des femmes tenaces et obstinés, dynamiques et entreprenants, ayant des projets précis qu'ils entendent bien concrétiser.

Les zones de recrutements se sont sensiblement déplacées :

- Lombards et Piémontais des provinces de Côme, Varèse et Novare, qui, avant-guerre, représentaient plus de 80 % des immigrés, gardent un poids numérique très fort dans l'arrondissement de Saint-Dié. En 1936, date à laquelle les Italiens se sont stabilisés, ces régions rassemblent encore plus de la moitié d'entre eux : les *Varesini,* forts de leurs implantations antérieures, restent les plus nombreux mais de nouvelles zones de départs apparaissent plus à l'est, dans les provinces de Bergame et Brescia.

- Les "Vénitiens" arrivent en nombre dans les années 1920 et, avec eux, une autre Italie, aux coutumes, dialectes et accents bien différents, plus attachée à la famille, rurale et soumise aux préceptes de l'Église. Ceux que, depuis Milan ou Turin, on appelle les "Vénitiens", viennent en fait de régions souvent ravagées par la guerre, dans le Trentin, le Frioul, des provinces de Vicence et Padoue surtout. L'émigration y est très forte depuis la fin du XIXème siècle, mais la France n'a jamais été une destination privilégiée : le "rêve américain" a poussé des milliers de familles paysannes à s'embarquer pour le "Nouveau Monde". Après-guerre, l'émigration "vénitienne" trouve de nouveaux débouchés vers la région lyonnaise, la Lorraine, le Sud-Ouest et la Belgique[1].

- l'Italie centrale et méridionale n'a que très peu de représentants en Déodatie : les "mineurs" perçant le tunnel de Sainte-Marguerite sont originaires des Apennins mais ne s'implantent pas dans les Vosges, certains marchands ambulants et maçons viennent de Toscane, de la province d'Arezzo principalement.

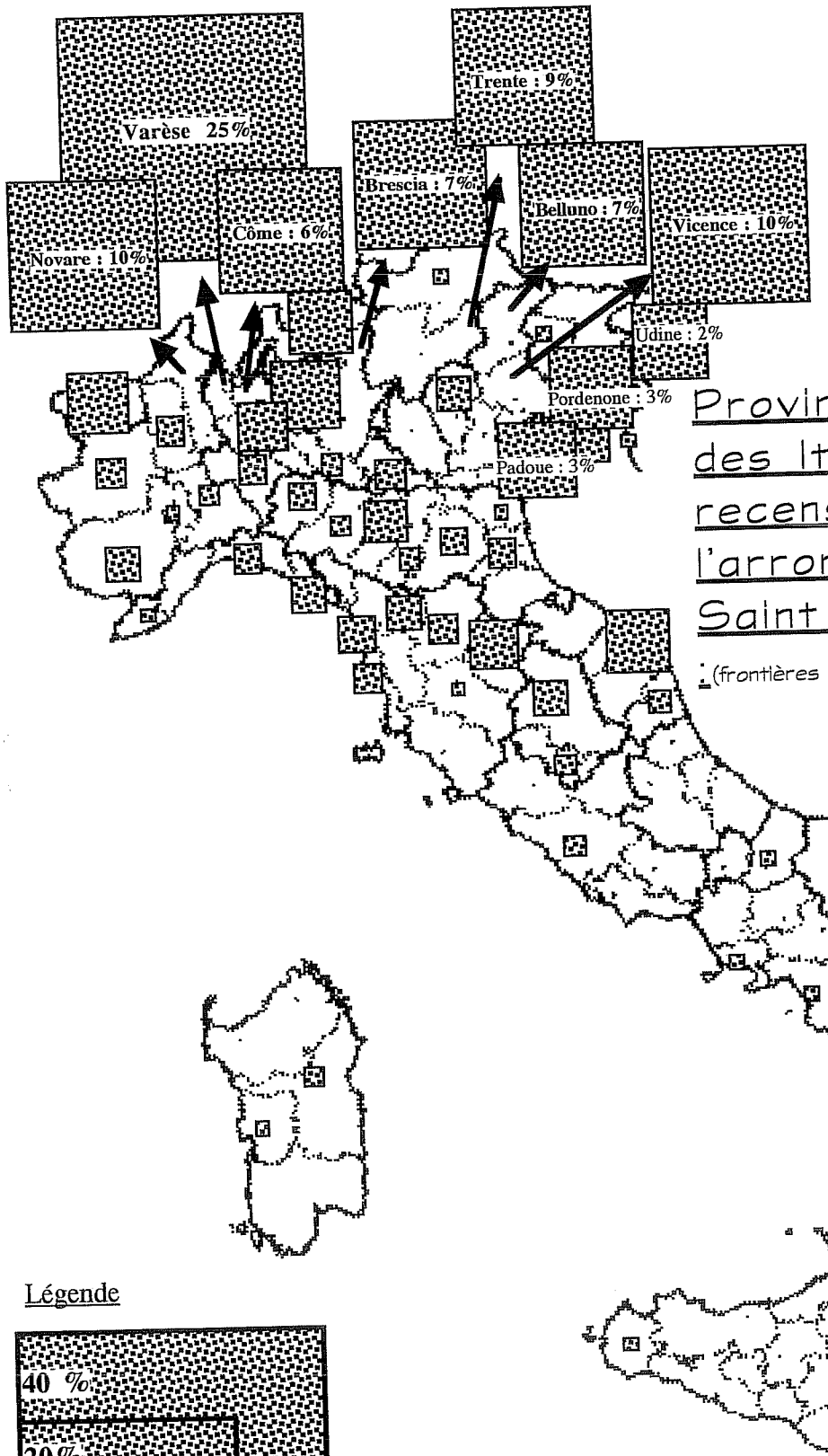
C'est donc de petites agglomérations situées au nord du Pô que vient la quasi-totalité des Italiens installés en Déodatie : du Val d'Aoste au Frioul, toutes les Alpes italiennes y sont représentées. Néanmoins, l'importance des provinces alpines n'est pas la même, et, dans chacune d'elles, le "bassin" de recrutement ne concerne en réalité que quelques communes. Dans le Trentin par exemple, région nouvellement rattachée au royaume, les immigrés sont presque tous des *Valsuganotti*, originaires de la vallée de la Brenta. Même constat pour la Vénétie où les petites villes de Pove, Monselice et Vescovana regroupent une grande partie des familles parties vers la vallée du Rabodeau.[2]

2 - Une forte spécialisation professionnelle.

La spécialisation professionnelle est une autre caractéristique remarquable de l'immigré italien : selon la région d'origine, celui-ci dispose d'un savoir-faire obtenu après une longue période de formation dont la réussite est grandement encouragée et facilitée par les traditions locales. Ce savoir-faire qu'il exercera plus tard à l'étranger est un atout majeur pour son intégration future : il lui permettra de vivre grâce à son seul travail et lui apportera une certaine reconnaissance.

Comme par le passé, les maçons viennent très souvent des provinces de Côme et Varèse

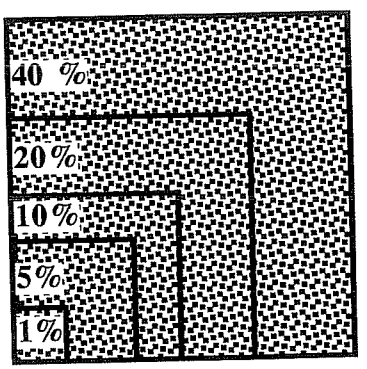
[1] L'adjectif "vénète" serait plus approprié, mais il n'est jamais utilisé à l'époque.
[2] A.D.V. : 6 M : toutes les communes de l'arrondissement (1936).



Provinces d'origine des Italiens recensés dans l'arrondissement de Saint Dié en 1936

(frontières et limites de provinces actuelles)

Légende



Nord

Échelle: 1/ 5 800 000ème

mais aussi du Frioul. "Graniteurs" et tailleurs de pierres sont originaires du Val d'Ossola et de plus en plus de Pove del Grappa en Vénétie. Ouvriers et surtout ouvrières de l'industrie textile se recrutent principalement dans le Trentin ou la basse vallée du Pô, au sud de Padoue. Le Val d'Aoste, quant à lui, envoie quelques domestiques de ferme. Certes, ces professions ne sont pas toujours très qualifiées, mais dans chacune d'elles, les immigrés italiens sont considérés par les employeurs français comme des spécialistes.

B - Aux racines de l'émigration.

1 - Crise de l'après-guerre et violences fascistes.

Si les origines de l'émigration sont d'abord liées à des réalités locales, elles s'insèrent également dans une situation plus générale liée à la vie économique et politique des États. A cet égard, la dépression qui touche l'Italie après la fin des hostilités contribue fortement à la reprise de flux migratoires interrompus depuis cinq ans. En 1919, aucune des régions d'émigration ne vit en totale autarcie : toutes ont souffert à des degrés divers du conflit qui s'est achevé l'année précédente, toutes vont souffrir également de la crise qui commence. Même dans les villages les plus enclavés, les conséquences de la guerre aggravent des conditions de vie déjà très précaires.

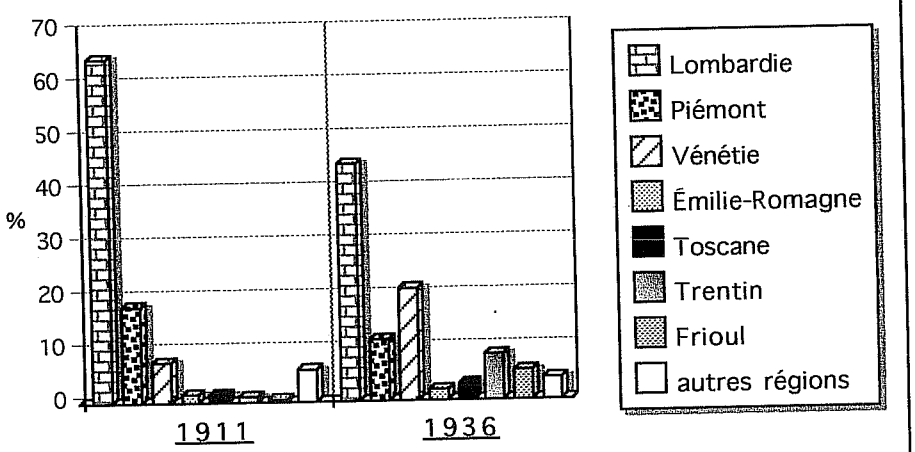
Le retour à la paix a porté un coup très dur à l'économie italienne : l'industrie du royaume doit s'adapter aux nouvelles conditions du marché et tenter de vivre sans les commandes de guerre. Pendant quatre années, l'État italien a appliqué une politique "dirigiste" afin de protéger les entreprises nationales : subventions et protections douanières ont permis aux patrons d'accumuler des profits colossaux. Désormais, le gouvernement est davantage préoccupé par l'énorme déficit budgétaire qui mine les finances du pays, déprécie considérablement le cours de la lire et renchérit les importations : les rentrées d'argent sont tombées au plus bas. Les dépenses restent par contre très importantes : blé américain afin d'éviter toute émeute de la faim, matières premières - charbon, fer - et produits manufacturés que le pays est encore incapable de produire. L'Italie subit en effet dans la douleur la mutation et la reconversion de son industrie de guerre en industrie de paix : la crise mondiale qui, à partir de 1920, touche les États-Unis puis le reste du monde, entrave considérablement les exportations. La situation économique conduit le gouvernement à adopter des mesures radicales qui lui valent l'impopularité des possédants mais aussi des plus humbles : hausse importante des impôts, multiplication des emprunts, émission massive de nouveaux billets qui entraîne une inflation galopante.

La dépression s'accompagne d'une grave crise sociale : ouvriers et paysans revenus à la vie civile et témoins des énormes profits réalisés par les possédants, se mobilisent localement contre le

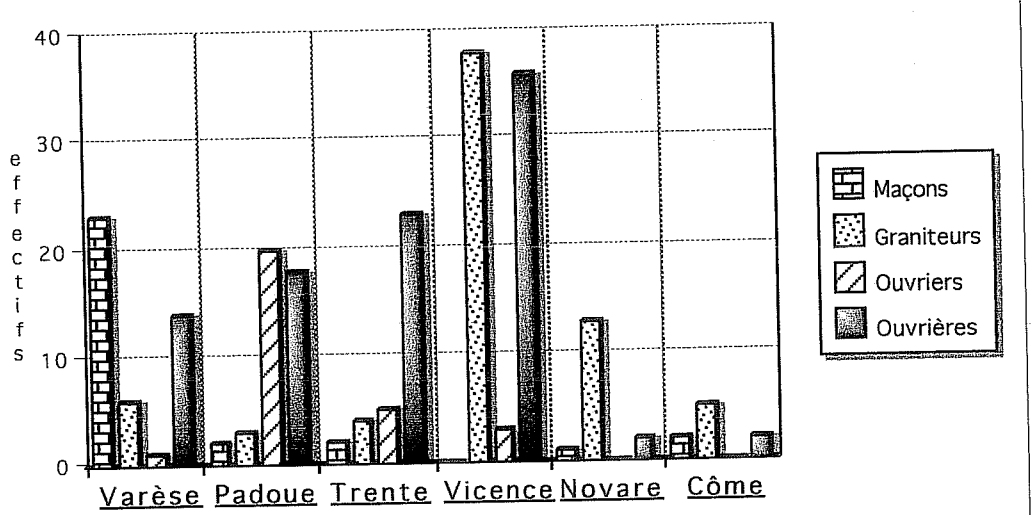
Origines et spécialités des Italiens ayant émigré dans la région de Saint-Dié (1919-1939) :

Provinces	Régions	Exemples de communes	Type d'immigration	Spécialités	Dates d'arrivée	Importance (%)
Varèse	Varesotto	Casale Litta	Masculine	Maçons	1875-1914;1920-1932	25
Vicence	Vallée de la Brenta	Pove	Familiale	"Graniteurs" et ouvrières	1895-1914;1924-1932	10
Novare	Val d'Ossola	Mergozzo	Masculine	"Graniteurs"	1895-1914;1924-1932	10
Brescia	Val Camonica	Prestine	Masculine	Maçons	1900-1914;1920-1932	7
Trente	Val Sugana	Torcegno	Familiale	Ouvriers d'usine	1924-1932	9
Belluno	Vallée du Cordevole	San Tomaso	Familiale	"Graniteurs"	1924-1932	7
Côme	Comasco	Binago	Masculine	Maçons	1875-1914;1920-1932	6
Padoue	Monts Euganéens	Monselice	Familiale	Ouvriers d'usine	1924-1932	3
Pordenone	Préalpes Carniques	Dogna, Osoppo	Masculine	Bûcherons, maçons	1920-1932	3
Aoste	Val d'Aoste	Quart	Familiale	Domestiques de ferme	1924-1932	2
Imperia	Riviera	Vintimille	Masculine et féminine	Employés d'hôtels	1900-1914;1920-1933	1

Régions d'origine des immigrés italiens en 1911 et 1936 :



Origines des immigrés italiens de Senones selon la profession (en 1931, par province).



chômage et la vie chère. N'acceptant plus les licenciements et la "dictature" patronale, déçues par un gouvernement qui n'a pas tenu les promesses de 1917 et conscientes du rôle important qu'elles ont joué pendant la guerre, les masses font entendre leur insatisfaction. Encouragés par l'exemple russe, les socialistes encadrent un mouvement qui doit permettre l'avènement de la "dictature du prolétariat". Les années 1919-1920 sont ainsi marquées par une grande agitation sociale : dans les centres industriels du nord, les usines sont occupées. A Milan, plus de 200 magasins sont pillés à l'automne 1919. Les campagnes ne sont pas épargnées : dans la vallée du Pô, fermiers et pauvres *braccianti* occupent les terres, s'organisent en coopératives, imposent leurs prix aux propriétaires. Le mouvement s'essouffle pourtant rapidement : au début de 1921, les chefs socialistes sont divisés sur la conduite à tenir. Face aux "réformistes" prônant une amélioration graduelle de la condition ouvrière, les "maximalistes" défendent l'idée d'une révolution prolétarienne sur le modèle bolchevik. Leur violence n'est cependant que verbale, et le gouvernement dirigé par le vieux Giolitti sait profiter des dissensions internes du P.S.I. : par de vagues promesses, en augmentant modérément les salaires, il laisse pourrir la situation. L'"offensive prolétarienne" a échoué ; ses acteurs, las et résignés, ont perdu toute confiance en la classe politique et en leurs chefs.

C'est alors qu'industriels et grands propriétaires terriens contre-attaquent : déçus par la passivité du pouvoir qui a laissé faire ouvriers-grévistes et paysans sans réagir, effrayés par l'idée d'une prise du pouvoir par les "rouges", ils songent fermement à instaurer une contre-révolution préventive qui les débarrassera une fois pour toutes de la menace communiste. Regroupés au sein de deux puissantes organisations, la *Confindustria* et la *Confagricoltura*, ils commencent dès l'automne 1920 à financer le jeune mouvement fasciste.

Benito Mussolini, son chef, ancien socialiste, en a modifié grandement le programme et le fascisme de 1921 ne ressemble plus beaucoup au groupuscule nationaliste de 1919 : désormais, le Parti National Fasciste ou P.N.F. respecte la propriété privée, l'ordre social, les possédants, tout en manifestant un anticommunisme virulent. Pendant un an, la "terreur blanche" s'abat sur l'Italie. Dans les usines, sur les grands domaines, les "chemises noires" incendient coopératives, maisons du peuple, sièges des journaux de gauche. Le règne de la matraque et de l'huile de ricin commence : dans la plaine du Pô, les *squadre* arrivent en camion, brutalisent, torturent, tuent parfois dirigeants socialistes et syndicalistes. La police ne réagit pratiquement pas, obéissant aux ordres du gouvernement : celui-ci prépare les élections législatives de mai 1921 et a trouvé dans le fascisme un allié de circonstance. Pendant la campagne électorale, les violences des *squadre* visent particulièrement les adversaires du Bloc National qui regroupe les candidats libéraux et conservateurs. La nouvelle Chambre ne dispose pourtant d'aucune majorité et les élections n'ont résolu aucun problème : à Rome, l'instabilité gouvernementale continue. Sur le terrain, il n'y a plus d'État. Mussolini pense tirer profit de la situation et ses troupes ont remplacé les autorités défaillantes. Il multiplie les manifestations de force : en mars 1922, 26 000 fascistes défilent à Milan,

capitale traditionnelle du socialisme italien ; à Ferrare et Rovigo, les "chemises noires" sont tout aussi impressionnantes. En octobre, après l'échec d'une tentative de grève générale, le *Duce* décide de faire marcher ses troupes sur Rome : ni l'armée, ni la police ne réagissent. Le roi cède et confie à Mussolini la présidence du Conseil. Pendant un an et demi, le fascisme multiplie violences et intimidations et tient à présent les rênes du gouvernement : en avril 1924, ayant largement gagné les élections par la terreur et la corruption, il dispose des pleins-pouvoirs[3].

2 - Le fascisme : un régime unanimement rejeté.

Les événements, qui en cinq années à peine, ont précipité l'Italie dans la dictature, marquent les mémoires : cette période est vécue très péniblement par ceux qui vont décider de s'exiler. Tous les futurs émigrés ont en effet connu des difficultés dans leur vie quotidienne : chômage, hausse des prix, carences alimentaires. La plupart ont également vu les violences fascistes et en ont parfois souffert : pour ces fils de paysans, le fascisme est d'abord un "produit" d'importation, une idéologie dont ils discernent mal les fondements mais dont ils ont vu les applications sur le terrain. Les "chemises noires" sont avant tout considérées comme des voyous échappés des villes : rentrant toujours en bande dans les cabarets, ils importunent les consommateurs et surtout les jeunes filles. Quand ils n'ont pas provoqué de bagarres, ils partent généralement sans payer. Dans les bals, ils s'en prennent aux jeunes gens du pays. Malheur à celui qui n'a pas salué leur drapeau et leurs insignes : il est immédiatement rossé.

La doctrine fasciste est également difficilement compréhensible et acceptable. Le nationalisme, par exemple, reste une notion assez vague pour des ruraux fortement attachés au *campanalismo* : il l'est d'autant plus quand leur province, et c'est le cas pour le Trentin, vient d'être rattachée au royaume. Protéger les grands propriétaires, alors que des milliers de *braccianti* sont sans terres et sans travail dans la plaine du Pô, c'est défendre l'injustice, le fort contre le faible. Sans être forcément des militants de gauche et sans réelle culture politique, les Italiens partant pour les Vosges sont dans leur très grande majorité antifascistes : ils ont connu l'ascension du mouvement après-guerre, et par la suite, ils entretiendront une étroite correspondance avec leur famille restée au pays.

Le fascisme est ainsi presque unanimement déconsidéré dès 1922. La haine du nouveau régime ne fait que s'accentuer par la suite et les griefs exprimés sont nombreux :

- les fascistes sont tous perçus comme étrangers au monde des campagnes. Repris de justice, ce sont des brutes, et leur chef, un brigand opportuniste et méprisable.

- parvenus au pouvoir par la force, ils ont confisqué la démocratie, supprimé les libertés, augmenté les impôts. Au mépris de toutes traditions locales, ils bouleversent la carte administrative,

[3] BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre), L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme, Paris, A. Colin, 1995, 367 p.

créent de nouvelles provinces, regroupent des communes, faisant disparaître la relative autonomie de petits villages de montagne.

- le fascisme, c'est la violence et c'est aussi la guerre : Mussolini affame le petit peuple pour construire une armée dont il devra bien se servir un jour. La guerre d'Ethiopie et l'intervention en Espagne seront plus tard fermement condamnées.

Quoique un peu simpliste, l'antifascisme de ces expatriés se base la plupart du temps sur des faits observés et non sur de vagues rumeurs : il s'agit avant tout de jugements personnels, dictés par le "vécu" de chacun et peu influencés par d'autres idéologies politiques contraires. Deux institutions échappent pourtant à la critique :

- la monarchie, tout d'abord, reste respectée : le roi Victor-Emmanuel n'est pas jugé responsable de l'arrivée au pouvoir des fascistes, ayant subi les événements plus qu'il ne les a provoqués.

- l'Église, ensuite, dont la doctrine n'a rien à voir avec celle du *Duce* : même après les accords du Latran, le Saint-Père est un homme écouté, voire vénéré.

Quittant l'Italie entre 1920 et 1926, les émigrés ont déjà derrière eux une histoire : celle d'hommes et de femmes ayant vécu une période troublée, souvent marquée par les privations et la violence. Outre leurs compétences professionnelles, ils ont aussi des idées politiques fermement ancrées : s'ils ne sont pas des militants, ils savent en tout cas ce qu'ils ne veulent pas retrouver en France, le chômage et la dictature. Ces deux fléaux qu'ils connaissent bien, ils feront tout pour ne plus les rencontrer à l'avenir[4]. Si le fascisme n'a pas été le facteur principal qui a conduit à l'exil, il a au moins été un puissant repoussoir, dans le *Varesotto* plus qu'ailleurs.

C - Le *Varesotto*, vieille région d'émigration.

1 - Un mouvement ouvrier décapité.

Région qui fournit à l'arrondissement de Saint-Dié la grande majorité de "ses" Italiens avant 1914, le *Varesotto* n'échappe pas à la crise qui secoue tout le pays après-guerre : en 1919, alors que depuis cinq longues années l'émigration est interrompue, les chômeurs sont légions. La Bourse du Travail de Varèse quadruple le nombre de ses adhérents : ils sont désormais plus de 15 000 à espérer trouver du travail rapidement, à manifester bruyamment dans la ville en mars contre le chômage et le coût de la vie. Ils viennent grossir les rangs des socialistes, apparemment plus forts que jamais. Le P.S.I. n'est pourtant qu'un géant aux pieds d'argile : il souffre tout d'abord de graves dissensions internes, entre "réformistes" et "maximalistes". Il est ensuite fortement concurrencé dans les campagnes par une nouvelle formation fondée par le prêtre sicilien don Sturzo, le Parti Populaire

[4] Entretiens avec plusieurs immigrés italiens de l'arrondissement (1992-2000)

Italien situé au centre-gauche. Aux élections législatives de novembre, si les socialistes remportent avec plus de 60 % des voix une victoire écrasante dans l'arrondissement, ils n'obtiennent que 4 sièges sur 11, tout comme le P.P.I. En septembre 1920, pourtant, leur succès semble total : ils enlèvent aux élections provinciales et municipales le conseil de la province ainsi que les mairies de Côme et Varèse. *"Désormais, le Varesotto est définitivement conquis à l'idée socialiste"*, titre pompeusement *Il Lavoratore Comasco*. L'enthousiasme s'estompe rapidement : la Révolution annoncée par tous n'arrive pas ; les chefs milanais prônent l'attentisme et les fascistes en profitent pour commettre leurs premiers forfaits.

Le *fascio* de Varèse est fondé en février 1921 : un mois plus tard, les affrontements entre ouvriers et *squadristi* font sept blessés pendant la campagne électorale. En mai, malgré les violences, les socialistes renouvellent leur succès de 1919 avec quatre députés élus. Les "chemises noires" multiplient pourtant les exactions et ne cessent de recruter de nouveaux adhérents : en juillet 1922, ils sont plus de 2 800 répartis en 21 sections dans toute la province. Aidés par leurs "camarades" milanais, ils répriment à coups de matraque la tentative de grève générale de l'été, et, pendant la marche sur Rome, investissent la mairie de Varèse, obligeant le conseil municipal à démissionner. Rapide, coordonnée et efficace, l'action des fascistes du *Varesotto* décapite complètement le mouvement ouvrier local. En 1923, les socialistes tentent d'organiser une manifestation le jour du 1er mai : c'est un échec total. L'année suivante, peu avant les élections législatives qui voient la victoire écrasante des partisans de Mussolini, 116 perquisitions sont effectuées et conduisent une centaine de militants derrière les barreaux. Sans connaître le même niveau de violence que la plaine du Pô, la région, autrefois bastion du socialisme-révolutionnaire italien, est tombée assez facilement sous la domination de quelques centaines de fascistes. Riccardo Momigliano, vieux chef historique de la gauche locale élu député en 1919, s'exile en Suisse. *Il Nuovo Ideale* cesse de paraître. Dans sa grande bonté, le Duce accorde l'*"autonomie"* à la région en créant la province de Varèse en 1927[5].

Binago n'échappe pas à la répression. En mai 1921, alors que des dizaines d'émigrés sont absents, la commune a voté à plus de 60 % pour les candidats du P.S.I. Le maire socialiste et la coopérative témoignent de l'ancrage "à gauche" d'une petite ville qui voit déferler les bandes fascistes en 1922. Celles-ci perturbent les réunions électorales, les bals et obligent les jeunes gens à boire de l'huile de ricin : *"Quelques fascistes ont maté l'orgueil des socialistes"*, note le prêtre de la paroisse[6]. Plus que jamais, l'émigration représente la seule solution pour bien gagner sa vie, sans peur des représailles.

[5] MENTASTI (Alberto), La vita politica varesina negli anni del primo dopoguerra, Tracce n°1, Varese, 1980.

[6] MISTO (Carlo), Notizie della parocchia di Binago, 10 p. dactylographiées.

2 - Partir pour échapper au chômage et à la répression.

Les maçons de la province bénéficient de grands avantages sur leurs concurrents bergamasques ou brescians : la proximité géographique d'abord, qui place Saint-Dié à quelques heures de train de Côme ; l'ancienneté des mouvements migratoires ensuite qui permet aux *Varesini* de disposer de solides "têtes de pont" grâce à leurs parents installés et naturalisés en Déodatie. Alors que les autres débouchés - l'Allemagne, la Suisse - se ferment à cause de la crise, le nord-est de la France devient la destination privilégiée des maçons. Les flux reprennent donc dès 1920 : l'installation de la dictature a introduit un élément nouveau et déterminant dans les choix futurs des saisonniers. Traumatisés par les violences dont ils ont parfois été les victimes, beaucoup ont déserté un pays qui n'a su leur donner ni pain, ni liberté. Ils décident de s'installer très tôt en France et d'y projeter tous leurs espoirs de réussite : le fascisme a ainsi provoqué la sédentarisation de centaines d'immigrés italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié.

II - De nouveaux venus dans les Vosges : les "Vénitiens".

A - Le Trentin, province au particularisme affirmé.

1 - L'émigration : une tradition déjà ancienne.

Contrairement aux *Varesini*, les "Vénitiens" sont de nouveaux venus dans l'arrondissement de Saint-Dié. Ils bénéficient eux aussi d'une longue tradition migratoire : beaucoup sont fils ou filles d'anciens émigrés et ont déjà travaillé à l'étranger. Les *Valsuganotti* du Trentin sont de ceux-là, et l'émigration est déjà pour eux une "vieille histoire".

Depuis le XIXème siècle en effet, le *Südtirol* qui dépendait alors de l'Autriche, voit s'expatrier des milliers de ses habitants chaque année. Là aussi, la croissance démographique entraîne la surpopulation des villages. En 1870, les autorités autrichiennes dénombrent plus de 350 000 âmes au Trentin : depuis le début du siècle, la population a pratiquement doublé. Les terres incultes sont mises en culture tant bien que mal et les propriétés subissent à chaque génération de nouveaux fractionnements : en 1900, les petites exploitations dominent. Dans ces montagnes, les paysans disposent en moyenne de 1,5 hectares de terre seulement : ils y pratiquent une agriculture vivrière traditionnelle, basée sur les produits de l'élevage, la culture du maïs et la récolte des châtaignes. Pendant longtemps, la région reste imperméable au capitalisme agricole qui prévaut dans la plaine du Pô toute proche.

L'administation autrichienne aggrave par toute une série de mesures la condition paysanne :

la promulgation du cadastre provoque par exemple une augmentation de l'impôt foncier qui touche désormais tous les petits propriétaires. La loi communale de 1866 grève le budget des petits villages en les obligeant à entretenir routes, ponts, digues et écoles, à rétribuer le prêtre, l'instituteur, le cantonnier, le garde forestier et à aider les pauvres. Chaque commune cherche donc à augmenter ses recettes en imposant lourdement les paysans, qui, souvent, faute de pouvoir payer l'impôt additionnel, versent leur dû en nature ou louent leurs bras lors de travaux saisonniers. De plus, le gouvernement de Vienne a besoin de soldats et rend la conscription obligatoire : à partir de 1868, tous les jeunes gens âgés de 20 à 36 ans doivent effectuer un service de trois ans, ou faire partie de la Milice, ce qui les oblige à accomplir des exercices militaires réguliers pendant une période de 12 ans. Tous les jeunes *Trentini* sont sous le contrôle des autorités et les colporteurs ont le devoir de rentrer au village pour quelques semaines chaque année, sous peine de perdre leur passeport et d'être sévèrement punis.

La défaite de l'Empire devant la Prusse en 1866 a également des conséquences très néfastes pour le Trentin puisqu'il est séparé de la Vénétie et de la Lombardie désormais rattachées au royaume d'Italie : la nouvelle frontière politique entrave considérablement la vente des produits agricoles de la région - viande et fromages essentiellement - du fait de l'établissement de barrières douanières. La vallée de la Brenta, qui drainait avant cette date l'essentiel du trafic, est désertée : les charretiers sont réduits au chômage, d'autant plus qu'en 1869, l'ouverture de la ligne ferroviaire du Brenner concentre toute la circulation des marchandises le long de cet axe nord-sud. Mis directement en concurrence avec les produits industriels autrichiens, les petits ateliers locaux - clouteries, soieries, fonderies - qui bénéficiaient autrefois du cloisonnement du marché, ferment les uns après les autres. La nature n'est également guère indulgente : la vigne et le ver à soie sont attaqués par des parasites, les inondations se multiplient, ravageant des villages entiers.

En vingt ans à peine, de 1870 à 1890, le Trentin a donc subi une crise terrible qui fragilise en profondeur son économie.

2 - Le mythe de *"La Merica"*.

C'est vers 1875 que commence le grand "exode" des *Trentini,* provoqué avant tout par les conséquences sociales de la crise : les petites communes rurales, surpeuplées et endettées, deviennent les meilleurs promoteurs de l'émigration. Quoi de plus profitable pour elles que de se débarrasser des plus pauvres à bon compte ? Elles incitent les paysans sans terre à partir avec femmes et enfants, leur payant le voyage, les faisant accompagner jusqu'à Gênes par le garde forestier ou le cantonnier. Mais très rapidement, la "fièvre" des départs touche également fils et filles des petits propriétaires, et ce ne sont pas seulement les plus miséreux qui partent. Le facteur psychologique a là une importance fondamentale et agit comme un puissant accélérateur.

La destination privilégiée des émigrants est l'Amérique du sud, l'Argentine et l'Uruguay

principalement. L'attrait du rêve américain se diffuse dans chaque foyer, attisé par la correspondance des "pionniers" qui s'y sont déjà installés et par de vagues témoignages : "*la Merica*" devient pour tous un véritable eldorado. Ici règnent la misère, le chômage, la pellagre, les impôts. Ici, la terre est rare et la liberté n'existe pas : l'armée peut à tout moment vous enlever aux vôtres ; au village, prêtres et gros propriétaires sont tout puissants, et, dans la famille patriarcale, le père dirige d'une main de fer ceux qui l'entourent. Là-bas au contraire, il n'y a ni taxes, ni service militaire, la terre est abondante et la liberté totale. L'Amérique concentre ainsi tous les espoirs et tous les rêves d'une vie meilleure : partout, sur la place du village, dans les cabarets, elle devient le sujet de discussion essentiel. Elle n'est plus vraiment un espace géographique, mais un concept largement idéalisé capable de résoudre tous les problèmes[7].

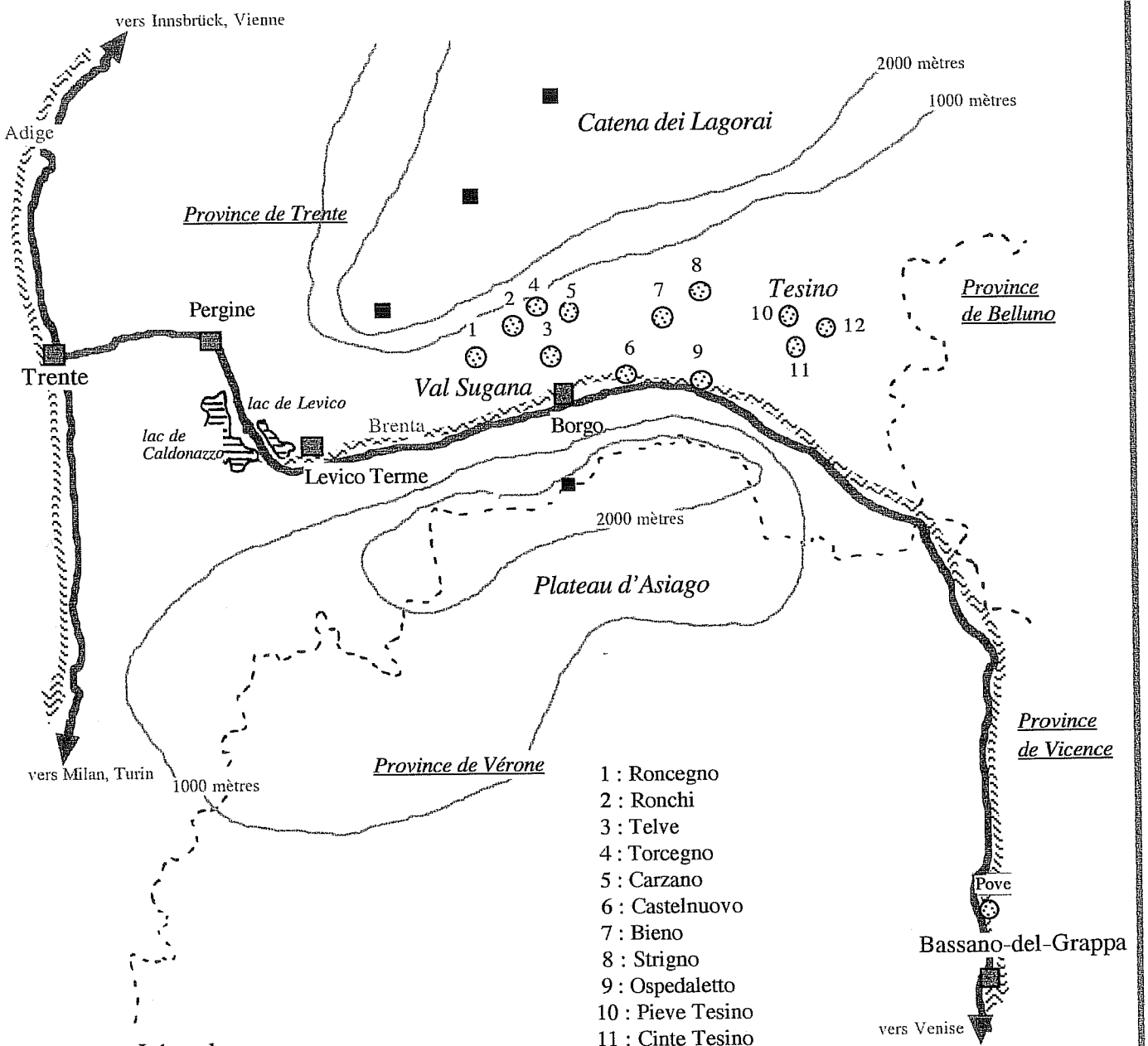
Très inquiètes de voir partir leurs fidèles les plus jeunes et les plus dynamiques, les autorités religieuses tentent d'abord de démystifier la triste réalité : *"l'émigration ne serait qu'une fièvre contagieuse. Ceux qui partent vendent leurs biens, dépensent leurs économies pour partir en Amérique. Trouver le bonheur au Brésil est une tromperie !"* écrit *la Voce Cattolica* en 1880. Cette *"frénésie"* condamne la famille traditionnelle fermement attachée à l'Église à un individualisme forcené qui n'aurait comme seul but que la recherche effrénée du profit et du bien-être matériel. Sans l'assistance de leurs prêtres, que deviennent ces émigrés perdus seuls dans la Pampa ? Font-ils toujours baptiser leurs enfants ? Ont-ils au moins une église pour prier et assister à l'office dominical ?

Très réticent au début, le clergé modifie pourtant sa position vers 1890 : si on ne peut convaincre les gens de rester au pays, on essaie au moins de les encadrer en les faisant accompagner par des prêtres afin de reproduire outre-Atlantique la société villageoise traditionnelle. On peut également étudier précisément les origines du phénomène afin de le freiner à l'avenir : dans sa *"Statistique de l'émigration depuis 1870"*, publiée à Trente en 1889, don Lorenzo Guetti établit un intéressant bilan démographique après deux décennies d'émigration massive. Pendant cette période, près de 24 000 *Trentini* se sont expatriés vers le Nouveau Monde, à 77 % en Amérique du sud. Plus des deux tiers sont des hommes définitivement installés et les rapatriés ne représentent que 8 % du total. La doyenneté de Borgo, qui correspond à la moyenne vallée de la Brenta, a été plus touchée que d'autres, puisque 9 % de sa population est partie en Argentine et en Uruguay : il s'agit le plus souvent ici de familles entières qui ont succombé au "rêve américain".

Pour don Guetti, il n'y a qu'un seul remède à l'exode : élever le niveau de vie de la classe paysanne et faire reculer la misère par l'union des petits propriétaires et le développement du système coopératif. Dès 1890, en effet, les prêtres s'impliquent dans la "question sociale" : ils sont les principaux promoteurs du développement des Coopératives rurales considérées comme une

[7] GROSSELLI (Renzo M.) ; Gabelle, militarismo ed altro. Alla radice del mito americano nel Trentino austriaco, in GRANDI (Carlo) (a cura di), Emigrazione : memorie e realtà, p. 217-239.

Villages d'où sont originaires les immigrés du Trentin :



concrétisation du message évangélique. En 1898, on compte dans le Trentin 60 *Casse rurali* regroupant plus de 20 000 membres. Mais le clergé est aussi le porte-drapeau de l'italianité de la région et milite activement pour son détachement du Nord-Tyrol germanophone : se défendant d'appartenir à tout mouvement irrédentiste ou garibaldien, don Guetti, élu député, revendique à la Diète d'Innsbruck, comme au conseil de l'empereur à Vienne, l'identité particulière et l'autonomie administrative de la région sans être réellement écouté. Tout comme leur "chef de file", les petits curés des villages de montagne ont une énorme influence sur leurs ouailles. Délivrant les sacrements, spécialiste des questions agronomiques et politiques, le prêtre est un homme influent et respecté qui a su souvent s'adapter aux mutations en cours.

Au début du XXème siècle, l'Église ne considère plus l'émigration comme une fuite aventureuse vers l'inconnu motivée par de bas instincts, mais comme un moyen de reproduire au loin une société traditionnelle idéalisée dans laquelle elle aurait une place primordiale. Émigration de conservation donc : avant chaque départ, le curé bénit les familles et marie les célibataires prêts à partir[8].

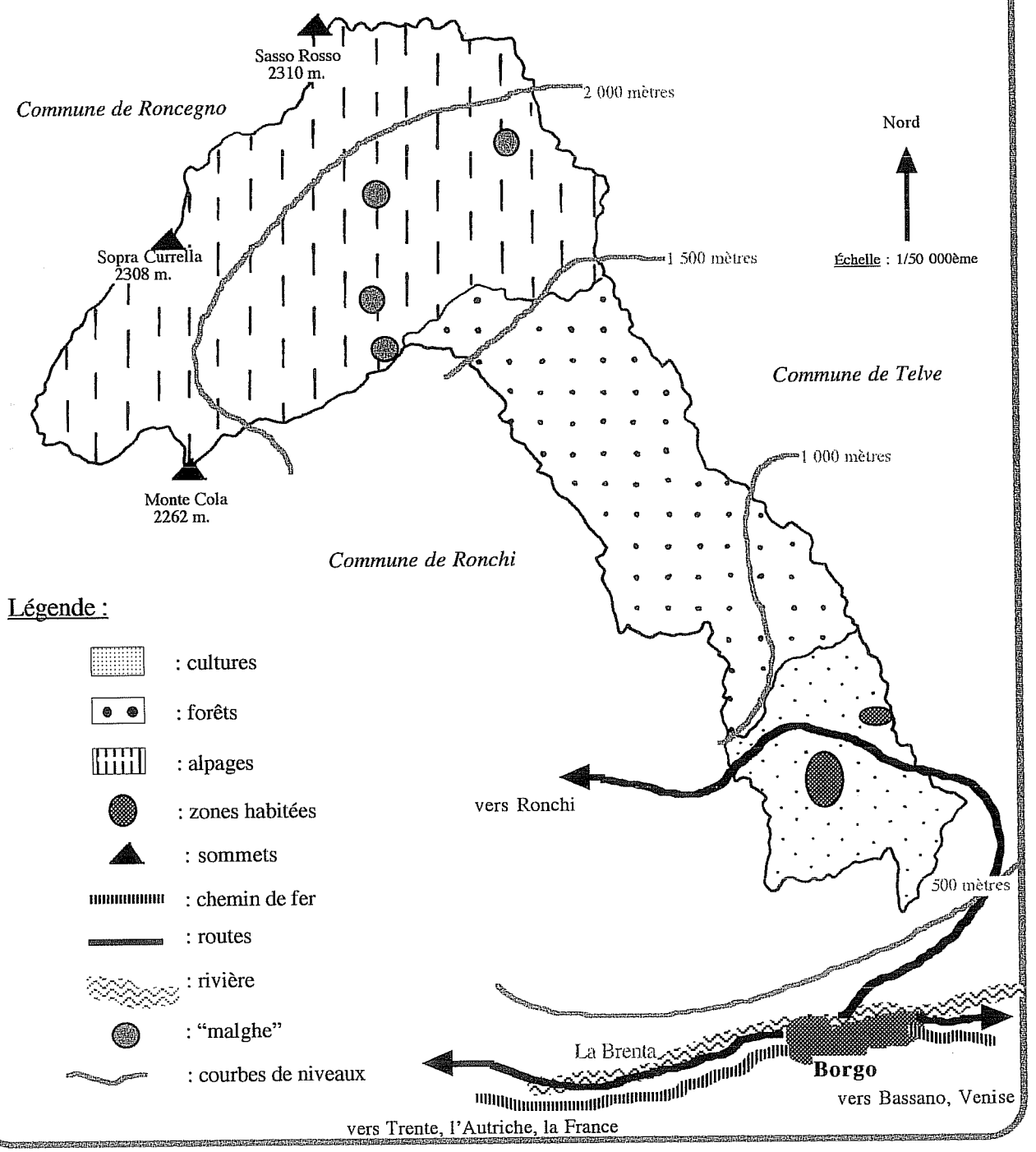
Même dans les vallées les plus reculées, le mythe de *"La Merica"* est présent dans tous les esprits : le bonheur existe au loin, lettres, témoignages et photographies le prouvent. En 1920, fils et filles de paysans sont donc préparés psychologiquement depuis leur plus jeune âge à quitter un jour leur terre natale. Plus que d'autres, la commune de Torcegno voit s'en aller bon nombre de ses enfants.

3 - Torcegno, village de la *Val'Sugana.*

Gros village de montagne situé à quelques kilomètres au nord de Borgo Valsugana, Torcegno abrite vers 1900 une population composée essentiellement de petits paysans et de quelques artisans. Le territoire communal, d'une surface de 1520 hectares, se divise en trois zones, chacune ayant un paysage et des activités humaines qui lui sont propres : autour du village, à environ 700 mètres d'altitude, se concentrent champs de maïs et petits jardins. Au-dessus de 1000 mètres, l'étage de la forêt commence ; à partir de 1500 mètres, s'étendent les alpages : comme dans toutes les régions alpines, l'économie locale se tourne vers l'élevage et l'exploitation forestière. Après la fonte des neiges au printemps, les troupeaux de bovins sont conduits dans les pâturages d'altitude. Dans les quatre *malghe* qui appartiennent à la commune, on prépare et affine le fromage qui sera vendu l'année suivante au marché de Borgo, dans la vallée. Plus bas, les paysans cultivent le maïs, élèvent quelques chèvres et fabriquent du charbon de bois. Cet équilibre, né au XVIIIème siècle, repose essentiellement sur une agriculture vivrière largement autarcique. Il est pourtant de plus en plus fragilisé par la forte croissance démographique qui, à partir du milieu du XIXème siècle, touche tout le Trentin : si en 1826, le village abrite moins de 800 âmes, les *Torcegnesi* sont près de 1300 au

[8] IMPERADORI (Luciano), Don Lorenzo Guetti : l'etica della solidarità, Trente, La Grafica, 1990, 280 p.

L'occupation de l'espace de la commune de Torcegno (province de Trente) au début du XXème siècle :



début du siècle suivant. Une telle augmentation s'explique avant tout par les progrès de l'hygiène et de la médecine, mais aussi par une scolarisation précoce encouragée par une administration autrichienne aussi tatillonne qu'efficace : depuis 1795 en effet, l'école est obligatoire à Torcegno dix mois par an. Vers 1860-1870, la surpopulation devient intolérable : la propriété se fractionne et le nombre de pauvres à la charge de la communauté ne cesse d'augmenter. Leur sort ne s'améliore guère avec l'instauration de la loi communale et de nouvelles mesures destinées à réduire le nombre de chèvres et de moutons : l'élevage du petit bétail, accusé de détruire forêts et plantations, constituait en effet pour les plus humbles une source de revenu importante. A partir de 1875, plusieurs familles quittent le village : privé de tout centre industriel, le Trentin ne peut les garder sur son sol et l'Argentine devient leur destination privilégiée. L'exode est encore aggravé par un climat capricieux : en décembre 1878, don Fausto Ceccato, curé d'une paroisse qui englobe les communes de Torcegno et Ronchi, établit un bien triste bilan :

"L'année qui se termine sera de triste mémoire. Le désespoir et la misère règnent dans notre pauvre village. Ce fut une année pluvieuse de très mauvais temps. Les gens sont sans bois pour se chauffer, sans paille pour l'écurie, sans argent, sans aliment, et pour la plupart, privés de crédit. Heureusement, le blé est bon marché et les bêtes se vendent bien. Ce fut une année sans maladie : il y eut 31 morts et 68 naissances mais plus de 50 personnes partirent en Amérique à la recherche d'un meilleur sort. Là aussi, peu de bonnes nouvelles nous parviennent"[9] .

En effet, les lettres envoyées par ces "pionniers" à leurs parents restés au pays sont lues et commentées sur la place du village, au cabaret et à l'église : chacun connaît ainsi la vie que mènent les émigrés outre-Atlantique, à commencer par le curé. Celui-ci note scrupuleusement les informations qui lui parviennent et suit avec anxiété le sort de ses paroissiens expatriés. Luigi Dalceggio, par exemple, est parti avec sa femme et ses quatre enfants : *" En 1893, il fut assassiné par une blessure au ventre et est mort seul, sans assistance religieuse à Salto Orientale, dans la préfecture de Montevideo"*[10].

A la fin du siècle, près de 70 *Torcegnesi* ont quitté leur terre natale pour la Pampa : après quelques années difficiles, la plupart s'y sont solidement implantés, possèdent terres et bétail et affichent vers 1900 une réelle réussite sociale. Les photographies qu'ils envoient sont accrochées dans la pièce principale au-dessus de la cheminée. A chaque repas, le contraste est saisissant entre les deux mondes et chacun en a pleinement conscience : pour nous, la polenta et des vêtements rapiécés ; pour eux, de la viande tous les jours, des costumes de velours et de splendides toilettes. Le mythe de *"La Merica"* contribue à accélérer le mouvement des départs qui, jusqu'en 1914, ne sont pourtant pas toujours définitifs : étant sûrs d'être accueillis par un frère ou un cousin, certains pères de familles s'embarquent seuls à Gênes pour travailler quelques temps en Amérique. Guido

[9] CANDOTTI (Giulio), Torcegno, ieri e oggi, Lentiai, Commune di Torcegno, 1996, 790 p.
[10] A.C. : Torcegno 1893.

Sartorelli, par exemple, père de cinq enfants, se rend deux fois à Buenos-Aires et y fabrique des briques.

Pour ces émigrants temporaires, une autre destination moins lointaine est désormais accessible en ce début du siècle : recherchant des ouvrières pour travailler dans ses usines textiles, le Vorarlberg recrute de plus en plus de *bombasi* occupés à la filature et au tissage de la laine. A Bludenz ou Thüringen, les *Torcegnesi* sont 142 vers 1900, dont 88 femmes.

Avant 1914, l'émigration imprègne donc tous les esprits : né dans la crise des années 1870, ce phénomène ancien s'appuie sur de solides réseaux relationnels dans lesquels les solidarités familiales et communautaires gardent un poids très fort. Mais au XXème siècle, alors que le spectre de la misère s'éloigne, il est davantage considéré comme un moyen "naturel" et habituel d'améliorer son quotidien et celui de sa famille : ceux qui partent au loin ne sont jamais des mendiants loqueteux et tous possèdent une terre et une maison. Rapportant au village les sommes gagnées à l'étranger, ils rendent également la surcharge démographique plus supportable pour ceux qui restent : grâce à l'émigration, temporaire ou définitive, l'équilibre autrefois rompu entre population et ressources est enfin retrouvé.

4 - Après 1918, nouveaux départs de *Torcegnesi.*

Pendant cinq ans, Torcegno est très durement touché par les combats opposant Autrichiens et Italiens. En 1914, les mobilisés rejoignent fidèlement leurs régiments avant d'aller combattre les Russes en Galicie. Avec l'entrée en guerre de l'Italie commence pourtant le calvaire des civils : dès mai 1915, l'armée autrichienne fait transporter une partie de la population en Bohème, dont le curé, don Guido Franzelli, jugé trop "italianiste". Mais les 800 habitants qui ont refusé de partir sont évacués par l'armée italienne en 1916 vers Milan et l'Italie centrale. Situé sur la ligne de front, le village est entièrement détruit par les bombardements. En 1919, un spectacle de désolation s'offre aux réfugiés qui rentrent d'un long exil : forêts, champs et maisons sont dévastés ; 26 soldats et 89 civils sont morts. La reconstruction se fait pourtant rapidement grâce à l'arrivée de dizaines de maçons lombards et à l'aide financière du gouvernement italien. En 1920, le village renaît et don Franzelli peut fonder la Coopérative rurale qui lui est chère : en une décennie, la commune a perdu le tiers de ses habitants. On ne peut plus réellement parler de surpopulation : loin d'être marginalisée, l'émigration reprend de plus belle[11].

De 1921 à 1926, 88 personnes, soit près du dixième de la population totale, quittent Torcegno. Moins d'un quart d'entre elles se rendent vers l'Autriche et l'Argentine, destinations privilégiées de l'avant-guerre. Le Vorarlberg et la Pampa ne sont plus aussi attractifs. En 1922, on embauche encore à Bregenz ou Hardt ; trois ans plus tard, les usines ne tournent plus que deux jours par semaine du fait de la très grave crise qui touche tout le pays et qui restreint considérablement les

[11] CANDOTTI (Giulio), Torcegno, ieri e oggi.

débouchés. L'Argentine subit, elle, une petite récession provoquée par la baisse des importations nord-américaines. Les *Torcegnesi* doivent élargir leur horizon migratoire : le sud du Brésil attire plusieurs dizaines de personnes venues travailler dans les plantations de café ; en Europe, la France et la Belgique deviennent aussi leurs nouvelles destinations. Dans le Bas-Rhin, comme dans les Vosges, les usines à peine reconstruites ont grand besoin d'ouvrières qualifiées. Trois familles quittent le village en 1925 et 1926, prennent le train pour Strasbourg via Milan : elles sont accueillies par une fille ou un fils parti en "éclaireur" un an plus tôt, qui les conduit ensuite à Moyenmoutier ou Senones.

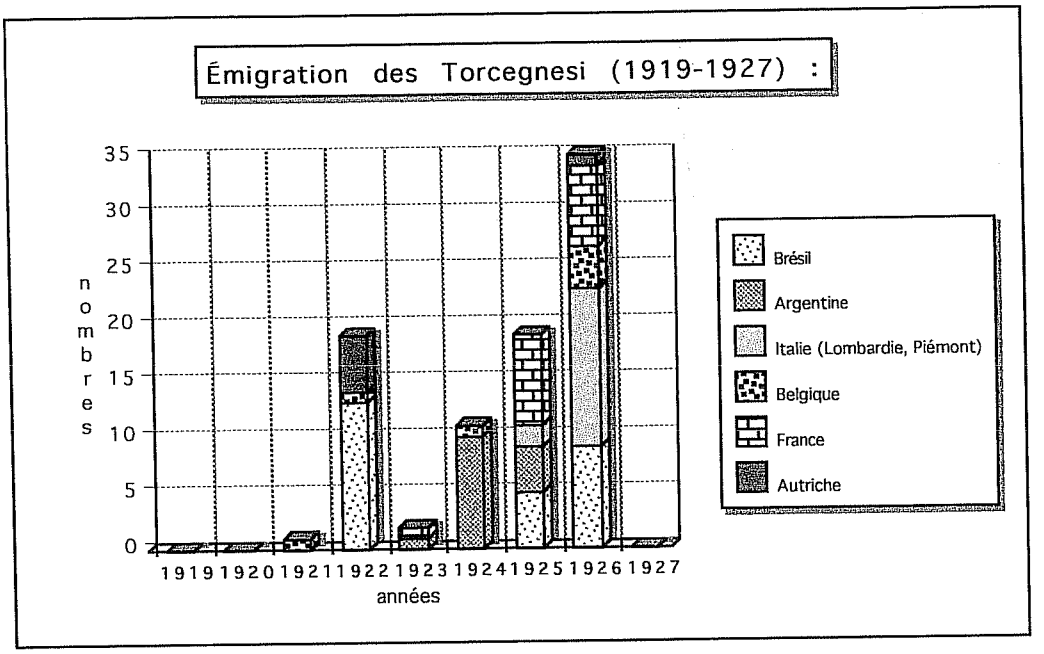
Qu'il s'agisse de l'Amérique ou de l'Europe, l'émigration garde toujours son caractère familial : c'est par groupes de plusieurs personnes, hommes et femmes de tous âges, que ces villageois partent au loin. Le noyau constitué par la famille patriarcale reste, comme par le passé, l'élément protecteur de base de la société rurale et malgré la distance, on entend bien ne rien changer aux habitudes ancestrales. Émigration de conservation là aussi que l'on croit temporaire : avant de partir pour la France, le père n'a rien vendu et possède toujours son *maso*, quelques vaches, ses champs confiés à la garde d'un de ses enfants. Il a donc la ferme intention de revenir rapidement pour s'installer définitivement au pays et y mourir, vivant du petit capital accumulé à l'étranger grâce au travail de ses filles.

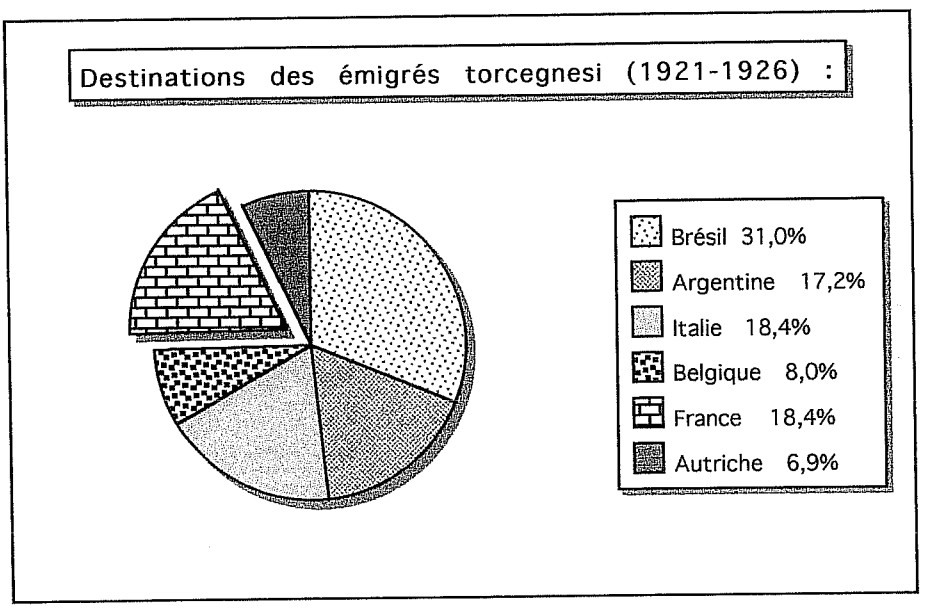
Les motivations des migrants *torcegnesi* obéissent autant à des facteurs psychologiques qu'aux réalités économiques et politiques du moment. Rattaché à l'Italie en 1919, le Trentin subit en quelques années une refonte totale de ses lois, de sa monnaie, de son administration. Faiblement industrialisé, il souffre moins que d'autres régions de la crise de l'après-guerre puisque Torcegno voit arriver l'électricité dès 1924. Les violences fascistes, qui se concentrent plutôt dans le Haut-Adige germanophone, y sont également plus rares. La dictature de Mussolini suscite pourtant une opposition sourde et profonde : les *Trentini* peuvent en effet faire le deuil de leurs aspirations autonomistes. Le *Duce* supprime les libertés publiques, augmente les impôts, interdit les vieux journaux catholiques, regroupe les communes : en 1928, Torcegno et quatre autres villages sont rattachés à Borgo et perdent par là-même leurs mairies et leurs employés municipaux. Au cours des élections législatives de l'année suivante, plus d'un quart de l'électorat de la nouvelle province s'abstient, contre un dixième à peine pour l'ensemble du royaume[12].

S'ils n'éprouvent aucune sympathie pour le fascisme, considéré là aussi comme un "produit d'importation" nuisible, s'ils ont peu souffert du chômage et de l'inflation, les émigrants partent d'abord parce qu'ils sont sûrs de trouver ailleurs de meilleures conditions de vie. Il ne s'agit pas de fuir un pays dominé par un dictateur honni mais de quitter temporairement un village que l'on aime afin d'y revenir un jour plus riche, pour y vivre l'esprit tranquille, à l'abri du besoin.

La réussite exceptionnelle d'un oncle "argentin", qui, après quelques années de dur labeur, a

[12] BENVENUTI (Sergio), Storia del Trentino, vol.1, Trento, Edizioni Panorama, 1995, 237 p.


Émigration des Torcegnesi (1919-1927) :
35
30
25
20
15
10
5
0
nombres
1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927
années
Brésil
Argentine
Italie (Lombardie, Piémont)
Belgique
France
Autriche


Destinations des émigrés torcegnesi (1921-1926) :
Brésil 31,0%
Argentine 17,2%
Italie 18,4%
Belgique 8,0%
France 18,4%
Autriche 6,9%

acheté une *estancia* sur laquelle paissent des centaines de bovins, agit comme un puissant "propulseur". Oubliant ceux qui sont morts là-bas dans la misère, ceux qui ne sont toujours que de simples *gauchos*, ceux qui sont revenus au village sans un sou en poche, les émigrants veulent avant tout changer de vie. Si les Vosges ne ressemblent pas au "Far West" de la Pampa, elles représentent une destination beaucoup plus proche, plus sécurisante, moins aventureuse. Au recensement de 1931, les Torcegnesi sont officiellement 912 : pourtant, seules 844 personnes résident au village ; les autres sont *"établies à l'étranger"*[13].

B - Dans la "Plaine", d'autres émigrés.

1- Tailleurs de pierre *povesi.*

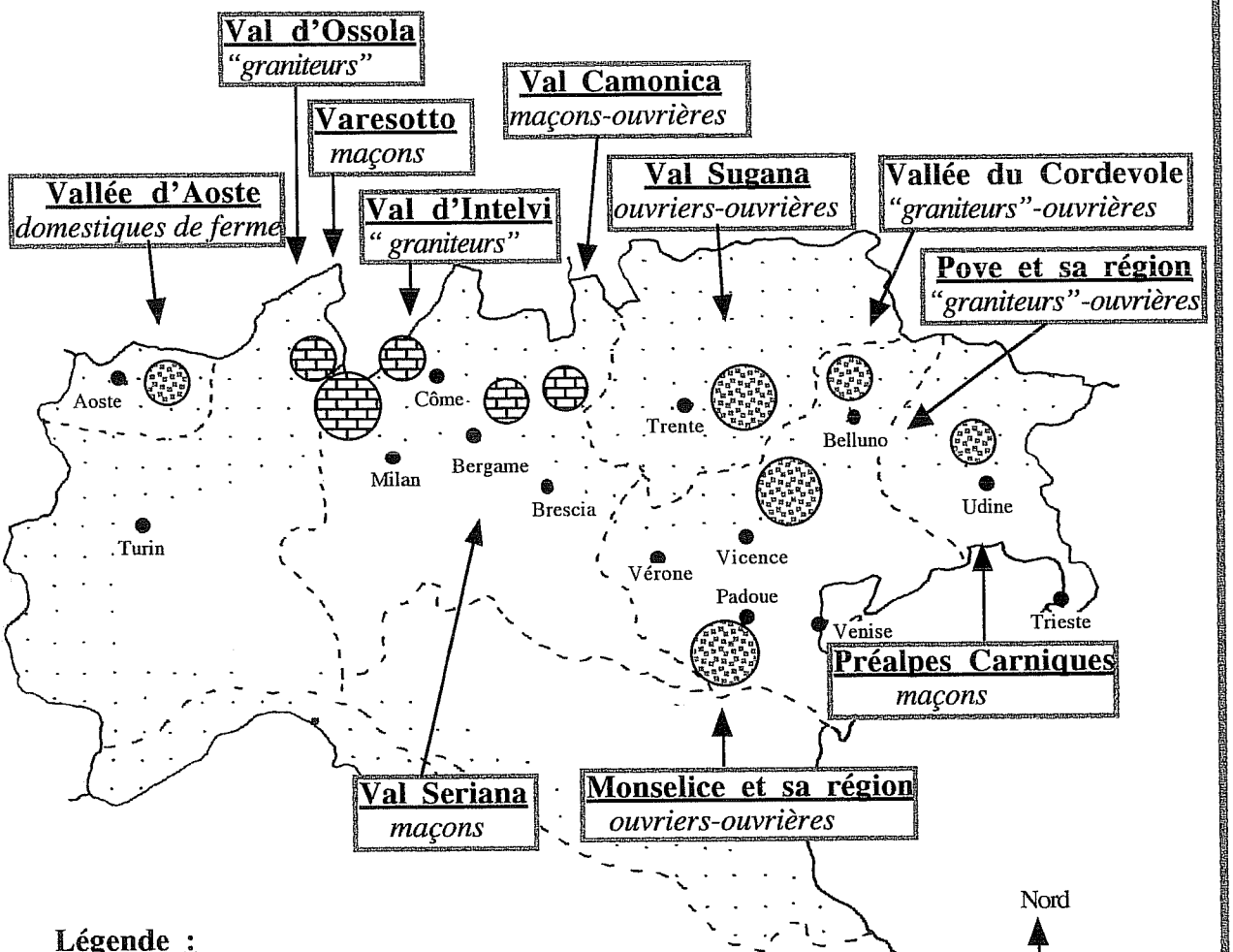
Non loin des montagnes du Trentin, la plaine vénitienne a donné elle aussi de nombreux émigrés à l'arrondissement de Saint-Dié. Les Vosges sont une destination nouvelle pour ces hommes et femmes employés dans les usines textiles ainsi que dans les carrières. L'exemple de Pove del Grappa est unique : entre cette petite ville et le canton de Senones s'est établi un fort courant migratoire. En 1936, les *Povesi* y sont près d'une centaine et se sont apparemment très bien intégrés.

Cette réussite, ils la doivent avant tout à leur spécialisation professionnelle et à leur grand savoir-faire : à Pove en effet, on est tailleur de pierre de père en fils depuis quatre siècles et chacun connaît les chefs-d'œuvre réalisés par de glorieux anciens dont on conserve le souvenir. Disposant de plusieurs carrières de marbre de couleurs différentes, la commune a vu naître des "dynasties" de *scalpellini* : les familles Caron, Zanchetta, Andolfatto, Fusaro, Marcadella ont exercé leur "art" dans tout le nord de la péninsule. Dès le XVIème siècle, la pierre retirée des flancs de la montagne est comparée au marbre de Carrare : le *"biancon di Pove"* est abondamment utilisé pour construire les villas vénitiennes. Au début du XIXème siècle, 35 ateliers de tailleurs et sculpteurs travaillent d'arrache-pied dont celui d'Antonio Bosa, disciple du Canova. Avec d'autres *Povesi*, le *"maître"* réalise les 26 statues de l'*Ala Napoleonica* sur la place Saint-Marc, représentant dieux et empereurs, selon une commande de Napoléon Ier. Devenu professeur de sculpture à l'Académie de Venise, il contribue à diffuser le néo-classicisme italien dans toute l'Europe.

Dans la deuxième moitié du siècle pourtant, une grave crise touche la petite cité : l'appauvrissement de la noblesse vénitienne provoque la baisse des commandes et réduit l'activité des tailleurs de pierre. L'enthousiasme qui suit le rattachement au royaume d'Italie en 1866 est de courte durée : les gisements s'épuisent et les affaires ne reprennent pas. La commune décide donc d'ouvrir de nouvelles carrières, mais les routes qui y conduisent se dégradent rapidement et leur

[13] CANDOTTI (Giulio), Torcegno, ieri e oggi.

Régions d'origine des immigrés italiens installés dans l'arrondissement de Saint-Dié (1919-1939) :



Légende :

- - - - - - - : limites de régions administratives

Val Seriana *maçons* : région et spécialisation professionnelle des émigrés

: vieille région d'émigration vers la Déodatie, foyer important

: vieille région d'émigration vers la Déodatie, foyer secondaire

: nouvelle région d'émigration vers la Déodatie, foyer important

: nouvelle région d'émigration vers la Déodatie, foyer secondaire

: régions montagneuses, situées à plus de 500 mètres d'altitude

Échelle : 1/ 3 850 000 ème

accès est de plus en plus dangereux. L'ouverture de la gare de Bassano en 1877, à quelques kilomètres au sud, fait espérer le retour de la prospérité : par le train, le transport des sculptures sera plus rapide ce qui permettra d'ouvrir de nouveaux débouchés. En fait de pierres, le chemin de fer transportera surtout des émigrants : en effet, de plus en plus de *Povesi,* forts d'une expérience multiséculaire, choisissent de partir à l'étranger pour y exercer leurs talents. Ceux qui restent disposent d'un bureau postal qui leur est spécialement réservé : à tout moment, ils peuvent être appelés par un parent travaillant en Autriche ou en Allemagne, et, jusqu'à leur retour, leurs enfants vivent au pensionnat communal.

En 1914, les expatriés doivent rentrer au pays : non loin de la ligne de front, Pove accueille à partir de 1915 les soldats italiens chargés de mener l'offensive contre l'ennemi autrichien solidement retranché sur le Monte Grappa. Deux ans plus tard, un contingent français arrive dans la ville. La situation des civils est des plus précaires : devant les difficultés de ravitaillement, la disette s'installe et la municipalité fait construire par les 250 chômeurs qu'elle a mobilisés, le cimetière et les baraquements de la troupe. La fin des hostilités marque le début d'une grande agitation populaire : en 1920, plus de la moitié des chefs de famille sont sans travail. Depuis un siècle en effet, le nombre d'habitants a doublé et les *Povesi* sont désormais plus de 2500. Les carrières, surexploitées, dangereuses et peu rentables, sont progressivement abandonnées. Protestant contre le manque de pain, le chômage et les profiteurs de guerre, la Ligue Socialiste regroupe la grande majorité des ouvriers de la pierre : elle organise en mai 1920 une grande manifestation qui débouche sur une véritable émeute dirigée contre les notables de la ville et l'administration communale. Face à la misère et à la décadence irrémédiable de leur "gagne-pain", plusieurs familles décident dès 1922 de quitter la ville, d'autant plus facilement que le train s'arrête désormais à Pove.

Ne possédant ni terres ni maisons, les émigrants n'ont qu'une seule richesse : leur savoir-faire. Alors que les débouchés traditionnels vers l'Europe centrale se sont fermés, il leur faut trouver d'autres destinations. Beaucoup s'embarquent pour l'Australie, d'autres partent pour l'Amérique ou la Suisse. C'est pourtant vers la France que la plupart se dirigent. En Normandie, certains taillent les pierres de la basilique consacrée à Sainte-Thérèse de Lisieux. Au pays, ils ont appris par des camarades installés avant-guerre dans les vallées de la Moselotte et du Rabodeau que les patrons-granitiers du lieu recherchaient des ouvriers pour tailler croix, pavés et bordures de trottoirs. Certes, le granit n'est pas le marbre et une auge de fontaine représente une "œuvre" bien frustre pour ces "descendants" d'Antonio Bosa. De plus, ils seront dirigés là-bas par des Piémontais *ossolani* ou des Comasques *intelvesi* pour qui ils n'éprouvent guère de sympathie. Mais faisant taire leur fierté légendaire, les *scalpellini* de Pove arrivent par dizaines dans les Vosges avec femmes et enfants : tous y deviennent des "graniteurs" habiles et respectés[14].

[14] SIGNORI (Franco), Storia di Pove e dei Povesi, Bassano del Grappa, Comitato per la storia di Pove, 1985, 361 p.

2 - Ouvriers *padovani.*

Plus au sud, dans la basse plaine du Pô, d'autres émigrants quittent à la même période une terre qui n'est plus capable de les nourrir. Ils ne disposent pourtant pas de la spécialisation professionnelle des *Povesi* et ne sont que d'humbles fermiers et métayers. Ces paysans sont originaires pour la plupart de quelques gros bourgs situés au nord de l'Adige, dans la province de Padoue. A Vescovana, Granze, Cinto Euganeo et Monselice, non loin des collines Euganéennes, la terre est riche, et, depuis longtemps, l'agriculture prospère. Depuis le milieu du XIXème siècle, les grands propriétaires, acquis aux idées du capitalisme, ont modernisé les techniques agricoles, irrigué les champs, imposé la culture des céréales et l'élevage des cocons. Disposant d'un terroir fertile, bien relié aux grands centres de consommation par les routes et le chemin de fer, les agrariens bénéficient également de la présence d'une main-d'œuvre abondante et peu exigeante composée de paysans pauvres : la croissance démographique exerçant une pression toujours plus forte sur la terre, métayers et fermiers sont obligés d'accepter des contrats de location qui leur sont toujours plus défavorables, pour le plus grand profit des possédants. En l'absence de tout centre industriel proche, la surpopulation provoque un appauvrissement généralisé d'autant plus qu'à partir des années 1880, les importations massives de céréales des "pays neufs" provoquent une chute des prix et un chômage croissant. Cette rupture des équilibres traditionnels entraîne la prolétarisation accélérée du monde rural : plusieurs familles choisissent alors de partir, en Autriche, en Bohème et surtout au Brésil, dans la région de Sao-Paulo.

Après 1918, la situation empire : à Monselice, qui abrite alors près de 15 000 habitants, les prix ne cessent d'augmenter et la corruption est généralisée. L'installation d'un détachement militaire et d'un hôpital de campagne n'arrange rien et le va-et-vient constant des camions dégrade routes et chemins. Témoins des profits réalisés par leurs propriétaires pendant la guerre, les petits paysans commencent à s'agiter et espèrent une amélioration de leurs conditions de vie. Les mesures promises en 1917 par un gouvernement alors aux abois tardent à venir et on n'attend plus grand chose de l'État : il faut désormais ne plus compter que sur ses propres forces et s'unir contre les "affameurs". Monselice devient très vite un bastion socialiste, non loin de Rovigo, fief de Giacomo Matteotti : aux élections de 1919 et 1921, le P.S.I. recueille près de la moitié des voix, écrasant les libéraux et surtout les "Populaires". L'agitation sociale est grande dans les campagnes et dégénère souvent en affrontements : les chefs socialistes, qui ont établi leur "quartier général" à l'auberge "*Stella d'Italia*", font barrer toutes les routes et ne laissent circuler que ceux disposant des laissez-passer établis par leurs soins. Réclamant la *"location collective des terres"*, les paysans occupent les propriétés et refusent de nourrir les bêtes. Devant la carence d'un État qu'ils jugent responsable de tous leurs malheurs, redoutant avant tout un partage de leurs biens, les agrariens ne tardent pas à réagir, regroupant, finançant, armant les premières *squadre* : en octobre 1920, Monselice devient le théâtre de la première expédition punitive fasciste contre des dirigeants socialistes. Six mois plus tard, un

"faisceau de combat" naît officiellement dans la ville. La rapidité et la grande violence des "chemises noires" écrasent le mouvement d'occupation des terres. Aux élections de 1924, c'est le *Listone* présenté par Mussolini qui obtient 47 % des voix, ne laissant à ses adversaires de gauche qu'un tiers des suffrages[15].

Victimes des brimades et des coups, désabusés devant la victoire des "riches" sur les "pauvres", n'espérant plus grand chose d'un pays qui a sombré dans la dictature, des dizaines d'hommes et de femmes s'expatrient pour l'Amérique ou la France. Beaucoup ne sont plus prêts à travailler pour leurs "tortionnaires" dans les mêmes conditions qu'autrefois : après avoir vendu le peu qu'ils possédaient, ils prennent le train pour Padoue afin de rejoindre le port de Gènes ou la gare de Modane. Ces paysans n'ont pourtant aucune spécialisation professionnelle reconnue : ceux qui partent dans les Vosges, attirés par des lettres de parents déjà installés, sont recrutés par l'industrie textile. Après une rapide période de formation, les *Padovani* deviennent d'excellents ouvriers aux "Manufactures de Senones".[16]

C - Régions de départs plus marginales.

1- Les collines du Frioul.

Non loin des grandes zones de départs, d'autres régions ont également donné à la Déodatie des "spécialistes". Parmi elles, le Frioul représente une province à l'identité bien particulière. Rattaché tardivement au royaume d'Italie en 1866, il perd par là-même une bonne partie de ses débouchés traditionnels qui lui permettaient auparavant d'écouler vers l'Europe centrale ses produits agricoles, maïs, cocons, bétail. Au nord, la montagne tournée principalement vers l'élevage et les activités forestières, souffre particulièrement des nouvelles conditions économiques. Les productions agricoles des collines adossées aux Préalpes Carniques, sont directement concurrencées par les grandes exploitations vénitiennes. Aggravée par la crise des années 1880, la surpopulation devient rapidement insupportable, surtout dans la zone centrale où les densités dépassent les 100 habitants par kilomètre carré : ici, les ressources proviennent uniquement du travail de la terre, et les petits propriétaires vivent très difficilement la chute des prix agricoles. Le début du XXème siècle voit une partie de la population de la région "descendre" des hautes-terres de l'arrière-pays vers un littoral beaucoup plus dynamique, et surtout vers le port de Trieste en pleine expansion. Certaines familles n'hésitent pas à s'y embarquer pour l'Amérique du sud et, entre 1910 et 1914, plus de 40 000 Friouliens quittent annuellement le royaume. Ceux qui restent exercent, pour la plupart, une seconde activité qui leur apporte un complément de ressources indispensable[17]. A Osoppo,

[15] Collectif, Monselice, commune de Monselice, 1994, 691 p.

[16] Entretien avec Aldo Primo et son épouse, natifs de Monselice, anciens ouvriers aux "Manufactures" : septembre 1995.

[17] VALUSSI (Giorgio), Le regioni d'Italia : Friuli-Venezia Giulia, Torino, 1961, 519 p.

Spilimbergo ou Travesio, gros bourgs situés aux pieds des montagnes, les hommes sont très souvent maçons ou mosaïstes : en mars, ils partent par groupes vers le nord, construire des maisons et embellir des palais en Roumanie ou en Russie. De retour en novembre, ils passent l'hiver au pays et permettent à leurs familles de vivre très convenablement. Ouvriers d'élite ayant reçu une longue formation, ces émigrés saisonniers doivent pourtant rentrer précipitamment en août 1914 par bateau depuis la Mer Noire.

La guerre ruine là aussi la région : sur le Tagliamento ou la Piave, les combats ont été furieux entre Italiens et Autrichiens. En 1922, la reconstruction est à peu près terminée et les flux saisonniers peuvent reprendre : plus que jamais en effet, ils deviennent nécessaires dans la zone des collines où les conditions de vie se détériorent, du fait de la crise et des violences fascistes. Mais l'Europe orientale, destination traditionnelle des Friouliens avant-guerre, est également en proie à de graves bouleversements politiques et économiques. L'émigration saisonnière doit trouver de nouveaux débouchés et les maçons partent à présent vers des régions qui leur sont totalement inconnues : le nord de la France, les Ardennes et la Lorraine dévastées, accueillent ces hommes venus remettre maisons et cités ouvrières sur pied. Depuis Udine, le voyage en train est interminable et il ne faut pas manquer les correspondances. De plus, les montagnes vosgiennes restent la "chasse gardée" des Lombards de Varèse, Côme ou Bergame. Parlant le furlan, étrange dialecte aux accents slaves difficilement compréhensible pour leurs compatriotes, les Friouliens sont peu nombreux à émigrer dans les Vosges et à s'y installer : dans les années 1930, on n'en recense qu'une soixantaine dans l'arrondissement de Saint-Dié[18], tous maçons ou bûcherons.

2 - Au nord de Bergame, la *Val Seriana.*

Dans la province de Bergame, la *Val Seriana* est, elle aussi, une vieille région d'émigration : depuis le XVIIIème siècle, la vallée fournit aux grandes villes européennes des maçons habiles et réputés. Au début du XXème siècle, elle subit le poids de la croissance démographique qui morcelle les propriétés : son petit artisanat rural souffre de la concurrence des industries de la plaine. Plus au nord, l'économie montagnarde est gravement menacée : les déboisements intensifs ont provoqué une érosion parfois catastrophique et les activités traditionnelles déclinent fortement. Élevage bovin, production fromagère, exploitation forestière, sériciculture aux techniques archaïques sont désormais en crise et les *Bergamaschi* désertent leurs montagnes pour gagner les villes situées plus bas, là où l'industrie cotonnière est florissante. Milan représente un centre de plus en plus attractif pour ces fils et filles de paysans et de bûcherons attirés par la vie citadine. L'émigration saisonnière est également très forte : si les charbonniers partent en Savoie, maçons et terrassiers choisissent la Suisse où ils percent les tunnels, construisent maisons et voies ferrées. Le "Comité des Forges" vient également pour recruter des mineurs afin d'extraire le minerai de fer à Jœuf et Homécourt.

[18] Entretiens avec Lino Lenuzza, maçon frioulan : 1994-1995.

Après la guerre, la France devient la principale destination des ouvriers du bâtiment de la *Val Seriana*, principalement dans le Nord - à Valenciennes et Anzin surtout - et dans la région parisienne où ils se regroupent à Aubervillers[19]. Les Bergamasques sont par conséquent peu nombreux dans les Vosges puisque l'on ne compte qu'une dizaine de familles dans la région de Saint-Dié en 1936.

3 - Le Val d'Aoste menacé par l'industrialisation.

Au Val d'Aoste, c'est la même crise des activités rurales traditionnelles qui provoque l'exode de nombreux paysans. Dans ces montagnes frontalières de la France, l'après-guerre et la victoire du fascisme ont une répercussion particulière. Saisonnière au début du XXème siècle, l'émigration conduit les fils de paysans valdôtains à partir pour la Savoie voisine ou la Suisse romande. Mais à partir des années 1920, le phénomène prend une nouvelle ampleur. Arrivé au pouvoir, le gouvernement de Mussolini promet de respecter le particularisme de cette région très attachée à sa culture francophone, sans lui accorder pourtant un statut d'autonomie. Cependant, alors que les zones montagneuses gardent une économie traditionnelle tournée vers l'élevage, les vallées commencent à s'industrialiser : filatures et tissages de coton, usines sidérurgiques et métallurgiques, fabriques de textile artificiel, toutes ces entreprises à capitaux piémontais et lombards, sont attirées par le faible coût de l'énergie hydro-électrique. En moins de dix ans, elles transforment le Val d'Aoste et amènent avec elles plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers vénitiens : la main-d'œuvre locale, très attachée à son mode de vie et à son indépendance, répugne à travailler dans l'univers clos et assourdissant de la grande industrie. Cela satisfait également le régime fasciste qui peut à bon compte "italianiser" la région, "diluer" la culture locale et briser toute velléité autonomiste. Dans les années 1930, il entreprend une politique beaucoup plus radicale : il entrave l'enseignement de la langue française et modifie les noms des communes.

Voyant leur identité menacée, leur terre "envahie" par des usines renfermant des ouvriers italiens qu'ils ne comprennent pas, les paysans valdôtains subissent également le déclin de l'agriculture montagnarde. Grâce au chemin de fer et aux routes, la région est ouverte sur la plaine du Pô et les produits agricoles du reste de la péninsule - maïs, fromages, viande - concurrencent rudement les productions locales. De plus, la croissance démographique accroît la précarité de la vie de ces petits propriétaires : pour leurs enfants, il faut désormais choisir entre l'usine ou l'émigration. Dans les années 1920, alors que le Val d'Aoste voit s'installer plus de 30 000 immigrés, 25 000 habitants partent définitivement pour la France ou la Suisse : la plupart s'installe à Genève ou dans la banlieue parisienne[20] .

Dans la région de Saint-Dié, ils sont peu nombreux, quelques dizaines tout au plus : à la

[19] BERTOQUY (Pierre), Un type d'émigration alpine italienne : l'émigration bergamasque, Revue de Géographie Alpine, 1934, pages 415-469.

[20] COSSARD (Italo), Histoire et géographie de la vallée d'Aoste, Quart, Musumeci Éditeur, 1988, 122 p.

différence de leurs "compatriotes" italiens qu'ils ne côtoient pratiquement jamais, ils ne disposent d'aucune qualification autre que celle du travail de la terre. Émigration de conservation là aussi : ces familles louent dans les Vosges terres et fermes abandonnées afin de reproduire le mode de vie traditionnel des villages alpins. Cultivateurs ou simples domestiques de fermes, les Valdotains, francophones, aux noms français, natifs de communes que tous les Vosgiens croient françaises - Quart, Saint-Vincent, Châtillon - se "fondent" rapidement et facilement dans le milieu d'accueil. Si des tuiles, plates et rouges, ont remplacé les "lauzes" d'ardoise sur leurs toits, le déracinement a été préférable au travail à l'usine.

L'arrondissement de Saint-Dié voit ainsi arriver dans les années 1920 des Italiens venant de toutes les provinces de l'arc alpin : ainsi, l'éventail des zones de départs est beaucoup plus large qu'au début du siècle. Entre ces immigrés, les points communs sont nombreux : ce sont tous des ruraux, fils ou filles de paysans, qui ont souffert d'une surpopulation aggravée par la crise économique des années 1919-1922. La plupart a vécu l'ascension du fascisme, les violences des *squadristi* et n'éprouve aucune sympathie pour le régime mussolinien. Le plus souvent, le déracinement n'a pas représenté un traumatisme : venant de vieilles régions d'émigration, préparés mentalement depuis l'enfance à partir pour un "ailleurs" dans lequel la vie sera meilleure, ces Italiens sont venus dans les Vosges, en autonomie complète, après en avoir décidé librement. Il s'agit donc d'hommes et de femmes responsables et qualifiés, aptes à prendre des décisions sans la tutelle de l'État ou d'une régie patronale. Néanmoins, des différences notables existent entre eux : *Trentini, Varesini*, Vénitiens, Valdotains, Friouliens ne se comprennent pas toujours, ont des coutumes, des idées politiques et une spécialisation professionnelle différentes, ce qui doit faciliter leur intégration future. Avant d'arriver en France, chaque émigré a ainsi une histoire personnelle qui l'a "forgé". Contrairement à ce que croient État, administration et employeurs, il n'est pas un être sans passé ni pensées, malléable à merci, à qui l'on peut inculquer facilement des normes nouvelles.

Chapitre 4 :

Des

immigrés “modèles”.

Les années 1928-1934 correspondent à l'installation et au début de l'enracinement des Italiens dans l'arrondissement. Tous les facteurs semblent réunis pour faire d'eux des "exemples" d'intégration réussie, prêts à se fondre dans la masse des autochtones selon les vœux des gouvernements français. Certains, à force de travail et de ténacité, ont pu acquérir une réelle aisance matérielle et forment une petite élite professionnelle presque totalement assimilée, qui force le respect. Pour la première fois, l'Italien a "bonne presse" et apparaît comme un immigré "modèle".

I - Une excellente image de marque.

A - Un climat politique nouveau.

1- Pour le gouvernement, favoriser la "fusion" des Italiens.

L'intégration des Italiens est favorisée par un grand nombre de facteurs qu'ils ne maîtrisent pas. Jusqu'en 1934, ils bénéficient d'une excellente image de marque que s'empressent de diffuser livres et journaux. L'époque du mauvais garçon semble bien révolue : celle du brave travailleur père de famille commence.

Les gouvernements français de l'après-guerre considèrent en effet les Transalpins comme des "étrangers modèles". Alliés pour combattre le "Boche" de 1915 à 1918, les deux peuples sont désormais unis par l'histoire et par une civilisation commune. Parmi tous les étrangers installés en France, l'Italien est considéré comme le plus proche des mœurs et coutumes françaises, avec les Belges et les Suisses. Les Slaves sont jugés "moutonniers", trop habitués à obéir à leurs anciens maîtres russes ou allemands, abrutis par une discipline imbécile. Indochinois, Maghrébins et Noirs ont une image encore plus négative : d'une "race" différente, ils sont totalement inassimilables.

Cette vision raciale et "différentialiste" est presque unanimement partagée dans les années 1920 : si les *"indigènes"* de l'Empire colonial ne peuvent devenir des citoyens français du fait de leurs trop grandes différences culturelles et "biologiques" avec les Français "de souche", les Transalpins doivent s'intégrer facilement dans leur nouvelle patrie[1]. Dans sa thèse de géographie, *"Les étrangers en France"*, publiée en 1932 et considérée à l'époque comme une référence, Georges Mauco énumère leurs nombreuses "qualités" : *"D'un tempérament latin, individualistes, les Italiens ne développent pas l'esprit de groupement et d'association si favorable au conservatisme national. Ils préfèrent moins de confort et plus d'indépendance"*. En page 337, une photographie vient illustrer la démonstration de l'auteur et sa légende est sans équivoque : *"Une belle famille italienne*

[1] BANCEL (Nicolas), BLANCHARD (Pascal), De l'indigène à l'immigré, Paris, Découvertes Gallimard, 1998, 128 p.

immigrée dans l'Isère. Types d'Italiens du Nord, robustes et travailleurs"[2].

L'assimilation : tel est l'objectif recherché par les gouvernants dans les années 1920. Il ne s'agit pas seulement d'encourager la venue de travailleurs mais également de favoriser l'installation de familles en vue d'une assimilation future dans la société française. Un pays qui vient de perdre plus d'un million de ses enfants - presque tous jeunes travailleurs ou étudiants -, où les mutilés ne se comptent plus et dans lequel les familles ne font qu'un ou deux enfants, est condamné à vieillir et à régresser sur la scène internationale. Sans apport "extérieur", la France risque de devenir d'ici peu une puissance de second rang face à une Allemagne qui songe déjà à la revanche. L'immigration n'est pas seulement une réponse apportée aux problèmes immédiats - destructions matérielles et manque de main-d'œuvre -, mais doit permettre, à long terme, de "combler" les classes creuses et d'apporter jeunesse et dynamisme à un pays qui en manque. La lettre d'Aristide Briand, envoyée aux préfets en décembre 1926, puis diffusée dans toutes les mairies, est à ce sujet d'une très grande clarté : *"La constante préoccupation des différents départements ministériels s'occupant de la main-d'œuvre étrangère, a été de n'introduire en France, dans toute la mesure du possible, que des éléments ayant avec notre population, certaines affinités et pour lesquels il est possible d'entrevoir l'assimilation dans un avenir plus ou moins rapproché"*. Pour atteindre l'objectif fixé, le ministre des Affaires étrangères accorde à l'école une place de premier ordre. Il s'agit, et le but n'est pas avoué, de couper l'immigré et sa descendance de leurs racines, afin d'en faire de "vrais" Français : *"La fréquentation scolaire des enfants des étrangers s'impose pour eux, comme pour les enfants français. Le gouvernement n'est pas disposé à laisser se créer des institutions qui tendraient à empêcher la fusion entre les éléments français et étrangers de notre population"*[3].

L'Italie, pays ami, abritant tant bien que mal une population pléthorique menacée par la misère, est par tradition un "réservoir naturel" à émigrés. Les accords signés entre les deux pays dans les années 1920 accordent aux Transalpins une situation privilégiée en France : salaires égaux à ceux des nationaux, bénéfice des prestations sociales, facilités de rapatriement des sommes gagnées. Immigré travailleur, immigré géniteur aussi : en facilitant son arrivée puis son installation, on crée les conditions favorables à une intégration rapide puis à une assimilation. De cette *"fusion"* naîtront des citoyens, jeunes et reconnaissants envers leur nouvelle Patrie, prêts à prendre les armes pour la défendre. Cette conception d'une République accueillante et tolérante n'est pas dénuée d'arrière-pensées : l'immigré est considéré comme un homme "neuf", prêt à être "modelé" et transformé au contact des institutions et des autochtones. Néanmoins, ne devient pas Français qui veut : il s'agit d'abord de favoriser les nationalités les plus "assimilables", puis dans un second temps, de n'accorder la naturalisation qu'à ceux qui, dans leur travail et leur vie quotidienne, ont fourni des preuves d'attachement suffisantes. Inspirée avant tout par le pragmatisme et décidée dans l'intérêt

[2] MAUCO (Georges), Les étrangers en France. Étude sur leur rôle dans l'activité économique, Paris, Armand Colin, 1932, 600 p.

[3] A.D.V. : 15 M 226 (1/2).

du pays, la législation des années 1920 crée des conditions nouvelles qui, en plus des accords bilatéraux, facilitent l'entrée et l'intégration des immigrés, et plus particulièrement celles des Italiens.

La révision du Code de la nationalité du 10 août 1927 supprime ainsi la faculté d'"option", qui, dans le Code de 1889, permettait à certains jeunes de refuser la nationalité française à leur majorité. Tous les enfants nés en France, d'un père étranger lui-même né en France, ou d'une mère française et d'un père étranger, sont Français de naissance. Les enfants d'un naturalisé sont automatiquement naturalisés et ne peuvent plus revenir à leur nationalité de naissance. La procédure est par ailleurs simplifiée : la demande peut être déposée dès 18 ans, au lieu de 21, trois années de résidence suffisent et les Françaises qui épousent un étranger peuvent garder leur nationalité[4]. L'objectif est clair : il s'agit d'augmenter le nombre de jeunes nationaux par le "droit du sol" et par une plus grande facilité d'acquisition.

Depuis Paris arrivent également dans toutes les communes des questionnaires destinés à mieux cerner le phénomène de l'immigration. Le gouvernement veut connaître ceux qui pourront un jour devenir des Français. Qui sont les étrangers résidents ? Quelles sont leurs professions et nationalités ? Sont-ils propriétaires d'immeubles, de terres ? En ce cas, quelle est la superficie et la valeur des propriétés ? Ont-ils des enfants? Fréquentent-ils tous l'école communale ou des établissements privés ? Y-a-t-il dans la commune des syndicats ou journaux étrangers ? En décembre 1926, chaque maire doit répondre à cette enquête précise, en prélude à la révision du Code de la nationalité.

2 - Une opinion publique plus tolérante.

Dans la région de Saint-Dié, le nouveau climat politique favorise l'assimilation progressive des Italiens. Avant 1914, les "poussées de fièvres patriotiques", entretenues et diffusées par la presse dans de larges couches de l'opinion, avaient provoqué de nombreux affrontements xénophobes : l'Italien souffrait alors d'une image déplorable. Il était considéré comme un "sans-patrie" venu disloquer pour le compte de ses amis allemands une France prête à la revanche. En 1919, l'arrondissement doit d'abord panser ses plaies et pleurer ses morts : les thèmes qui faisaient auparavant le succès de certaines campagnes électorales - défense de la Patrie et soutien inconditionnel à l'armée - ne font plus recette auprès d'électeurs, qui, plus que d'autres, ont souffert du déchaînement des nationalismes. Au cours des élections législatives de 1919, le fort taux d'abstention de plus de 30 % montre un certain désintérêt des Vosgiens pour la politique. La région de Saint-Dié tranche pourtant nettement avec le reste du département dans les années 1920 en votant plus "à gauche" sans être réellement "à gauche" : de 1919 à 1932, l'électorat de l'arrondissement choisit en effet quatre fois de suite Constant Verlot pour le représenter à la Chambre. Le maire de Senones, élu député depuis 1910, bénéficie d'une grande popularité grâce à

[4] AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L'immigration en France au XXème siècle, Paris, A. Colin, 1990, 331 p.

d'indéniables talents d'orateur et à une bonhomie qui lui rapportent de nombreux suffrages. Président de la "Commission des régions libérées", il déploie une intense activité afin d'accélérer la reconstruction. Dans sa commune de Senones, il est pratiquement sans opposition : il s'est forgé une image de maire "social", soucieux d'améliorer la condition ouvrière, en décidant la construction d'un préventorium pour les tuberculeux et de nombreux H.B.M. Très anticommuniste, mais se définissant comme "républicain de gauche", Constant Verlot bénéficie du soutien actif de *La Gazette Vosgienne* et se présente comme l'héritier de Jules Ferry : défenseur d'une République laïque préservant les libertés publiques, mais aussi la liberté d'entreprise et la propriété privée, il bat régulièrement les candidats conservateurs qui lui sont opposés en stigmatisant le danger royaliste et réactionnaire. Dans toute la région, il est là aussi sans concurrent, "ratissant large" en recueillant les suffrages des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie. Pendant plus de dix ans, communistes et socialistes sont moribonds et la droite est régulièrement écrasée. L'époque où la vie politique locale était marquée par les violences verbales et le déchaînement des passions semble bien révolue : désormais, l'électorat se positionne résolument "au centre", se méfiant des extrêmes lorsqu'il ne s'abstient pas[5]. Les immigrés n'ont donc plus à craindre les foudres d'une partie de l'opinion qui voyait en eux des "parasites" ou des espions : le nationalisme tapageur et outrancier a fait son temps.

Ne rencontrant plus d'opposants farouches à leur venue et à leur intégration, les étrangers trouvent également en la Ligue des Droits de l'homme une organisation solidement implantée, prête à les aider et à les soutenir. A partir de 1919, la situation des immigrés installés en France devient une des priorités de la Ligue : elle réclame le respect des libertés individuelles et du droit d'asile, et dénonce au passage la xénophobie. Elle défend aussi l'idée d'une intégration sur le long terme : selon elle, l'immigration ne doit pas seulement être soumise aux aléas de la conjoncture économique, mais représenter un investissement humain. En luttant contre la formation de "ghettos", en facilitant la "francisation" des étrangers et de leurs enfants grâce à l'école et aux naturalisations, la Ligue influence beaucoup les gouvernements des années 1920 : la révision du Code de la nationalité de 1927 doit beaucoup à l'action de ses membres[6]. Dans l'arrondissement, ils sont plusieurs centaines et se regroupent dans de nombreuses sections implantées à Saint-Dié, mais aussi dans toutes les villes et gros bourgs de la région, Corcieux, Provenchères ou Celles-sur-Plaine par exemple. A Étival, les *"ligueurs"* sont plus de 150 en 1930, et ont payé une cotisation annuelle de 10 francs, en plus des 5 francs nécessaires à l'achat de la carte. La "L.D.H." a tissé un véritable réseau dans tout l'arrondissement : ses adhérents se recrutent avant tout dans les milieux de la petite bourgeoisie - enseignants, employés, artisans - et défendent l'idée d'une République laïque, démocratique, ouverte

[5] BASS (Dany), La droite dans les Vosges et les élections de 1914 à 1924, Mémoire de Maîtrise, Nancy 2, 1975, 208p.
[6] AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L'immigration en France au XXème siècle, Paris, A. Colin, 1990, 331 p.

et tolérante[7]. Les différentes sections organisent des conférences : elles invitent par exemple des personnalités parisiennes ou étrangères qui dénoncent la dictature fasciste en Italie. Représentant un véritable groupe de pression, la Ligue des Droits de l'homme diffuse une image positive de l'étranger, l'aide dans ses démarches administratives et le préserve parfois de l'expulsion. Elle joue un grand rôle dans la lutte contre les idées xénophobes, contre le nationalisme "intégral" et discriminatoire. Grâce à son action, les immigrés italiens s'installent dans une région plus "ouverte" et plus tolérante qui accepte davantage les différences.

3 - Une histoire locale accordant désormais une petite place aux étrangers.

Dans l'arrondissement, ou plus qu'ailleurs le manque de main-d'œuvre qualifiée représente un problème urgent, les Italiens ne tardent pas à bénéficier de ce nouveau "climat", bien différent de celui de l'avant-guerre. Désormais, l'immigré transalpin est présenté sous un jour nettement plus favorable par la presse et les écrivains de la région.

La "Société Philomatique Vosgienne" de Saint-Dié, née en 1875, regroupe plusieurs centaines d'adhérents férus d'histoire locale : ils appartiennent dans leur grande majorité au milieu de la moyenne bourgeoisie cultivée. La "Société" publie annuellement un "Bulletin" diffusé dans une grande partie de la Lorraine. Avant 1914, les périodes dont elle privilégie l'étude sont surtout le Moyen Age, la Renaissance et le XVIIIème siècle : on y décrit une Déodatie qui lentement s'ouvre sur le monde qui l'entoure puis se "civilise" grâce aux abbayes bénédictines. On présente également de grandes figures du passé - Dom Augustin Calmet, le duc Stanislas - mais les petites gens ne sont pas oubliées. Du fait de l'industrialisation et de l'urbanisation, patois et coutumes disparaissent rapidement. Il s'agit d'en faire renaître la mémoire et de les conserver. La société savante présente une image bien traditionnelle d'une l'histoire qui semble s'être arrêtée à la Révolution : tel un bocal hermétique, la région n'a guère subi d'influences étrangères et l'immigration n'est jamais mentionnée. Elle contribue à diffuser le mythe très flatteur d'une Déodatie "enchantée", pays de forêts et de rivières, peuplée de bûcherons et de paysans rugueux et fiers. Les seuls étrangers apparaissant dans les articles du "Bulletin" sont en fait des envahisseurs venus piller et ruiner la contrée : Sarmates et Vandales au IVème siècle, puis Suédois pendant la guerre de Trente Ans, tous ont laissé derrière eux mort et désolation. "Marraine" de l'Amérique, Saint-Dié doit pourtant rendre hommage à l'Italien qui a donné son nom au Nouveau Monde, Amerigo Vespucci : dans le bulletin de 1911, le nom du grand navigateur florentin est affreusement francisé en *"Améric Vespuce"*.

Pendant l'entre-deux-guerres, les sujets étudiés varient peu : ils privilégient les périodes les plus reculées, ainsi que l'analyse des patois et costumes vosgiens. Néanmoins, deux longs articles publiés dans les années 1930 tranchent par leur originalité. Un an après l'arrivée d'Adolf Hitler au

[7] L'Express de l'Est : 18 juin 1930 ; 29 mars 1932.
La Gazette Vosgienne : 20 novembre 1933.

pouvoir en Allemagne, René Jacquet, président honoraire de la "Société", tente dans une communication de plus de 20 pages de répondre à la question posée en titre : *"Sommes-nous latins ?"*[8]. Réfutant les thèses racistes, il affirme courageusement qu'il n'y a pas de *"race française"* et encore moins de *"race lorraine"*. Si la France est devenue le phare de la culture occidentale, c'est avant tout grâce aux mélanges des peuples qui se sont succédé sur son sol. Les immigrés "latins" ont apporté avec eux leur savoir-faire, mais aussi leurs coutumes, leur langue :

"Les Italiens qui, pas davantage ne constituent une race, ont pendant des siècles dominé le monde par la force comme par l'esprit et la France n'a pas fait trop mauvaise figure dans l'Histoire malgré son métissage et la diversité d'origines de ses éléments constitutifs (...). Il est admis que des afflux de sang nouveau régénèrent les peuples dont le vieux sang s'est appauvri. C'est bien la méthode employée actuellement en France où les naturalisations à dose massive viennent combler les vides produits par la guerre. (...) Notre Histoire fut-elle autre chose qu'un dosage non voulu, non calculé d'éléments très divers dont l'heureux amalgame fit de notre peuple l'avant-garde de la civilisation ?" Qualifiant les Gaulois de *"barbares illettrés"*, l'auteur défend en cette période de crise et de xénophobie montante, la conception française de la Nation définie à la fin du XIXème siècle par Ernest Renan : la Nation, c'est d'abord *"une communauté de sentiments"* et non *"le produit d'une généalogie confuse"*. L'immigré italien, qui, aujourd'hui comme par le passé, apporte tant à la France, est donc le bienvenu, et René Jacquet conclut : *"Voilà en quoi les Français des marches de l'Est sont des Latins*[9]*"*.

En 1937, et pour la première fois, la "Société" évoque dans son "Bulletin" l'immigration dans l'arrondissement. Certes, il ne s'agit que de quelques lignes perdues dans un article de 150 pages, mais elles révèlent que les Italiens ont aussi leur place dans l'économie locale. *"L'étude de géographie humaine de la région de Saint-Dié"* représente un tableau rigoureux et exhaustif de la situation démographique, mais aussi économique du bassin de la Haute-Meurthe. Son auteur, Michel Baumont, professeur de Lettres classiques natif de Granges, tente de décrire dans son quatrième chapitre , *"Les variations humaines"*, le rôle des Transalpins, leurs spécialisations professionnelles et leur poids somme toute modeste : *"Le seul groupe étranger important et socialement organisé est la colonie italienne. L'appel à cette main-d'œuvre date de longtemps dans l'industrie du granit, et, aujourd'hui encore, l'Italie fournit des spécialistes. Mais c'est là une population stable, fixée dès avant la guerre. Le plus souvent les graniteurs italiens épousent des Françaises. Leurs forts salaires leur ont souvent permis de devenir propriétaires. Ce n'est donc pas là une main-d'œuvre en mouvement. Saint-Dié comptait en 1928, 160 Italiens, Raon 70. Groupe facilement assimilable, ils se naturalisèrent fréquemment. Mais il apparaît bien que cette population, spécialisée dans le travail du granit et du bâtiment, n'a pas fourni beaucoup des immigrants de l'après-guerre. Et il faut*

[8] René Jacquet est un des "piliers" de la "Société Philomatique Vosgienne". Publiciste à la retraite en 1934, résidant à Saint-Dié, il a adhéré à la "Société" en 1898. Il en est devenu successivement le trésorier puis le président en 1930.

[9] JACQUET (René), Sommes-nous Latins ? B.S.P.V. 1934, pages 3-24.

reconnaître ici, le même phénomène qui a été signalé plus haut : l'appel aux centres de la main-d'œuvre rurale"[10].

Même si les intentions de Michel Baumont sont louables, s'il est le premier à accorder une place aux étrangers dans le passé récent de la région, il faut bien admettre qu'il minore totalement le phénomène qu'il décrit : pas un mot sur le rôle des Italiens dans la reconstruction et dans l'industrie textile. Rien non plus sur l'immigration récente des années 1920, sur les autres nationalités, les Polonais ou les Russes. L'auteur érige en modèle d'intégration les "graniteurs" arrivés au début du siècle, vantant leur compétence et leur réussite. A ces lacunes s'ajoutent de nombreuses erreurs : non, la colonie italienne n'est pas *"un groupe socialement organisé"* resté stable depuis son arrivée. Michel Baumont n'a donc vu qu'une petite partie de l'"iceberg". Néanmoins, le ton de l'article, objectif et dénué de tout esprit polémique, montre bien une volonté de "défricher" et d'expliquer un sujet qui n'avait jamais été étudié jusque-là. Comprendre qui sont les étrangers, ce qu'ils font, les raisons pour lesquelles ils sont venus, représente en effet un premier pas - ici bien timide - vers l'acceptation de l'autre, vers son intégration dans la société.

La Société Philomatique reste pourtant le bastion d'une histoire locale des plus traditionnelles dont les immigrés sont totalement exclus : à côté des moines bénédictins, des flotteurs de bois et des marcaires, les Italiens n'ont pas encore de place "officielle" dans le passé de la région.

B - Des journaux plus complaisants.

1 - Les Italiens : des "frères d'armes".

Dans la presse locale aussi, le changement de ton est évident. Touchant un public toujours plus large, *La Gazette Vosgienne* de Saint-Dié, *L'Express de l'Est* d'Épinal et *L'Est Républicain* de Nancy, sont les journaux les plus lus de la région. De tendance modérée, politiquement "au centre", ils s'opposent à la droite nationaliste et surtout au parti communiste. *L'Express de l'Est*, par exemple, a été fondé par Paul Léderlin en 1921. L'industriel en possède les locaux et l'imprimerie à Épinal. L'orientation politique du nouveau journal est claire : il s'agit de soutenir les candidats radicaux dans les Vosges - Fonck et Verlot -, mais surtout Paul Léderlin qui nourrit de grandes ambitions. Dans les années 1920, *L'Express* "tire" à 20 000 exemplaires et sa diffusion s'étend à tout le département[11].

La presse locale publie à présent des articles plus objectifs, dans lesquels la xénophobie n'a plus beaucoup de place. La guerre a donné à l'Italien une nouvelle image, celle d'un frère d'arme, d'un allié fidèle, d'un combattant vaillant. Dans les années 1920, les deux pays entretiennent les

[10] BAUMONT (Michel), La région de Saint-Dié : étude de géographie humaine, B.S.P.V. 1937, pages 45-195.
[11] FERRY (Claude), "L'Express de l'Est", in Le quotidien dévoilé, pages 65-73.

relations les plus cordiales et le *Duce* multiplie les signes de bonne volonté et d'amitié envers sa "sœur latine". Les journaux ne cessent d'évoquer les souvenirs des combats menés conjointement par les deux pays contre "le Boche", ennemi de toujours. En 1923, le gouvernement italien *"accorde une réduction de 75 % sur les tarifs des chemins de fer aux familles françaises et italiennes qui se rendent sur les tombes de leurs parents morts sur les champs de bataille du royaume. Les requérants domiciliés dans les Vosges doivent adresser une demande au Consulat d'Italie à Nancy"*[12]. L'année suivante, il récompense les anciens combattants français : à Brouvelieures, Victor Grandjean, vieillard de 88 ans ayant fait la campagne d'Italie de 1859 *"au titre de grenadier du 23ème de ligne"*, reçoit la médaille militaire italienne ; à Senones, *"par décret de M. le ministre de la guerre italien, le diplôme et la médaille d'honneur de la campagne d'Italie 1914-1918 ont été attribués au chasseur de première classe Stengel Aimé"*[13].

Afin de resserrer les liens entre les deux nations, certains Transalpins de l'arrondissement projettent de fonder une "Amicale franco-italienne" en mai 1924. Son but serait de *"maintenir l'union entre Français et Italiens, de venir en aide aux anciens combattants des deux pays, de créer et maintenir un esprit de solidarité entre ceux qui furent frères d'armes dans la Grande Guerre"*. Pour se faire connaître du public, l'Amicale organise le dimanche 18 mai à Saint-Dié une *"fête franco-italienne"*. *La Gazette* et *L'Express* se font les porte-parole enthousiastes de la manifestation et expliquent dans les moindres détails le déroulement de la journée : *"A 11 heures et demi : messe commémorative à la Cathédrale pour les morts de la Grande Guerre. Après la messe, pose d'une palme au monument de 1870. A 3 heures : visite et pose d'une couronne au cimetière des Tiges. A 5 heures : la vente d'insignes souvenirs sera faite par de gracieuses orphelines. A 8 heures : grand bal, salle de l'Hôtel de Ville. M. Toscani, fabricant de glaces et sorbets mettra en circulation une de ses voitures portant l'affiche suivante : "Vente au profit du Monument aux Morts et de la section des mutilés de Saint-Dié". Nombreux seront, nous l'espérons, les Déodatiens qui voudront goûter la délicieuse glace de M. Toscani"*[14]. Dans la semaine qui suit, plus de 1 200 francs sont distribués aux différentes œuvres caritatives de la commune par les organisateurs Bozzi et Blanqui[15]. Pourtant, malgré des débuts prometteurs, l'association ne verra officiellement jamais le jour et ses statuts ne seront pas insérés dans le Journal Officiel[16]. Comment expliquer alors un tel échec ?

Malgré des objectifs louables, l'amicale aurait pu servir de centre de diffusion de la propagande fasciste à l'étranger, auprès des immigrés surtout. Le préfet, obéissant aux injonctions gouvernementales, s'est sans doute opposé à sa création de peur de voir se former dans les Vosges une organisation, qui, sous couvert de regrouper des anciens combattants, s'occupe en fait de politique, financé et manipulé par le gouvernement de Rome.

[12] La Gazette Vosgienne : 19 septembre 1923.
[13] La Gazette Vosgienne : 28 juin, 22 novembre 1924.
[14] La Gazette Vosgienne : 17 mai 1924 ; L'Express de l'Est : 21 mai 1924.
[15] L'Express de l'Est : 22 mai 1924.
[16] A.D.V. : 8 M 170.

Néanmoins, les Italiens ne sont plus considérés comme des "envahisseurs", bien au contraire. Comme le montre le succès de la journée du 18 mai, ils sont, pour la presse et la population, de "vieux" compagnons dont il convient de préserver l'amitié. Signe des temps, les seuls articles que *La Gazette Vosgienne* publie en italien sont les annonces du Consulat Général d'Italie destinées aux immigrés âgés de 19 ans : futurs conscrits, ils sont obligés de passer une visite médicale à Nancy avant leur incorporation.

2 - Le fascisme : un régime "d'ordre" souvent admiré.

Les Italiens de l'arrondissement profitent largement de la bonne image du régime fasciste auprès d'une grande partie de l'opinion publique, jusqu'en 1935 du moins : cette situation est assez paradoxale d'ailleurs, puisque la grande majorité d'entre eux reste hostile au *Duce*. Pour *la Gazette Vosgienne* comme pour *L'Express de l'Est,* Mussolini est un homme des plus respectables, celui qui a préservé son pays d'une dictature bolchevique, celui également qui l'a "remis au travail" pour en faire une grande puissance européenne. Cependant, la presse locale n'analyse jamais en détail la situation intérieure du royaume - absence de liberté, répression contre les opposants - et se contente de décrire avec satisfaction la politique extérieure du fascisme et ses relations cordiales avec la France.

Dans les années 1920, l'Italie s'affirme peu à peu sur la scène internationale et tient à conserver des rapports de "bon voisinage" avec les grandes démocraties. Même si à partir de 1926, elle affiche une ligne "révisionniste" à l'égard du traité de Versailles, elle oriente ses visées expansionnistes vers l'Europe danubienne, tissant un réseau d'alliances avec les pays des Balkans. A partir de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, et jusqu'en 1936, le fascisme atteint son rayonnement maximum : présenté par son chef comme une *"synthèse"* entre le capitalisme en crise et le communisme stalinien, il fait de plus en plus d'adeptes en Hongrie, au Portugal, en Allemagne mais aussi en France. Le *Duce* est alors au sommet de sa gloire, fier du "succès" de sa politique autarcique et de ses "grandes batailles économiques". Forts de cette popularité, financés par des subsides venus de Rome, de nombreux mouvements se réclamant ouvertement du fascisme naissent partout en Europe et appuient la politique extérieure du royaume. Mussolini se méfie pourtant des nazis dont il juge le racisme intolérable et qui peuvent contrarier sa politique danubienne. C'est pourquoi il se rapproche des démocraties : en avril 1935, à Stresa, la France, la Grande Bretagne et l'Italie décident de s'opposer aux ambitions hitlériennes et de conserver le tracé des frontières décidé à Versailles. Loin d'être un adversaire de la France, encore moins un ennemi, le *Duce* apparaît pour une majorité de Français comme un allié, un ancien combattant qui n'a pu oublier les sacrifices de la Grande Guerre. Beaucoup plus qu'auparavant, l'alliance et l'amitié de l'Italie ont une grande importance pour maintenir la paix en Europe[17].

[17] BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre), L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme. p. 319-323.

Les habitants de l'arrondissement ont dans leur ensemble la même opinion : en cas de nouveau conflit, ils savent qu'ils seront en première ligne. Face à Hitler, dont on connaît les projets dès 1933, l'alliance anglaise, la ligne Maginot et Mussolini semblent être les meilleurs remparts. Il n'y a guère que les socialistes et les communistes, peu nombreux dans l'arrondissement avant 1936, qui critiquent la dictature fasciste, et les immigrés italiens gardent une réserve prudente par peur de l'expulsion. Lors de la visite de Pierre Laval à Rome en janvier 1935, *L'Écho de Gérardmer* et *La Gazette* - journaux pourtant en total désaccord sur la politique intérieure - parlent de *"parfaite entente"*, d' *"accueil enthousiaste"* : l'Italie est enfin considérée comme une *"grande nation"*. En avril, à Stresa, on ne tarit pas d'éloges sur la *"solidarité anglo-italo-française"*[18].

Le respect se change parfois en admiration lorsque la presse aborde les deux grandes "réussites" que la propagande fasciste n'hésite pas à présenter partout en exemple :

- au début des années 1930, la politique économique de l'Italie apparaît pour de nombreux Français comme un exemple original à suivre en ces temps de crise. Dans le domaine de l'agriculture surtout, on vante les succès de la "bataille du blé", opposant le dynamisme italien à la désertification des campagnes françaises. Dès 1928, *La Haute-Meurthe Agricole* n'hésite pas à reproduire de longs extraits des discours pompeux du *Duce* : *"Soyez fiers d'être des paysans. J'ai l'orgueil d'être votre ami, votre frère, votre chef"*. Et le journaliste conclut : *"Ce sont désormais les paysans qui disposeront des milliards que recevaient les citadins"*. En 1933, ce même enthousiasme est partagé par Charles Callon, vice-président de la Chambre d'agriculture des Vosges : *"M. Mussolini a su galvaniser un peuple bien rebelle cependant à tout effort suivi, surtout dans la partie méridionale du royaume. Aujourd'hui, l'Italie peut se suffire en céréales, alors qu'autrefois elle en était importatrice. Avec une activité inlassable, le Duce a commencé des travaux d'assèchement, de drainage, d'endiguement des Marais Pontins"*[19]. Alors que la paysannerie vosgienne est touchée de plein fouet par l'exode rural et la baisse des prix, l'Italie apparaît bel et bien comme un modèle : dans les campagnes vosgiennes, le fascisme italien bénéficie d'une réelle popularité.

- dans toutes les compétitions sportives, l'Italie affiche également une réussite enviable. Présenté par la propagande comme le reflet du dynamisme d'un peuple mais aussi comme la preuve évidente de la vitalité du régime, le sport devient une des priorités du fascisme : en encadrant les masses dès leur plus jeune âge, on créera un "homme nouveau", un soldat intrépide, brave et résistant. Là encore, la presse locale se fait largement l'écho des succès transalpins : Primo Carnera, le boxeur champion du monde, Ottavio Bottechia, premier vainqueur italien du Tour de France cycliste, Giuseppe Meazza, grand stratège du *"calcio"* ou encore Antonio Ascari, l'intrépide coureur automobile, tous sont présentés comme des héros, tous témoignent de la vigueur retrouvée d'un pays que l'on disait condamné à jouer le second rôle. L'"Italie nouvelle" a des champions qui

[18] La Gazette Vosgienne : 12 janvier 1935, 17 avril 1935.
L'Écho de Gérardmer : 12 janvier 1935.
[19] La Haute-Meurthe Agricole : 15 décembre 1928, 15 décembre 1933.

en font la première nation sportive européenne : le nombre de médailles remportées aux Jeux Olympiques de Los Angeles en 1932 est impressionnant. L'ère de l'Italien petit, malingre et joueur de mandoline est maintenant terminée : on insiste désormais sur sa force, sa virilité et son courage. A côté de sa "sœur latine", la France fait en effet bien pâle figure sur tous les terrains de sport : est-ce la preuve d'une "dégénérescence" de la Nation accentuée par la vie citadine et le travail au bureau ? Ne doit-on pas y voir le déclin irrémédiable des forces vitales du pays et de son vieux régime politique ? L'Italie ne représente-t-elle pas là encore un modèle à suivre ? Beaucoup le pensent, et, dans les Vosges, les journaux conservateurs - *Le Foyer Vosgien* ou *L'Écho de Gérardmer* - ne cessent de vanter les mérites de la politique sportive, mais aussi familiale du *Duce*. Dans la presse "modérée" aussi, on emploie le vocabulaire le plus dithyrambique. En 1938 par exemple, l'Italie remporte contre la Hongrie la finale de la coupe du monde organisée en France. *L'Express de l'Est* décrit la *"belle victoire italienne"* : *"Ce football italien portait la marque d'un génie particulier. Il visait à l'efficacité, loin de toute fioriture et de toute dentelle, de tout exploit personnel. Dans ce onze taillé en bloc pour la victoire, personne ne se souciait d'avoir son nom dans le journal et tous jouaient pour leurs couleurs. Quel exemple ! Et comme nous sommes loin de cette volonté, de cette classe athlétique, de cette mystique !"*[20]. Très souvent exagérés, les succès du fascisme rejaillissent pourtant sur les immigrés. Les Italiens de Déodatie, dont le départ a été provoqué par le chômage et la dictature, sont désormais perçus différemment par les autochtones.

3 - Des immigrés mieux connus.

Depuis 1914, les Italiens ont quitté les "faits divers" et la chronique judiciaire des journaux pour figurer dans d'autres colonnes, celles des *"actes de probité"*, des *"dons"* et des *"libéralités"*. Pour la première fois, la presse locale commence à s'intéresser à leur travail. Néanmoins, les ouvriers d'usine et du bâtiment sont presque toujours oubliés. En parcourant les pages de *La Gazette Vosgienne* par exemple, le lecteur ne trouve aucune trace des travaux titanesques effectués par les maçons dans la reconstruction. Il faut attendre les années 1930 pour lire des reportages "sur le terrain", dans les carrières ou sur les chantiers. Journaliste à *L'Express de l'Est*, François Blaudez réalise en janvier 1930 une intéressante étude sur *"le granit et la fabrication des pavés"*. Trois ans plus tard, un autre article du même quotidien présente les grandes améliorations techniques - sciage et polissage électriques, marteaux piqueurs - qui rendent la profession moins pénible[21].

En octobre 1934, les reporters vosgiens visitent le tunnel de Sainte-Marie en cours de construction : *La Gazette Vosgienne* présente ainsi à ses lecteurs un tableau apocalyptique mais réaliste des conditions de travail des mineurs[22]. Le journal déodatien n'hésite pas à décrire les accidents du travail dont sont victimes les travailleurs immigrés sans le goût du sensationnel et du

[20] L'Express de l'Est : 21 juin 1938.
[21] L'Express de l'Est : 19 janvier 1930, 16 octobre 1933.
[22] La Gazette Vosgienne : 6 octobre 1934.

"voyeurisme" qui caractérisait la presse du début du siècle : les conséquences des chutes d'échafaudages, des explosions prématurées de mines et des éboulements de terrain sont relatées beaucoup plus objectivement.

Mais l'Italien n'est pas qu'un "producteur" : il a également une vie en dehors de ses heures de travail : il peut se marier avec une fille du pays ou avec une de ses compatriotes, se naturaliser, avoir des enfants qui réalisent de brillantes études, être membre d'associations sportives et musicales. Tous ces aspects de la vie sociale sont présents dans la presse locale, et, fait notable, la mention de la nationalité est de plus en plus rare. Celui qui 20 ans plus tôt était *"l'Italien"*, a désormais un nom, un prénom, une profession, un domicile. Maintenant, on l'appelle *"Monsieur"* : il n'est plus un individu sans identité, semblable à tous les étrangers et marqué des mêmes tares liées à sa "*race*". Intégré dans le milieu d'accueil par sa profession, ses origines "latines", sa famille, il mérite le respect. Là encore, l'objectivité l'emporte sur l'irrationnel : les méfaits des Italiens condamnés par le tribunal correctionnel sont présentés sans commentaires superflus, sans titre accrocheur non plus. Les contrevenants sont maintenant jugés uniquement sur les fautes commises, sans tenir compte de leurs origines. *La Gazette Vosgienne* souligne l'honnêteté et la générosité de nombreux Transalpins : en janvier 1923 par exemple, à Senones, *"un jeune Italien, Guiliani Guido, a trouvé un portefeuille contenant une somme très élevée. Il déposa immédiatement sa trouvaille à la mairie où une habitante des environs vint la réclamer peu après. Nous félicitons vivement ce jeune étranger"*. A Moyenmoutier, *"lors du mariage de M. Fidanza Charles avec Melle Émilie-Jeanne Arcani, une collecte faite a produit la somme de 27 francs 85, qui, selon le désir des donateurs, a été versée à la caisse du bureau de bienfaisance. Au nom des pauvres, merci et voeux de bonheur aux jeunes époux"*[23].

Rixes et violences n'ont pourtant pas disparu : certes, elles n'atteignent plus leur fréquence d'avant-guerre, mais elles continuent à opposer autochtones et immigrés pour des motifs souvent secondaires. Au début des années 1920, certains ouvriers saisonniers se heurtent ainsi à de jeunes Français comme à Raon-l'Étape en septembre 1921 : *"Un maçon et un carrier, âgés de 19 et 18 ans, rencontrèrent deux Italiens qui rentraient se coucher. Sans provocation aucune, les jeunes gens bondirent sur les deux hommes, les rouèrent de coups puis prirent la fuite"*. Deux mois plus tard, dans la même ville, ce sont quatre autres jeunes gens qui se querellent avec un Transalpin et brisent les carreaux d'un débit de boisson[24]. A Jussarupt, la même année, un affrontement provoque la mort du féculier du village, tué de plusieurs coups de revolver par un Italien[25]. La presse se contente de rapporter ces différentes "affaires" laconiquement. Après 1924 et le départ des saisonniers jeunes et célibataires, ces rixes diminuent jusqu'à devenir extrêmement rares.

Considéré comme un bon ouvrier, sobre et travailleur, un père de famille et un ancien

[23] La Gazette Vosgienne : 11, 13 janvier 1923 ; 16 décembre 1931.
[24] L'Express de l'Est : 18 septembre, 28 novembre 1921.
[25] La Gazette Vosgienne : 17 février 1921.

combattant, l'Italien ne semble avoir que des atouts pour s'intégrer dans sa nouvelle patrie. Néanmoins, tous les étrangers ne bénéficient pas de telles marques de sympathie : à côté des Maghrébins jugés totalement "*inassimilables*" et des Polonais arrivés trop récemment, les Transalpins apparaissent une nouvelle fois comme des "immigrés modèles".

II - Une intégration facilitée par de nombreux facteurs.

A - Les Italiens prêts à s'intégrer dans le milieu d'accueil.

1 - Une immigration ancienne, libérée de toute entrave.

De tous les facteurs qui contribuent à favoriser l' intégration des Italiens de l'arrondissement, le travail représente sans aucun doute l'élément le plus important. Pour le pays d'accueil, l'immigré est d'abord un producteur et c'est avant tout pour trouver un emploi qu'il est venu en France. S'il le perd à la suite d'un licenciement, il ne présente plus alors aucun intérêt et peut être expulsé à tout moment. Depuis la fin du XIXème siècle, les lois successives concernant les étrangers ont toutes eu le même objectif : accroître leur visibilité pour pouvoir les contrôler, les diriger là où l'on a le plus besoin d'eux et les renvoyer dans le cas contraire. Depuis 1917, c'est par la carte d'identité que s'exerce cette surveillance : si elle est attribuée ou renouvelée, son possesseur peut rester en France mais doit exercer la profession qui y est mentionnée, dans la commune de délivrance ; si elle lui est refusée, il doit partir ou devenir un "clandestin". A partir des années 1920, l'immigré est donc dépendant du bon vouloir de l'administration française : "prisonnier" d'un arsenal juridique élaboré de manière empirique au fil du temps, l'immigrant arrivé en Déodatie doit désormais apprendre à vivre avec ces contraintes. Avant-guerre, maçons et terrassiers oubliaient parfois de se faire inscrire sur les *"registres d'immatriculation"*, allaient et venaient comme bon leur semblait dans tous les départements de l'est ou changeaient plusieurs fois d'employeurs dans l'année. En 1919, les "saisonniers" occupés à la reconstruction doivent tous demander un contrat de travail qui leur permettra d'obtenir leur carte : ils ne devront jamais s'en séparer, ni oublier de la faire renouveler. Avec la stabilisation progressive des Italiens dans les années 1930, les "papiers" acquièrent une importance considérable : sans eux, c'est l'expulsion vers un pays que l'on ne désire pas revoir.

A la différence d'autres nationalités ou de leurs compatriotes ayant émigré ailleurs en France, les Italiens de l'arrondissement bénéficient d'atouts qui leur permettent de s'installer dans de bonnes conditions. S'il n'y pas eu de traumatisme du départ - la plupart ayant quitté leur village seuls et de leur plein gré, sans y être réellement obligé -, il n'y a pas non plus de traumatisme "de

l'arrivée". Ceci représente un point fondamental : la première impression que ces hommes et ces femmes ont de leur nouvelle région d'accueil est généralement bonne, du moins sans mauvaise surprise. Pays de montagnes boisées, de petites villes implantées au fond des vallées, au climat rude et arrosé, somme toute peu différent du leur : ainsi leur avait-on décrit la Déodatie en Italie, et on ne s'était pas beaucoup trompé ; pays ravagé par la guerre, où chantiers, carrières et usines manquent d'ouvriers : là aussi, c'est une description sans fards qui a été faite aux partants. A la différence de la Pampa argentine ou du *Sudeste* brésilien, les Vosges sont une destination mineure pour les émigrés italiens : elles n'ont jamais bénéficié de campagnes de publicité tapageuses et mensongères organisées par l'État ou les agences patronales, et diffusées dans les communes de départs. Elles n'ont donc jamais été présentées comme un nouvel eldorado et ceux qui s'y installent ne sont aucunement surpris.

L'immigration italienne bénéficie de son ancienneté. Remplaçant dépliants et publicités, les lettres envoyées par les Transalpins sédentarisés avant 1914 à la famille restée au pays représentent le meilleur agent d'émigration qui soit. Parfois naturalisé, sachant parler, lire et écrire dans les deux langues, l'oncle ou le cousin installé en France connaît parfaitement les démarches administratives à accomplir, les papiers à remplir, les documents à fournir. Il est le "parrain" du nouveau venu : il lui présente immédiatement ses amis et collègues, lui apprend les premiers rudiments de français, les phrases "passe-partout" à prononcer à la gare ou à la mairie, devant les commerçants ou les gendarmes.

L'Italien n'est donc pas seul : "clandestin" à son arrivée, il dispose rapidement, grâce à ses amis et parents établis sur place, d'un logement décent où il pourra accueillir sa famille, et surtout d'un emploi correspondant à sa qualification. Très vite, il se met "en règle" avec les autorités : "débarrassé" au plus vite des contraintes administratives, venu dans une région qu'il a choisie et qu'il connaît déjà un peu afin d'y exercer une activité dont il maîtrise parfaitement les techniques, il bénéficie immédiatement d'atouts importants qui faciliteront à l'avenir son intégration. Les immigrés polonais, serbes ou maghrébins sont au contraire totalement étrangers aux Vosges : déracinés, perdus dans un univers hostile, seuls, sans repères et sans connaissances, ils éprouvent les pires difficultés à s'installer et à communiquer avec les autochtones. Pour eux, l'arrivée a souvent été vécue comme un traumatisme.

2 - Des professionnels reconnus.

Après avoir obtenu sa carte d'identité et son logement, l'immigré a accompli la phase la plus difficile du "parcours du combattant" qui lui est imposé. Commence maintenant pour lui une période beaucoup plus longue, celle de la découverte de son lieu de travail et de ses collègues. Là encore, il n'y a pas pour lui de mauvaise surprise : dans les carrières de granit, sur les chantiers ou à l'usine, l'Italien dispose dès son arrivée d'un "bagage" technique de premier ordre que lui ont

apporté de longues années de formation. Nul apprentissage n'est donc nécessaire pour ceux qui savent manier marteaux et truelles, surveiller navettes et bobines des métiers à tisser. Le plus souvent, l'Italien connaît déjà ceux qui travailleront avec lui : dans le bâtiment comme dans le travail de la pierre, la main-d'œuvre est très largement transalpine, composée d'hommes venant des mêmes villages et appartenant aux mêmes familles. Ici, "tout le monde connaît tout le monde" et les solidarités restent fortes car nécessaires : si le maçon a besoin du cimentier et du manœuvre pour élever un mur, le tailleur de pierre utilise les compétences du carrier pour réaliser croix et auges. L'immigré est donc rapidement immergé dans le monde du travail : membre à part entière d'une "famille" dont il partage les normes et les codes, il est immédiatement reconnu pour sa valeur professionnelle. Ses compagnons de travail, avec lesquels il forme une équipe soudée, deviennent souvent de véritables amis sur lesquels il peut compter. Pour les maçons, il est ainsi de tradition de se retrouver et d'organiser une petite fête après la fin d'un chantier : en janvier 1937, par exemple, alors que les travaux de construction de la ferme de l'hôpital de Senones viennent de se terminer, les chefs de chantier de l'entreprise Sommer, Liboï et Molinari, organisent un dîner qui réunit 50 personnes *"au cours d'une réunion amicale, parfaite de correction et de gaieté"*[26]. De l'intégration par le travail découle en effet une vie relationnelle, qui, les dimanches et jours fériés, permet de ne plus être seul.

L'ouvrier ne bénéficie pas des mêmes avantages : travaillant dans un univers vaste, cloisonné et anonyme, il lui est plus difficile d'établir des contacts avec ses camarades, d'autant plus que les Italiens sont très minoritaires dans les usines textiles. Il n'y a pas ici la même cohésion du groupe autour d'un objectif commun : le travail répétitif entraîne au contraire une forme d'"abrutissement" et de soumission passive à des normes imposées par un patron que l'on ne connaît pas. Ce que devient le produit de son travail - bobines de fil, toiles - l'ouvrier l'ignore complètement et s'en désintéresse. Il se considère comme un maillon de la chaîne, surveillant une machine assourdissante. Contrairement au maçon, il ne fabrique rien de ses mains. Les Italiens, et surtout les Italiennes, employés dans l'industrie textile, trouvent dans le repli sur le noyau familial une forme de refuge protecteur : c'était bien là le but recherché par le patronat. En engageant des familles étrangères, il divise la classe ouvrière et évite grèves et contestations massives de l'ordre établi. Pourtant, avec le temps, la famille patriarcale éclate : dans les années 1930, les contacts entre ouvrières, maçons et "graniteurs" sont plus nombreux. Se rencontrant aux bals, à l'épicerie ou au marché, Français "de souche", Lombards et "Vénitiennes" se côtoient et apprennent à se connaître. Les couples "mixtes" ne sont plus rares : pour les ouvrières du Trentin par exemple, le mariage avec un "étranger" constitue un pas fondamental vers l'intégration. Fragilisées et menacées par la crise, elles sont désormais à l'abri de l'expulsion grâce aux revenus de leur époux. Sorties du "corset" que représentait la famille patriarcale, elles sont également beaucoup plus libres, gérant elles-mêmes le

[26] L'Express de l'Est : 23 janvier 1937.

budget du foyer, élevant leurs enfants. Admises à d'autres tables le dimanche, dans d'autres milieux professionnels, elles perdent de leur originalité culturelle, s'"uniformisent" à l'image des autres Italiens.

3 - Après les mouvements saisonniers, la stabilité.

L'intégration n'est possible que dans la stabilité : pendant les travaux de reconstruction, de 1920 à 1924, le va-et-vient incessant des maçons, manœuvres et terrassiers représente un obstacle majeur. Jusqu'en 1926, ils sont relayés par les familles ouvrières et les "graniteurs" : comme avant-guerre, les immigrants se répartissent en de très nombreux petits groupes, chacun étant uni et soudé par la même activité professionnelle, et surtout, par la même origine géographique. Dans des communes comme Gérardmer ou Senones, chantiers et carrières représentent deux univers masculins bien distincts et fermés, dans lesquels les ouvriers des autres métiers, autochtones ou italiens, n'ont guère leur place. Le cloisonnement de chaque groupe est encore accentué par la mobilité : si en juillet 1923, on recense 1631 Italiens dans l'arrondissement, ils sont moins de 800 en janvier de l'année suivante soit une baisse de plus de 50 %. Son temps libre comme ses heures de travail, l'immigré les passe avec des gens parlant son dialecte, ayant sa profession et venant de sa province natale. Nul besoin alors d'apprendre le français, de participer à la vie associative locale, bref de poser les bases d'une intégration future non désirée.

A partir de 1926, la situation change radicalement : la fin de la reconstruction a fait partir les saisonniers les plus instables. Ne restent dans la région que ceux qui désirent s'y installer : la prospérité économique les encourage et de nouveaux marchés, comme la construction de maisons individuelles, s'offrent à eux. De plus, en cette fin des années 1920, il devient évident que la dictature mussolinienne durera encore de nombreuses années : avec le vote des lois *"fascistissimes"*, le régime se renforce et devient beaucoup plus répressif. L'espoir d'une victoire prochaine de la démocratie et des partis de gauche en Italie s'évanouit, tout comme celui du retour au pays. "Graniteurs" et ouvrières, qui arrivent en nombre pendant cette période, ont des professions beaucoup plus stables et peuvent se permettre d'habiter au même lieu pendant plusieurs années. L'arrivée des Italiennes représente une étape fondamentale : en 1926 et pour la première fois, le nombre de femmes est pratiquement équivalent à celui des hommes et le taux de masculinité ne cesse de baisser par la suite. Mères de famille *varesine* appelées par leurs époux ou ouvrières "vénitiennes" venues travailler avec leurs parents, les immigrées apportent avec elles des valeurs nouvelles telles que le sens de l'économie, l'attachement au foyer et au noyau familial. Cet "équilibrage" se produit également pour la répartition par âge : les moins de 20 ans représentent, toujours en 1926, 36 % de la population italienne. Pour les autochtones, la proportion est presque la même. Contrairement à de nombreuses idées reçues, les immigrés italiens n'arrivent pas en France avec une pléiade d'enfants accrochés aux jupes de leurs mères. Ils sont très majoritairement de

jeunes travailleurs. C'est ce qui explique la faible proportion de personnes âgées, 2 % à peine, alors qu'elles représentent 13 % de l'ensemble de la population de l'arrondissement[27].

Assez paradoxalement, la crise des années 1930 entraîne l'enracinement d'une grande partie des Transalpins : à partir de 1932 en effet, les difficultés économiques provoquent le départ de près d'un immigré sur trois, et les premières lois destinées à protéger la *"main-d'œuvre nationale"* ne sont que le reflet de la xénophobie montante. Pour les Italiens ayant échappé aux décrets de contingentement, au chômage et aux expulsions, il s'agit désormais de prendre la seule décision dictée par le bon sens et les circonstances : rester dans les Vosges, y fonder une famille, demander sa naturalisation, bref devenir Français et vivre "comme un Français". L'espoir du retour est désormais bien mort. En France depuis plus d'une décennie, beaucoup ne tiennent pas à retourner en Italie, même pour une simple visite aux parents, par peur du fascisme mais aussi par crainte d'être bloqué au retour à la frontière. Les Italiens ont également beaucoup changé depuis leur arrivée : jeunes, célibataires, changeant souvent de domicile et d'employeur dans les années 1920, ils sont pères ou mères de famille et ont plusieurs enfants fréquentant l'école de la République. Travaillant parfois à leur compte ou ayant le même patron depuis de longues années, ils se sont fixés là où ils entendent bien réaliser leurs projets d'avenir.

Plusieurs décisions symboliques marquent cette ferme volonté de "se fondre" dans le pays d'accueil : bien des familles quittent le petit appartement où elles logeaient non loin du lieu de travail pour louer une maison et un lopin de terre à la périphérie de la ville ou dans un village environnant. Pour ces fils et filles de paysans, la culture du maïs et des pommes de terre, l'élevage de quelques têtes de bétail, représentent une forme de retour aux sources mais apportent surtout une plus grande indépendance en ces temps de crise. La nouvelle maison et le potager sont l'objet de tous les soins, en attendant mieux. Pour ceux qui le peuvent, il s'agit de posséder un bien, d'acheter ou de construire une demeure qui correspondra à leurs vœux : les patrons-granitiers possèdent leurs carrières, les entrepreneurs édifient leur maison. Dans le cimetière communal aussi, les Italiens sont de plus en plus présents : victimes d'accidents du travail ou morts "de vieillesse", les défunts sont enterrés dans leur pays d'adoption et les concessions "à perpétuité" accordées aux familles italiennes sont de plus en plus nombreuses.

En quelques années à peine, les Transalpins se sont enracinés en Déodatie et tendent à se "fondre" dans la société locale. Plus stables, ils sont également plus visibles. L'Italien, auparavant simple travailleur, "producteur", ne vit plus seulement sur son lieu de travail, dans les garnis ou les cabarets. Il peut être amené à fréquenter les services sociaux, les hôpitaux, les bureaux de la mairie, les guichets de la banque ou de la poste, l'école où sont inscrits ses enfants. La famille qu'il a fondée est loin d'être nombreuse : issu lui-même d'un foyer qui comprenait en Italie un grand nombre d'enfants, il a radicalement adopté le malthusianisme de ses voisins français. Autre pays, autres

[27] A.D.V. : 6 M : dénombrement de 1926 pour toutes les communes de l'arrondissement.

mœurs : les projets d'avenir ne peuvent se réaliser avec dix personnes à charge. Dans une petite famille, au contraire, tous les espoirs sont permis. Cependant, ce choix est là encore dicté par la nécessité : dans un logement réduit, alors que la vie est plus chère et que l'épouse se lève à quatre heures du matin pour aller à l'usine, on ne peut se permettre d'avoir "trop" de bouches à nourrir. A Senones par exemple, les familles italiennes comptent moins de deux enfants en 1936, chiffre inférieur à celui des autochtones[28]. La crise ayant temporairement suspendu la réalisation des projets d'indépendance et d'amélioration du niveau de vie, ce sont les fils et filles d'immigrés qui recueillent les espoirs d'ascension sociale de leurs parents.

4 - Des groupes éparpillés.

"Manière" de vivre, choix de la langue et de l'habitat : l'adoption des normes et des valeurs dominantes a été favorisée par de nombreux facteurs. Par rapport à d'autres nationalités, les Italiens apparaissent une fois encore comme des étrangers "privilégiés" :

Le petit nombre et la dispersion jouent en effet largement en leur faveur. Les Transalpins n'ont jamais été plus de 2 300 dans l'arrondissement, chiffre atteint en juillet 1926. Dix ans plus tard, ils sont environ 1700, dont 20 % de naturalisés. Ils représentent au total moins de 2 % de la population de la région, et, dans les villes où ils sont les plus nombreux - Senones, Moyenmoutier, Gérardmer, Saint-Dié - la proportion ne dépasse jamais les 10 %. De plus, le cloisonnement du relief, la localisation des centres industriels et des activités artisanales qui les occupent, empêchent tout regroupement important. Il n'y a jamais eu de "*Little Italy*", ni de ghetto italien en Déodatie, mais au contraire, des dizaines de petits noyaux de peuplement obligés de cohabiter avec la population vosgienne. Avec le temps et l'arrivée de la crise, les immigrés vieillissent, se marient, quittent leur appartement : ils déménagent en périphérie ou dans un village "satellite", non loin de la ville où ils sont arrivés dix ans plus tôt. A la fin des années 1930, presque toutes les communes de l'arrondissement abritent au moins une famille italienne : Vieux-Moulin, Saint-Michel-sur-Meurthe ou Sainte-Marguerite, villages totalement ignorés des immigrés avant 1914, en comptent désormais quelques unes.

5 - Une grande variété d'"Italiens".

L'éventail plus grand des zones de départs représente également un atout important : Lombards et Piémontais ne sont désormais plus seuls. Avec l'arrivée des "Vénitiens", et surtout des "Vénitiennes", c'est une autre Italie qui s'installe dans l'arrondissement. Valdôtains et Friouliens représentent, quant à eux, des "minorités dans la minorité". Cette grande diversité des origines associée à leur dispersion, oblige les immigrés à adopter une langue commune pour mieux se comprendre : petit à petit, les dialectes reculent au profit de l'Italien "classique" appris à l'école.

[28] A.D.V. : 6 M 463, dénombrement de 1936 ; voir graphiques p. 306.

Mais c'est surtout la langue française qui sert de "passerelle" : son apprentissage se fait d'autant plus rapidement qu'elle est nécessaire, voire obligatoire, dans tous les actes de la vie quotidienne, à l'usine, sur les chantiers, chez les commerçants, devant les guichets de la poste ou de la mairie. Apprendre le français n'est pourtant pas chose facile, malgré la parenté culturelle et linguistique souvent mise en avant par les partisans de l'assimilation des *"cousins latins"* : certains sons - le "u", le "r" non roulé - restent difficilement prononçables ; de nombreux mots également sont de "faux amis" : *perche* signifie à la fois "parce que" et "pourquoi", ce qui provoque de fréquentes confusions ; les "*parenti*" désignent la famille au sens large. Ce sont donc très souvent les enfants, ayant appris le français "classique" à l'école primaire, qui sont les "professeurs" de leurs parents : si parler et lire est chose assez facile pour ces immigrés qui ont tous reçu une instruction primaire en Italie, écrire est un exercice beaucoup plus ardu. Comment remplir un formulaire administratif, présenter une demande de naturalisation, tenir un livre de comptes quand on est petit artisan ? L'aîné de la famille tient souvent le rôle d'"écrivain public".

Alors que dans les années 1920, les immigrés restaient fidèles à leurs dialectes, leurs coutumes, leurs cuisines particulières, ils se sont culturellement "uniformisés" avec le temps, au contact de la vie citadine et de leurs voisins vosgiens. Les *Trentini*, si attachés à leur *polenta* quotidienne présentée religieusement sur un plateau de bois à midi, la délaissent peu à peu, au profit d'une alimentation composée de pain, charcuterie, légumes, tout comme les ouvriers français. La *polenta* en effet ne se réchauffe pas, et on la prépare sur une cuisinière à bois percée d'un trou rond en fin de matinée pour toute la famille. Mais avec le travail en usine, il n'y a plus de repas familial à heures fixes, chacun pouvant rentrer à un moment différent de la journée selon l'équipe à laquelle il appartient ou les heures supplémentaires qu'il accomplit. On adopte alors le traditionnel "casse-croûte" et la baguette remplace le "pain d'or" que formait auparavant la farine de maïs bouillie.

Pour les "minorités" que sont les Friouliens et les Valdôtains, le chemin de l'intégration est plus facile : la faiblesse numérique des premiers, maçons célibataires pour la plupart, les "oblige" à adopter les usages locaux et à épouser des Françaises. Les seconds sont presque toujours considérés comme Français dès leur arrivée. Grâce à leur patronyme, à leur dialecte et à leur profession liée au monde rural, ils se "fondent" rapidement dans la population locale et leur naturalisation est saluée par la presse locale : *"C'est avec plaisir que nous apprenons la naturalisation comme français de Truc Anselme Dosithée, de sa femme, Verdal Marie-Magdeleine et de ses enfants, Marie-Thérèse et Gaston. Les membres de cette famille sont employés comme marcaires à la ferme de Blanchefeigne chez M. Arnould Joseph, agriculteur à Granges"*, annonce *L'Écho de Gérardmer* en 1935.[29]

A Senones par exemple, les Italiens n'ont jamais représenté une communauté soudée et unie, à l'image de leurs compatriotes établis dans les autres villes de l'arrondissement. Tous les facteurs semblent réunis pour faciliter leur "fusion" parmi les autochtones :

[29] L'Écho de Gérardmer : 28 décembre 1935.

- les professions qu'ils exercent - maçons, "graniteurs", ouvriers du textile - les obligent à travailler dans des lieux différents et éloignés les uns des autres. Ils n'y sont jamais rassemblés en grand nombre. De plus, l'Italien bénéficie d'une excellente réputation professionnelle grâce à sa grande qualification : il n'appartient pas au prolétariat industriel qui compose la grande majorité de la population de la vallée du Rabodeau, mais se considère comme un ouvrier d'élite. Reconnu comme tel par ses employeurs, il gagne un salaire bien supérieur à celui des ouvriers locaux, ce qui lui permet de vivre décemment et de réaliser de substantielles économies. Maçons et "graniteurs" traversent la crise des années 1930 moins difficilement que la plupart des "tisserands" et manœuvres vosgiens.

- ils sont également originaires de régions bien différentes, le *Varesotto*, le *Val d'Ossola*, la *Val'Sugana,* ou les communes de Pove et Monselice. Piémontais, Lombards et "Vénitiens" sont souvent obligés de se parler en français s'ils veulent se comprendre : petit à petit, dialectes et coutumes se perdent au profit d'une culture ouvrière commune, largement influencée par les normes dominantes.

- de plus, un grand nombre de familles se sont formées à Senones à partir d'hommes et de femmes arrivés séparément et célibataires. Près des deux tiers des mariages "italiens" célébrés dans l'église paroissiale de 1919 à 1939 ont en réalité uni un ou une immigrée avec un ou une Vosgienne[30]. Ces couples "mixtes" concernent également les foyers dans lesquels le mari et l'épouse viennent de régions différentes. Leur importance numérique ne fait qu'accélérer la "dilution" de la culture d'origine dans le milieu d'accueil : fils et filles d'Italiens ne disposent que de bien faibles références sur le pays d'origine de leurs parents à leur entrée à l'école communale.

- presque toutes les rues de la petite ville abritent au moins une famille immigrée. Certes, si le centre est "réservé" aux commerçants et professions libérales, les populations ouvrières résident le plus souvent à la périphérie, dans le "faubourg d'Alsace", la "rue du 1er Bataillon", la "rue Jeanne d'Arc", dans des cités construites au début du siècle[31]. Là encore, les Transalpins se "mélangent" aux autochtones et la vie de quartier, le dimanche ou en fin d'après midi, crée une sociabilité qui permet aux gens de se rencontrer, de discuter et de tisser des liens. La barrière que représentaient la langue et la culture d'origine s'efface rapidement : l'immigré n'est plus "l'autre", "l'étranger", mais un camarade ou un ami partageant les mêmes problèmes quotidiens et souvent les mêmes passions.

Il existe pourtant à Senones un groupe soudé, qui s'individualise par son mode de vie et ses activités : les *Povesi* sont en effet 80 en 1931. Natifs de la commune de Pove del Grappa, dans la province de Vicence, ils sont arrivés dans les Vosges par familles entières au milieu des années 1920. Si les hommes sont tous "graniteurs", les femmes travaillent dans les usines du groupe Boussac. Appelés *"Povates"* par les autochtones, les *Povesi* rencontrent dans les carrières d'autres Italiens,

[30] Archives Paroissiales de Senones : registre des mariages 1919-1939.
[31] A.D.V. : 6 M 463, dénombrement de 1931.

Ossolani pour la plupart et arrivés bien avant eux. Les rapports entre les deux groupes sont souvent orageux, chacun se sentant dépositaire d'une tradition glorieuse et multiséculaire dans le travail de la pierre. Si les Piémontais ont construit le Dôme de Milan au Moyen Age, les "Vénitiens" ont participé à la décoration de la place Saint-Marc. De plus, ils ne partagent ni les mêmes dialectes, ni les mêmes coutumes. Les *Ossolani*, qui bénéficient de leur ancienneté d'installation, sont parfois devenus de petits patrons ; les *Povesi* ne sont que de simples ouvriers payés pour tailler auges et bordures de trottoirs. Cette concurrence est pourtant saine et bénéfique et ne dépasse jamais les simples affrontements verbaux : les *"Povates"* sont en effet de remarquables tailleurs de pierre ; si les employeurs dénoncent leur "sale caractère", ils savent reconnaître leur grande compétence professionnelle[32]. Cependant, aux contacts d'autres Italiens et des Senonais "de souche", les *Povesi* perdent rapidement de leur originalité. Si les parents exercent toujours les deux mêmes professions - "graniteurs" et ouvrières -, s'ils résident aux pieds des carrières de "La Forain" ou "des Gouttes", les enfants issus de ces 30 familles ne sont pas élevés dans un "ghetto" : fréquentant l'école communale et ne parlant que le français, ils participent comme leurs pères aux rencontres sportives des deux clubs de la ville et s'intègrent rapidement dans la population locale, comme les autres fils et filles d'Italiens.

La diversité plus grande des zones de départs a donc largement joué en faveur des immigrés italiens dans les années 1930. Ceux qui sont présentés par les journaux comme des "modèles" d'assimilation réussie ont bénéficié de conditions particulièrement favorables, exerçant des professions qualifiées et recherchées, bénéficiant de réseaux de solidarités anciennement établis. Mais la décision de s'installer dans les Vosges et de se conformer aux normes de la société locale a d'abord a été dictée par la nécessité et l'intérêt. A l'opposé, des centaines de familles italiennes n'ont pas eu d'autres choix que de quitter une région qui ne voulait plus d'eux : malgré leur volonté de rester dans les Vosges, les ouvriers *padovani* victimes des licenciements massifs de 1932 ont été obligés de partir. N'ont été intégrés certes, que ceux qui l'ont ardemment désiré, mais aussi ceux qui ont bénéficié d'opportunités et qui ont su prendre la bonne décision au bon moment.

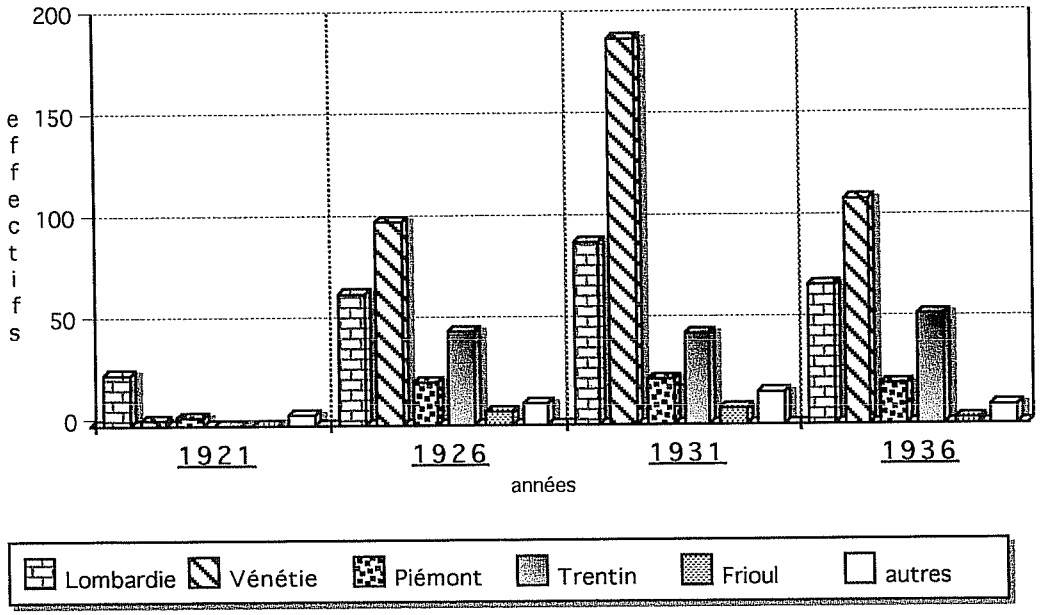
B - Une "élite" issue de l'immigration.

1 - Les petits entrepreneurs.

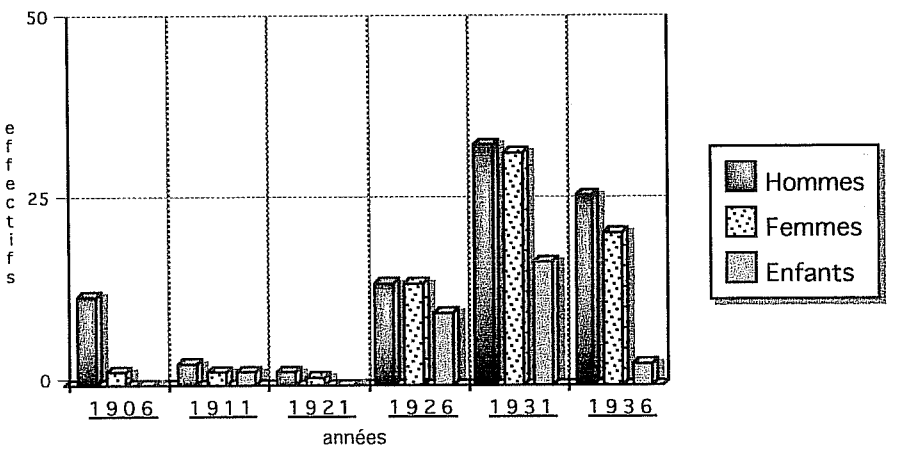
L'Italien "petit-patron" contribue fortement à favoriser l'intégration de ses compatriotes. Arrivé au début du siècle comme simple maçon ou carrier, célibataire sans attache familiale, il a fondé ensuite sa petite entreprise et est devenu indépendant. Naturalisé, totalement intégré dans le milieu

[32] Entretien avec Éliane Mantovani, née de Angeli : septembre 1995.

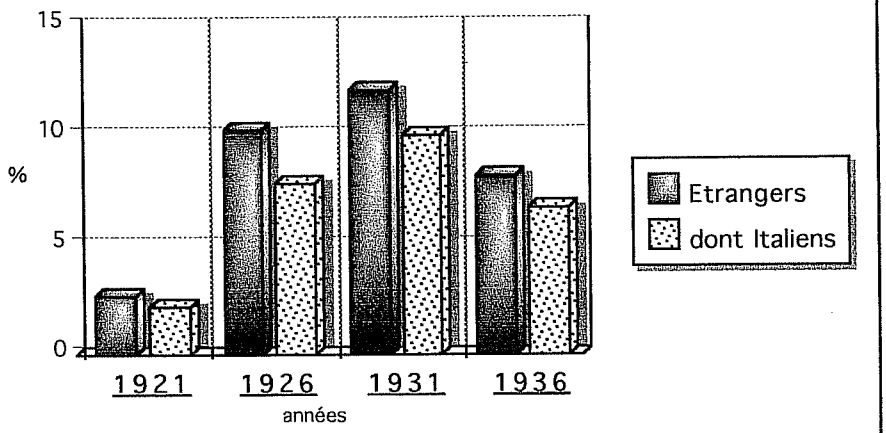
Origines des immigrés italiens à Senones (1921-1936, par région d'origine) :



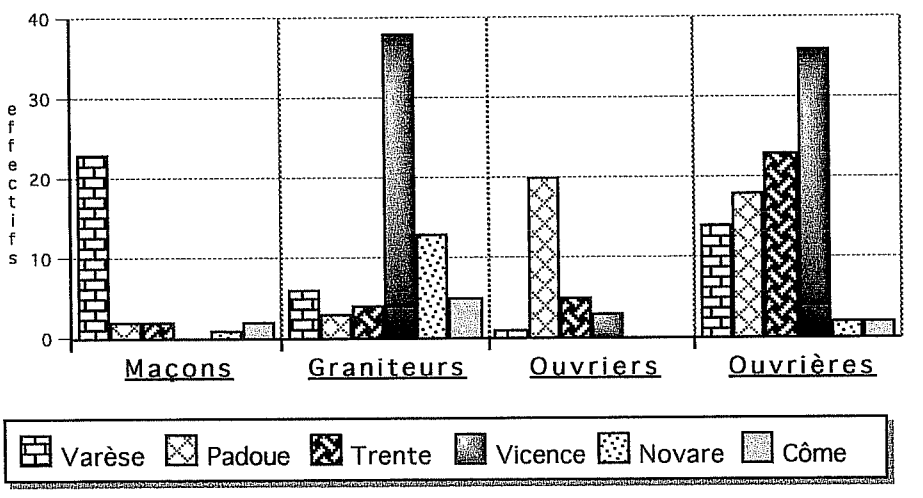
Les "Povesi" à Senones (1906-1936).



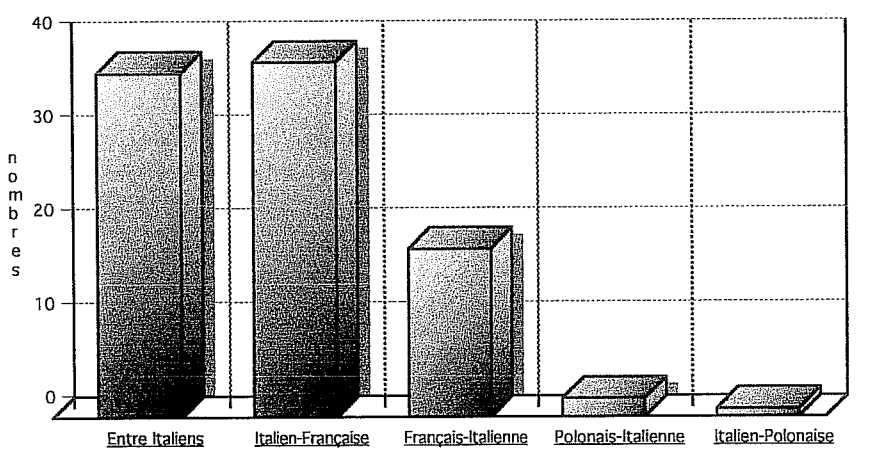
Part des étrangers et des Italiens à Senones (1921-1936).



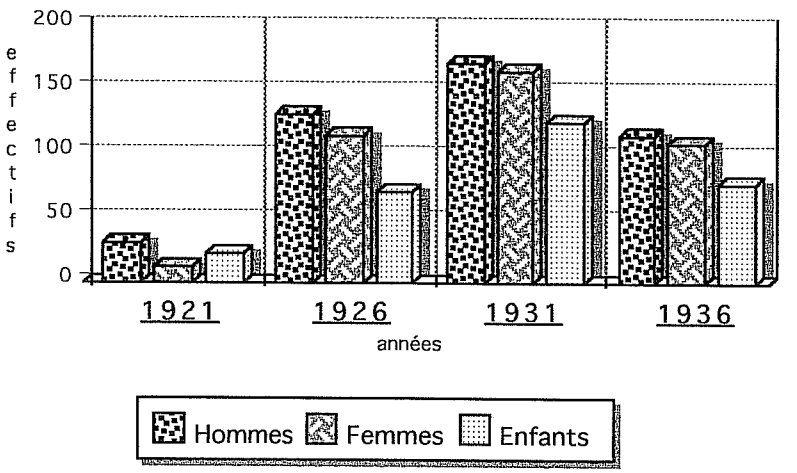
Provinces d'origine des Italiens de Senones, selon la profession, en 1931 :



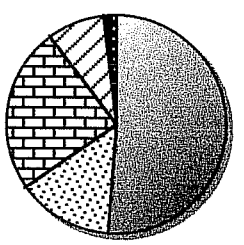
Mariages d'Italiens à Senones (1919-1939) :



Italiens à Senones (1921-1936) :

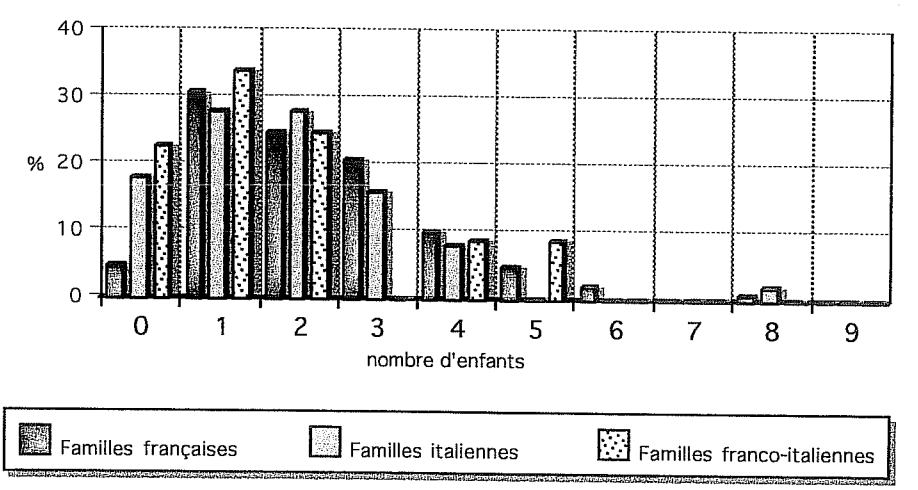


Familles "italiennes" de Senones en 1936 :

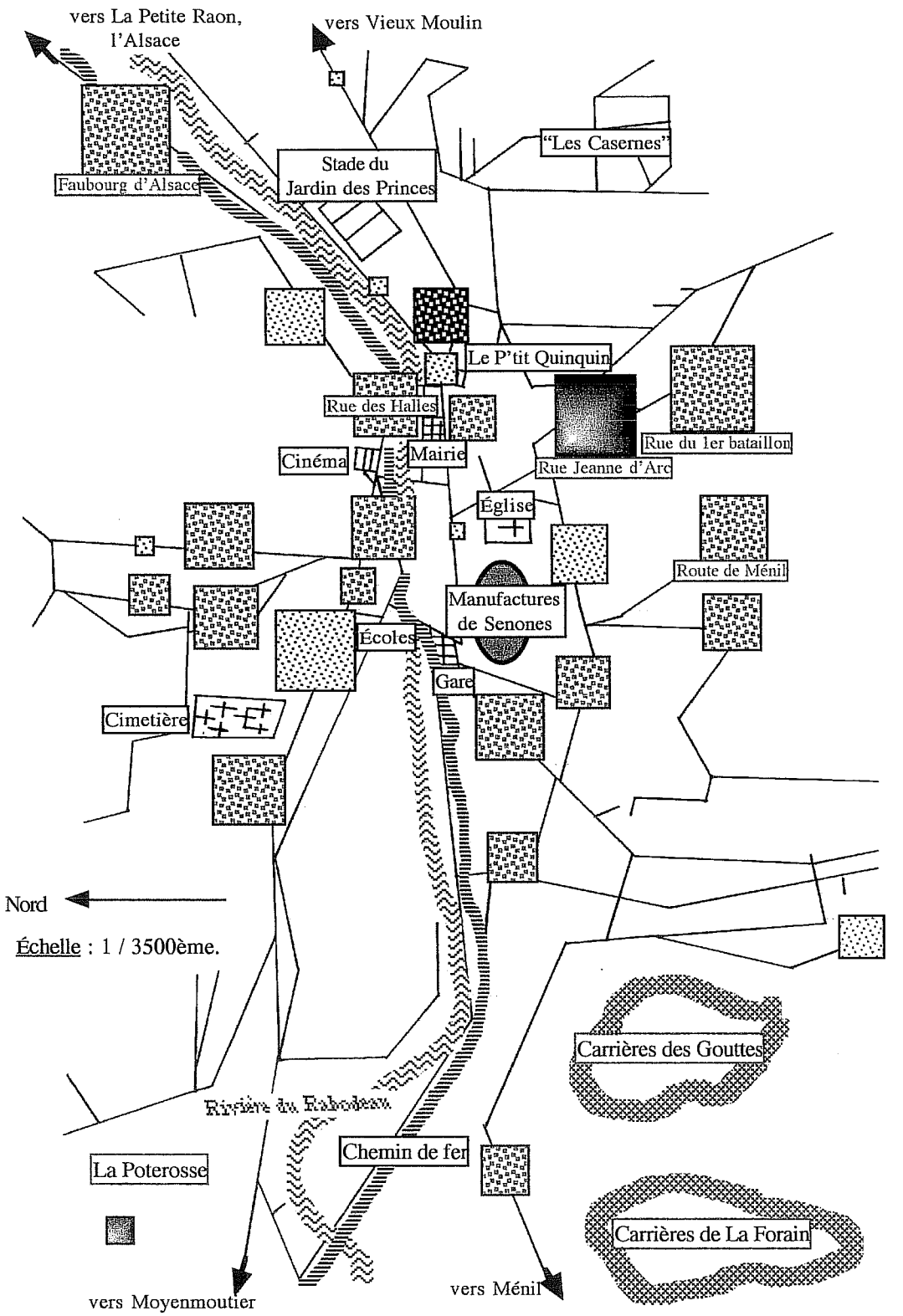


- Maris et femmes italiens originaires de la même province 51,0%
- Maris et femmes italiens originaires de provinces différentes 14,3%
- Maris italiens, femmes françaises 24,5%
- Maris français, femmes italiennes 8,2%
- Mari italien, femme autrichienne 1,0%
- Mari italien, femme polonaise 1,0%

Nombre d'enfants dans les familles italiennes de Senones en 1936 :



Les Italiens à Senones en 1931.



d'accueil, l'entrepreneur ou le patron de carrière fait principalement travailler dans les années 1920 des immigrés et membres de la famille originaires de sa province. A leurs yeux, il représente bien plus qu'un simple employeur : il est une référence, un modèle de réussite sociale, l'homme dont on connaît la vie et le parcours, que l'on envie et que l'on voudrait bien imiter. Connaissant le métier mieux que personne, payant lui-même ses ouvriers, ne refusant pas d'empoigner de ses mains gercées le marteau ou la pelle à ciment, le petit patron est un homme respecté de tous. L'aisance affichée d'un César de Angeli à Senones ou d'un Angelo Lenuzza à Raon-l'Étape dans les années 1930 représente l'image du succès : pour qui le veut bien , la réussite est possible, à condition de ne pas compter ses heures de travail, de se conformer aux lois du pays et aux normes dominantes, de bénéficier aussi d'un peu de chance.

Respecté, le petit entrepreneur l'est aussi de la population locale qui voit en lui l'exemple même d'une assimilation réussie : par sa double culture, il symbolise l'alliance et l'amitié unissant les deux *"sœurs latines"*. En ayant choisi la France, il fait profiter sa nouvelle patrie de sa compétence professionnelle, fait travailler des ouvriers français, crée des richesses nouvelles qui seront dépensées et redistribuées par la suite sur place. Alors qu'avant-guerre, on insiste surtout sur le rapatriement des salaires en Italie, chacun a désormais pleinement conscience que les Italiens ne prennent la place de personne, surtout pas des Français "de souche", bien au contraire. La presse locale, par exemple, n'hésite plus à saluer la naturalisation du patron italien, présenté comme un "self made man". En octobre 1929 par exemple, César de Angeli acquiert la nationalité française : *"Il demeure en France depuis plus de trente ans et depuis huit ans à Senones. Nos félicitations !"* lit-on dans *La Gazette*[33].

A Granges, suite à l'accident mortel dont il a été victime en 1934, le granitier Charles Peduzzi reçoit des obsèques solennelles. Le très conservateur *Écho de Gérardmer* retrace la vie du défunt en des termes élogieux : *"Né en 1888 à Schignano, vous êtes venu en France pour combattre à nos côtés pendant cette guerre affreuse, en 1917 près de Reims. Vous avez défendu la France au 2ème Corps d'armée, en Champagne, aux Ardennes et en Belgique. La guerre terminée, vous vous êtes mis au travail avec acharnement, et vous avez réussi à mener à bien une importante entreprise par votre énergie et votre loyauté en affaires (...). Vos ouvriers, tous ici présents, ne peuvent cacher leur douleur et pleurent leur cher patron, qui savait par son énergie et sa loyauté incomparable se faire aimer de tous ceux qui étaient à son service"*[34]. Loyauté, sens de l'effort, énergie, patriotisme : telles sont les qualités attribuées à ces petits entrepreneurs. Certes, ils ne sont pas nombreux - une trentaine à peine dans les années 1930 - et beaucoup d'entreprises artisanales ont une durée de vie des plus brèves. Pour le simple maçon ou le tailleur de pierre, l'indépendance professionnelle n'est souvent qu'un objectif lointain, irréalisable pour le moment. La réussite de leur "élite" rejaillit

[33] L'Express de l'Est : 5 octobre 1929.
[34] L'Écho de Gérardmer : 3 novembre 1934.

Patrons-granitiers italiens naturalisés dans les années 1920-1930.

Grandrupt (Senones)

CARRIÈRES DE GRANIT

Charles RIGONI

A GRANDRUPT

Taille et Polissage

TRANSPORT A SENONES

par Tracteurs

GRANITS FRANÇAIS & ÉTRANGERS

CHAPELLES
MONUMENTS FUNÉRAIRES
POLI INALTÉRABLE
TRAVAUX D'ART
GRAVURE -:- SCULPTURE
SCIAGE & POLISSAGE MÉCANIQUE

PROPRIÉTAIRES - EXPLOITANTS
de Carrières de Granit Rouge Corail des Vosges
pouvant donner des blocs de toutes dimensions

R. C. St-Dié 7.629 - 7.630 — R. M. St-Dié 306 - 307
COMPTE CHÈQUES POSTAUX
NANCY 301-37

Monti Frères
La PETITE-RAON (Vosges)

EXPLOITATION GÉNÉRALE DES GRANITS DES VOSGES
GRANIT BRUT ROUGE – CORAIL – ROSE ET FEUILLE MORTE

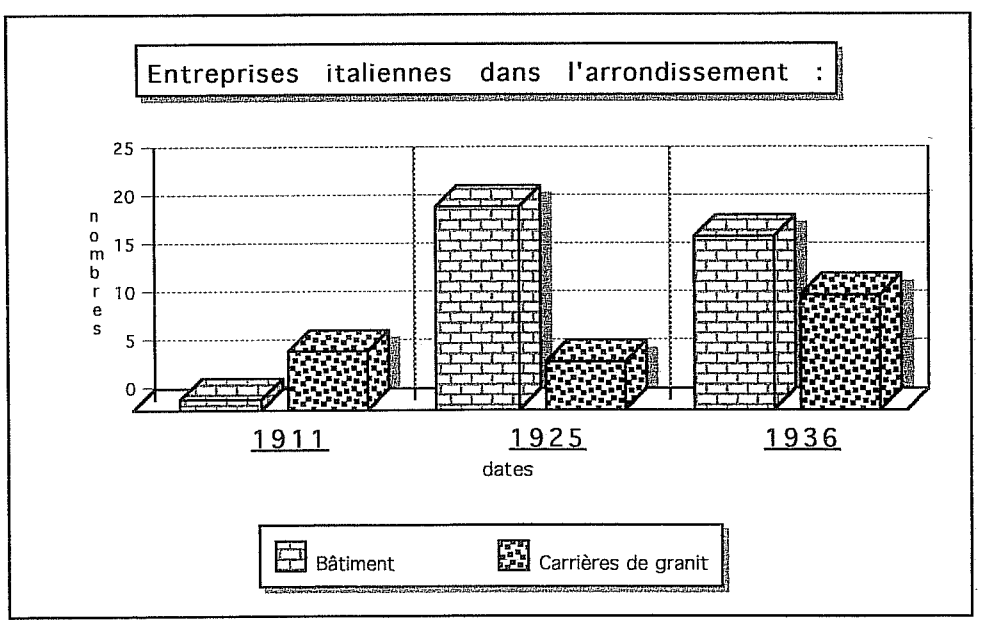
MONUMENTS FUNÉRAIRES
FOURNITURES POUR TRAVAUX PUBLICS
BORDURES DE TROTTOIRS
MEULES POUR PAPETERIES

Ernesto Mantovani
RUE DU PRÉSIDENT-POINCARÉ
SENONES (VOSGES)
TÉLÉPHONE 63
C. C. POSTAUX NANCY 254.93

EXPLOITATION DE CARRIÈRES DE GRANIT DES VOSGES
Saint-Stail - Grandrupt & Rupt-sur-Moselle

FABRICATION DE MONUMENTS DE TOUS STYLES
TRAVAUX EN TOUS GENRES
SPÉCIALITÉ DE MEULES EN GRANIT
BORDURES DE TROTTOIRS
MARCHES, SEUILS
AUGES DE FONTAINE

L. Galimberti & Fils
BUREAU : RUE DES SABLES, 37
DÉPOT : BOULEVARD D'AUSTRASIE



Entrepreneurs italiens naturalisés, dans les années 1920-1930.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS DE TOUTES NATURES

TRAVAUX INDUSTRIELS, PUBLICS & PRIVÉS

EXPLOITATION DE CARRIÈRES

ENTREPRISE CHARLES PEDUZZI

R. C. Saint-Dié

GRANGES-SUR-VOLOGNE (Vosges)

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BATIMENTS

R. C. SAINT-DIÉ 6.653

TÉLÉPHONE N° 66C

Louis Fioramonti

BUREAUX :

45, RUE DES TROIS-VILLES - 10, RUE GASTON-SAVE

SAINT-DIÉ (Vosges)

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS

TUYAUX DE GRÈS

CIMENT & CHAUX

BRIQUES

R. C. Saint-Dié 6731

G. Lischetti

Place de l'Abbaye

MOYENMOUTIER (VOSGES)

ENTREPRISE
de Maçonnerie et Fumisterie industrielle

FOURS DE BOULANGERS ET TOUTES RÉPARATIONS

Joseph BELLORINI

39, rue des Trois-Villes, SAINT-DIE (Vosges)

RÉPARATIONS DE FOURNEAUX DE FAIENCE
CARRELAGES ET TOUS TRAVAUX EN CIMENT.

- PRIX REDUITS - 1945

Achille POLETTI

- SENONES -

ENTREPRISE

DE

TRAVAUX PUBLICS

Transports par Camions

ÉPICERIE — MERCERIE — FAIENCE

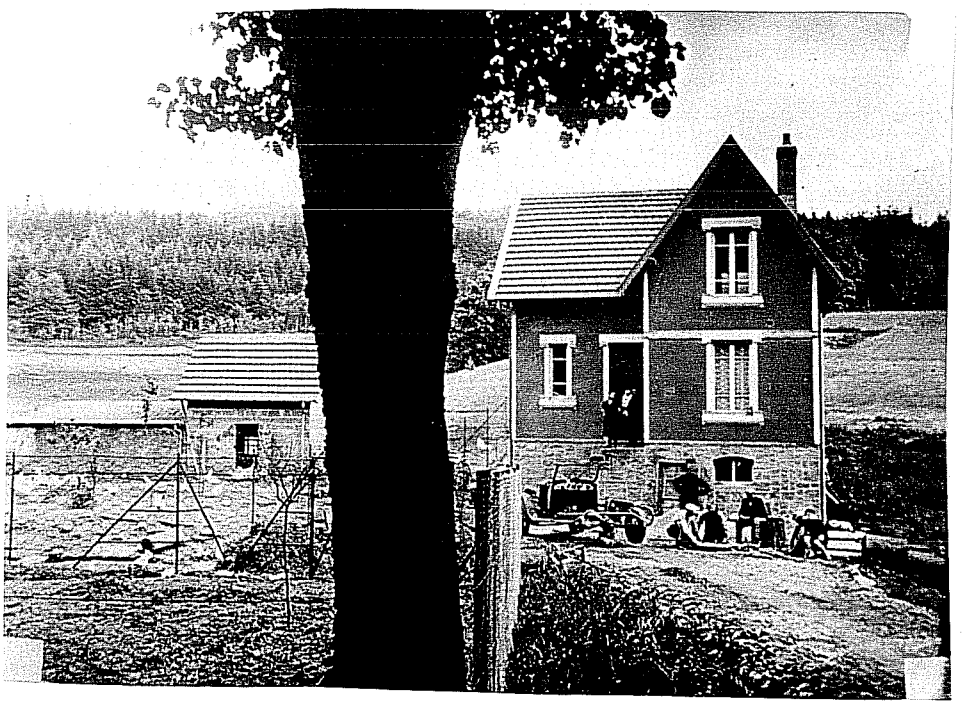
PRODUITS ITALIENS

R. C. Saint-Dié 6780

Lino Lenuzza

8, Rue Victor Hugo

LA NEUVEVILLE-LES-RAON (Vosges)



La première maison construite par Lino Lenuzza en 1931.

Le *Blue and Red Jazz* vers 1925.

pourtant sur l'ensemble des immigrés : à la différence d'autres nationalités, les Italiens disposent dans l'arrondissement de "modèles".

2 - Une quarantaine de petits propriétaires.

L'attachement au pays d'accueil est plus fort encore quand les Italiens deviennent propriétaires : la décision d'acheter un lopin de terre, une maison, une carrière est importante et lourde de significations. L'immigré montre là son intention de "s'enraciner", de vivre et de travailler dans une région qu'il considère comme la sienne. Elle marque aussi le renoncement d'un retour au pays natal. Pour ces fils de paysans, l'acquisition d'un bien représente une étape importante vers la réalisation des projets d'indépendance et d'élévation sociale.

En novembre 1924, seuls 57 Italiens de l'arrondissement possèdent la maison dans laquelle ils résident, et 43, souvent les mêmes, sont propriétaires d'une terre. Ils ont en su saisir l'opportunité qui leur était offerte : au début des années 1920, pendant les travaux de reconstruction, nombreuses sont les exploitations abandonnées et les maisons ruinées dans les villages les plus enclavés de l'arrondissement, du fait de l'exode rural, des opérations de guerre et du décès des anciens occupants, petits paysans pour la plupart. La possibilité d'acquérir pour un prix assez modique un "immeuble" à restaurer, une carrière pour exploiter le granit ou un champ pour faire pousser quelques légumes, est une chance qu'on ne peut laisser passer : la plupart des achats a lieu dans l'immédiat après-guerre, de 1921 à 1923.

Pourtant, le gouvernement français s'inquiète. Le ministre de l'Intérieur, Camille Chautemps, décide d'établir en 1924 dans une grande enquête, un "*État des étrangers propriétaires d'immeubles ou de propriétés immobilières*" : "*A maintes reprises,* écrit-il au préfet des Vosges, *l'attention de mes prédécesseurs et la mienne a été appelée sur l'augmentation constante du nombre des immeubles et des propriétés immobilières achetés en France par les étrangers au cours de ces dernières années. Certains de vos collègues ont estimé qu'il pouvait y avoir là un double danger : danger économique d'abord, parce que la situation des changes permet aux étrangers d'acquérir à des prix particulièrement favorables et d'évincer quand ils le désirent les acquéreurs éventuels français ; danger pour la sécurité du pays d'autre part, parce que, si ce courant d'achat continuait et s'intensifiait, une grande partie de la richesse française échapperait ainsi à nos nationaux*"[35].

Les craintes du ministre n'ont pourtant guère de fondements : dans la région de Saint-Dié, les Italiens ont acheté des biens dont personne ne voulait. De plus, maisons et carrières, en ruines ou minées, ont été par la suite restaurées, et les propriétés foncières n'ont qu'une petite superficie, quelques dizaines d'ares tout au plus. Bien loin de constituer un "*danger pour la sécurité du pays*", les Transalpins ont revitalisé des villages menacés de désertification, et, après 1927, tous se feront naturaliser. Comme au Puid avant 1914, à La Houssière, Anould, Liezey ou Nayemont, ils ont

[35] A.D.V. : 15 M 232.

MONUMENTS FUNÉRAIRES

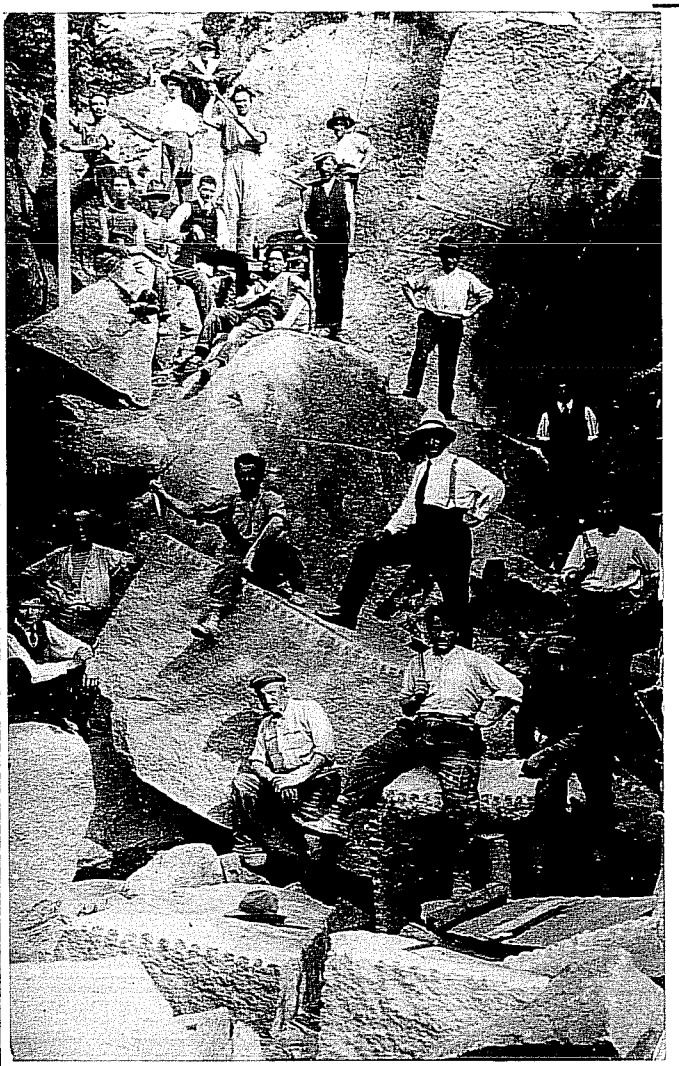
TOUS TRAVAUX D'ART ET
D'ARCHITECTURE EN GRANIT

DE ANGELI

Fournisseur de la Ville de Paris, des Ponts et Chaussées, des Chemins de Fer et du Génie

Propriétaire-Exploitant de CARRIÈRES

12, Grande-Rue – SENONES (Vosges)



César de Angeli au milieu de ses ouvriers vers 1930. Trois de ses fils sont également là, portant gilet et chemise blanche.

Deux immigrés originaires du Trentin : **Pio Sartorelli**, ouvrier puis "graniteur", et **Bruno Crosta**.

"L'Italien ne rougit pas d'être en guenilles. Par contre, le dimanche et les jours de fête, la plupart sont méconnaissables, et leur élégance fait pâlir les employés les mieux mis : complets de draps fins de couleurs voyantes, chaussures à tiges d'étoffe claire et à bouts vernis et cravates éclatantes".

Georges Mauco, Les étrangers en France, 1932.

contribué à freiner l'exode rural. Les propriétaires sont néanmoins très peu nombreux : en 1925, ils concernent moins de 5 % des Italiens de l'arrondissement.

Quand il ne peut acheter, l'immigré est locataire d'un appartement ou d'une maison, également de terres. En décembre 1926, les "fermiers" transalpins ne sont que 11 et la superficie totale exploitée n'excède pas les six hectares. Par la suite, accentué par la crise économique, le mouvement s'amplifie. Au Ban-de-Sapt, par exemple, commune dévastée pendant la Grande Guerre, un maçon *varesino* ayant participé à la reconstruction décide en 1925 d'épouser une fille du pays et de s'installer comme cultivateur au hameau de Laitre. Remplissant le dossier de naturalisation qui lui est présenté en 1939, le maire de la commune, lui aussi agriculteur, ne tarit pas d'éloges sur un homme qu'il considère déjà comme Français : *"Il est actif, travailleur. Jamais rien n'a pu lui être reproché. Il est sobre et a le tempérament adapté à nos principes et à nos mœurs. Petit cultivateur, il exploite des propriétés qui ne lui appartiennent pas en totalité"*[36].

C - Un choix fondamental : la naturalisation.

1 - Primauté de l'intérêt sur les états d'âme.

La naturalisation représente l'étape fondamentale vers l'assimilation : décider de changer de nationalité, c'est renoncer définitivement au retour vers le pays d'origine, c'est accepter les normes, les règles et les lois de sa nouvelle patrie mais c'est aussi un pari sur l'avenir. En risquant de mécontenter des parents restés au village natal, en "coupant les ponts", l'immigré se prive de toute possibilité de repli. Désormais, c'est en France que lui et ses enfants habiteront, travailleront et mourront : tous les projets et les rêves qu'il s'était fixés en partant sont reportés sur le pays d'accueil. De 1920 à 1939, 436 Italiens résidant dans l'arrondissement deviennent Français : près des deux tiers sont des hommes mariés et les célibataires ne représentent que 10 % du total.

Les Transalpins peuvent également compter sur des "amis" - instituteurs et maires, adhérents de la L.D.H. ou membres du parti radical -, pour les renseigner sur les démarches à suivre, les délais à respecter, les documents à fournir. Dans les villes ou les plus petits villages, il semble bien que tous connaissent plus ou moins précisément les conditions à remplir.

Si les naturalisés ne rassemblent que 9 % des immigrés à l'hiver 1911, ils sont 20 % en 1936, et, en septembre 1939, près d'un tiers. Plusieurs facteurs favorisent l'accroissement des demandes de naturalisation après 1918 :

- les gouvernements français encouragent l'assimilation des populations étrangères, italiennes surtout. C'est dans cette optique que le vieux Code de la Nationalité de 1889 est révisé en 1927. A partir de cette date, on recense dans la région de Saint-Dié 32 Italiens naturalisés par an en

[36] A.D.V. : 54 W 61.

moyenne. De 1919 à 1926, ils n'étaient que trois. Le chiffre maximum est atteint en 1939 avec 63 naturalisations. Devant les menaces de guerre, les dossiers en souffrance sont traités beaucoup plus rapidement au profit des jeunes gens qui voient leur demande aboutir : la République pourrait avoir prochainement besoin d'eux pour combattre l'ennemi ...

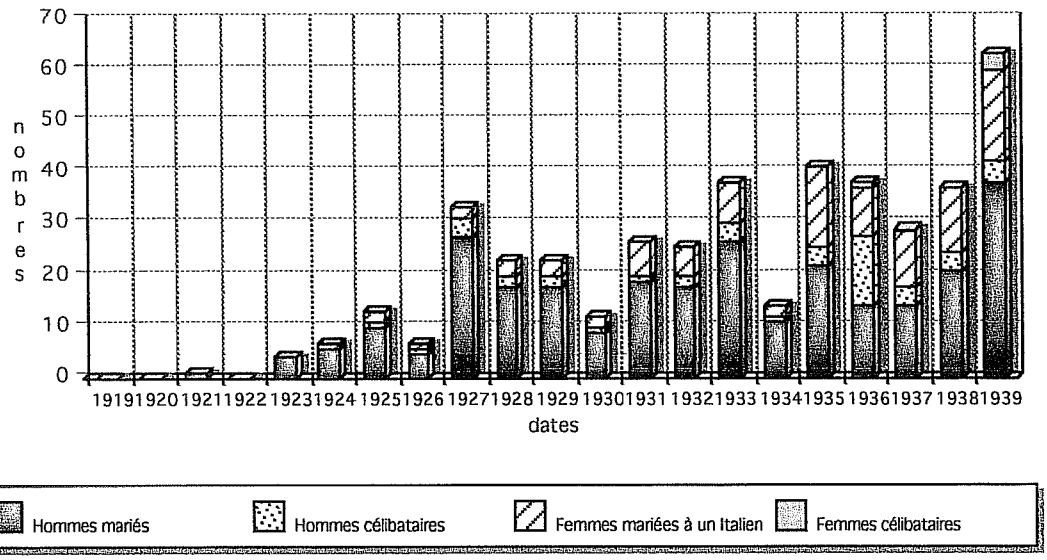
- mais la naturalisation correspond avant tout à une démarche personnelle ; elle est le fruit d'une longue réflexion favorisée par les circonstances. Au début des années 1930, les immigrés sont pour la plupart stabilisés : ils sont mariés, ont des enfants qui fréquentent l'école laïque, disposent de revenus qui leur permettent de vivre à l'abri du besoin. En Italie, le fascisme s'est renforcé et personne ne pense retourner dans un pays dirigé par un dictateur. La crise fait également peser une lourde menace : à partir de 1932, les cartes d'identité ne sont plus renouvelées automatiquement et les chômeurs sont impitoyablement expulsés. Devenir Français offre bien des avantages : on est à l'abri de toute mauvaise surprise, on peut bénéficier aussi des marchés de travaux publics engagés par les communes. Bref, c'est avant tout l'intérêt qui prime sur les états d'âme : si l'immigré décide de se naturaliser, c'est pour "avoir la paix" - définitivement croit-il -, c'est pour ne plus être astreint à présenter sa carte d'étranger aux gendarmes, c'est pour ne plus être obligé de faire la queue aux guichets de la mairie afin de la faire renouveler et éviter de payer en même temps 20 francs.

Avec la décision de devenir Français débute pourtant un long parcours semé d'obstacles. Chaque dossier de naturalisation se compose d'un grand nombre de *"pièces"*, jusqu'à 16 parfois : il contient notamment un rapport du *"commissaire spécial"* du département décrivant au préfet *"la conduite, la moralité, les moyens d'existence, l'attitude au point de vue national"* du demandeur ; on y trouve aussi un bulletin de paye fourni par l'employeur, un certificat de scolarité concernant les enfants de l'étranger, un extrait du casier judiciaire, une feuille d'impôt, plusieurs reproductions des actes de naissance et de mariage, un certificat médical.

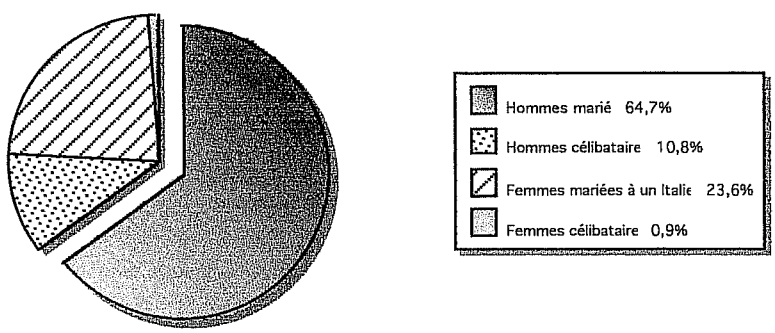
Le document le plus important, celui qui généralement emporte la décision finale, reste la *"Notice de renseignements confidentielle"* remplie par le maire de la commune de résidence : en huit pages, toute la vie d'une personne ou d'un couple est passée au crible. Grâce au zèle remarquable des services municipaux et de la gendarmerie, on connaît les adresses et professions des frères, sœurs et parents de l'étranger, ses résidences et activités antérieures, sa conduite pendant la guerre, les raisons qui ont motivé son départ. Les questionnaires s'intéressent également à sa "mentalité", son *"attitude politique"*. Est-il réellement assimilé ? Fréquente-t-il des Français ou des étrangers ? Sa famille est également l'objet de toutes les "attentions" : ses enfants parlent-ils notre langue ? Sont-ils *"robustes et bien constitués"* ? Lui-même représente-t-il *"un apport intéressant pour la collectivité"* ? Que lui rapporte sa profession ? Est-il propriétaire ? Paie-t-il ses impôts ? Le rôle du maire est ici primordial et son *"avis motivé"* influence considérablement le service des naturalisations du ministère de la Justice à Paris.

Néanmoins, les dossiers ajournés restent rares : ils représentent seulement un dixième des

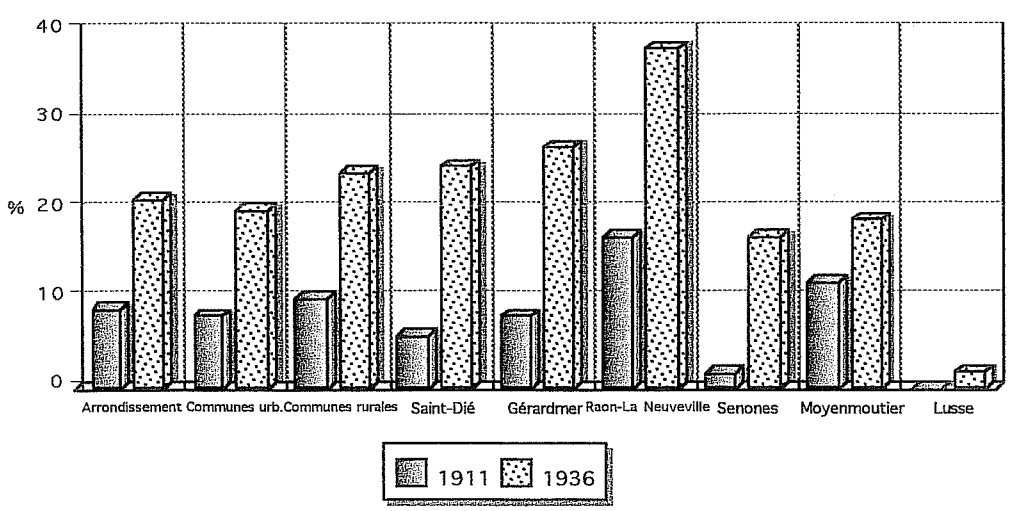
Italiens naturalisés dans l'arrondissement (1919-1939) :

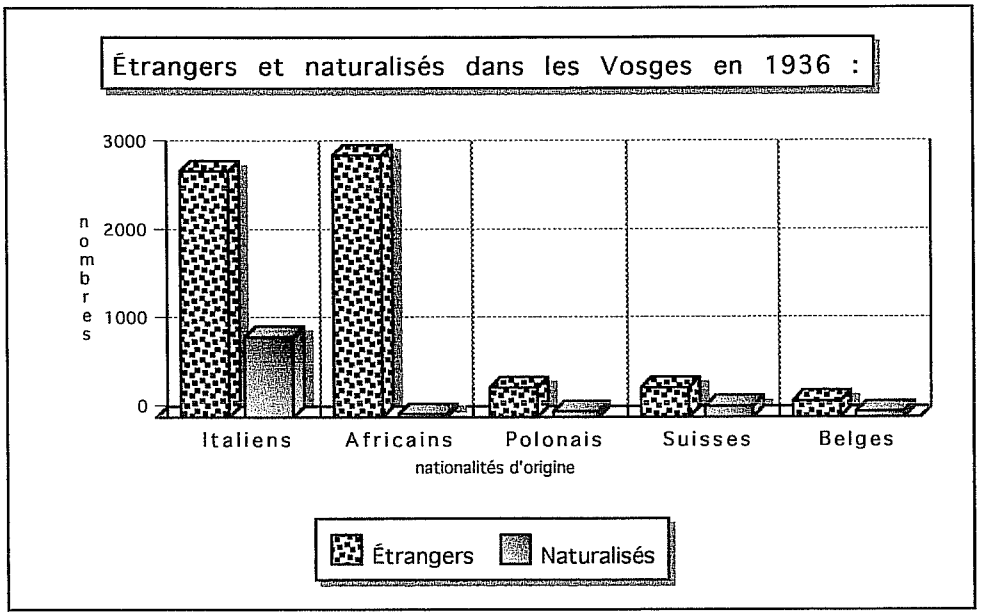


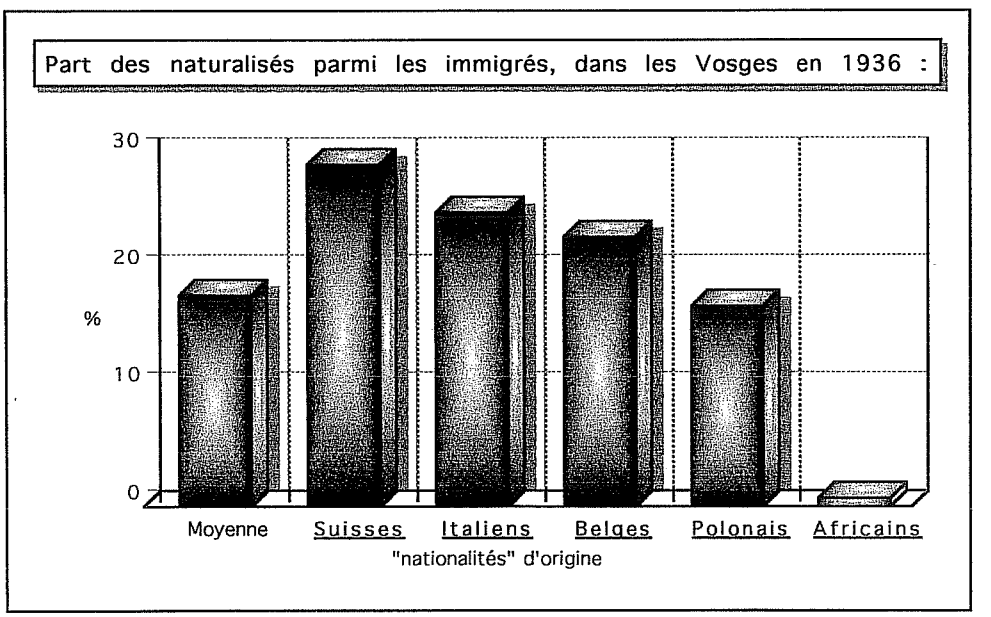
Italiens adultes, naturalisés dans l'arrondissement (1919-1939) :



Part des naturalisés parmi les immigrés italiens en 1911 et 1936 :




Étrangers et naturalisés dans les Vosges en 1936 :
3000
2000
1000
0
nombres
Italiens
Africains
Polonais
Suisses
Belges
nationalités d'origine
Étrangers
Naturalisés


Part des naturalisés parmi les immigrés, dans les Vosges en 1936 :
30
20
10
0
%
Moyenne
Suisses
Italiens
Belges
Polonais
Africains
"nationalités" d'origine

demandes. Ceux qui sollicitent la naturalisation sont donc des hommes et des femmes "sans tache", prêts à payer les droits de sceau demandés, soit près de 1500 francs par personne. La révision de 1927 n'a pourtant pas fait que des heureux parmi les Français : une partie de l'opinion conservatrice et nationaliste, obsédée par la *"pureté de la race"*, dénonce des naturalisations accordées trop facilement à ces *"Français de papier"*. Ni *Le Foyer Vosgien*, ni *L'Écho de Gérardmer* pourtant, ne viennent à défendre dans leurs colonnes de telles positions partagées surtout par les royalistes de l'Action Française au début des années 1930. Les Italiens naturalisés offrent en effet toutes les garanties : mariés, ils disposent de ressources leur permettant de vivre tout à fait décemment. Très discrets sur leurs opinions politiques, ils ne menacent en rien l'ordre public. Leurs enfants, tous scolarisés, sont très souvent d'excellents élèves. De plus, maçons et "graniteurs" ne prennent la place de personne sur le marché du travail. Ces jeunes actifs sont aussi des consommateurs : ils enrichissent l'économie locale en apportant leur savoir-faire et en dépensant sur place une grande partie de leurs gains. Petits entrepreneurs, ils emploient le plus souvent des ouvriers du pays. Tous ont accompli leur service militaire en Italie ou sont d'anciens combattants de la Grande Guerre. Tous sont en bonne santé, savent lire, écrire et parlent le français. Ils ne sont en rien des "parasites" à la charge de la société mais représentent au contraire de nouvelles "forces vives" pour la Nation. Si l'Italien demande sa naturalisation par intérêt, c'est également par intérêt que la République la lui accorde.

Seuls ont donc été choisis les Transalpins les plus irréprochables, ceux dont le parcours est exemplaire : là encore, ces immigrés apparaissent comme des privilégiés, si on les compare à d'autres. La proportion de naturalisés par rapport aux étrangers d'une même nationalité est plus forte pour les Belges, les Suisses et les Italiens que pour les Polonais et les "Africains" : ces derniers n'ont pratiquement aucune chance de voir leurs demandes aboutir ; les vagues anciennes d'immigration, composées de catholiques, "latins" à la peau blanche sont au contraire beaucoup plus favorisées.

L'ancienneté de l'installation joue en effet un rôle déterminant : à Raon-l'Étape, Saint-Dié et dans les communes rurales de l'arrondissement, il n'y a pas véritablement eu d'arrivées massives d'Italiens dans les années 1920 et la part des naturalisés y est plus forte qu'ailleurs. A l'opposé, dans la vallée du Rabodeau, à Senones ou Moyenmoutier, les nouveaux venus "vénitiens" ont beaucoup moins d'atouts à faire valoir et renoncent à demander leur naturalisation. Les "mineurs" perçant le tunnel de Sainte-Marie à Lusse ont, par exemple, tous gardé leur nationalité d'origine.

2 - Demandes ajournées.

Si certains font partie des "élus", d'autres voient leurs demandes *"ajournées"* pour plusieurs années sans aucune explication. Les services du ministère de la Justice rejettent les postulants qu'ils jugent indignes de la nationalité française. Si l'immigré manifeste quelque sympathie que ce soit pour

le communisme, ou à l'opposé, pour le régime fasciste, il est considéré comme un danger pour l'ordre public et sa demande ne peut aboutir. S'il vit en concubinage, s'il est malade ou trop vieux, s'il n'a pas d'enfants mâles, s'il se rend trop souvent en Italie, la sanction est la même. Il n'y a donc guère de place pour la compassion et seul l'intérêt du pays compte. En février 1936, le sous-préfet de Saint-Dié décrit l'attitude d'un maçon italien dans un dossier de naturalisation : *"Il se mêle sans réserve à l'agitation des partis. Lors d'une manifestation du Front Populaire, il arborait l'insigne de ce mouvement. Il vit en concubinage avec une femme d'assez mauvaise moralité dont le fils est aux Jeunesses Communistes"*. Un autre *"souffre de parkinsonnia et son état s'aggrave chaque année. Invalide et sans descendance, il n'offre aucun intérêt"*. Un troisième est jugé *"paresseux, épileptique, ivrogne et brutal : seule la crainte d'une expulsion est à même de retenir ses mauvais instincts"*. L' *"avis intéressé"* représente parfois un chef-d'œuvre de cynisme : pour peu qu'il n'aime pas les *"métèques"*, qu'il ait une "revanche à prendre" sur les Italiens, un maire peut condamner indirectement une famille à la misère ou à un retour forcé au pays. Mais ces règlements de compte restent rares : le plus souvent, les *"Notices de renseignements"* sont remplies avec le plus grand sérieux et les demandes sont appuyées favorablement[37].

3 - A Senones, enracinement et concessions *"à perpétuité"*.

Dans les années 1930, l'intégration des Italiens de Senones apparaît exemplaire et leur assimilation quasi-parfaite : peu nombreux par rapport à l'ensemble de la population, ils ont fait le "premier pas" en rejoignant des lieux de sociabilité fréquentés par les autochtones. Ils ont dans leur grande majorité renoncé à rentrer au pays et fait des choix décisifs : l'acquisition de la nationalité française est devenue l'objectif prioritaire. De 1923 à 1939, 76 dossiers concernant les Italiens de Senones ont abouti à la naturalisation de 97 personnes, mariées ou célibataires. Seules huit demandes ont été refusées par *"manque d'intérêt"* : les postulants étaient trop âgés pour servir sous les drapeaux ou n'avaient pas de descendance mâle.

En 1936, 17 % des immigrés de Senones sont devenus Français : ils sont 38 % à Raon-l'Étape et 21 % dans l'arrondissement. En 1939 pourtant, les naturalisés représentent sans doute plus du tiers des Transalpins de la ville. Ceux-ci bénéficient de toutes les garanties *"au point de vue national"* : jeunes, disposant d'un emploi bien rémunéré et dotés d'une solide qualification, ils sont pères ou mères d'enfants qui fréquentent assidûment l'école communale. Ils partagent également un antifascisme peu "ostentatoire" qui ne peut que plaider en leur faveur. Ils apparaissent ainsi comme des "immigrés modèles", en voie de francisation et même d'assimilation. C'est en effet le but recherché : beaucoup détestent l'Italie parce qu'elle représente un passé qu'ils veulent oublier et un régime politique dictatorial qui a servi d'exemple à bien d'autres "tyrans". Ils considèrent la France comme leur nouvelle patrie. Certes, la naturalisation représente avant tout une sécurité face à

[37] A.D.V. : 15 M 1-328 (dossiers de naturalisations, ajournements : 1919-1939).

la crise économique dont les effets sont toujours plus sensibles : mais elle symbolise également une rupture entre un passé d'étranger soumis à de mulptiples contraintes, et un avenir que l'on croit plus tranquille, dans une République libre et démocratique. Ces nouveaux Français idéalisent souvent un pays qui les a adoptés, dans lequel ils sont prêts à concrétiser leurs projets d'avenir.

La volonté d'enracinement prend différentes formes : si chacun espère bien construire "sa" maison et avoir enfin un "chez soi" après avoir loué pendant des années des appartements exigus, il faut également penser à enterrer ses morts dans le cimetière de la commune. Pour cela, il faut acheter une concession *"à perpétuité"* : dans les années 1930, 39 familles italiennes ou franco-italiennes de la ville acquièrent une petite parcelle du territoire communal en vue d'établir un caveau familial[38]. C'est désormais dans les Vosges que se fera le culte de parents disparus et il ne saurait être question d'inhumer un frère ou un cousin au village natal, là où reposent des aïeux dont on garde à peine le souvenir. Le jour de la Toussaint, on pourra se recueillir sur la tombe d'un proche : les Italiens ont donc eux aussi des "lieux de mémoire". Leur ancienneté d'installation et leur volonté de vivre avec leurs enfants à Senones trouvent maintenant des réalisations concrètes, des symboles que chacun peut voir, maisons pour les vivants, sépultures de granit pour les morts.

En recevant une copie du décret qui "fait" de lui un Français, l'immigré peut jeter la carte d'identité qui symbolisait son "statut" antérieur : signé par le Président de la République et le ministre de la Justice, le précieux document est conservé religieusement dans un tiroir, à côté des photos de famille et des bulletins de salaires. La page est donc tournée, l'Italie est devenue un pays étranger où l'on a grandi mais qui appartient au passé. L'avenir, sur lequel on fonde de grands espoirs, aura pour cadre la France et pour horizon les montagnes boisées de la région de Saint-Dié. La naturalisation n'est pas une fin en soi, mais une étape qui facilitera la réalisation de nombreux projets. Elle ne représente pas non plus toujours la marque d'une intégration parfaitement réussie, encore moins celle d'une assimilation totale. Pour remplir les conditions exigées, l'Italien a dû faire preuve d'une grande discrétion : il a évité absolument de faire parler de lui. Il s'est "contenté" d'être

[38] A.C. Senones : concessions du cimetière communal 1919-1939.

un ouvrier consciencieux, un bon père de famille et s'est conduit comme on voulait qu'il se comporte. Il n'était alors pas question de s'impliquer dans la vie politique et syndicale. Devenu Français et libéré de la menace de l'expulsion, il est désormais beaucoup plus libre d'exprimer ses opinions et de participer à la vie associative locale. Dans les années 1930, il n'est plus un anonyme : on le connaît, on le reconnaît, on peut discuter avec lui car il parle français. Dans sa vie quotidienne et surtout dans ses choix, il a montré sa ferme intention de s'intégrer, de devenir français. Reste à savoir si les autochtones voudront bien de lui.

Chapitre 5 :

L'espoir d'une assimilation rapide.

La naturalisation n'est pas toujours la marque de l'intégration, et encore moins de l'assimilation de celui ou celle qui en bénéficie. Protégé des menaces d'expulsion, l'Italien devenu Français reste considéré comme un étranger par les autochtones s'il ne s'implique pas dans la vie sociale de sa commune d'adoption. Ayant satisfait toutes les formalités officielles exigées par les autorités, il doit également avoir "fait ses preuves" au milieu des populations locales, pendant son temps libre notamment. En fréquentant les lieux de sociabilité de la classe ouvrière française, l'immigré acquiert des références culturelles et se crée des réseaux d'amitiés et de connaissances qui font disparaître lentement son "statut" d'étranger aux yeux des autochtones. La politique, le sport, la musique, la pratique religieuse vont ainsi lui permettre d'être accepté et reconnu. Dans ce long chemin parsemé d'obstacles, l'Italien dispose d'atouts importants.

I - Engagement politique et syndical.

A - Le fascisme italien, une faible influence dans l'arrondissement.

1 - Pour le gouvernement français, un devoir de réserve qui s'impose.

L'activité politique représente un facteur d'intégration important : en militant au sein d'un parti ou d'un syndicat français, l'immigré doit accepter les normes de la formation à laquelle il appartient. Il défend ses idées et ses intérêts, et partage avec d'autres personnes un même idéal : la barrière que pouvait représenter la nationalité s'effondre ; désormais, il est beaucoup mieux accepté et se sent plus proche de ses voisins français.

Là encore, le petit nombre joue en faveur d'une assimilation rapide des Transalpins : dans l'arrondissement de Saint-Dié, il n'existe ni associations, ni journaux, ni syndicats spécifiquement italiens. Les consignes gouvernementales sont d'ailleurs d'une très grande clarté à ce sujet : dans sa lettre au préfet des Vosges en décembre 1926, Aristide Briand prévient que *"le gouvernement français n'est pas disposé à laisser se créer des institutions qui tendraient à empêcher la fusion entre les éléments français et étrangers de notre pays"*[1]. La même année, Jean Durand, ministre de l'Intérieur, défend une thèse identique : *"Nous n'admettons pas que certains groupements d'étrangers cherchent à se livrer sur notre territoire à des tentatives d'agitation qui pourraient donner lieu à de regrettables incidents et troubler la paix publique. Certes, il est bien entendu que les étrangers jouissent des libertés et des droits publics reconnus et garantis par les lois de la République ; mais ils ne sauraient, sans abuser de l'hospitalité française, transporter sur notre territoire les luttes et conflits politiques de leur pays respectif et susciter des désordres par des*

[1] A.D.V. : 15 M 226 (1/2).

agitations violentes ou des manifestations de provocation. Le gouvernement ne tolérera des étrangers aucune agitation de nature à compromettre le bon ordre et la sécurité générale"[2]. Le ton est donné : les immigrés sont là pour travailler, non pour faire de la politique, et la moindre fausse note sera sévèrement sanctionnée.

2 - Pour les autorités fascistes, *"une Nation hors de la Nation"*.

S'il accepte et encourage l'émigration à ses débuts, la considérant comme *"une nécessité physiologique"* quasi-vitale pour l'Italie, le gouvernement fasciste entreprend à partir de 1926 une politique étrangère radicalement différente ; celle-ci se marque par une constante recherche de prestige et d'expansion économique et militaire. Le "tournant" de 1926 conduit le *Duce* à remplacer le personnel diplomatique, composé principalement d'aristocrates monarchistes, par des hommes qui lui sont entièrement dévoués. Les consulats deviennent beaucoup plus que de simples représentations de l'Italie à l'étranger : ils fournissent renseignements et documents d'état civil aux immigrés, mais sont aussi de véritables centres de propagande diffusant les mots d'ordre du fascisme. Le mot "émigré" est d'ailleurs banni : on parle désormais d' *"Italiens de l'étranger"*.

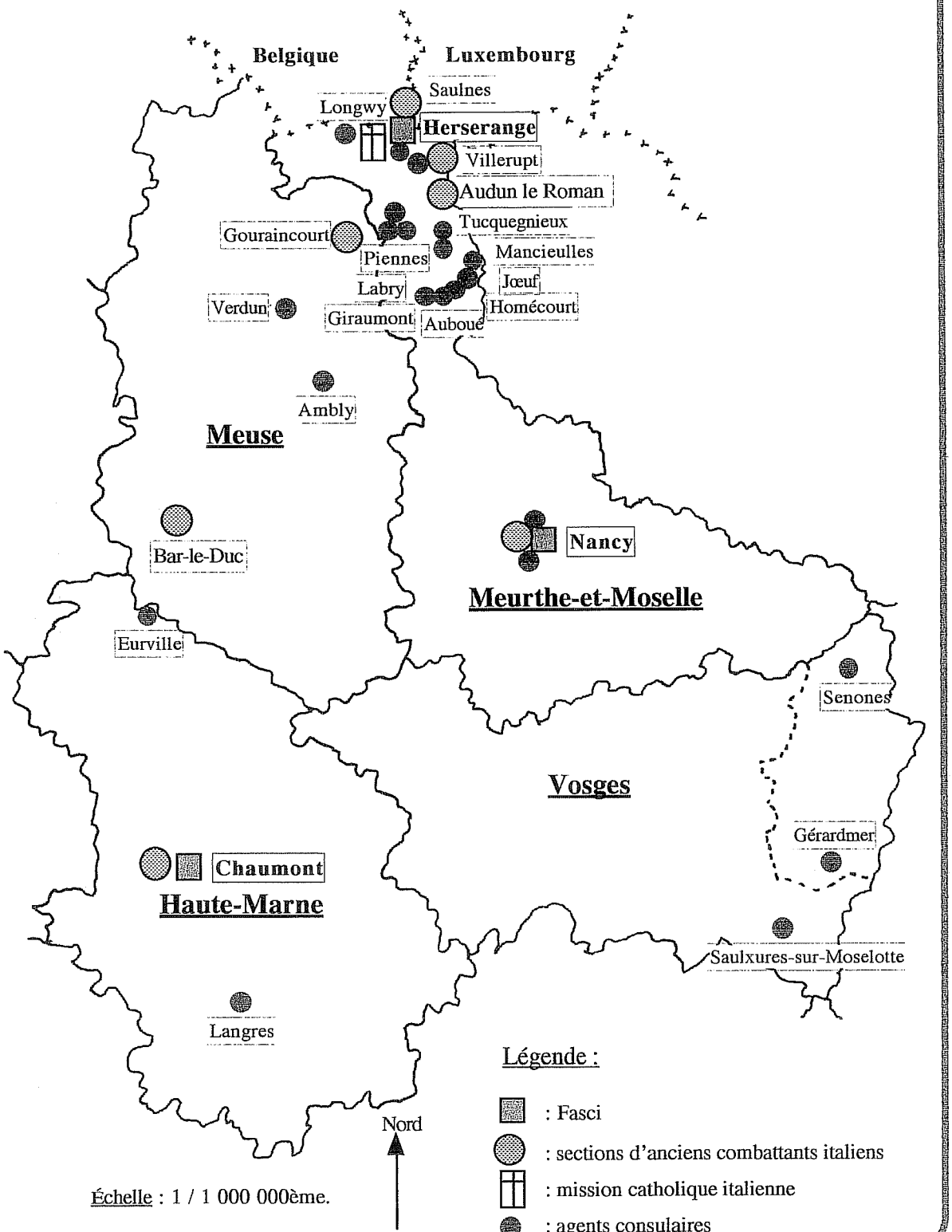
Le régime effectue ainsi un grand travail de réhabilitation de l'émigration : non, l'exil de plusieurs millions de ses enfants n'est pas une marque infamante pour un pays considéré comme pauvre et incapable de les garder sur son sol. Bien au contraire, c'est là la marque d'un génie particulier : *"Voici plus d'un millénaire que les Italiens laissent de par le monde la trace de leur activité,* lit-on dans un livre de propagande fasciste imprimé en français. *S'il est vrai que des noms illustres ont sans cesse affirmé dans le monde entier, tout ce qu'il y a d'universel dans le génie italien, il est également vrai que des multitudes anonymes et obscures, travailleurs, ouvriers, cultivateurs, ont également montré dans ce même monde, quelles sont les vertus, profondes et premières, du peuple italien"*. Les exemples historiques ne manquent pas pour confirmer cette thèse : Mazarin, *"petit prêtre des Abruzzes"*, intelligent et travailleur, qui parvient à soumettre les princes français et à diriger le plus puissant royaume de l'époque ; les peintres Cellini ou Le Titien, que se disputent les Cours européennes du XVIème siècle. Outre-mer également, les Transalpins ont laissé leurs marques : les immeubles de Buenos-Aires et les terres fertiles entourant Mendoza sont là pour le prouver. L'Italie doit rester la patrie de ces exilés, de leurs enfants et de leurs petits-enfants : alors que les gouvernements précédents les avaient oubliés, le fascisme entend bien leur faire prendre conscience de leur particularité. Milanais ou Napolitains, Italiens de New-York, Sao-Paulo ou Paris, tous font partie du même peuple. Comme aime à le répéter Mussolini, les émigrés forment *"une nation hors de la Nation"* et il s'agit maintenant de leur faire connaître un pays et un régime dont beaucoup ignorent les "bienfaits", bref de les "rattacher" à leur véritable patrie[3].

---

[2] A.N. : F7 13518.

[3] MISSIROLI (Mario), Ce que l'Italie doit à Mussolini, Rome, Éditions Novissima, 1937, 317 p.

Organisations et agents fascistes dirigés ou contrôlés par le consulat d'Italie de Nancy en mars 1930.



Derrière ces déclarations grandiloquentes se cachent plusieurs arrière-pensées : ce que redoute avant tout le *Duce*, c'est de voir se former à l'étranger des bataillons d'Italiens antifascistes prêts à rentrer au pays les armes à la main. La France est particulièrement visée, surtout pendant le Cartel des gauches accusé de ne pas réprimer suffisamment les "complots" des "*fuoruscitti*". Il faut donc présenter une image respectable du fascisme et de son chef : en cas de succès de cette politique se créeraient alors sur les cinq continents des communautés italiennes soudées et fidèles à leur pays natal qui soutiendraient la politique impérialiste du *Duce* et feraient pression sur leur gouvernement respectif. Le fascisme peut et doit s'exporter et les "*Italiens de l'étranger*" en seront les principaux promoteurs. L'Italie n'en retirera que des profits : du prestige d'abord ; des bénéfices commerciaux ensuite, les émigrés achetant en priorité des produits de la péninsule. Mais avant toute chose, il faut éviter leur "fusion" dans le pays d'accueil en leur proposant de vivre dans un "bain d'italianité" grâce aux consulats : là encore, les prétentions du *Duce* se heurtent à la politique d'assimilation de la République française. L'immigré est devenu un enjeu : entre son pays natal et son pays d'adoption, il doit choisir.

Les Italiens de la région de Saint-Dié sont l'objet de toutes les attentions à partir de 1926. A cette date, ils sont encore des nouveaux venus et commencent à peine à se stabiliser. Le Consulat d'Italie de Nancy est pour eux un interlocuteur incontournable : si l'on veut obtenir une copie de registre d'état civil - pour établir une carte d'identité ou compléter un dossier de naturalisation -, faire venir en France parents ou épouse, si l'on a oublié d'emporter avec soi son livret militaire, il faut adresser sa demande au Consulat situé "4 rue Poirel". Les relations unissant les immigrés et le personnel consulaire sont donc presque uniquement d'ordre administratif.

De 1925 à 1933, pas moins de quatre consuls se sont succédé à Nancy ce qui montre bien l'importance qu'accorde le gouvernement de Rome à la Lorraine. De plus, il s'agit d'un poste sensible. En octobre 1927, le Consulat faillit être victime d'un attentat : placée dans une valise déposée devant la porte principale, la bombe a été désamorcée de justesse. Mais ces diplomates, qui ne font souvent que de courts séjours, connaissent mal les quatre départements dont ils ont la charge, la Moselle, la Meuse, les Vosges et la Haute-Marne. L'"homme fort" de la rue Poirel est en fait un Italien fortuné installé depuis longtemps à Nancy, le marquis Joseph de Nittis qui bénéficie de toute la confiance des autorités italiennes. La police française lui prête des pouvoirs importants : il s'occuperait des organisations fascistes et disposerait d'un fichier d'opposants qui seraient aussitôt arrêtés s'ils rentraient au pays. De Nittis est considéré comme le chef de la police secrète italienne dans la région et dirigerait notamment les opérations d'espionnage industriel, commercial et militaire[4].

A Nancy plus qu'ailleurs, la nouvelle politique fasciste se fait ressentir avec vigueur. Abritant plusieurs dizaines de milliers d'Italiens dans les années 1920, la Lorraine est devenue l'une

[4] A.D.M.M. : 4 M 232.

des principales régions d'accueil, surtout dans "le Pays Haut", près de la frontière luxembourgeoise. Mineurs de charbon, sidérurgistes, maçons, ouvriers du textile ou des carrières, tous doivent subir l'influence du "*fascio*" installé au Consulat : *"Partout où se trouve un Italien,* proclame haut et fort la propagande fasciste, *on doit savoir qu'il est sous la protection de son drapeau national, de sa Patrie, de son gouvernement"*. En fait de "protection", il s'agit de contrôler les esprits : les "*fasci*" sont des centres de rayonnement du fascisme en terre étrangère et la Lorraine en compte deux, à Nancy et Longwy. Autour d'eux gravitent des associations ou des hommes chargés de diffuser les directives officielles sur le terrain : en plus des six sections d'anciens combattants, ces "agents" sont près d'une trentaine, installés dans les quatre départements[5].

Les activités fascistes sont nombreuses : il s'agit par exemple de développer les sociétés musicales italiennes et associations d'anciens combattants, de proposer aux enfants d'immigrés de passer leurs vacances dans la péninsule, sur les côtes ligure et adriatique ou dans les Alpes. Il faut également encourager le rapatriement des femmes enceintes afin qu'elles puissent accoucher au pays : l'enfant ne pourra ainsi bénéficier plus tard du droit du sol français et sa naturalisation sera fortement compromise. Le *"fascio"* organise des fêtes, le *"Natale di Roma"* à Pâques, ou l'anniversaire de la victoire de 1918, le 28 octobre. Il a également un rôle répressif : il surveille les opposants, envoie leurs signalements et le compte-rendu de leurs activités à Rome, au *Casellario Politico Centrale*, fichier du ministre de l'Intérieur. Il peut également refuser de fournir des documents d'état civil pour empêcher les naturalisations[6]. C'est cependant dans le nord de la Meurthe-et-Moselle, là où les colonies italiennes sont les plus denses, que l'action du consulat se révèle la plus efficace : à Jœuf, Longwy ou Tucquegnieux, le fascisme dispose d'un réseau d'agents et d'associations qui facilitent grandement le succès de sa propagande. "Unions musicales italiennes", "Sections d'anciens combattants", et surtout, "Groupes sportifs *dopolavoro"*, tous contribuent à perpétuer l'amour de la mère patrie et de son chef. Pour ces familles de mineurs romagnols que les recruteurs du "Comité des Forges" sont allés chercher par wagons entiers, le *Duce* est présenté comme un être supérieur, plus apte à diriger le pays qu'un autre. Ancien émigré et "homme du peuple", il a également connu les souffrances de l'exil : *"Il aime à se dire cultivateur et fils de cultivateur,* proclame un livre exaltant les vertus du grand homme. *Il a été, lui aussi, émigrant, persécuté politique. Combattant dans les tranchées, il a fait le serment de faire de l'Italie une grande Nation"*[7].

[5] Sur l'influence du fascisme en Lorraine du nord auprès des immigrés italiens, voir l'article de Didier Francfort : Être mussolinien en Lorraine. Les fascistes italiens face aux associations (1921-1939), Revue d'histoire moderne et contemporaine, avril-juin 1991, pages 313-336.

[6] A.D.M.M. : 4 M 138.

[7] MISSIROLI (Mario), Ce que l'Italie doit à Mussolini, Rome, Éditions Novissima, 1937, page 230.

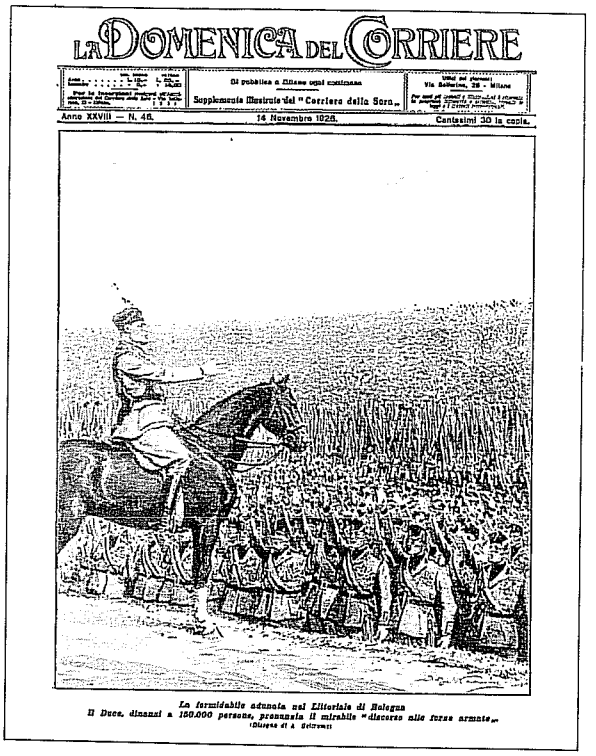
3 - Une région marginale pour les autorités consulaires.

Dans les Vosges et l'arrondissement de Saint-Dié, le rayonnement du fascisme est bien moindre : le département n'abrite aucune association italienne, musicale ou sportive. Depuis l'échec de l'"Amicale" de 1924, il n'existe pas non plus de sections d'anciens combattants transalpins. Si le consulat concentre son attention et ses moyens financiers sur l'arrondissement de Briey, il néglige celui de Saint-Dié. En effet, la région est excentrée, voire enclavée, et n'est habitée que par 2000 immigrés : ceux-ci sont disséminés en de nombreuses petites colonies séparées les unes des autres par un relief souvent accidenté. Comment alors les mobiliser autour d'un même "idéal" ? Comment faire pour leur proposer le "bain d'italianité" voulu par Rome ? De plus, le consul n'ignore rien des idées politiques des maçons et des "graniteurs", résolument opposés au fascisme et fervents socialistes. Il ne s'agit pas de "prolétaires" fraîchement arrivés et dépourvus de tout repère, prêts à se jeter corps et âme dans les bras des missionnaires ou des diplomates venus les aider et les assister. Les Italiens n'ont ici guère besoin des services du Consulat, en dehors des demandes administratives : s'ils veulent faire du sport ou de la musique, ils s'inscrivent dans une association locale. A quoi bon conserver une "italianité", alors que la plupart ont déjà perdu tout espoir de retour et veulent définitivement s'installer en France pour se faire naturaliser ? L'Italie qui n'a su leur donner ni pain, ni liberté, n'est déjà plus vraiment leur patrie.

Pourtant, les autorités italiennes ne renoncent pas : dans l'arrondissement, elles peuvent compter sur deux serviteurs fidèles, Giovanni-Battista Guarnori à Gérardmer et Paolo Ossola à Senones, intronisés *"agents du Consul d'Italie"*. Les deux hommes s'avèrent pourtant de bien piètres propagandistes. Guarnori est un jeune patron-granitier originaire du *Val d'Ossola* : en 1926, il emploie une douzaine d'ouvriers presque tous Italiens et venant de sa région natale. Il ne reste à Gérardmer que quelques années : sa deuxième fille y est d'ailleurs née, ce qui ne plaide guère en faveur de l'ardeur militante de son père... Paolo Ossola est un ancien maçon *varesino* ayant participé à la reconstruction de Senones ; il s'y installe ensuite comme petit épicier et vend des produits alimentaires italiens qu'il va chercher régulièrement dans la péninsule ou auprès de ses fournisseurs à Nancy. Le commerçant et le granitier sont chargés par les autorités consulaires de diffuser parmi les immigrés les "mots d'ordre" du fascisme : en octobre 1930, par exemple, ils doivent recueillir *"les souscriptions des familles pour les colonies de vacances en Italie"*[8]. Ils semblent pourtant bien isolés au milieu de leurs compatriotes qui ne les écoutent guère. Ils ne font preuve que d'une remarquable discrétion, appréciés seulement pour leurs compétences professionnelles.

Le plus sûr agent du fascisme dans l'arrondissement est sans doute *La Domenica del Corriere* : l'hebdomadaire est vendu pour le prix modique de 30 centimes et on peut s'y abonner en déboursant 30 lires à l'année. *"La Domenica"* est très prisée des ouvriers "vénitiens" arrivés dans

[8] A.D.M.M. : 4 M 128.



LA DOMENICA DEL CORRIERE

Si pubblica a fascicoli ogni settimana

Supplemento illustrato del "Corriere della Sera"

Anno XXVIII — N. 46. 14 Novembre 1926. Centesimi 30 la copia.

La formidabile adunata nel Littoriale di Bologna

Il Duce, dinanzi a 100.000 persone, pronuncia il mirabile "discorso alle forze armate"

(Disegno di A. Beltrami)

les années 1920 qui peuvent l'acheter chez les marchands de journaux de Senones ou de Moyenmoutier. Dans ses pages glacées, les lecteurs, et surtout les lectrices, peuvent découvrir une actualité politique déformée par la propagande : la "Une" est généralement réservée à un Mussolini au physique de jeune premier ainsi qu'aux exploits des sportifs et aviateurs italiens, Antonio Ascari ou Italo Balbo. Les publicités sont tout aussi orientées : la *Fiat Balilla*, la poudre chocolatée *Ovomaltina*, les confitures *Cirio* ou les aliments pour bébé *Melin*, tous ces produits font partie de la "panoplie" du parfait fasciste dont on ne cesse d'exalter la force et la virilité. En fait, si les immigrés lisent *"La Domenica"*, c'est surtout pour ses feuilletons "à l'eau de rose", ses "reportages" sur les vedettes de cinéma, ses nouvelles venues d'Amérique et ses histoires drôles : l'impact de l'idéologie fasciste reste donc très faible.

Mais le consul persiste : si on ne peut convaincre les Italiens des bienfaits d'un régime qu'ils semblent mépriser, tentons au moins de les "séduire" en leur montrant la valeur des sportifs fascistes. En mars 1932, l'équipe de football de l'"Union Sportive Italienne de Nancy *Dopolavoro*" effectue une tournée dans la région, précédée d'une réputation flatteuse : *"Composée uniquement d'éléments étrangers, cette équipe a déjà fait ses preuves au cours de cette saison,* lit-on dans *L'Express de l'Est. Son jeu est correct, rapide et très fin, doublé de combinaisons savantes. Elle sera certes un dur adversaire pour les nôtres"*[9]. Les Italiens rencontrent et battent l'U. S. Moyenmoutier puis le Stade Senonais, formations dans lesquelles jouent également d'autres Transalpins : néanmoins, ce sont les clubs vosgiens qui ont été à l'initiative de la venue d'une formation qui est en fait la "vitrine sportive" du Consulat. A Moyenmoutier par exemple, le prix des places des spectateurs a été exceptionnellement augmenté afin de payer le déplacement des sportifs "nancéiens". Doit-on voir là le signe d'un certain désintérêt des autorités italiennes pour une région jugée "irrécupérable" et de faible importance ? Sans doute. De plus, il semble clair que Giulio Mombelli, consul d'Italie en 1932, a d'autres priorités que d'essayer de rallier à la cause fasciste quelques centaines d'immigrés "égarés" dans les montagnes et les vallées vosgiennes.

Les affrontements entre fascistes et antifascistes sont extrêmement rares et ont pour origine de simples rivalités personnelles. Ces altercations ont lieu généralement au début des années 1920 : en mai 1923 par exemple, Louis Nicolini revient de Moyenmoutier où il a assisté à l'inauguration du monument aux morts. Portant une cocarde tricolore, il est assailli à Saint-Dié par un de ses compatriotes qui le traite de *"fasciste"*. Le lendemain, Nicolini se venge en donnant un violent coup de poing à son agresseur devant cinq autres Italiens qui ne tardent pas à prêter main-forte à la victime en déclenchant une bagarre générale : les gendarmes interviennent et les adversaires finissent la journée au poste[10]. Lors du percement du tunnel de Saales également, quelques heurts opposent ouvriers et cantiniers, mais ces petites rixes restent exceptionnelles.

[9] L'Express de l'Est : 19 mars 1932.
[10] L'Express de l'Est : 9 mai 1923.

Les autorités fascistes ne semblent également accorder qu'un faible intérêt aux 450 Italiens de Senones. La propagande du Consulat de Nancy a ici aussi un très faible écho : si on fréquente Ossola, c'est davantage pour la qualité de sa mortadelle et de ses fromages que pour entendre les directives mussoliniennes. Le régime du *Duce* n'a jamais été populaire pour des hommes et des femmes, qui, de 1920 à 1922, ont souvent subi dans leurs villages les agressions des chemises noires avant leur départ pour la France : l'ancrage antifasciste des Italiens de Senones est très fort et beaucoup d'immigrés adhèrent aux thèses du parti communiste sans verser dans le militantisme. Si le Consulat ne peut instaurer le *"bain d'italianité"* exigé par le pouvoir de Rome, l'Église italienne n'en est pas plus capable : dans les années 1930, elle n'a pu envoyer dans la petite ville que trois moines rédemptoristes pendant la Mission d'octobre 1934, afin de raviver une foi qui commençait à s'estomper au contact de la vie citadine. Les Italiens de Senones sont donc livrés à eux-mêmes, ce qui leur convient tout à fait : débarrassés de la tutelle d'un État qu'ils exècrent, des sermons moralisateurs de curés pour lesquels ils n'ont souvent guère plus de sympathie et de la présence "étouffante" d'une famille patriarcale restée au village, ils disposent enfin de ce qu'ils sont venus chercher, un travail et la liberté de pouvoir mener leur vie comme ils l'entendent.

Libérés de la tutelle du gouvernement de Rome, les Transalpins n'ont d'autre choix que de rejoindre les associations locales dans lesquelles ils sont presque toujours minoritaires. Ici, Mussolini compte davantage d'admirateurs parmi les autochtones que chez les Italiens : défilés de "chemises noires" ou de balillas, fête de la victoire ou commémoration de la Marche sur Rome, toutes ces manifestations n'ont jamais eu lieu dans l'arrondissement[11]. Ce faible soutien de l'état d'origine représente un atout favorable pour l'intégration d'hommes et de femmes qui bénéficient là aussi d'une grande liberté : quand les Italiens s'engagent dans la vie sportive, religieuse ou politique de la cité, ce n'est ni contraints, ni forcés, mais par choix ou par goût personnel.

B - L'influence du radicalisme : un atout pour les immigrés.

1 - L'action de la Ligue des Droits de l'homme.

Apparemment très éloignée des partis "extrémistes", la grande majorité des habitants de l'arrondissement reste attachée à une République laïque, respectant la propriété privée et protégeant les libertés publiques. Grâce au parti radical et la Ligue des Droits de l'homme, le "centre-gauche" est solidement implanté, essentiellement dans les petites villes industrielles. En septembre 1933, à l'initiative des différentes sections de la L.D.H., Luigi Campolonghi effectue une série de

[11] *"Être fasciste ou être antifasciste... Ce choix n'est pas l'expression d'un vague idéal politique. Il engage la quasi-totalité de l'existence. On ne fréquentera pas les mêmes cafés, on ne mariera pas ses enfants au camp adverse, on oubliera un cousin d'opinion divergente"*, écrit Didier Francfort dans son article, "Être mussolinien en Lorraine" (op. cité p. 320-321). Dans les vallées vosgiennes, un tel antagonisme n'est que très rarement observé dans les années 1930.

conférences qui recueillent toutes un franc-succès[12]. A cette date, l'homme bénéficie déjà d'une grande popularité en tant que "porte-drapeau" de l'antifascisme en exil. Ancien socialiste, Luigi Campolonghi connaît parfaitement la France qui l'a souvent accueilli depuis le début du siècle à Marseille ou à Nérac. C'est là que se crée en 1927 la "Concentration antifasciste" qui regroupe plusieurs organisations en exil hostiles au régime mussolinien. Parmi elles, la Ligue Italienne des Droits de l'Homme, ou L.I.D.U., est très puissante : Campolonghi en est le premier secrétaire avant d'en devenir le président en 1934.

La L.I.D.U. est née en 1922 : ses débuts sont modestes, mais à partir du renforcement de la dictature en Italie en 1926, son audience ne cesse de croître. Bénéficiant de l'aide de sa "cousine" française, la L.D.H., et du soutien de la Franc-Maçonnerie, elle regroupe rapidement plusieurs milliers d'adhérents : en 1931, ils sont plus de 3000. La L.I.D.U. a adopté depuis sa création une ligne politique qui lui attire des sympathisants dans des milieux très divers. Dans son journal, *La Libertà*, elle se dit *"ouverte à tous, du vrai chrétien au disciple d'Enrico Malatesta"*[13]. En France, elle compte en 1930 plus de 100 sections et est particulièrement bien implantée dans le Sud-Ouest, la région parisienne et le nord de la Lorraine. Son action en faveur des immigrés italiens se révèle souvent efficace : elle compte dans ses rangs de nombreux avocats et conseillers juridiques, et, grâce à la bienveillance des autorités françaises, elle parvient à "sauver" de nombreux *fuorusciti* de l'expulsion. Elle procure également des papiers aux clandestins en butte aux tracasseries administratives et défend devant les tribunaux des prud'hommes les étrangers contre certains de leurs employeurs indélicats. *Le Travailleur Vosgien*, journal socialiste, relate ainsi dans ses colonnes le cas d'un Italien, emprisonné pendant 56 jours en France en 1927, qui avait quatre ans plus tôt tué un fasciste au cours d'une échauffourée à Forli : défendu par un avocat de la L.D.H., il est finalement remis en liberté. En 1930, un autre opposant au régime mussolinien, Giacomo Bersani, saute du train qui le ramène dans la péninsule : il est finalement soigné dans un hôpital de Nancy puis est aidé et assisté dans ses démarches par plusieurs *"ligueurs"*[14]. L'organisation mène également une intense activité politique : multipliant les conférences, elle dénonce dans toute la France le danger que représente pour l'Europe et pour la paix, le fascisme italien[15].

A Granges-sur-Vologne, comme pour toutes les autres villes de l'arrondissement, l'arrivée

[12] Luigi Campolonghi est une figure de l'antifascisme en exil. Né en 1876, il est très jeune un socialiste convaincu et contribue à l'organisation du Parti Socialiste Italien. A la suite de l'émeute de Milan, il s'expatrie à Marseille. Il y fonde le journal *L'Emigrato*. En 1901, il est expulsé à la suite d'un mouvement de grève d'immigrés italiens. Il revient en France en 1910 et devient correspondant de journaux. Opposé à Mussolini, il se retire à Nérac en Gascogne : en 1927, nait à Nérac la "Concentration Antifasciste". Campolonghi devient le premier secrétaire de la L.I.D.U. puis le président après la mort de De Ambris. Dans les années 1930, il se rapproche des communistes et effectue plusieurs voyages en Espagne. Il est souvent à l'origine d'une féconde unité d'action antifasciste. Frappé d'hémiplégie en 1940, il meurt à Ivrea en 1944.

[13] La Libertà : 10 juillet 1927.

[14] Le Travailleur Vosgien : 16 juillet 1927 ; 18 octobre 1930.

[15] VIAL (Éric), La L.I.D.U., in Les Italiens en France de 1914 à 1940, MILZA (Pierre), sous la direction de, École Française de Rome, 1986, 787 p.

de Luigi Campolonghi est annoncée avec enthousiasme par la presse locale et en particulier par *La Gazette Vosgienne* qui n'a jamais manqué de soutenir la L.D.H. : *"Le président de la Ligue italienne des Droits de l'homme, traitera les sujets suivants : la Ligue et la Paix, entente franco-italienne, justice et solidarités internationales, etc. Tous les ligueurs se feront un devoir d'assister à cette conférence menée par un orateur de talent. Toutes les personnes et de tout sexe y seront gracieusement admises et en particulier les citoyens de nationalité italienne, viendront eux aussi entendre leur collègue"*[16]. A Senones, la réunion remporte un franc succès : Luigi Campolonghi, parle devant un nombreux public sous le préau de l'école des filles, et *"brosse tout d'abord un magistral tableau du fascisme italien. Celui-ci s'est établi en Italie par la terreur et la violence et il frappe tous les partis politiques. Beaucoup de libéraux sont obligés de fuir à l'étranger. Actuellement, le régime fasciste accable le peuple d'impôts et les jeunesses sont embrigadées"*. Dans une région où le *Duce* ne manque pas de partisans au début des années 1930, le premier secrétaire de la L.I.D.U. présente le gouvernement fasciste sous son vrai jour : il n'hésite pas à établir un parallèle avec la situation politique de l'Allemagne, quelques mois après l'arrivée au pouvoir du chancelier Hitler. Mêmes causes, mêmes effets : *"le fascisme à l'intérieur : c'est la réaction ; à l'extérieur : c'est la guerre"*. Pour la première fois depuis le début de sa tournée, Luigi Campolonghi s'adresse en italien à ses compatriotes, venus nombreux écouter le "chef de file" de l'antifascisme en exil. Son discours devient beaucoup plus grave et les recommandations sont d'une grande clarté : *"Ne faites pas le jeu du fascisme en France. Puisqu'elle nous a recueillis et même adoptés, soyons prêts à la défendre au besoin. S'il le faut, nous combattrons pour elle et retournerons les canons des Alpes braqués sur nous !"*[17]. L'orateur prêche cependant en "terrain conquis" et les spectateurs qui l'applaudissent chaleureusement sont depuis longtemps convaincus de la nocivité du fascisme, à commencer par les Italiens. Néanmoins, la possibilité d'une alliance entre l'Allemagne et l'Italie contre la France est clairement envisagée. En cas de conflit, les immigrés devraient faire alors un nouveau choix décisif.

L'influence de la L.I.D.U. ne doit cependant pas être exagérée : dans les Vosges, elle ne compte aucune section et donc aucun adhérent ; son journal, *La Libertà*, n'est pratiquement pas diffusé. De plus, l'organisation subit depuis 1932 une baisse importante de ses effectifs : minée par de graves dissensions internes, elle semble condamnée à court terme. Membre fondateur de la "Concentration antifasciste", la Ligue se sent prisonnière des partis les plus radicaux et voudrait bien reprendre son indépendance : en 1934, devant la lassitude et les divisions de ses dirigeants, l'alliance implose et disparaît. Pour la L.I.D.U., il s'agit de regagner le terrain perdu et c'est dans ce contexte que Luigi Campolonghi effectue sa tournée vosgienne. Néanmoins, les Italiens de Déodatie, s'ils sont nombreux à assister aux conférences, ne s'impliquent pratiquement pas dans les sections locales de la L.D.H. Pour eux, le parti communiste est bien plus efficace dans la lutte contre le

[16] La Gazette Vosgienne : 27 septembre 1933.
[17] La Gazette Vosgienne : 25 octobre 1933.

fascisme. De plus, les "*ligueurs*" appartiennent presque tous à la petite bourgeoisie française et n'ont que peu de points communs avec des immigrés avant tout travailleurs manuels, qui préfèrent garder leur distance avec une organisation jugée trop "tiède". En ces temps de crise, il pourrait d'ailleurs être dangereux de manifester haut et fort ses opinions politiques.

2 - Émile Pozzi, maire de La Neuveville.

De 1871 à 1914, maires, conseillers généraux et députés de l'arrondissement se recrutaient dans les mêmes milieux sociaux - bourgeoisie industrielle et intellectuelle dans les villes, paysannerie aisée dans les campagnes - et tous étaient des Français "de souche". Les patrons alsaciens avaient "conquis" à la fin du XIXème siècle plusieurs mairies, renforçant par là-même leur pouvoir sur les populations ouvrières. En 1918, après l'hécatombe provoquée par la guerre, les électeurs sont prêts à accorder leur confiance à des hommes nouveaux : le paternalisme "à l'ancienne" est malade ; le succès tend les bras à ceux qui savent montrer de réelles qualités humaines et des compétences de bon gestionnaire.

En devenant maire de La Neuveville-les-Raon en 1925, Émile Pozzi parvient à ouvrir une brèche dans une forteresse qui commence à se lézarder : la petite ville était jusque-là administrée par les grandes "dynasties" du textile et du papier, les Amos, Geisler et Schwindenhammer, tous d'origine alsacienne ou mosellane. Si sa mère est française, Émile Pozzi est né Italien en France : son père, un maçon brescian, s'était installé dans le petit village de La Chapelle après 1871, s'y était marié et avait eu un fils. Vers 1895, la famille déménage dans la commune toute proche de La Neuveville : grâce à l'expansion industrielle, on y construit alors de nombreuses cités. Émile Pozzi devient ouvrier papetier puis maçon dans la petite entreprise paternelle. Devenu Français par naturalisation au début du siècle, il se marie avec une fille du pays dont il a deux fils, puis fonde sa propre "affaire" en devenant négociant en matériaux de construction. Après la guerre, il bénéficie d'une excellente réputation commerciale et son aisance matérielle vient couronner de longues années d'efforts : ancien combattant, il peut désormais commencer une carrière politique au sein du parti radical. Maire en 1925, il est réélu triomphalement quatre années plus tard *"avec tous ses colistiers au premier tour de scrutin"*. En 1931, le succès est à nouveau au rendez-vous : Émile Pozzi, avec près de 60 % des suffrages exprimés, devient conseiller d'arrondissement du canton de Raon-l'Étape. *La Gazette Vosgienne* ne tarit pas d'éloges sur un homme qui incarne les valeurs défendues un demi-siècle plus tôt par Jules Ferry : sérieux et économe, il s'est élevé seul dans la société et sa réussite personnelle plaide en sa faveur. *"Neuvillois et Raonnais virent se dérouler parmi eux la vie toute de labeur et de probité de M. Émile Pozzi. Dans cet homme intègre aux convictions républicaines si nettement affirmées, ils saluent un administrateur dévoué et compétent. Il a pris les plus heureuses initiatives, réorganisant les divers services communaux"*. Quel contraste en effet, avec les héritiers des "dynasties" patronales, grands bourgeois fréquentant les salons parisiens !

Aux Electeurs du Canton de Raon

Chers Concitoyens,

Le 8 mars dernier, vous avez fait triompher, à une importante majorité, les idées démocratiques et laïques que la France s'apprête à fêter, dans quelques semaines, sur le nom de Jules FERRY.

Nous faisons appel à vos sentiments républicains pour renouveler cette victoire en masse, le 3 mai, pour notre ami

Emile POZZI
Maire de La Neuveville-les-Raon

A tous, et d'avance, merci

Emile FLEURENT
Ancien Vice-Président du
Conseil Général
Ancien député des Vosges

Charles WEILL
Conseiller Général
Maire de Raon-l'Etape

Affiche électorale d'Émile Pozzi pour les élections cantonales de 1931, publiée dans *La Gazette Vosgienne.*

"Républicain, il a subi les attaques absurdes du clan des politicaillons ambitieux ou inconsolables". Face à la droite *"réactionnaire"*, Émile Pozzi incarne la "méritocratie" d'une République laïque généreuse envers ses enfants les plus entreprenants[18].

Les adversaires conservateurs du maire de La Neuveville ne l'attaquent jamais sur ses origines transalpines. Ils dénoncent pourtant ses alliés, *"masse d'aventuriers, de chambardeurs, de révolutionnaires à la solde de l'étranger"*[19]. Mais l'ancien ouvrier-papetier bénéficie d'une popularité et d'un bilan qui lui évitent toute déconvenue : jusqu'à sa mort en 1944, il est constamment réélu maire de La Neuveville. Les succès scolaires de son fils Jean sont également l'objet de plusieurs articles de *La Gazette* : élève au lycée de Nancy, le petit-fils de maçon obtient brillamment son baccalauréat de mathématiques en 1931 et est promis à une grande carrière d'ingénieur[20].

Le canton de Raon-l'Étape est ainsi devenu rapidement un bastion du parti radical. Charles Weill, de confession israélite, maire du chef-lieu et conseiller général, et Émile Pozzi, fils d'immigré italien, symbolisent tous deux le renouvellement de la classe politique vosgienne après-guerre. Ils apportent aussi un cruel démenti à ceux qui, 20 ans plus tôt, considéraient Juifs et Transalpins comme "inassimilables" et dangereux pour la Nation. Totalement assimilé, présenté comme un *"enfant du pays"*, le maire de La Neuveville est cependant un cas unique. La plupart des Italiens, arrivés récemment dans l'arrondissement, ont bien d'autres préoccupations que de militer au sein d'un parti qui leur ferme ses portes tout en défendant les vertus de la "fusion" des étrangers dans la population française.

C - Parti communiste et C.G.T.U. ouverts aux immigrés (1920-1934).

1 - Méfiance des militants de base.

Les Transalpins arrivant dans la région de Saint-Dié au début des années 1920 ont un "vécu" qui leur a permis d'acquérir une certaine conscience politique : certes, s'ils ne sont pas tous des militants confirmés, ils savent ce qu'ils ne veulent pas retrouver dans le pays qui les accueille. L'antifascisme est très fort dans les esprits : maçons lombards, ouvriers catholiques du Trentin, tous détestent le régime du *Duce*. Les premiers bénéficient néanmoins d'une culture politique qui s'est affirmée dans leur région natale depuis plus de vingt ans. Le *Varesotto* représente en effet un bastion du socialisme italien : celui-ci y a ses journaux, ses coopératives, ses maisons du peuple, ses Bourses du travail qui servent également d'offices de placement pour les émigrés. Anéanti par la répression fasciste de 1922-1923, le mouvement ouvrier local, nettement orienté vers l'aile "maximaliste", voit

[18] La Gazette Vosgienne : 2 mai 1931.
[19] La Gazette Vosgienne : 6 mai 1931.
[20] La Gazette Vosgienne : 10 juillet 1931.

ses dirigeants trouver refuge à l'étranger, en Suisse et en France, pour ne pas moisir dans les geôles mussoliniennes.

L'arrondissement de Saint-Dié accueille ainsi une partie de ces exilés volontaires : certes, ils sont d'abord maçons avant d'être des réfugiés politiques. Les "têtes pensantes" ont préféré s'expatrier à Paris. Riccardo Momigliano, chef de file des "révolutionnaires" et ancien député, est arrêté en 1926 et condamné à cinq ans de prison aux îles Lipari[21]. En Déodatie, les *Varesini* ne tardent pas à exprimer leur attachement à l'"idéal" socialiste.

Les dirigeants locaux retrouvent pourtant les vieux réflexes xénophobes du début du siècle : Henri Valentin, qui, déjà en 1913, avait dénoncé l'arrivée des Italiens à Raon-l'Étape, reprend sept ans plus tard les mêmes arguments : *"On fait venir un grand nombre de travailleurs étrangers pour supplanter ceux du pays. Il est intolérable et inadmissible que les Français soient seuls appelés à défendre la Patrie quand les capitalistes la mettent en danger, et que les étrangers retirent tous les avantages de l'opération"*. Si le raisonnement est faux - les Italiens étant presque tous d'anciens combattants -, le propos se veut ensuite plus conciliant : *"Aussi, engageons-nous tous les travailleurs du bâtiment à s'unir dans le syndicat pour faire respecter leur dignité et à amener les ouvriers étrangers à fraterniser avec eux pour l'élaboration d'un tarif minimum"*[22]. Là encore, les différences de qualification jouent en faveur des immigrés qui n'exercent en réalité aucune concurrence déloyale. En juillet 1921 à Senones, une grève éclate pourtant sur le chantier de reconstruction de l'usine Larue : 26 manœuvres français - soit la moitié de l'effectif de l'entreprise Preiswerck - cessent de travailler pendant quatre jours pour protester contre les *"faveurs"* accordées aux Transalpins ; ceux-ci gagnent un salaire horaire de 2 francs 75, supérieur de 10 % à celui de leurs collègues français, différence destinée à payer le prix du logement. L'entrepreneur réagit vivement en licenciant tous les grévistes[23].

2 - Pour la C.G.T.U., intégrer les travailleurs étrangers.

Née en janvier 1922 et dépendant étroitement du parti communiste, la C.G.T.U. ne veut pas commettre une nouvelle fois les erreurs du passé : les "unitaires" adoptent une politique volontariste, se démarquant nettement de la C.G.T. qui manifeste alors de l'indifférence voire de l'hostilité envers la main-d'œuvre immigrée. Pendant près de dix ans, le syndicat développe une intense propagande sur les chantiers de construction, pour la plus grande inquiétude des agents de police chargés de surveiller le développement du *"mouvement communiste"* : *"Les ouvriers du bâtiment semblent être ceux qui se laisseront le plus facilement gagner à cette politique"* écrit le sous-préfet de Saint-Dié à son supérieur en février 1924[24]. La C.G.T.U. fait distribuer des tracts et

[21] ANDREUCCI (Franco), DETTI (Tomaso), Il movimento operaio italiano. Dizionario biografico : 1853-1943.
[22] Le Courrier des Vosges : 10 avril 1920.
[23] A.D.V. : 8 M 229.
[24] AD.V. : 8 M 248.

des journaux en italien, organise des conférences avec des orateurs transalpins et crée en 1923 le Bureau de la main-d'œuvre étrangère ou M.O.E. qui regroupe des Comités intersyndicaux par groupes de langues. Les résultats ne se font pas attendre : dans la région, les Italiens sont souvent à l'initiative des mouvements sociaux. Le 1er mai 1923, par exemple, se déroule *"dans le calme le plus parfait sur toute l'étendue de l'arrondissement"*, en apparence du moins. Le commissaire doit vite déchanter : *"L'après-midi, les ouvriers du bâtiment, stimulés par l'ardeur du soleil et entraînés par les éléments italiens, qui, dans leur pays, fêtent régulièrement cette date, ont grossi le nombre des chômeurs"*. Lors d'une réunion organisée par la C.G.T.U. à l'Hôtel de ville de Saint-Dié *"125 à 150 personnes furent présentes parmi lesquelles 80 maçons italiens"*. Dans le cortège qui traverse ensuite la ville en chantant l'Internationale, ces derniers représentent là encore la moitié des participants. Dans toutes les autres agglomérations, à Moyenmoutier, Senones ou Plainfaing par exemple, *"le premier mai est passé totalement inaperçu même si quelques éléments italiens ont suspendu le travail l'après-midi"*[25]. Ouvriers français et immigrés représentent pourtant deux mondes qui semblent s'ignorer : forts de leurs traditions et de leur nombre, les Transalpins reproduisent dans les Vosges les formes d'actions syndicales de la péninsule.

L'instabilité des saisonniers est également l'obstacle majeur à toute action unitaire et les dirigeants syndicaux vosgiens éprouvent les pires difficultés à intégrer des hommes dont ils ignorent la langue et qui ne ressentent pas toujours le besoin d'être encadrés. Élie Batot, par exemple, maçon natif de Fraize, devient, en 1924, secrétaire du syndicat C.G.T.U. du bâtiment de Saint-Dié[26] : malgré ses nombreuses tournées de propagande, la section déodatienne ne regroupe que 20 membres et celle de Gérardmer 38, ce qui représente à peine le dixième de l'effectif global. En novembre de la même année, une réunion organisée à la Bourse du Travail n'attire que 30 personnes, dont à peine 5 Italiens, la grande majorité de leurs compatriotes étant rentrée au pays depuis le mois de septembre.

Néanmoins, alors que les travaux de reconstruction touchent à leur fin, les "Unitaires" voient leurs efforts récompensés. A partir de 1925, le syndicat gagne en importance : en août, la section de Saint-Dié compte plus de 150 adhérents dont un tiers de Transalpins : *"la fédération nationale leur a fait distribuer gratuitement le journal corporatif "Emigrante" imprimé en Français et en Italien"*[27]. A Gérardmer, plus de 250 personnes sont venues écouter Edmond Fougerolle, délégué de la C.G.T.U. de Metz en juillet 1926. Celui-ci dénonce les méfaits du fascisme, défend la loi des 8 heures ainsi que *"l'organisation ouvrière internationale"* : *"l'orateur traduisit ensuite ses paroles en italien à l'attention des ouvriers du bâtiment de cette nationalité présents dans la salle. Au cours de cette réunion,* note le sous-préfet très bien renseigné, *une cinquantaine d'adhésions sont enregistrées parmi lesquelles celles de 30 Italiens et le journal "Ranova" a été distribué"*[28]. Comme

[25] A.D.V. : 8 M 226.
[26] D.B.M.O.F. : article Batot.
[27] A.D.V. : 8 M 229.
[28] A.D.V. : 8 M 229.

avant-guerre, les immigrés représentent le "fer de lance" du mouvement ouvrier local dans sa forme la plus radicale : en effet, ils éprouvent la plus grande méfiance envers des socialistes et une C.G.T. qu'ils jugent trop "tiède".

En décembre 1924, une violente altercation oppose Élie Batot à Ernesto Caporalli : celui-ci, "réformiste", vient de fonder au sein de la C.G.T. une section de la main-d'œuvre étrangère qui ne rencontre que peu de succès. La réunion qu'il organise dans l'Hôtel de Ville de Saint-Dié se solde par un cuisant échec. Seules 60 personnes sont présentes et parmi elles, aucun Italien. Le délégué "unitaire" traite son concurrent de *"nationaliste"* : la "guerre" entre les deux syndicats ne fait que commencer. Entre une C.G.T. dénonçant en 1923 *"l'envoi en masse d'ouvriers étrangers"* comme *"une menace pour les travailleurs français"* et une C.G.T.U. qui leur ouvre largement ses portes, les Italiens ont choisi leur camp[29].

3 - Une presse présentant une image positive de l'immigré.

La presse "de gauche" joue un grand rôle dans l'intégration des immigrés italiens dans le mouvement ouvrier local. Certes, face aux grands journaux vosgiens comme *L'Express de l'Est* ou *La Gazette*, son audience reste limitée. Mais dans certaines villes industrielles - Gérardmer, Plainfaing ou Moyenmoutier -, elle a une réelle influence. La différence entre socialistes et communistes est là encore nette.

Les premiers se veulent les défenseurs des Droits de l'homme et se contentent de dénoncer les méfaits du fascisme. En juin 1924 par exemple, la section S.F.I.O. de Saint-Dié veut montrer au grand jour les agissements du régime mussolinien : *"Quelques éléments italiens du bâtiment examinent, en accord avec le groupe socialiste de Saint-Dié, l'idée d'une manifestation de protestation contre l'assassinat du député Matteotti"*. Malgré des préparatifs bien avancés, la réunion est finalement interdite par le sous-préfet. Soucieux de ne pas froisser les relations avec l'Italie, le président du Conseil a rédigé une réponse sans équivoque : *"Il convient d'interdire toute manifestation sur la voie publique pour ou contre tout gouvernement étranger"*[30]. Mais *L'Action Socialiste Ouvrière et Paysanne* ne désarme pas : en juillet, le journal fait paraître une *"tragédie classique"* intitulée *"Giacomo Matteotti"* écrite par un dénommé Alceste. La tirade finale n'est qu'un long appel à la vengeance, et à l'union des immigrés autour de la C.G.T. de Caporalli :

"Et le monde indigné pleurant cette victime
Maudit ces vils bourreaux
Caporalli partant pour la France, demain, contre l'horrible crime
Va soulever là-bas tous les cœurs généreux
Oui, dans ce peuple ami nous trouverons une aide

[29] A.D.V. : 8 M 248.
[30] A.D.V. : 8 M 191.

La France flétrira les forbans odieux,
C'est pour la liberté que Caporalli plaide,
Pour le droit violé"[31].

Les socialistes réclament également un droit d'asile sans condition : leur journal, *Le Courrier des Vosges*, défend avec succès le "graniteur" Giovanni Cardis employé à Senones par César de Angeli. Menacé d'extradition, *"il aurait en état de légitime défense fait feu sur 18 fascistes et a échappé à la justice du dictateur en se réfugiant en France"*[32]. Dans les réunions politiques qu'elle organise, la S.F.I.O. stigmatise le *Duce* en le qualifiant de *"cabotin malfaisant"* et érige en héros Giacomo Matteotti[33]. Les socialistes sont néanmoins engagés dans une stratégie électorale : ils doivent être à l'unisson d'une "clientèle" composée principalement d'ouvriers qualifiés, d'employés et de fonctionnaires. Ils se méfient de la "concurrence déloyale" que peuvent représenter des étrangers, qui, eux, ne votent pas. Si la S.F.I.O. est capable, dans de grands élans de générosité, de prôner l'assimilation des immigrés dans la Nation, elle reste coupée de la grande majorité des ouvriers d'usines ou du bâtiment qui la juge trop "bourgeoise". Dans la circonscription de Saint-Dié d'ailleurs, le candidat socialiste est régulièrement écrasé : "coincé" entre la popularité d'un Constant Verlot et le discours radical du communiste Mervelet, le *"citoyen"* Poinçot ne trouve guère sa place. Aux élections législatives d'avril 1928, il ne recueille que 6 % des suffrages exprimés.

Le parti communiste est nettement plus représentatif : lors des mêmes élections, il obtient 16 % des suffrages exprimés, 27 % à Moyenmoutier. Son candidat, Émile Mervelet, est le secrétaire de la section de Saint-Dié : en 1932, il fonde un "rayon" de cinq cellules, qui regroupe plus d'une centaine d'adhérents[34]. Même si ses résultats semblent bien modestes dans une région aussi industrialisée, le Parti est ici bien mieux organisé et implanté que partout ailleurs dans les Vosges : il supplante nettement ses adversaires socialistes. Envers les immigrés, sa position est claire : comme la C.G.T.U. qui lui est étroitement liée, il adopte des positions internationalistes ; la classe ouvrière n'a pas de frontières et il faut l'unir en intégrant les étrangers pour abattre l'état bourgeois. Avocats des immigrés, les communistes défendent ces "victimes" du patronat et dénoncent les "négriers" de la S.G.I. Ils plaident également pour une participation active des étrangers à la vie politique française et dénoncent la répression qui frappe les syndicalistes. Ils vont encore plus loin en fondant au sein du P.C.F. une Section centrale de la main-d'œuvre étrangère et coloniale. Dès le début des années 1920, *L'Humanité* appelle ses lecteurs à considérer les immigrés - et en premier lieu les Italiens - en "frères" de classe, et non en ennemis : *"Chassés de leur "noble patrie" par les crimes fascistes, nos malheureux camarades de la Péninsule sont répandus dans les centres industriels et les grandes villes de toutes les régions du pays,* écrit Marcel Cachin en juin 1923. *Naturellement, ces malheureux*

[31] L'Action Socialiste Ouvrière et Paysanne : 5 juillet 1924.
[32] Le Courrier des Vosges : 19 juillet 1924.
[33] Le Travailleur Vosgien : 3 avril 1926.
[34] D.B.M.O.F. : article "Mervelet".

ne trouvent asile en notre République qu'à la seule condition qu'ils seront bien sages, bien tranquilles, qu'ils obéiront sans murmures à toutes les exigences des braves capitalistes chez lesquels ils auront l'honneur de travailler. Il ne se passe pas un jour où nous n'apprenions que la main des autorités s'est abattue lourdement sur eux. En certains endroits, ils vivent sous une espèce de Terreur blanche. Il en résulte pour les organisations ouvrières, syndicales et communistes des devoirs nouveaux. Pour nous, le mot "étranger" n'a pas de sens, et nous devons à la fois protéger ces compagnons de travail. Nous devons aussi les aider à se grouper et à s'éduquer. Ce travail d'organisation s'impose à nous plus que jamais : il faut à la fois défendre les salaires présents, et préparer avec l'ensemble des exploités appelés sur notre sol, les grands mouvements qui s'imposeront demain"[35]. Le tableau dressé ici par le directeur de *L'Humanité* est bien noir et singulièrement exagéré en ce qui concerne les Italiens de l'arrondissement : ceux-ci n'ont nul besoin d'être *"groupés"*, ni d'être "*éduqués*" ; ils ne sont pas des "jouets" entre les mains du patronat. Bien au contraire, ils peuvent apporter toute leur expérience en matière de "combat" politique et de propagande à des autochtones qui en manquent cruellement. Néanmoins, et pour la première fois, un parti politique français se déclare ouvertement favorable et ouvert aux étrangers, leur accordant une place importante dans sa stratégie de conquête du pouvoir. Relayés dans toute la Lorraine et dans les Vosges, ses mots d'ordres contribuent à donner une image valorisante de l'immigré. *La Lorraine Ouvrière et Paysanne*, puis *L'Est Ouvrier et Paysan* ne cessent de dénoncer dans leurs colonnes la xénophobie et le *"fascisme rampant"* du patronat. Certes, si l'argumentation est simpliste et manichéenne, elle atteint souvent son but : *"Au pilori les fascistes !* lit-on en 1930. *Les ouvriers immigrés sont nos frères de classe qui luttent avec nous ; les fascistes sont nos ennemis car ils sont les agents du capitalisme"*[36]. Il s'agit également de protéger les immigrés italiens de l'influence du *"fascio"* et de la propagande du gouvernement italien. En juin 1930, *La Lorraine Ouvrière et Paysanne* publie la liste intégrale des *"agents et organisations fascistes dans la région de l'Est"* et invite ses lecteurs à découper l'article : *"Il vous sera facile, travailleurs français et italiens, de suivre et de combattre les agissements de la nuée de policiers d'État et patronaux aux gages du fascisme et du Comité des Forges"*[37].

Dans les Vosges, la presse communiste soutient les mouvements de grève, comme celui des ouvriers du bâtiment à Saint-Dié en août 1929. Elle dénonce aussi la pression que font régner les grandes sociétés de pavés sur les carriers-épinceurs de Gérardmer et Granges. Les petits-patrons, même quand ils sont d'origine italienne, n'échappent pas à sa vindicte. En 1931, l'entrepreneur Casciamani est qualifié ironiquement d'*"antifasciste bourgeois"* : à Saint-Dié, *"il a renvoyé quatre ouvriers sous prétexte qu'ils avaient chômé le premier mai. De tels faits montrent quel crédit il faut accorder à de tels individus qui crient contre les fascistes mais qui emploient les procédés fascistes*

[35] L'Humanité : 25 juin 1923.
[36] La Lorraine ouvrière et paysanne : 1er mars 1930.
[37] La Lorraine ouvrière et paysanne : 14 juin 1930.

les plus bas. Alors qu'en Italie les ouvriers révolutionnaires sont jetés en prison ou déportés, ici, on les chasse des chantiers sans aucune indemnité et on permet à la police de les faire expulser. Des antifascistes comme Casciamani doivent être dénoncés avec force. Les vrais antifascistes sont dans les organisations révolutionnaires et pas ailleurs"[38]. La radicalité du propos décrit bien le "ghetto" dans lequel s'est placé le Parti depuis sa création : seule la lutte du prolétariat permettra de renverser l'état bourgeois et ses alliés, le patronat, l'Église, la droite et les socialistes. Cet extrémisme effraie plus d'un électeur, et, dans la région de Saint-Dié, les "révolutionnaires" ne recueillent finalement qu'une bien faible adhésion.

4 - Un soutien verbal souvent inefficace.

Pendant la crise, le parti communiste maintient le cap qu'il s'était fixé dans les années 1920 et refuse de sombrer dans la xénophobie : à partir de 1932, il est encore une fois le seul à défendre les immigrés contre les menaces d'expulsion, à dénoncer les mesures du gouvernement Flandin, à prôner l'union de tous les "prolétaires". *"Le travailleur polonais ou italien expulsé, c'est un combattant que la bourgeoisie chasse*, peut-on lire dans *L'Est Ouvrier et Paysan* en mai 1934. *C'est un entraîneur des masses travailleuses immigrées que la bourgeoisie met hors des frontières"* : le journal annonce ainsi l'organisation de pétitions et de manifestations devant la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; le Consulat d'Italie de Nancy est également accusé de fournir aux autorités des listes de militants de gauche à expulser. *"C'est en empêchant qu'ils soient chassés que nous gagnerons la confiance de ces travailleurs et que nous en ferons une armée, non seulement contre la bourgeoisie française, mais contre la bourgeoisie du pays dont ces travailleurs sont originaires"*[39]. Pour éviter le départ des maçons italiens menacés par la chômage, la C.G.T.U. de Gérardmer propose des solutions "de rechange" : 7 heures de travail par jour, au lieu de 8, ainsi que *"des travaux de nécessité ouvrière"*. *"Plus de divisions entre français et étrangers, mais au contraire, front unique, seul gage de victoire contre les prétentions patronales"*, écrit *L'Est Ouvrier et Paysan* en 1933[40].

Néanmoins, cette détermination n'a que peu d'influence sur le sort des immigrés : de 1932 à 1934, plusieurs centaines sont renvoyées et doivent quitter l'arrondissement. Si l'Italien est présenté là aussi en travailleur "modèle", victime à la fois du fascisme mussolinien et du patronat français, il ne peut compter que sur un faible soutien. Entre la ligne officielle décidée à Moscou par l'Internationale puis relayée par la presse, et la réalité sur le terrain, il y a une grande différence : les élans internationalistes ne trouvent guère de réalisations concrètes. Dans la région de Saint-Dié, plus qu'ailleurs en Lorraine, la faiblesse chronique du parti communiste aggrave encore cette impuissance : le "rouge" est ici considéré comme un "sans-patrie", un athée et l'image de "*l'homme au couteau entre les dents*" est tenace. L'Église, le patronat et la bonhommie d'un Constant Verlot

[38] La Lorraine ouvrière et paysanne : 16 mai 1931.
[39] L'Est ouvrier et paysan : 26 mai 1934.
[40] L'Est ouvrier et paysan : 23 décembre 1933.

qui ne cache pas sa haine des "bolcheviks", représentent de puissants repoussoirs : aux élections législatives de 1932, le candidat Singer ne recueille que 11 % des suffrages exprimés, et à Senones, à peine 9 % ! Malgré toutes leurs déclarations généreuses, les sections locales de la C.G.T.U. et les cellules du Parti restent peu ouvertes aux Italiens : si elles les ont acceptés dans les années 1920 comme simples adhérents, elles ont réservé les postes de direction aux hommes du pays. Méfiant, le militant de base est souvent un ouvrier vosgien du textile qui n'a que peu de relations avec des "graniteurs" ou des maçons disposant de salaires bien supérieurs au sien : tenter d'établir alors une "solidarité de classe" entre des hommes aussi différents ne peut être qu'un exercice de longue haleine et voué à l'échec dans l'immédiat.

Mais les immigrés eux-mêmes ont leur part de responsabilité : de 1922 à 1926 en effet - période pendant laquelle les "révolutionnaires" ont sans doute la plus forte audience dans la région -, les Transalpins sont des ouvriers du bâtiment saisonniers largement gagnés aux idées du "maximalisme" italien. Ces hommes jeunes et célibataires ne prennent guère de risques en assistant aux réunions syndicales et en adhérant à la C.G.T.U. qui leur ouvre ses portes. Ils incarnent en effet toutes les valeurs défendues par les communistes : liberté de parole et de déplacement face aux prétentions patronales, haine de l'état bourgeois, foi ardente en la victoire du prolétariat mais aussi virilité et violence qui font les vrais révolutionnaires.

De 1926 à 1934, en revanche, les immigrés voient leur situation changer radicalement ainsi que leur état d'esprit : désormais stabilisés, mariés et pères de famille, parfois petits entrepreneurs, ils ont perdu tout esprit de retour. Lorsque la crise commence, beaucoup n'espèrent qu'une seule chose : se faire naturaliser pour pouvoir s'installer définitivement en France. Il faut alors montrer la plus grande discrétion dans l'expression de ses opinions politiques : "ni rouge, ni noir", en apparence du moins, telle est l'image que veulent se donner les Italiens au début des années 1930 et l'apolitisme est érigé en ligne de conduite. Il est donc hors de question de militer dans tel parti ou tel syndicat : les risques pourraient être trop grands pour soi-même et sa famille, ajournement de la demande de naturalisation pour trois longues années, ou pire, départ forcé vers l'Italie. Néanmoins, les sympathies pour "la gauche" sont évidentes, et, une fois la naturalisation acquise, il sera possible de les exprimer pleinement.

II - Lieux de rencontres et de sociabilité.

A - Sur les routes vosgiennes, les coureurs cyclistes.

1 - Le vélo, "sport-roi".

La pratique du sport représente un puissant facteur d'intégration : elle ne peut néanmoins exister que si l'immigré est stabilisé dans la région d'accueil et s'il dispose de temps libre. Le sport lui permet de mettre au second plan sa nationalité : dans toute compétition, les normes ne sont plus celles édictées par l'État, l'Église ou les puissants. Elle sont remplacées par des règles que l'athlète maîtrise parfaitement et il peut concourir à égalité avec ses concurrents. Certes, toute pratique sportive génère ses champions et ses perdants, et est inégalitaire par essence : mais, assez paradoxalement, elle fait disparaître la barrière existant entre "eux" et "nous", entre étrangers et autochtones[41]. Le sport devient dans les années 1930 une opportunité extraordinaire pour de nombreux jeunes italiens : il leur permet de sortir de leur isolement, de faire connaissance avec de jeunes français de tous les milieux sociaux, d'être reconnus pour leurs qualités physiques et mentales, de bénéficier parfois d'une très grande popularité qui rejaillit sur leurs compatriotes.

Dans l'arrondissement de Saint-Dié, il n'existe aucune association sportive transalpine : les immigrés doivent s'intégrer dans les clubs vosgiens pour pouvoir exercer leurs activités favorites. De plus, les sports qu'ils pratiquent sont ceux qui, en France aussi, mobilisent les foules et les médias : le cyclisme, le football et plus accessoirement la marche et le jeu de boules.

Le "vélo" est le "sport-roi" dans les Vosges comme dans le reste du pays : avec l'arrivée du printemps commence la saison cycliste et, tous les dimanches jusqu'en automne, les courses régionales attirent le long des routes un public nombreux venu encourager ses champions. Organisées par les municipalités, les clubs, les entreprises ou les commerçants locaux, ces compétitions sont dotées de prix importants afin d'attirer les meilleurs : le coureur amateur qui remporte le *Grand Prix de Saint-Dié* ou le *Prix de la Belle Jardinière* peut espérer gagner une centaine de francs et la presse locale salue chaque semaine l'exploit de ces "héros". *La Gazette Vosgienne* consacre par exemple toute une page à l'actualité sportive et ses reporters n'hésitent pas à faire "vivre l'événement" au lecteur : grâce à leurs phrases courtes écrites au présent, à de nombreux renseignements chiffrés et indications géographiques, ces comptes-rendus sont lus avec avidité. En mai 1933 par exemple, "L'Étoile Cycliste Déodatienne" - ou E.C.D. -, organise comme chaque année le *"Grand prix Peiffer"* d'une longueur de 160 kilomètres. Le parcours est particulièrement éprouvant et les coureurs doivent accomplir une boucle : ils traversent notamment Saint-Dié, Épinal puis Gérardmer

[41] VIOLLE (Nicolas), Sports et loisirs : l'image des Italiens dans la presse populaire parisienne, in L'intégration italienne en France, BECHELLONI (Antonio), DREYFUS (Michel), MILZA (Pierre), (sous la direction de), Bruxelles, Éditions Complexe,1995, pages 183-191.

tout en escaladant de nombreux cols. La victoire sourit à André Déantoni, athlète confirmé d'origine italienne et membre de l'E.C.D. : *"Déantoni démarre,* lit-on dans *La Gazette* le 3 mai. *Il prend dans sa roue Michel, Fréard et Geiger ; pendant près d'un kilomètre, ces quatre coureurs se tiennent, mais Geiger et Déantoni démarrent successivement, et prennent une avance qui sera de trois minutes au sommet du col de grosse Pierre. C'est la descente vertigineuse vers Gérardmer ; les compteurs de voitures marquent 60 à 65 kilomètres heure. Déantoni et Geiger accentuent leur avance et Gérardmer est traversée en trombe. Le col de Martimpré favorise encore les deux premiers et la course est jouée. Déantoni réussit à lâcher son poulain dans les pavés de Saint-Dié et passe la ligne d'arrivée en vainqueur"*[42]. Le gagnant acquiert pendant sa longue carrière une solide réputation de coureur valeureux ainsi qu'une grande popularité : désormais, il est *"Dédé, l'homme qui traîne derrière lui une quarantaine de victoires"*[43]. André Déantoni n'est pas le seul Italien à être applaudi le long des routes vosgiennes : dans les années 1930, les Transalpins sont de redoutables concurrents. Aristide Ramella, maçon piémontais de La Neuveville est le meilleur coureur de l'"Union Vélocypédique Raonnaise". A ses côtés, les "Déodatiens" Fioramonti, Pesanti, Terzi, Maccarinelli et Deana licenciés à l'E.C.D. ou à la formation concurrente, la J.C.D. - Jeunesse Cycliste Déodatienne -, viennent compléter une véritable hégémonie transalpine sur les courses régionales. L'"enfant chéri" de la presse comme du public déodatiens est pourtant un autre immigré : à partir de 1936, tout le monde suit de près la carrière très prometteuse de Raymond Daprini.

2 - Raymond Daprini, champion promis à une grande carrière.

Raymond Daprini est en fait "italo-argentin". Son père, natif de Parme, a émigré avec sa femme vers l'Amérique du sud en 1903 pour s'établir à Santa-Fé : c'est là que naît leur fils en 1911. Cependant, la famille qui supporte mal le climat argentin, regagne vite la péninsule italienne. Après la guerre, nouveau départ : les Daprini choisissent de partir cette fois-ci pour la France. Ils arrivent dans la petite ville de Rupt-sur-Moselle en 1924. Trois ans plus tard, à l'âge de 16 ans, Raymond reçoit son premier vélo et accompagne son père maçon lors de ses nombreux déplacements professionnels, jusqu'en Haute-Saône, parfois au-delà des cols. La bicyclette est en effet l'unique moyen de déplacement pour les ouvriers du bâtiment, petits artisans à leur compte : en y attelant une charrette, ils peuvent transporter leurs outils, truelle, pelle, ainsi qu'un peu de ciment. Ils sont par obligation endurants et rompus aux efforts les plus rudes.

En 1930, Raymond Daprini prend sa première licence au "Vélo Club Spinalien" : la passion mais aussi le désir d'améliorer le quotidien dictent son choix. Les dirigeants du V.C.S. lui ont promis de payer tous ses déplacements s'il gagne au moins deux courses pendant la saison : vainqueur, il recevra 3 francs par kilomètre parcouru, 2 s'il arrive deuxième. Très vite, l'"Italo-Argentin" se

[42] La Gazette Vosgienne : 3 mai 1933.
[43] La Gazette Vosgienne : 8 février 1933.

présente comme un espoir prometteur du cyclisme vosgien : il est "repéré" par la marque Peugeot en 1935 qui lui fournit son équipement puis il s'inscrit à la "Jeunesse Cycliste Déodatienne". C'est là que débute véritablement sa carrière : Raymond Daprini remporte en quatre saisons 56 victoires au sein de la même formation. Soutenu par son père, avec qui il n'a plus guère le temps de travailler, mais aussi par Constant Divoux, patron de la Brasserie Alsacienne et président de la J.C.D., il devient également la "coqueluche" de Jack Chatelin, reporter sportif à *L'Express de l'Est.* Celui-ci écrit des articles élogieux sur le jeune prodige : *"Daprini, le garçon le plus sympathique d'un lot d'une sélection cycliste vosgienne, a gagné une course de 150 kilomètres avec un quart d'heure d'avance devant tous les ténors de la région. Une "bouille" de chouette qui rigole avec son crâne tout rond et achalandé de cheveux en broussailles ; tout cela repose sur un coffre de lutteur antique ; des jambes nerveuses supportent l'ensemble...et elles sont agréablement dessinées. Il est fort comme un Turc, mignon comme une petite fille...mais il ne croit pas en lui : modestie mal placée et non voulue"*[44].

Malgré une faiblesse au sprint, Daprini est un "combattant" d'une résistance à toute épreuve, particulièrement pendant les fortes canicules : chaque année, il "avale" plus de 20 000 kilomètres pendant la compétition, mais surtout au cours de l'entraînement hivernal. L'été, il peut ramener à la maison plus de 500 francs chaque dimanche soir, soit plus du double du salaire paternel. Sa mère, qui "tient les comptes", s'inquiète devant tant d'argent gagné si "facilement". Motivé par le succès et les encouragements, le jeune homme espère bien devenir rapidement professionnel : l'année 1937 s'annonce sous les meilleurs auspices. Il remporte plusieurs courses au printemps - le *Lulu Sport*, le *Grand Prix Romarimontain*, le "*Peugeot"*, le *Grand Prix de la Belle Jardinière* - puis est sélectionné en juin pour participer au *"Wolber"*. Cette course par étapes, réservée aux jeunes coureurs, représente une véritable "rampe de lancement" vers une carrière professionnelle : tous les agents-recruteurs des grandes équipes espèrent y trouver "l'oiseau rare". Raymond Daprini devient le premier Vosgien à y participer et son "épopée" est retracée chaque jour dans les colonnes de *L'Express de l'Est* : elle se transforme en véritable calvaire pour le champion de la J.C.D. victime de la malchance et de plusieurs blessures. Cependant, il ne renonce pas : *"Je souffrais, je pleurais sur mon vélo tellement j'avais mal,* dit-il au reporter venu l'interroger. *Mais je ne voulais pas me relever"*[45]. A la fin de l'année, naturalisé francais, il doit rejoindre le Bataillon de Chasseurs de Toul. Pourtant, la presse ne l'oublie pas et attend le retour du "héros" sur les routes du département. Son mariage avec une jeune fille de Rupt, qui manquait rarement les courses et l'entraînement du champion, est relaté dans *L'Express* : *"C'est une nouvelle victoire à ajouter au brillant palmarès du crack vosgien, n'est-ce pas Melle Suzanne ?*[46] " En 1939, tous les espoirs sont permis. Le jeune homme, qui n'a rien perdu de sa hargne, s'apprête à donner un "second souffle" à sa carrière : *"Il*

[44] L'Express de l'Est : 6 juillet 1936.
[45] L'Express de l'Est : 10 juin 1937.
[46] L'Express de l'Est : 9 décembre 1937.

nous démontrera que deux ans passés sous la capote ne font pas de mal du tout"[47]. Perturbant tous les pronostics, la guerre vient mettre fin prématurément aux rêves de Raymond Daprini[48].

3 - Hégémonie italienne sur le cyclisme vosgien.

Comment expliquer cette domination des immigrés et de leurs enfants, dans les Vosges ? Malgré le faible poids numérique des Italiens dans l'arrondissement de Saint-Dié, les coureurs transalpins représentent près de la moitié des effectifs des clubs locaux. A côté des Daprini, Ramella ou Déantoni, nombreux sont ceux qui "enfourchent" la bicyclette par simple passion, sans aucune autre prétention que celle de participer à la compétition et de se mesurer aux plus forts. Selon une opinion communément admise dans le peloton, les Italiens sont des gens *"qui ont eu faim"* et qui *"en veulent plus que les autres"* : la souffrance ne leur est pas inconnue et ils la supporteraient mieux que les Français "de souche". Cette "théorie" est cependant beaucoup trop simpliste et misérabiliste pour être totalement vraie et convaincante.

En fait, c'est dans la péninsule et les régions de départs qu'il faut chercher les origines de cet engouement. Dès le début du siècle, le *Varesotto* est un haut lieu du cyclisme italien : en 1904 naît le *"Club Ciclisto"* à Varèse où plusieurs petites entreprises familiales fabriquent des bicyclettes. Le vélo représente un moyen de locomotion largement répandu dans la province de Côme, et pendant l'été, les touristes n'hésitent pas à l'utiliser pour visiter les rives du lac Majeur. Mais c'est aussi grâce au parti socialiste, très implanté localement, que le cyclisme se développe : pour ses dirigeants, il symbolise le sport populaire par excellence et les courses sont souvent organisées par les Bourses du Travail. Les immigrés *varesini* de Déodatie ont emmené avec eux leur passion : celle-ci est beaucoup plus qu'un loisir car elle permet aux maçons de se rendre tous les matins sur leurs chantiers.

Mais l'Italie a aussi ses "forçats de la route", qui, bien plus qu'en France, sont véritablement adulés. La plupart des grandes compétitions sont nées en Lombardie ou au Piémont à l'initiative d'industriels et de journaux de Milan ou Turin. Tous les jeunes gens du nord de la péninsule ont assisté au moins une fois dans leur vie à une grande course cycliste telle que le Tour de Lombardie, Milan-San Remo ou le Tour d'Italie. Tous connaissent également les champions dont les noms figurent en majuscules sur la "Une" de *La Gazzetta dello Sport*. La région de Varèse a, par exemple, vu naître deux très grands coureurs : Luigi Ganna, qui remporte le *Giro d'Italia* en 1909, est accueilli triomphalement sur ses terres. Après-guerre, Alfredo Binda lui succède dans le cœur des *tiffosi* : ancien tailleur de pierre parti travailler chez son oncle dans le Midi de la France, il commence dès son retour au pays, une carrière exceptionnelle de coureur cycliste, gagnant 5 fois le *Giro* et 3

[47] L'Express de l'Est : 9 avril 1939.

[48] Entretien avec Raymond Daprini : août 1995 ; Raymond Daprini habite aujourd'hui à Voiron dans l'Isère où ses fils dirigent une petite entreprise de maçonnerie. Il retourne tous les ans à Rupt-sur-Moselle, passer les vacances d'été avec ses petits-enfants.

fois le championnat du monde. En 1929, il fonde à Varèse sa ville natale, la "Société Alfredo Binda" qui fabrique des bicyclettes, avant de devenir un grand directeur sportif[49]. Les champions italiens les plus connus dans les Vosges restent pourtant ceux qui ont brillé sur le Tour de France : Ottavio Bottecchia, vainqueur de l'épreuve en 1924 et 1925, a pour la première fois porté le maillot jaune de la première à la dernière étape. Le petit maçon du Frioul a connu grâce au vélo une très grande popularité, particulièrement dans les milieux de l'immigration : à Senones par exemple, le maçon Moranzoni se fait appeler "Bottecchia"[50]. A la fin des années 1930, les "exploits" de Gino Bartali font l'objet de tous les commentaires : tombé dans un torrent pendant une descente dans le Tour 1937, il parvient finalement à remonter sur sa machine pour endosser le maillot jaune à l'issue de l'étape. L'année suivante, il remporte enfin l'épreuve. La presse conservatrice loue la piété du coureur : "*Gino le pieux, décoré par le Duce, est catholique authentiquement et cela est tout à fait compatible avec le sport,* annonce *Le Foyer Vosgien. A Notre-Dame des Victoires, il a déposé une gerbe aux couleurs franco-italiennes et a ramené une Vierge dans sa Toscane natale*"[51].

La vie et les actes héroïques de ces champions contribuent à créer une culture commune entre des gens qui partagent tous une même passion pour le cyclisme. Celui-ci représente une "passerelle" importante entre les deux milieux et a contribué à atténuer le poids des différences et des normes dominantes de la société d'accueil. Tous issus de milieux modestes, les "forçats de la route" ont également été de puissants "stimulants" pour la pratique sportive : bien des maçons et des "graniteurs" se reconnaissent ainsi en Bottecchia ou en Binda, et dans une moindre mesure, en Daprini ou en Ramella. Au-delà du sport, le cyclisme a été un "creuset" dans lequel des hommes différents ont pu apprendre à se connaître.

B - Terrains de football et boulodromes.

1 - Les Italiens, meilleurs footballeurs du monde.

Les Italiens de l'arrondissement s'illustrent également dans les sports collectifs. Pour le cyclisme, l'exploit individuel et l'endurance apportent la victoire ; dans le football, il s'agit de montrer d'autres qualités, virtuosité, rapidité à la course, respect des consignes d'avant match mais surtout solidarité avec ses 10 coéquipiers. Le succès est celui d'un groupe : en intégrant un club, l'Italien fait là aussi oublier sa nationalité et entre dans une "grande famille" où il a sa place et où il est reconnu. Plus que dans les autres sports, l'esprit de groupe est "entretenu" à l'entraînement, dans les vestiaires, au cours des déplacements ou pendant les repas d'après-match : quelle que soit leur valeur, les joueurs doivent apprendre à se connaître.

[49] PRANDO (Riccardo), VELATI (Loris), Varese in bicicletta, Varese, Pierangelo Mariano Editore, 1985, 96 p.
[50] L'Express de l'Est : 18 février 1928.
[51] Le Foyer Vosgien : 7 août 1938.

Les Italiens sont considérés comme les meilleurs footballeurs du monde et leurs retentissants succès lors des Coupes du monde en 1934 et 1938, ainsi qu'aux Jeux Olympiques de 1936, leur ont rapporté une flatteuse réputation. La presse spécialisée n'hésite pas à parler de *"génie"*, de *"jouissance artistique"* pour décrire les exploits de Piola, Meazza et Ferrari, les meilleurs éléments de la *"squadra azzura"* : on admire ainsi la *"discipline"* et la *"sobriété"* de leur jeu. Dans l'équipe de France, Laurent Di Lorto bénéficie également d'une très grande popularité : d'origine italienne, le gardien de but du F.C. Sochaux, "entre dans la légende" en décembre 1937, au cours d'une rencontre mémorable opposant la France à l'Italie au stade de Colombes. *"L'équipe d'Italie était de loin, de très loin, d'infiniment loin, la meilleure, mais elle perdit confiance en elle tant Di Lorto lui apparut invincible et ses bois sous la protection divine"*[52]. Les jeunes immigrés de l'arrondissement de Saint-Dié ne manquent donc pas d'"idoles", et leur pays natal est considéré comme une référence et un "modèle" à suivre.

2 - Le football, école de l'armée ?

Dans les années 1930, les trois quarts des Italiens de Senones ont moins de 40 ans : la formation sportive comptant le plus de footballeurs transalpins est le "Stade Senonais" dirigé par Henry Verlot, fils du député-maire. Celui-ci en devient le président en 1932, après avoir évincé son prédécesseur, le marchand de meubles Haas considéré comme trop "à gauche". Le nouveau dirigeant ne cache pas son anticommunisme doublé d'une admiration fervente pour le *Duce* : ce n'est pas sans arrière-pensées qu'il prend les commandes du "*Stade*". Il s'entoure de collaborateurs appartenant à la bonne société senonaise, souvent des Italiens naturalisés tels César de Angeli, le patron-granitier et Joseph Rusconi artisan-maçon. Il entend donner au club une plus grande audience grâce à l'aide financière des "Manufactures de Senones" qui lui fournissent notamment le "Jardin des Princes" comme terrain de jeu. Le football requiert en effet toute l'attention d'Henry Verlot pour qui il représente bien plus qu'un sport : *"Il impose des notions de discipline, de correction et de courtoisie qui font l'apanage d'un vrai joueur en plus d'une formation intellectuelle et morale"*[53]. Entre le bon footballeur et le bon soldat, il n'y a donc guère de différences, et le nouveau président, qui est aussi officier de réserve, a tôt fait d'orienter le "Stade Senonais" vers la préparation militaire.

La politique sportive de l'Italie est l'exemple à suivre pour le fils du député : à peine élu en avril 1932, il invite l'équipe italienne du *Dopolavoro* de Nancy, "vitrine" du fascisme en Lorraine. Après avoir déposé une gerbe au monument aux morts, la formation transalpine rencontre sa concurrente vosgienne qu'elle finit par battre 2-1 devant *"un public extrêmement nombreux"*. A l'issue de la partie, la *"fête d'amitié franco-italienne"* se poursuit à l'Hôtel Alsace-Lorraine où

[52] L'Express de l'Est : 7 décembre 1937.
[53] VERLOT (Henry), Fais ce que doit, advienne que pourra : 50 ans de souvenirs; B.M. Senones, 24 p. dactylographiées.

Henry Verlot se dit *"persuadé que cette manifestation ne sera pas la dernière"*[54].

Le club a également son bulletin mensuel, *Le Stadiste*, créé en 1931 : outre les résultats des différentes sections sportives - tir, escrime, basket-ball, football - y figure le compte-rendu des réunions et des sorties. En dernière page, un feuilleton intitulé *"Les trois buts"*, extrait d'un *"roman sportif"* de Mario Brun, raconte les exploits d'un jeune footballeur de l'équipe de France, Robert Menier. Fiancé à la jeune Angèle, il lui promet de marquer deux buts - *"un pour chacun de ces beaux yeux"* - lors d'une rencontre capitale contre l'Italie. Les Transalpins, bien que battus par la vivacité du jeune Français, se font remarquer par leur fair-play. L'auteur note aussi leur prestance: *"Grands, aux maillots célestes et aux culottes neigeuses, ils débouchèrent en courant du tunnel mais l'hymne italien les figea ainsi que l'assistance"*[55].

Les pages du *Stadiste* renferment également les événements importants marquant la vie des adhérents, décès, naissances, mariages et naturalisations. Les immigrés de Senones fournissent en effet une grande partie des effectifs de l'association et plus de la moitié du "Onze" senonais se compose d'Italiens. Le capitaine est Damien Caron, "graniteur" natif de Pove, défenseur intraitable ; à l'aile gauche, l'ouvrier Aldo Primo est surnommé "la gazelle"[56]. Pour leurs camarades vosgiens, les Italiens, totalement intégrés dans l'équipe, *"sont meilleurs que les autres"*. Le groupe gravit rapidement les échelons pour jouer les premiers rôles en troisième puis en première série, et évolue parfois bien loin de ses bases, dans la vallée de la Moselle ou de la Vologne par exemple[57] : grâce aux déplacements en camionnettes, aux entraînements et à la compétition, une grande complicité se crée entre les joueurs. Les arrière-pensées du président Verlot n'y sont pour rien : seule la passion du jeu motive les jeunes gens qui ont intégré le *"Stade"*. Le club dispose d'un terrain et d'équipements en bon état. Il est également très populaire dans la ville, permet la pratique de plusieurs sports et forme obligatoirement ses membres à la "Préparation Militaire".

La "Préparation Militaire" oblige les candidats à suivre une formation organisée par les associations sportives : les cours consistent en l'apprentissage de connaissances théoriques mais aussi en la pratique d'exercices physiques. Ils se déroulent de décembre à juin, du lundi au vendredi en début de soirée. A la fin du cycle, un examen vient établir un classement : seuls les jeunes gens les plus assidus se voient décerner ce Brevet de préparation militaire. A Senones, on peut obtenir le diplôme grâce aux éducateurs du "Stade", mais aussi de la "Légion de Salm" et de la "Jeunesse Sportive Senonaise", située politiquement à gauche. En juin 1939 par exemple, plus de 200 garçons de l'arrondissement ont obtenu leur Brevet et parmi eux, sept fils d'immigrés[58].

[54] Le Messager Vosgien : 13 avril 1932.
[55] Le Stadiste : 1935.
[56] Entretiens avec Marcel Rapenne et Aldo Primo, anciens joueurs du Stade Senonais : février 1995.
[57] L'Express de l'est : 16 janvier 1933.
[58] L'Express de l'Est : 4 décembre 1937, 16 juin 1938, 23 juin 1939.

Adresse Telegraphique
SENONESES-PARIS-98
COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
PARIS N° 387-93
Registre du Commerce
SAINT-DIÉ N° 319
SEINE N° 58-524

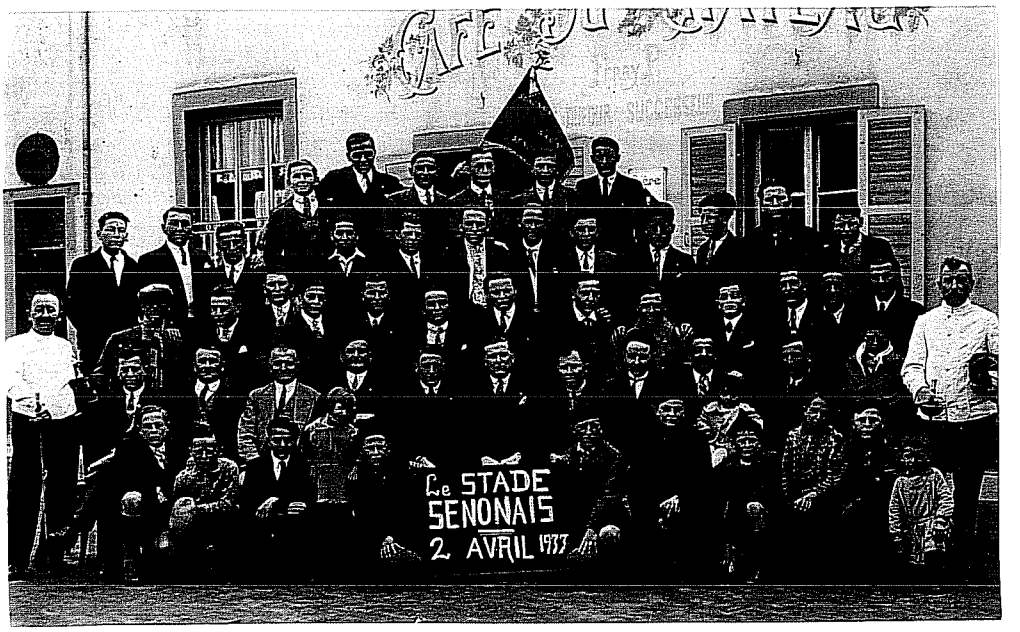
Manufactures de Senones
(VOSGES)
SOCIETE ANONYME CAPITAL 5 985 000 FRANCS

TÉLÉPHONE
CENTRAL 14-31 7 Lignes
" 83-38 4 "
" 09-45
Interurbain
INTER CENTRAL 32
" " 33
" " 34

PEIGNAGES, FILATURES & TISSAGES — TEINTURE, BLANCHIMENT, APPRÊTS & IMPRESSION

USINES:
SENONES
PETITE RAON

21, RUE POISSONNIÈRE
PARIS



Le Stade Senonais en 1932-1933.

Soutenu par les "Manufactures" et dirigé par Henry Verlot, le club regroupe de nombreux italiens attirés par la pratique du football et de la marche.

733 - **SENONES** (Vosges) — Equipe de Foot-Ball Association

3 - Marche et "sport-boule".

A côté des grands sports que sont le football et le cyclisme, les Italiens de la région de Saint-Dié ont également pratiqué des activités moins populaires. La marche, par exemple, attire de nombreux amateurs, pour la plupart ouvriers natifs du Trentin. Dans cette région de montagnes, les déplacements des paysans ou des gardiens de troupeaux s'effectuent à pied, non à bicyclette du fait des trop fortes dénivellations. En août 1931, le *"Premier pas de la marche"* est organisé : au départ de Senones, la centaine de concurrents doit rejoindre Raon-l'Étape avant de revenir au point de départ, soit un parcours de plus de 30 kilomètres. Si c'est un Vosgien qui remporte l'épreuve, les Italiens figurent en bonne place : ils sont dix dans les 50 premiers[59].

Dans le jeu de boules par contre, les Transalpins exercent une véritable hégémonie : là encore, il s'agit d'une passion "importée". Dans tous les villages du nord de la péninsule, le terrain de boules situé sur la place centrale non loin du cabaret, devient le lieu de rendez-vous des hommes en fin d'après-midi. On y discute beaucoup, on dispute également des parties acharnées où l'habileté des "pointeurs" égale la précision des "tireurs". Dans les Vosges, les Italiens ont fondé des clubs à Gérardmer et à Senones. Le "Sport boule de l'abbaye de Senones" organise à la belle saison des compétitions : concours de tirs et de pointage en différentes catégories, "individuel" homme et femme, ou parties en 15 points par "quadrette". Les immigrés restent ici le plus souvent entre eux : les Vosgiens "de souche", simples spectateurs, ignorent en effet tout de ce sport étrange, très différent de la pétanque marseillaise, dans lequel les boules sont lourdes et restent difficilement maniables pour le profane. Les Italiens remportent pratiquement toujours les rencontres qu'ils organisent : en juin 1939, par exemple, c'est la "quadrette" géromoise Deana-Martinuzzi-Rossi-Francesconi qui gagne le concours de Senones, battant 15-4 l'équipe de Thaon. En "tir", les Italiens sont aux cinq premières places, et au "pointage", ils sont trois parmi les cinq premiers[60].

"Stade Senonais", J.S.S., "Légion de Salm", "Sport boule de l'Abbaye", toutes ces associations sportives ont accueilli dans les années 1930 de nombreux Italiens et ont favorisé leur enracinement. En défendant les couleurs d'une ville, ils ne sont plus vraiment considérés comme des étrangers. Participant aux matchs, aux excursions, aux banquets, ils font partie intégrante de la cité et sont des acteurs importants de la vie associative locale. Cette forte implication est un atout primordial pour l'Italien demandant sa naturalisation, et les maires qui remplissent la *"Notice de renseignements"* n'oublient jamais de faire figurer les *"mérites sportifs"* des postulants. Néanmoins, cet engagement est essentiellement dicté par la passion. Dans une région où la pratique sportive restait moribonde dans les milieux ouvriers avant-guerre, les Italiens ont apporté un dynamisme nouveau : le sport vosgien leur doit beaucoup.

[59] Le Messager Vosgien : 29 août 1931.
[60] La Gazette Vosgienne : 3 mai 1933 ; L'Express de l'Est : 26 juillet 1936, 18 juin 1939.

C - Salles de bal et de cinéma.

1 - Le "Blue and Red Jazz" et son "champion".

La musique a un rôle important dans l'intégration des immigrés : là encore, elle a permis à l'Italien de se "fondre" dans le groupe et d'être apprécié pour ses qualités artistiques. En effet, le "langage" musical est sans frontière et compréhensible par tous : les normes dominantes qui peuvent exclure l'étranger, sont ici remplacées par une culture et des pratiques communes, celles de la connaissance des notes, des instruments et des mélodies. A la musique s'attache une dimension collective et même altruiste : si le musicien joue, c'est pour être entendu, c'est pour faire danser, c'est aussi pour être apprécié et applaudi. Dans les milieux ouvriers, les bals du samedi soir et du dimanche représentent souvent les seuls moyens de distraction pour des familles peu fortunées : toutes les générations et les professions s'y côtoient. Bals et concerts ont permis aux immigrés de rencontrer les autochtones, de partager avec eux un même goût, une même passion pour les airs et les danses à la mode. "Passerelle" entre Vosgiens et immigrés, la musique a apporté une meilleure connaissance de l'"autre".

L'exemple du "Blue and Red Jazz" est intéressant. Cette formation musicale est fondée en août 1925 : à cette date, elle constitue sans doute l'un des seuls orchestres de Lorraine à jouer du jazz. Le "Blue and Red Jazz" est né à La Neuveville-les-Raon à l'initiative de Marcel Lecuve. Ayant fondé un véritable "empire du bois", possédant plusieurs dizaines de scieries dans la vallée de la Plaine, l'industriel a engagé en 1924 deux maçons "d'entretien" italiens : les frères Lenuzza, natifs d'Osoppo dans le Frioul, sont arrivés dans la petite ville après avoir terminé des travaux de reconstruction dans les Ardennes et en Meurthe-et-Moselle. Ils louent un garni au café Royer, et, le dimanche, distraient la clientèle en jouant du violon et de la mandoline.

La musique est, après la maçonnerie, la deuxième grande passion d'Antonio et Angelo Lenuzza. *"Je joue depuis l'âge de six ans,* déclare Toni au journaliste du *Messager Vosgien* venu l'interroger en 1929. *Dans la famille, on est violoniste de père en fils. Mon père dirige depuis longtemps la musique de sa commune d'Osoppo, près d'Udine. C'est lui qui nous a dressés Lino et moi. De jouer, ça me délasse ; lorsque je rentre ma journée finie, je saute sur mon violon et j'oublie ma truelle"*[61]. Lino a appris le saxophone, le violoncelle, le piano mais c'est la guitare qu'il affectionne : il compose des airs, donne des leçons et forme de nouveaux jeunes musiciens qui vont intégrer l'orchestre. Grâce à la musique, Lino a pu "faire la guerre" à l'arrière dans la fanfare de son régiment, ce qui, croit-il, lui a sauvé la vie. Il a également rencontré son épouse grâce à sa mandoline. Lorsqu'il arrive à Glonville près de Baccarat en 1922, l'instrument d'une jeune fille est en mauvais état : Lino le répare puis apprend à en jouer à celle qui deviendra sa femme[62] .

[61] Le Messager de Raon-l'Étape : 28 décembre 1929.
[62] Entretiens avec Angelo Lenuzza : décembre 1994 ; janvier 1995.

Très vite, les frères Lenuzza se font connaître à Raon-l'Étape et La Neuveville pour leurs talents : assistés de leur cousin Ercole, ils jouent dans les bals, les cinémas et sont invités pour animer les réunions des associations locales. Leur patron, Marcel Lecuve, décide donc de fonder un orchestre permanent - le "Blue and Red Jazz" - qui se produit tous les dimanches : composé au départ de six membres, il s'agrandit rapidement pour regrouper une vingtaine de musiciens. Ce sont les maçons friouliens qui en forment l'ossature, tiennent la baguette du chef et choisissent les morceaux : le répertoire du groupe est des plus variés, alliant la musique classique au jazz. Toni atteint une très grande popularité lorsqu'il réussit, en décembre 1929, à battre *"le record du monde de violon"*.

Détenu jusque-là par un Autrichien, le *"record"* consiste à jouer du violon sans s'arrêter pendant au moins 24 heures : voilà le but que s'est juré d'atteindre le violon solo du *"Blue and Red Jazz"* pendant la nuit du 24 au 25 décembre 1929. Dans toute la ville, des affiches ont été apposées. La veille de Noël, la salle Beauregard de Raon-l'Étape, pavoisée aux couleurs françaises et italiennes, est remplie d'une foule passionnée venue écouter Antonio Lenuzza enfermé dans une *"chambre de verre"*. Le lendemain, à 16 heures, le record est officiellement battu, mais le violoniste continue de jouer pour s'arrêter, épuisé, cinq heures plus tard. Le public crie, ovationne le *"champion"* qui reçoit *"deux superbes gerbes de fleurs"*. Mme Lenuzza pleure sous le coup de l'émotion et l'orchestre conclut cette soirée mémorable au son de La Marseillaise et de l'hymne italien. Toni a été *"enlevé à la foule avide de le toucher et de lui tenir la main"* pour repartir dans une limousine. La presse locale se fait largement l'écho de l'exploit dans ses premières pages et n'hésite pas à parler d'un *"événement qui aura un retentissement considérable et mondial"*.

Quelques jours plus tard, un journaliste du *Messager de Raon-l'Etape* rend visite au "héros". Le lecteur découvre dans un long article une famille étrangère parfaitement intégrée à la société locale. Antonio Lenuzza est présenté comme un père, un mari et un travailleur exemplaire. Ancien combattant, il a fait partie du Génie, a obtenu le grade de sergent et a été décoré de la Croix de guerre. Pour la première fois, détail remarquable, le passé migratoire d'un homme est exposé positivement et objectivement : *Le Messager*, journal conservateur sans indulgence particulière pour les immigrés, explique ainsi en quelques lignes, que Toni est parti travailler en Europe centrale jusqu'en 1913 *"avec son père et ses deux frères selon une tradition familiale et nationale"*. Les frères Lenuzza sont donc "érigés" en immigrés "modèles", sérieux, travailleurs, apolitiques, généreux, *"ne refusant jamais leurs concours à une fête de société, de charité ou autre"*[63]. Le "Blue and Red Jazz" disparaît en 1930 avec le départ de son créateur pour la Moselle : cinq ans plus tard, "L'Étoile Jazz" fondé par Angelo lui succède.

[63] Le Messager de Raon-l'Étape : 4 janvier 1930.

2 - Le dimanche, bal au "P'tit Quinquin".

Salles de bal et de cinéma représentent des lieux de rencontre privilégiés entre autochtones et immigrés : là encore, danseurs et spectateurs sont unis par une même passion ; là encore les normes dominantes sont surpassées par une même culture ouvrière qui permet d'atténuer, voire d'effacer les différences, et d'instaurer une sociabilité entre les individus.

A Senones, deux salles réunissent en fin de semaine plusieurs dizaines de personnes : au café "Le P'tit Quinquin", le premier étage est réservé aux bals. Sur une estrade, un orgue de barbarie ou un orchestre de cuivre sont installés ; contre les murs, des bancs ont été disposés. L'hôtel Braghini est également un haut lieu de divertissement des Senonais : les samedis et dimanches soirs, les couples dansent la java, la musette ou le jazz au son de la clarinette ou de l'accordéon ; on récompense alors les meilleurs de bouteilles de champagne. Le bal hebdomadaire est ouvert à toutes les générations : accompagnés de leurs parents, les enfants tentent d'imiter leurs aînés, les bébés essaient de dormir dans leur landau. Les "vieux" sont venus aussi, assis sur les côtés, surveillant vainement leur progéniture, la regardant souvent avec admiration. La fête peut durer jusqu'à une heure très avancée du lundi : les ouvrières "vénitiennes" des "Manufactures" rentrent précipitamment se changer dans leur appartement, enfilent une blouse et partent vers les grilles de l'usine à moins d'être réveillées par le contremaître après une courte nuit. Les "graniteurs" sont moins pressés car ils ne travaillent pas ce matin-là, jour de marché. Bien des Transalpins ont rencontré au *"P'tit Quinquin"* ou *"chez Braghini"* leur futur conjoint. Dans l'entre-deux-guerres, plus de 60 mariages "mixtes" sont célébrés dans l'église de Senones : ils ont uni des Italiens à une de leur compatriote originaire d'une province différente, ou à une Senonaise[64]. La salle de bal a été un lieu d'échange et de "brassage" entre des gens de tous âges et de toutes origines[65].

3 - "Toni", ou l'immigré italien idéalisé par le cinéma.

Dans d'autres salles, obscures celles-ci, les immigrés italiens ont pu acquérir une autre composante de la culture ouvrière de l'entre-deux-guerres liée au cinéma : on admire le jeu des acteurs, on oublie pour un temps ses problèmes quotidiens, on lit sur l'écran les intertitres ou on écoute les personnages parler. Ici, l'égalité est également de mise : la nationalité des spectateurs n'a aucune importance et tous sont venus pour passer un bon moment. Le cinéma est devenu un lieu d'intégration pour les Italiens : ils ont pu perfectionner leur français, partager avec les autochtones une même connaissance des films et des vedettes. Pour tous, il représente un instrument d'uniformisation culturelle en apportant "sur le terrain" des histoires "à l'eau de rose" ou directement inspirées de la littérature et du passé national. Il a également permis l'introduction dans les vallées vosgiennes de la culture américaine : le comique burlesque et les pitreries de Fatty, Harold

[64] Archives Paroissiales de Senones : mariages 1919-1939.
[65] Entretien avec Carmela Sartorelli, ancienne ouvrière aux "Manufactures".

Loyd ou Charlot conduisent à une même "communion", apportant les mêmes émotions dans un même éclat de rire. La voix suave, les cheveux gominés et le physique avenant d'Henry Garrat ou de Tino Rossi ont également fait chavirer bien des cœurs d'ouvrières, italiennes ou françaises.

En décembre 1934 par exemple, le cinéma "Soudière" de Senones propose au public de la vallée du Rabodeau *"Les Misérables"*, film diffusé en trois parties pendant la semaine précédent Noël. Constant Soudière, propriétaire de l'établissement, a engagé deux jeunes ouvreuses italiennes travaillant dans la journée aux "Manufactures". Les spectateurs assistent pendant plusieurs soirées de suite à un fabuleux spectacle : le monument littéraire de Victor Hugo défile devant leurs yeux, chacun pleurant devant le sort malheureux de la pauvre Cosette, et admirant le courage et la ténacité de Jean Valjean[66].

L'"Excelsior" de Gérardmer met à l'affiche en mai 1936 *"Toni"* de Jean Renoir : tourné deux ans auparavant, le film est un vibrant hommage à l'assimilation des étrangers dans la société française. Dans une ville où bien des immigrés sont des "épinceurs" ou des carriers transalpins, il a sans aucun doute reçu un accueil particulier et chaleureux. Toni, le héros, est le type même de l'Italien francisé et parfaitement intégré. Honnête, courageux, galant, sensible, il n'a pratiquement que des qualités : son meilleur ami est un Provençal et sa fiancée, une jeune Française. L'action se passe dans la région de Martigues où de nombreux étrangers - Piémontais, Espagnols, Maghrébins, Noirs-Africains - travaillent dans les carrières afin d'extraire des pierres de calcaire. Grâce à un intertitre présenté dans le prologue après le générique, Jean Renoir annonce son intention : *"L'action se passe dans le midi de la France, en pays latin, là où la nature, détruisant l'esprit de Babel, sait si bien opérer la fusion des races"*. Néanmoins, le réalisateur force quelque peu le trait : Toni, joué par un acteur marseillais, parle parfaitement le français et pratiquement jamais l'Italien, même avec ses compatriotes. Ceux-ci semblent d'ailleurs étrangement absents : tout juste les voit-on parler dans un wagon au début du film et jouer de la mandoline. Albert est le propriétaire de la carrière et convoite la fiancée du héros : gros, antipathique et doté d'un insupportable accent parisien, il semble totalement étranger au milieu. L'histoire, somme toute assez banale, est présentée sous une forme bien caricaturale et manichéenne : parmi tous les immigrés, seul Toni "l'Italien" est véritablement assimilé et les Maghrébins ne font que de bien courtes apparitions. Ils sont même parfois critiqués par certains personnages. Sébastien, viticulteur d'origine espagnole, prévient ainsi sa nièce Josepha : *"Attention, avec tous ces travaux, on ne voit que des étrangers qui rôdent dans le pays, surtout les sidis. Ah, je ne les aime pas ceux-là ! On ne sait pas ce qu'ils pensent !*[67]*"* Si Jean Renoir a le courage de défendre les vertus de l'assimilation à une date où la xénophobie pénètre dans de larges couches de la population française, il privilégie cependant les "latins" jugés plus proches culturellement des

[66] La Gazette Vosgienne : 22 décembre 1934.
[67] RENOIR (Jean), Toni, France, 1934, 84 minutes.

autochtones : en cela, sa vision n'est guère différente de celle des gouvernements des années 1920[68].

Dans les salles de cinéma comme dans les bals, les immigrés italiens ont fait connaissance avec la culture ouvrière locale et s'en sont imprégnés. Ce sont donc eux qui ont fait le premier pas. Cette attitude n'est guère étonnante et s'inscrit dans la longue liste des choix qu'ils ont dû faire au début des années 1930 : l'acculturation est ainsi liée au désir de se stabiliser, de rompre avec le pays natal et de devenir Français. Se fondre dans la société d'accueil afin d'effacer les différences, tel est le souhait le plus cher de ces hommes et de ces femmes. Au café par exemple, maçons et "graniteurs" ont appris à jouer à la belote : les cartes "espagnoles" avec lesquelles on disputait au pays des parties de *tresette* ou de *scopa* sont désormais rangées au fond des tiroirs.

D - L'église.

1 - Le clergé : méfiance et hostilité envers les étrangers.

Si dans le sport ou la musique, les immigrés laissent libre cours à leur passion et sont sur un pied d'égalité avec les autochtones, il en va tout autrement avec l'Église catholique. En théorie, la hiérachie ecclésiastique adopte envers l'immigration une position très ouverte et tolérante : les hommes, enfants d'un même Dieu, habitent une même terre qui est leur nation commune. Chacun a le droit de quitter son pays d'origine et de s'installer ailleurs afin d'y travailler honnêtement et d'y fonder une famille. Dans les années 1920, la grande majorité des immigrés qui s'installent en France sont des catholiques pratiquants, Espagnols, Italiens et surtout Polonais : chaque curé doit ouvrir les portes de son église à ces nouveaux paroissiens et leur faire le meilleur accueil. De plus, l'Église s'est nettement démarquée des milieux nationalistes avec qui elle était étroitement liée au début du siècle, pendant l'Affaire Dreyfus surtout : en condamnant l'Action Française, le pape Pie XI a porté un rude coup à la xénophobie défendue par les royalistes. Mais cette ouverture apparente n'est pas sans arrière-pensées : en s'établissant dans des villes industrielles en voie de déchristianisation, l'étranger risque d'être "contaminé" par le milieu ambiant et d'oublier les règles élémentaires de la foi catholique. Les nouveaux venus représentent une chance pour l'Église : les intégrer dans la communauté chrétienne, c'est donner un nouveau souffle au catholicisme français, c'est aussi éviter qu'ils se replient sur eux-mêmes dans des "ghettos religieux" d'où il sera très difficile de les sortir par la suite.

La tâche s'annonce pourtant délicate et les obstacles sont nombreux : il s'agit, pour des prêtres affichant une apparente bonne volonté, de faire se rencontrer puis coexister deux mondes aux pratiques et aux coutumes différentes, celui des autochtones et celui des immigrés. Il leur faut créer

[68] PERRON (Tanguy), L'image de l'ouvrier italien dans le cinéma français des années 30 aux années 50, in L'intégration italienne en France, BECHELLONI (Antonio), DREYFUS (Michel), MILZA (Pierre), sous la dir. de.

des "zones de transition" pour que les étrangers ne soient pas perdus dès leur arrivée. La principale entrave est celle de la langue : comment prier, se confesser, recevoir les sacrements et comprendre les sermons lorsqu'on ne parle pas français ? Le clergé va donc organiser des missions afin de maintenir intacte la vitalité religieuse des nouveaux venus : plusieurs moines italiens et polonais parcourent la France et essaient de convaincre leurs compatriotes de s'intégrer dans la communauté paroissiale du lieu tout en conservant leurs particularités. Cela ne va pas pourtant sans conflits : entre la théorie officielle décidée au Vatican et la réalité sur le terrain, les différences sont grandes[69].

Dans les vallées vosgiennes, l'Église exerce une très grande influence sur les populations ouvrières et fait partie intégrante du dispositif patronal. Le clergé inculque aux fidèles des valeurs de soumission, de respect de l'autorité et du travail "bien fait" : il prône également un strict apolitisme ; allié objectif du patronat, il représente le meilleur rempart contre la propagation du bolchevisme athée.

Les curés vosgiens n'hésitent pas à s'engager sur le terrain politique en défendant les valeurs les plus conservatrices. Ils rappelent sans cesse aux fidèles les sacrifices de la Grande Guerre et les préviennent contre les menaces que font peser les "ennemis" d'hier et d'aujourd'hui : *"Les Boches ne nous ont pas eus, les Bolcheviks ne nous auront pas,* lit-on dans le bulletin paroissial de Senones en juin 1926. *L'ouvrier français a trop bon sens, la femme française trop d'esprit de famille, le paysan français trop d'amour de sa maison et de sa terre pour offrir aux Barbares une proie facile"*[70]. L'école laïque s'attire également les plus grands reproches : *"C'est l'éducation sans Dieu qui fait les insoumis, les voleurs, les assassins et les apaches de toutes sortes"*[71]. L'action de l'Église s'inscrit bien au-delà de la simple délivrance des sacrements et de la messe dominicale : elle vise à diffuser des idées politiques très conservatrices et soutient le patronat et les candidats "de droite". Dans les campagnes comme dans les vallées industrielles, le clergé multiplie les actions dans des domaines très variés : en dehors de ses compétences propres, il organise des pèlerinages - celui du Lac de la Maix est alors le plus populaire -, encadre divers clubs sportifs, cliques et théâtres. En 1925, le maréchal Foch vient inaugurer à Senones le monument aux morts en présence des députés *"nationaux"* Madelin et de Lesseux : le curé fait à cette occasion la promotion de "la Légion de Salm" et de ses athlètes *"aux muscles robustes"*[72].

L'abbé Paul Robert est un des membres les plus emblématiques du clergé vosgien. Défendant les positions les plus conservatrices, il se présente aux élections législatives de 1932 face à quatre autres candidats, dont l'inamovible Constant Verlot. S'il se définit comme *"candidat indépendant"*, le curé de Saint-Michel-sur-Meurthe soutient la politique d'André Tardieu et son programme est assez simple : alors que la crise frappe le pays, il s'agit d'instaurer une *"protection*

[69] AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L'immigration en France au XXème siècle : article *"Catholiques"*.
[70] Bulletin Paroissial de Senones : juin 1926.
[71] Bulletin Paroissial de Senones : mai 1922.
[72] Bulletin Paroissial de Senones : novembre 1925.

douanière contre l'invasion des produits étrangers" ; il faut également *"soutenir la famille française dont l'existence de la Nation dépend essentiellement, en accordant des allocations aux foyers les plus nombreux et en les dispensant d'impôts"*. Si ces idées sont sans grande originalité et inscrivent leur auteur "à droite" de l'échiquier politique, Paul Robert peut néanmoins compter sur une réelle popularité : ancien combattant sur le front des Vosges, blessé au Hartmanswillerkopf en 1915, il a ensuite participé à la bataille de Verdun et a fait toute la campagne d'Italie au sein du 15ème B.C.P. Décoré de la croix de guerre, capitaine de réserve, il fait reconstruire dès 1919 son église de Saint-Michel. En 1932, il est le seul véritable candidat conservateur : il s'oppose au député sortant qu'il juge trop "à gauche" et trop favorable à la laïcité de l'enseignement[73]. Contre toute attente, l'abbé Robert réalise un excellent score, recueillant sur son nom près de 28 % des suffrages exprimés, 36 % à Saint-Dié. Arrivant en troisième position juste derrière le radical Paul Elbel, il se désiste finalement en faveur de Constant Verlot qui est une nouvelle fois réélu.[74]

Le curé de Saint-Michel est un bon représentant d'un clergé qui inscrit son action dans le cadre le plus traditionnel : dans les bulletins paroissiaux, pendant les sermons ou au catéchisme, le passé de la région est toujours exalté et montré en exemple. C'est l'Église catholique qui au VIIème siècle avec Saint-Gondelbert, a découvert puis civilisé la vallée de la Haute-Meurthe qui n'était jusque-là qu'un *"désert impénétrable"*[75]. Par la suite, malgré de nombreuses invasions étrangères dévastatrices, les abbayes bénédictines ont toujours été à l'avant garde du redressement économique et culturel. A présent, la Déodatie ne doit pas oublier qu'elle a été et qu'elle doit rester une "terre d'Église" : les curés, presque tous issus du monde rural, se considèrent dépositaires d'un passé largement idéalisé. La Grande Guerre est perçue comme une nouvelle victoire de la civilisation chrétienne sur la barbarie germanique, et le culte des morts est vivement encouragé. Dans cette "religion du souvenir", les Vosgiens doivent se montrer, comme leurs pères, de bons catholiques et d'ardents patriotes : ici, la République et l'autel font bon ménage. Les étrangers n'ont pourtant aucune place dans cette histoire : bien au contraire, ils sont presque toujours présentés en envahisseurs.

2 - La Mission de 1934.

Au sujet de l'immigration, le clergé vosgien est loin de partager la vision "universaliste" et tolérante de l'épiscopat : c'est à l'étranger de faire "le premier pas", d'apprendre le français s'il veut comprendre la messe et se confesser. C'est à lui de s'intégrer dans la communauté paroissiale, d'amener ses enfants au catéchisme : dans ses démarches, il ne bénéficiera d'aucun traitement de faveur. Les immigrés sont ainsi presque toujours absents des bulletins paroissiaux : aucun article ne leur est spécialement adressé, encore moins dans leur langue.

[73] Le Foyer Vosgien : 17 avril 1932.
[74] L'Express de l'Est : 2 et 9 mai 1932.
[75] Bulletin Paroissial de Senones : avril 1927.

A Senones par exemple, l'abbé Humbert ne mentionne que très rarement des hommes et des femmes qui représentent pourtant près d'un quart de ses paroissiens. Tout juste consent-il à leur accorder quelques lignes en septembre 1934, lorsque se prépare la *"Grande Mission"* : pour la première fois depuis 12 ans en effet, les catholiques senonais sont appelés à suivre une messe quotidienne à 5 heures et demi du matin pendant trois semaines - du 14 octobre au 4 novembre -, à écouter les sermons des missionnaires rédemptoristes et de Mgr l'évêque, à venir prier tous les soirs dans l'église. Il s'agit de donner un "nouveau souffle" à la foi catholique dans une vallée très touchée par la crise et par la baisse de la pratique religieuse. Apparemment, la Mission est un grand succès : *"Certains soirs, l'auditoire fut de 8 à 900 hommes. Le mardi 30, l'église était absolument comble ; les allées étaient envahies et le chœur et la tribune. 1800 personnes au minimum étaient là. Le Père Petitdidier parla sur l'enfer. Monseigneur entretint, pendant près d'une demi-heure, cette foule d'ouvriers qui l'écoutait avec une sorte d'avidité, dans un religieux et impressionnant silence. Les fêtes de la Toussaint et celle de la clôture dimanche, ont été marquées par le même pieux enthousiasme et par de nombreux "retours". C'est un admirable renouveau pour la paroisse"*[76]. Au même titre que les habitants de Vieux-Moulin, que les *"Messieurs et les Jeunes gens"*, les *"membres de notre colonie italienne"* bénéficient de *"prédications spéciales"*[77] : trois missionnaires rédemptoristes transalpins célèbrent pendant ces trois semaines des messes en italien puis distribuent aux fidèles chapelets et crucifix en plâtre.

Les Italiens restent pourtant en marge de la paroisse, et la Mission de 1934 est un exemple unique : les autres colonies importantes de l'arrondissement, à Gérardmer, Saint-Dié ou Moyenmoutier, sont livrées à elles-mêmes et ne reçoivent la visite d'aucun prêtre italien. Là encore, la dispersion et la faiblesse démographique expliquent le peu d'intérêt manifesté par les autorités ecclésiastiques de la péninsule. L'*Opera Bonomelli* par exemple, qui encadre les ouvriers transalpins dans la région de Briey, est totalement absent dans les Vosges : les immigrés catholiques se trouvent obligés de rentrer par eux-mêmes dans les communautés paroissiales. Néanmoins, cette intégration est loin d'être parfaite : elle est d'abord beaucoup plus difficile à réaliser du fait des "réticences" du clergé vosgien ; les Italiens, ensuite, ne la jugent pas indispensable.

3 - Des fidèles marginalisés.

"Graniteurs" et maçons viennent de régions où, depuis le début du siècle, s'est développé un anticléricalisme virulent. Dans le *Varesotto*, le *Val d'Ossola* ou à Pove del Grappa, les socialistes ne cessent de dénoncer après-guerre un clergé présenté d'abord comme le défenseur des "puissants". *Il Nuovo Ideale,* par exemple, stigmatise dans ses colonnes les *"grenouilles de bénitier"*, les rites et les croyances catholiques considérés comme une vaste supercherie qui profitent de l'ignorance des plus

[76] La Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Dié : 9 novembre 1934.
[77] Bulletin Paroissial de Senones : septembre, novembre 1934.

humbles. Arrivés dans les Vosges dans les années 1920, ces hommes ne cachent pas leur attachement au socialisme mais ne déploient aucune activité militante dirigée contre l'Église et ses représentants. Mariés et stabilisés, ils gardent ensuite la même réserve : s'ils n'assistent à aucun office dominical, ni même aux messes de Noël et de Pâques, s'ils ne se confessent jamais, la plupart des Italiens acceptent néanmoins certains sacrements. Les mariages par exemple, sont toujours célébrés devant M. le curé ; les enfants d'immigrés sont également tous baptisés et vont au catéchisme ; les morts ne sont jamais enterrés civilement. Il s'agit avant tout de ne pas "choquer" des autochtones très attachés à l'Église, surtout en milieu rural : là encore, l'Italien se montre discret et essaie "de ne pas faire de bruit", de ne pas se faire remarquer en diffusant un anticléricalisme outrancier. Ce serait là compromettre fortement ses chances d'accéder à la nationalité française et de s'intégrer dans le milieu d'accueil.

Pour les ouvrières "vénitiennes", il en va tout autrement. Dans la *Val'Sugana* par exemple, le clergé a toujours joué un rôle de premier plan, encadrant les villageois dans leur vie spirituelle, développant le système coopératif afin de freiner l'émigration, s'impliquant également dans l'action politique en réclamant l'autonomie de la province. Par son savoir, par ses conseils, par ses "pouvoirs" aussi, le curé est un homme éminemment respecté des villageois : à chaque moment important de l'année et de la vie - baptême, mariage, maladie, départ vers l'Amérique, accident climatique, décès -, il est présent. Issu lui aussi du monde paysan, il en connaît les problèmes : loin d'être un ennemi des plus pauvres, il est au contraire leur porte-parole devant les autorités civiles et militaires, et déploie une activité inlassable pour améliorer leurs conditions de vie.

En s'installant dans les Vosges, les familles "vénitiennes" arrivent en "terre catholique" : ici, les rites sont les mêmes qu'au village, et, si les églises sont plus "froides", moins "baroques", les messes se déroulent de manière identique. Comment communiquer pourtant avec un prêtre qui ne vous connaît pas et qui ne vous comprend pas ? Comment se confesser et comprendre les sermons ? De plus, le clergé vosgien ne fait guère d'efforts pour intégrer les nouveaux venus dans la communauté paroissiale. L'étranger est même parfois présenté comme un danger pour la foi : *"A peu près tous les coquins, tous les anarchistes, tous les piliers de cabarets, tous les mauvais sujets des deux sexes et de tous les pays sont - mais là franchement, très franchement - ennemis de la religion"* écrit l'abbé Humbert[78]. A Senones précisément, les "Vénitiens" assistent aux offices religieux sans y prendre une part active : les plus âgés d'entre eux, et particulièrement les mères de famille venues avec leurs filles ouvrières, assistent à toutes les messes dominicales le matin dès 7 heures. Mais il s'agit là d'une religiosité "en marge" : si l'on va à l'église le dimanche, ce n'est pas réellement pour "communier" avec l'ensemble des fidèles, mais pour perpétuer une tradition que le déracinement n'a pu éteindre. Certes on prie, mais en Italien, dans une enceinte qui est d'abord considérée comme la "maison du Seigneur" : l'église est un bâtiment où l'on vient retrouver ses repères, dans lequel les

[78] Bulletin Paroissial de Senones : février 1924.

symboles sont connus et familiers. Ouverte à tous, elle représente un "asile" dans lequel l'immigré n'est plus un étranger mais un être humain comme les autres. On s'y rend non pour écouter, mais pour lire les prières inscrites en caractères gras dans le missel que l'on a ramené du pays.

Le missel représente le "livre-souvenir" de l'immigré : à l'intérieur, les faire-parts de baptême, de mariages et surtout de décès, côtoient les images pieuses. La photographie d'un ami, d'un parent mort en Italie ou en Amérique et que l'on a connu enfant au village, relie pour un temps le fidèle à son passé. La dévotion pour les saints est également très forte : Sainte-Rita peut guérir de graves maladies, et, en envoyant un peu d'argent à la mère supérieure du couvent de Cascia en Ombrie, on peut hâter la guérison d'un proche. Un petit livret inséré dans le missel contient les différentes prières à adresser à Sainte-Rita selon les circonstances, du simple chagrin au cas le plus désespéré. Saint-Antoine de Padoue est encore plus populaire : dans les familles "vénitiennes", chacun connaît ses vertus. Là encore, une étroite correspondance permet aux religieux d'envoyer jusque dans les Vosges, revues et images saintes.

D'autres publications viennent également renforcer cette "marginalité" : *La Grande Promessa*, par exemple, est un petit livre de 70 pages distribué gratuitement par la confrérie italienne du *"Sacré Cœur de Jésus"*. Le fidèle y trouve des *"considérations et exemples pour les neuf premiers vendredis de l'année"*. A l'aide d'un passage de l'Évangile illustré d'un témoignage contemporain, il bénéficie de références spirituelles qui l'aident à rester dans "le droit chemin" : le cinquième vendredi est consacré à la conversion d'individus apparemment très éloignés de la religion. Si la femme adultère a été sauvée par Jésus, socialistes et francs-maçons peuvent eux aussi retrouver la foi : le cas "désespéré" du révolutionnaire Giovanni Ferrrari de Vintimille est ainsi cité en exemple. En 1909, à la fin de sa vie, après avoir pratiqué *"la dévotion des neuf vendredis"*, il finit par se convertir[79].

Loin d'intégrer les immigrés à la "communauté" des paroissiens, cette forme de religiosité les isole et les marginalise. Devant un clergé vosgien qui les ignore, les Italiens se réfugient dans des pratiques "importées" : tableaux accrochés aux murs et représentant la Sainte Famille sous une forme très "baroque", dévotion envers des saints vénérés dans la péninsule, prières prononcées en Italien, tout est fait pour rappeler le pays natal. A l'opposé, les pèlerinages au Mont-Saint-Odile ou au lac de la Maix ne rencontrent aucun succès. De même, ils ne s'impliquent jamais dans le *"Patro"* qui organise manifestations sportives et théâtrales. Cette situation d'isolement a ses limites : sans leurs prêtres, sans missionnaires venus "revitaliser" leur foi, la pratique religieuse s'effrite inévitablement. Si dans les années 1920, les ouvrières accompagnent avec obéissance leurs mères à l'office dominical, ce n'est plus du tout le cas après 1932. La crise a provoqué le départ ou l'éclatement de nombreuses familles : débarrassées de la tutelle étouffante de parents rentrés au village, mariées, les jeunes italiennes se sont émancipées, ont coupé leur longue chevelure et

[79] La Grande Promessa, Casa Editoriale Favero, 1932, 70 p.

I FRATINI DI SANT'ANTONIO
in preghiera

Pia Opera dei Fratini di S. Antonio
PROBANDATO ANTONIANO
LONIGO *(Vicenza)*

Stim. Sig.ra
Celestina Sartorelli
43 Rue du I Bataillon
Senones Vosges
France

Lettre envoyée en retour à un don, à **Celestina Sartorelli**, par "les frères" de Saint-Antoine de Padoue.

†

GESÙ
RISURREZIONE E VITA
ACCOLGA NEL GAUDIO ETERNO
L'ANIMA DI

ERMENEGILDO CAPRA

CHE A SOLI 30 ANNI
DOPO LUNGA E PENOSA MALATTIA
SOPPORTATA
CON CRISTIANA RASSEGNAZIONE
CONFORTATO
DAI CARISMI RELIGIOSI
SI SPEGNEVA SERENAMENTE
IL 12 LUGLIO 1930
A DETROIT MICH U. S. A
LASCIANDO NELLO STRAZIO
I GENITORI, I FRATELLI
LE SORELLE, GLI ZII
E CUGINI TUTTI.

ERMENEGILDO! Per i tuoi cari che quaggiù ti richiamano piangendo, impetra conforto, rassegnazione e ti rivedano in Cielo.

Senones Vosges, 12 agosto 1930.

A. Marchetto, Borgo

Faire-part de décès d'**Ermenegildo Capra**, mort aux États-Unis en 1930, dont la famille est installée à Senones. Il est conservé dans le missel de **Celestina Sartorelli**, qui, comme les Capra, est originaire du Trentin.

raccourci leurs jupes. L'intégration passe donc davantage par le travail et le bal du samedi soir que par l'église ! Il serait pourtant très exagéré de parler de déchristianisation : si la pratique a diminué, l'attachement aux sacrements - le baptême, le mariage, la confession surtout - reste inébranlable et il serait impensable de pas assister aux messes de Noël et de Pâques[80] .

4 - Pour les petits Italiens, le catéchisme.

Si Italiens et curés vosgien se sont largement ignorés, ils trouvent avec le catéchisme une occasion de se rencontrer. Dans la "stratégie" d'intégration mise en place par les Transalpins au début des années 1930, l'enfant tient une place déterminante : c'est par lui que se réaliseront les rêves d'enracinement dans le pays d'accueil, c'est grâce à lui peut-être que la naturalisation pourra être obtenue, c'est pour lui également que l'on est prêt à tous les sacrifices. L'intégration de la seconde génération ne peut cependant s'accomplir que par la connaissance et l'apprentissage des normes dominantes.

Le catéchisme représente un des moyens d'acquisition de ces normes, obéissance, respect de la hiérarchie, de l'ordre, de la famille et du travail. Fils et filles d'Italiens reçoivent pratiquement tous une éducation religieuse : dès le plus jeune âge, les parents peuvent confier leur progéniture au curé ou aux religieuses en présentant un certificat de baptême. A Senones, les "cours" ont lieu le jeudi matin à 8 heures. En juin, un examen vient sanctionner l'apprentissage d'une année : jugés sur *"les prières et les principaux éléments de la doctrine chrétienne"* et sur leur conduite, leur tenue et leur régularité au travail, les enfants reçoivent une note de 0 à 60. Ils sont classés par ordre décroissant, l'"admissibilité" étant fixée à 20[81,82]. Dans les années 1930, les petits Italiens représentent un tiers des effectifs du catéchisme à Senones et leurs résultats sont, dans l'ensemble, "très" moyens : pour leurs parents, l'éducation religieuse est loin d'être une priorité absolue. Elle permet seulement de ne pas être marginalisé de la paroisse, de recevoir par la suite les sacrements de l'Église - la communion puis le mariage - et de se faire éventuellement des amis. Mais les pères de famille maçons et "graniteurs" gardent une très grande méfiance envers la religion, méfiance dont leurs enfants héritent le plus souvent.

La pratique religieuse n'a donc pas joué un grand rôle dans le processus d'intégration des Italiens de l'arrondissement. Les immigrés sont arrivés dans les Vosges avec un "vécu", des traditions et des valeurs qui allaient souvent à l'encontre de normes dominantes valorisées et diffusées par un clergé davantage tourné vers le passé que préoccupé par l'accueil des nouveaux venus. Celui-ci n'a pas su ou n'a pas voulu "tendre la main" à ces étrangers pourtant catholiques : une fois encore, ce sont eux qui ont fait le premier pas. Leur intégration, ils la doivent surtout à leur

[80] Entretiens avec plusieurs anciennes ouvrières italiennes des "Manufactures".
[81] Bulletin Paroissial de Senones : mai 1928.
[82] Bulletin Paroissial de Senones : juin 1928 ; juin 1935.

activité professionnelle et à leur implication dans la vie associative[83]. Celle de leurs enfants aura pour cadre "l'institution" scolaire.

E - L'école.

1 - La famille, "cocon" protecteur et micro-communauté.

Lieu d'apprentissage, l'école est considérée comme l'instrument essentiel qui permettra l'assimilation et la "fusion" des enfants d'immigrés. La lettre qu'adresse Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, au préfet des Vosges en décembre 1926, montre bien l'attention qu'accorde le gouvernement à ce sujet : *"La fréquentation scolaire des enfants des étrangers s'impose pour eux comme pour les enfants français"*[84]. Dans chaque commune, les maires doivent recenser les élèves d'origine étrangère et s'assurer de leur assiduité. L'arrondissement de Saint-Dié compte en 1927, 238 petits Italiens en âge d'être scolarisés : 93 % d'entre eux sont inscrits dans une école, presque toujours publique.

Dans la stratégie d'intégration, l'école tient une place primordiale : la République et les étrangers poursuivent là les mêmes objectifs. Avec la crise des années 1930 et la stabilisation qui s'en suit, l'Italien a projeté sur ses enfants tous ses rêves de réussite et de promotion sociale : fils et filles d'immigrés ne doivent jamais connaître les souffrances passées de leurs parents, le déracinement, l'isolement, la xénophobie, l'exclusion, le dénuement parfois. Ce sont souvent des enfants "surprotégés" : afin d'éviter tout affrontement brutal avec les petits Français, l'enfant est élevé le plus longtemps possible au sein du noyau familial. Il est confié à une mère, une grande sœur ou une grand-mère : il bénéficie de toutes les attentions, de tous les sacrifices même. Ici s'effectuent les premiers apprentissages : on lui parle en français, et c'est dans cette langue qu'il découvre petit à petit le passé de ses parents grâce au "roman des origines".

Le "roman des origines" est l'histoire embellie de la famille immigrée, de sa vie au village natal jusqu'à son installation en France. A chaque génération, il s'enrichit d'un nouveau chapitre et se transmet très souvent de mère à enfant. Il décrit le pays natal, les gens qui y vivent toujours, grands-parents, tantes et oncles. Il explique aussi les raisons du départ, le chômage, les destructions de la guerre, les violences fascistes. Le déroulement du voyage, l'arrivée dans une ville inconnue, l'installation font également l'objet de longs développements. Cependant, ce récit magnifie celui qui fut le premier à partir, celui qui a créé à l'étranger une nouvelle lignée ; il ne dit rien également sur les difficultés rencontrées, sur la xénophobie dont bien des Italiens ont souffert au début du siècle. Bercé par cette "mythologie" familiale faite de héros qui n'ont jamais failli et qu'on a toujours

[83] TARAVELLA (Luigi), La pratique religieuse comme facteur d'intégration, in L'intégration italienne en France, pages 71-83.

[84] A.D.V. : 15 M 226 (1/2).

admirés, l'enfant grandit dans un "cocon protecteur" avec une vision souvent déformée du passé de sa famille. En voulant le préserver des contraintes et des difficultés, les parents ne font souvent que fragiliser un être, qui, un jour, devra affronter le regard d'autres enfants, dans un milieu différent de celui qui lui est familier.

Entre la "deuxième génération" issue de la "première vague" et celle née dans les années 1920 et 1930, les différences sont grandes. Avant-guerre, les mères "italiennes" sont en très grande majorité des Françaises "de souche" natives pour la plupart de la commune de résidence : il n'y a pas eu là de "cocon italien" ni de "roman des origines". Né en Déodatie, élevé dans la branche maternelle de sa famille, l'enfant s'est rapidement et facilement intégré dans le milieu scolaire : pour lui, il n'y a jamais eu de choc des cultures. Il en est tout autrement 20 ans plus tard : en 1931, les mères "italiennes" sont à plus de 80 % des immigrées qui ont eu à subir les souffrances du déracinement, suivi de plusieurs apprentissages, langue et normes nouvelles. Ayant renoncé à rentrer au pays, elles entendent bien protéger leur progéniture des "dangers" qui la menacent en dehors du foyer : les œuvres sociales financées par les grands patrons du textile - crèches, colonies de vacances -, n'ont rencontré qu'une bien faible audience parmi les immigrés italiens. Mieux vaut confier les "chers petits" à une grand-mère ou à une tante pendant l'été plutôt que de les voir partir *"on ne sait où"* avec *"on ne sait qui"* ![85]

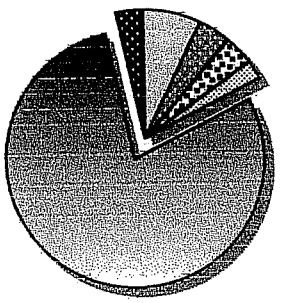
2 - Lieu d'apprentissage.

L'entrée à l'école marque une rupture fondamentale dans la vie des fils et filles d'immigrés : pour la première fois, ils sont brutalement immergés dans un univers qui leur est totalement étranger. Lieu d'apprentissage, l'école est aussi un lieu de confrontation : dans la plupart des petites communes rurales, on ne compte en effet qu'une seule famille transalpine, et, dans la classe unique du village, le petit Italien est le seul étranger au milieu d'enfants français dont les parents sont le plus souvent agriculteurs. La situation n'est guère différente pour ceux qui habitent les petites villes industrielles.

A Senones, par exemple, le pourcentage d'élèves d'origine italienne n'excède jamais 16 % des effectifs de l'école de filles, chiffre atteint à la fin des années 1920. Consignés dans le *"registre matricule"* de l'établissement, les résultats scolaires de ces fillettes sont généralement supérieurs à ceux des Françaises "de souche" : près des deux tiers obtiennent une appréciation favorable, voire très favorable pour 17 % d'entre elles, et leur conduite est également louée. La barrière de la langue semble avoir été un obstacle rapidement franchi : scolarisée d'avril 1925 à février 1926, la petite Marie-Adrienne, par exemple, a auparavant fréquenté l'école de Villé et est arrivée en cours d'année avec ses parents ouvriers aux "Manufactures" : *"Excellente élève,* note l'enseignante. *A appris le français avec une rapidité surprenante. Conduite excellente. Niveau cours élémentaire"*.

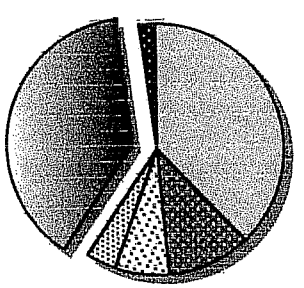
[85] Entretiens avec plusieurs anciennes ouvrières italiennes des "Manufactures".

Lieux de naissance des "Italiennes" en 1931 :



- Commune de résidence : 7,3%
- Autre commune de l'arrondissement : 4,2%
- Lorraine (arrondissement excepté) : 3,5%
- France (Lorraine exceptée) : 2,5%
- Italie : 79,2%
- Suisse, Allemagne, Autriche... : 3,3%

Lieux de naissance des enfants italiens en 1931 :



- Commune de résidence : 38,2%
- Autre commune de l'arrondissement : 10,5%
- Lorraine (arrondissement excepté) : 6,8%
- France (Lorraine exceptée) : 4,0%
- Italie : 38,6%
- Suisse, Allemagne, Autriche... : 1,9%

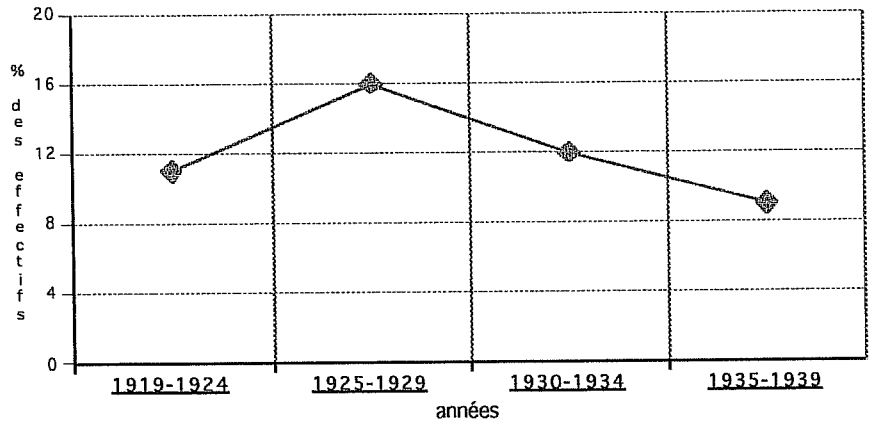
Pour d'autres, au contraire, l'instabilité parentale représente un grave handicap : en janvier 1923, Eliane, dont le père est maçon, *"vient de la province de Côme et n'a pu suivre la classe correspondant à son âge. Elle ne comprenait pas le français. Elle est partie en juin pour La Petite Raon"*. Jaqueline a eu un séjour encore plus court : *"arrivée en 1920, elle est retournée dans son pays après quelques mois. Elle est restée dans une petite classe pour apprendre le français"*. Près de 40 % des élèves italiennes ont ainsi des résultats très insuffisants : malgré la bonne volonté des institutrices, elles ne parviennent pas à maîtriser suffisamment bien la langue et à s'intégrer dans la classe. Dans les années 1920, beaucoup d'élèves n'ont été que des "étoiles filantes" et ne sont restées que quelques mois à Senones : totalement isolées dans un univers hostile et étranger, elles n'ont gardé de leur passage dans l'école de la République que de bien mauvais souvenirs[86].

L'"institution" scolaire veut cependant oublier ses échecs pour ne retenir que les réussites les plus brillantes : le petit italien est souvent considéré comme l'élève "modèle". "Mieux" que ses parents, il fera un excellent français : sérieux, travailleur, il doit s'élever dans la société grâce à "l'ascenseur social" que représente l'école. A la différence de certains petits Français qui peuvent hériter d'une situation paternelle - comme les commerçants ou les cultivateurs -, il est animé d'une furieuse envie de réussir pour ne pas travailler à l'avenir dans les carrières, sur les chantiers ou à l'usine. En plus, il bénéficie des sacrifices d'une famille qui a projeté sur lui tous ses espoirs de promotion. *La Gazette Vosgienne*, journal qui se veut l'héritier de l'œuvre laïque de Jules Ferry, salue chaque année la réussite au certificat d'études d'élèves issus de familles nombreuses aux conditions de vie modestes, d'autant plus lorsqu'ils sont d'origine italienne : en juin 1934, *"à l'occasion de l'examen, de généreux amis de l'école ont remis de nombreux dons au directeur de l'école des garçons. Ces largesses ont permis de récompenser et d'encourager les lauréats les plus méritants. Le volume offert par M. Py, conseiller général, a été attribué à l'élève Braganti de Vieux-Moulin, aîné de cinq enfants et très bien classé"*[87]. Fils de "graniteur" piémontais, Baptiste Braganti a en effet obtenu le *"certif"* avec la mention "bien". Marguerite Leggeri, quant à elle, est nommée institutrice à Senones en 1929. C'est là son premier poste : née dans la ville, fille d'un ouvrier des carrières italien et d'une "tisserande" vosgienne, elle a fréquenté l'école de filles pendant quatre ans avant d'obtenir son Certificat d'Études Primaires en 1923 à l'âge de 13 ans. Elle continue ensuite ses études à l'École Normale d'Épinal, passe avec succès le Brevet Supérieur pour devenir enseignante.[88]

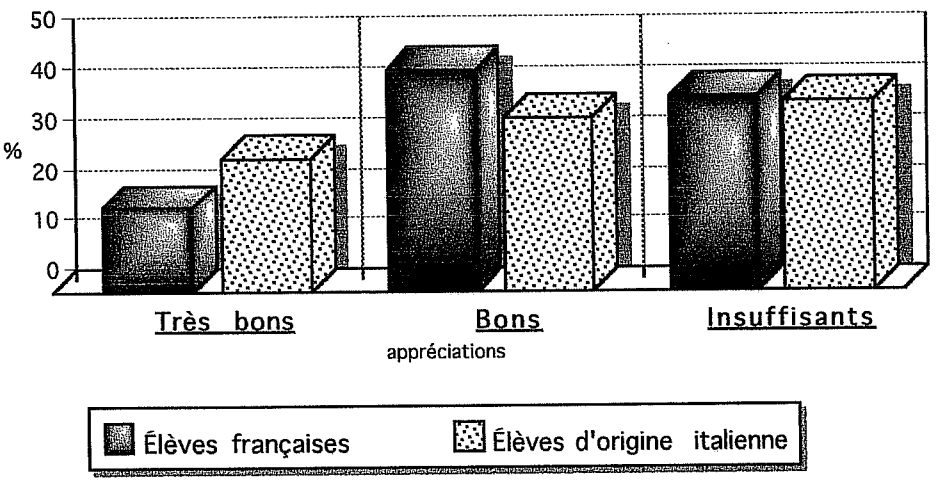
Néanmoins, le rôle de l'"institution" scolaire ne doit pas être exagéré : elle a permis aux enfants d'immigrés de fréquenter les Français "de souche", de sortir du "cocon" familial ; elle a créé un "brassage", des réseaux d'amitiés et de connaissances. Grâce au dévouement et à la compétence des maîtres, plusieurs centaines de garçons et de filles ont pu apprendre le français et connaître un pays, la France, qui sera désormais le leur, sa géographie, son histoire, ses institutions : l'école a

[86] Registres matricules de l'école de filles de Senones : 1919-1939.
[87] La Gazette Vosgienne : 30 juin 1934.
[88] Registres matricules de l'école de filles de Senones : 1919-1939.

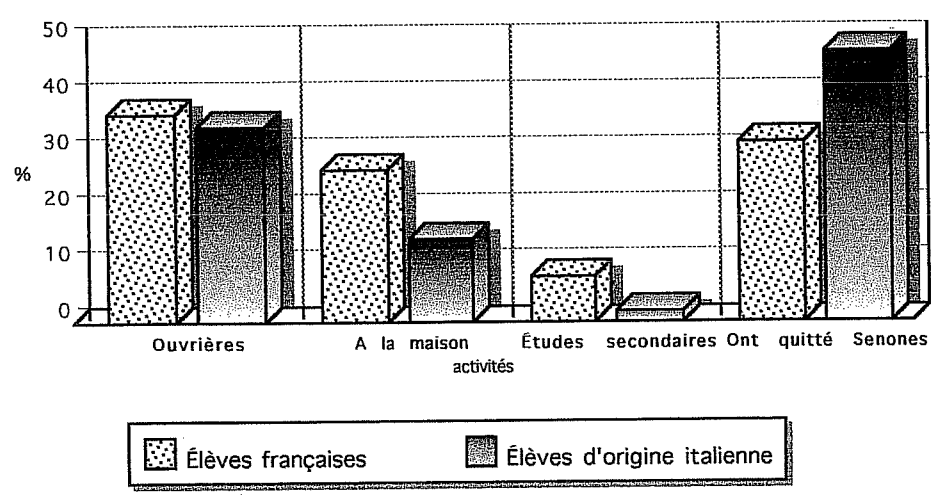
Élèves italiennes à l'école primaire de Senones (1919-1939) :



Résultats des élèves de l'école primaire de filles de Senones (1919-1939) :



Devenir des jeunes filles ayant quitté l'école primaire de Senones (1919-1939) :



transmis les "normes dominantes" de la société d'accueil dans des familles étrangères qui les ignoraient totalement. L'acquisition de ces connaissances a permis au petit Italien de disposer d'une culture et de références communes avec ses camarades français. L'instituteur a donc souvent été le premier "étranger" rencontré par l'enfant : de son savoir-faire et de son "tact" dépend le succès de l'intégration. M. Perrin, le directeur, et Mme Brice, qui enseignaient tous deux à Senones, ont ainsi marqué bien des mémoires[89].

3 - Lieu d'affrontements.

L'école n'a pas toujours été l'"ascenseur social" mis en avant dans les discours des partis de gauche. Les parents n'ont en effet guère les moyens de financer les études secondaires, et encore moins supérieures, d'un fils ou d'une fille, qui, malgré ses excellents résultats scolaires et l'obtention du "*Certif*", devra travailler dès l'âge de 13 ans. Parmi les fillettes d'origine italienne ayant fréquenté l'école de Senones de 1919 à 1939, près de la moitié ont quitté prématurément la ville : 2 % à peine ont été scolarisées au collège, contre 8 % pour les Françaises "de souche". Les institutrices ne peuvent ainsi qu'exprimer tous leurs regrets devant tant de promesses "gâchées" par des contraintes financières. Le cas de la petite Maria est exemplaire : *"il est regrettable que sa situation de famille ne lui ait pas permis de continuer ses études. A l'usine"* note la maîtresse en 1929[90]. Le jour anniversaire de leurs 13 ans, la plupart des jeunes filles prennent pour la première fois la direction du tissage de "l'Abbaye" pour ne plus jamais remettre les pieds dans une salle de classe[91].

L'école n'a également pas été un "sanctuaire du savoir" imperméable à la xénophobie. Pour les enfants d'immigrés, le "choc" a souvent été rude. Contrairement aux adultes de la première génération, la deuxième a été obligée de se fondre dans les normes dominantes dès le plus jeune âge. La rencontre des deux cultures s'est faite sans transition, et ses conséquences ont été souvent déterminantes : entre le "roman des origines" conté par la mère, et la "jungle" d'une cour de récréation où l'on se fait traiter de "sale macaroni", quelle différence ! Sans le vouloir, les enseignants ont souvent marginalisé ces élèves : on écorche maladroitement un nom pendant l'appel, ce qui provoque l'hilarité générale de la classe, on tente ensuite de "se rattraper" en francisant le prénom, ce qui conduit au même résultat. Pendant les cours d'Histoire-Géographie, l'Italien devient également le représentant d'un pays dont il ne connaît rien et qu'il n'a souvent jamais vu : après les anecdotes sans cesse répétées mettant en scène les fourberies des Borgia, Mazarin, Médicis ou Concini, il peut devenir le "bouc émissaire" et le souffre-douleur des autres élèves, d'autant plus facilement qu'il est souvent le seul étranger du groupe et que ses résultats sont des plus satisfaisants.

Si les immigrés des années 1930 n'ont souvent pour seuls objectifs que l'intégration et la

[89] Entretiens avec plusieurs fils et filles d'immigrés de Senones.
[90] Registres matricules de l'école de filles de Senones : 1919-1939.
[91] Entretien avec Tulia Sartorelli, ancienne élève à l'école de Senones, puis ouvrière : septembre 1996.

naturalisation, la "stratégie" mise en place par leurs enfants va souvent beaucoup plus loin : il s'agit en effet pour eux de nier complètement leurs origines italiennes. Le passage à l'école a laissé des stigmates que le temps n'effacera pas : pour répondre aux insultes dont il a été la cible, pour ne plus jamais connaître l'isolement et le déchirement qui l'ont fait souffrir, le fils d'Italien a "choisi son camp". Pour lui, il faut désormais être "plus Français que les Français" : cette stratégie de dénégation des origines le conduit à s'extirper le plus rapidement possible du cocon familial dans lequel il a été confiné dans sa petite enfance, à intégrer les associations locales, à s'engager parfois dans la politique, à parler également avec un fort accent vosgien ! Devenu adulte, il se marie avec une Française "de souche" et donne un prénom français à ses enfants[92]. Si, dans les années 1930, la "deuxième génération" a vu ses espoirs de promotion sociale entravés par la crise économique, elle n'a d'autre choix que celui de s'enraciner dans le pays d'accueil des parents : pour elle, l'Italie est un pays étranger que l'on n'hésite pas à dénigrer, et s'oppose à une France parée de toutes les vertus.

Stabilisés depuis la fin des années 1920, les Italiens de l'arrondissement de Saint-Dié ont montré dans leur très grande majorité leur volonté de "se fondre" dans la population locale : dispersés, isolés dans une région où la propagande fasciste n'a que peu d'influence, ils sont très sensibles aux messages diffusés par les partis ou associations "de gauche", mais s'écartent de toute activité militante. S'engageant dans les clubs sportifs, fréquentant bals et salles cinéma, ils participent activement à la vie sociale de petites villes qui bénéficient grandement de leur présence. Quant à leurs enfants, ils partagent le même état d'esprit : les connaissances et les "cicatrices" reçues dans le cercle familial et à l'école leur ont donné une "soif" de revanche sociale et une ferme volonté de montrer à tous qu'ils sont de "vrais Français". Au milieu des années 1930, l'immigration italienne présente donc tous les aspects d'une intégration exemplaire qui laisse espérer une assimilation totale dans un proche avenir. Les dernières années de la décennie montrent pourtant qu'il n'en est rien.

[92] NOIRIEL (Gérard), Le creuset français : histoire de l'immigration aux XIXème-XXème siècles, pages 191-245.

Chapitre 6 :

Une intégration fragilisée par la xénophobie ambiante.

Les efforts et les choix qui ont permis aux immigrés italiens de s'intégrer dans le milieu d'accueil sont largement remis en cause au milieu des années 1930 par l'aggravation de la crise et la détérioration de la situation internationale. Ces deux phénomènes portent un coup très dur à ceux qui nourrissaient pour eux-mêmes, et surtout pour leurs enfants, les plus grands espoirs de réussite sociale, d'"enracinement" et d'assimilation. Afin de se protéger des manifestations de rejet et de l'hostilité ambiante, les Transalpins adoptent plusieurs stratégies de résistance afin de "passer" le cap difficile des années 1938-1939.

I - L'aggravation des discours xénophobes.

A - L'étranger, bouc-émissaire.

1 - Affaires et faits-divers.

La crise des années 1930 entraîne une baisse du niveau de vie et une hausse du chômage, mais s'accompagne également d'une montée importante de la xénophobie.

Plusieurs "faits-divers" viennent alerter les Français sur la "menace" que peuvent représenter les étrangers. En 1932, le Président Paul Doumer est assassiné par le Russe Gorguloff. Deux ans plus tard, le roi Alexandre de Yougoslavie et le ministre des Affaires étrangères Barthou tombent sous les coups de feu d'un terroriste croate à Marseille. L'"Affaire Stavisky" déchaîne les passions : en décembre 1933, Alexandre Stavisky, homme d'affaires de confession israélite et d'origine russe, met mystérieusement fin à ses jours, juste avant son arrestation. Pour les ligues d'extrême-droite, on a en fait assassiné un escroc afin d'éviter qu'il ne livre les noms de ses "protecteurs", des "politiciens" ayant de hautes fonctions dans le parti radical. La manifestation de protestation qu'elles organisent le 6 février 1934 place de la Concorde, débouche sur de violents affrontements avec la police. Désormais, les ligues, telles les Croix de Feu, acquièrent une audience toujours plus forte et leur message est d'une grande simplicité : elles dénoncent la corruption de la classe politique et *"l'invasion des métèques"*, et veulent défendre les *"vrais Français"*. Cette xénophobie "déteint" également sur les autres formations politiques, de droite mais aussi de gauche, soucieuses de ne pas perdre des électeurs en laissant le champ libre aux nationalistes.

Comme par le passé, l'"étranger" est devenu le responsable de tous les maux de la société et a retrouvé le rôle de bouc-émissaire qu'il avait endossé à la fin du XIXème siècle : il est d'abord un concurrent pour l'ouvrier français, sur un marché du travail qui se ferme de plus en plus ; il représente un coût important pour un pays qui n'a plus les moyens d'entretenir les vieillards et

malades venus d'ailleurs : ceux-ci encombrent hôpitaux et hospices au détriment des nationaux. Les immigrés contribuent également, par leur mode vie dissolu, à propager des maladies - comme la syphilis - et sont les premiers à commettre crimes et délits : ils satisfont en cela leur passion pour le jeu, les femmes ou la violence, et retrouvent les mœurs de leur pays d'origine. Pour l'extrême-droite qui a violemment combattu la révision du Code de la nationalité de 1927, les étrangers menacent l'identité de la Nation et de la "race" : biologiquement et culturellement différents, ils ne peuvent s'assimiler à la population française.

2 - Des immigrés fragilisés.

Ces "fantasmes" ne sont pas nouveaux : ils resurgissent pourtant à un moment où l'immigration est plus visible, plus fragilisée aussi. Depuis la fin des années 1920, elle s'est stabilisée et se compose d'un nombre toujours plus grand d'inactifs, vieillards, femmes aux foyers, enfants. L'étranger n'est plus seulement un travailleur, c'est aussi un père et un époux soucieux de donner de meilleures conditions de vie à sa famille ; il fréquente non seulement l'usine ou le chantier, mais occasionnellement l'hôpital ou les commerces. Alors que les conséquences sociales de la crise se font ressentir toujours plus durement, il est perçu comme un indésirable, un "parasite" venu "manger le pain des Français". L'immigré, naturalisé ou non, représente également un danger pour la sécurité du pays : "rouge" ou "noir", communiste ou fasciste, il agit parfois pour le compte d'une puissance étrangère ennemie de la France.

Toute cette thématique trouve des moyens de diffusion toujours plus influents, et elle touche de larges couches de l'opinion publique : depuis la fin du XIXème siècle, les médias se sont modernisés, d'autres sont apparus, tels le cinéma ou la radio. La presse par exemple a accru ses tirages et l'étranger peut à nouveau apparaître, après une "éclipse" de 30 ans, comme le criminel ou le voleur dans les colonnes des faits-divers ou de la chronique judiciaire. Les journalistes emploient ainsi un vocabulaire qui s'adresse à l'inconscient : on reparle d'*"invasion"*, on utilise également le lexique de la famille afin de bien marquer la distinction entre *"eux"* et *"nous"*, la France étant assimilée à un "chez soi" protecteur qu'il convient de défendre contre les intrusions de voisins indélicats[1]. Certains films ne sont guère plus indulgents : dans le cinéma français des années 1930, l'étranger apparaît souvent sous un aspect défavorable, jeune homme séduisant mais perfide, délinquant prêt à commettre les pires forfaits : dans *"Fric-Frac"*, par exemple, Michel Simon fait une discrète allusion aux *"bandits italiens"* écumant la capitale. Le théâtre n'est pas en reste : en parlant de Concini dans *"En remontant les Champs-Elysées"*, Sacha Guitry dit en 1938 : *"Nous avons toujours eu une fâcheuse tendance à retenir chez nous des gens qui ne sont pas absolument nécessaires"*[2].

[1] NOIRIEL (Gérard), Le creuset français : histoire de l'immigration aux XIXème-XXème siècles, pages 249-294.

[2] PERRON (Tanguy), L'image de l'ouvrier italien dans le cinéma français des années 30 aux années 50, in L'intégration italienne en France, BECHELLONI (Antonio), DREYFUS (Michel), MILZA (Pierre), sous la direction de, page 158.

Certes, les campagnes nationalistes n'atteignent pas la violence de celles du début du siècle : néanmoins, elles sont d'autant plus difficilement supportées par les immigrés qu'elles surviennent après plus de dix ans de discours généreux, où les hommes politiques au pouvoir et la presse modérée n'ont cessé de montrer la nécessité et les bienfaits de la "fusion". La xénophobie des années 1930, si elle ne se transforme que très rarement en affrontements violents, touche néanmoins de manière plus diffuse et constante des gens - hommes, femmes et enfants - qui se croyaient bel et bien à l'abri de telles manifestations de haine et de rejet : pour certains, elle vient briser brusquement l'espoir de s'installer définitivement en France et d'acquérir la nationalité française.

B - Dans l'arrondissement, une hostilité grandissante.

1 - Une image qui se dégrade.

La région de Saint-Dié n'échappe pas à cette brusque aggravation des discours xénophobes : ceux-ci visent principalement les étrangers arrivés les derniers - Slaves, "Arabes", Noirs, Indochinois -, et semblent épargner Transalpins, Belges et Suisses. Dans l'arrondissement pourtant, l'étranger, c'est avant tout l'Italien ; le dernier arrivé, c'est l'ouvrier "vénitien". Depuis 1932, la crise de l'industrie textile a provoqué le départ de plusieurs dizaines de familles et celles qui restent ont à subir l'hostilité croissante d'une partie de la population. "Graniteurs" et maçons ne sont pas épargnés : on craint par dessus tout le danger politique que peuvent représenter ces hommes réputés violents et déterminés dans leur engagement "à gauche".

A partir de 1936, l'image de l'Italien souffre beaucoup de la politique extérieure agressive du régime mussolinien : le *Duce* a en effet décidé de se rapprocher de l'Allemagne nazie et de renoncer à ses prétentions danubiennes. Le fascisme veut aussi un "espace vital" et se heurte aux puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne : la conquête de l'Ethiopie, l'intervention de "volontaires" italiens aux côtés des nationalistes en Espagne, la signature de l'Axe Rome-Berlin en octobre font de l'Italie une ennemie potentielle de la France. Les Transalpins ne sont plus les *"frères d'armes"* encensés par la presse des années 1920 : ils sont devenus les amis des Allemands.

2 - Le "tournant" de *L'Express de l'Est.*

La xénophobie déteint largement sur des groupes qui en étaient jusque-là préservés. Le "tournant" de *L'Express de l'Est* est exemplaire. Jusqu'en 1933, le quotidien spinalien est un journal modéré, orienté politiquement au "centre" : il soutient par exemple la candidature de Constant Verlot à chaque campagne électorale. Mais ce changement d'orientation a aussi des causes internes : au début des années 1930, *L'Express* doit absolument augmenter ses ventes sous peine de

disparaître. Paul Lederlin, son patron-fondateur, s'en est désengagé et a quitté le département pour satisfaire ses ambitions politiques. L'assise financière du journal est donc bien fragile. Sous l'impulsion de Sacha Lederlin, nouvel administrateur, *L'Express* devient un quotidien d'informations "neutre" politiquement, soucieux de ménager les sensibilités diverses de ses lecteurs[3]. Les premiers effets de la crise économique, combinés à l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, provoquent leur vive inquiétude : *L'Express* publie de nombreux reportages dans lesquels des Vosgiens, ouvriers, paysans, commerçants, expriment leur peur du chômage et de la guerre. Une méfiance grandissante envers les étrangers apparaît également dans ces interviews comme dans de simples articles.

La construction du tunnel de Saâles dans les années 1920 n'avait donné lieu à aucun commentaire hostile vis-à-vis des ouvriers. Il en va pourtant tout autrement pour *"la deuxième percée des Vosges"* : le petit village de Lusse, qui abrite à partir de 1934 plusieurs centaines de "mineurs" serbes, italiens, polonais et algériens dans des baraques de planches, est appelé la *"Babel vosgienne"*. Si le journal ne décrit jamais leurs conditions de travail, il se complaît chaque semaine à présenter les forfaits de ces hôtes de passage : bagarres, vols, pêche à l'explosif remplissent la rubrique des faits divers et les mots utilisés sont d'une grande sévérité. En février 1935, par exemple, *"deux gendarmes allaient sur la route, fouillant l'ombre ; car depuis que l'entreprise Borie a déversé sur ce petit village autrefois si tranquille la horde de métèques, et fait de La Pariée et de la Basse Merlusse une véritable cité de Babel, chaque ronde réserve une surprise à nos représentants de l'autorité[4]"*. Le rôle du "parasite" qui profite de la bonté naturelle des Vosgiens revient ainsi à l'Italien, roi de la duplicité : le brave M. Blaise, boucher à Colroy, en fait les frais, après qu'un "mineur" transalpin lui a dérobé le contenu de sa caisse. Illustré de commentaires superflus, l'article qui relate le délit cherche avant tout à créer une peur de l'"autre" : *"Oh ! France hospitalière !!! Encore un étranger qui fait un sale coup et qui profite de l'hospitalité de notre pays. Mais M. Blaise n'est pas méchant. Il est comme toutes les personnes qui ont un bifteck à portée de main, un brave homme qui excuse parfois les incartades des errants affamés, même si ce sont des métèques"*[5].

C'est avec la même partialité que le quotidien décrit la grève des "graniteurs" des vallées de la Moselotte et de la Vologne. La crise a fait chuter les commandes de pavés et les salaires ont baissé, de 10 % en 1933 puis de 20 % au début de l'année suivante. En mars 1934, les "épinceurs", Italiens pour plus de la moitié, cessent le travail. Encadré par les militants de la C.G.T.U., le conflit dure plus de trois mois pour s'achever en juin : devant la fermeté de la "Société des granits français", le mouvement échoue. Mais la grève a laissé des traces, et, pour de nombreux autochtones, ce sont les étrangers qui sont responsables de ces "désordres". *L'Express* se fait non seulement l'écho de cet état d'esprit, mais attise la xénophobie ambiante. Dans son article du 25 mars intitulé *"Grève et*

[3] FERRY (Claude), "L'Express de l'Est", in, Le quotidien dévoilé, pages 65-73.
[4] L'Express de l'Est : 23 février 1935.
[5] L'Express de l'Est : 2 février 1935.

chômage au pays du granit", Pol Ramber interroge un jeune gréviste français qui *"a une bonne figure de paysan vosgien :*

- Qui vous a excité à la grève ?

- Les étrangers.

- Les ouvriers du pays étaient-ils partisans de la grève ?

- Certes non ! La preuve, c'est que je n'ai pas cherché du travail et je ne suis pas seul. Mais il a bien fallu marcher avec les autres.

Un point est acquis : ce sont les étrangers qui mènent la grève ; la population indigène la subit et en souffre".

Même écho auprès d'un habitant du petit village de Jussarupt :

"- Les meneurs de cette grève ne viennent pas des chantiers mais sont des étrangers qui n'attendaient qu'une occasion pour semer le trouble dans la région, quelques communistes militants de Gérardmer et Saint-Dié. Ils ont excité les ouvriers, organisé la grève, tenu des réunions, encouragé le boycottage pour empêcher la reprise du travail. Les Italiens, Belges et Tchécoslovaques ont suivi ces meneurs contrairement aux carriers du pays. Ils avaient des salaires larges, travaillaient dix à quinze jours par mois ; le reste du temps, ils faisaient la bombe, avec 1500 voire 3000 francs par mois !

- Pourquoi ne met-on pas à la porte ces bambocheurs étrangers ?

- Parce que le travail pressait après-guerre. On ne pouvait suffire aux commandes. Il fallait embaucher n'importe qui. Les ouvriers indigènes se contentent des 40 francs par jour qu'on leur propose : ils ne font pas la noce dans les cafés. Ce que veulent les étrangers, c'est gagner beaucoup sans travailler. Qu'ils s'en retournent dans leur pays ! Nous n'avons pas besoin d'eux !"[6]

C'est une image des immigrés très éloignée de la réalité que le grand quotidien présente à ses lecteurs, image somme toute peu différente de celle qui faisait le succès de la presse locale à la fin du XIXème siècle : l'Italien, jeune célibataire, n'est qu'un dangereux révolutionnaire, ennemi de l'ordre, de la famille, de la religion et de la morale. Par sa présence, il "gangrène" une société rurale traditionnelle dans laquelle il n'est pas le bienvenu : il doit donc partir. Cette xénophobie aveugle, aux accents "barrésiens" passe totalement sous silence le quotidien de familles qui, depuis plus de 10 ans, vivent et travaillent dans des communes qu'ils ont contribué à enrichir.

Le "tournant" de *L'Express de l'Est* est symptomatique : il est en fait l'expression de l'état d'esprit d'une partie de l'opinion. En octobre 1938, le journal ouvre une nouvelle rubrique - *"La pègre étrangère au travail en France"* - et publie chaque semaine une liste d'étrangers ayant commis des délits *"et dont il convient de purger le territoire, si nous voulons éviter que notre pays ne devienne le réceptacle des repris de justice de tous les pays du monde"*. Dans le premier encadré,

[6] L'Express de l'Est : 25 mars 1934.

qui se termine par l'expression *"à suivre"*, les Italiens représentent plus de la moitié des cas[7]. Une fois de plus, la xénophobie fait vendre du papier : en 1939, les ventes du quotidien atteignent 20 000 exemplaires[8]. En moins de 10 ans, elles ont progressé de plus de 25 %, ce qui a permis de sauver le journal de la faillite.

L'Express n'est pas un cas isolé : les journaux de la droite traditionnelle - *L'Écho de Gérardmer, Le Messager Vosgien* de Raon-l'Étape ou *Le Foyer Vosgien* - suivent le même cheminement. Dans leurs colonnes, les mots de *"métèques", "invasion", "purge", "désordres"* sont régulièrement employés pour qualifier et décrire les immigrés. La xénophobie atteint également la publicité. En octobre 1935, *Le Messager* vante les qualités de *"Purirat"* :

"L'Ethiopie est envahie par les Italiens
Vos demeures et vos greniers sont envahis par les rats.
Vous les détruirez en un seul jour en employant Purirat.
Inoffensif pour les animaux domestiques"[9].

La Gazette Vosgienne, par contre, qui s'est engagée en faveur du Front Populaire, maintient le cap "à gauche" : jamais elle n'imitera la dérive de ses confrères.

C - L'immigration, enjeu électoral.

1 - Le *"vote national"*.

Le thème de l'immigration, jusque-là occulté dans toutes les campagnes électorales, devient récurrent à partir de 1934 : les partis conservateurs radicalisent leurs propos et le "problème" que représentent les étrangers devient un argument électoral de première importance. Si dans les années 1920, la droite réclamait une grande sévérité vis à vis de l'Allemagne, la défense d'un "Franc fort" et de l'école "libre", elle inclut à présent dans son programme la *"protection du travail national"*. Les élections cantonales d'octobre 1934 voient ainsi le succès des idées de l'"Union Nationale", avec le Dr Durand élu à Gérardmer et l'abbé Robert élu à Saint-Dié. Tous deux ont centré leur discours sur les mêmes sujets : lutte contre *"le drapeau rouge qui serait le retour au désordre et à l'émeute, la ruine de toute industrie et de tout commerce"*, défense *"du drapeau tricolore qui représente le travail dans l'ordre et la paix"*. Pour l'électeur, il s'agit de *"voter national en votant Français"*[10]. Au conseil d'arrondissement, les conservateurs remportent le même jour deux autres succès grâce aux candidats Larue à Senones et Mathis à Provenchères : un an après la mort de Constant Verlot, la région de Saint-Dié penche donc nettement "à droite". Seuls les cantons de Raon-l'Étape, avec le

[7] L'Express de l'Est : 10 octobre 1938.
[8] FERRY (Claude), "L'Express de l'Est", in, Le quotidien dévoilé, pages 65-73.
[9] Le Messager Vosgien : 28 octobre 1935.
[10] Le Foyer Vosgien : 14 octobre 1934.

radical-socialiste Pozzi, et de Fraize, acquis au communiste Mervelet, échappent à la main-mise de "l'Union Nationale". Celle-ci doit avant tout sa victoire à la peur d'une grande partie de l'électorat. Cette peur n'a cessé d'être entretenue et attisée : les étrangers, presque tous communistes, prépareraient la désagrégation de la France et de ses valeurs traditionnelles, la famille et la religion catholique.

Aux élections municipales de mai 1935, la liste d'"Union Républicaine d'action municipale et sociale", dirigée par l'industriel Louis Feltz, remporte à Saint-Dié un grand succès : elle recueille plus de 25 % des suffrages et arrive en deuxième position devant ses deux concurrentes de gauche. Comprenant une majorité de commerçants, d'agriculteurs et de patrons, elle défend un programme très anticommuniste et parfois xénophobe : on y lit par exemple que "*la réalisation de travaux neufs sera réservé à la main-d'œuvre française*"[11].

2 - Les Italiens, dangereux révolutionnaires ?

Cette peur "du rouge" et de l'étranger est un argument électoral sans cesse martelé par la droite. Lorsqu'en février 1934, juste après les événements de la place de la Concorde, la gauche organise un "Front Antifasciste", la presse conservatrice dénonce la collusion entre communistes, francs-maçons et immigrés. Suite au meeting et à la manifestation organisés à Gérardmer, *L'Écho* publie un éditorial aux accents nettement xénophobes : *"Quels sont les plus fervents adeptes du Front antifasciste ? Des Français ? Non, des étrangers. Des Italiens, des laissés pour compte des pays amis qui viennent en France, à l'abri des traités et des pactes, pour y jouir des mêmes droits que nos concitoyens. Du Front antifasciste, enlevez les étrangers, les meneurs salariés et vous me direz ce qu'il en reste ! Une poignée de cartellistes et de francs-maçons qui les encouragent en ayant soin de rester dans les coulisses"*[12].

La gauche est accusée d'être "anti-nationale" et le parti communiste, *"le parti de l'étranger"*. La Ligue des Droits de l'homme n'échappe pas à la critique : *"insidieuse, filiale et alliée de la franc-maçonnerie, elle est spécialement dangereuse en raison de l'apparente générosité qu'elle affiche"*, lit-on dans *Le Foyer Vosgien* en janvier 1935[13]. L'immigré italien est hâtivement "catalogué" antifasciste et on lui prête une intense activité militante au sein du mouvement "bolchevik". La droite condamne doublement un tel comportement : d'abord parce que tout "étranger", naturalisé ou non, se doit de rester à l'écart de la vie politique ; ensuite parce qu'il nuit à son pays natal et à un régime politique auquel une partie de la classe politique voue une réelle admiration.

En 1935 et 1936 en effet, après les accords de Stresa, le fascisme est au sommet de sa popularité internationale : beaucoup voient en lui un modèle à imiter dans une France "minée" par la

[11] L'Express de l'Est : 30 avril 1935.
[12] L'Écho de Gérardmer : 17 février 1934.
[13] Le Foyer Vosgien : 13 janvier 1935.

crise et la corruption de sa classe politique. Loin d'être condamnée, l'invasion de l'Ethiopie par exemple, est justifiée par *L'Écho de Gérardmer* qui utilise, une fois encore, des arguments très contestables : *"L'Italie est un pays pauvre en soi : pauvre par son sol rébarbatif à toute culture, pays de montagnes arides qui ne fait que resserrer davantage une population prolifique qui étouffe littéralement en ses étroites frontières. L'exode en pays étranger ne saurait être qu'une solution désavantageuse par l'amoindrissement progressif de sa nationalité, tous les émigrants échappant à l'emprise fasciste et finissant par devenir de dangereux adversaires de la pensée mussolinienne. Il faut donc que le trop plein de la population italienne ne sorte point des limites où s'étend l'actif du dictateur. L'Italie, parent pauvre en 1919, a des revendications légitimes"*. Mieux vaut en effet pour la France que la *"sœur latine"* garde ses pauvres chez elle ![14]

Les conservateurs déodatiens ont trouvé en Pierre Rossillon leur candidat pour les élections législatives d'avril 1936. Il pourra, pense-t-il, ravir la circonscription au radical-socialiste Elbel élu trois ans plus tôt : rédacteur au journal *La Nation*, chef-adjoint du cabinet de Louis Marin, l'homme est un "jeune loup" de la politique. Parachuté dans les Vosges, il se dit *"Lorrain, de pure souche lorraine"* et est soutenu par les "chefs historiques" de la droite locale, Louis Madelin, Paul Boucher, maire de Gérardmer, Adrien Sadoul, Jules Py et l'abbé Robert[15]. Son programme défend des idées chères à l'"Union Républicaine et Démocratique" sans cesse répétées depuis deux ans, lutte contre le communisme, dissolution de la Franc-Maçonnerie et défense du travail "national". Sa profession de foi est fortement teintée de xénophobie : *"Nous sommes pour une République uniquement française. Votez national, votez Français ! Pour lutter contre le chômage : le travail aux Français d'abord !"*[16] Arrivé en tête au premier tour, le candidat unique de la droite est néanmoins battu au second par le député sortant, Paul Elbel [17]: il réalise pourtant un bon résultat d'ensemble, en recueillant plus de 45 % des suffrages exprimés. Dans les communes rurales, où il arrive le plus souvent devant son concurrent, ses idées ont eu un réel succès ; dans les villes, il a su se rallier une partie importante de la classe ouvrière : *"Travailleur !* - proclame ses affiches - *Garde ta conscience de classe. Il n'y a rien de commun entre toi et le grand bourgeois, l'homme de la haute finance qu'est Elbel"*[18].

En sachant manier habilement populisme et défense des valeurs rurales traditionnelles, Pierre Rossillon a mené une campagne somme toute peu différente de celle qu'avait connue la circonscription au début du siècle : entre 1902, qui voit la victoire des nationalistes antidreyfusards, et 1936, où le candidat de l'U.R.D. a failli l'emporter, les arguments utilisés sont quasiment les mêmes. Si le vocabulaire s'est quelque peu adouci, l'ennemi reste "l'autre" : dans la région de Saint-Dié, l'"autre" est d'abord Italien.

[14] L'Écho de Gérardmer : 21 septembre 1935, 23 mars 1936.
[15] A.D.V. : 13 Mele 80.
[16] Le Foyer Vosgien : 26 avril, 3 mai 1936.
[17] Paul Elbel a été élu en 1933, au cours d'une élection législative partielle, suite à la mort de Constant Verlot.
[18] A.D.V. : 13 Mele 81.

3 - *"Qu'ils s'engagent ou qu'ils s'en aillent !"*[19]

La défaite n'a pas refroidi l'ardeur xénophobe de Pierre Rossillon : en mai 1938, il publie simultanément dans *L'Écho de Gérardmer* et *Le Messager Raonnais* un long article en première page, intitulé *"Les étrangers en France"*. En deux ans, son propos s'est radicalisé et il utilise cette fois-ci des références et des exemples totalement dénués de fondements. La dérive vers l'extrême droite et les thèses racistes du Parti Populaire français est évidente. Pour ce docteur en droit, les causes de l'immigration sont liées à la faiblesse de la natalité française : *"Devant ce dépeuplement de la France, comment les étrangers n'auraient-ils pas eu l'idée de venir s'installer chez nous ? Une telle invasion, pour pacifique qu'elle soit, n'en constitue pas moins une grave menace. Les naturalisations sont également accordées sans un examen suffisant des qualités. De plus, il est vraiment scandaleux de compter encore à l'heure actuelle près de 400 000 chômeurs alors qu'il y a trois millions d'étrangers."* Mais le pire est à venir : *"On a dit que notre pays devenait le dépotoir de l'Europe : l'étranger ne nous envoie pas ce qu'il y a de meilleur. On a recensé une proportion considérable d'hospitalisés et d'aliénés parmi les étrangers naturalisés. Voilà qui promet pour l'avenir de la race. Et qui paie les soins, les traitements, sinon les contribuables français ? Le développement de la famille est donc une nécessité impérieuse ; seul, il peut rendre à la France sa prospérité et sa grandeur. Nous voulons vivre en paix chez nous, entre nous, et n'accepter à notre table que les étrangers qui en sont dignes"*[20].

L'année 1938 voit ainsi une partie de la presse redoubler de violence à l'égard des immigrés et particulièrement des Italiens : si de 1934 à 1936, ils étaient considérés comme "des agents de Moscou", ils sont devenus maintenant les "hommes de Mussolini". L'Italie lie en effet de plus en plus ses destinées à celles de Hitler : le *Duce* est fasciné par son nouvel allié qu'il tente d'imiter en durcissant le régime. L'armée italienne adopte "le pas de l'oie" et on instaure les premières lois raciales à l'encontre des Juifs. Si lors de la conférence de Munich, le dictateur a servi de médiateur entre le *Führer* et les démocraties, il ne tarde pas à multiplier ses attaques verbales contre la France dès novembre : les accords de Stresa de 1935 sont déclarés caducs, les revendications sur Djibouti, la Tunisie, la Corse, la Savoie et Nice sont clamées haut et fort et leur réalisation devient une priorité. En avril 1939, l'Italie envahit l'Albanie, puis signe avec les dirigeants nazis le "Pacte d'Acier" qui l'oblige à entrer en guerre avec l'Allemagne en cas de conflit. En quelques années, l'impopularité grandissante de Mussolini rejaillit sur ses compatriotes établis à l'étranger.

L'attitude italienne est très sévèrement jugée dans toute la France et plus particulièrement dans les Vosges où le souvenir des morts et des destructions de la Grande Guerre reste vivace : comme par le passé, la région de Saint-Dié n'ignore pas qu'elle sera en première ligne en cas de nouvelle attaque allemande et les problèmes de politique étrangère y recueillent un écho particulier.

[19] La Voix des Vosges : 21 janvier 1939.
[20] Le Messager Vosgien : 21 mai 1938.

La montée de la xénophobie atteint son paroxysme en 1938-1939, à un moment où les risques de conflits européens sont les plus grands devant les prétentions des dictatures. *Le Messager Vosgien*, journal conservateur jusque-là modéré, montre pendant cette période une sévérité jamais atteinte. En avril 1939, juste après l'invasion de l'Albanie, l'article intitulé *"Quatre millions d'étrangers"* constitue un violent réquisitoire contre l'immigration : *"La France n'a plus les moyens d'entretenir cette armée de parasites dont près de cent mille touchent encore l'indemnité de chômage. Ils représentent une armée d'apatrides et d'oisifs aidés par le budget"*. En supprimant les allocations chômage versées aux étrangers, on réaliserait de substantielles économies qui pourraient servir à l'armement du pays[21]. La peur de l'invasion est également réactivée par *La Voix des Vosges*, *"organe de défense républicaine et d'action antimarxiste"* : *"En 1937, sous le gouvernement de Front Populaire, les frontières ont été largement ouvertes aux travailleurs étrangers, en particulier aux réfugiés politiques de toutes les nations qui se sont installés chez nous pour travailler et faire concurrence aux Français"*[22]. En étudiant le cas d'un chômeur polonais, le nouveau journal calcule *"qu'en six ans, il a coûté 60 000 francs à la France. Est-ce qu'il va continuer à vivre longtemps sans rien faire aux frais des contribuables ?"*. De plus, sur les trois millions et demi d'étrangers vivant en France, 500 000 sont âgés de 25 à 39 ans ce qui pourrait représenter 20 divisions : *La Voix des Vosges* les met en demeure de s'engager dans la Légion étrangère ou de partir[23]. Très à l'aise avec les chiffres, ses rédacteurs considèrent qu'il n'y a que 37 millions de Français qui cohabitent, plutôt mal que bien, avec *"3 millions d'étrangers plus ou moins naturalisés"*[24].

4 - Le succès grandissant du P.S.F.

L'échec du Front Populaire à résoudre la crise et la montée des périls extérieurs expliquent sans aucun doute le succès du "Parti Social Français" auprès d'une partie notable de l'opinion vosgienne. Né en juillet 1936 après la dissolution des Croix de Feu, le P.S.F. n'avait eu jusque-là qu'une audience limitée dans la région. A partir de septembre 1938 et des accords de Munich, il a su recueillir la confiance de plusieurs centaines d'habitants de l'arrondissement, inquiets devant les menaces d'une nouvelle guerre. Dans les premiers mois de 1939, le parti dirigé par le colonel de La Rocque dispose dans le département de plusieurs sections et d'un journal, *Le Flambeau des Vosges*. En mai, il remporte une éclatante victoire dans la circonscription de Remiremont au cours d'une élection législative partielle : Jules Deschaseaux est l'un des deux seuls députés du mouvement à la Chambre. Même s'il ne l'avoue jamais, le P.S.F. développe une idéologie nettement xénophobe. Dans son programme, il prétend *"défendre le commerce et l'artisanat contre la concurrence étrangère"* : *"La faiblesse de notre démographie nous oblige à accueillir la main-d'œuvre*

[21] Le Messager Vosgien : 22 avril 1939.
[22] La Voix des Vosges : 30 avril 1938.
[23] La Voix des Vosges : 21 janvier, 11 mars 1939.
[24] La Voix des Vosges : 20 août 1938.

étrangère. Mais ici, la plus stricte prudence est de règle ; les étrangers qui concourent à l'activité économique du pays et respectent notre hospitalité n'ont rien à craindre ; mais les indésirables doivent être expulsés sans faiblesse. Le P.S.F. demande une refonte du régime de la naturalisation et la révision des naturalisations abusives opérées au cours des dernières années". Il désire également instaurer une majoration d'impôts pour les commerçants étrangers n'ayant pas effectué leur service militaire[25].

Le Parti Social Français n'a également jamais caché son admiration pour le fascisme italien : corporatisme, nationalisme, culte du chef, anticommunisme font partie intégrante d'une idéologie qu'il entend bien imposer en France. Il prône l'union avec l'Italie *"face à la menace teutonne"* avant de dénoncer les revendications méditerranéennes du *Duce*. Le P.S.F. est cependant républicain et "légaliste", loin des discours racistes du Parti Populaire Français. Ce positionnement lui évite d'être considéré comme un mouvement extrémiste par une partie de l'électorat traditionnel de la droite modérée qui partage ses idées : en Déodatie, les agriculteurs, les employés et les petits commerçants sont nombreux à rejoindre ses rangs dans les sections de Saint-Dié, Senones, Gérardmer ou Raon-l'Étape. Si *Le Flambeau* exagère nettement les chiffres, chaque réunion attire plusieurs centaines d'auditeurs et les adhésions se multiplient. Dans les campagnes, le parti bénéficie d'un réel soutien : pour son chef, le colonel de La Rocque, *"le paysan sauvera la France"* et la priorité doit être accordée à la défense de l'agriculture nationale. Le slogan *"Travail - Famille - Patrie"*, les discours démagogiques du P.S.F., répondent bien aux aspirations de classes sociales inquiètes et qui se sentent menacées par la crise, la baisse des prix agricoles et les risques d'un nouveau conflit : dans la vallée de la Plaine, dans les cantons de Senones et de Corcieux, les tournées des orateurs du mouvement rencontrent souvent un très grand succès.

Assez paradoxalement, le P.S.F. s'attire les sympathies de quelques Italiens naturalisés. Dans certains villages en effet, l'adhésion apparente à ses thèses permet à l'immigré, souvent seul étranger de la commune, de manifester une nouvelle fois sa volonté de se fondre dans la population locale : il croit se montrer aussi "plus Français que les Français" en défendant une idéologie "ultra-nationale". La presse de gauche ne décolère pas et stigmatise l'inconscience de ceux qu'elle considérait jusqu'alors comme des ennemis du fascisme dans leur totalité : à Gérardmer par exemple, *Le Réveil de la Montagne* s'étonne d'une telle attitude dictée également par l'intérêt. Pour obtenir la carte de combattant de la Grande Guerre nécessaire à l'obtention d'une petite pension, il est obligatoire de posséder un certificat délivré par le Consulat de Nancy. Or, celui-ci se montre très coopératif et empressé lorsque l'intéressé manifeste quelques sympathies envers son pays natal : *"Un Italien naturalisé et ancien combattant s'est dit : pour recevoir mon feuillet matricule, il faut que je sois bien noté par les espions fascistes : alors, le meilleur moyen est d'adhérer au Parti Social Français. Et il l'a fait : son fils est même devenu un des plus ardents propagandistes des néo Croix*

[25] Le Flambeau des Vosges : juillet 1939.

de Feu"[26].

5 - A Senones, Verlot le *"fasciste"*, de Angeli le *"bourgeois"*.

Les manifestations de rejet n'épargnent pas les Transalpins de Senones : ils s'en croyaient sans doute préservés, dans une ville où ils avaient montré par le passé et sous de multiples formes, leur attachement au pays d'accueil. Dès 1935, avec la constitution du "Comité local de Front Populaire", les Italiens sont victimes des reproches de la presse conservatrice. *Le Messager Vosgien* n'hésite pas, avec la plus grande ironie, à dénoncer l'attitude de certains naturalisés, qui "trahissent" leur devoir de réserve : en décembre 1935, lors d'une réunion de la gauche senonaise, *"l'entrée de la salle était supérieurement gardée par les camarades Robert Spaïni et Baptiste Carcano, tous deux de vieilles familles bretonnes"*[27].

Porte-drapeau de la "croisade anticommuniste" dans la ville, Henry Verlot n'a pas tardé à adhérer au Parti Social Français dès sa création : il le trouve pourtant bien tiède face au gouvernement de Léon Blum, et décide de rejoindre le Parti Populaire Français à l'idéologie nettement raciste. Effrayé par la violence des discours de Jacques Doriot, le président du "Stade Senonais" rallie finalement les rangs du P.S.F. Vouant une très grande admiration pour le sport italien, Henry Verlot n'a pas hésité à s'inspirer de la politique du régime fasciste dans l'organisation du "Stade" qu'il oriente résolument vers la préparation militaire[28]. A ses côtés, le patron-granitier de Angeli est, jusqu'à sa mort en 1934, un de ses plus fidèles soutiens. César de Angeli, naturalisé depuis peu et appartenant à la bonne société locale, a lui aussi beaucoup de sympathie pour le *Duce* : s'il a sauvé l'Italie de la "menace bolchevik", Mussolini a également fait beaucoup pour les ouvriers et les paysans, pense-t-il. Cependant, le vieil homme méconnaît les réalités de la vie quotidienne d'un pays qu'il n'a plus revu depuis quarante ans. S'il a acheté une "Fiat", si sa fille Éliane joue au piano *"Giovinezza"* l'hymne fasciste, c'est surtout pour afficher une image de petit tailleur de pierre italien devenu à la fois patron et Français[29]. Le granitier reste néanmoins une exception et les Italiens de Senones sont très majoritairement antifascistes : loin d'être des sympathisants de l'extrême droite, ils en sont plutôt la cible ; beaucoup manifestent d'ailleurs bruyamment devant les fenêtres de la maison de Angeli en mai 1936.

Comme partout ailleurs dans l'arrondissement, c'est moins la crainte de la concurrence déloyale que la "peur du cheval de Troie" qui alimente la xénophobie. Pour une partie de l'opinion, les Italiens ne peuvent être que "noirs" ou "rouges", manipulés par Rome ou Moscou : tous ont intérêt à précipiter la France dans la guerre, les premiers pour faciliter la victoire de leurs amis

[26] Le Réveil de la Montagne : 6 mars 1937.
[27] Le Messager Vosgien : 7 décembre 1935.
[28] VERLOT (Henry), Fais ce que dois, advienne que pourra : 50 ans de souvenirs ; B.M. Senones, 24 p. dactylographiées.
[29] Entretien avec Éliane de Angeli : septembre 1995.

allemands, les seconds pour hâter la chute du régime fasciste. Dans une région où les souvenirs des invasions et occupations de 1870-1873 et 1914-1918 restent vivaces, le "pacifisme aveugle" fournit assez paradoxalement aux thèses de la droite nationaliste de nombreux sympathisants. Pierre Rossillon arrive en tête du premier tour des élections législatives d'avril 1936 et recueille à Senones près de 38 % des voix ; au second, il améliore encore ses résultats, atteint 44 % des suffrages et gagne plus d'une centaine d'électeurs.

D - Victimes de manifestations de rejet.

1 - Pour la C.F.T.C., privilégier une main-d'œuvre nationale.

La xénophobie dépasse largement le cadre de la vie politique locale et les colonnes des journaux : dans sa vie de tous les jours, l'Italien et sa famille sont de plus en plus victimes de propos désobligeants de la part d'autochtones qui les considèrent souvent en concurrents sur le marché du travail et surtout en agents de l'étranger.

Dans le monde du travail par exemple, si les Transalpins sont relativement protégés lorsqu'ils sont "graniteurs" ou maçons, il en est tout autrement des ouvriers d'usines, très minoritaires dans les entreprises. La C.G.T., réunifiée en 1936, voit ses thèses internationalistes dénoncées par un autre syndicat : la C.F.T.C. a su récupérer le discours xénophobe des partis de droite, pourtant très éloigné du "catholicisme social" dont elle se réclame. Implantée à Senones, Saint-Dié, Granges, Saint-Michel et Celles-sur-Plaine, elle regroupe plusieurs centaines d'adhérents et se prononce nettement pour la limitation du nombre de travailleurs étrangers au profit d'une main-d'œuvre *"nationale et locale"* : celle-ci serait *"sacrifiée aisément, même à travail égal"*[30]. Dans le bâtiment, le syndicat chrétien organise une grande enquête afin de *"diminuer le pourcentage de travailleurs étrangers"* et *"insiste sur l'urgence de former des apprentis"*[31]. Dans les carrières également, la C.F.T.C. montre les mêmes intentions. En février 1939, son journal, *Les Vosges Sociales*, dénonce l'emploi de "graniteurs" italiens en des termes à peine voilés : *"Il est inadmissible qu'à l'heure où une industrie essentiellement vosgienne - qui depuis tant d'années occupe une main-d'œuvre locale égale sans aucun doute à la main-d'œuvre étrangère -, des ouvriers soient licenciés ou en chômage, alors que l'on conserve des étrangers bien souvent indésirables. Nous en avons eu la preuve en septembre dernier !! Contre ce danger, nous entendons lutter avec la plus grande énergie"*[32]. Danger, le mot est sans cesse répété : l'Italien représente un danger pour le travailleur français comme pour la sécurité du pays qui l'a accueilli.

La mobilisation du 26 septembre 1938, qui précède de quatre jours les accords du Munich,

[30] Les Vosges Sociales : janvier 1938.
[31] Les Vosges Sociales : 5 mars 1939.
[32] Les Vosges Sociales : 23 février 1939.

marque en effet une rupture fondamentale : dans certaines usines, sur les chantiers, les ouvriers vosgiens sont partis rejoindre leur régiment alors que les Transalpins sont restés. Ils se sont parfois attiré les reproches et les insultes des familles de mobilisés qui suivent avec angoisse à la radio le déroulement de la crise. Dans les écoles également, les enfants d'Italiens ne sont guère épargnés par leurs camarades qui n'hésitent plus à les traiter de "sales macaronis". On se méfie à présent de gens que l'on croyait totalement inoffensifs et qui, pense-t-on, sont prêts à faire le jeu de leurs "alliés" allemands.

2 - Un ajournement aux conséquences graves.

A partir de 1934, les Italiens sont de plus en plus nombreux à demander leur naturalisation. Devenir Français, c'est montrer à tous ceux qui en doutent que l'on a choisi son camp, que l'on est prêt à s'engager pour défendre la République, même contre son pays natal. Acquérir la nationalité française, c'est aussi se protéger, de l'expulsion si jamais le chômage venait à frapper, d'un rapatriement forcé ou d'un internement en cas de conflit entre la France et l'Italie, et surtout des reproches de ses voisins ou collègues vosgiens. Si la naturalisation représente toujours un "parcours du combattant", elle est plus facilement accordée à partir de 1938 pour les jeunes gens, même célibataires, en âge de porter les armes et bénéficiant d'une bonne condition physique. Par contre, le préfet se montre beaucoup plus sévère envers les hommes trop âgés pour partir "sous les drapeaux" ou ayant eu un engagement politique.

L'avis des maires, qui remplissent la *"Notice de renseignements confidentielle"*, est encore plus important : là encore, la xénophobie transparaît souvent à travers les quelques phrases remplies sur les lignes en pointillés des imprimés. Aux questions *"L'étranger constitue-t-il en raison de ses aptitudes professionnelles un apport intéressant pour la collectivité ?"* ou encore *"Y a-t-il pénurie de main-d'œuvre française dans la spécialité du postulant ?"*, les réponses apportées sont déterminantes pour la recevabilité future de la demande. Elles le sont encore plus lorsque l'on aborde les problèmes de *"sécurité nationale"*, de *"moralité"* et de *"considération"* : dans certaines communes, les maires laissent libre cours aux commentaires les plus fantaisistes, camouflant leur ignorance par des interprétations dictées par leurs sentiments xénophobes.

Un ouvrier du textile travaillant à l'usine "Laederich" de La Petite Raon en fait les frais en décembre 1938 : marié à une Française, âgé de 30 ans seulement, en France depuis 1924, il bénéficie de toutes les "qualités" requises pour obtenir la nationalité française. C'est sans compter l'avis du premier magistrat de la commune : *"Depuis 14 ans, il n'a jamais demandé sa naturalisation,* écrit-il dans la *"Notice". Pendant les événements de fin septembre 1938 et la mobilisation partielle, il a été sans travail. Se rendant compte que pour rentrer de nouveau à l'usine, il fallait demander sa naturalisation, il s'y est résigné. Ce n'est donc pas par idéalisme qu'il a fait sa demande, mais plutôt par matérialisme. Ses sentiments sont favorables au régime fasciste, il ne sera pas d'un loyalisme à*

toute épreuve". La réponse à la question *"Sa naturalisation aura-t-elle pour effet de créer une famille vraiment française ?"* est sans équivoque : *"Vraiment française ? Il est permis d'en douter !"*[33] Devant tant de mauvaise foi et de partialité, la demande ne peut aboutir et est ajournée à trois ans. Pour l'ouvrier, victime des agissements d'un maire largement acquis aux idées du P.S.F., cet échec représente bien plus qu'une simple déception : c'est une véritable catastrophe. Il doit en effet à nouveau affronter l'hostilité de ses collègues de travail dans un état de grande vulnérabilité. Que la guerre vienne à éclater et il ne trouvera de salut que dans la fuite...

II - Se protéger contre la xénophobie ambiante.

A - Le parti communiste et les immigrés : des chemins qui se croisent.

1 - Le nouveau visage du Parti.

Dans la lutte contre la xénophobie, le parti communiste représente un "contrepoids" protecteur pour de nombreux immigrés italiens. En 1934, le Parti amorce un tournant stratégique fondamental qui lui permet de sortir du "ghetto" dans lequel il s'était réfugié depuis sa création. Jusque-là, les communistes étaient considérés par leur discours radical comme de dangereux révolutionnaires à la solde de Moscou, ennemis de l'ordre, de la religion et de la famille. Si les Italiens, majoritairement antifascistes, éprouvaient de réelles sympathies pour ces militants qui ne cessaient de prôner l'union de la classe ouvrière, ils gardaient cependant un strict apolitisme par peur de la répression.

La crise, l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, la menace des Ligues en France, obligent le parti communiste à changer sa stratégie, sous l'injonction de Staline : il s'agit désormais de s'opposer par tous les moyens au fascisme, de s'allier à d'autres formations politiques - comme la S.F.I.O., l'ennemi d'hier - pour faire barrage à la droite. Cette politique "de la main tendue" nécessite un recentrage idéologique vers les normes dominantes afin de s'attirer les sympathies ouvrières et de se débarrasser une fois pour toutes de l'étiquette de *"l'homme au couteau entre les dents"*. Dans la région de Saint-Dié en effet, les militants sont bien peu nombreux lorsque la crise frappe l'industrie textile : en 1932, l'arrondissement ne compte que cinq cellules regroupant à peine 110 adhérents ; aux élections législatives, le camarade Singer n'a recueilli que 11 % des suffrages exprimés. De plus, les communistes souffrent de graves divisions internes : leur seul élu du

[33] A.D.V. : 54 W 61.

département, le "graniteur" Julien Léonard, maire de Fraize et conseiller d'arrondissement, a quitté un parti qui lui reprochait sa trop grande indépendance. Le "tournant" de 1934 provoque ainsi des changements salutaires en vue des élections législatives de 1936.

2 - Intégrer les normes dominantes.

Pour le parti communiste, il s'agit d'abord de se donner une image de respectabilité susceptible de lui rallier de nombreux suffrages : l'histoire locale, par exemple, ne doit plus être l'apanage de la bourgeoisie et du clergé, qui, dans leurs journaux, diffusent l'image d'un passé idéalisé et déformé à dessein. *La Voix de l'Est* inaugure en 1936 dans sa page *"A travers les Vosges"*, une rubrique intitulée *"L'Histoire de notre pays"*. De grandes figures sont érigées en "modèles" : Gaston Save, le "Communard" déodatien, l'abbé Grégoire, qui a tant fait pour les humbles, mais aussi Jeanne d'Arc. *"Assassinée"* conjointement par l'envahisseur anglais et la corruption du clergé, elle devient une héroïne "de gauche" : *"Jeanne, fille du peuple des Vosges ! Les communistes des Vosges, qui sont les meilleurs fils du peuple, sauront laver les souillures qu'on inflige à ta mémoire !"*[34]. La Révolution occupe également une place de choix et le Parti n'hésite plus à en récupérer les symboles, tels le drapeau tricolore et le 14 juillet devenu un autre premier mai. L'assassinat du comte de Spitzemberg à Saint-Dié en 1793 par des volontaires partant pour la guerre est justifié par le journal. *"Sachons nous souvenir des leçons de l'Histoire"* : aristocrates hier, grands bourgeois aujourd'hui, les ennemis de la Nation et les traîtres doivent être châtiés[35].

Pour décrire les Vosges, la presse communiste emploie à présent des termes nouveaux : *"chez nous"*, *"notre pays"*. Elle n'hésite plus à montrer en première page des photographies ou des cartes postales *"de jolis coins"*, campagnes, montagnes ou forêts[36]. Le département est ainsi présenté sous l'apparence très traditionnelle d'une région où travaillent dans un cadre enchanteur bûcherons, schlitteurs, paysans, et accessoirement des ouvriers d'usines.

Le travail, justement, a été réhabilité, et l'époque où il n'était qu'un instrument d'asservissement du patronat est bien révolue. Des journaux comme *Les Vosges Ouvrières*, montrent là encore des *"Images du Travail"* : on voit des hommes musclés, coiffés d'une casquette, les bras nus et la chemise entrouverte, effectuer les tâches les plus pénibles le sourire aux lèvres. Loin d'enchaîner l'individu, le travail le libère de sa condition et lui permet de s'émanciper : *"J'ai faim, et il faut savoir ce que c'est que d'avoir faim,* écrit un chômeur senonais dans *La Voix de l'Est* en avril 1936. *Oui le travail est beau, oui le travail est sain. N'est-il pas le génie créateur de tout ce qui nous entoure ?"*[37]

Les communistes sont également devenus des défenseurs de la famille, et leur presse

[34] La Voix de l'Est : 8 mai 1937.
[35] La Voix de l'Est : 7 juillet 1937.
[36] Les Vosges Ouvrières : 4 septembre 1937.
[37] La Voix de l'Est : 4 avril 1936.

contient des rubriques de conseils spécialement destinées aux mères et aux enfants : le foyer, loin d'être dénigré, est lui aussi montré en exemple comme lieu d'apprentissage et d'émancipation. Le célibataire est suspecté de n'être qu'un solitaire sans attache, hostile à toute action commune.

Le "tournant" de 1934 représente une aubaine pour une grande partie des immigrés dont le parcours est parallèle à celui du parti : communistes et Italiens recherchent tous deux l'intégration et l'enracinement dans une société dont ils ont été obligés d'accepter les normes dominantes et qui les a parfois exclus. Tous deux ont emprunté le même chemin et se sont souvent rencontrés. Les immigrés veulent être reconnus dans leur travail et veulent faire des Vosges leur "pays". Ils entendent célébrer le 14 juillet comme la fête de leur nouvelle patrie, partager les mêmes symboles républicains et les mêmes références historiques que les autochtones. Par la réussite scolaire de leurs enfants, leur implication dans la vie associative locale, ils montrent leur ferme volonté de ne plus être considérés comme des étrangers. La famille, loin d'être un sanctuaire dans lequel sont conservées pieusement les reliques du passé, participe pleinement à cette vaste entreprise d'"acculturation". Le parti communiste a donc su comprendre le processus engagé par les Italiens au début des années 1930 : par idéalisme et par opportunisme, il leur a offert la possibilité de s'insérer dans la vie politique locale, de partager les mêmes combats, de mieux se protéger aussi de la xénophobie ambiante.

3 - Faire barrage au "fascisme" et à la xénophobie.

S'il s'est "recentré", s'il a intégré des valeurs qui, par le passé, lui étaient étrangères, le parti communiste reste foncièrement internationaliste : les Vosges et la France sont devenues *"notre pays"* et *"notre patrie"*, mais les immigrés y sont les bienvenus et doivent s'y "fondre". Comme dans les années 1920, la xénophobie reste violemment combattue.

La grève des "épinceurs" de Gérardmer et des Arrentès suscite chez les communistes un soutien sans faille. *"Vive la grève des carriers des Vosges"* titre *L'Est Ouvrier et Paysan* au début du mouvement, en mars 1934 : *"Il faut un front unique de combat contre les prétentions du patronat. Italiens, qui représentent 60 % des ouvriers, Belges et Français se tiennent solidement par la main. Ils sont des frères de lutte et appartiennent tous à la grande famille ouvrière"*. Le journal dénonce les conditions de travail très éprouvantes des carriers, qui, contrairement à une légende répandue, ne sont pas des *"bambocheurs"*. Il cite également en exemple l'héroïsme des grévistes : *"Aux Arrentès, des ouvriers se couchent sur la route devant les camions chargés de pavés"*. Les manoeuvres de la police et des patrons sont dénoncées avec la plus grande fermeté : *"On distribue des cartes postales hitlériennes aux étrangers. S'ils les déchirent, ces ouvriers révolutionnaires sont démasqués et aussitôt renvoyés"*[38].

Avec la création du Front Populaire en 1935, les "chemins" du Parti et des immigrés italiens se rencontrent : en juillet puis en décembre, les meetings antifascistes de Gérardmer et Senones

[38] L'Est Ouvrier et Paysan : 17 et 24 mars 1934.

réunissent plusieurs centaines de personnes autour des "ténors" de la gauche radicale, Marc Rucart et Paul Elbel. Ce dernier, député sortant à nouveau candidat, reçoit le soutien des militants communistes locaux, Julien Léonard rentré "en grâce", Émile Mervelet, secrétaire du "rayon" de Saint-Dié et René Uni, principal dirigeant du parti communiste en Lorraine[39]. Réunir toutes les tendances de la gauche française pour faire barrage au "fascisme" et remporter une victoire électorale décisive, tel est l'objectif que s'est fixé le Front Populaire. Les communistes réservent désormais toute leur énergie pour dénoncer le "véritable visage" du candidat conservateur, Pierre Rossillon : *"Malgré l'étiquette trompeuse dont il s'affublait, les électeurs ont distingué le contenu du flacon : huile de ricin, matraques, camp de concentration, chômage, misère, guerre"* peut-on lire dans *La Voix de l'Est*[40]. Dans la circonscription, Paul Elbel est arrivé en deuxième position au soir du 26 avril : grâce au désistement d'Émile Mervelet - qui avec 14 % des suffrages exprimés réalise un assez bon résultat -, le député sortant remporte un nouveau succès.

La victoire du candidat radical-socialiste n'est pourtant pas totale : si les villes industrielles ont largement voté "à gauche", les campagnes ont accordé leur confiance à Pierre Rossillon. C'est grâce aux votes ouvriers que Paul Elbel inaugure un second mandat : peu après les élections, en juin 1936, cet ancien haut-fonctionnaire à la Société des Nations dépose une gerbe de fleurs sous la statue de Jules Ferry. Au cours de la même cérémonie, il reçoit un bouquet *"cravaté d'un ruban rouge et or aux couleurs de la Lorraine"* des mains de Melle Ossola, fille d'un Italien naturalisé de Saint-Dié. Ayant remercié ses amis du parti radical, Émile Pozzi et Charles Weill, il se dit déterminé à *"lutter contre le cléricalisme et le nationalisme coalisés"*[41]. En Paul Elbel, les immigrés italiens trouvent un fidèle défenseur d'une République tolérante, ouverte, accueillante mais aussi un opposant farouche au fascisme *"fauteur de guerre"* : à l'image de Léon Blum, son discours généreux - naïf et coupé des réalités disent ses opposants - a permis de faire reculer la xénophobie ambiante. Le parti communiste, qui a nettement soutenu le candidat radical, se présente comme un parti responsable et respectable dans lequel les Transalpins ne vont plus hésiter à s'engager.

4 - Le Front Populaire, un répit de courte durée.

La victoire du Front Populaire a été accueillie dans les milieux de l'immigration, et dans le monde ouvrier, comme un immense espoir, signe avant-coureur de jours meilleurs : chacun espère pouvoir bénéficier d'importants avantages sociaux, et beaucoup voient dans le succès de la gauche une revanche contre un patronat dominateur et arrogant, un coup fatal porté au paternalisme. Les Italiens partagent le même enthousiasme, d'abord parce que leur culture politique les conduit naturellement à s'opposer au nationalisme xénophobe, ensuite parce qu'ils voient en Léon Blum un "allié" qui favorisera leur assimilation en leur accordant plus facilement la naturalisation française.

[39] La Gazette Vosgienne : 3 juillet, 4 décembre 1935.
[40] La Voix de l'Est : 30 mai 1936.
[41] La Gazette Vosgienne : 18 juin 1936.

Au gouvernement de Front Populaire s'attache dès l'été 1936 une image largement décalée par rapport à la réalité, celle d'une barrière infranchissable protégeant étrangers et réfugiés de la répression.

Malgré ses bons sentiments affichés, la gauche n'a en réalité aucun véritable projet concernant les immigrés et ne fera pas voter de texte majeur en leur faveur. Néanmoins, grâce à une série de mesures, la période s'étendant de mai 1936 à avril 1938 représente une véritable embellie pour les Italiens de l'arrondissement. Ils peuvent en effet, comme tous les étrangers de France, changer de résidence sans l'accord préalable du préfet ; sauf cas graves, ils voient leurs cartes d'identité automatiquement renouvelées et les expulsés bénéficient d'un sursis supplémentaire ; ils profitent également des grandes réformes de l'été 1936 - 40 heures, congés payés - et ont le droit d'élire des délégués du personnel, sans cependant pouvoir être élus.

Les lois xénophobes et répressives de 1932 semblent loin, mais la politique du Front Populaire reste bien en-deçà de ses ambitions de départ : le *"Statut juridique de l'immigration"* par exemple, est resté lettre morte[42]. De plus, les conditions d'accès à la nationalité française sont toujours aussi sévères et les dossiers des individus trop âgés, malades ou sans enfants demeurent ajournés : de 1936 à 1938, les naturalisations d'Italiens de l'arrondissement ont été moins nombreuses que pendant les trois années précédentes.

5 - Le Parti : une deuxième famille ?

La victoire électorale de la gauche entraîne pourtant la forte implantation des communistes et de la C.G.T. nouvellement réunifiée : désormais, le Parti peut encadrer les masses ouvrières, diffuser ses messages et proposer une "contre-culture" à ses sympathisants. Jusque-là en effet, les grands patrons du textile et le clergé imprègnaient la vie quotidienne d'hommes et de femmes qui avaient pour seul horizon l'usine, l'église et les œuvres sociales financées par l'entreprise ou le patronage de la paroisse. A partir de 1936, le parti communiste, fort de ses succès dans les vallées industrielles, représente pour bien des travailleurs une deuxième famille dont les milliers de membres sont unis par un même idéal de paix, d'égalité et de fraternité : la force des slogans de 1789 entraîne une forte augmentation des adhésions qui profite encore davantage à la C.G.T.

Parmi ces nouveaux adhérents, les Italiens représentent souvent le "fer de lance" du mouvement ouvrier : pour la première fois dans les Vosges, il bénéficie d'une unité d'action et d'encadrement, ce qui le rend d'autant plus redoutable pour le patronat. Si maçons et "graniteurs" sont depuis longtemps acquis aux mots d'ordre du parti communiste, ils n'hésitent plus à se syndiquer, se sentant désormais "protégés" par le gouvernement de Front Populaire et les accords Matignon. Pour les ouvrières "vénitiennes" au contraire, 1936 marque une rupture fondamentale : sans aucune culture politique à leur arrivée en France dix ans plus tôt, elles deviennent des "cibles"

[42] AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L'immigration en France au XXème siècle : article "Front Populaire".

de choix pour les militants de la C.G.T. qui entendent bien les faire rentrer dans leur organisation. Adhérer au syndicat, au même titre que ses collègues de travail français, devient donc un acte quasi-obligatoire pour ces jeunes femmes qui refusent d'être marginalisées dans l'usine : loin d'être des "jaunes" à la solde des patrons, les immigrés ont participé activement aux mouvements de grève de 1936 qui paralysent une bonne partie des industries de la région.

Dès le mois d'avril en effet, avant le premier tour des élections, un premier conflit oppose à Senones les ouvriers du "tissage de L'Abbaye" à leur direction : les "Manufactures" viennent de leur imposer une charge de travail supplémentaire en obligeant les "tisserands" à surveiller 24 métiers contre 18 précédemment. A l'annonce du renvoi de l'un des leurs qui avait osé protester, tous les ouvriers décident d'arrêter le travail, rejoint par une partie des employés de la filature. La grève dure plus de trois semaines et ne s'arrête qu'en mai, après la victoire de Paul Elbel et du Front Populaire : pour la première fois, un cortège de 400 personnes défile dans les rues de la petite ville le 7 mai. La C.G.T. encadre le mouvement, fournit pancartes et service d'ordre. Mais les ouvriers du textile ne sont pas seuls : *"Les gars du bâtiment et les carriers se sont joints à eux. Le soir, une réunion a regroupé plus de 1000 personnes. Le réveil a sonné dans la vallée du Rabodeau et les adhésions se multiplient"*[43]. Certes, si le conflit a été dur et long, il a finalement abouti à des résultats concrets, hausse des salaires, disparition des *"brimades et amendes"*, réintégration des licenciés, affichage des bulletins de paye[44]. Il a également montré les capacités de mobilisation de plusieurs centaines d'hommes et de femmes que l'on croyait totalement soumis au patronat et incapables de s'organiser efficacement : oui, le mois de mai 1936 a bien sonné le réveil de la classe ouvrière, sous l'égide de la C.G.T.

En septembre, un second mouvement, d'une ampleur inconnue jusque-là, mobilise 5000 puis 10 000 ouvriers dans l'arrondissement : toutes les villes industrielles de Déodatie sont touchées, principalement dans les filatures et tissages. Si les accords Matignon ont été signés en juillet, les patrons du textile rechignent à en appliquer les principales dispositions, hausses de salaires et conventions collectives surtout. La grève a été déclenchée pour faire céder ceux qui, en toute illégalité, n'acceptent pas les décisions gouvernementales. Elle dure deux semaines et aboutit à un succès quasi-total. Pour la deuxième fois de l'année, une bruyante manifestation traverse les rues de Senones *"pour fêter la fin de la grève. Plus de 500 grévistes, avec drapeaux rouge et tricolore en tête, chantent l'Internationale et La Jeune Garde"*[45].

La C.G.T. n'encadre pas seulement les grèves : elle mène également une action "en profondeur" auprès de ses adhérents, grâce à ses journaux ou pendant ses réunions. *Les Vosges Ouvrières* explique par exemple le "fonctionnement" des congés payés selon les cas, fournissant à ceux qui le demandent une brochure détaillée. En décembre 1938, *L'Ouvrier Vosgien* s'adresse aux

[43] Le Travailleur Vosgien : 9 mai 1936.
[44] La Voix de l'Est : 2 mai 1936.
[45] L'Express de l'Est : 28 septembre 1936.

maçons : *"Attention ! Faites parvenir à la Caisse des congés payés des bâtiments de l'Est de Nancy, à l'adresse ci-jointe, les certificats bleus"*[46]. Jeanne Spaïni, secrétaire du syndicat du textile de Senones, organise dans toute la vallée du Rabodeau des rencontres avec les *"travailleurs"* pour leur parler de l'échelle mobile des salaires[47]. "Graniteurs" et ouvriers du bâtiment ont bénéficié pendant l'été 1936 de hausses de salaires de 15 à 30 % ; ils ont bien d'autres revendications : meilleure protection contre les accidents du travail, assurance contre les intempéries, augmentation des prestations des caisses d'assurances sociales. Au cours des réunions du syndicat, les militants locaux peuvent rencontrer des cadres de la C.G.T. qui connaissent parfaitement la législation et qui peuvent résoudre les situations les plus compliquées.

Constant Lejeune, par exemple, était "graniteur" à Gérardmer, ville où il anima la grande grève des carriers de 1934. Militant C.G.T.U. infatigable, ce Vosgien "de souche" crée également une cellule communiste à Granges. En 1936, il est élu secrétaire de la "22ème région fédérale du bâtiment" et membre de la "Commission administrative de l'Union départementale C.G.T. des Vosges"[48]. Il est l'interlocuteur privilégié des maçons et ouvriers italiens des carrières qui n'hésitent plus à lui demander conseil. En juillet 1938, Constant Lejeune est interrogé par Jean Perfettini - secrétaire de la Fédération des Vosges - dans *La Voix de l'Est* : *"Le camarade Lejeune vient de passer près de trois mois dans notre département pour aider nos camarades du bâtiment à arracher les rajustements de salaires, rendus indispensables par la hausse constante du coût de la vie"*. Il s'indigne contre les décisions rendues par les *"surarbitres"* en faveur des entrepreneurs mais n'entend pas renoncer : *"Les ouvriers se sont inclinés et ont accepté les sentences surarbitrales malgré leur injustice criante, mais leurs revendications sont tellement justes qu'ils ne désespèrent pas de les faire aboutir. C'est à la réparation de ces injustices que nous allons nous atteler dans les jours qui viennent en travaillant à l'élaboration d'une convention collective régionale. Notre camarade nous a quittés sur ces paroles pleines d'espoir"*[49]. L'activité inlassable des militants communistes des Vosges - Constant Lejeune, Albert son fils, ou Jeanne Spaïni - a ainsi permis de créer des "passerelles" et de rapprocher autour des mêmes objectifs, les ouvriers vosgiens de leurs "camarades" transalpins.

6 - Naissance d'une contre-culture.

Le parti communiste et ses organisations ont offert aux immigrés l'occasion de s'engager dans les grands "combats" politiques des années 1930. Ils ont facilité l'émergence d'un sentiment de solidarité ouvrière qui a rapproché les étrangers des autochtones : ils ont créé une sorte de "sanctuaire" dans lequel les sentiments de rejet xénophobe n'avaient pas leur place. Les militants

[46] L'Ouvrier Vosgien : 28 décembre 1938.
[47] La Voix de l'Est : 29 mars 1937.
[48] D.B.M.O.F. : article "Lejeune Constant".
[49] La Voix de l'Est : 31 juillet 1938.

communistes ont fondé de nouveaux lieux de sociabilité et de rencontres à partir de 1936, lieux que les Transalpins s'empressent de fréquenter.

Avec le 1er mai, le 14 juillet est également devenu une grande fête populaire : à Gérardmer par exemple, deux mois après la victoire de Paul Elbel, le Comité local du Front Populaire organise une manifestation afin de célébrer *"la prise de la Bastille et le succès de la classe ouvrière géromoise"* qui vient d'obtenir d'importantes augmentations de salaires. Le monument aux morts, autrefois délaissé, est un lieu important de commémoration pour les militants du parti : on y prononce un discours, on y dépose une gerbe. Le soir, un grand bal populaire vient clôturer la journée[50]. L'histoire révolutionnaire occupe en effet une place de choix dans les journaux communistes et les grands moments de l'année 1789 et de la Terreur sont sans cesse montrés en exemple. Les dirigeants insistent d'ailleurs beaucoup sur *"le caractère plus éducatif que doivent désormais avoir les réunions de cellules grâce aux livres et aux journaux"*[51].

Le parti communiste dispose aussi d'associations jeunes et dynamiques : le "Secours Rouge" par exemple, dans ses sections de Gérardmer et Saint-Dié, organise des collectes afin de venir en aide aux "camarades", qui, à Senones par exemple, ont cessé le travail depuis plusieurs semaines. Il s'agit également *"d'apporter son concours aux malheureuses victimes du fascisme et de la répression"* qui souffrent partout en Europe, en Espagne plus particulièrement[52]. A côté du "Secours Rouge", d'autres organisations, les "Jeunesses Communistes", les "Jeunes Filles de France", ou l'A.R.A.C. - Association Républicaine des Anciens Combattants - complètent l'éventail associatif dirigé ou fortement influencé par le Parti. Ces organisations n'ont pourtant qu'un rôle modeste : elles ne sont implantées que dans quelques villes - Saint-Dié, Plainfaing, Senones principalement - et leurs adhérents restent, somme toute, assez peu nombreux.

Dans le département, les communistes ont aussi leur journal, *Les Vosges Ouvrières* : depuis mai 1937, il renseigne chaque semaine ses lecteurs sur l'actualité internationale, la législation en vigueur et les rencontres à venir. Ses rédacteurs sont presque tous des militants connus pour leur dynamisme : à Senones, Jeanne Spaïni, mariée à un plâtrier italien, collabore régulièrement au journal et présente dans chacun de ses articles les problèmes quotidiens des ouvriers de la vallée du Rabodeau. Cette proximité et cette "connivence" entre le rédacteur et le lecteur permettent à *L'Ouvrier Vosgien* de bénéficier d'un grand succès dès sa parution. Clairement présenté, illustré de photographies, il s'adresse non seulement au travailleur mais aussi à la mère de famille, à l'ancien combattant, au sportif. Pour la première fois dans les Vosges, les "prolétaires" ont leur journal, écrit par des gens qu'ils connaissent et qui n'ignorent rien de leur vie de tous les jours.

Par ailleurs, le parti communiste procure à ses sympathisants la possibilité de se divertir en organisant bals et séances de cinéma. La *"Grande Soirée Récréative"* de Plainfaing propose par

[50] La Voix de l'Est : 11 juillet 1936.
[51] La Voix de l'Est : 27 juin 1936.
[52] La Voix de l'Est : 16 et 30 mai 1936.

exemple, en janvier 1938, un programme des plus variés : le groupe local des "Jeunes Filles de France" a invité l'orchestre "Petitdidier Jazz" pour animer le bal qui succède à des *"chansonnettes, monologues comiques et comédies"* interprétés par des "acteurs" du pays[53]. En juillet 1936, la cellule de Senones invite les habitants de la vallée du Rabodeau à assister à la projection de *"La Vie est à nous"*, film de Jean Renoir, financé et commandé par le Parti : la séance réunit plus de 700 personnes *"dans un intérêt et un enthousiasme indescriptibles. Les ouvriers montrèrent que le film comporte une véritable éducation prolétarienne"*[54]. Certes, les comptes rendus exagèrent souvent la portée et l'ampleur de ces manifestations : la presse n'hésite plus à considérer la montagne vosgienne - terre longtemps "assoupie" - comme une citadelle "rouge".

La *"lutte contre le fascisme national et international"* devient un thème récurrent sans cesse évoqué lors des réunions, et martelé dans les articles de *La Voix de l'Est* et de *L'Ouvrier Vosgien* : on dénonce ainsi les régimes mussolinien et hitlérien avec la plus grande sévérité, ainsi que leurs *"alliés trotskystes"*. A partir de l'été 1936, c'est la guerre civile espagnole qui concentre toutes les attentions : chaque semaine, on suit avec inquiétude le déroulement du conflit en essayant de masquer le recul et les divisions des Républicains. *"Avec l'Espagne pour la sécurité de la France"*, *"Défendre la République espagnole, c'est défendre la France"*, titre *La Voix de l'Est* : chaque cellule organise des collectes pour venir en aide à *"nos frères, combattants de la liberté"*[55]. Si les nationalistes sont aidés par les troupes allemandes et italiennes, le parti communiste espère bien que le gouvernement de Léon Blum s'engagera aux côtés des Républicains : en attendant, il organise le recrutement de volontaires qui combattront dans les "Brigades Internationales". Le "parcours" de Stanislas Sivel, par exemple, originaire de Saint-Michel-sur-Meurthe, est suivi par la presse qui reproduit ses lettres. Grièvement blessé, il raconte à tous les Vosgiens les conséquences de la lutte acharnée que se livrent les deux camps : *"La cellule de Saint-Michel n'aura pas longtemps tenue ici, puisque malheureusement je serai le seul à rentrer chez nous, ayant laissé Marcel et Dédé dans les rochers d'Aragon. C'est ce qui me chiffonne le plus, les savoir là-haut, et ne pouvoir y retourner pour les venger. Mais tu sais, il reste encore pas mal de camarades, et les hordes de Mussolini trouveront à qui parler. Si seulement nous avions du matériel : en deux mois, on les pousserait à la mer"*[56]. A Senones, Jean-Baptiste Carcano n'a pas hésité non plus à partir : ancien maçon originaire du *Varesotto*, il est devenu épicier après avoir participé aux travaux de reconstruction de la ville. Naturalisé en 1935, il a pu alors militer au sein du parti communiste et on l'a compté parmi les militants les plus dynamiques. En 1936, il s'engage dans les Brigades Internationales où il combat pendant deux ans. De retour à Senones, il constitue un *"Comité d'aide au peuple espagnol"*. Auréolé du "titre" d'*"ancien combattant de la liberté"*, Jean-Baptiste Carcano reçoit les éloges de

[53] La Voix de l'Est : 1er janvier 1938.
[54] La Voix de l'Est : 8 septembre 1936.
[55] La Voix de l'Est : 8 et 29 août 1936.
[56] La Voix de l'est : 18 juin 1938.

La Voix de l'Est : "Nous n'avons pas besoin de souligner l'importance de cette œuvre de solidarité et d'humanité, aussi nous faisons un pressant appel aux amis de la République espagnole, afin qu'ils viennent par leurs adhésions renforcer notre jeune comité"[57].

7 - A Senones, des Italiens très impliqués dans la vie politique.

A Senones aussi, 1936 marque une rupture fondamentale. Jusqu'à cette date, les patrons du textile avaient imposé depuis plus d'un siècle un système fortement imprégné de paternalisme : les conflits sociaux y étaient pratiquement inexistants, le parti communiste et la C.G.T.U. embryonnaires ; les candidats conservateurs remportaient à chaque consultation de grands succès, André Larue aux élections municipales ou Constant Verlot aux législatives. A partir de 1935, la constitution du Front Populaire ouvre une brèche dans laquelle la gauche n'hésite pas à s'engouffrer : les Italiens participent à cette ascension qui culmine en mai 1936, avec la victoire de Paul Elbel. Au deuxième tour en effet, le candidat radical-socialiste l'emporte largement dans la ville avec 56 % des suffrages et devance son adversaire grâce à l'excellent report des voix communistes. Le parti communiste vient de réaliser des progrès fulgurants et regroupe au premier tour plus d'un quart des électeurs.

Devenus français, le plâtrier Robert Spaïni et l'épicier Jean-Baptiste Carcano, ancien combattant des Brigades Internationales, deviennent des figures respectées pour les militants du département : ouvriers, maçons et surtout "graniteurs" n'hésitent plus à rejoindre les rangs de la C.G.T. dans laquelle ils ont un rôle actif. Pour beaucoup, les années 1936-1937 ont bien représenté une rupture fondamentale avec le passé, l'espoir que désormais tout irait mieux dans une société plus libre et plus juste.

Pendant ces deux ans, les Italiens de la ville ont pu compter leurs amis, ceux qui se sont toujours refusé à sombrer dans la xénophobie ambiante, ceux qui ont également joint le geste à la parole. Parmi eux, Ernest Perrin est la figure la plus emblématique de la gauche senonaise : âgé d'une soixantaine d'années, cet instituteur, directeur de l'école des garçons, a toujours exercé sa profession à Senones. Militant radical-socialiste, pétri d'idéal laïque, convaincu de l'importance primordiale de l'institution scolaire dans l'assimilation des fils d'étrangers et dans l'élaboration d'une élite républicaine, il milite depuis plusieurs décennies au sein de la Ligue des Droits de l'homme, en faveur d'une République ouverte et tolérante. Ernest Perrin a d'autres cordes à son arc : président de la section locale du Comité du Front Populaire, de l'A.R.A.C., des "Jeunesses Laïques et Républicaines", il est également un des dirigeants de la "Jeunesse Sportive Senonaise". Il est donc en contact permanent avec les Transalpins de la ville, prêt à les conseiller dans leur demande de naturalisation, à les aider pour remplir tel formulaire, à rédiger en tant que juge de paix des *"Déclarations en vue de réclamer la qualité de Français"* pour des enfants dont il a souvent été le

[57] La Voix de l'Est : 10 décembre 1938.

maître.

Le parti communiste et la C.G.T ont ainsi représenté un réel facteur d'assimilation pour de nombreux Italiens : en participant aux réunions politiques et syndicales, en militant parfois au sein d'organisations telles que le "Secours Rouge" ou l'A.R.A.C. , ils ont pu montrer au grand jour leur sympathies pour une même cause, un même idéal. L'ouvrier vosgien a pu découvrir et rencontrer des gens qu'il pouvait considérer jusque-là comme des concurrents sur le marché du travail. En quête de reconnaissance, communistes et immigrés ont suivi un même parcours : ils ont accompli "le premier pas" afin d'intégrer des normes qui leur étaient étrangères pour ne plus être considérés en "parias".

L'embellie du Front Populaire a pourtant été éphémère : en 1938, attisée par la dégradation de la situation internationale, la xénophobie reprend de plus belle. Pour les Italiens, il s'agit une nouvelle fois de montrer des preuves d'attachement et d'allégeance envers la France. C'est dans ce contexte que s'inscrit le développement de l'"Union Populaire Italienne".

B - L'U.P.I., un bouclier efficace contre la xénophobie.

1 - Une organisation nouvelle.

L'"Union Populaire Italienne" est née en mars 1937 à Lyon, au cours d'un congrès des Italiens de l'étranger présidé par Édouard Herriot. En quelques mois, elle regroupe plus de 40 000 adhérents et s'implante surtout dans les régions d'immigration récente comme le nord de la Lorraine. Son journal, *La Voce degli Italiani,* se veut accessible et ouvert à tous, ce qui est loin d'être le cas de *La Libertà*, organe de la L.I.D.U. L'U.P.I. est étroitement financée et contrôlée par le parti communiste italien en exil qui lui impose des objectifs bien précis : il s'agit de lutter par tous les moyens légaux contre le fascisme mussolinien et ses représentants en France, de favoriser le rapprochement et l'amitié entre Français et immigrés ; ceux-ci doivent montrer leur attachement à une patrie qu'ils seront prêts à défendre en cas de guerre, même contre leur pays natal[58].

L'"Union Populaire Italienne" bénéficie dès sa création du soutien du Front Populaire et des partis qui le composent, la S.F.I.O., les Radicaux et surtout le parti communiste. Président du groupe radical-socialiste à la Chambre, Paul Elbel, député de Saint-Dié, en est un des plus fidèles défenseurs : en décembre 1937, il est l'invité de marque de *"la conférence internationale de solidarité avec le peuple italien"* qui se réunit à Paris à "La Mutualité", et *"qui milite contre l'intervention fasciste en Espagne, pour la paix et la démocratie"*[59]. La guerre d'Espagne représente là aussi le combat exemplaire entre "fascistes" et Républicains de tous les pays : l'U.P.I. organise une campagne de recrutement de volontaires et fonde le bataillon "Garibaldi".

[58] MILZA (Pierre), Voyage en Ritalie, pages 262-263.
[59] La Voce degli Italiani : 7 décembre 1937.

L'image du grand homme est constamment évoquée : fervent républicain, n'a-t-il pas volé au secours de la France lorsque elle a été envahie par les Allemands en 1870 ? Élu député français l'année suivante, ne s'est-il pas toujours opposé aux menées réactionnaires de la droite monarchiste ? Le souvenir de Giuseppe Garibaldi, dont le portrait apparaît en filigrane sur les cartes d'adhérents, est largement utilisé par l'U.P.I. : elle espère, grâce à ce "mythe fondateur" largement idéalisé, rallier le plus grand nombre d'Italiens et rassurer quant à ses intentions des Français inquiets devant les revendications mussoliniennes.

Le succès de l'U.P.I. est dû en premier lieu à sa stratégie habile : en ayant pris le relais d'une L.I.D.U. moribonde, l'organisation a su comprendre les causes de l'échec de sa devancière. Elle se veut tolérante et ouverte à tous les antifascistes, anarchistes, socialistes, catholiques. Les pages de *La Voce degli Italiani* renferment des rubriques variées, illustrées de caricatures et photographies. Certes, l'actualité politique y tient une place importante : on commémore par exemple l'assassinat des frères Rosselli, opposants exilés à Paris, par "la Cagoule". Le parcours des *"Garibaldini"*, volontaires des Brigades Internationales, est également suivi avec la plus grande attention. Mais le journal décrit aussi la vie quotidienne des Italiens restés au pays.

En janvier 1937, par exemple, un Transalpin est de retour en France après avoir rendu visite à sa famille à Vicence : il ne peut que constater avec colère la misère et la pauvreté qui frappent les travailleurs des villes et des campagnes après 15 années de dictature[60]. *La Voce* fournit également à ses lecteurs les fréquences radiophoniques des stations qui diffusent *"les émissions recommandées en langue italienne"* telles Radio Moscou, Nizza PTT ou Radio Tour Eiffel, dont les informations en italien sont écoutées avec attention tous les soirs de 21 heures 30 à 21 heures 45. Le quotidien s'adresse aux sportifs, aux mères de famille et aux jeunes filles en leur réservant plusieurs colonnes, *"Tra le donne italiane"* ou encore *"L'angolo delle ragazze"*. Les "minorités" ne sont pas oubliées : les "Valdotains" francophones par exemple, dont la vallée subit une "italianisation" forcée, peuvent retrouver des articles écrits en français dans la rubrique *"Vie de notre vallée"*.

L'U.P.I., grâce à sa politique de la "main tendue" a contribué à l'éveil politique de plusieurs dizaines de milliers d'immigrés, qui, pour la plupart, ne s'étaient jamais engagés aux côtés du parti communiste auparavant. A partir de 1938, l'organisation montre toute son importance et son utilité dans un climat de tension xénophobe de plus en plus insupportable.

2 - Dans les Vosges, un *"développement florissant"*.

Si le nord de la Lorraine représente un bastion de l'"Union Populaire Italienne" dès 1937, il en est tout autrement pour les Vosges. Ce n'est qu'au milieu de 1938 que naissent les sections d'Épinal et de Saint-Amé qui ne regroupent tout au plus que quelques dizaines d'adhérents. En effet, l'éparpillement des Italiens dans tout le département représente l'obstacle majeur à la

[60] La Voce degli Italiani : 12 janvier 1937.

diffusion des thèmes de l'organisation, plus particulièrement en Déodatie où elle est totalement absente. Par le passé, et pour la même raison, la propagande fasciste du Consulat n'avait eu guère plus de succès.

Les "accords de Munich" représentent une fracture fondamentale : après septembre, les Transalpins de la région de Saint-Dié ont bien compris qu'il fallait "choisir son camp", que la mobilisation partielle a représenté un signe avant-coureur dont il convient de tirer les leçons. Tôt ou tard, la guerre éclatera entre les démocraties et les dictatures, et ce jour-là, il faudra être prêt à défendre sa nouvelle patrie, même contre les troupes mussoliniennes. L'engagement dans l'U.P.I. fait donc partie des nombreux choix cruciaux que les immigrés ont eu à prendre depuis la fin des années 1920 : il est avant tout dicté par la volonté de montrer une nouvelle fois, aux yeux d'autochtones de plus en plus méfiants, leur fidélité au pays d'accueil et représente un acte d'allégeance que l'on croit décisif. Adhérer au parti communiste serait en effet à cette date beaucoup trop dangereux pour le militant, qui, "marqué au fer rouge", verrait ses chances d'obtenir sa naturalisation réduites à néant. L'U.P.I., soutenue par de grands noms du parti radical - Édouard Herriot et Paul Elbel - est tolérée, et son action encouragée par les autorités qui espèrent voir se regrouper de futurs bataillons d'immigrés venus épauler l'armée française en cas de conflit. De plus, l'organisation n'apparaît pas comme une "dépendance" communiste et oriente volontairement son discours vers des thèmes consensuels, liés à la critique de l'Italie mussolinienne et à la situation internationale.

Sur la carte d'adhérent de couleur bleue apparaissent, en plus du portrait de Garibaldi, une citation du maire de Lyon - *"Votre attachement à la France ne fait que renforcer ma sympathie pour le peuple italien"* - et en titre, *"Comité d'amitié Franco-italienne"*. Au dos, l'article 4 des statuts précise que *"l'U.P.I. se propose de resserrer les liens d'amitié entre le peuple italien et le peuple français dans l'intérêt de la cause de la paix et de la démocratie, dans l'intérêt des deux peuples frères"*. Enfin, imprimé en petits caractères et dans les deux langues, il est précisé que *"cette carte est aussi un signe d'amitié fraternelle des immigrés italiens envers le peuple français"*. *"Amitié"* : le mot revient plusieurs fois et définit bien l'objectif premier du *"Comité"*. Il faut d'abord convaincre les Français "de souche" que les Transalpins ne sont pas et ne seront jamais leurs ennemis, bien au contraire.

En novembre 1938, le Secrétaire général de l'U.P.I., Romano Cocchi, effectue une tournée dans le département afin de convaincre les Italiens de se regrouper. Ses propos, transcrits dans *La Voce degli Italiani*, sont très encourageants : *"Cette terre des Vosges, où dans le passé s'exerçait seulement l'influence du Consul fasciste et des ennemis du peuple, est devenue une nouvelle région de l'U.P.I."*. En attendant la naissance de nouvelles sections, de nombreux orateurs "préparent le terrain", appelant à lutter contre la xénophobie et à *"unir tous les honnêtes Italiens en développant*

d'autres centres"[61]. Les fruits de ce travail ne se font pas attendre. En juillet 1939, *La Voce* n'hésite pas à consacrer au département une grande partie de sa deuxième page, sous un titre élogieux : *"Florissant développement de l'Union Populaire dans les Vosges"*. Les progrès de l'organisation sont aussi rapides qu'impressionnants : si à la fin de 1938, les sections n'étaient que quatre, on en compte désormais neuf, dont deux dans l'arrondissement de Saint-Dié, à Gérardmer et à Senones. Cette dernière est d'ailleurs félicitée par le Comité Fédéral qui *"l'incite à continuer son œuvre de propagande et de recrutement, convaincu qu'elle sera la plus importante de la région"*. Dans les deux villes, les présidents d'honneur choisis par les adhérents *"témoignent de l'intérêt et de l'amitié du peuple français pour notre association"* : à Senones, il s'agit d'Ernest Perrin, instituteur et conseiller général. Les objectifs poursuivis par *"la jeune fédération des Vosges"* sont réaffirmés avec force : il s'agit de réunir le plus d'immigrés possible et *"de faire connaître La Voce pour laquelle nous avons fait trop peu"*.

En regroupant plusieurs dizaines d'Italiens dans ses deux sections de la région, l'organisation poursuit également des buts plus pratiques : il s'agit par exemple d'aider des adhérents en butte aux tracasseries administratives. A Gérardmer par exemple, *"grâce à l'activité de l'U.P.I., beaucoup de problèmes judiciaires ont été résolus. L'ami Carmelino Maggi a pu ainsi obtenir le renouvellement de sa carte de travail qui lui avait été préalablement refusée"*[62].

L'importance de l'organisation ne doit pourtant pas être surestimée. A Saint-Dié ou Raon-l'Étape, dans les campagnes de la région, l'influence de l'U.P.I. est quasiment nulle parmi des Italiens anciennement installés et bien intégrés. Même si ses progrès sont importants, elle reste cantonnée dans deux villes de l'arrondissement, recrutant ses membres parmi les hommes arrivés dans les années 1920. Les "graniteurs", chez qui l'esprit de groupe est déjà très fort, représentent l'essentiel de ses effectifs qui n'ont guère dépassé 100 à 150 personnes au total. Si l'"Union Populaire" a su parfois préserver les immigrés de l'atmosphère xénophobe, elle a dû également affronter la méfiance grandissante des autochtones en multipliant les déclarations rassurantes.

C - En 1938-1939, des Italiens toujours plus menacés.

1 - A gauche, la chasse aux "indésirables".

Les sentiments de rejet xénophobe n'épargnent pas les ouvriers vosgiens. Si pendant le gouvernement de Front Populaire, l'internationalisme affiché du parti communiste et l'"euphorie" suivant des accords Matignon avait représenté un répit, il en est tout autrement à partir des "décrets-loi Daladier" de 1938 : à cette date, la gauche garde officiellement les mêmes positions vis-

[61] La Voce degli Italiani : 9 novembre 1938.
[62] La Voce degli Italiani : 14 juillet 1939.

Carte de l'U.P.I. appartenant à Pio Sartorelli, "graniteur" à Senones en 1939.

ESTRATTO DAGLI STATUTI
DELL'UNIONE POPOLARE ITALIANA

1°. L'Unione Popolare pone alla base dell'unione del popolo le rivendicazioni per il pane la pace e la libertà.

2°. L'Unione Popolare Italiana si propone di difendere il nome d'Italia all'estero, — de l'Italia che deve imporsi al rispetto del mondo con opere di progresso, di pace e di libertà.

3°. L'Unione Popolare Italiana si propone di unire gli italiani all'estero per la difesa dei loro interessi materiali e morali.

4°. L'Union Populaire Italienne se propose de resserer les liens d'amitié entre le peuple italien et le peuple français dans l'intérêt de la cause de la paix et de la démocratie, dans l'intérêt commun de deux peuples frères.

Questa tessera è un segno distintivo degli italiani che amano la giustizia, la pace, il progresso e la libertà.

Cette carte est aussi un signe d'amitié fraternelle des immigrés italiens envers le peuple français.

IMP. I. G. I. TOURIAIA - PARIS

COMITÉ D'AMITIÉ FRANCO-ITALIENNE

UNIONE POPOLARE ITALIANA

15, Rue du Faubourg Montmartre - PARIS (9e)

TESSERA

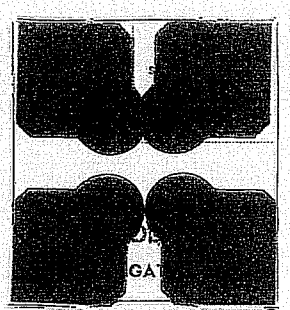
per l'anno

1 9 3 9

Votre attachement à la France ne fait que renforcer ma sympathie pour le peuple italien.

Octobre 1938 Édouard HERRIOT

Questa tessera individuale dà diritto all'assistenza gratuita da parte degli Uffici Giuridici e delle Permanenze dell'Unione Popolare Italiana.



Firma del socio
Sartorelli Pio

TESSERA

N° 59203

UNION POPULAIRE ITALIENNE
Comité d'Amitié Franco-Italienne

Bollo del Consiglio Nazionale
— 5 franchi —

rilasciata al socio Sartorelli Pio

Sezione di Senones

Comitato Regionale di Vosges

Il Segretario Generale Romano Corelli

Firma del Segretario della Sezione Zanchetta

Quota della Tessera : 3 **franchi**
Quota mensile : 1 fr. (di cui 50 cent. alla sezione. 50 cent al Comitato Regionale)

GENNAIO	FEBBRAIO	MARZO
APRILE	MAGGIO	1939 UN FRANCO
1939 UN FRANCO	AGOSTO	SETTEMBRE
OTTOBRE	NOVEMBRE	DICEMBRE

TIMBRI FACOLTATIVI

La quota mensile per i disoccupati è di 25 cent. La Sezione versa per i disoccupati il Bollo annuale del Consiglio Nazionale

à-vis des étrangers.

Néanmoins, malgré cette générosité affichée haut et fort, la distinction entre *"bons"* et *"mauvais"* étrangers est de plus en plus présente dans les articles des journaux de gauche ; la définition de chaque "groupe" est souvent bien floue. Si *Le Travailleur Vosgien* dénonce *"l'abjecte chasse aux étrangers"*, s'il n'hésite pas à comparer les forces de l'ordre à *"la Gestapo"* ou à un *"État dans l'État"*, il ne condamne pas les expulsions : *"Il y a au moins deux sortes d'étrangers sur notre sol : les indésirables qui troublent la paix publique, et les réfugiés des régimes fascistes venus en France, terre d'accueil, pour vivre en homme libre. La police n'établit souvent aucune distinction entre les bons et les mauvais étrangers et on expulse à tour de bras"*[63]. Cette argumentation manichéenne n'est guère différente sur le fond, de celle diffusée à la même période par le Parti Social Français.

Sur le terrain, les militants entendent bien séparer "le bon grain de l'ivraie" : à Gérardmer, par exemple, même si les tensions et les affrontements du début du siècle semblent bien loin, on se méfie d'une éventuelle infiltration d'éléments fascistes. Dès juin 1936, la joie consécutive à la victoire du Front Populaire est ternie par une pétition organisée par plusieurs Transalpins militant en faveur de la levée des sanctions décidées par la S.D.N. suite à l'invasion de l'Ethiopie par les troupes mussoliniennes. *"Un coup d'œil sur la liste des signatures nous a permis de constater que certains Italiens d'origine, naturalisés et occupant de belles situations dans notre ville, n'ont pas hésité à émarger contre le gouvernement,* note avec amertume *Le Réveil de la Montagne. Nous réclamons à ces gens-là un peu de pudeur"*. Dans le même numéro, l'éditorial signé *"Antifa"* et intitulé *"Avis aux fascistes étrangers"* dénonce l'activité politique de certains immigrés : *"Nous ne permettrons pas que des fascistes italiens se permettent de faire leur propagande dans notre pays et fassent pression auprès de leurs compatriotes qui, eux, sont des antifascistes. Si ces messieurs sont partisans du régime institué par le "Doutche" dans leur pays, qu'ils y retournent donc !"*[64]

La presse communiste est également gagnée par la peur de l'"infiltration" et entend bien faire la chasse aux *"indésirables"* : à Senones par exemple, un militant a subi les violents reproches d'un patron-granitier. *"Ce Mussolini en herbe, vient de mobiliser nos camarades italiens contre ma modeste personne. A l'heure actuelle, tous les travailleurs étrangers devraient respecter les lois de notre pays. Gardez vos opinions pour vous : si notre régime ne vous convient plus, retournez dans votre patrie ; nous ne vous retenons pas"*[65]. En décembre 1938, *Les Vosges Ouvrières* publient dans leur deuxième page une photographie prise à Jœuf en Meurthe-et-Moselle deux ans plus tôt et ayant pour titre *"Les Italiens en France"* : on y voit plusieurs hommes, attablés et souriants, montrant avec fierté les bagues qu'ils ont "récoltées" auprès de leurs épouses pour financer la guerre d'Ethiopie. Condamnés après les "accords" de Munich par les tribunaux pour *"activités portant*

[63] Le Travailleur Vosgien : 18 juin 1938.
[64] Le Réveil de la Montagne : 20 juin 1936.
[65] Les Vosges Ouvrières : 19 juin 1937.

atteinte à la sécurité nationale", comme trois autres de leurs compatriotes de Remiremont, ils sont violemment pris à parti par le journal qui critique leur attitude avec cynisme : *"Ils sont récompensés ! Respectez les lois ! La France n'est pas un moulin où on sort et rentre comme on veut"*[66].

2 - A Senones, une grève xénophobe.

La xénophobie prend également d'autres formes, bien plus graves. A Senones, la grève qui commence le lundi 10 octobre 1938 montre bien que l'hostilité contre les Italiens dépasse largement les colonnes des journaux pour toucher la classe ouvrière locale. Ce jour-là, alors que l'inquiétude consécutive aux "accords" de Munich est toujours présente, les tisserands et tisserandes des "Manufactures" abandonnent subitement leurs métiers. *"Plusieurs ouvriers étrangers*, lit-on dans *L'Express, auraient tenu des propos anti-français pendant la récente mobilisation, en l'absence des ouvriers mobilisés"*[67]. En fait, c'est le retour des démobilisés qui a mis le feu aux poudres. Le délégué de la C.F.T.C., Jean Stouvenin, donne une version des faits qui semble assez objective : *"Poussés par la rumeur publique - rumeur qui exagère toujours tout - et aussi sous la poussée de certaines gens, ils demandaient le renvoi de tous les étrangers des établissements de l'Abbaye, à cause de nombreux gestes déplacés observés, paraît-il, contre les mobilisés"*. Le lendemain, l'usine est fermée et une délégation est envoyée à Paris afin de "débloquer" la situation avec Marcel Boussac. Dix jours plus tard, le 21, alors que la tension est retombée, chacun reprend enfin le travail. Dans une lettre adressée aux ouvriers, le patron décide de ne licencier aucun ouvrier : *"Tous pourront rentrer, sans aucune exception,* écrit-il, *Français et étrangers admis à travailler en France"*[68].

Les syndicats se rejettent mutuellement la responsabilité du mouvement : pour la C.F.T.C., c'est la C.G.T. qui a déclenché la grève, sans avoir déposé de préavis. Mais la Confédération chrétienne refuse de jeter de l'huile sur le feu et *Les Vosges Sociales* garde un ton des plus modérés : *"Certains étrangers ayant eu au moment de la mobilisation partielle une attitude équivoque, une réaction se produisit et s'est encore intensifiée au retour des réservistes. Lundi, les ouvriers refusaient de reprendre le travail tant que tous les étrangers n'auraient pas été licenciés. Leurs revendications étaient déraisonnables ; ils n'écoutaient que leur indignation. Certes, des sanctions s'imposaient envers certains étrangers, mais pourquoi généraliser et faire payer à tous la faute de quelques-uns ? De plus, il est impossible de les renvoyer tous en bloc car ils sont protégés par les traités avec les différents pays. Il était donc vain et ridicule d'exciter les ouvriers contre eux"*[69]. Attaquée, la C.G.T. répond avec la plus grande fermeté. *"Où sont les meneurs ?"* demande le camarade Mangin dans *Les Vosges Ouvrières* : *"En reprenant les slogans de La Rocque - "la*

[66] Les Vosges Ouvrières : 2 décembre 1938.
[67] L'Express de l'Est : 14 octobre 1938.
[68] Les Vosges Sociales : octobre 1938.
[69] Les Vosges Sociales : octobre 1938.

France aux Français" -, *ils tentent de dresser les travailleurs français contre les travailleurs émigrés pour briser par ce désordre notre mouvement syndical. Lundi, on débraye malgré les recommandations des militants qui demandaient le renvoi des étrangers sans distinguer les bons des mauvais. Ces malheureux camarades ne voulurent pas nous entendre, excités par certaines organisations. Se rendant à Senones pour calmer les esprits, Mangin est frappé"*[70]. Un mois plus tard, le mécontentement persiste, et Jeanne Spaïni éprouve toutes les peines du monde à tenter d'expliquer aux ouvriers tisserands qu'*"il faut maintenir l'Union des travailleurs"*. La déléguée du syndicat textile C.G.T. attaque ses adversaires du syndicat chrétien, jugés responsables de la grève. L'article publié le 19 novembre dans *La Voix de l'Est* et écrit "après coup", précise également les véritables origines du conflit : *"La mobilisation partielle, en dehors des douloureuses séparations, provoqua certainement un mécontentement parmi nos camarades, qui ne pouvaient admettre que les ouvriers étrangers ne soient aucunement inquiétés, et restent à leur travail. Tout ce qui s'est passé eût pu être évité si les ouvriers appartenant à notre organisation syndicale avaient compris qu'il fallait, en pareil cas, faire appel à elle. Cette incompréhension de nos camarades servit à souhait les dirigeants du syndicat chrétien qui, en bon serviteur de leur maître, tâchaient de faire accepter et de propager leurs mots d'ordre. La part active que prirent ces gens au cours de ce douloureux conflit, où aucune distinction n'était faite entre les amis et les ennemis du peuple de France, ne se révéla point en l'honneur des principes du Christ, dont ils s'honorent de propager la foi"*[71]. Témoignage d'une militante passionnée et convaincue dans lequel transparaît pourtant la douloureuse réalité de cette fin d'année : la C.G.T. ne maîtrise plus vraiment ses troupes autour des slogans généreux qui avaient fait son succès deux ans plus tôt.

Attisée par la peur de la guerre, la xénophobie se nourrit aussi d'une espionnite teintée de paranoïa dont les Italiens avaient déjà fait les frais vers 1880-1890, lors de la crise boulangiste surtout. Si *Les Vosges Ouvrières* continue officiellement à défendre les immigrés, elle n'hésite plus à parler de *"bons"* et *"mauvais"*, ainsi que d' *"indésirables"* pour désigner certains d'entre eux. Dans les colonnes du journal communiste, quelques articles ne font qu'"alimenter" les craintes des ouvriers : à Saint-Étienne-les-Remiremont, paraît-il, des Italiennes auraient crié *"Vive Mussolini"* et tenu *"des propos anti-français"* avant d'être renvoyées par leur patron et de comparaître devant le tribunal correctionnel[72]. Rien de tel pourtant à Senones : les manifestations de rejet qui accompagnent la grève des tisserands n'ont aucun fondement rationnel et sont le produit de l'imagination et de la peur des autochtones. Là encore, les rumeurs marginalisent des hommes et des femmes qui ont pourtant largement montré leur dévouement à la République.

Dans les premiers mois de 1939, si le nombre des adhérents de l'"U.P.I." progresse rapidement à Senones, celui des sympathisants du Parti Social Français suit la même évolution : en

[70] Les Vosges Ouvrières : 21 octobre 1938.
[71] La Voix de l'Est : 19 novembre 1938.
[72] Les Vosges Ouvrières : 21 octobre 1938.

février, plus de 150 personnes sont réunies salle Thoubhans pour écouter le *"camarade"* Lanrezac, orateur du P.S.F., au cours de sa tournée dans l'arrondissement[73]. En avril, un fait divers apparemment anecdotique vient renforcer les craintes des Transalpins : *"M. Carcano, épicier rue des Halles, et M. Paul Ossola, ont une enseigne qui porte les mots : "Produits d'Italie". Les circonstances actuelles ne permettent guère d'apprécier les produits du pays de Mussolini. Ainsi, sur chacune des deux enseignes, le mot "Italie" a été effacé d'un coup de pinceau anonyme"*[74]. Le message est clair : pour l'auteur de ce geste "vengeur", Ossola le *"fasciste"* et Carcano le communiste naturalisé, ancien "brigadiste", sont avant tout des Italiens considérés en ennemis potentiels. "Rouges", "Noirs" ou complètement apolitiques, les immigrés sont une nouvelle fois perçus par certains Senonais comme des boucs émissaires et des hôtes indésirables.

De telles manifestations de rejet restent pourtant exceptionnelles et leurs auteurs - généralement des militants de base -, prennent toujours soin de ne pas généraliser leurs reproches à l'ensemble des immigrés. Ayant bien compris le danger qui menace - celui de la division de la classe ouvrière - les dirigeants des partis de gauche ne cessent de réaffirmer leur attachement à l'idée d'une France ouverte et tolérante.

3 - Rappel des grands principes républicains.

L'article écrit par Magdeleine Paz dans *Le Populaire* en août 1938 sous la rubrique *"France, Terre d'asile"*, représente un tableau largement idéalisé de la présence et de l'"œuvre" des Transalpins en France : *"Les Italiens forment le "gros morceau" de l'immigration étrangère puisqu'ils sont 750 000. Partout où ils se trouvent, quelle semence de vertus humaines ils répandent sur la terre française ! Sobriété, gaîté, patience, force vitale, adresse, industrie, gentillesse, acharnement dans le travail, sens artistique inné, le levain qu'ils apportent est fait de toutes ces qualités ; et partout où ils passent, le métier en bénéficie, la nation en est enrichie. Ce serait être trop ingrat que d'oublier la contribution formidable des travailleurs italiens au relèvement des régions dévastées par la guerre. Pas un hameau, pas un village qui ne porte la trace de leurs mains"*. Par ce rappel historique, Magdeleine Paz entend rétablir la vérité afin de contredire ses adversaires : *"Dans la rage de xénophobie que les derniers décrets-lois sont venus sanctionner, et que la presse réactionnaire essaie de porter à son plus haut degré, on s'acharne à représenter la masse des immigrés comme un poids trop lourd pour la France. Ils encombreraient nos hôpitaux et constitueraient un péril pour la race ! (...) Ils sont pourtant si prêts à se fondre dans la masse , ces travailleurs italiens (qui sont de tous les immigrés les plus assimilables), que parmi la jeunesse , on ne rencontre guère que des jeunes gens sachant parler français ; en fait d'italien, ils ne pratiquent que le patois parlé dans leur famille ; au cours des réunions, pour se faire comprendre d'eux, les*

[73] Le Flambeau des Vosges : février 1939.
[74] La Gazette Vosgienne : 22 avril 1939.

militants italiens doivent leur parler français. (...) Les étrangers qui "viennent manger le pain des Français" ! Comme s'ils ne l'avaient pas dix fois gagné !". L'auteur conclut son long article : *"Si Léonard de Vinci, ce proscrit, revenait sur la terre française, lui aussi ferait peut-être connaissance avec le "refus de séjour"... "*[75].

Plus que jamais, la gauche entend réaffirmer les principes "fondateurs" de la République française. *La Gazette Vosgienne* s'oppose, quant à elle, au "mythe de la race" : *"Il n'y a pas de "race française" ; il y a une nation française, c'est-à-dire une communauté qui s'est lentement forgée au cours des siècles, une fraternité de pensée, d'intérêt, d'idéal. Cette communauté, cette fraternité comprend des hommes de toutes sortes. Prétendre distinguer entre eux des "purs" et des "métèques" est simple niaiserie"*[76].

De même, *Les Vosges Ouvrières* condamne avec une très grande fermeté le "tournant" xénophobe de *L'Express de l'Est* : le grand quotidien spinalien a refusé d'insérer un communiqué de l'U.P.I. après les "accords" de Munich, mais a aussi ouvert une rubrique - *"La pègre étrangère au travail"* - dans laquelle il dénonce *"les crimes et vols dus à des étrangers"*. Le rôle de *L'Express* est jugé *"étrange et peu digne d'un journal républicain"*[77]. Quant à *La Voix de l'Est*, elle inaugure à partir de l'été 1938 une série d'articles écrits en italien sous le titre *"La Cronaca Italiana"* où les activités de l'"Union Populaire Italienne" tiennent une large place. En octobre, le journal n'hésite pas à poser la question cruciale qui depuis trois ans ne cesse d'entretenir le débat entre partisans et adversaires de l'immigration : *"Si la démocratie française était en danger...que feraient les 800 000 Italiens qui travaillent en France ?"*. La réponse est un long plaidoyer pour l'U.P.I. et son œuvre. Les immigrés ne sont pas des agents de l'impérialisme fasciste ; bien au contraire, ils sont prêts à défendre le pays qui les a accueillis. L'U.P.I. n'est pas non plus un groupuscule au financement occulte mais une organisation ouverte à tous, qui ne s'occupe pas de politique intérieure française, mais qui veut simplement mieux faire connaître la position de ses adhérents : *"Les immigrés italiens qui vivent à centaines de milliers en France, ont compris que dans la cause de la démocratie, ils défendaient les véritables intérêts nationaux de l'Italie, et l'avenir du peuple italien, qui ne peut pas haïr le peuple français et qui, dans le triomphe de la cause démocratique, voit le triomphe de l'Italie de Dante et de Garibaldi"*[78].

Certains Français accusent pourtant les Transalpins antifascistes de vouloir *"pousser à la guerre"* afin de hâter la chute du régime mussolinien. En novembre, Romano Cocchi, secrétaire général de l'U.P.I. leur répond fermement : *"Que nos amis Français ne soient pas induits en erreur. Nous sommes pour la paix. C'est le fascisme qui a attenté à la paix en Afrique, en Espagne, en Chine, dans l'Europe centrale etc... c'est le fascisme qui attente à la paix"*[79].

[75] Le Populaire : 10 août 1938.
[76] La Gazette Vosgienne : 30 juillet 1938.
[77] Les Vosges Ouvrières : 21 octobre 1938.
[78] La Voix de l'Est : 1er octobre 1938.
[79] La Voix de l'Est : 19 novembre 1938.

L'opinion publique française ne se satisfait pourtant pas de ses grandes déclarations de principe, publiées de plus dans la presse communiste : elle exige davantage de ceux qu'elle suspecte de collusion avec le régime fasciste et le *"pangermanisme hitlérien"*.

4 - Déclarations d'allégeance.

Les années 1938-1939 voient les Italiens de l'arrondissement de Saint-Dié multiplier les actes d'allégeance afin de rassurer avant tout des autochtones toujours plus inquiets. Les immigrés bénéficient de moins en moins du "bouclier" protecteur qu'avaient représenté le parti communiste et ses organisations lors du gouvernement de Front Populaire. Avec le retour de la droite aux affaires, les contrôles policiers ainsi que la législation se font toujours plus sévères envers les étrangers et les militants de gauche. De plus, la tension diplomatique entre l'Italie et la France s'aggrave et le "Front de Stresa" de 1935 semble bien loin : si à Munich fin septembre, Mussolini est apparu comme un médiateur entre les appétits de l'Allemagne et le pacifisme des démocraties, si certains espèrent encore - surtout au P.S.F. - "retourner" l'Italie du côté de la République, ils doivent vite déchanter à partir de novembre 1938. Le gouvernement fasciste, relayé par une presse de plus en plus francophobe, multiplie les provocations et les affrontements verbaux en revendiquant plusieurs territoires français, ce qui entraîne les très vives réactions de l'opinion publique en France.

Les "stratégies" de résistance développées pendant ces deux années par les immigrés italiens sont nombreuses. Il s'agit avant tout de montrer que l'on est "du bon côté" et de se protéger, avec sa famille, des attaques verbales et de l'expulsion. La naturalisation représente une nouvelle fois le meilleur moyen qu'ont trouvé certains pour "avoir la paix". Cependant, devant la pression des événements, ses conditions d'acquisition ont changé, et le code de 1927 subit un "amendement" majeur : en novembre 1938, les décrets-lois de Paul Reynaud n'accordent plus une nationalité française pleine et entière aux naturalisés qui peuvent en être déchus. Ils instaurent également une période *"probatoire"* de cinq ans pour pouvoir voter et suppriment *"l'acquisition automatique"* pour les fils d'étrangers sous le coup d'un arrêté d'expulsion. En 1938 et 1939, une centaine d'Italiens acquiert pourtant la nationalité française dans l'arrondissement, ce qui représente près d'un quart des naturalisations de l'entre-deux-guerres. Jamais les dossiers n'ont été aussi nombreux ; jamais les ajournements n'ont provoqué tant de peine et d'inquiétude.

Si on ne peut se protéger soi-même, autant essayer de le faire pour ses enfants : il faut alors souscrire une *"Déclaration en vue de réclamer la qualité de Français"* en se présentant à la mairie avec tous les documents d'état civil nécessaires, *"acte de naissance du mineur en cause"* et *"acte de mariage de ses parents"*. Les pièces sont ensuite transmises au *"Parquet du tribunal du lieu de naissance de l'enfant"* : né en France, ce dernier peut bénéficier de l'article 3 de la loi du 10 août 1927, à condition que, ni son père, ni sa mère, ne soient sous le coup d'un arrêté d'expulsion et qu'ils aient des cartes d'identité en règle. Si le tribunal enregistre la demande, l'enfant deviendra

Français à sa majorité au grand soulagement de ses parents. A partir de 1938, les Italiens multiplient ce type de "déclaration" : ils espérent également que cela facilitera l'aboutissement de leur propre demande de naturalisation.

Certains jeunes Transalpins n'hésitent pas à manifester d'une manière beaucoup plus radicale leur sentiment d'appartenance à la "communauté nationale". Célibataires ou mariés sans enfant, ils ne satisfont pas les critères de "sélection" exigés. Pendant la mobilisation partielle de septembre 1938, beaucoup se présentent à la mairie de leur domicile afin de se faire délivrer un *"certificat administratif"* : voilà la preuve de leurs bons sentiments envers une République qu'ils se déclarent prêts à défendre. En octobre par exemple, le maire de Senones doit signer plusieurs dizaines de ces *"certificats"* : un ouvrier des "Manufactures" déclare ainsi *"qu'il est de notoriété publique qu'il ne s'est pas rendu à la convocation de M. le Consul, aux fins de participer à la conscription et d'effectuer son service militaire en Italie"*. Tel autre, "graniteur", *"s'est présenté spontanément le samedi 24 septembre dernier, jour de la mobilisation partielle, pour déclarer vouloir s'engager dans l'armée française pour la durée de la guerre éventuelle"*. Il ne s'agit pas là de vagues promesses destinées à calmer l'opinion pendant un temps, et à tomber dans l'oubli une fois la tension retombée. Bien au contraire, ces déclarations prouvent que ces jeunes gens refusent d'être considérés comme des "planqués" ou des agents fascistes : arrivés dans les Vosges alors qu'ils n'étaient que des enfants, ils ont presque tous fréquenté l'école communale avant de travailler dans les carrières ou sur les chantiers, et ont tissé des liens d'amitié avec les autochtones. Leur pays c'est la France, et l'Italie, dont ils se souviennent à peine, une dictature, une terre appartenant à un passé qu'il faut oublier afin de se fondre dans la masse. Il ne saurait alors être question de rester dans les Vosges sans rien faire, alors qu'amis et camarades de travail sont partis rejoindre leur régiment : demander à intégrer la Légion Étrangère apparaît donc comme une décision évidente pour des hommes qui depuis plusieurs années sont habitués à faire des choix fondamentaux[80].

En 1939, c'est une fois encore l'"Union Populaire Italienne" qui dans ses deux sections de l'arrondissement, canalise les manifestations d'allégeance et diffuse les messages les plus rassurants pour la population locale. Le "Comité régional des Vosges" fait publier en février, la déclaration suivante : *"Au nom de la grosse majorité des Italiens de cette région, nous protestons avec indignation contre l'invasion de l'Espagne. Nous sommes indignés par les continuelles manifestations anti-françaises qui se déroulent en Italie. Quoi qu'il arrive, nous serons, comme en septembre dernier, aux côtés du généreux peuple français pour la liberté des peuples et pour la libération de notre peuple du régime qui l'opprime depuis plus de seize ans"*[81].

L'Express de l'Est ouvre également, et pour la première fois, ses colonnes à l'organisation en avril, *"après le coup de force italien en Albanie"* : *"Les immigrés italiens de France affirment*

[80] A.D.V. : 15 M : les "certificats et déclarations" ont été trouvés dans les dossiers de naturalisation de 1938 et 1939.
[81] Le Travailleur Vosgien : 4 février 1939.

leur sympathie à notre pays : il ne faut pas confondre fascistes et Italiens. L'U.P.I. sera aux côtés de la France en cas d'agression des états totalitaires, pour la défense de la liberté"[82]. Les Transalpins vivant au milieu de colonies plus petites, loin des zones d'influence de l'"Union Populaire", éprouvent le même besoin de manifester leur attachement. A Raon-l'Étape et La Neuveville par exemple, ils ne sont que 23 : tous décident pourtant d'écrire une lettre au président du Conseil, Édouard Daladier, dans laquelle ils se disent *"être fermement à côté du peuple français pour défendre son sol qui permet à nous mêmes de vivre dans la liberté, dans le cadre des lois de la République"*. Publié dans *Raon Républicain*, le document est signé par les Italiens des deux communes, sans exception[83].

A Senones, l'"Union Populaire Italienne" a pris le relais du parti communiste : il s'agit là aussi de rassurer les populations locales sur l'attitude qu'auraient les immigrés en cas de conflit. Le 29 mai 1939, la section organise une grande réunion publique, en présence d'Ernest Perrin, de Jeanne Spaïni, du secrétaire fédéral Casari et d'un membre de l'"Union Centrale", Piamboni Costanza. *Le Travailleur Vosgien* accorde une large place au compte rendu de la manifestation : *"Un important auditoire, composé surtout d'Italiens immigrés, mais comprenant aussi de nombreux Français et naturalisés, emplissait la salle Thoubhans. M. Pianboni Costanza, dans une conférence très documentée et parfois fort émouvante, définit éloquemment quelle devait être la position de tous les amis de la Paix et de la Démocratie en face des événements présents. Il expliqua notamment que la grande masse des Italiens honnêtes se réclamant de la tradition garibaldienne devait se ranger aux côtés de la France hospitalière et que les immigrés italiens en France se devaient d'être reconnaissants à ce pays de les avoir accueillis comme ses propres enfants et de leur assurer sur son sol le Pain et la Liberté dont ils étaient si douloureusement sevrés sous la férule du fascisme. Il déclara que ses compatriotes devaient aussi se rappeler de Magenta et de Solferino où coula le sang français pour assurer l'émancipation de la nation italienne. Il invita les bons Italiens à s'unir aux Français pour faire obstacle à la politique d'agression et de guerre pratiquée par les États totalitaires"*.

L'orateur prêche pourtant en "terrain conquis", et l'auditoire partage les mêmes conceptions teintées de manichéisme : le pays d'accueil, largement idéalisé, apparaît comme une terre "sans tache", où le chômage et la xénophobie sont totalement absents. L'ordre du jour qui clôt la réunion *"est acclamé et adopté à l'unanimité"* : il précise que *"les Italiens présents confirment leurs sentiments d'amitié au Peuple de France et leur ardent désir de paix. Ils protestent contre l'alliance monstrueuse des deux dictatures fascistes. Ils affirment que si celles-ci déclenchent la guerre, ils seront aux côtés de la France et des autres peuples pacifiques"*[84]. Là encore, de telles déclarations ne sont pas nouvelles : depuis plusieurs années, les Transalpins de Senones n'ont cessé

[82] L'Express de l'Est : 17 avril 1939.
[83] Raon Républicain : 22 avril 1939.
[84] Le Travailleur Vosgien : 10 juin 1939.

de manifester leur attachement à la République ; en septembre 1938, beaucoup n'ont pas hésité à se déclarer prêts à prendre les armes pour la défendre.

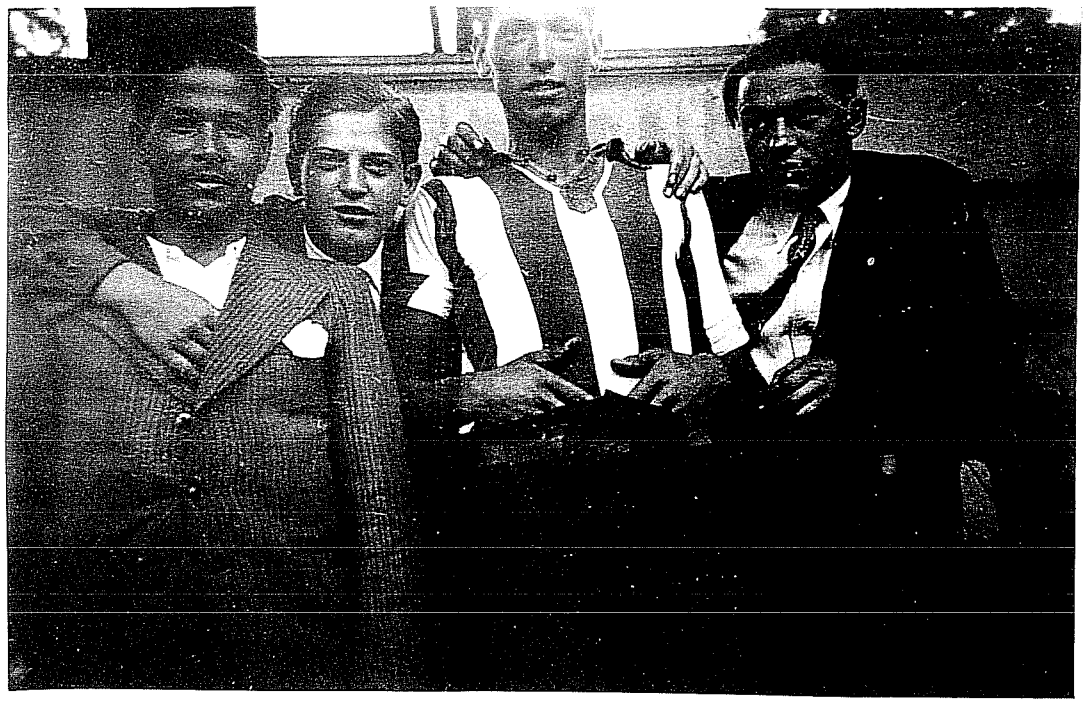
Le grand succès de la réunion du 29 mai montre bien l'influence déterminante de l'U.P.I. : depuis les "accords de Munich", les adhésions se multiplient d'autant plus vite que les risques de guerre augmentent. Si on adhère à la section dirigée par le "graniteur" Zanchetta, ce n'est sûrement pas pour des préoccupations identitaires, bien au contraire : loin de vouloir afficher leur "italianité", les immigrés et leurs enfants manifestent une fois encore, et de la manière la plus forte, leur rejet d'un régime polititique honni, mais aussi d'une terre qu'ils veulent oublier afin de se "fondre" dans leur nouvelle patrie. Ils veulent également le faire savoir en organisant des réunions publiques dont la presse locale donne un grand écho. Dans les derniers jours d'août, *L'Express de l'Est* publie la nouvelle et dernière déclaration de la section : Angelo Zanchetta, ainsi que tous les adhérents de l'"U.P.I." de Senones, *"viennent de renouveler l'engagement de septembre 1938, par lequel les Italiens sont prêts à défendre la France dans le cas où elle serait attaquée"*[85]. Beaucoup dans la ville doutent encore de la sincérité de telles proclamations.

Le 31 août et le 1er septembre, juste avant le début des hostilités, les sections de Senones et Gérardmer renouvellent leurs engagements passés pour la dernière fois : l'U.P.I est en effet dans une situation très inconfortable, n'ayant pas hésité quelques jours plus tôt à défendre le pacte d'alliance germano-soviétique dans les colonnes de *La Voce degli Italiani.* Son secrétaire général, Romano Cocchi, est démis de ses fonctions et les communistes italiens, pourchassés par la police[86]. Dans les Vosges pourtant, l'écho de ces événements reste limité : à cette date, les Italiens se préparent à affronter le choc d'un nouveau conflit.

En cinq ans à peine, de 1934 à 1939, l'image de l'Italien s'est considérablement dégradée. Bon ouvrier consciencieux dans les années 1920, il est devenu subitement un dangereux révolutionnaire à la solde de Moscou, un malade encombrant les hôpitaux, un chômeur vivant comme un parasite sur le dos du contribuable français ou un espion travaillant pour le compte des services secrets mussoliniens. Cette dégradation fragilise des hommes et femmes, qui, pour la plupart, sont presque totalement assimilés.

[85] L'Express de l'Est : 31 août 1939.
[86] MILZA (Pierre), Voyage en Ritalie, pages 262-263.

En un quart de siècle, de 1914 à 1939, les immigrés transalpins ont déserté cette région frontalière, puis y sont revenus dans les années 1920 pour s'y installer et y travailler. Par leurs choix décisifs, par leur acharnement aussi, de nombreuses familles rescapées"de la crise des années 1930 se sont complètement intégrées au milieu d'accueil et leurs enfants apparaissent parfaitement assimilés. A partir de 1936 pourtant, les Italiens sont victimes de la dégradation des relations entre une France qu'ils ont adoptée et une Italie qu'ils veulent oublier et dont ils méprisent le gouvernement. Malgré leur intégration évidente dans la culture ouvrière locale, ils souffrent de manifestations de rejet qui remettent en cause un "enracinement" et une *"fusion"* que l'on croyait exemplaire. La première guerre mondiale, si elle a permis aux Transalpins de bénéficier pendant près de 20 ans d'une excellente image de marque, a laissé des cicatrices indélébiles dans les mémoires comme dans les paysages : c'est justement pour ne plus revoir les ruines de 1918 qu'une fraction grandissante de la population de l'arrondissement se replie 20 ans plus tard dans un pacifisme aveugle où la xénophobie tient néanmoins une large place. L'Italien *"frère d'arme"*, sobre et travailleur a disparu : en 1939, il laisse la place au "macaroni" retord et ingrat.



Pio Sartorelli à la fin des années 1930.

Arrivé à l'âge de 11 ans avec sa mère et ses sœurs à Senones, le jeune homme parle parfaitement le français et est totalement assimilé. Ouvrier aux "Manufactures" puis "graniteur" chez Ernest Mantovani, Pio joue au football au sein de la J.S.S. et est adhérent à l'U.P.I. Il compte de nombreux amis parmi les Italiens et les Français "de souche". Naturalisé en 1939, il sera déporté en octobre 1944 et mourra à Buchenwald en 1945.